

ALGERIE

Jil Jadid, une logique de Hirak

Recueil des textes et analyses politiques de Jil Jadid de 2017 à 2024



Textes rassemblés et commentés par Zoheir Rouis

A mon père, Rabi Yarhmek, parti si vite en cette année 2023
A mes amis et compagnons, Smail Saidani (Allah Yarhmah) et Soufiane Djilali
Aux Jaddiennes et aux Jaddiens

<i>Présentation de l'ouvrage et de l'auteur</i>	4
Avant-propos	5
Introduction	7
Acte 1 : Le pouvoir doit renoncer au 5 ^{ème} mandat – 27/12/2017 au 20/12/2018	13
Acte 2 : D'une logique de Hirak, au Hirak – 12/02/2019 au 13/05/2019	37
Acte 3 : L'opposition doit rester fidèle au Hirak en aidant le régime à s'en aller – 29/05/2019 au 25/08/2019	54
Acte 5 : Sauver le Hirak et ouvrir des perspectives politiques consensuelles – 17/12/2019 au 25/12/2020	86
Acte 6 : Faire passer le Hirak de la rue aux institutions – 23/01/2021 au 03/10/2021	172
Acte 7 : La répétition obsessionnelle des mêmes choix perdants – 15/02/2022 au 03/02/2024	207

Présentation de l'ouvrage et de l'auteur

Le 22 février 2019 a été une étape historique exceptionnelle à travers laquelle le peuple algérien a exprimé pacifiquement son désir de changement.

Le Hirak venait de surgir comme l'aboutissement d'une série d'actions et de soulèvements qui ont jalonné l'histoire contemporaine de l'Algérie, en particulier sur les vingt dernières années.

Jil Jadid, dont la raison d'être est la construction d'un Etat de droit, et fidèle à sa devise « Le devoir d'agir », a naturellement, par son engagement dans la contestation et ses positions en opposition radicale au régime de Bouteflika, été aux côtés des Algériens le 22 février 2019, à défendre le mouvement populaire et à porter ses objectifs stratégiques, à savoir, le changement en faveur de la construction d'un Etat de droit et la démocratie.

Le présent recueil se propose de revenir sur cette période de l'Histoire contemporaine de l'Algérie, à travers l'exhaustivité des écrits, analyses, et prises de positions de Jil Jadid, avant, pendant et après le Hirak.

Plus de 100 documents publiés sous forme de communiqués, de tribunes libres et d'interviews de ses dirigeants sont ainsi reproduits in extenso avec à chaque fois une introduction permettant de situer dans le temps les événements et de redonner le fil conducteur des positions reproduites pour mieux appréhender leur cohérence et constance au fil du temps.

Il s'agit de témoigner, pour l'Histoire, et par l'écrit, qui lui seul reste, sur l'action et le rôle joué par un jeune parti politique et de juger de la pertinence et de la justesse des propos et analyses qui ont systématiquement anticipé des situations qui finiront par se produire et qui après coup confortent sa vision.

Ce recueil va donc nous replonger dans l'histoire de la chronique annoncée de la chute inéluctable d'un régime qui a gravement nuit à l'Algérie et qui dans sa chute menaçait d'emporter l'Etat et de livrer le pays à l'aventure.

En filigrane, c'est aussi l'histoire des faits et gestes des acteurs politiques algériens face à un régime que certains ont tantôt combattu, tantôt accompagné, en nouant ici et là des alliances parfois surprenantes, voire douteuses pour certains d'entre eux.



Zoheir Rouis est membre fondateur du parti Jil Jadid (Nouvelle Génération) dont il est actuellement le Vice-président.

Juriste de formation, Zoheir Rouis s'est engagé en politique dès l'âge de 20 ans, au moment des tragiques événements d'octobre 1988.

Au lancement de la première expérience pluraliste algérienne, il a été membre fondateur, en 1990, du Parti du Renouveau Algérien, avant de le quitter en 1999 pour désaccord sur la stratégie à adopter vis-à-vis du régime de Bouteflika nouvellement installé. Cette période lui aura néanmoins permis de vivre de l'intérieur les bouleversements politiques

qu'a connu l'Algérie entre 1990 et 1999, de prendre part à des événements nationaux et de côtoyer des personnalités nationales et historiques.

L'action politique réelle ayant été neutralisée dès 1999, il poursuivra son militantisme pour la consécration des libertés et l'établissement d'un Etat de droit en Algérie aux côtés de Soufiane Djilali et feu Smail Saidani, notamment au travers de chroniques et interventions publiques, avant de créer avec eux le parti Jil Jadid.

Avant-propos

Le 22 février 2019 a été une étape historique exceptionnelle à travers laquelle le peuple algérien a exprimé pacifiquement son désir de changement.

Le Hirak¹ venait de surgir comme l'aboutissement d'une série d'actions et de soulèvements qui ont jalonné l'histoire contemporaine de l'Algérie, en particulier sur les vingt dernières années.

Un sursaut salvateur pour mettre fin à un cycle d'abaissement et d'affaissement qui n'avait que trop duré pour sauver l'Etat d'une déchéance certaine et jeter les bases d'un Etat de droit, dans le respect de la pluralité et de la diversité.

Au final, le Hirak aura été l'expression grandiose de la volonté des Algériens de sauvegarder leur dignité.

Le Hirak a balayé le régime de Bouteflika², un régime autoritaire, prédateur, corrompu et corrupteur, qui s'est installé au pouvoir en 1999 à la faveur de la démission du président Zeroual³.

Progressivement, ce régime a annihilé toutes les libertés et fait main basse sur les richesses du pays, dilapidées et détournées à des fins personnelles.

Jil Jadid⁴, dont la raison d'être est la construction d'un Etat de droit, et fidèle à sa devise « Le devoir d'agir », a naturellement, par son engagement dans la contestation et ses positions en opposition radicale au régime de Bouteflika, été aux côtés des Algériens le 22 février 2019, à défendre le mouvement populaire et à porter ses objectifs stratégiques, à savoir, le changement en faveur de la construction d'un Etat de droit et la démocratie.

Depuis sa création en 2011, Jil Jadid a, in fine, agi dans une logique de Hirak avant le Hirak, en étant au cœur de la contestation, et sans jamais perdre de vue que le pays était néanmoins fragile et qu'il fallait donc agir, en même temps, et en toute circonstance, dans le sens de la reconstruction d'une vie politique nouvelle empreinte de réalisme et de sagesse, en droite ligne avec l'une de ses valeurs phares⁵, la responsabilité.

Le présent recueil, dont l'idée est née d'une discussion que nous avons eu, le 28/10/2022, avec Soufiane Djilali, Habib Brahmia et Mehdi Djabri⁶, se propose de revenir sur cette période de l'Histoire contemporaine de l'Algérie, à travers l'exhaustivité des écrits, analyses, et prises de positions de Jil Jadid, avant, pendant et après le Hirak.

1 Mot arabe pour désigner un mouvement contestataire populaire. Le 22 février 2019, le monde découvre les rues d'Alger et des grandes villes algériennes envahies par des foules massives et inédites manifestant contre un 5^{ème} mandat pour le président Bouteflika

2 Elu président de la République pour un 1^{er} mandat le 27 avril 1999.

3 Le président Liamine Zeroual a été élu au suffrage universel en 1995 président de la République pour un mandat de 5 ans, après avoir été désigné le 30 janvier 1994 à la tête de l'État, remplaçant Ali Kafi président du Haut Comité d'Etat (HCE), pour assurer la période de transition. Le 11 septembre 1998, il annonce son intention de quitter son poste et organise des élections présidentielles anticipées le 27 avril 1999.

4 Parti politique algérien qui veut dire « Nouvelle Génération » créé le 11 mars 2011. [Accueil - Jil Jadid](#)

5 Parmi les valeurs de Jil Jadid, il y a la Responsabilité, la Justice, la Responsabilité, l'Innovation et la Solidarité. [Les valeurs fondamentales - Jil Jadid](#)

6 Soufiane Djilali est le président de Jil Jadid ([Soufiane Djilali — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)), Habib Brahmia est le 1^{er} Secrétaire de Jil Jadid et Mehdi Djabri est le Secrétaire Exécutif en charge de l'Organisation Générale de Jil Jadid

Plus de 100 documents publiés sous forme de communiqués, de tribunes libres et d'interviews de ses dirigeants sont ainsi reproduits in extenso avec à chaque fois une introduction permettant de situer dans le temps les événements et de redonner le fil conducteur des positions reproduites pour mieux appréhender leur cohérence et constance au fil du temps.

Il s'agit de témoigner, pour l'Histoire, et par l'écrit, qui lui seul reste, sur l'action et le rôle joué par un jeune parti politique et de juger de la pertinence et de la justesse des propos et analyses qui ont systématiquement anticipé des situations qui finiront par se produire et qui après coup confortent sa vision.

Ce recueil va donc nous replonger dans l'histoire de la chronique annoncée de la chute inéluctable d'un régime qui a gravement nuit à l'Algérie et qui dans sa chute menaçait d'emporter l'Etat et de livrer le pays à l'aventure.

En filigrane, c'est aussi l'histoire des faits et gestes des acteurs politiques algériens face à un régime que certains ont tantôt combattu, tantôt accompagné, en nouant ici et là des alliances parfois surprenantes, voire douteuses pour certains d'entre eux.

Mais c'est aussi l'histoire de la lutte sans merci d'un régime finissant qui fera tout pour tenter de survivre à un mouvement populaire qu'il n'a pas pu voir venir.

Les travaux intellectuels entamés sur le Hirak doivent pouvoir nommer et situer le rôle historique de chacun des acteurs politiques dans le déclenchement de la contestation populaire et la réalisation ou la trahison de ses revendications, loin des tentatives de réécriture de l'Histoire.

Il appartient à ceux qui voudront faire ce travail avec sérieux et rigueur de s'emparer de ce recueil mais aussi des écrits et déclarations des uns et des autres pour restituer de manière objective, le rôle joué par chacun pour hâter le départ du régime de Bouteflika et porter et défendre les seuls objectifs stratégiques du mouvement populaire.

Décembre 2023

Introduction

Né le 11 mars 2011, Jil Jadid est arrivé dans l'arène politique algérienne alors que le président Bouteflika entamait sa 12^{ème} année d'exercice du pouvoir, après avoir amendé en 2008 la Constitution pour faire sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels et s'octroyer un 3^{ème} en 2009.

En 2011, la scène politique algérienne était dans un état de léthargie méthodiquement entretenu par un pouvoir autoritaire qui avait anesthésié toute vie politique et toute voix discordante, gelé de manière illégale la création de partis, d'associations et de syndicats, verrouillé les médias, instauré de fait l'auto censure et soudoyé une classe politique intéressée par les positions, les quotas et les avantages. Une classe politique qui a largement accompagné le régime, en ayant participé à ses gouvernements et/ou à ses élections marquées par la fraude, la corruption et la distribution des quotas. Autant de turpitudes qui vont contribuer à éloigner les Algériens de la politique et installer durablement le discrédit sur l'engagement citoyen.

Par ailleurs, dès la fin de l'année 2010, « surgissaient » ici et là dans un certain nombre de pays arabes, des mouvements de contestation dits printemps arabes⁷ exprimant désir de changement et libération de la parole. Des mouvements largement inspirés par des forces extérieures et qui vont naturellement trouver un écho favorable auprès des sociétés en ébullition de ces pays autoritaires.

Dans sa fuite en avant et pour tenter d'échapper à une éventuelle pression externe et éviter que ces mouvements de contestation arabes ne fassent tache d'huile en Algérie, le régime de Bouteflika, après avoir nié toute possibilité d'ouverture aux nouveaux partis, est contraint d'entrouvrir l'espace politique, en autorisant en 2012 la création de plusieurs dizaines de partis, dont l'écrasante majorité lui faisait déjà allégeance ...

C'est dans ce contexte, et saisissant ce qu'ils ont perçu comme étant une « fenêtre de tir », que Soufiane Djilali et les fondateurs de Jil Jadid sautent le pas⁸ et se lancent, non sans mal⁹, dans l'aventure politique avec pour ambition la contribution à la sauvegarde de l'Etat, l'instauration d'un Etat de droit, le développement économique et l'épanouissement social et culturel des Algériens.

Pour les fondateurs de Jil Jadid, dont les principaux d'entre eux avaient déjà une vingtaine d'années de militantisme en faveur de la démocratie et des libertés¹⁰, l'instauration d'un Etat de droit n'était pas compatible avec le maintien au pouvoir du régime de Bouteflika dans la mesure où il constituait le principal obstacle au désir de changement exprimé de manière

7 En décembre 2010, une vague de contestation est déclenchée en Tunisie contre les régimes autocratiques.

8 Dès 2009, Soufiane Djilali, feu Smail Saidani et Zoheir Rouis se préparent à fonder un parti politique le moment venu. Fin 2010, ils entrevoient « une fenêtre de tir » et contactent des amis politiques pour les mobiliser. Soufiane Djilali loue alors un petit local à Zéralda pour engager les échanges qui aboutiront à l'assemblée générale constitutive du 11 mars 2011 à Koléa dans une ferme agricole. Le 13 avril 2011, il rend publique sa déclaration de principes et deux jours plus tard, le président Bouteflika annonce sa volonté d'ouvrir le champs politique.

9 Jil Jadid rencontrera des difficultés durant plusieurs mois avant que le Ministère de l'Intérieur n'accepte qu'il puisse déposer son dossier d'agrément et après avoir mené une campagne médiatique pour dénoncer les pratiques et subterfuges auxquels il a fait face pour ce dépôt. Il sera finalement agréé le 18 mars 2012, soit une année après avoir fait l'annonce de sa création

10 Pour mieux connaître l'histoire de la création de Jil Jadid et le parcours de ses initiateurs : [Interview de M. Zoheir Rouis, Membre du Conseil Politique et SE chargé de la représentation à l'étranger à Jil Jadid - Jil Jadid](#)

récurrente par les algériens, notamment à travers des milliers d'émeutes qui se déroulaient dans le pays depuis plus d'une décennie.

Pour Jil Jadid, et dès sa 1^{ère} prise de parole en 2011, le régime de Bouteflika menait le pays vers l'abîme et son départ devenait donc vital pour sauver l'Etat, garantir sa pérennité et préserver la nation des velléités de déstabilisations externes. Pour cela, seule l'édification d'un Etat de droit était à même de prémunir le pays et de constituer un projet mobilisateur pour redonner confiance à une population désabusée et dont la jeunesse était tournée vers la *harga*¹¹ comme seule échappatoire.

Par ailleurs, et au regard de la corruption généralisée instaurée par le régime, la gabegie et la dilapidation des deniers publics, Jil Jadid va dénoncer le caractère criminel et les conséquences de cette stratégie d'accaparement et de détournement des moyens de l'Etat à des fins personnelles. En effet, pour Jil Jadid, cela procède d'une logique criminelle destinée à démanteler et neutraliser toute opportunité de développement du pays au profit d'intérêts privés internes et externes.

Dès sa création, la stratégie d'intervention de Jil Jadid va donc consister à agir dans deux directions : mobiliser les citoyens et les amener à s'engager, et renforcer l'opposition pour qu'elle se donne les moyens d'incarner une alternative crédible. Les intérêts supérieurs du pays imposant de mener de front ces deux objectifs stratégiques pour sauver l'Etat d'une descente aux enfers et engager un véritable processus démocratique.

Jil Jadid va donc œuvrer sans relâche pour mobiliser les algériens afin qu'ils reprennent confiance en eux-mêmes, qu'ils se donnent les moyens de changer les choses en s'engageant à se réappropriier leur citoyenneté et à défendre leur Etat. Pour cela, il va adopter un discours frontalement orienté anti Bouteflika, et au-delà du discours, il va agir sur le terrain pour hâter le départ du régime en engageant bien seul, en tant que parti politique, des actions de contestation et de mobilisation des citoyens, tout en agissant activement pour fédérer l'opposition.

Par son discours, qualifié de radical, la force de ses idées, la pertinence de ses propos, l'activisme et le courage de ses responsables, Jil Jadid va rapidement s'imposer comme un acteur incontournable de l'opposition, ce qui ne sera pas forcément du goût de tous, du régime comme d'une certaine opposition confortablement installée dans une sorte de modus vivendi avec le pouvoir.

Soufiane Djilali dira plus tard¹² que « *Au moment de constituer notre parti, nous savions, nous les membres fondateurs, que l'aventure dans laquelle nous nous étions lancés serait longue, rude et semée d'embûches. Nous nous sommes alors armés de patience devant l'incompréhension, de ténacité face à l'adversité, de hauteur face aux calomnies, de modestie face aux succès, tout en avançant, pas à pas pour bâtir un édifice humain de qualité et qui contribuera efficacement au développement de notre patrie* ».

Si en mai 2012, trois mois après avoir arraché de haute lutte son agrément, Jil Jadid participe aux élections législatives et locales afin de se faire connaître et gagner en notoriété, en 2014, il refuse de cautionner un 4^{ème} mandat pour le président sortant, de surcroît malade et absent,

11 Terme de l'arabe algérien, désignant « ceux qui brûlent ». La Harga est l'action de « brûler les papiers, les lois » et donc d'émigrer clandestinement, essentiellement par mer à bord d'embarcations de fortune pour rejoindre l'Europe. Selon Eurostat, le nombre moyen annuel de haraga algériens est de près de 19 000 entre 2008 et 2017, avec près de 25 000 uniquement pour l'année 2017. Plusieurs dizaines d'entre eux sont chaque année, portés disparus en mer ou retrouvés morts par les gardes côtes algériens ou européens.

12 Discours prononcé lors du 2^{ème} congrès ordinaire du parti le 25 juin 2022.

et s'engage dans une campagne de rejet de cette élection présidentielle aux côtés du Mouvement Barakat¹³, pendant que d'autres « opposants » acceptent d'endosser l'habit d'outsider à l'image de Louisa Hanoune¹⁴ ou de Rachid Nekkaz¹⁵.

La campagne de Jil Jadid contre le 4^{ème} mandat va démarrer dès le 3 mars 2013 à la salle de conférences de Riadh el Feth à Alger par une conférence regroupant, outre Soufiane Djilali, l'ancien Premier Ministre Ahmed Benbitour et le Moudjahid Mohamed Mechat, membre du groupe historique des 22 qui avait préparé le déclenchement de la Révolution algérienne du 1^{er} Novembre. Une conférence destinée à dénoncer le 4^{ème} mandat annoncé et à appeler à la constitution d'un front commun contre ce coup de force du régime. Cette conférence restera comme étant la conférence des « 4 non » : non à un quatrième mandat du président Bouteflika, non à l'allongement de son mandat, non à la révision de la Constitution et non à la manipulation des résultats des élections présidentielles.

L'activisme de Jil Jadid, le franc parlé de ses dirigeants et leur courage politique vont installer sa notoriété. Une notoriété acquise au prix de nombreux sacrifices de ses cadres et militants et à la force de son audace et de son courage. Naturellement, cet état de fait, va très vite faire de lui la bête noire du régime qui lui mettra les bâtons dans les roues en toutes circonstances, l'écartera de ses droits en tant que parti et ne manquera pas d'user de violence à son égard lorsqu'il osera lui manifester, dans la rue, son opposition.

D'ailleurs, il sera systématiquement ciblé par les figures les plus emblématiques du régime, à l'image de l'ancien président de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) et ex Secrétaire Général du parti FLN, Amar Saadani, aujourd'hui réfugié au Maroc ou de l'ancien Premier Ministre et ex Secrétaire Général du parti RND, Ahmed Ouyahia, aujourd'hui emprisonné. A telle enseigne, que certains hauts cadres de l'Etat et mêmes des citoyens ordinaires auront des appréhensions à fréquenter publiquement Jil Jadid et ses dirigeants, de crainte de représailles.

Dans la continuité de son action de rejet de l'élection présidentielle de 2014 et poursuivant sa stratégie initiale, Jil Jadid va agir activement pour le regroupement de l'opposition face au danger pour l'Etat et la nation que représente le 4^{ème} mandat d'un Abdelaziz Bouteflika manifestement impotent depuis son AVC de 2013¹⁶, et dont les prérogatives constitutionnelles sont détournées par ses proches et courtisans qui accentuent leur mainmise sur le pays et ses ressources.

C'est ainsi qu'avec quelques acteurs de l'opposition, Jil Jadid va être à l'initiative, dès 2013, de la Coordination Nationale pour les Libertés et la Transition Démocratique (CNLTD) et de

13 Mouvement de la société civile qui signifie en arabe « ça suffit ! », né au lendemain de l'officialisation de la candidature du président algérien Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat consécutif.

14 Dirigeante du Parti des Travailleurs depuis 1990, soit depuis 33 ans.

15 Citoyen franco algérien qui tentera une aventure politique en France d'abord en se présentant, sans succès, aux élections législatives de 2007 et aux municipales de 2008 ainsi qu'à la législative partielle de 2013. En 2006, il annonce son intention de se porter candidat libre aux présidentielles françaises de 2007. Il déclarera forfait faut d'avoir réussi à obtenir le nombre de parrainages nécessaire. Il rééditera en 2011, en annonçant sa volonté d'être candidat aux présidentielles de 2012, cette fois ci sous les couleurs du Parti Socialiste français, qu'il avait rejoint en 2009. Il ne pourra finalement participer à la primaire socialiste. En 2013, il annonce renoncer à sa nationalité française et déclare sa candidature à l'élection présidentielle algérienne de 2014. Cette même année, il fonde un parti politique non agréé à ce jour, le Mouvement de la Jeunesse et Changement.

16 Le président Bouteflika est évacué en France au Val de Grace, le 27 avril 2013 pour un AVC. Il ne rentrera en Algérie que le 27 juillet 2013, soit au bout de 80 jours d'absence et sur un fauteuil roulant, qu'il gardera d'ailleurs jusqu'à son décès le 17 septembre 2021. Son dernier discours public ayant eu lieu à Sétif le 8 mai 2012.

l'Instance de Coordination et de Suivi de l'Opposition (ICSO), regroupement inédit de l'ensemble des acteurs et des organisations de l'opposition¹⁷.

Le 10 juin 2014, l'union de l'opposition sera scellée par la signature de la plateforme dite de Mazafran¹⁸. Une seconde conférence de l'opposition, dite Mazafran 2, tenue le 30 mars 2016, posera les termes de l'accord entre ces acteurs à travers une plateforme qui appelle à une transition démocratique et conditionne la participation à toute élection à la mise en place d'une commission indépendante d'organisation et de surveillance du scrutin, l'amendement de la loi électorale dans le but d'offrir des garanties juridiques et administratives et l'ouverture d'un dialogue national inclusif et sérieux en vue de trouver une issue à l'impasse politique, économique et sociale.

L'ICSO lancera également un appel à l'instauration d'un Etat civil en éloignant l'armée de la sphère politique pour se consacrer à l'accomplissement de ses seules missions constitutionnelles et éviter l'affaiblissement du consensus national autour des politiques de défense et des affaires étrangères. Enfin, l'ICSO appellera l'ensemble des Algériens à participer au renforcement du front intérieur pour parer aux tentatives d'effritement de l'Etat-nation et de morcellement du pays.

Autant d'objectifs qui resteront, à ce jour, un marqueur pour Jil Jadid dans toutes ses interventions, comme la preuve de sa constance et de sa cohérence en toutes circonstances.

Ce regroupement de l'opposition va redonner pour un temps crédibilité à l'opposition et espoir à une population désespérée de voir les acteurs politiques s'émanciper du régime et agir de concert pour représenter une alternative crédible et sérieuse. Le test de crédibilité, de sérieux et de cohérence de l'opposition sera le scrutin législatif de 2017.

Face à l'absence de toute volonté du régime d'ouvrir un dialogue sérieux avec l'opposition autour des conditions d'organisation du scrutin de 2017 et son refus de mettre en place une commission d'organisation et de surveillance des élections telle que demandée par la CNLTD et l'ICSO, Jil Jadid va œuvrer, en vain, pour que l'opposition reste fidèle à ses engagements et ne cède pas au chant des sirènes et des quotas. Une mise à l'épreuve que le régime va lui infliger devant le danger que représentait pour lui le pacte de Mazafran.

Le régime sera d'autant plus encouragé dans son attitude qu'il trouvera rapidement parmi les signataires de la plateforme de Mazafran, des « opposants » prêts à renier leurs engagements pour participer sans conditions au scrutin législatif de 2017.

C'est ainsi que les élections législatives se dérouleront, notamment avec la participation du MSP, du RCD, du FFS, du FJD, du mouvement Ennahda et du PT, aux côtés du FLN et du RND.

Autant la volte-face d'un parti comme le MSP était prévisible depuis son initiative de rencontrer, au Palais d'El Mouradia, le 9 juillet 2015, Ahmed Ouyahia, Directeur de cabinet du président Bouteflika, autant celle d'un parti comme le RCD par exemple, l'était moins après ses déclarations de mars 2016 dans lesquelles il indiquait « nous devons rechercher la mise en place de mécanismes qui garantissent l'engagement, la constance et la loyauté de chacun autour du minimum qui nous rassemble » et que « Quand on veut représenter une

17 A l'exception notable du FFS et du PT de Louisa Hanoune. Cette dernière explique son refus par son désaccord avec l'option de transition démocratique

18 Du nom de l'Hôtel Mazafran à Zéralda à Alger dans lequel se tient la conférence.

alternative crédible à un système aussi figé que celui qui a confisqué l'indépendance, il faut être d'une lisibilité exemplaire»¹⁹.

Malgré ce contexte de volte-face et de reniements que le régime va apprécier à leurs justes valeurs pour avoir neutralisé de l'intérieur et par ses propres acteurs ce regroupement inédit de l'opposition, Jil Jadid, fidèle à son engagement pris à Mazafran, va agir activement sur le terrain pour le rejet des élections législatives et locales de 2017.

Le 1^{er} juin 2016, il annonce son retrait de la CNLTD, bafouée et devenue désormais inutile.

D'ailleurs, la CNLTD et l'ICSO ne survivront pas à ce reniement.

Jil Jadid se retrouvera ainsi bien seul à mener une campagne de boycott des élections législatives de mai 2017. Le taux de participation officiel de 38% concédé par le régime, cachant bien mal l'ampleur réelle du rejet populaire de ce scrutin, lui donnera finalement raison.

L'été 2017, Jil Jadid va donner le ton de son action contre le régime Bouteflika lorsque Meriem Saidani, membre du Conseil Politique, accompagnée d'autres dirigeants du parti, dont Habib Brahmia, va, en plein centre d'Alger²⁰ et devant une foule médusée et interloquée par son courage, apostropher Said Bouteflika, l'intouchable Conseiller et frère du président de la République, en lui lançant un « wash djabek hna ? manashakouch²¹ ». Une audace qui va le surprendre et le prendre de court et l'obliger à précipiter son départ dans un vacarme plus bruyant entonné par la foule subitement désinhibée par le courage et l'audace des militants de Jil Jadid.

En cet été 2017, Jil Jadid va être bien seul à battre le pavé pour faire campagne pour l'application de l'article 102²² de la Constitution afin de dénoncer publiquement le maintien à la tête du pays d'un président malade et absent, utilisé comme alibi par certains courtisans intéressés, internes et étrangers²³. Là aussi, le fait qu'en 2019, certains réclament, bien trop tardivement, l'application de la Constitution pour constater l'empêchement du président, donnera raison à Jil Jadid et à la justesse de son combat.

Alors que l'opposition de Mazafran se transforme et qu'une bonne partie d'entre elle s'installe confortablement dans les institutions de Abdelaziz Bouteflika, il devient dès lors évident que désormais il y a l'opposition politique **au** pouvoir et l'opposition politique **du** pouvoir.

La 1^{ère} est quasi exclusivement incarnée par Jil Jadid, un parti qui brave avec courage le régime, en tout lieu et en toute circonstance, malgré sa jeunesse (6 ans d'existence en 2017) et ses moyens bien dérisoires.

19 [conférence de l'opposition : les 9 recommandations de l'icso - Algerie360](#)

20 A l'occasion d'un rassemblement de soutien à Rachid Boudjedra tenu le 03/06/2017 devant le siège de l'Autorité de Régulation de l'Audiovisuel.

21 « Qu'est-ce que vous êtes venu faire ici ? On n'a pas besoin de vous »

22 L'article 102 de la Constitution de 1996, révisée en 2016, stipule que lorsque le président de la République, pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses missions, « le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous les moyens appropriés, propose, à l'unanimité, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement ».

23 Tout le monde se souviendra longtemps des déclarations du président français François Hollande évoquant l'état de santé du président Bouteflika qu'il venait de rencontrer à Alger le 15 juin 2015 : « Le président Bouteflika m'a donné une impression de grande maîtrise intellectuelle et même, c'est rare de rencontrer un chef d'État qui a cette alacrité, cette capacité de jugement", alors que pour le commun des mortels, avec images à l'appui, le président Bouteflika n'était plus en capacité d'exprimer quoi que ce soit ou de se mouvoir depuis plusieurs années déjà.

La seconde, est représentée par une noria de partis dits d'opposition installés dans les institutions²⁴ et soucieux de préserver leurs intérêts et positions en bénéficiant des moyens financiers et logistiques de l'Etat (financement en raison de leur présence dans les institutions nationales et mise à disposition de biens immobiliers de l'Etat pour leurs sièges nationaux et locaux).

Si en 2017, Jil Jadid refuse de participer aux élections législatives puis locales, c'est pour dénoncer un régime politique dévoyé dont les intentions et les actes allaient mettre gravement en péril l'Etat et engager la perte morale de la nation. Pour Jil Jadid, il n'était pas question d'être complice de cette forfaiture annoncée.

L'année 2017, sera donc l'année de la rupture entre Jil Jadid et une classe politique compromise, discréditée et coupée des préoccupations des citoyens. Une classe politique à l'évidence démobilisée, sans audace et sans perspectives, et qui a manifestement perdu confiance en sa capacité à imposer le changement. Une classe politique qui n'a pas su se renouveler et s'adapter à une nouvelle réalité, celle de l'après décennie noire et qui est restée prisonnière des idéologies de l'après Octobre 1988. Une classe politique qui a fini par céder au chant des sirènes face à un régime ayant corrompu les esprits, acheté les consciences et neutralisé toute velléité politique de le remettre en cause.

En cette fin d'année 2017, Jil Jadid est ainsi sur tous les fronts de la contestation sectorielle comme nationale pour défendre la liberté de la presse, s'opposer à l'exploitation du gaz de schiste aux côtés des populations du Sud, soutenir les droits des retraités de l'ANP²⁵ et des médecins résidents, ... autant de causes abandonnées par la classe politique traditionnelle.

Il ne manquera pas non plus d'ouvrir les portes de son siège national à des militants esseulés en recherche de soutien.

C'est dans ce contexte, et face à la responsabilité qui, par la force des choses, était devenue la sienne d'incarner l'opposition réelle, que Jil Jadid va, tout en étant conscient qu'il ne peut agir seul, proposer dès 2018 à la société civile de s'impliquer pour que le régime renonce à un 5^{ème} mandat aux élections présidentielles d'avril 2019.

C'est ainsi que Jil Jadid engage en ce début 2018, une logique de Hirak avant le Hirak.

24 Le FFS sera représenté à l'APN par 14 députés, le RCD par 9 députés, le MSP par 34 députés, le PT par 11 députés, ...

25 Armée Nationale Populaire

Acte 1 : Le pouvoir doit renoncer au 5^{ème} mandat – 27/12/2017 au 20/12/2018

Pour Jil Jadid, l'année 2018 devait être stratégiquement l'année du sursaut et de l'éveil citoyen, avant les élections présidentielles de 2019. Il va donc faire le choix de rehausser davantage l'exigence politique et agir pour que le 5^{ème} mandat ne soit pas envisagé et qu'émerge une opportunité pour la société politique (partis comme associations et militants politiques) d'imposer un processus démocratique négocié.

C'est ainsi que dès le mois de janvier 2018, Jil Jadid interpelle la société politique sur la nécessité de préparer 2019 (élection présidentielle), faute de quoi le pays sera gravement exposé entre des velléités d'imposer un 5^{ème} mandat et une contestation populaire sourde qu'il perçoit à travers ses nombreuses sorties sur le terrain.

Cet appel, Jil Jadid va de nouveau le rééditer le 10 mars 2018, par la voix de son président Soufiane Djilali, devant les militants de la société civile et les responsables de l'opposition réunis à l'occasion du 7^{ème} anniversaire du parti. Soufiane Djilali insistera particulièrement sur les dangers de l'inaction face à un 5^{ème} mandat et lancera un appel à la mobilisation générale. Il dira alors son refus de se soumettre à une énième humiliation et son intention de sortir dans la rue même s'il devait, de nouveau, être seul à le faire.

Naturellement, en ce 10 mars 2018, plusieurs de ceux qui étaient présents dans la salle avaient déjà en tête leur propre candidature à l'élection présidentielle d'avril 2019, quoi qu'il arrive, dussent-ils rééditer les erreurs du passé.

Dans la dynamique de l'appel du 10 mars 2018, Jil Jadid prend l'initiative de mobiliser des acteurs politiques et de la société civile pour interpeller directement Abdelaziz Bouteflika sur les conséquences d'un 5^{ème} mandat, s'il n'y renonce pas.

Alors que certains acteurs acceptent d'être partie prenante de l'initiative, d'autres, qui seront par la suite pompeusement qualifiés d'activistes hirakistes de 1^{er} plan, la déclineront poliment, chacun à sa manière, soit directement, soit en se terrant pour ne pas avoir à y répondre.

Le 26 mai 2018, 14 personnalités nationales publient une lettre ouverte au président Bouteflika afin de lui demander de renoncer au 5^{ème} mandat.

Parmi les 14 signataires figurent l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali et la militante du mouvement Barakat, Amira Bouraoui, le romancier Yasmina Khadra, la constitutionnaliste Fatiha Benabbou, le sociologue Nacer Djabi et l'auteur de ces lignes.

En parallèle de l'initiative du 26 mai, Jil Jadid va, en ce début d'année 2018, directement interpeller l'armée afin qu'elle prenne ses responsabilités, non pas pour prendre le pouvoir mais pour agir en faveur d'une transition démocratique qui sauverait l'Etat de l'effondrement et de la perte de sa souveraineté.

Et joignant l'acte à la parole, et pendant que le MSP rencontrait les partis du pouvoir, le FLN et le RND, autour de son initiative dite de « consensus national »²⁶, Jil Jadid va proposer à l'opposition et à la société civile la création de Mouwatana²⁷ pour interpeller directement les

26 Une initiative rejetée par les partis rencontrés, sachant que le FLN et le RND avaient déjà indiqué qu'ils soutenaient un 5^{ème} mandat pour le président Bouteflika.

27 Qui signifie en arabe « Citoyenneté ».

citoyens sur la nécessité pour eux de s'impliquer directement pour faire, pacifiquement, barrage au 5^{ème} mandat et engager une transition démocratique pour bâtir un Etat de droit.

Mouwatana sera ainsi lancée le 10 juin 2018 au siège de Jil Jadid, toujours avec Soufiane Djilali, Amira Bouraoui, Ahmed Benbitour, l'avocat Me Salah Dabouz, Ali Benouari, président du parti non agréé Nidaa El Watan, le journaliste Saâd Bouokba, et Zoubida Assoul présidente du parti Union pour le Changement et le Progrès (UCP).

Là aussi, certains acteurs qui se présenteront plus tard comme étant des activistes hirakistes de renom, refuseront de rejoindre cette initiative destinée à lancer des actions de terrains pour mobiliser les citoyens et qui, nous le verrons plus tard, va préfigurer ce qui sera le Hirak. A l'évidence, ces activistes ne croyaient pas à la capacité de mobilisation des Algériens, et peut être même à leur propre capacité de mobilisation, sauf à considérer qu'ils ne se vissent pas s'engager dans une action collective qui ne les mette pas au centre de celle-ci !

Cela n'empêchera pas les initiateurs de Mouwatana d'organiser, dans un certain nombre de villes du pays et au sein de la Diaspora, les premières manifestations de rue anti 5^{ème} mandat.

Ces manifestations démarreront dès le mois d'août à Alger²⁸ et se poursuivront en septembre à Constantine et Bejaia avant d'être empêchées par la mobilisation systématique d'imposants moyens de l'Etat. Les organisateurs, en particulier les militants et responsables de Jil Jadid, dont son président, seront systématiquement réprimés et embarqués dans les commissariats. Une répression qui s'est faite sous le silence assourdissant de cette opposition du pouvoir.

Au sein de la diaspora, la 1^{ère} manifestation anti 5^{ème} mandat se déroulera le 15 septembre 2018 à Paris République, à l'initiative de Jil Jadid Europe²⁹ en lien avec les rares acteurs et organisations de la communauté algérienne³⁰ qui étaient prêts à s'engager dans ce mouvement de contestation entamé par Mouwatana. Un second rassemblement sera organisé le 6 octobre 2018 à Paris République, puis progressivement des rassemblements se tiendront à Londres, Montréal, et dans bien d'autres villes de France.

La mobilisation en Algérie des initiateurs de Mouwatana trouble le clan présidentiel qui pressent assez justement son impact potentiel sur une population décidée à ne pas subir une énième humiliation.

Il va de ce fait s'engager dès le mois d'octobre dans un forcing pour le 5^{ème} mandat et lancer des ballon-sonde autour d'une prolongation du 4^{ème} mandat, voire d'un report de l'élection présidentielle d'avril 2019. Autant de fuites en avant qui démontrent le désarroi dans lequel le clan présidentiel se retrouvait, dans un contexte de fin de règne perceptible en cette d'année 2018 finissante.

Pour autant, Jil Jadid fera le constat dès le mois de novembre 2018 qu'à deux mois de la convocation électorale, l'opposition, faute d'avoir réussi à s'unifier, va certainement subir la suite des événements politiques. Il va alors alerter sur toute tentative d'usurpation électorale et en appeler à l'armée qui a mis en place le système Bouteflika afin qu'elle ne se dérobe pas à ses responsabilités et agisse pour permettre une transition démocratique.

28 Le 12 août 2018 1^{ère} sortie de Mouwatana à Alger avec une manifestation anti 5^{ème} mandat sur la place des Martyrs. Puis ça sera Constantine le 8 septembre et Bejaia le 15 septembre.

29 [Contributions - Le Hirak, une révolution du sourire aux confins de la diaspora : de sa genèse, de son organisation et de ses réussites \(jiljadid.org\)](https://www.jiljadid.org/)

30 Les organisateurs des rassemblements de Paris République dès le 15 septembre 2018 sont : Action pour le Changement en Algérie (ACA), Forum Démocratique, Front des Forces Vives, Jil Jadid Europe, Nida El Watan France et UCP France

Quelle sortie de crise ? Propositions de Jil Jadid

Communiqué du Conseil Politique du 27/08/2017

Les derniers événements politiques ont démontré à l'opinion publique que le Président de la République est dans l'incapacité physique et morale pour diriger le pays.

La résolution de la grave crise que traverse l'Algérie dépendra de la mise en œuvre de profondes réformes politiques et institutionnelles dont le premier acte devrait être inauguré par l'élection d'un nouveau Président de la République.

L'exigence de l'application de l'article 102 de la Constitution

Considérant l'urgence de la situation, l'actuel Président de la République aurait dû consentir à provoquer des élections anticipées. Malheureusement, il n'est pas homme à considérer l'intérêt du pays. Le 4ème mandat en est la preuve.

Il ne reste plus que la mise en œuvre de l'article 102 de la Constitution pour débloquer la situation.

Cet article, (précédemment article 88) est clair et aurait dû être activé dès le mois de Mai 2013. Cependant, la nature du système politique algérien et la mainmise du Président de la République et de son entourage sur les rouages de l'ensemble des institutions ont empêché son application.

Ce n'est pas un défaut des dispositions constitutionnelles qui est à l'origine du blocage mais l'entêtement d'une caste au pouvoir qui se considère comme la propriétaire de l'Algérie réduite au sort d'un butin de guerre.

Aujourd'hui, *seul le peuple*, en théorie souverain mais en pratique asservi par le régime, *qui est en devoir moral de reprendre son destin en main. C'est l'avenir de la nation qui est en jeu. C'est au peuple d'exiger l'application de l'article 102. Dans cette optique, Jil Jadid assumera ses responsabilités.*

Un processus constituant

Le départ de M. Bouteflika sera le début d'une solution, pas la solution.

En effet, quel que soit le futur Président élu, il aura à assumer de véritables réformes de fond lors d'un mandat qui devrait être voué à la transition du système actuel vers l'édification d'un véritable Etat de droit.

Considérant le délabrement général des institutions actuelles et des outils juridiques en cours, *le Président élu devra engager en premier lieu, un processus constituant, sous forme d'un large dialogue avec la classe politique et la société civile* et qui serait couronné par l'institution pour une durée de 6 à 12 mois, d'une Conférence Nationale dont l'objet serait *une nouvelle Constitution consensuelle*. Le peuple serait alors appelé à un référendum pour son adoption et donner ainsi les premières fondations à une deuxième République.

La limitation des mandats présidentiels, *l'institution d'une cour constitutionnelle* indépendante du Président de la République, l'indépendance de la justice de l'exécutif, le rééquilibrage de la répartition des pouvoirs exécutifs et le renforcement notable des pouvoirs de contrôle de l'assemblée sur le gouvernement devraient être les réformes phares.

L'adoption de la Constitution devrait être suivie, dans l'année, par des élections législatives dignes de ce nom, sous l'autorité d'une commission indépendante du gouvernement. La nouvelle Assemblée Nationale serait alors chargée de concevoir l'arsenal juridique adaptée aux nouvelles dispositions constitutionnelles.

Le déroulement de ce programme nécessitera 2 à 3 ans à partir de l'élection présidentielle. Pour reconstruire la confiance entre les gouvernants et le peuple, il serait important que les candidats à l'élection présidentielle s'engagent à n'accomplir qu'un seul mandat qui sera alors le mandat de transition et de former un gouvernement d'union nationale.

C'est le prix à payer pour rétablir l'espoir dans le pays et offrir un nouvel horizon à notre nation.

Partage de butin

Déclaration de Soufiane Djilali, le 16/01/2018

Ces dernières semaines, *la dégénérescence du pouvoir algérien s'est accélérée*. La crise financière induite par la chute du prix du pétrole a mis à mal le pouvoir d'achat de la population mais probablement plus encore les prébendiers du régime dont les appétits voraces s'impatientent face à l'extinction de la rente. C'est que l'opération de transfert de ce qui reste du patrimoine national public vers les intérêts privés attise les convoitises et les rivalités.

Le PPP n'est pas, à l'évidence, la traduction concrète d'une politique libérale, pensée et exécutée en fonction d'objectifs économiques transparents mais le paravent d'une distribution indue des biens de la communauté nationale à la clientèle affamée par les restrictions budgétaires.

La création monétaire n'est qu'un des leviers pour effectuer ce hold-up hors normes. Ainsi, le pouvoir instruit la banque centrale pour imprimer de la monnaie, puis celle-ci sera transférée sous forme de crédits aux prête-noms et aux clientèles, qui rachètent alors une partie du capital social des meilleurs entreprises à des prix symboliques et selon des procédures occultes et sans contrôle. Ils auront alors, selon les dispositions de la loi de finance 2016, cinq années pour racheter l'ensemble du capital de ces entreprises, le temps qu'il faut pour les essorer et les récupérer gratuitement. Enfin, cerise sur le gâteau, ils rembourseront les prêts à moyen et long terme selon un cours du dinar qui sera alors au plus bas, vu l'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale, inéluctables et programmées. De la sorte, et après cinq années, le régime aura « légalement » transféré l'essentiel des richesses nationales à un groupe de prédateurs qui disposeront alors définitivement du pays.

Ce qui a fait bouger la « Présidence de la République », le FLN et les « nouveaux opposants », contre le Premier Ministre, n'est pas l'intérêt public national mais la répartition du butin et le rôle de « régisseur ». Cette opération nécessitait le 4ème mandat. Le risque pris par le cercle présidentiel en imposant un homme terrassé par la maladie mais néanmoins accroché au trône, n'avait d'égal que les fortunes promises au bout du deal.

L'absence manifeste du Président de la République dans les arbitrages lors de la prise de décision, les contradictions internes au régime, la chute du prix du pétrole et la réaction de plus en plus forte de la population, ont contrecarré, jusqu'à présent, la réalisation de ces desseins. Mais pour combien de temps encore ?

C'est alors que le cinquième mandat devient vital. *Un changement à la tête de l'Etat remettrait en cause tous les échafaudages et les équilibres négociés et serait un désastre pour les hommes du régime dont certains devront probablement faire les frais de la faillite générale des dernières vingt années !*

Le 4ème mandat n'en finit pas de déployer ses maléfiques conséquences, le 5ème, si par malheur devait advenir, n'en serait que l'une d'entre elles.

Après une révolution admirable où la Nation a sacrifié 1.5 millions de ses enfants, le pays est tombé aujourd'hui bien bas, dirigé qu'il est par une bande de complices dont le seul but est la satisfaction de leurs intérêts et la compensation de leur propre insignifiance.

La conjoncture impose aujourd'hui un sursaut national. Les prochaines élections présidentielles peuvent être un tremplin pour une phase transitionnelle en vue de remettre sur pied des institutions dignes d'un pays et sortir le pays du guêpier dans lequel il a été fourvoyé. L'opposition a-t-elle les moyens politiques et psychologiques pour présenter un candidat unique et sauver le pays ?

Communiqué du Conseil Politique du 26/01/2018

A 14 mois des élections présidentielles, l'Algérie est entrée dans une zone de turbulences intenses.

Le pouvoir en place est désormais sous une double pression :

Comment maintenir le régime coûte que coûte ?

Comment profiter au maximum du pouvoir durant l'année 2018 au cas où le maintien devient impossible ?

Bien entendu, les deux projets étant contradictoires, les dégâts politiques seront élevés.

La situation actuelle :

Maintenir au pouvoir Abdelaziz Bouteflika, pour un cinquième mandat se ferait clairement en violation de la Constitution. En effet, celle-ci énonce en son article 88, la limitation des mandats présidentiels à deux au maximum. Rappelons que le Parlement a adopté le 06 mars 2016 des amendements à la Constitution de 1996. Il ne s'agit donc pas d'une « nouvelle » Constitution, le peuple n'ayant pas été consulté par référendum. Alors que la Constitution limite les mandats à « 2 », le pouvoir parle du « 5ème » mandat. Celui-ci serait à l'évidence, anticonstitutionnel !

Dans le cas où la candidature d'un homme gravement diminué et incapable d'accomplir ses devoirs constitutionnels comme il l'a été durant le quatrième mandat, deviendrait impossible, le sérail politique voudra présenter un homme de substitution. Or, les ambitions se font multiples et tenaces, transformant une crise larvée en affrontements dangereux pour la stabilité du pays, entre des prétendants faisant allégeance au Président qui mieux-mieux mais aiguisant les couteaux sous la table.

La tentative de liquidation à la hussarde du patrimoine public par le gouvernement puis la contre-offensive de la Présidence, révèlent à l'opinion, l'avidité pathologique des gouvernants, le véritable motif des chamailleries du clan et les méthodes utilisées pour acheter les clientèles. Certaines fuites dans la presse donnent les noms des membres du clan et de leur famille à qui il a été promis de festoyer autour d'une table bien garnie d'entreprises publiques juteuses. A charge pour eux de soutenir, en retour, la candidature aux présidentielles du « régisseur » !

Pendant ce temps, l'appareil répressif sévit contre tous ceux qui refusent de se soumettre à la politique de spoliation de leurs droits et de leur dignité. Ainsi, les médecins, les retraités, les fonctionnaires etc... sont réprimés brutalement pour les dissuader de toute revendication.

Propositions :

Sur le plan économique :

Il faut une réforme globale du système économique avec :

Une véritable libération de l'initiative économique,

Une modernisation du système financier et bancaire et leur mise à niveau aux normes internationales, et une gestion plus ouverte pour les comptes de devises alimentés soit par les exportations soit par l'investissement direct, y compris en achat sur le marché « libre ».

Une refonte du système fiscal pour alléger les charges excessives qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises,

Une politique incitative pour la remise des fonds thésaurisés dans les circuits officiels, par la sécurisation des avoirs, la privatisation sur le marché boursier des entreprises publiques, et éventuellement par le changement des billets de banque,

L'activation d'un marché boursier et son emploi pour la privatisation des actifs publics et l'investissement privé.

La privatisation des entreprises selon un processus transparent et sous contrôle, avec l'apport financier des acquéreurs (implication du marché parallèle) ou crédit bancaire à terme mais selon une valeur paritaire à un panier de devise (Dollar + Euro, par exemple) du patrimoine immobilier (foncier et bâtisses en particulier). Sachant que la valeur du dinar est appelée à se déprécier, les prêts à long terme seraient préjudiciables au trésor public.

La régulation des monopoles privés et la limitation des crédits bancaires aux acquéreurs en fonction des activités. Il est anormal qu'un « investisseur » privé achète plusieurs entreprises publiques et toutes avec des crédits bancaires !

Sur le plan politique :

Maintenant que le désordre dû au 4ème mandat s'est installé à tous les niveaux de l'Etat, que les textes de lois du pays sont bafoués par ceux-là mêmes qui auraient dû en être les garants, il ne reste au pays que peu de solutions pour trouver une issue.

A défaut de la mise en œuvre de l'article 102 de la Constitution, il reste à espérer que l'élection présidentielle de 2019 offrira une occasion pour la restauration de l'Etat algérien.

Une phase de transition, la plus courte possible, avec un programme de remise en ordre du pays, peut être organisée autour d'un candidat consensuel. C'est à la société civile, syndicats autonomes, associations et personnalités, en coordination avec l'opposition politique que doit revenir la discussion et l'adoption d'un tel programme, puis la désignation selon des voies démocratiques, le candidat aux présidentielles.

Discours du Dr Soufiane Djilali A l'occasion du Septième anniversaire de la création de Jil Jadid à Alger le 10/03/2018

Mesdames et Messieurs, Chers invités,

Chers amis, chers sympathisants, chers adhérents, cadres et dirigeants de Jil Jadid,

Nous voilà aujourd'hui, ensemble, pour célébrer l'anniversaire de notre parti. Sept années c'est peu et beaucoup à la fois. C'est, dans tous les cas, le moment pour nous de faire une halte, en présence de nos amis, de nos sympathisants, de nos collègues et de nos concitoyens.

Sept années durant lesquelles nous avons travaillé à cristalliser une équipe, jeune, engagée, dévouée mais en même temps ambitieuse pour son pays. Sept années durant lesquelles nous avons œuvré, tous ensemble, à mieux comprendre la réalité de notre société pour lui proposer les outils intellectuels et politiques qui pourraient l'aider à évoluer et à gagner en maturité. Sept années durant lesquelles nous avons tenté de donner une identité et une existence à un mouvement politique dans un champ qui a été, malheureusement, volontairement stérilisé.

Notre volonté déclarée, dès le premier instant de la vie publique de Jil Jadid, était de renouer un fil de communication entre le politique dont l'image est très largement dégradée et une société désabusée, qui n'a plus la force de penser et d'agir en tant que telle.

Ce petit lien, fragile et ténu, que nous tentons de maintenir avec la société, sera peut-être demain le canal par lequel s'établira un vrai dialogue entre une classe politique consciente des enjeux et un peuple qui devra reprendre confiance, d'abord en lui-même. Oui, la vérité est que le feu des épreuves endurées par les Algériens, au cours de leur histoire contemporaine, a laissé de profonds traumatismes et qui altèrent leur estime de soi.

La perte de sens de notre propre histoire nous a conduits peu à peu à nous déconsidérer puis à abandonner tout effort sur soi, tout engagement généreux pour un avenir commun, lui-même devenu méconnaissable et insaisissable.

En effet, les Algériens, une fois l'indépendance acquise, ont recherché frénétiquement une place au soleil dans un monde pourtant déjà occupé, et c'est, goulument, qu'ils ont voulu croquer la vie. Mais pour notre malheur, nous n'avions pas alors compris où se situaient les vrais moteurs de l'histoire.

La confusion des principes était à son comble. On avait trop vite cru que la puissance matérielle acquise contre monnaie sonnante et trébuchante, aller nous offrir le bonheur de vivre, alors que c'est la force de l'esprit qui agence le réel.

Aujourd'hui, le pays est en très mauvais état. Les périls nous guettent de partout. Les dangers sont à nos portes, à toutes nos frontières. Nos richesses naturelles sont convoitées. Notre organisation politique est obsolète, périmée et est devenue dangereuse pour nous-mêmes. Pour notre salut, nous sommes sommés de nous adapter à un monde qui, lui-même est en plein bouleversement.

En effet, un monde nouveau est en train d'émerger, comme conséquence d'une crise multiforme et déterminante pour très longtemps. Notre capacité en tant que nation à le comprendre et à se donner les moyens pour y survivre est de ce fait, capitale.

L'ampleur des changements qui surviendront dans le proche avenir aura des conséquences à peine croyables sur la vie des hommes et des nations. Les multiples conflits chroniques et dévastateurs qui vont en résulter et qui s'étaleront sur quelques décennies ne seront pas la moindre des menaces.

Des changements capitaux vont, à n'en pas douter, survenir et induire un remodelage des rapports internationaux et instituer une autre configuration géopolitique. Après avoir poussé

inlassablement à la mondialisation, les nations les plus développées entrent dans une phase de questionnements, de remises en cause. Les frémissements d'une dé-mondialisation annoncent quelques tempêtes.

Il faut bien comprendre que la crise dans laquelle se débat l'économie-monde va au-delà d'une défaillance financière, de dettes souveraines insolvables, de chômage endémique ou d'une désindustrialisation. Tout cela n'est en fait que l'expression ultime d'un reflux de puissance des pays occidentaux et d'une mutation de leur civilisation. Les guerres et les tensions en divers points de la planète s'avèrent n'être qu'une tentative pour remédier au déclin implacable d'un système matérialiste à bout de souffle.

Nous entrons par ailleurs, dans une ère où progressivement les ressources vitales pour une croissance économique « infinie » s'amenuisent et que l'humanité prend, bien que trop lentement, conscience de l'inanité du modèle de développement en cours.

Il faut bien saisir que toute la civilisation actuelle est fondée sur l'exploitation de la nature et qu'elle ne peut en aucun cas lui survivre, lorsque celle-ci sera épuisée. La civilisation occidentale a construit un modèle de vie, qui non seulement est définitivement hors de portée de l'écrasante majorité de l'humanité, mais qui bientôt deviendra impossible, même pour les nations les plus riches. L'ironie du sort aura voulu que le capitalisme matérialiste, en tant que mode de vie, philosophie et idéologie de puissance, s'étiolle, non pas sous les coups portés par un quelconque adversaire mais par épuisement... de matière. Le drame est que lorsque la puissance politique ne permettra plus d'assurer ce mode de fonctionnement, la puissance militaire prendra le relais, sans sourciller, pour le perpétuer le plus longtemps possible, c'est-à-dire très peu de temps encore à l'échelle historique

Comment dans ces conditions, l'Algérie affrontera-t-elle ces défis mondiaux ? Quelle est notre sécurité stratégique concernant nos réserves de pétrole et de gaz ainsi que leurs revenus ? Quelles sont nos garanties d'intégrité territoriale ? Face à ces bouleversements mondiaux, comment le pays se comportera-t-il ? Aura-t-il les moyens de s'inscrire dans une nouvelle vision qui lui assurera sa sécurité et sa stabilité ? Pourra-t-il remédier à ses propres carences internes en vue de se déployer face à l'extérieur ?

C'est là que la volonté de la nation doit intervenir. Cela suppose une volonté collective puissante, maîtresse d'elle-même, dépassant ses conditionnements, ses peurs et ses contradictions. Mais d'où le peuple pourra-t-il tirer cette énergie endogène, cette force en soi, qui pourrait l'aider à transcender les intérêts individuels fugaces au profit de l'intérêt collectif durable ?

Le mouvement de libération nationale, progressiste dans son essence avait essayé, dans les années 60 et 70, d'entraîner le pays vers une modernisation à pas cadencés.

Malencontreusement, la modernité était comprise comme réalité matérielle et non pas comme une mentalité produite par une culture. Engager le pays dans des réformes sans s'apercevoir que les conséquences allaient frapper de plein fouet la structure sociétale était le point faible d'une dynamique qui allait au final déboucher sur la violence. C'est que personne n'avait saisi les profondes contradictions des valeurs d'un monde moderne avec celles d'une société traditionnelle. La résistance au changement de société s'est alors exprimée brutalement. Les perturbations et les troubles collectifs des années 90 étaient dus aux tentatives de passage d'une société millénaire sclérosée vers une société ouverte et moderne. La violence terroriste n'était que le reflet d'un déracinement aussi douloureux que destructeur des anciennes structures sociales. Malmené par les bouleversements induits, la partie la plus conservatrice de la société s'était cramponnée à ses repères et a voulu se réfugier dans le passé, dans le retour aux sources. Ce fut la religion et secondairement l'identité, qui ont offert le recours possible pour tenter de conserver les anciennes structures sociétales en voie d'effondrement. Sans succès.

Alors que l'homme de la génération de Novembre est issu, pour une large part du terroir, du pays profond, enraciné qu'il était dans la société d'antan, l'Algérien d'aujourd'hui s'est formé dans les grands centres urbains où souvent l'anonymat ou à tout le moins les relations informelles, extra-familiales et extra-tribales ont constitué sa matrice affective. La société traditionnelle, fragilisée de l'intérieur, a commencé à s'effondrer malgré la dimension religieuse qui la ceinturait pour la renforcer.

Les Algériens de ce début du XXI^e siècle ne sont plus les mêmes que ceux des années de l'indépendance.

Ainsi les valeurs communautaires, traditionnelles et ancestrales qui avaient cours dans l'Algérie des années 60, ont commencé à se déliter, alors que l'effet de la modernité a fait émerger des comportements nouveaux, individualistes, matérialistes et même égoïstes. Le sens du monde a changé. La perception de l'honneur et de la dignité est différente. L'individu veut exister au détriment de la tribu. Son bonheur personnel a pris, à ses yeux, de l'importance. Il s'est imprégné d'une nouvelle échelle de valeurs consumériste et matérialiste naturellement en conflit avec l'ancienne échelle de valeurs traditionnaliste et conservatrice.

En fait, l'Algérie vit aujourd'hui la cohabitation de deux générations historiquement exceptionnelles. L'une s'est imposée au pays par une révolution mythique, l'autre parce qu'elle est la manifestation de changements d'ordre anthropologique. Entre ces deux moments, le peuple paya le lourd tribut des convulsions de l'agonie d'une société traditionnelle obsolète, à travers une violence inouïe.

Cependant, les changements s'étaient déjà imposés chez une grande partie des Algériens et étaient devenus irrémédiables. L'impuissance de l'ancien ordre social était définitive, bien que l'ordre nouveau ne fût pas encore installé. L'Algérie est entrée dans la phase post traditionnelle caractérisée par l'effondrement des structures anciennes. Mais elle est maintenant à peine en période pré-moderne, ne maîtrisant pas encore les valeurs d'autonomie personnelle, de responsabilité individuelle et de liberté collective.

Maintenant, près de 20 ans après cet accès de fièvre avec une transition générationnelle bien engagée, que va-t-il advenir de l'Algérie ? Comment va-t-elle négocier les changements capitaux qui vont intervenir dans le proche avenir ? Le sentiment nationaliste persistera-t-il ? La souveraineté et l'unité du pays seront-elles maintenues ? N'y a-t-il pas un risque que tout s'effondre de nouveau ? Ou bien, une nouvelle élite apparaîtra-t-elle ? Porterait-elle le sentiment patriotique et le sens de l'histoire pour consacrer l'indépendance acquise et assurer la continuité de la marche ?

Quels que soient leurs défauts, les hommes politiques et les partis politiques, restent nécessaires pour la vitalité et l'évolution de la société. *Rétablir l'image de la politique en général en tant qu'instrument au service de la nation, créer le sentiment du devoir envers l'intérêt public, organiser le débat d'idées, établir et respecter les règles du jeu de la concurrence loyale et transparente, enfin établir de véritables institutions avec les contre-pouvoirs nécessaires, voilà quelques motifs qui devraient convaincre de nombreux citoyens du bien-fondé de l'action politique.* Un patriotisme rationnel, ouvert et tolérant peut s'épanouir et offrir une nouvelle fierté aux Algériens. Ils forment, incontestablement, un peuple valeureux qui peut gagner sa place dans le monde grâce à ses qualités humaines, et entrer dans une modernité assumée.

Maintenant, c'est aux élites de se mettre au diapason du peuple. Il est impératif d'avoir une nouvelle classe politique, un nouveau régime politique. Il est vital d'engager une action adaptée au monde post-moderne qui se profile. Les hommes politiques ou ceux qui aspirent à l'être devront renouveler avec leur peuple un contrat moral fondé sur la légitimité et la confiance.

En tout état de cause, *l'Algérie est mûre pour concevoir un tel mouvement politique qui soit populaire et porteur de nouvelles valeurs et de nouveaux espoirs et qui puisse être rassembleur au point de cristalliser une possibilité réelle d'alternative*. Un grand courant démocratique et moderne devenant le creuset pour la formation d'une nouvelle génération politique, d'une nouvelle élite, doit devenir une priorité.

Pour finir, et comme chacun le sait, l'Algérie doit affronter un important rendez-vous politique dans les prochains mois. L'analyse des phénomènes de société ne doit pas nous faire oublier que *l'exercice de la politique reste l'outil par excellence pour changer l'ordre des choses*.

Alors, permettez-moi alors, de relire, ici, devant vous, quelques propositions que Jil Jadid a avancé dans une position officielle du conseil politique, pour une sortie de crise :

« Alors que la rue gronde, le sérail reste obnubilé par son maintien au pouvoir et manigance déjà en vue d'une prochaine élection présidentielle qu'il veut sous contrôle. *Pourtant un cinquième mandat, s'il advenait, sera le produit d'une transgression constitutionnelle, d'une faute morale, d'une tragédie politique et d'un drame humain*. Transgression constitutionnelle car la loi suprême limite à deux les mandats présidentiels. Comment peut-on parler d'un cinquième mandat ? Faute morale, car il est de notoriété publique que le Président actuel n'a plus qu'une existence biologique sinon une présence virtuelle à travers des portraits, et qu'à ce stade de la maladie, il ne peut rien pour lui-même et encore moins pour le pays. Une tragédie politique, car chaque jour qui passe, démontre l'incompétence, la malhonnêteté et la violence du pouvoir qui a marginalisé toutes les institutions, trafiqué les élections, dilapidé les richesses, et qui maintenant passe à la répression tous azimuts de la population qui refuse la soumission. Un drame humain, pour le Président lui-même dut-il être consentant, dont la dignité n'est plus respectée et qui est ostensiblement affiché, particulièrement face aux étrangers, dans des situations dégradantes alors qu'il endure des souffrances physiques inhumaines ».

« *Le Conseil Politique de Jil Jadid fait appel à la conscience nationale pour se mettre en ordre, empêcher l'illégal cinquième mandat et proposer une véritable alternative d'ici 2019. Maintenant que le désordre dû au 4ème mandat est avéré à tous les niveaux, il ne reste au pays que peu de solutions envisageables pour une issue salutaire* ».

« *Dans cette optique, Jil Jadid propose d'aller vers un mandat de transition et un candidat unique de toute l'opposition avec comme objectif principal, la remise en ordre des affaires de l'Etat. Une phase de transition, la plus courte possible, avec un programme consensuel, devra être organisée autour d'une candidature unique. C'est à la société civile, syndicats autonomes, associations et personnalités, en coordination avec l'opposition politique que doit revenir la discussion et l'adoption d'un tel programme, puis la désignation selon des voies démocratiques, de leur candidat aux présidentielles* ». « *Le programme de transition devrait contenir des réformes cruciales : un processus constituant, aboutissant à une loi fondamentale du pays qui garantisse l'indépendance de la justice, l'autonomisation d'une cour constitutionnelle, la mise en place d'une commission indépendante pour la gestion des élections. Les lois sur les associations, les partis politiques, les élections etc... seront alors révisées avant de convoquer de nouvelles élections législatives puis locales. Enfin, le processus devra aboutir à une élection présidentielle ouverte sur la base des programmes et projets de société* ».

Cependant, *cette transition ne pourra réussir que si l'adhésion populaire se réalise. La transition devra se faire avec et pour la majorité des citoyens*. Les plus faibles d'entre eux devront être protégés. Le maintien du niveau de vie général sera crucial. La solidarité nationale ne devra pas rester un vain mot mais une réalité.

Les difficultés à affronter seront, d'autant mieux dépassées, si les droits et libertés de toutes et de tous, seront respectés.

La politique économique et sociale du pays doit aller de pair avec l'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie. »

Merci à vous tous...

Communiqué de Jil Jadid du 25/04/2018

Depuis plusieurs mois, le pays est entré dans une phase critique. Le niveau de vie générale, l'ambiance et le moral sont tous en berne. L'Algérie est comme frappée d'une fatalité malheureuse. *Le forcing en faveur du statu quo et surtout d'un surréaliste cinquième mandat avec l'utilisation abusive et immorale d'un homme en souffrance a profondément heurté les sentiments et le moral de la Nation.*

A ce dépérissement général, des citoyens réagissent, autant qu'il leur est possible, pour remédier à ce triste destin.

Des secteurs en entier, se mettent en mouvement. Ces derniers mois, des grèves et des manifestations ont émaillé sans discontinuité notre quotidien, dans l'espoir de faire sortir les autorités publiques de leur logique anachronique et hautement risquée. Sans succès pour l'instant !

Pendant que la société entame sa ré-initiation à l'action de terrain, le pouvoir se barricade, s'arme et passe à l'action en réprimant tous azimuts.

Les syndicats sont ainsi acculés à l'illégalité, les partis d'opposition censurés, les grévistes malmenés, les activistes arrêtés.

Ainsi, le CNAPEST qui a mené des grèves massives dans l'enseignement, est d'un coup considéré comme non représentatif et donc dépossédé de la légalité de son existence.

Les médecins résidents, organisés au sein du CAMRA (lui aussi non-reconnu) font, encore une fois, l'objet d'une répression policière autant inutile qu'indigne. L'élite du pays, sacrifiée sur l'autel du pouvoir, est sommée de se soumettre à un système pour le moins injuste mais sur lequel prospère le discours populiste.

Des citoyens, à l'image de Abdelhamid Madani et de bien d'autres encore, sont convoqués par la justice, juste pour avoir dénoncé, sur les réseaux sociaux, la répression contre des contestataires.

Dans les semaines à venir, malgré la remontée des cours du pétrole, le pourrissement menace notre système de santé, à bout de souffle, l'université, en déliquescence, l'éducation, en pleine errance, les retraités etc...

Le pays semble maintenant promis au choc final, patiemment préparé par deux longues décennies de gabegie, de corruption institutionnalisée, de fuite en avant, de liquidation des élites, de transfert des richesses publiques vers le privé, de concessions sans contrôle pour les soutiens étrangers...

Les semaines et les mois à venir vont être de plus en plus violents, désespérants mais déterminants pour l'avenir du pays.

Jil Jadid mesure toute la gravité de la situation et appelle la société civile, les syndicats, les activistes à faire fi de leurs divergences, malgré tout secondaires, pour se donner la main et offrir au pays une alternative d'espoir.

Lettre ouverte de 14 personnalités au Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika

Alger le 26/05/2018

Monsieur le Président,

C'est après une longue et mûre réflexion, que nous, signataires, nous nous adressons à vous à travers cette lettre ouverte.

Si nous avons recours à la méthode épistolaire, c'est qu'à l'évidence, votre santé ne vous permet plus de recevoir des citoyens Algériens. N'étant tenus par aucune obligation de réserve, nous serions susceptibles de révéler des réalités que beaucoup de personnes tiennent à occulter.

Cependant vous êtes, au moins sur le principe, responsable de votre fonction politique et par conséquent, de la situation du pays. De ce fait, il est de notre droit, en tant que citoyens engagés, de vous interpeller dans l'intérêt de la nation.

Les résultats de la politique qui a été menée sous votre parrainage sont, à tout le moins, loin de répondre aux attentes légitimes des Algériens.

Votre long règne sur le pays a fini par créer un régime politique qui ne peut répondre aux normes modernes de l'Etat de droit.

Cependant, cette adresse ne porte en elle ni offense ni bilan à vous opposer.

Au moment où des forces malsaines se mettent en branle pour vous indiquer le chemin du cinquième mandat, nous voulons, respectueusement mais franchement, venir vous dire l'erreur dramatique si vous deviez, encore une fois, refuser la voix de la sagesse qui interpelle chaque âme à l'heure des choix fatidiques. Et comme vous le savez, choisir c'est renoncer.

Très jeune, le destin vous avait projeté sur l'arène politique que vous n'avez plus quittée à ce jour, si ce n'est durant un court intermède.

Vous avez accompli, dans ce pays, ce que vous pensiez être le plus indiqué, en fonction de vos convictions.

Vos choix politiques, votre vision et votre conduite auront profondément marqué l'Algérie. L'histoire jugera de leur justesse ou non, de leur opportunité et de leurs conséquences.

En retour, l'Algérie vous aura fait l'honneur de vous offrir le sacre et d'accepter, sans broncher, vos politiques durant près de vingt années.

Mais, dans la vie, tout a une fin. Le moment est donc venu de rendre à la nation ce qui lui appartient.

Quatre mandats, sont raisonnablement suffisants pour qu'un homme accomplisse son œuvre et satisfasse ses ambitions. Votre âge avancé et votre dramatique état de santé, vous commandent de ne plus vous occuper des charges de l'Etat bien trop lourdes. A n'en pas douter, *un autre mandat, serait un calvaire pour vous et pour le pays.*

C'est donc en toute conscience que, signataires de cette lettre, nous vous interpellons en faveur de la seule et unique décision qui puisse ouvrir une ère nouvelle pour le pays, où l'intérêt général sera mis au-dessus de l'intérêt des hommes : *votre renoncement au cinquième mandat !*

Monsieur le Président,

Démontrez aux Algériens que l'Algérie est plus importante à vos yeux que l'ambition de l'homme, refusez de suivre la déraison, les peurs et les instincts égoïstes de ceux qui vous entourent. Ouvrez la voie à un changement pacifique, permettez au peuple de s'affranchir de ce système dévoyé... Soyez l'homme qui clôture la légitimité révolutionnaire en permettant au pays de s'engager sur la voie de la légitimité populaire. Le pays attend de vous cette décision.

C'est à cette seule condition que l'Algérie renouera avec l'espoir, s'éloignera des tensions fratricides et des dérives intolérables. Elle s'engagera alors dans une transition pour construire des institutions légitimes et solides. C'est le préalable pour ériger l'Etat de droit et la démocratie, seul objectif à même d'assurer la paix et la prospérité pour les générations à venir.

Les signataires par ordre alphabétique :

Zoubida Assoul, Présidente de l'UCP
Abdelghani Badi, Avocat, Militant des droits de l'Homme
Fatiha Benabbou, Universitaire, Constitutionnaliste
Ahmed Benbitour, ancien Chef du gouvernement
Ali Benouari, Président de Nida El Watan
Saad Bouokba, Editorialiste
Amira Bouraoui, Médecin, Société Civile
Salah Dabouz, Avocat, Militant des droits de l'Homme
Nacer Djabi, Universitaire, Sociologue
Soufiane Djilali, Président de Jil Jadid
Yasmina Khadra, Ecrivain
Farid Mokhtari, Militant Politique
Zoheir Rouis, Président de Forum Démocratique
Azzedine Zaalani, Militant de la Communauté Algérienne à l'étranger

Interview de Soufiane Djilali : « Une sourde panique s'installe au sommet »

Algérie Patriotique 18/09/2018 par R. Mahmoudi

Algeriepatriotique : le mouvement Mouwatana a été, pour la troisième fois, empêché d'organiser son rassemblement et vous-mêmes avez été arrêté et éconduit hors de la ville de Béjaïa. Quel est votre sentiment après cette mésaventure ?

Soufiane Djilali : oui, après Alger et Constantine, nous avons été encore une fois interdits d'aller vers nos concitoyens à Béjaïa. Pourtant, nous avons bien précisé qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation ni d'une marche. Nous voulions juste discuter avec nos concitoyens. Par ailleurs, le pouvoir s'est toujours caché derrière l'interdiction des manifestations sur la capitale pour justifier son attitude négative à l'égard de toute action à Alger. Maintenant, il étend l'interdiction à tout le territoire. Les derniers espaces de liberté sont en train de se fermer. Nous voulions organiser notre conférence nationale de Mouwatana dans une salle à Alger. Il s'avère que toutes les salles de la capitale nous sont systématiquement refusées. Certains présidents d'APC ont eu le courage de nous révéler qu'ils se feraient « taper sur les doigts » s'ils s'aventuraient à nous louer une salle ! Mouwatana est mis en résidence surveillée. Inutile de vous dire que Jil Jadid est en ligne de mire.

Comment expliquer que même à Béjaïa, région où les actions politiques sont généralement tolérées, les autorités soient si intraitables avec votre mouvement ?

La réaction du pouvoir est révélatrice d'une sourde panique qui s'installe au sommet. Depuis des mois, le gouvernement, les partis du pouvoir et les multiples relais ont voulu étouffer toute voix discordante sur le 5e mandat. Ils pensaient avoir réglé l'essentiel avec les partis politiques institutionnels. *En dehors des partis dits « du Président », les autres s'étaient acclimatés à cette situation. Leurs dirigeants expliquaient que le problème n'était pas le 5e mandat – ni même le 6e disaient-ils. Certains se proposaient de résoudre la crise économique car ils avaient de « hautes compétences » et qu'ils étaient prêts à les mettre au service du pays ! C'est dans ce climat que Mouwatana émerge. Un non au 5e mandat aussi franc que direct dérange profondément. Dans le ronronnement général, le cri de Mouwatana a hérissé le poil. Tout simplement parce qu'il représente la véritable opinion populaire. Notre action sur le terrain enfla comme une boule de neige. Le pouvoir ne peut tolérer cette situation. Il sait que s'il nous permet la liberté de mouvement, il perdra pied.*

Comment comptez-vous poursuivre votre action dans un tel climat ?

Cette semaine, l'instance de coordination se réunira pour évaluer notre action. *Notre objectif, à travers les sorties de proximité était de rencontrer les citoyens pas de batailler face aux forces de l'ordre. A partir du moment où le pouvoir agit par la violence, nous ne le suivrons pas dans sa logique. Cependant, s'il pense nous faire peur ou nous détourner de nos objectifs, il se trompe lourdement. Nous sommes des légalistes. Nous travaillons dans le cadre des lois du pays, bien qu'il y ait beaucoup à dire là-dessus.*

Dans cette première phase de notre combat, nous avons voulu sensibiliser l'opinion sur la nécessité pour le pays de prendre une autre voie que celle du zaïmisme maladif et des intérêts occultes qu'il charrie. Il faut que l'Algérie entame son ascension morale pour construire l'avenir de ses enfants. Le message est passé, pour l'essentiel. Maintenant, il faut organiser un vrai mouvement populaire, ouvert sur le monde, qui modernisera autant la gouvernance que la société. Les Algériens sont mûrs pour commencer à affronter les vrais enjeux d'avenir. Il faut, pour cela, sortir rapidement de l'archaïsme et de l'immobilisme de ce régime.

Des chantiers immenses nous attendent : reconstruire une légitimité politique avec de vraies institutions, mettre en place une gouvernance lucide et consciente des intérêts nationaux, négocier les vrais enjeux de la nouvelle ère qui s'est ouverte avec les changements géopolitiques et géostratégiques en cours. Il faut que Abdelaziz Bouteflika et surtout ses mandants comprennent qu'ils sont devenus un problème trop lourd à porter pour l'Algérie.

A moins de six mois de la présidentielle, le flou semble toujours entretenu autour du «5e mandat ». Pensez-vous que cette option est irréversible ?

Il n'y a aucun doute que le clan présidentiel est plus que jamais décidé à décrocher le 5e mandat. Cependant, ils devront affronter de multiples obstacles. De ce fait, cette option ne peut pas être irréversible. L'état de santé du Président, les tensions internes au régime – dont les récents mouvements au sein de l'ensemble des organes sécuritaires et militaires – démontrent la réalité, la crise financière, les turbulences sociales, l'instabilité des Etats voisins, etc. mettent le pays dans l'obligation d'une mise en ordre politique et d'un redémarrage économique au plus vite.

L'Algérie a besoin d'un homme qui remette de l'ordre dans le pays. Il faut rapidement éliminer les sources d'une corruption phénoménale. Nous avons besoin d'un homme de bonne moralité, d'un homme généreux mais en même temps lucide et exigeant. Nous avons besoin d'un homme qui mettra l'Algérie et non pas sa personne au-dessus de tout.

Bouteflika aura été le symbole d'une phase orgiaque. Il nous faut maintenant un homme sérieux qui construira l'Etat de droit et remettra le pays sur les rails du développement.

Communiqué du Conseil National du 07/10/2018

Le Conseil National de Jil Jadid s'est réuni en sa 14ème session ordinaire ce samedi 6 Octobre.

A cette occasion le Conseil National relève avec inquiétude les symptômes de la dégradation avancée des institutions de la République.

En effet, alors que les pouvoirs présidentiels ont été confisqués par l'entourage du Président de la République, voilà que l'Assemblée Populaire Nationale est atteinte par les répliques de cette grave rupture constitutionnelle, prémises probables de prochaines secousses à d'autres niveaux.

La confusion qui règne au sommet de l'Etat, les manœuvres politiciennes des partis et le désordre général qui s'installe dans la durée sont la manifestation d'une fin de règne chaotique.

Les partenaires étrangers sont eux-mêmes surpris et choqués par l'absence de compassion et de sens de la dignité face à l'instrumentalisation d'un homme dont les quelques rares apparitions publiques sont à l'évidence un calvaire pour lui et pour ses concitoyens.

L'entêtement à maintenir cet homme à la tête de l'Etat relève tout simplement de troubles de la raison.

Même les Etats qui ont soutenus directement le régime de Bouteflika prennent leur distance comprenant que l'obsession du 5ème mandat mènera non seulement l'Algérie mais aussi toute la région vers un chaos dangereux y compris pour la rive Nord de la Méditerranée.

Dans cet emballement et cette fuite en avant, le pouvoir emploie maintenant la force brutale pour réprimer toute contestation qui par ailleurs prend de l'ampleur.

A plusieurs reprises, les militants de Mouwatana ont été réprimés sans aucune mansuétude dans un quasi silence complice de la classe politique.

Les Algériens sont, pour certains, plongés dans l'incertitude et l'angoisse, pour d'autres totalement démoralisés. En dehors des prédateurs en action, aucun investissement ni national ni international ne vient nourrir l'économie. La planche à billet n'a pas encore produit tous ses méfaits mais la fuite des capitaux et l'affaissement de la confiance nous promettent une inflation et un chômage à deux chiffres dans un proche avenir.

La fébrilité qui s'est emparée du pouvoir démontre, s'il en était encore besoin, qu'il est aux abois et que la panique qui s'empare de lui le pousse à la déraison.

Jil Jadid lance un appel à tous les Algériens pour dépasser leurs clivages et se réunir autour d'objectifs partagés par tous : aider le pouvoir à s'en aller pour enfin construire l'Etat de droit dont les fondements font l'unanimité.

Conférence nationale de la Citoyenneté du mouvement Mouwatana du 13/10/2018

Résolution politique

L'Algérie vit une crise politique majeure. Le régime politique imposé aux Algériens est à bout de souffle et *la rupture entre gouvernants et citoyens est définitivement consommée.*

Ce régime fondé sur la force, l'appropriation des moyens de la nation par des groupes à des fins privatives, la corruption systématisée et programmée et la spoliation des biens matériels et moraux des Algériens par une caste devenue étrangère à son propre pays, ne peut en aucun cas offrir de nouvelles perspectives pour le pays.

L'Algérie aura à négocier, par la force des choses et dans un proche avenir, un nouveau système politique qui prenne en compte les aspirations et les besoins fondamentaux, matériels et moraux des citoyens. Une bonne gouvernance étant, par ailleurs, tributaire d'une classe politique compétente et intègre.

Les élections présidentielles de 2019 peuvent être une opportunité pour un changement de régime sans violence et sans déstabilisation pour le pays.

Le 5ème mandat pour l'actuel Président, illégal du point de vue constitutionnel et immoral au vu de l'état de santé de l'intéressé, ne peut que prolonger et complexifier la crise et n'être en aucun cas sa résolution. Le bilan pathétique des quatre mandats et le désastre général de l'état des lieux sont loin de plaider en faveur d'une quelconque continuité.

Il n'y a aucune autre solution viable et raisonnable en dehors du départ de l'actuel Président et des hommes dont il s'est entouré avec lesquels il a édifié son régime.

Le Président Bouteflika a déjà presque réussi son pari : celui de rester jusqu'à la fin de ses jours sur le trône même si en contrepartie l'Algérie devait être sacrifiée. Y a-t-il plus grande trahison pour son pays ?

Du point de vue de la Nation, l'interminable règne de cet homme aura été extrêmement couteux tant au plan de la gouvernance - erratique, médiocre et inefficace- mais plus encore au plan moral, la vertu ayant été remplacée par le vice comme principe de fonctionnement de l'Etat !

Le changement est donc non seulement nécessaire mais aussi inéluctable. Nous le souhaitons et nous le voulons au moindre coût possible.

Le meilleur scénario à espérer pour l'avenir est que toutes les parties qui ont un rôle dans la vie politique du pays acceptent une évolution notable, dès l'élection présidentielle de 2019.

Malheureusement, telle ne semble pas être la voie choisie.

Pour le moment, seul le peuple est dans un état d'esprit de refus de la mascarade du 5ème mandat. La pression de la situation économique et sociale est telle, qu'un refus du peuple s'exprimant dans la rue n'est plus une vue de l'esprit, avec les conséquences que l'on peut imaginer.

Au vu de ces éléments, Mouwatana fait les propositions suivantes pour sortir le pays de cette impasse historique et l'engager sur la voie de l'édification de l'Etat de droit :

1) *Renoncement au 5ème mandat ou à son prolongement, ou même à une succession de pure forme.*

- 2) *Election présidentielle ouverte, avec des garanties politiques négociées*, permettant l'émergence d'une personnalité proposant la refonte des institutions d'Etat.
- 3) Sous l'égide du Président élu, *mise en place d'un gouvernement d'union nationale* pour gérer le quotidien et préparer les conditions idoines pour une véritable relance socio-économique.
- 4) Mise en place d'un *processus constituant avec l'ensemble des partenaires politiques et de la société civile pour aboutir à une Constitution répondant aux attentes du pays* (une Constitution modèle sera proposée par Mouwatana). Cette Constitution devrait valider un *régime semi-présidentiel plus équilibré, avec un gouvernement responsable face aux élus du peuple, un pouvoir judiciaire indépendant de l'exécutif et des contre-pouvoirs sérieux, avec une cour constitutionnelle indépendante. Elle devra être approuvée par le peuple lors d'un référendum.*
- 5) Les lois touchant aux libertés publiques, aux médias, aux partis politiques, aux élections etc... devront être amendées en fonction des nouvelles données.
- 6) *Les nouvelles institutions devront être élues sous l'égide d'une commission électorale indépendante de l'exécutif* et ayant la haute main sur l'ensemble du processus.
- 7) La fin du mandat présidentiel laissera place à une véritable compétition politique concernant cette fois-ci les programmes et les visions politiques

Communiqué du 19/10/2018 : La force de la loi et la loi de la force !

Le régime politique actuel a ceci de particulier : au lieu de mettre en œuvre la loi, y compris en employant la contrainte, il s'emploie au contraire à imposer sa propre volonté, sa propre loi, en recourant s'il le faut à la force. C'est ainsi que la Constitution, la loi et les règlements de la République ont été allègrement bafoués dans l'épisode de 3ème série qui s'est déroulé sous les ors du palais Zighout Youcef.

Le spectacle déplorable de la déchéance, non pas d'un homme, le Président de l'APN, qui, après tout, est lui aussi complice de tous les dérapages politiques, mais de toutes les institutions républicaines, révèle, à l'évidence, que l'Etat algérien est en pleine déconfiture.

La guerre des gangs s'amplifie et plus rien n'est préservé : Présidence de la République, APN, Gouvernement, Partis Politiques, Armée : Il est évident que la sécurité nationale du pays est gravement mise en danger.

N'était-il pas prévisible qu'avec le 4ème mandat, le chaos guettait le pays ? Sont-ils heureux ces responsables du haut de leurs galons militaires, de leur aura diplomatique, de leur fortune illicite ou de leur servilité politique à soutenir, pour leurs propres intérêts, une pseudo idole qui a mené le pays à cette situation ?

Au-delà des graves entorses faites à la loi par des députés hommes-de-mains, pour certains de purs malfrats qui auraient dû être derrière les barreaux, cette crise accélère la dégénérescence d'un régime illégitime et foncièrement maléfique.

L'histoire jugera sévèrement les hommes de ce pouvoir dont l'égoïsme, le narcissisme, la médiocrité et la cupidité auront défié l'entendement, au point d'avoir consommé à leur profit, tout le capital symbolique de la Nation !

La fin du Bouteflikisme se fera dans le fracas et l'humiliation.

Communiqué du Conseil Politique du 23/11/2018

Le Conseil Politique relève avec inquiétude le *délitement de l'Etat* en l'absence totale du Président de la République.

En cette interminable fin de règne d'un régime prédateur, les institutions se décomposent et l'autorité de l'Etat se dissous devant la montée de l'exaspération générale.

Après les blogueurs, les journalistes, les artistes, les sportifs et les militants qu'il emprisonne à tour de bras, le pouvoir s'en prend à une jeunesse qu'il avait abandonnée à son triste sort, en lâchant sur elle des policiers, eux-mêmes surexploités, pour maintenir coûte que coûte l'ordre établi.

Que la fin de ce régime soit actée lors de ces futures présidentielles ou pour plus tard, celle-ci promet non seulement l'humiliation des tenants du système mais surtout l'effondrement général du pays si une réaction salutaire des véritables décideurs n'est pas engagée.

D'ores et déjà, il est inutile de s'attendre à des élections présidentielles conformes aux normes démocratiques ; les conditions n'ayant pas été réunies pour un véritable scrutin.

A moins de deux mois de la convocation du corps électoral, le climat politique est loin d'inciter à une quelconque participation à une compétition électorale qui n'en sera pas une.

Le futur Président de la République sera installé par ceux qui détiennent les clefs de la « maison ».

Malgré tous les efforts qu'elle a fournis et les multiples initiatives qu'elle a prises, *l'opposition n'a pas réussi à s'unifier ni à provoquer une véritable mobilisation populaire. Les manœuvres du pouvoir et les calculs trop étroits de certaines parties auront eu raison, pour le moment en tous les cas, de ses ambitions. Elle aura donc naturellement à subir la suite des événements.*

Dans le cas d'un ubuesque cinquième mandat ou d'une simple passation de relais à un homme lige de l'actuel clan au pouvoir, *Jil Jadid appellera les Algériens à refuser d'être utilisés comme caution.* Le boycott actif aura un sens moral à défaut de peser lourdement sur les résultats de l'opération d'usurpation électorale.

A moins que, dans une réaction constructive, les cercles influents décident de mettre leur poids en faveur d'un homme qui aurait pour mission d'ouvrir une véritable période de transition avec un programme de réformes politiques, constitutionnelles et économiques à la hauteur des enjeux, destinés à engager le pays dans la voie de l'Etat de droit. Dans ce cas, Jil Jadid, prendra en toute transparence, comme toujours, ses responsabilités.

L'armée, qui a toujours été la colonne vertébrale de l'Etat algérien, a un large pouvoir d'influence et ne peut se dérober à ses responsabilités devant les Algériens en expliquant qu'elle est soumise à l'ordre constitutionnel, qui est déjà transgressé, et qu'elle ne s'immisce pas dans la vie politique, ce qui serait à l'évidence un mensonge d'Etat. Elle a toujours eu le dernier mot sur les questions stratégiques et c'est elle qui a mis en place le système « Bouteflika » en lui remettant entre les mains le destin du pays et en fermant les yeux sur ses lubies d'apprenti dictateur.

Moralement, elle est interpellée, non pas pour prendre le pouvoir mais pour agir en faveur d'une transition démocratique qui sauverait son honneur et surtout l'avenir de nos enfants.

A l'évidence, le maintien de son soutien actif à la famille régnante pourrait ouvrir la porte à l'effondrement de l'Etat avec perte de souveraineté.

Les élections présidentielles de 2019 seront soit une comédie bouffonne d'une démocratie avilie soit un moment de prise de conscience pour aller vers une solution médiane qui puisse assurer l'essentiel : *maintenir l'espoir d'un véritable renouveau.*

Quoiqu'il en soit, *Jil Jadid restera engagé en faveur du changement pacifique.* Il poursuivra ses actions en synergie avec la société civile et ses partenaires politiques *en faveur de l'établissement de l'Etat de droit et de la démocratie.*

Communiqué de Mouwatana du 16/12/2018 : Conférence pour la transgression de la Constitution ?

A l'approche de la convocation du corps électoral pour les élections présidentielles, des manœuvres aussi bruyantes qu'insolites sont initiées par les spécialistes de la perfidie et du double langage.

Proposer une prolongation à vie au régime moribond au motif que celui-ci est dans l'embarras, est tout simplement trahir l'espoir d'un changement que les Algériens appellent de tous leurs vœux. Alors que le pouvoir, dans son incurie, s'est piégé lui-même et devant une échéance que les Algériens espèrent toujours être le point final à un règne aussi désastreux que désespérant, la morale politique aurait voulu qu'un appel à la mobilisation générale soit lancé contre toute forfaiture supplémentaire.

Malheureusement, non seulement les habituels profiteurs du régime se sont mis, avec zèle, à soutenir l'insoutenable, *voilà que les faux opposants enlèvent le masque et proposent toute honte bue de faire l'apologie de la transgression de la Constitution, de marcher sur le peu de légitimité légale qui reste et de pousser le pays vers un inconnu aventureux.* Qu'ont-ils pu obtenir en échange ?

La prolongation du mandat présidentiel est tout simplement un attentat à la morale, à l'Etat de droit, la démocratie et aux intérêts stratégiques du pays.

Dans cette période de crise, engendrée par l'incompétence, l'irresponsabilité et la malhonnêteté du pouvoir, il aurait fallu laisser cette caste au pouvoir, seule, face à ses méfaits et non pas se proposer de lui offrir une couverture politique en négociant sur le dos du peuple.

En tout état de cause, Mouwatana appellera à une contre conférence et ce, pour l'application stricto sensu de la Constitution (bien que celle-ci soit l'émanation d'amendements illégitimes).

Rappelons que Mouwatana avait fait les propositions suivantes pour une sortie de crise :

Renoncement au 5ème mandat où à un remplacement de simple forme.

Election présidentielle ouverte, avec des garanties politiques négociées, permettant l'émergence d'une personnalité pour un mandat unique proposant la refonte des institutions républicaines.

Mise en place d'un gouvernement d'union nationale pour gérer le quotidien et préparer les conditions idoines pour une véritable relance socio-économique.

Sous l'égide du Président élu, mise en place d'un processus constituant avec l'ensemble des partenaires politiques et de la société civile pour aboutir à une Constitution répondant aux attentes du pays (une Constitution modèle sera proposée par Mouwatana). Cette Constitution devrait valider un régime semi-présidentiel plus équilibré, avec un gouvernement

responsable face aux élus du peuple, un pouvoir judiciaire indépendant de l'exécutif et des contre-pouvoirs sérieux, avec une cour constitutionnelle indépendante. Elle devra être approuvée par le peuple lors d'un référendum.

Les lois touchant aux libertés publiques, aux médias, aux partis politiques, aux élections etc... devront être amendées en fonction des nouvelles données.

Les nouvelles institutions devront être élues sous l'égide d'une commission électorale indépendante de l'exécutif et ayant la haute main sur l'ensemble du processus.

La fin du mandat présidentiel laissera place à une véritable compétition politique concernant cette fois-ci les projets de société.

(Résolution Politique adoptée par la Conférence Nationale du 13.10.2018)

Mouwatana appelle les citoyens à ne pas baisser les bras et à s'impliquer davantage pour empêcher la régénération de ce régime pour cinquante autres années avec la complicité active de nombreux partis politiques.

Enfin, Mouwatana rappelle que son représentant Abdelkrim Zéghilèche est toujours en prison pour un motif politique et fait un appel aux avocats, aux défenseurs des droits de l'homme et plus généralement à toute la société civile pour lui apporter un soutien actif.

Le Coordinateur National

Dr Soufiane Djilali

Interview de Soufiane Djilali : « Des sous-traitants politiques engagés pour contourner l'élection présidentielle »

El Watan 20/12/2018 par MOKRANE AIT OUARABI

A l'approche de la convocation du corps électoral, des voix s'élèvent pour réclamer un report de la présidentielle, sans aucune base juridique. Qu'en pensez-vous ?

Oui... En fait, nous avons été surpris par *cette demande de report de la présidentielle. Elle constitue une transgression évidente à la Loi fondamentale* du pays. Même un amendement de la Constitution par voie parlementaire serait illégal. Sans référendum, il n'est pas possible de toucher aux équilibres des pouvoirs.

Or, prolonger le mandat à 7 ans, par exemple, changera totalement l'architecture institutionnelle. D'ailleurs, l'article qui définit la durée du mandat est celui qui les limite à deux. L'article 212 de la Constitution interdit explicitement l'amendement de cet article. De toutes les façons, on ne peut pas opérer de telles réformes, à la va-vite, à trois semaines de la convocation du corps électoral. Cette situation est, pour le pays, d'une gravité exceptionnelle.

Qui en est responsable ?

Au cœur du problème, un homme entouré de ses proches a décidé mordicus de finir ses jours sur le trône. Mais sachant que le Président n'est plus du tout en état de traduire cette volonté dans la réalité des faits, ce sont ses plus proches qui ont décidé d'accomplir pour lui ce vœu.

Eux-mêmes, maintenant, se trouvent piégés par les résultats de leur propre exercice du pouvoir qu'ils ont dû assumer à la place du chef de l'Etat. Or, il ne faut pas oublier que le système algérien est particulièrement impitoyable avec ceux qu'il éjecte de son giron.

Abdelaziz Bouteflika a vécu, par le passé, la déchéance politique et ni lui ni ses proches ne veulent revivre «la traversée du désert » avec le risque de se voir harcelés par les successeurs.

La fin de règne de Bouteflika n'est donc pas pour demain...

Contrairement aux aspirations des Algériens, les actuels locataires d'El Mouradia voient avec inquiétude la fin de leur règne et surtout les risques personnels qui pourraient s'ensuivre. Ils feront tout pour rester encore autant qu'il sera possible, quitte à transgresser la Constitution.

Ils espèrent pouvoir trouver une solution à leur problème durant un laps de temps supplémentaire, c'est-à-dire imposer le successeur qui leur offre toutes les garanties. Ne pouvant affronter un 5e mandat, à l'évidence irréaliste, ils ont lancé des sous-traitants politiques pour contourner l'élection et gagner du temps au-delà d'avril 2019, probablement jusqu'au jour du décès du Président.

Le report de ce rendez-vous électoral arrangerait-il les affaires du pouvoir qui a toujours refusé de parler de crise ?

Par principe, tout ce qui permet au pouvoir de persister arrange ses affaires. Cependant, je crois que depuis quelques mois, il n'y a plus « un » mais « deux » centres de décision au moins, avec une approche contradictoire. Le clan Bouteflika souhaite les prolongations, mais il semblerait bien qu'une résistance se soit développée à l'intérieur du système, celle-ci étant plus réaliste et mieux avertie pour ses propres intérêts.

Cela explique les cafouillages depuis au moins l'affaire de la cocaïne et tous les bouleversements qui ont suivi. Dans cette lutte sans merci pour leur survie, il n'y a plus de place aux coquetteries. Les plus hautes autorités du pays pourraient in fine reconnaître une crise tout en l'imputant à l'opposition, à la chute du prix du pétrole ou, pourquoi pas, au peuple lui-même. *De toutes les façons et selon le bout que l'on aborde la question, la crise en est la conclusion.*

N'y a-t-il pas une alternative sereine possible ?

Non. *Après 20 ans de règne, l'Algérie n'est pas en mesure d'opérer une alternative sereine, les institutions ont été terrassées, les lois bafouées. La justice n'est plus qu'une parodie humiliante, les libertés sont réprimées, les partis déstructurés, les élections faussées, le Conseil constitutionnel une bouffonnerie...*

Les premiers responsables de l'Etat parlent même de «la légitimité du fait accompli », en lieu et place de la légalité ! Au plan économique, l'Algérie a créé plus de fausse monnaie qu'elle n'a pu gagner en un an grâce à la vente des hydrocarbures ! La dette interne est déjà à 40% du PIB, la valeur du dinar est en chute libre et le chômage fait des ravages.

Le chef de l'Etat ne reçoit plus qu'épisodiquement des étrangers, mais ne parle pas au peuple, ne dirige pas de vrais Conseils des ministres, n'assume plus ses obligations constitutionnelles, etc. Les Algériens sont profondément démoralisés, se sentent humiliés et ont tous envie de quitter le pays, même au risque de leur vie. La médiocrité est partout et la corruption règne dans tous les secteurs.

S'il ne s'agit pas d'une crise profonde de l'Etat algérien, alors il faudrait nous expliquer ce qu'est une crise ! Certains observateurs pensent que l'option du 5e mandat serait déjà abandonnée en raison de l'état de santé du président Bouteflika. Etes-vous du même avis ?

La tentative de faire passer la prorogation du mandat dans l'opinion publique est le signe que le 5e mandat est devenu trop compliqué. Mais à mon avis, si l'option du report de l'élection ne passe pas, il n'est pas impossible que celle du 5e mandat refasse surface, bien

qu'anticonstitutionnelle. La Constitution limite à deux les mandats et l'on nous parle du 5e ! Quand les couloirs du labyrinthe sont bloqués, celui qui s'y est perdu retourne vers l'issue encore possible, même si elle est risquée.

Maintenez-vous votre demande d'application des dispositions constitutionnelles relatives à l'état d'incapacité physique du président de la République ?

Dans un Etat de droit, cet article de la Constitution aurait été appliqué dès le mois de mai 2013. *Le 4e mandat a été une hérésie. Le 5e serait pure folie.* Oui, sans aucun doute, l'actuel article 102 de la Constitution aurait dû être activé.

Vous vous opposez non seulement au 5e mandat, mais aussi à un remplacement de simple forme...

Beaucoup de politiques et même des analystes nous reprochent une forme de focalisation de nos critiques sur la personne du Président. Permettez-moi donc de préciser les positions de Jil Jadid à ce sujet. Pour nous, il est une évidence que *le départ de M. Bouteflika est une nécessité, si l'on veut éviter le naufrage du pays.*

Cependant, son départ posera avec acuité la question du changement de système. Il faut comprendre qu'après deux décennies de règne, le Président a profondément marqué la nature du régime. Il a manœuvré pour cloisonner les divers centres de décision qu'il a formés autour de lui en nommant des personnalités qui lui ont prêté allégeance. Il a fait en sorte que personne ne puisse se liquer contre lui, en montant les uns contre les autres. De même, il a interdit toute émergence de figures politiques autonomes, dans l'opposition ou même parmi ses soutiens.

Il a donc créé un régime qui ne peut fonctionner sans lui. La preuve est que la succession semble impossible au point où le système préfère garder un homme invalidé par la maladie que de risquer de confier son destin à une autre personne, même proche du clan. *A force de régner par la ruse et les manœuvres, Bouteflika s'est enfermé dans son propre piège en condamnant son système qui ne lui survivra probablement pas.*

Son départ devrait s'accompagner de changements profonds. C'est exactement dans cette phase-là qu'une opposition entreprenante et déterminée pourrait obtenir quelques concessions pour l'Etat de droit, alors qu'un nouveau régime se mettra en place. Même si tout le système ne disparaîtra pas, le recyclage partiel s'accompagnera d'une évolution possible des structures de gouvernance.

Notre espoir est que l'effondrement du régime « bouteflikien » en cours n'entraînera pas dans son sillage les structures de l'Etat. Voilà pourquoi nous estimons à Jil Jadid que le départ de Bouteflika est un préalable, mais bien entendu pas suffisant !

Est-il possible dans le contexte politique actuel d'organiser une élection présidentielle ouverte et démocratique ?

J'avoue que cela sera très compliqué. Dans notre dernier communiqué, nous avons reconnu qu'une élection transparente relève de vœux pieux, ne serait-ce que parce que les conditions d'une compétition loyale ne sont pas là. Des élections d'une telle importance sont préparées deux années, pas trois mois, avant le scrutin.

L'issue de l'élection sera très fortement influencée par plusieurs acteurs : la Présidence actuelle, le gouvernement et son administration, les partis du pouvoir, l'opinion publique, même secondairement, et bien sûr *l'institution militaire. Cette dernière a toujours eu le dernier mot même, si celui-ci couronne une forme de consensus interne au système. C'est en quelque sorte l'ultime arbitre. Il faut donc l'interpeller, la mettre face à ses responsabilités et*

lui demander de tirer les conclusions de ses précédents choix pour qu'elle s'engage à respecter la volonté populaire et à accompagner la mise en place de véritables institutions.

Vous demandez un changement pacifique. Pensez-vous que les conditions sont réunies pour le concrétiser ?

Reconnaître la complexité d'une situation ne doit pas nous entraîner vers l'abdication de nos exigences. Nous ne baisserons donc pas les bras. Ce ne sont pas les élections en soi qui nous motivent, mais le processus de mise en place d'un véritable Etat de droit qui nous intéresse. Sauf à croire au père Noël, la future élection sera donc orientée. La question est : vers quoi le sera-t-elle ? *Nous avons fait, à Mouwatana, des propositions sages et raisonnables. Un nouveau Président élu qui s'engagerait en un mandat unique et à mettre en route un processus constituant, à réformer les lois sur les partis, sur les associations, sur l'information et sur les élections. La mise en place d'une commission indépendante de l'administration serait le point culminant de ces réformes et permettrait de clore enfin le chapitre de la fraude.*

En cinq ans, l'Algérie pourrait se doter d'une nouvelle feuille de route, d'institutions élues de façon transparente et commencera à affronter les véritables défis du monde qui nous attendent.

Les partis de l'opposition lancent des initiatives politiques et font des propositions de sortie de crise. Mais ils n'arrivent toujours pas à parler d'une seule voix. Pourquoi ?

Il est normal que les partis participent à la réflexion sur une sortie de crise.

C'est leur métier. L'urgence politique étant là, les interventions publiques tournent toujours autour des questions d'actualité. Ils peuvent s'entendre ou faire des propositions spécifiques. Il n'y a pas de règle immuable, c'est justement cela le jeu de la démocratie. Mais les partis politiques doivent aussi remplir une autre fonction beaucoup plus sensible : réfléchir aux grandes questions qui se posent à notre société et comment on pourrait y répondre. Le monde est actuellement en plein bouleversement.

Des contraintes majeures sont à l'œuvre (certains les qualifient d'hypertendances) et vont déterminer l'évolution de la civilisation actuelle sur les 30 ou 50 ans à venir. Les règles, qui avaient façonné les relations internationales et l'économie-monde, sont en train de changer très rapidement. Dans le document préparatoire de notre programme de 2019, le conseil scientifique de Jil Jadid a répertorié au moins dix grandes contraintes pour notre pays.

Lesquelles ?

Je cite pêle-mêle la démographie et le phénomène migratoire, les changements climatiques avec la rareté hydrique, la pénurie prévisible de l'énergie fossile, les tensions géopolitiques et les risques de dislocation des grands ensembles, la concurrence des monnaies internationales et l'avenir du système financier et bancaire mondial, les nouvelles technologies, l'universalisme culturel et la mondialisation en action, etc. En plus de ces défis qui s'imposent à nous, il y a des questions de société qui se posent avec gravité sur l'identité, l'islam, les rapports hommes/femmes...

Enfin, des choix judicieux devront être opérés pour rendre performants nos structures institutionnelles, notre mode de gouvernance, l'Etat de droit, la démocratie..., pour mettre en synergie nos ressources tant humaines que matérielles. Je voudrais envoyer un signal à nos concitoyens pour leur dire qu'il y a un effort de qualité que nous déployons tant dans la réflexion que dans la formation des cadres (à Jil Jadid, nous avons 5 degrés de formation).

Souvent l'urgence politique et médiatique nous fait occulter l'essentiel : la préparation d'une véritable classe politique d'envergure pour l'avenir. C'est compliqué dans notre situation, mais je peux vous assurer que nous avançons à pas régulier. Le sort de l'Algérie dépend de ce genre d'engagement, avant tout, citoyen. L'Algérie a un potentiel exceptionnel. Il attend d'être mis au service de la patrie.

Acte 2 : D'une logique de Hirak, au Hirak – 12/02/2019 au 13/05/2019

Au final, en cette année 2018, Jil Jadid, et notamment avec Mouwatana, venait de s'engager dans une logique de Hirak avant le Hirak.

Le mot Hirak fera d'ailleurs sa 1^{ère} apparition le 12 février 2019 dans un communiqué en arabe de Mouwatana signé par son coordinateur national, Soufiane Djilali, appelant les Algériens à se mobiliser pour manifester pacifiquement le 24 février contre le 5^{ème} mandat, lors d'une sortie annoncée de Abdelaziz Bouteflika à l'occasion de l'anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures.

En effet, dès le 9 février 2019, aveugles et sourds face à la contestation populaire qui monte dans le pays, les tenants du régime, obnubilés par leur survie et la préservation de leurs intérêts colossaux, organisent, en grande pompe, un meeting géant à la Coupole d'Alger pour mobiliser leurs réseaux et des gens manifestement achetés pour remplir la salle. L'esprit incisif algérien les désignera comme « cachéristes »³¹.

Le lendemain, 10 février, la candidature de Abdelaziz Bouteflika pour un 5^{ème} mandat est annoncée par une dépêche de l'Agence Presse Service (APS).

Il n'en fallait pas tant pour que s'organise la contestation populaire et que surgisse le Hirak !

L'appel du 12 février prenait tout son sens !

Dès le 13 février, des manifestations ont lieu contre le 5^{ème} mandat dans plusieurs villes³² du pays, en parallèle de la circulation dans les réseaux sociaux d'appels anonymes à manifester partout dans le pays le vendredi 22 février 2019.

Naturellement, le vendredi 22 février 2019, Jil Jadid est pleinement engagé dans le mouvement citoyen aux côtés des manifestants, comme il sortira de nouveau le 24 février.

Bien plus tard³³, Soufiane Djilali dira que « *l'engagement de Jil Jadid dans la contestation, tant verbale que par les actes, durant ces années-là, nous avait préparé à être côte à côte avec nos concitoyens, lorsqu'un certain 22 février 2019 le peuple algérien a eu à remettre les pendules à l'heure des intérêts de la patrie* » et qu'« *au moment fatidique, Jil Jadid était là, avec le peuple pour sauver la Nation* ».

C'est ainsi que Jil Jadid sera un acteur majeur du Hirak, en Algérie comme au sein de la diaspora³⁴, à Paris comme à Londres, Montréal, Marseille et Lyon et bien d'autres villes européennes.

En effet, au sein de la diaspora, c'est Jil Jadid Europe qui prend l'initiative de proposer l'organisation du 1^{er} rassemblement post 22 février³⁵, à Paris République et dont il fait l'annonce dès le 16 février 2019, avant de déposer la déclaration à la préfecture de Paris au

31 Mot dérivé du nom générique donné au saucisson traditionnel algérien. Les participants au meeting pour le 5^{ème} mandat sont brocardés du mot cacheristes pour mettre en exergue le fait que le régime a mobilisé des affamés en leur faisant miroiter un sandwich au cachir

32 16 février à Kherrata, puis le 19 février à Khenchela, avec l'arrachage du portrait géant du président Bouteflika et son piétinement par la foule, et le 21 février à Annaba, avec les portraits piétinés du président

33 Discours de Soufiane Djilali au 2^{ème} Congrès ordinaire du parti le 25/06/2022

34 [Contributions - Le Hirak, une révolution du sourire aux confins de la diaspora : de sa genèse, de son organisation et de ses réussites \(jiljadid.org\)](http://jiljadid.org)

35 Un 1^{er} rassemblement ayant été organisé le 17 février à la suite d'un appel lancé par un citoyen de la diaspora, Dani Yahia Ouaret, qui entendait lancer un cri du cœur face à cette énième provocation du régime qui préparait un 5^{ème} mandat pour Abdelaziz Bouteflika

nom de Jil Jadid Europe. Ce 1^{er} rassemblement, sera organisé par 12 associations³⁶ le dimanche 24 février après-midi, après que Jil Jadid Europe ait négocié avec la préfecture de Paris, l'interdiction de la tenue le jour même d'un rassemblement de soutien au 5^{ème} mandat et le décalage en matinée du rassemblement du MJC en soutien à la candidature de Rachid Nekkaz à l'élection présidentielle d'avril 2019.

En ce début 2019, toute l'opposition n'est pas franchement et clairement alignée sur les revendications du Hirak. Beaucoup attendront quelques vendredis et le temps que toutes les corporations se joignent au mouvement populaire avant de se draper des habits de la contestation radicale, inonder la toile avec leurs selfies et s'autoproclamer représentants du Hirak.

Certains de ceux qui apparaîtront par la suite au 1^{er} plan de la contestation, étaient, soit tapis dans les institutions de la fraude du régime Bouteflika, soit ne croyaient pas à la capacité de mobilisation des citoyens, tandis que d'autres participaient à des conciliabules pour prolonger le mandat de Bouteflika, quand ils n'étaient pas déjà impliqués dans une présidentielle douteuse.

Pour rappel, et à titre d'exemple, autant Rachid Nekkaz que Zoubida Assoul³⁷ (cette dernière pourtant membre de Mouwatana qui dénonçait le 5^{ème} mandat) se sont, directement pour le premier ou indirectement pour la seconde, engagés dans l'élection d'avril 2019 en présence d'un Abdelaziz Bouteflika devenu invisible pour cause de maladie invalidante et dont seule une photo encadrée subsistait pour faire campagne.

Lors de cette période, on aura même entendu certains, à l'image du Président du RCD, Mohcen Belabes, pourtant qualifiés de démocrates opposants, considérer qu'après tout Abdelaziz Bouteflika avait bien le droit de se porter candidat à un 5^{ème} ou à un 6^{ème} mandat !

Pendant ce temps-là, le clan présidentiel échafaude un subterfuge pour sortir de l'ornière en annonçant le 3 mars l'engagement du président à organiser une conférence nationale inclusive et indépendante pour débattre, élaborer et adopter des réformes politiques, institutionnelles, économiques et sociales ainsi qu'une nouvelle constitution à adopter par referendum avant une élection présidentielle anticipée à laquelle il ne sera pas candidat. Il annoncera également la mise en place d'une instance indépendante qui aura la responsabilité exclusive de l'organisation des élections.

Bien évidemment, personne ne sera dupe et les marches du 8 mars, qui resteront comme étant les plus grandioses du mouvement, seront une réponse suffisamment claire des manifestants.

Souhaitant la réussite rapide du Hirak, et dans un contexte de rapport de force favorable au mouvement citoyen, en particulier après les manifestations du 8 mars, Jil Jadid fera dès le 10 mars 2019 des propositions concrètes pour répondre à la volonté populaire et permettre une sortie de crise qui repose sur le départ du régime et le retour aux urnes avec des conditions

36 Parmi lesquelles Action pour le Changement en Algérie (ACA), Agir pour le Changement et la Démocratie en Algérie (ACDA), Association de La Communauté Algérienne Etablie à l'Etranger (ALCAEE), Collectif "Algérie Debout", Collectif « Mon Algérie », Forum Démocratique, Front des Forces Vives, Jil Jadid Europe, Nida El Watan France et UCP France. Ce sont ces associations qui organiseront l'ensemble des rassemblements du Hirak à Paris, rejointe progressivement par d'autres structures de la diaspora parisienne, à l'image du FFS qui la rejoindra à partir du 7^{ème} rassemblement, le 7 avril, pour atteindre près de 30 organisations.

37 Zoubida Assoul annoncera son soutien à Ali Ghediri le 13 février 2019. Jil Jadid demandera qu'elle quitte dans ce cas sa fonction de porte-parole de Mouwatana.

d'organisation et de surveillance des élections négociées, le tout dans une logique de préservation de l'Etat de toute aventure porteuse de risques externes.

Le 11 mars 2019, jour anniversaire de la création de Jil Jadid, et 10 mois après la lettre dite des 14, initiée par Jil Jadid et demandant au président de renoncer au 5^{ème} mandat, Abdelaziz Bouteflika renonce au 5^{ème} mandat, annonce le report des élections du 18 avril et l'organisation d'une conférence nationale. La chute du régime Bouteflika est désormais irréversible !

Alors que certains acteurs politiques se sont empressés de s'en féliciter et que des citoyens sont spontanément sortis exprimer leur joie, Jil Jadid alerte immédiatement l'opinion publique sur la supercherie qui consiste en réalité à prolonger illégalement le 4^{ème} mandat en laissant à la tête de l'Etat le président Bouteflika, bien qu'invalidé, et donc forcément le clan qui usurpe ses attributions et à la main basse sur le pays et ses moyens.

C'est ce soir-là que le fameux « Yetnahaw ga3 »³⁸ fait son apparition.

Le 26 mars, le chef d'état-major et vice-ministre de la défense nationale, Gaid Salah, désormais en rupture de ban avec le clan présidentiel qu'il avait porté jusque-là à bout de bras, demande l'application de l'article 102³⁹ de la constitution. Désormais ses communiqués ponctuent au quotidien l'actualité.

Dès lors, les figures de proue du régime Bouteflika commencent à tomber les unes après les autres, avant que les procédures judiciaires ne commencent à être enclenchées contre elles et qu'elles ne se retrouvent toutes derrière les barreaux, qui pour complot, qui pour corruption, détournement de deniers publics et enrichissement personnel.

Consciemment ou non, certains acteurs politiques vont se précipiter dans le piège de la demande d'activation de l'article 102 et la soutenir alors que pour Jil Jadid, il était évident que c'était un énième subterfuge pour le maintien du régime, de ses symboles, et des usurpateurs de la souveraineté populaire.

En effet, appliquer l'article 102 supposait de rester dans le cadre de la Constitution, avec ses déviances institutionnalisées par le régime de Bouteflika et le maintien de toutes ses figures à la tête des institutions pour gérer l'intérim et les élections présidentielles anticipées.

Pour Jil Jadid, les dispositions constitutionnelles touchant à l'organisation de la vie politique sont désormais caduques car l'application de l'article 102 ne permet qu'une succession au poste de président de la République et ne garantit nullement une réponse à la demande populaire.

Le 27 mars, et prenant acte du fait que le mouvement citoyen venait, après plusieurs vendredis de suite, de remporter plusieurs victoires et de restaurer finalement sa citoyenneté, Jil Jadid annonce son retrait du mouvement Mouwatana, qui doit désormais appartenir à la société civile, le politique ayant rempli le rôle qu'il s'était assigné à son lancement.

38 Expression en arabe algérien qui veut dire « qu'ils dégagent tous » prononcée par un jeune algérois interrompant un direct d'une correspondante locale de la chaîne télévisée Sky News Arabia, le soir du 11 mars 2019 où l'ex-président Abdelaziz Bouteflika annonça qu'il renonce à briguer un cinquième mandat. L'idée de ce slogan est que tous ceux qui ont dirigé ou participé de près ou de loin à la direction du pays doivent être chassés

39 Article qui permet la destitution du président pour des raisons d'inaptitude à occuper ses fonctions.

Le 1^{er} avril, sous la pression de la rue et du haut commandement de l'ANP, la présidence annonce que Abdelaziz Bouteflika quittera ses fonctions avant le 28 avril, date de fin de son mandat.

Le 2 avril, alors que le chef d'état-major annonce l'activation de l'article 102 de la Constitution, Abdelaziz Bouteflika apparaît à la télévision nationale en soirée pour remettre au président du Conseil Constitutionnel sa lettre de démission.

La chute du régime Bouteflika venait d'aboutir, pacifiquement, après vingt ans de règne sans partage fait d'autoritarisme et de corruption généralisée qui auront déclassé le pays et gravement menacé sa stabilité et intégrité.

Le Hirak venait de concrétiser sa principale revendication scandée depuis le 22 février, en plus de voir tous ceux qui ont fait l'ossature du régime Bouteflika défaits un à un et poursuivis en justice pour leur gestion du pays et les détournements de biens publics qu'ils ont opérés pour leurs comptes.

Jil Jadid ne pouvait que s'en féliciter, lui qui avait fait du départ du régime Bouteflika un axe stratégique de son action politique depuis sa création, tant ce régime a constitué le principal obstacle à l'instauration d'un Etat de droit et qu'il menaçait gravement la viabilité et la stabilité du pays.

A partir du mois d'avril 2019, et après cette 1^{ère} grande victoire, le Hirak va rentrer dans une nouvelle phase, celle de la recherche d'une solution devant permettre aux citoyens de se réapproprier leur pays pour bâtir un Etat de droit tout en lui évitant l'effondrement.

A la suite de la démission forcée de Abdelaziz Bouteflika, Jil Jadid interpelle la société politique (partis comme société civile) pour engager l'après Bouteflika. Il fera dans ce sens plusieurs propositions, toutes destinées à faire réussir le Hirak et ses revendications originelles.

Il lancera de nouveau un appel à l'armée afin qu'elle facilite une issue positive à la crise, au regard de ses responsabilités politiques et historiques, mais aussi constitutionnelles et l'incite à consulter la classe politique sur les voies et moyens de sortir de la crise.

Le 2 avril, l'ancien président Liamine Zeroual déclare qu'il a été approché par le général de corps d'armée à la retraite, Mohamed Mediene, avec l'accord du frère du président, Said Bouteflika, pour présider une instance pour gérer la transition⁴⁰. Ce qu'il déclinera.

Le 9 avril, le parlement constate la vacance de la fonction présidentielle et désigne, conformément à la Constitution, le président du Conseil de la Nation, Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat par intérim pour une durée de 90 jours. Ce dernier fixe immédiatement les élections présidentielles au 4 juillet 2019.

A peine annoncée, l'option de l'organisation d'élection présidentielle le 4 juillet est rejetée par les manifestants. Naturellement, Jil Jadid rejettera l'idée d'organiser des présidentielles de façon précipitée le 4 juillet et considèrera qu'elle signifie l'enterrement vivant du mouvement populaire.

40 Selon Louisa Hanoune, manifestement très liée aux Bouteflika, elle a participé le 27 mars 2019 à une réunion, secrète, avec Said Bouteflika et le général de corps d'armée à la retraite, Mohamed Mediene. Il s'agissait selon elle, de trouver une solution pour éviter un coup de force du chef d'état-major. C'est lors de cette réunion que le nom de l'ancien président a été évoqué pour gérer une transition de 6 mois.

Pourtant, dès le 20 avril, le ministère de l'intérieur annonce que 24 candidats indépendants, dont Ali Ghediri, ont retiré leurs dossiers de candidature.

En ce mois d'avril 2019, les divergences sur les modalités de sortie de crise se font jour entre les partisans d'une constituante et ceux qui comme Jil Jadid proposent de bâtir un nouvel édifice institutionnel en commençant par des élections présidentielles. Le mouvement populaire entre alors dans une zone de turbulences alimentée de l'intérieur.

Dès lors, une musique d'ambiance commence à s'installer à propos de la nécessité de structurer le Hirak en un mouvement unique, comme au temps du parti unique, et comme si la société était monolithique et qu'elle n'était pas traversée par des courants politiques divers.

La victoire du Hirak qui a obtenu la démission de Abdelaziz Bouteflika va ouvrir une guerre de leadership menée essentiellement par des acteurs dits indépendants, non partisans, qui ont enfourché le Hirak bien après qu'il se soit lancé et qu'il ait pris de l'ampleur, pour tenter de s'imposer comme représentants du peuple en dehors de toute consultation démocratique. Ils vont d'ailleurs, insidieusement, commencer à dénigrer les partis, en particulier ceux qui comme Jil Jadid, n'ont jamais cessé le combat contre le régime et refusé de se compromettre en contrepartie de sièges à l'APN, au gouvernement ou dans les assemblées locales.

Le pouvoir en profitera pour engager un bras de fer avec les manifestants.

Communiqué de Mouwatana du 12/02/2019 : Mouwatana défendra la dignité des citoyens contre le coup de force du 5e mandat

Les Algériens sont censés être appelés à élire leur président de la République le 18 avril prochain.

Ce rendez-vous aurait dû contribuer à construire les institutions légitimes de l'Etat. Il est présenté par les clients du régime, comme une formalité pour assurer la continuité du pouvoir politique en place. Il va, de ce fait, *mettre en péril la viabilité de l'Etat algérien*. La situation n'est pas celle du début de 2014, lorsque l'argument de « la stabilité » a donné lieu à un coup de force institutionnel. Elle est bien plus critique. Les années des grandes recettes énergétiques sont terminées. Le matelas de l'épargne a disparu pour le dinar, et en voie de s'épuiser pour les devises. Les recours exceptionnels de court terme, comme la planche à billet, sont en train de s'installer dans la durée. Les déficits n'arrêtent plus de se creuser. L'avenir de moyen terme des Algériens est déjà hypothéqué.

Pendant que s'amplifie la menace d'une nouvelle panne dramatique du développement et d'un appauvrissement du pays, le pouvoir politique a délégitimé les institutions de l'Etat. L'Algérie est dirigée par intermittence et par procuration. Elle a subi un désinvestissement du droit et des normes. *La gouvernance s'est organisée autour du destin présidentiel d'un homme contre le destin d'une nation*. Les institutions de la république ont concédé toute leur autonomie. La fin de la légitimité révolutionnaire portée par la génération de la libération du pays est rattrapée par la fin du modèle économique bâti sur la seule exportation du gaz et du pétrole. L'impasse politique du régime n'est plus conjoncturelle, elle est historique.

Dans un tel contexte, vouloir faire de l'élection présidentielle d'avril 2019 une formalité pour assurer la continuité, est un acte d'une gravité incalculable. Il condamne les Algériens au désespoir. Il alimente la désunion nationale, nourrit l'élan des jeunes pour l'exil, affaiblit l'Etat à l'intérieur et vis à vis du monde. Il fige la société. Imposer la continuité, en fait céder à la régression de la présidence à vie, revient à priver les Algériens de leur souveraineté. Engager un nouveau passage en force pour « la continuité » signifie renoncer à défier la crise qui arrive, à agir pour l'émergence de l'Algérie – force économique et état de droit - longtemps promise mais toujours différée. Le temps perdu emporte avec lui les solutions qui auraient pu être possibles à déployer. *La poursuite du statu quo prépare une fin désastreuse pour le régime politique et pour l'Etat*.

Le mouvement Mouwatana aspire à être durablement utile à la population, aux élites organisées en association et aux partis politiques afin de gagner la bataille du changement démocratique pour l'Etat de droit. Cette bataille connaîtra un épisode critique lors des prochaines semaines. Le mouvement Mouwatana donne leur liberté d'action à ses membres qui estiment que le retrait du processus électoral faussé par la présence de la candidature illégale d'un homme malade et absent, n'est pas le bon mot d'ordre pour protester contre un coup de force institutionnel annoncé.

Mouwatana souhaitait pour l'Algérie un candidat du consensus pour une transition négociée. Toutefois cette transition négociée était assortie de conditions minimales d'exercice des libertés et du respect des lois, dont la non-candidature d'un président sortant inéligible était la première des garanties.

Le mouvement Mouawatana a refusé dès le premier jour le scénario du pire qui devient une réalité et a tout fait pour l'empêcher. En plus d'être anti constitutionnelle et illégale, la candidature pour un 5ème mandat de Abdelaziz Bouteflika, viole les consciences et blesse le sentiment national.

Les Algériens connaissent déjà le prix exorbitant de l'entêtement d'un régime qui refuse le changement, l'ouverture et l'exercice des libertés. Ils souhaitent consolider leur Etat Nation par l'avancée du droit, de la justice, et de l'égalité des chances. Il est arrivé le temps de faire confiance à leur libre arbitre. Mouwatana est déterminé à les accompagner dans cette quête de leur statut plein et entier de citoyen. *Le mouvement, avec tous les partisans du changement, participera à la résistance citoyenne pacifique au coup de force du 5e mandat.* Il continuera à le faire, au-delà de cette échéance fatidique du 18 avril. Mouwatana veut donner de l'espoir aux Algériens. L'espoir aujourd'hui commence par la défense de notre dignité de citoyen.

En conséquence Mouwatana appelle à une première journée de mobilisation citoyenne le dimanche 24 février 2019 Mouwatana soutient toutes les actions qui convergent vers le même objectif.

Le Coordinateur National
Dr Soufiane Djilali

Communiqué de Mouwatana du 20/02/2019 : Manifestons pour notre dignité

Les citoyens sont invités à exprimer leur rejet du 5ème mandat et du régime politique en place et à exiger l'Etat de droit promis depuis la déclaration du 1er Novembre 1954.

Ainsi, Mouwatana appelle ses militants, ses sympathisants et toutes celles et tous ceux qui aspirent à une citoyenneté digne et honorable, à se réunir ce dimanche 24, au niveau de la place Audin, de 12h à 14h, pour une manifestation pour la dignité.

Par ailleurs, les citoyens résidents dans toute l'Algérie sont invités à se regrouper en face des sièges de leurs wilayas respectives, le même jour et à la même heure.

Mouwatana appelle tous les manifestants à garder le calme, à respecter les biens publics et privés et à s'opposer à toute dérive.

Mouwatana interpelle la conscience des Algériens qui sont par ailleurs, fonctionnaires des services de sécurité, et dont la loi les oblige à être des protecteurs de l'Etat et de ses institutions, et non pas les serviteurs d'une clique maffieuse qui a usurpé le pouvoir du peuple.

Ces membres des services de sécurité sont issus du peuple et partagent avec lui les mêmes difficultés et les mêmes espoirs. Ils ne doivent pas faire l'objet de provocations ou de confrontation.

Enfin, Mouwatana soutient par ailleurs, toutes les manifestations citoyennes et à toutes les dates.

Soyons citoyens, réagissons !

Donnons-nous la main,

Pour reconstruire enfin l'Algérie de tous les Algériens !

Le Coordinateur national du mouvement
Soufiane Djilali

Interview de Zoheir Rouis, Président de Jil Jadid Europe : « Le régime est responsable de la situation actuelle et de tout dérapage éventuel »

El Watan 25/02/2019 par SAMIR GHEZLAOUI

Êtes-vous satisfait de la mobilisation citoyenne déjà historique contre le 5e mandat du président Bouteflika ?

La mobilisation citoyenne en cours contre le régime, ses hommes et ses pratiques, vient de démentir, de manière spectaculaire, tous ceux qui ergotaient à longueur de journées que les Algériens ne s'intéressent pas à leur destin et qu'ils ne sont que spectateurs d'une situation sur laquelle ils n'ont aucune prise. Or, de telles inepties ne sont que le révélateur de l'abîme qui sépare le peuple de ses politiques et autres commentateurs.

A Jil Jadid, et parce que depuis notre création en 2011, nous avons opté pour une stratégie de proximité renforcée avec les Algériens, que nous rencontrons presque chaque week-end à l'intérieur du pays comme au sein de notre diaspora, que nous savons que les Algériens n'en peuvent plus de ce régime, de son autoritarisme, et de ses pratiques de hogra et de corruption. *C'est sans cesse que nous alertons sur cette situation explosive dont seul le régime est responsable.*

Et c'est sans cesse que nous agissons pour que l'opposition se renforce et que les conditions d'une synergie soient réunies pour qu'ensemble nous puissions offrir à notre peuple une alternative crédible pour engager l'Algérie sur la voie du changement pacifique pour l'établissement d'un Etat de droit. La mobilisation citoyenne en cours nous renforce davantage dans cette voie.

Pensez-vous que la manifestation de ce dimanche a réussi son pari d'unifier la communauté nationale établie à l'étranger, particulièrement en France, autour d'un seul mot d'ordre ?

Dès lors qu'il s'agit de l'Algérie et de son destin, la diaspora algérienne s'est toujours spontanément mobilisée, en particulier lorsqu'il s'agit de défendre son destin démocratique et la volonté du peuple de se libérer de ce régime qui a trop longtemps étouffé les Algériens.

À Jil Jadid Europe, nous avons fait le pari de trouver une unité d'action autour de ces deux seuls mots d'ordre que sont « Non au 5e mandat. Pour un Etat de droit ». Et c'est la raison pour laquelle nous avons agi pour réunir tous ceux qui veulent agir de concert (associations, représentations de partis politiques algériens, femmes et hommes engagés, etc.) avec le but d'organiser cet événement et afin de démontrer à nos concitoyens en Algérie que nous sommes solidaires et que nous voulons, nous aussi, prendre notre part active de ce combat pour mettre fin à cet autoritarisme d'un autre âge et à cette indignité infligée aux algériens, mais aussi pour apporter aussi notre pierre à l'édifice démocratique qui devra advenir.

Ce sont là les points d'appui sur lesquels nous continueront à agir pour que la diaspora trouve les canaux par lesquels elle pourra efficacement agir pour le pays dans cette phase historique et cruciale à la fois.

Vous faites partie justement de ceux qui ont initié cette action unitaire menée par plusieurs organisations de la société civile et de partis politiques contre la « continuité » du système. Envisagez-vous d'autres actions dans ce sens ?

A Jil Jadid, mais aussi plus largement avec Mouwatana, nous avons fait le pari de la synergie des actions et de la persévérance. En septembre et octobre dernier, avec Mouwatana nous avons organisé plusieurs rassemblements au sein de notre diaspora, à

Lyon, Marseille, Paris, Genève, Montréal, etc., et cette fois-ci nous réitérons avec d'autres organisations à travers les grandes villes d'Europe et du Canada.

Nous sommes donc dans une dynamique qui ne pourra que se renouveler selon des formes qui seront décidées par les acteurs concernés pour expliquer de manière pédagogique les enjeux du moment mais aussi pour permettre à notre diaspora d'exprimer elle aussi sa solidarité citoyenne et de médiatiser à l'international ce mouvement pour la citoyenneté et la dignité qui permettra à nos concitoyens en Algérie de se sentir soutenus et accompagnés.

Dans le contexte actuel, comment voyez-vous la suite des événements jusqu'à l'élection présidentielle du 18 avril ?

Le bon sens et l'amour du pays, s'ils existaient un tant soit peu, chez les décideurs actuels auraient voulu qu'on n'en arrive pas à cette situation et qu'à tout le moins maintenant que le peuple exige le départ de ce régime, qu'ils organisent dans l'ordre une sortie par le haut pour que le pays ne revive pas de nouvelles heures sombres.

De ce point de vue-là, le régime est responsable de la situation actuelle et de tout dérapage éventuel. Il est responsable de la vie des femmes et des hommes de ce pays et de ses biens.

Objectivement, le régime a consommé toutes ses cartes. Sa seule alternative est désormais de mettre fin à cette comédie tragique du 5e mandat pour libérer le pays et permettre d'organiser une élection présidentielle ouverte, qui pourrait dégager un homme de consensus par les urnes.

Celui-ci aura à mener une transition démocratique destinée à remettre sur pied les institutions du pays de manière démocratique et à préserver nos ressources pour amortir au maximum les chocs économiques et sociaux auxquels nous allons fatalement faire face compte tenu de ce que nous aura laissé ce régime.

Conférence de presse de Soufiane Djilali du 10/03/2019 : « Comment répondre à la volonté populaire ? »

Mesdames et Messieurs,

L'Algérie vient de vivre des moments exceptionnels de sa jeune histoire de Nation indépendante.

En un mouvement, autant espéré qu'inattendu, les Algériennes et les Algériens se sont exprimés avec une ampleur et une détermination qui étonnent le monde entier. *En un référendum à ciel ouvert, ils se sont prononcés, sans ambiguïté, contre le 5ème mandat et pour un changement pacifique du régime en faveur d'une démocratie moderne.*

Aujourd'hui, 10 mars, nous sommes dans la situation où le Peuple souverain, a prononcé ses décisions.

Le régime politique s'est, symboliquement, effondré, la Constitution, triturée et maltraitée par le pouvoir lui-même, est devenue caduque.

La légitimité populaire a été retirée aux institutions.

Si, ce qui reste de ce régime, s'entête à refuser la sentence populaire, les risques d'une déflagration pourraient tout emporter.

Jil Jadid, dont les positions ont été limpides depuis sa création, avec sa proximité constante avec le peuple et son engagement déterminé à « aider le régime à s'en aller », est aujourd'hui interpellé avec force, par les évènements.

Jil Jadid a contribué, sans conteste, à la prise de conscience populaire, à la mobilisation citoyenne et à l'affranchissement de la peur.

Fidèle à sa devise, « le devoir d'agir », Jil Jadid s'impliquera dans la recherche d'un dénouement favorable à cette exceptionnelle ferveur populaire pour l'instauration d'un véritable Etat de droit.

Jil Jadid refusera et dénoncera toute tentative de détournement de la volonté populaire et agira exclusivement et avec honneur, dans l'optique de faire aboutir les exigences citoyennes.

Pour organiser cette remise du pouvoir au peuple, Jil Jadid propose le processus suivant :

A travers une « lettre présidentielle », le Président reconnaît son inaptitude à gouverner et annule les élections présidentielles d'avril 2019. Il charge une personnalité consensuelle ou un comité, d'engager immédiatement des consultations avec la classe politique, les syndicats, la société civile et des personnalités nationales,

Pour la mise en place d'un « Forum National », dont les membres seront bénévoles,

Et pour former un gouvernement neutre, non partisan, dont la durée et les missions seront également négociées (entre 6 et 12 mois).

La Constitution actuelle est suspendue dans la définition des attributions politiques, l'Assemblée Populaire Nationale, le Conseil de la Nation et le Conseil Constitutionnel sont dissous par le Président de la République.

« Le Forum National » désignera par consensus, une personnalité ou un comité, pour assurer les fonctions de Chef de l'Etat pour la continuité de l'Etat.

Le Chef de l'Etat (ou l'Instance Présidentielle) ainsi que les membres du gouvernement, s'engageront à ne pas se présenter aux élections présidentielles.

Le Président de la République se retire définitivement dès l'extinction de son mandat, le 26 Avril 2019.

Le gouvernement, dont les membres devront accomplir la feuille de route négociée, s'attellera, en collaboration avec les partis politiques, dans le cadre du Forum National, à préparer les conditions d'une véritable élection dans un délai raisonnable (12 mois).

Avec la mise en place d'une commission indépendante de l'administration et dont la composante sera négociée,

La refonte de la loi électorale,

L'ouverture des médias.

Dès l'élection du nouveau Président de la République, engager un processus constituant pour une Loi fondamentale consensuelle, couronné par un Référendum.

L'organisation des élections législatives et mise en place des Institutions prévues par la nouvelle Constitution.

Lettre de Soufiane Djilali, Coordinateur National de Mouwatana du 27/03/2019 aux adhérents de Mouwatana

Le 22 février 2019 restera une date symbolique d'une prise de conscience politique collective qui honorera à jamais la citoyenneté algérienne.

A ce mouvement d'une ampleur exceptionnelle, Mouwatana, à son échelle, aura contribué à éclosion.

Devançant tous les autres acteurs sur la scène publique, Mouwatana aura montré le chemin avec courage et détermination.

Sur un chemin parsemé de difficultés, les membres fondateurs rejoints par des militants engagés et de valeur, ont pu maintenir, contre vents et marées, le cap vers ses objectifs : Refus du cinquième mandat et changement de système politique, en vue de l'établissement d'un Etat de droit et la démocratie.

Il est vrai que durant plusieurs mois, les militants de Mouwatana s'étaient retrouvés seuls face aux interdits du pouvoir et à la répression policière.

Le peuple regardait mais n'en pensait pas moins.

Et voilà, l'inéluctable est arrivé.

Les Algériens ont décidé que le 5ème mandat ne devait pas avoir lieu et qu'il était temps de passer à une nouvelle configuration politique. Ils ont alors agi par eux-mêmes, en toute responsabilité.

L'Histoire dira qu'elle aura été la part de chacun, y compris de Mouwatana, dans cette prise de conscience.

En tout état de cause, les Algériens se sont affranchis des liens qui les ligotaient et ont montré au monde entier qu'ils étaient à la hauteur des défis qu'ils se sont fixés.

L'heure est donc venue pour que Mouwatana face son propre bilan et s'adapte à cette nouvelle réalité dont les dirigeants avaient tant espéré et pour laquelle ils ont tous, tant donné.

Un mouvement, pour promouvoir la citoyenneté, ouvert à toutes et à tous, se renouvelant dans ses approches et ses méthodes mais aussi dans son incarnation par des figures nouvelles nées de ce 22 février, voilà ce que devrait être, à mon sens, Mouwatana.

En tant que l'un de ses initiateurs, Jil Jadid estime qu'il est temps de passer à une nouvelle étape.

La situation aujourd'hui exige de Jil Jadid plus d'efforts et plus d'engagements dans ses propres choix politiques. Il a donc fort à faire.

Par ailleurs, *il est sain que des citoyens s'organisent, aussi, en dehors de toute influence partisane* et défendent les principes de base de la citoyenneté, de la démocratie et de l'Etat de droit, en toute indépendance idéologique.

Heureux d'avoir contribué à sa constitution, *Jil Jadid estime que le moment est venu pour lui de se retirer de Mouwatana pour laisser l'espace aux Algériennes et Algériens de toutes obédiences pour s'approprier ce mouvement et déterminer en toute liberté son destin.*

Que les membres fondateurs de Mouwatana, les militants de ce mouvement et l'ensemble des membres de Jil Jadid qui ont tant donné à cette action, trouvent ici l'expression de ma

reconnaissance personnelle pour leur aide, leur compréhension et leur soutien dans l'accomplissement de ce qu'a été ma mission auprès d'eux.

Je remets donc officiellement à l'Instance de Coordination de Mouwatana, mon mandat de Coordinateur National, et annonce le retrait des militants de Jil Jadid de l'organe dirigeant du Mouvement à l'effet de permettre un redéploiement effectif des nouveaux membres.

Bon vent à Mouwatana dans la perspective d'accomplir ses devoirs et de réussir ses nobles objectifs.

Interview de Soufiane Djilali. Président de Jil Jadid : « L'armée serait bien inspirée de consulter la classe politique »

El Watan 04/04/2019 par HACEN OUALI

Après sept vendredis de mobilisation historique qui ont abouti à la démission du chef de l'Etat, le mouvement contre le système est confronté à la grande tâche de la transition. Comment voyez-vous l'organisation de cette phase ?

Les Algériens viennent de réaliser une « révolution du sourire » sans l'avoir au préalable imaginé. Ce qui vient de se passer marquera l'histoire de ce pays.

Connaissez-vous un autre cas dans le monde où un peuple a chassé un autocrate avec un tel panache ? Connaissez-vous un seul autre peuple qui se soit mobilisé en centaines de milliers dans des dizaines de capitales et de villes à travers tous les continents, avec la même allégresse et le même enthousiasme ?

Le 22 février, les Algériens se sont découverts. Chacun pensait que la société algérienne s'était figée dans sa configuration des années 1990.

Elle vivait alors les démons idéologiques, le désarroi identitaire, l'exclusion, le sectarisme, la violence et le sexisme. Et voilà que tous découvrent, en un moment magique, une société souriante, tolérante, pacifique, beaucoup plus pragmatique, avec une jeunesse pleine de vitalité et d'intelligence.

Les Algériens ont repris confiance en eux-mêmes. D'un vendredi à l'autre, le mouvement a pris de l'ampleur et de la puissance et a forcé l'admiration des plus sceptiques.

En sept semaines, le régime politique est pratiquement tombé. La dernière béquille qui lui reste est l'article 102 dont l'application lui donnerait quelque chance – illusoire de mon point de vue – pour se régénérer.

La transition à venir se fera, à l'évidence, en dehors du carcan constitutionnel, si l'on veut sortir de la crise et mettre en place un véritable Etat de droit.

Faut-il geler la Constitution et permettre la mise en place d'un gouvernement de transition ?

La Constitution est aujourd'hui caduque dans ses dispositions organisant les institutions politiques. Elle a été annihilée par l'annulation des élections et par la volonté impérative de la rue, qui exige un nouveau régime politique.

Il n'est pas utile de s'accrocher maintenant à la lettre d'un texte qui a été tant de fois transgressé au gré du « prince » et qui n'offre aucune issue légale répondant à l'aspiration de tous.

Une Constitution est faite pour réguler un système politique, lui-même objet d'un consensus national. Il n'est pas raisonnable de vouloir soumettre la souveraineté d'un peuple à des procédures contraires à ses vœux.

Par ailleurs, une Constitution n'est pas en soi une nécessité absolue. De grandes démocraties ont su s'organiser sans avoir recours à ce type de loi. Ne comprenez pas par là qu'il serait inutile pour nous d'avoir une Constitution. Chaque pays a sa propre histoire.

Pour nous, il est nécessaire d'avoir un texte clair, qui régit les institutions et protège les droits et libertés des citoyens.

Pour revenir à votre question, *il faudrait arriver rapidement à un consensus pour une période transitoire de 6 à 12 mois, avec une feuille de route réaliste et une présidence de l'Etat dirigée par un homme ou un comité accepté de tous.*

Bien entendu, *un gouvernement provisoire – en dehors des partis et surtout sans la participation des figures du régime déchu – devrait conduire les affaires du pays. Cette période devra déboucher sur une élection présidentielle.*

C'est au futur président de la République d'engager ensuite les grandes réformes de l'Etat, à commencer par un processus constituant. Là aussi, permettez-moi de décliner mon choix : une « constituante » est une voie très périlleuse.

A mon sens, une large consultation menée par une présidence de la République légitime aboutira très vite à un accord : rendre la justice indépendante de l'Exécutif, mettre en place une Cour constitutionnelle autonome, rééquilibrer les pouvoirs en faveur d'un gouvernement représentatif d'une majorité parlementaire, donner de vrais moyens de contrôle de l'Exécutif aux députés et, surtout, mettre en place une vraie institution démocratique pour la gestion de tout processus électoral.

Le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, est en première ligne depuis l'éviction de Bouteflika. Devrait-il discuter directement avec l'opposition ?

L'armée est interpellée par la situation actuelle. Elle a une large part de responsabilité dans cette fin chaotique du régime de Bouteflika. Maintenant, il s'agit de trouver rapidement les bonnes solutions. Le départ du régime ne doit en aucun cas signifier la déstabilisation de l'Etat.

Après avoir aidé à faire partir le clan présidentiel, le chef d'état-major sera forcément impliqué dans le choix de la composante de la présidence de l'Etat qui assumera la transition. Il serait bien inspiré de consulter, directement ou indirectement, la « société politique », c'est-à-dire autant les partis politiques que les syndicats ainsi que les personnalités nationales. Je suis persuadé qu'un accord sera vite trouvé.

L'essentiel est de dépasser rapidement le vide juridique actuel avec l'engagement de tous pour aller vers la mise en place d'instruments politiques transitoires convenables. Il aura à donner les garanties pour sécuriser l'Etat et le processus de retour vers la légitimité tant populaire que légale du pouvoir politique.

La rue redoute une reprise en main et la fermeture du jeu. Quel devrait être le rôle de l'institution militaire en cette période ?

Sincèrement, je pense que l'institution militaire est très consciente des enjeux. Même s'il devait y avoir quelques velléités personnelles, je reste persuadé qu'elle accomplira son rôle avec responsabilité.

L'armée algérienne a atteint aujourd'hui un haut niveau de professionnalisme. Bien entendu, certains de ses membres n'ont pas toujours été à la hauteur de leur mission, mais ne les confondons pas avec l'institution.

Malgré toutes les critiques qu'elle a subies, elle a été là lorsque le pays a eu besoin d'elle. Je suis persuadé qu'elle saura maîtriser son rôle dans la gestion de la transition et dans sa future place dans la nouvelle République.

Les Algériens s'interrogent sur le devenir du mouvement populaire. Quel prolongement politique doivent-ils lui donner pour amorcer le changement démocratique ?

Les Algériens ont redécouvert la politique au sens noble du terme. L'espace public est en train d'être réapproprié, en particulier par les jeunes. Les nouvelles générations ont un grand désir de contribuer à la construction de leur cité. Les étudiants se libèrent de nouveau et il faudra sans aucun doute compter avec cette jeunesse instruite dans la suite des événements.

Le mouvement du 22 février a été d'une telle ampleur qu'il ne peut qu'appartenir à la mémoire collective. Nous pouvons employer, dans ce cas, le terme de « peuple » sans forcer le trait.

Et le peuple a bien dit qu'il voulait participer à son destin. Autrement dit, il veut des règles du jeu claires, qui lui permettront de défendre ses idées et de contribuer à la prise de décision. C'est exactement cela, l'objet de la démocratie.

Le peuple aura à choisir librement ses représentants pour faire partie des institutions de la République. Il veut un pouvoir équilibré par des contre-pouvoirs. Il veut des représentants authentiques qu'il aura choisis.

Ce peuple-là est uni dans son algériennité mais divers dans son expression. Les Algériens sont en voie d'inventer leur propre modernité. J'ai le plus grand espoir que ce pays trouve enfin sa voie vers un avenir apaisé.

Interview de Soufiane Djilali : La rue doit maintenir la pression

Le Soir d'Algérie 18/04/2019 par Abla Cherif

Soufiane Djilali analyse ici les derniers développements survenus sur la scène politique et éclaire sur les points « chauds » ayant marqué l'actualité de ces derniers jours.

Le Soir d'Algérie : De nouveaux éléments sont entrés en compte ces dernières heures. Tayeb Belaïz a démissionné, un nouveau président du Conseil constitutionnel nommé et déjà décrié. Comment analysez-vous ce qui s'est passé ?

Soufiane Djilali : Les événements s'accélèrent, en effet. *Le régime a perdu son équilibre et la chute est inévitable.* Bien entendu, le pouvoir tente de résister. Il a trop à perdre. Cependant, la pression populaire est telle qu'il sera très difficile de tenir longtemps. Le régime est très dégradé, décalé et obsolète et ne peut réinventer un futur pour lui. Alors, le départ de Belaïz et la venue de Feniche ne sont qu'un maillon, qu'un épisode de cette « révolution du sourire ». Toutes les semaines, sinon tous les jours, nous vivons des faits politiques exceptionnels. La roue de l'Histoire est en train de faire son œuvre.

Quelle est votre opinion sur le dernier discours du chef d'état-major ?

Tant dans la forme que dans le fond, ce discours montre toute l'ambiguïté que vit le système. Il a envie de perdurer et freine des quatre fers pour éviter le changement et, en même temps,

il concède à chaque fois des espaces nouveaux en faveur de la contestation. Le chef d'état-major a ouvert, à Ouargla, le carcan de la Constitution concernant la période de transition. Il a, bien entendu, réitéré son respect à la Constitution au nom du Commandement de l'armée, ce qui signifie que cette dernière n'a aucune intention de sortir de son rôle légal, mais il a, en même temps, envisagé, implicitement, une solution politique en dehors de l'article 102. Il y a donc ici, une reconnaissance de l'impasse constitutionnelle. M. Gaïd Salah sort peu à peu de ses illusions pour rejoindre la réalité du terrain. C'est une bonne chose en soi.

L'avis des Algériens est partagé au sujet de la démarche de Gaïd Salah, certains sont pour, d'autres expriment leur méfiance, où vous situez-vous ?

Vous savez, au final, il ne s'agit pas de faire confiance ou non. Naturellement, les hommes au pouvoir veulent la conservation du système qui les a si bien servis. Si les Algériens n'avaient pas contesté le 5 -ème mandat, le chef d'état-major aurait continué à servir la famille Bouteflika sans sourciller. S'il a changé de position c'est parce qu'un nouveau rapport de force a émergé de la rue. Le peuple a intégré l'équation politique. Il est devenu la force agissante. Malgré les louvoisements du système, il est déjà bel et bien fini. Il est essentiel que les Algériens maintiennent leur pression. Le pouvoir cède pas à pas mais n'hésiterait pas à reprendre des forces si la rue est de nouveau désertée.

Des actes de répression ont été commis par les forces de la police, le chef d'état-major s'en démarque et a annoncé avoir donné des instructions pour protéger les Algériens qui manifestent. Qui, à votre avis, a donné l'ordre de réprimer ?

Les actes de répression ont été décidés de façon concertée par la haute hiérarchie sécuritaire. Ni le chef de la gendarmerie ni celui de la police n'auraient pu prendre des décisions de cette importance stratégique à leur seul niveau. Vendredi dernier, la gendarmerie a bloqué les accès de la capitale, surtout à l'est d'Alger d'ailleurs, et la police a manœuvré sous couvert d'une « attaque » d'un groupe de voyous pour disperser dans la plus grande violence les manifestants.

Le traitement humiliant réservé à nos sœurs militantes entre dans la même stratégie. Par ailleurs, les attaques massives dans les réseaux sociaux, la volonté de réveiller les démons de la division en s'attaquant honteusement aux Kabyles sont aussi de la même veine. Alors, si le chef de l'état-major n'était pas au courant de ces opérations, c'est qu'il y a problème.

Beaucoup d'Algériens ont interprété les avertissements de Gaïd Salah à l'ancien patron du DRS comme étant une lutte de clans qui ne peut rien apporter au mouvement populaire. Etes-vous de ceux-là ?

A ce niveau de responsabilité, on prend des décisions, on ne fait pas des menaces. Il y a une disproportion douteuse entre les faits pour lesquels l'ancien chef du DRS est accusé et la réaction réelle des institutions sécuritaires. J'ai bien peur qu'il ne s'agisse là que d'une agitation pour détourner l'opinion publique des vrais enjeux politiques. Etant loin des coulisses, je ne connais pas les détails de ce qui semble être une rivalité personnelle. Il ne me semble pas que cet épisode serve à grand-chose. Tout le monde, sans exclusive, doit mettre du sien pour rechercher la solution et non pas pour régler des problèmes personnels et qui n'intéressent pas, en tous les cas pour le moment, les Algériens.

Quel regard portez-vous sur la « chasse » aux oligarques, l'arrestation de Haddad ? Que peut apporter ce genre d'affaires à la révolution en cours ?

J'ai toujours vu Haddad comme étant potentiellement un Khalifa bis. Tout le monde connaît ce personnage dont la puissance politique semblait mystérieuse. Pourquoi le clan présidentiel en avait-il fait un icône de l'oligarchie ? Sincèrement, s'il semble s'être bien « sucré » avec

l'argent public, je pense que beaucoup d'autres devraient être sur la liste des prédateurs et ne devrait pas être le bouc émissaire. Mon petit doigt me dit aussi que sa fortune ne lui appartient pas vraiment, en tous les cas, pas en totalité. M. Gaïd Salah, qui a ordonné à la justice (d'ailleurs en qualité de quoi ?) d'ouvrir des enquêtes approfondies sur les détournements d'argent, devrait faire en sorte que les Algériens sachent exactement qui sont les plus gros bénéficiaires derrière cette oligarchie mise en vitrine.

Cette révolution s'opère également au sein de la justice, socle de tout Etat de droit dans les sociétés. Certains sont pourtant encore sceptiques. Quel est votre avis sur la question ?

Il est vrai que des magistrats se sont alignés sur le « Hirak ». Cela est une très bonne chose. De là à penser que le système judiciaire est devenu aussi rapidement libre et propre en même temps est un pas que je ne franchirai pas. La justice a besoin d'une grande réforme commençant par la consécration constitutionnelle de son indépendance par rapport à l'exécutif. Sans une véritable institution judiciaire respectable et indépendante, il n'y aura pas d'Etat de droit.

A peine prononcée, l'option de l'organisation d'élection présidentielle le 4 juillet prochain a été rejetée par les manifestants. Les responsables actuels maintiennent, mais les événements en cours compromettent déjà la démarche, le facteur temps joue aussi en défaveur de cette démarche. Une bonne ou une mauvaise chose, en somme ?

Une présidentielle pour le 4 juillet signifie l'enterrement vivant du mouvement populaire actuel.

C'est justement ce que j'ai reproché à ceux qui, consciemment ou non, ont soutenu la démarche du 102. C'était un piège évident dans lequel se sont précipités plusieurs acteurs. Maintenant que chacun a compris que l'application de cet article signifie le maintien du régime, de ses symboles, de ses lois, de ses faussaires et de ses usurpateurs de la souveraineté populaire, le pouvoir devra concéder sa caducité. La volonté populaire et le consensus politique pour une solution transitoire sont supérieurs à une Constitution faite par un homme et pour lui-même. Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude, dit l'adage. Le régime n'a eu de cesse de manipuler la loi fondamentale.

Il ne peut pas nous dire aujourd'hui qu'elle est la seule solution. Les amendements illégaux d'ailleurs, de 2008 et de 2016, doivent être annulés. Revenir à la Constitution de 1996 comme base de travail et la faire évoluer dans un sens voulu par tous est une voie à explorer. Rendre la justice indépendante, créer une cour constitutionnelle qui ne soit pas soumise au président de la République, réduire les prérogatives de ce dernier, renforcer les pouvoirs du Parlement et surtout ses moyens de contrôle de l'exécutif, mettre en place un organe indépendant pour tout le processus électoral... Il y a tout un champ de réformes essentielles à mettre en place.

Des propositions de sortie de crise sont soumises par des acteurs politiques. Quelle est la vôtre ?

Le 10 mars, bien avant la démission du Président Bouteflika, nous avons rendu publique, lors d'une conférence de presse, une feuille de route pour une sortie de crise. Nous avons alors proposé la mise en place d'une présidence de l'Etat après consultation de toute la « société politique », c'est-à-dire, partis politiques, syndicats, associations, personnalités nationales. Cette présidence de l'Etat doit être munie d'une feuille de route précise : discuter et amender des lois qui régissent l'activité politique, les médias et les élections. Une fois les conditions objectives pour une élection transparentes réunies, aller vers une présidentielle pour, ensuite, entamer les vraies réformes de l'Etat et des institutions.

Depuis le 10 mars, le cours de l'Histoire nous rapproche de cette solution. Je rappelle que nous étions, au début, bien seuls à refuser l'article 102, pour les raisons citées plus haut. Dans

le document remis à la presse ce 10 mars, nous avons dit alors que le peuple s'était prononcé par « référendum à ciel ouvert » et que la Constitution, dans sa partie politique, était « caduque ».

Interview de Soufiane Djilali : « Un changement de Constitution est absolument nécessaire »

Jeune Afrique 13/05/2019 par Neila Latrous

Pour Soufiane Djilali, président du mouvement politique Jil Jadid, « la transition engagée n'offre aucune véritable issue pour aller vers la fin du système ».

Jeune Afrique : Vous appelez à négocier la sortie de crise avec l'armée, « véritable détentrice du pouvoir », dites-vous. Le scénario à l'égyptienne est-il écrit d'avance ?

Soufiane Djilali : Ce serait un scénario bien trop compliqué pour l'Algérie. Les conditions générales du pays ne permettent pas une gestion directe par l'armée. Mon appel au dialogue vise à débloquer une situation qui s'enlise dans un pseudo-formalisme qui n'aboutira à rien. Ici, nous savons tous que l'armée reste l'actrice principale dans les décisions stratégiques. Sous Bouteflika, elle s'était cantonnée à son rôle tel que défini par la Constitution. Mais lorsqu'il y a une grave crise de gestion de l'État – comme c'est le cas actuellement –, c'est vers elle que les regards se tournent.

La « révolution du sourire » a pris l'armée au dépourvu, elle qui n'avait probablement aucun autre plan que d'imposer le cinquième mandat. Les turbulences survenues depuis trois mois l'ont acculée : soit elle soutenait un régime moribond et honni par la population, soit elle revenait vers une volonté populaire massivement exprimée par la rue, celle de changer le système.

Ce système est-il démantelé maintenant que Saïd Bouteflika et les généraux Toufik et Tartag sont derrière les barreaux ?

Cette triple arrestation ne signe pas le démantèlement du régime. L'arrestation du frère du président révèle la rupture entre l'armée et le camp Bouteflika et acte l'effondrement de ce dernier. En revanche, l'arrestation de militaires à la retraite ne signifie pas automatiquement la fin d'un régime jusqu'ici synonyme du choix d'un président par l'institution militaire.

Si je devais résumer : mettre à terre le système Bouteflika, c'est chose faite, mais changer le système tout court semble plus compliqué. La date clé est celle de la limite de dépôt des candidatures. D'ici là, on y verra plus clair dans les intentions du système : ou bien il va au bout de sa logique en maintenant la présidentielle et en imposant un successeur à Abdelaziz Bouteflika, ou il s'engage dans une réelle phase de transition.

Faut-il suspendre la Constitution ?

Ses dispositions touchant à l'organisation de la vie politique sont caduques. L'application de l'article 102 n'a permis qu'une succession au poste de président de la République. Mais il ne garantit nullement une réponse à la demande populaire. *À l'heure actuelle, la transition engagée n'offre aucune véritable issue pour aller vers la fin du système. Un changement de Constitution est absolument nécessaire. Pas forcément via une Constituante. Cela peut se faire à travers une conférence nationale animée par un président légitime pour arbitrer les points les plus délicats. La nouvelle Loi fondamentale devrait être ensuite adoptée par référendum.*

Acte 3 : L'opposition doit rester fidèle au Hirak en aidant le régime à s'en aller – 29/05/2019 au 25/08/2019

Après la démission du Président, le pays entre dans l'après régime Bouteflika sans pour autant avoir préparé cette phase. Une phase autant porteuse d'espoirs, pour tous ceux qui comme Jil Jadid ont battu le pavé depuis des décennies pour qu'advienne ce jour, que de dangers potentiels, si l'œuvre de reconstruction n'était pas engagée rapidement et de manière consensuelle.

Prise en étau entre la radicalité et l'impatience des uns et la puissance d'action du pouvoir, l'opposition peine à trouver le juste milieu pour faire aboutir les revendications du Hirak tout en donnant à l'armée les assurances que le pays ne rentrera pas dans une phase de désordre.

D'autant que la mobilisation citoyenne ne faiblit pas et que le pouvoir reste arc-bouté à l'élection présidentielle du 4 juillet (rejetée massivement) et de plus en plus fébrile, n'hésitant plus à réprimer ici et là les marcheurs.

Pour sauver le Hirak, Jil Jadid va proposer, le 29 mai, à la société politique une 3^{ème} voie pour « aider le régime à partir » avec des solutions consensuelles destinées à réunir les partisans d'une transition avec une constituante, essentiellement représentés par le Pacte pour une Alternative Démocratique (PAD)⁴¹ et ceux qui souhaitent une transition avec une élection présidentielle anticipée, afin de jumeler les deux scrutins et sortir du blocage politique au sein de l'opposition.

Pour Jil Jadid, désigner une constituante, c'est organiser d'abord et avant tout une élection de représentants à la constituante. Cela exige donc de se mettre d'accord sur le mode scrutin, de revoir le corpus législatif électoral et de mettre en place une instance d'organisation des élections ... Par conséquent, cela nécessite de passer par une phase législative puis électorale, sauf à vouloir coopter, en dehors de toute démocratie, des représentants, ce qui serait contraire aux revendications du Hirak de bâtir un Etat de droit et une démocratie.

Par ailleurs, Jil Jadid indiquera que les exemples de constituantes montrent qu'il faut parfois entre 12 et 24 mois pour aboutir et que des désaccords importants peuvent surgir concernant la langue, la culture, la religion, ... autant de débats qui ont déjà coûté assez cher au pays durant les années 90. Par ailleurs, en l'absence d'un président légitime pour trancher les désaccords, le pays pourrait très vite se retrouver ingouvernable et les réformes économiques et sociales urgentes de fond différées aux élections présidentielles et législatives post constituante.

Pour toutes ces raisons, Jil Jadid maintiendra son choix de démarrer par une présidentielle avec des conditions d'organisation négociées, pour doter le pays d'un président légitime, qui s'engage à organiser des élections législatives selon les modalités et les règles négociées et de donner mandat à la nouvelle Assemblée Populaire Nationale de proposer une nouvelle

41 Il s'agit d'une alliance qui avait la particularité de regrouper des partis qui ont participé aux gouvernements et assemblées du régime Bouteflika et qui étaient d'une manière ou d'une autre impliqués dans l'élection présidentielle d'avril pour légitimer un 5^{ème} mandat. D'ailleurs, certains d'entre eux, tout en continuant à exprimer ostensiblement une position radicale, resteront membres de l'APN jusqu'à sa dissolution en février 2021, même quand ils ont faussement déclaré le contraire, et ce malgré les incessants appels populaires à quitter les institutions de la fraude de l'ère Bouteflika. Ces partis vont faire de l'organisation d'une transition sans le pouvoir, leur cheval de bataille et refuseront toute autre solution de compromis négocié.

constitution à faire adopter par referendum, et en parallèle, engager les réformes de fond sur lesquelles le Président aura été élu.

Jil Jadid va donc alerter l'opinion publique sur les dangers pour le Hirak de voir l'opposition incapable de se mettre d'accord sur une feuille de sortie de crise commune, réaliste et consensuelle, et sur le fait qu'une partie des activistes se radicaliser et exiger le pouvoir de manière immédiate en prenant le risque de déstabiliser l'Etat et d'engager le pays vers l'inconnu.

Jil Jadid lancera également un appel à l'institution militaire afin qu'elle ouvre un dialogue avec la classe politique pour organiser une transition politique permettant d'aboutir à l'organisation d'une élection présidentielle et qui tienne compte du résultat du dialogue initié sur le processus, les règles et modalités de sortie de crise.

Le 2 juin, et grâce à la mobilisation populaire, l'élection présidentielle du 4 juillet est annulée et un processus de dialogue est proposé par le chef de l'Etat en vue de mettre en place une instance indépendante d'organisation des élections.

L'Histoire se répète et le pays se retrouve de nouveau devant un vide constitutionnel.

Pour autant, Jil Jadid fera immédiatement savoir que si le pouvoir veut engager l'Algérie sur la voie du changement pacifique, il doit apporter quelques preuves de sa bonne volonté en commençant par désigner une commission, formée d'hommes et de femmes intègres, potentiellement acceptée par tous, et qui serait mandatée pour nouer des contacts avec tous les partenaires politiques, afin de s'entendre sur la composante de l'autorité qui aurait à gérer le dialogue et son ordre du jour. Il précisera que cet ordre du jour devrait porter, entre autres, sur la *libération de tous les détenus politiques et d'opinions*.

Jil Jadid sera l'un des rares partis à exiger formellement, dès le 4 juin, la libération des détenus du Hirak, comme préalable à un dialogue ouvert avec le pouvoir, en vue d'une issue à la crise par un retour aux urnes.

Cette position ainsi que les propositions développées le 29 mai sur une 3^{ème} voie possible pour établir un consensus au sein de la société politique seront de nouveau exprimées le 6 juillet 2019 à Ain Benian à Alger au Forum du dialogue national initié par des partis politiques et des organisations de la société civile⁴². Jil Jadid y exposera de nouveau les modalités de la 3^{ème} voie proposée, à savoir le jumelage des deux scrutins présidentiel et législatif, le 1^{er} précédant le second et ce dernier devant engager une modification de la constitution à soumettre au referendum. A noter que les partis du PAD, n'inviteront jamais Jil Jadid à partager avec eux ses propositions de 3^{ème} voie possible.

Ce sont ces mêmes propositions et positions de principe qui amèneront, le 22 août 2019, Jil Jadid à conditionner publiquement sa participation au dialogue initié par le panel de

42 Plus de 80 personnalités, représentants de partis politiques ou de syndicats, universitaires, ont pris part à cette conférence. Un consensus est trouvé entre ses membres pour sortir le pays de la crise par l'organisation d'une élection présidentielle.

médiation, de concertation et de dialogue⁴³ conduit par Karim Younes⁴⁴, tandis que ceux qui se présentaient comme les plus irréductibles opposants à tout compromis, le rencontraient en cachette pour négocier la mise en place d'une transition qui les porte au pouvoir en dehors de tout mécanisme démocratique.

Ils feront ainsi campagne pour la structuration du Hirak pour faire du mouvement populaire d'essence pluraliste un mouvement monolithique pour mieux le contrôler, acquérir une capacité de nuisance et en faire un outil de négociation face au régime pour imposer leurs personnes, en dehors de tout cadre démocratique.

Le fait que Jil Jadid ait maintenu le cap en militant pour une sortie de crise négociée qui préserve la stabilité de l'Etat et garantisse la mise en œuvre de réformes démocratiques pour répondre à la demande populaire, va de nouveau le placer au centre du débat et en confrontation avec ces acteurs politiques survoltés. Ils mèneront ainsi contre Jil Jadid une campagne de dénigrement sans précédent, bien plus hargneuse qu'ils ne l'ont jamais fait de leurs vies vis-à-vis du pouvoir qu'ils prétendaient combattre.

Les anathèmes, les invectives et parfois les obscénités vont progressivement venir pourrir l'atmosphère bon enfant du début du mouvement et la confrontation directe avec l'Etat est évoquée par certains comme l'unique moyen d'instaurer un rapport de force favorable, à contre-courant du désir populaire de rester dans une démarche de silmya (pacifique) pour cette révolution qualifiée de révolution du sourire.

Le piège commence alors à se refermer sur tout le monde !

En cet été 2019, l'Histoire semble se répéter !

Le Hirak devient un enjeu de pouvoir et d'intérêt.

Naturellement, Jil Jadid refusera une telle perspective pour le Hirak et dénoncera les velléités de détournement de ses revendications et la confiscation de son potentiel de changement pacifique.

En tout état de cause, au cours de l'été 2019, le mouvement de contestation est marqué par un fléchissement significatif de la participation aux manifestations et le sentiment général est que le mouvement est probablement dans l'impasse dans un contexte de vide constitutionnel et de raidissement accru du pouvoir qui restreint l'occupation de l'espace public par le renforcement du dispositif sécuritaire et la multiplication des arrestations de manifestants.

43 Panel composé de Ammar Belhimer, journaliste et directeur de presse, Bensaïd Mokhtar, président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, Mohamed Bekkat Berkani, président de l'Ordre national des médecins, Fatiha Benabbou, constitutionnaliste, Hadda Hazem, journaliste et directrice de presse, Bouzid Lazhari, constitutionnaliste, Smail Lalmas, président de ACE (Algérie Conseil Export) et Abdelwahab Bendjelloul. Les objectifs du panel sont l'organisation d'«une conférence nationale pour, à la fois, désigner la commission de préparation, d'organisation et de contrôle de l'élection présidentielle, et élaborer la feuille de route du prochain mandat présidentiel, qui ne peut être qu'un mandat transitionnel, au cours duquel la Constitution devra être révisée profondément».

44 Ancien ministre et ancien président de l'APN de 2002 à 2004

Tribune de Soufiane Djilali : « L'opposition doit rester fidèle au Hirak en aidant le régime à s'en aller » Le 29 mai 2019

Après 14 vendredis de manifestations grandioses, sans compter les très nombreuses et remarquables mobilisations des étudiants et des membres de différentes professions dans la capitale mais aussi dans la majorité des villes, y compris à l'étranger, les Algériens ont imposé au pouvoir les premiers changements qui pourraient déboucher sur une nouvelle République.

Ainsi, nos concitoyens manifestent en masse tous les vendredis pour exprimer clairement :

- Leur refus de l'actuel régime politique et le système qui le sous-tend,
- Leur détermination à mettre en place un Etat de droit démocratique.

Cette « révolution du sourire » se réalise pacifiquement.

Il s'agit maintenant d'aborder concrètement la phase transitoire qui mènera le pays vers les grandes réformes.

Dès le 10 Mars, Jil Jadid avait préconisé une phase intermédiaire pour passer d'un régime politique à un autre. Toute la conception politique de cette phase a été réalisée en fonction de deux objectifs : le démantèlement du régime actuel et le retour à des élections démocratiques respectueuses des choix du peuple souverain.

L'application stricto sensu de l'article 102 de la Constitution constituait un verrou pour maintenir l'ancien système et qu'il fallait absolument lever.

Grâce à une mobilisation exceptionnelle du mouvement populaire, cet objectif stratégique a été atteint.

La pression a, par ailleurs, été si puissante, que le démantèlement du système Bouteflika a été mis en chantier. Les multiples dossiers judiciaires concernant les plus hauts responsables ainsi que les milieux d'affaires liés au précédent pouvoir ont été ouverts.

Avec l'annulation des élections présidentielles du 4 Juillet qui est certaine, le pays vient de basculer dans l'après régime de Bouteflika. Maintenant, tout peut advenir, le bon, comme le mauvais.

C'est là où le rôle d'une classe politique consciente des enjeux doit intervenir.

Emporté par la dynamique de la rue, une partie de l'opposition exige la victoire totale en un laps de temps très court. Une attitude radicale et impatiente peut cependant déstabiliser, cette fois-ci, l'Etat lui-même. Or, aucun Algérien ne souhaite faire subir au pays les dramatiques conséquences d'un chaos général.

L'institution militaire, qui s'est retrouvée au centre des rapports de force politique, subit de multiples pressions. La peur du changement, bien qu'inévitable, est probablement sa plus grande motivation à vouloir contrôler le processus de sortie de crise.

Après avoir tenté vainement de contenir le mouvement populaire, le Chef d'Etat-Major s'est engagé dans le processus électoral à l'ombre des dispositions constitutionnelles. Mal lui en a pris puisque le pays se trouve maintenant confronté, de fait, à un dépassement de la Constitution.

C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire le discours du 28 Mai du Général Gaïd Salah.

Il n'y a maintenant plus que deux voies possibles : soit la prise de pouvoir directe par l'armée envers et contre tous, soit l'ouverture d'un dialogue avec la classe politique pour organiser une transition politique.

Si le pouvoir, à travers le Chef de l'Etat-Major, n'a plus de choix politiques sinon de céder sur l'essentiel, il reste que, conformément aux traditions du pays, il a besoin de garder la face.

C'est ainsi que l'utilisation des termes « transition » et « négociation », est rejetée dans la forme, alors que dans le réel, c'est bien de cela dont il s'agit.

L'armée, dont le rôle est nécessaire dans l'accompagnement du changement de régime, pose tout de même certaines balises : la période « hors Constitution » doit être courte, et devra aboutir à des élections présidentielles. Ensuite, c'est au Président légitimement élu qui aura à engager les grandes réformes institutionnelles.

L'opposition, quant à elle, est dans une position délicate. Prise en étau entre la radicalité et l'impatience des uns et la puissance d'action du pouvoir, elle doit trouver le juste milieu pour faire aboutir les revendications du Hirak tout en donnant à l'armée les assurances que le pays ne rentrera pas dans une phase de désordre.

L'opposition doit rester fidèle au Hirak en aidant le régime à s'en aller.

Une erreur de positionnement ou une méprise sur les intentions des uns et des autres ou sur les rapports de force, peuvent pousser l'Etat-Major vers des décisions extrêmes qui seront à l'évidence préjudiciables pour tous.

Dans les moments de crise profonde, la sagesse doit primer sur les intérêts partisans.

Communiqué du 03/06/2019 : Dialogue ou coup de force ?

Le Conseil Constitutionnel vient d'officialiser ce que tout le monde attendait : l'annulation des élections présidentielles du 4 Juillet.

Après le départ forcé du Président de la République démissionnaire, le mouvement populaire vient d'engranger une autre victoire d'étape sur le chemin du changement de régime.

C'est grâce à une mobilisation exceptionnelle depuis 15 semaines que la régénération du système, à travers les élections du 4 Juillet, a été évitée.

Le Conseil Constitutionnel, qui vient de reconnaître implicitement qu'il n'y a plus de dispositions constitutionnelles à même d'être à la rescousse du régime, vient de donner illégalement et contre l'avis des Algériens, mandat au Président de l'Etat pour convoquer de nouveau, le corps électoral.

L'application stricto sensu de cette interprétation de la Constitution, avec cette fois-ci recourt à son Préambule, signifie l'épuisement des solutions explicites du texte et met le pouvoir face au néant législatif.

L'esprit de cette « jurisprudence » impliquerait la convocation du corps électoral dès aujourd'hui. Dans ce cas, le Peuple refusera l'oukase, et fera le même destin qu'aux élections du 4 Juillet. Il ne restera alors au pouvoir, comme solution, que le coup de force pour imposer sa feuille de route.

Cependant, dans son communiqué, le Conseil Constitutionnel semble tempérer cette position en précisant : «il y a lieu de réunir les conditions adéquates pour l'organisation de cette élection dans la transparence et la neutralité ».

Cette affirmation permettrait de ne fixer la date de l'élection et surtout les modalités de son contrôle, qu'après les conclusions d'un dialogue, encore hypothétique, avec l'opposition.

Si c'est le cas, il serait nécessaire de préparer les conditions de sa réussite en faveur d'une nouvelle République, de l'Etat de droit et de la démocratie.

Pour cela, le pouvoir devrait donner de son côté, des gages sur sa bonne volonté en commençant par libérer tous les détenus politiques et d'opinion comme premier geste d'apaisement et ouvrir les médias à l'opposition.

Par ailleurs, pour éviter d'impliquer des responsables refusés par le mouvement populaire et la société politique, les autorités seraient bien inspirées de *proposer une commission formée de personnalités au-dessus de tous soupçons et qui soit mandatée pour mener les discussions avec les différents partenaires du mouvement populaire.* Pour apporter le crédit et la garantie de la mise en œuvre des conclusions de ce présumé dialogue, des représentants de l'institution militaire devraient en faire partie.

Les négociations devraient concerner la loi électorale, la loi sur les partis politiques et les associations ainsi que celle régissant les médias. Enfin, la mise en place d'une commission indépendante qui aura la haute main sur l'ensemble du processus électoral restera la pierre angulaire pour un nouveau régime.

Jil Jadid appelle l'ensemble de la société politique à unifier ses propositions face au pouvoir. Une synthèse intelligente des deux propositions majoritaires au sein de l'opposition, qui semblent à priori contradictoires, peut apporter cohésion et efficacité aux revendications du peuple.

En effet, *une élection législative avec pouvoir constituant peut suivre l'élection présidentielle.* A charge pour tous, de soutenir le ou les candidats souscrivant officiellement à cette démarche.

Tout ce processus tiendra cependant sa légitimité et surtout la garantie d'aboutir, à la dynamique populaire. Il est vital pour la réussite du dialogue que les Algériens continuent à faire pression sur le pouvoir à travers ses manifestations pacifiques. L'engagement des citoyens est capital.

D'ailleurs, *de très nombreux compatriotes s'impliquent désormais dans l'action politique organisée. Celle-ci sera plurielle, à l'image d'un corps électoral traversé par une diversité de courants de pensée. C'est le sens de la démocratie : organiser, par les règles de la loi, la participation citoyenne au débat et à la gestion de la cité grâce à des élections libres et transparentes.*

Jil Jadid soutient les nombreuses actions de coalitions citoyennes portées par des associations et des collectifs de la société civile. Le Peuple se réappropriera l'action publique en s'organisant sérieusement dans des structures pérennes, y compris les partis politiques.

Il est impératif de bien définir les objectifs stratégiques du mouvement populaire et de s'y tenir, sans jamais trahir le cœur des revendications : passer d'un régime autoritariste à un régime de droit et démocratique.

Communiqué du 08/06/2019 : Aider le régime à s'en aller

Le président de l'Etat, vient de réitérer l'intention du pouvoir d'organiser un dialogue avec l'ensemble de la société politique, sans pour autant avancer les voies et moyens de sa concrétisation.

Les Algériens, en réponse, ont manifesté ce 16ème vendredi pour rejeter toute tentative de récupération du mouvement populaire et surtout toute idée de donner une chance à ce régime de se renouveler.

La confiance n'est plus. Après des décennies de mensonges, de prédatons, de trahisons et de complicité mafieuse contre les intérêts nationaux, les Algériens ont décidé que le régime devait changer.

Il serait illusoire et irresponsable de penser que tout peut recommencer comme avant.

Il n'y a aujourd'hui, pour les tenants du régime, plus qu'une seule issue : remettre le pouvoir au peuple.

Toute autre manœuvre aboutira à une situation inextricable.

La question centrale est maintenant comment passer à un nouveau régime politique sans aggraver les conséquences désastreuses de la gestion de l'ancien régime.

Mr Bensalah a certes parlé de « dialogue » et « d'élections présidentielles » comme seule voie de salut.

La proposition en soi n'est pas dénuée d'intérêt, encore faudrait-il que le pouvoir soit digne de confiance. Car, in fine, il doit négocier son départ et non pas son maintien.

S'il a encore un sentiment patriotique, et s'il veut engager l'Algérie sur la voie du changement pacifique, il doit apporter quelques preuves de sa bonne volonté.

Pour Jil Jadid, le processus du changement doit commencer avec la désignation d'une commission, formée d'hommes et de femmes intègres, potentiellement acceptée par tous, et qui serait mandatée pour nouer des contacts avec tous les partenaires politiques. Cette phase de discussions permettrait de s'entendre sur la phase finale du dialogue, en particulier pour préciser la composante de l'autorité qui aurait à la gérer ainsi que l'ordre du jour.

Ce dernier devrait porter, entre autres, sur les questions suivantes :

La libération de tous les détenus politiques et d'opinions,

Le changement du gouvernement avec la désignation consensuelle de compétences neutres et le départ de tous les anciens membres des gouvernements de Bouteflika,

La négociation sur la nature, les pouvoirs et la composante de la future autorité qui aura la responsabilité d'administrer les élections,

La date des prochaines élections.

Le temps presse et le pouvoir est maintenant interpellé par l'urgence de la situation.

Discours de Mr Soufiane Djilali, Président de Jil Jadid Forum National pour le Dialogue Aïn Benian le 06/07/2019

Monsieur le Coordinateur,

Messieurs les Présidents de Parti,

Messieurs les Présidents des syndicats et des associations,

Mesdames et Messieurs les participants au Forum du dialogue,

C'est avec gravité et conscience des enjeux pour l'avenir de notre pays que Jil Jadid a répondu favorablement à votre invitation, apportant sa contribution au débat national sur les meilleures solutions pour concrétiser la volonté populaire.

Merci donc aux organisateurs qui ont engagé tant d'efforts pour offrir cet espace de dialogue, avec l'espoir qu'il en sortira une entente sur les objectifs de l'opposition.

Depuis le 22 février, d'un jour à l'autre, d'un Vendredi à l'autre, des millions de nos concitoyens, partout à travers le pays, expriment leur volonté de liquider un régime qui a ruiné moralement et matériellement le pays et le remplacer par un système politique moderne, respectant les droits et les libertés, avec un Etat de droit comme bien commun et une démocratie effective.

En tant que société politique, nous sommes interpellés pour respecter la volonté populaire et la traduire en propositions concrètes devant offrir au pays paix, sécurité et développement.

Le fondement d'une telle solution est la légitimité populaire dont devra se revêtir tout responsable politique et dont l'action devra être encadrée par des institutions démocratiques, dont les pouvoirs sont limités et équilibrés.

L'Algérie a donc besoin de profonds changements politiques et institutionnels.

Tout le monde s'accorde à dire que le régime politique qui a sévit durant 20 ans au moins est en plein effondrement. Cependant, les figures symboliques de cette époque sont encore aux commandes du pays.

Comment opérer alors le changement en accord avec l'esprit du mouvement populaire tout en garantissant la stabilité de l'Etat algérien ?

Il est une évidence pour tous que cette révolution pacifique doit aboutir à travers un dialogue sérieux et fertile entre le pouvoir et la société politique.

Pour sa réussite il est nécessaire d'avancer des gages de bonne volonté, de s'entendre sur une feuille de route et d'aller résolument vers la mise en forme des garanties négociées.

Si le pouvoir actuel est sincère dans sa volonté d'aider au changement exigé par le peuple, tel qu'il le proclame, il doit *remettre en liberté tous les détenus d'opinion. Il n'est pas possible de dialoguer alors que des jeunes et des Moudjahidines sont en prison pour avoir participé à une manifestation, avoir arboré l'emblème Amazigh ou même avoir critiqué les dirigeants du pays.*

Un tel pas est un préalable qui favorisera, à n'en pas douter, la mise en forme du dialogue.

Dans tous les cas de figure, il n'y a aujourd'hui, pour les tenants du régime, plus qu'une seule issue : organiser la passation de pouvoir au peuple.

Toute autre manœuvre aboutira à une situation inextricable. Le régime doit négocier son départ et non pas son maintien.

Pour Jil Jadid, le processus du changement doit commencer avec la désignation d'une commission, formée d'hommes et de femmes intègres, potentiellement acceptée par tous, et qui serait mandatée pour nouer des contacts avec tous les partenaires politiques. Cette phase de discussions permettrait de s'entendre sur un ordre du jour.

Ce dernier devrait porter, entre autres, sur les questions suivantes :

Le changement du gouvernement actuel avec la désignation consensuelle de compétences neutres et le départ de tous les anciens membres des gouvernements de Bouteflika,

La négociation sur la nature, les pouvoirs et la composante de la future autorité qui aura la responsabilité d'administrer les élections, ainsi que les amendements à apporter aux lois en relation avec les élections,

L'ouverture des médias publics et privés,

La date des prochaines élections.

Après l'élection présidentielle, un processus constituant devra être mis en route de manière inclusive pour enfin aboutir à une Constitution de la nouvelle Algérie.

Voilà en résumé, la position de Jil Jadid.

Merci à vous tous et bon succès pour ce forum.

Interview de Soufiane Djilali : Nous sommes dans une période de transition qui a « pris une forme d'avatar du régime de Bouteflika »

Interlignes 11/07/2019 par Bouzid Ichalalene

Le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, revient dans cet entretien sur la situation politique en Algérie qui, selon lui, est de plus en plus alarmante, d'où la nécessité d'engager un dialogue inclusif pour sortir le pays de cette phase très « délicate ». Il livre son analyse de la situation et son regard sur la suite des événements. Soufiane Djilali considère que l'attitude, les discours et les décisions de l'état-major, enveniment davantage la crise dans laquelle patauge le pays depuis le 22 février.

Quelle est votre réaction au dernier discours de Gaïd Salah ?

Le ton du discours est devenu inquiétant. Ce n'est pas le premier du genre. Les signaux qu'il envoie sont de plus en plus brouillés. Les menaces sont devenues habituelles. Il récuse même la « Dawla Madania », ce qui est un comble.

A vrai dire, la tournure des événements m'inquiète. Très tôt, le pouvoir a tenté de diviser le mouvement populaire en introduisant des problématiques idéologiques qui n'étaient pas à l'ordre du jour.

Je suis triste de voir qu'en face de lui, d'autres ont enfourché la rhétorique inverse. *Les provocations deviennent dangereuses. Les anathèmes, les invectives et parfois les obscénités sont entrain de pourrir l'atmosphère bon enfant du début du mouvement.*

Le piège est en train de se refermer sur tout le monde. L'attitude, les discours et les décisions du Chef de l'Etat-Major ont alimenté cet état d'esprit.

Vous avez pris part à la conférence nationale dirigée par l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi. Quelle était votre motivation ?

Les organisateurs du Forum nous ont invité à assister à un dialogue dont les acteurs étaient des partis politiques n'ayant pas fait partie de la défunte alliance présidentielle, les syndicats autonomes ainsi qu'une multitude d'associations de la société civile. Les conclusions auxquelles étaient arrivés les participants recoupaient nos propres positions.

Ce qui nous importait dans cet événement était le principe même du dialogue. *Le pays est en grave crise. Les tensions montent et les positions se radicalisent.*

Soit on accepte d'aller vers un dialogue inclusif, soit on se sent fort pour renverser la table et prendre directement le pouvoir par la force. Je ne crois pas qu'il y ait un seul Algérien de sensé qui choisirait la deuxième solution. Alors pourquoi faire la fine bouche pour le dialogue ?

Ce qui m'a attristé le plus était de voir des militants, généralement de gauche, organiser une campagne de diabolisation des participants à ce forum, en harmonie avec les « mouches électroniques ». Il y avait une convergence d'intérêt stratégique apparemment !

Vous avez déclaré que votre objectif principal était de proposer votre feuille de route. Ces propositions ont-elles été acceptées ?

C'est librement que j'ai pris la parole. J'ai exposé en quelques minutes la vision de Jil Jadid. Je crois qu'elle a été bien accueillie. Pour l'essentiel, nous allions tous dans la même direction.

L'issue de la crise doit passer par le retour aux urnes. C'est au peuple de décider qui doit diriger le pays. Par contre, les acteurs politiques doivent négocier les règles du jeu et les garanties pour le respect des résultats sortis des urnes.

Tout le monde sait que le système algérien n'a de démocratique qu'une façade et que le personnel politique était sélectionné par le pouvoir. Seuls les critères de fidélité et de loyauté aux supérieurs importaient.

La compétence, l'intelligence politique, le crédit populaire... tout cela était banni. Cela a donné le régime actuel qui est d'ailleurs en plein effondrement.

Quelle est votre interprétation de la situation politique du pays ? Bensalah appelle au dialogue mais l'arbitraire ne s'est jamais aussi bien porté ?

Le pays est dans une phase très délicate. Nous sommes de fait dans une période de transition sauf que celle-ci a pris une forme d'avatar du régime de Bouteflika. Nous nous acheminons vers une situation de plus en plus compliquée.

Bensalah n'est là que pour maintenir un semblant de lien avec le cadre constitutionnel en sachant que le pouvoir n'a plus de légitimité. L'arbitraire continuera à sévir tant que nous n'avons pas débouché sur une refondation de notre République. Le chemin est toutefois encore long.

Bensalah ou Gaïd Salah ne sont pas là pour reconstruire les institutions et mettre en place un Etat de droit. Le Chef de l'état-major est entrain de démolir l'ancien régime à travers une chasse à la corruption qu'il serait difficile de ne pas lui reconnaître.

L'armée est entrain de liquider au moins une bonne partie des bénéficiaires de la corruption. C'est une bonne chose en soi. Maintenant, il y a aussi des excès. Il y a des pressions intolérables de la part de la Justice sur certains acteurs. *La détention en préventif pour port de l'emblème Amazigh est un abus flagrant.*

L'arrestation des Moudjahidine à l'image de Lakhdar Bouregaâ ou même des politiques tels que Louisa Hanoune ou Ali Ghediri est incompréhensible. J'ai bien peur que la motivation ne

soit purement personnelle. J'ose espérer que la Justice sera impartiale et que les véritables causes de leur emprisonnement soient connues.

Quelles sont les préalables, selon vous, nécessaires afin qu'il y ait un vrai climat de dialogue serein et objectif ?

La réussite du dialogue nécessite la mise en confiance de tous les partenaires. Il est vrai que pour le moment, le pouvoir parle de dialogue mais ne fait rien encore. Il a pourtant les clefs entre les mains. Tout le monde maintenant est d'accord sur le principe qu'il puisse y avoir une commission formée de personnalités reconnues et neutres pour diriger ce dialogue.

Tout le monde est également d'accord pour que ce dialogue soit centré sur la préparation des conditions de l'élection avec une commission indépendante pour la gestion du processus électoral. Il faut maintenant passer à l'action. De son côté, je pense que l'opposition doit également bien évaluer les forces en présence et la légitimité des exigences.

Il semblerait que la majorité penche pour les présidentielles. Cependant la demande d'une Constituante n'est pas dépourvue de sens. C'est pour cela qu'à Jil Jadid, nous avons proposé d'allier les deux solutions qui sont complémentaires.

Démarrer par les présidentielles (après avoir obtenu les garanties nécessaires) et passer ensuite à un processus constituant qui peut prendre beaucoup de temps. Quitte à ce que tous les candidats signent au préalable une charte s'engageant à ouvrir le débat sur une nouvelle constitution à la suite d'un renouvellement du Parlement à travers des élections anticipées.

Cela permettra d'avoir une constituante sans pour autant hypothéquer la gestion du pays. Nous aurons alors un Président, un Parlement et un Gouvernement légitimes et tout le temps qu'il faut pour aborder les sujets de fond pour construire une véritable démocratie et un Etat de droit.

Jil Jadid n'est pas membre de l'alternative des forces démocratiques dont font partie la majorité des partis de l'opposition. Quelles en sont les raisons ?

Jil Jadid ne fait pas non plus partie du groupe des « forces du changement ». Par contre, nous aurions accepté d'être parmi nos amis démocrates. Nous avons même assisté à la première réunion en tant qu'observateur. Je ne sais pas pourquoi, l'invitation ne nous ait pas parvenue pour la réunion du 26. Au-delà des formes, il y avait une différence d'approche et de vision.

Lors de notre première rencontre, nous avons demandé que l'on puisse discuter sur une démarche de sortie de crise. La majorité a pensé qu'il était mieux de commencer par appeler à une rencontre élargie de tous les acteurs avant de discuter du fond. Notre expérience de ce genre d'initiative nous a appris à régler les problèmes de fond avant d'aborder la forme.

Nous n'avions pas su convaincre... pour le moment au moins.

Le mandat de Bensalah, chef de l'Etat par intérim, a pris fin. Quelle est votre réaction ?

Dès le début de la crise, nous avons répété qu'il n'y avait aucune solution possible dans le cadre de la Constitution actuelle. Nous sommes maintenant en transition. Il faut trouver un consensus pour gérer cette étape et en sortir le plus vite possible.

Encore faut-il en sortir avec l'art et la manière. Autrement dit, de véritables élections qui donneront toute la légitimité au futur pouvoir.

Dialogue national : Communiqué du 22/08/2019

Jil Jadid a reçu ce jeudi 22 août, des membres du panel pour le dialogue national, à leur demande, conduite par son Président, M. Karim Younes.

L'objet de la rencontre était une concertation sur les conditions idoines pour tenir un dialogue national crédible et trouver une issue à la crise politique actuelle qui n'a que trop duré.

Jil Jadid a réitéré son point de vue qu'il a d'ailleurs eu à rendre public précédemment. Ainsi, il maintient sa position quant à l'objectif et aux préalables devant précéder l'ouverture du dialogue, hormis desquelles il ne pourra être partie prenante de celui-ci.

Pour qu'un dialogue sérieux et porteur de solutions puisse s'établir, il est nécessaire que les parties prenantes inscrivent leur démarche dans l'optique d'un consensus de solutions inclusives.

Les concessions à faire ne le seront pas au profit d'un quelconque adversaire politique mais dans l'objectif de répondre à la demande du peuple de conforter les principes de l'Etat de droit et de la démocratie.

Le pouvoir ayant les moyens institutionnels et l'autorité de l'Etat, est en devoir et en responsabilité de garantir les conditions d'un dialogue serein et efficace. C'est à lui de faire les premiers gestes nécessaires à une ébauche de confiance et à assumer les préalables.

Parmi les mesures réclamées par les citoyennes et les citoyens à même de les convaincre du sérieux du dialogue :

La libération des détenus d'opinion,

L'ouverture des médias,

La levée du blocus de la Capitale,

Le départ du gouvernement actuel.

Le dialogue en soi devrait aboutir à une solution acceptable pour tous. Ainsi, en plus des amendements aux lois en rapport avec les élections et la mise en place d'une autorité pour la gestion électorale qui soit indépendante de l'administration gouvernementale, il faudrait prendre en compte le souci légitime de l'opposition pour une refonte globale du système politique actuel. Le régime doit changer.

Dans toute autre perspective, le dialogue prôné par le panel deviendra sans objet, et celui-ci perdra sa raison d'être.

C'est ainsi que Jil Jadid réitère sa proposition de jumeler l'élection présidentielle avec un processus constituant ouvrant la voie à un référendum populaire sur la loi fondamentale.

La révolution citoyenne des Algériens deviendra dès lors un modèle de réussite dans le monde.

Jil Jadid, espère que tous les acteurs de la société politique parviendront à un consensus qui éviterait au pays des crispations et des risques dont les conséquences ne pourraient être que néfastes pour la suite des événements.

Le régime doit admettre une fois pour toute qu'il est temps de transmettre le flambeau. Le peuple doit être en mesure de l'accompagner dans cet ultime exercice.

Le sens de la sagesse et de la raison doit primer en ces temps de périls.

Interview de Soufiane Djilali, le 25/08/2019 à TSA

Vous avez lancé l'idée d'un jumelage entre une présidentielle et un processus constituant. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Depuis le début du mouvement populaire, il s'est posé une question d'évidence. Le régime Bouteflika étant fini, le président lui-même ayant démissionné, tout le monde s'accorde à dire que l'Algérie ne peut plus fonctionner avec l'ancien système. La question est de savoir comment construire un nouveau système ?

Il y a eu deux grandes propositions qui ont été formulées. La première, soutenue par une partie de l'opposition mais également par une partie du pouvoir, vise à organiser rapidement une élection présidentielle. Ensuite, ce sera au nouveau président élu d'entamer les pourparlers et les réformes nécessaires.

Les autres estiment qu'avant d'aller vers une élection qui risque d'entraîner un changement de personnes sans modifier la nature du système, il faudrait commencer par changer le système et ensuite entrer dans un processus électoral, une fois la nouvelle architecture des institutions établie.

Les deux propositions ont à l'évidence des avantages et des inconvénients. Si on s'en tient simplement à l'aspect pratique, l'élection présidentielle ou l'élection d'une assemblée constituante demanderaient de toute façon une première étape, celle de revoir le processus de l'élection. *On ne peut pas élire une constituante ou un président sans avoir changé la loi électorale, la loi sur les partis, la loi sur les médias. Cela nécessite un laps de temps durant lequel il faudrait négocier ces changements. Y compris, comme point essentiel, la commission indépendante qui doit gérer les élections, dans tout le processus, de façon indépendante de l'exécutif.*

Si on organise directement une élection présidentielle, il y a un avantage : le processus est plus facile à gérer et les Algériens vont finir, sans doute au second tour, par s'entendre autour d'une figure qui deviendrait consensuelle, parce qu'élue et qui aura toute la légitimité. Ce président de la République donnera l'immunité à l'État algérien, puisqu'actuellement nous sommes dans une situation de vide et de complication. L'inconvénient est que le pays n'a aucune garantie que le système va changer avec l'élection d'un nouveau président de la République.

C'est là qu'intervient la seconde proposition. Pour la rendre pratique et réaliste, il faudrait procéder à l'élection d'une assemblée constituante. Mais cette élection est difficile à gérer. En effet, comment gérer près de 500 élus à travers le territoire national, avec une société politique éclatée, où il n'y a pas de parti majoritaire. Il y aura une telle diversité dans cette assemblée qu'il sera très difficile de trouver rapidement un consensus. *Une assemblée constituante totalement diverse, multiple et sans parti politique majoritaire, dans un pays sans président de la République, nous mènerait vers un désordre. En sus, une constituante demanderait un laps de temps trop long, de 2 ou 3 ans. Durant cette période, qui va gérer le pays ?*

De là est venue cette idée selon laquelle le mieux est de s'engager sur les deux propositions.

Concrètement, comment les choses vont se présenter ?

L'idée est de commencer par l'élection d'un président de la République. C'est beaucoup plus simple, mais avant l'élection, il faut que l'ensemble des partis politiques et des candidats s'engagent à opérer, juste après l'élection présidentielle, une législative anticipée.

La nouvelle assemblée donnerait d'un côté un gouvernement et donc les affaires du gouvernement fonctionneraient de la manière la plus légitime, et en même temps le président de la République ouvre le chantier d'un processus constituant, c'est-à-dire qu'il donnerait un projet à cette assemblée qui en débattrait et au bout du compte on irait vers un référendum pour que la constitution soit définitivement adoptée au nom du Peuple et non pas au nom d'un président ou de quiconque.

Cela donnerait quoi sur le plan politique ?

D'abord, ça enlèverait un affrontement avec le pouvoir et qui serait inutile. Parce que le pouvoir et notamment l'institution militaire propose des présidentielles le plus vite possible. On peut critiquer et dire qu'ils veulent installer un président qui leur soit acquis, mais on doit faire attention quant au fait que l'institution militaire ne peut pas assumer la gestion politique du pays trop longtemps. Et donc, quelque part c'est légitime de dire faites une élection présidentielle et soulagez-nous, nous avons d'autres priorités. Par conséquent, il n'est pas bon de s'engager dans un rapport de force et une contradiction systématique. Aussi, un président de la République qui serait élu dans les normes démocratiques va permettre un changement rapide du personnel politique, et en même temps ça va donner toutes les assurances à la partie de l'opposition qui veut le changement de la constitution.

À partir du moment où tout le monde s'engage à prendre en charge cette revendication, cette partie de l'opposition – je pense qu'actuellement c'est l'Alternative démocratique qui porte ce projet-, va avoir l'assurance et la garantie de faire aboutir son projet aussi. Tout le monde gagnera et on recréera un consensus dans le pays. Aller vers un bras de force fera qu'une partie va être marginalisée.

Avez-vous eu des échos par rapport à votre initiative ?

On parle de cette idée depuis pratiquement deux mois à travers les réseaux de la société civile et dans nos rencontres avec les politiques. Nous avons, depuis très longtemps, sensibilisé beaucoup de monde sur cet aspect. Je pense qu'il n'y a aucune opposition à cette idée. Je pense que tout le monde est d'accord que l'Algérie a besoin de réformes institutionnelles très profondes, même ceux qui souhaitent des présidentielles. Je pense que tout le monde est prêt à s'engager sur cette voie.

En avez-vous parlé avec l'Alternative démocratique ?

Au sein de l'Alternative démocratique je crois qu'ils étaient plutôt déterminés à défendre leur proposition. Cela se comprend, c'est légitime. Mais à un moment donné, je crois que *tout le monde doit faire des concessions et je n' imagine pas que des partis démocrates refusent qu'on parle démocratiquement de solutions tout à fait défendables.*

Pensez-vous qu'au sein de l'Alternative démocratique, il pourrait y avoir une concession de la part de certains partis qui défendent l'idée de la constituante ?

J'ai eu à rencontrer les représentants du FFS avant la rencontre du 26 (juin). On en avait parlé longuement et ils ne m'ont pas semblé refuser systématiquement. Ils défendent leur projet- c'est leur droit et ça se comprend parfaitement-, mais ils ne m'ont pas semblé bloqués. Ils souhaitent trouver une solution pour tout le monde.

De la même façon, j'ai eu à discuter avec d'autres partis de l'Alternative. La réunion du 31 août est une très bonne occasion pour en parler et si Jil Jadid est invité, on défendrait cette position afin d'aller vers quelque chose de consensuel, sans que chacun ne se sente perdant.

Tout le monde sera gagnant, puisqu'en fin de compte ce que nous souhaitons est qu'il y ait un État de droit, des institutions légitimes et équilibrées, une justice indépendante, un rééquilibrage des pouvoirs en faveur de l'Assemblée nationale et une réduction des pouvoirs exorbitants du président de la République.

Aujourd'hui, on est face à deux initiatives de dialogue, celle portée par le Panel de Karim Younès et celle défendue par les Dynamiques de la société civile et les partis politique. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que les deux initiatives ont leur raison d'être. Avec le Hirak, les Algériens ont refusé d'entrer dans un dialogue direct avec le pouvoir (la tentative de dialogue d'Abdelkader Bensalah a été rejetée, NDLR). Donc, il y a eu cette idée de mettre en intermédiaire une commission formée de personnalités qui peuvent être proches du pouvoir et en même temps qui peuvent parler avec l'opposition. Je crois que c'est ce rôle qui a été dévolu au Panel M. Karim Younès.

D'autre part, la société civile est en train de jouer un rôle fondamental, notamment après la réunion hier (samedi 24 août) de concertation des Dynamiques de la société civile avec les partis politiques. À cet effet, je tiens à remercier et à saluer la société civile car par sa position neutre, elle a réussi la gageure de rassembler pratiquement l'ensemble des courants politiques sans exclusive et de personnalités politiques ou issues du Hirak. Elle essaye d'ouvrir une perspective d'une position commune pour l'ensemble de l'opposition qui représente peu ou beaucoup ou en tout cas une partie du Hirak.

Hier, on a décidé de donner mandat à cette société civile de continuer de préparer une conférence nationale et de faire la synthèse des différents documents des différents partenaires, et de trouver une voie médiane qui sera portée par l'ensemble de l'opposition. Et si l'on aboutit à cela, le contact avec le pouvoir pourra se faire directement ou par l'intermédiaire du panel de Karim Younès. L'essentiel est que l'opposition aura pris une position forte, homogène, cohérente et consensuelle.

Quel est votre commentaire par rapport aux restrictions dont sont victimes les médias et notamment électronique à l'instar de TSA bloqué depuis plus de deux mois ?

C'est inacceptable. Il faut que le pouvoir comprenne, d'abord qu'aujourd'hui l'information ne peut être ligotée. Deuxièmement, il est préférable de laisser fonctionner des organes institutionnalisés qui sont reconnus et qui ont une image à défendre au lieu de laisser fleurir de petits sites d'informations incontrôlables et une information truffée de rumeurs et de fake news.

Je préfère avoir affaire à un organe opposé à moi et qui est sérieux que de laisser l'information exploser sur les réseaux sociaux de manière totalement irresponsable et où elle pourrait apporter des dégâts incommensurables.

Acte 4 : Le Hirak dans la tourmente, entre impasse et périls internes – 14/09/2019 au 11/12/2019

A la fin de l'été 2019, le Hirak semble être entré dans une zone dangereuse avec une forme de radicalisation entretenue, face au pouvoir qui ne veut ni conditions ni préalables au dialogue qu'il veut initier et dont il a déterminé de manière unilatérale et autoritaire l'ordre du jour : l'organisation d'une élection présidentielle avant la fin de l'année 2019.

Dans sa radicalisation, le pouvoir a instrumenté une partie de la classe politique qui a cédé aux surenchères d'un certain nombre d'activistes et à certains slogans de la rue, en exigeant une transition en dehors du pouvoir, et qui exclue toute négociation pour aboutir à un compromis. Se faisant, cette partie de la classe politique aura démontré qu'elle n'a pas su ou eu le courage de défendre d'autres perspectives pouvant permettre d'atteindre les objectifs stratégiques du Hirak. Elle s'est arc-boutée sur des slogans et des postures et se faisant a passé par perte et profits l'intérêt du Hirak.

Ainsi, le 8 septembre, les élections présidentielles sont convoquées pour le 12 décembre 2019.

Dès lors, Jil Jadid va de nouveau mettre le pouvoir face à ses responsabilités et indiquer que faute de dialogue réel et sincère l'élection présidentielle de décembre va compliquer la crise, aggraver le déficit de confiance et affaiblir la légitimité d'un Président qui pourrait être élu par un coup de force. Il dénoncera dans le même temps les arrestations qui visent les activistes et les jeunes manifestants.

En parallèle, il va de nouveau proposer à la classe politique de se concerter et de se coordonner pour parler d'une seule voix, tout en tirant cette fois le signal d'alarme sur les risques que les stratégies de radicalisation vont avoir sur le Hirak.

Jil Jadid va en effet pointer du doigt cette forme d'immatunité politique due pour une large part au manque d'expérience dans la pratique démocratique et qui fait que toute voix discordante est facilement mise au ban et accusée de trahison. Des attitudes nihilistes qui vont largement contribuer à disperser les positions de ceux qui auraient pu réellement peser dans la balance pour changer l'équation.

En ce mois de septembre 2019, il devient difficile de faire entendre, à ceux qui légitimement voulaient en finir avec le régime de Bouteflika pour aller vers un État de droit, que ce processus demande du temps et qu'il est impossible de l'obtenir dans un immédiat politique et qu'il faut travailler ensemble à un accord pour que cette dynamique se mette en place, en rapprochant les points de vue et non pas en procédant à l'excommunications des uns et des autres.

Pendant ce temps-là, certains voulant absolument chevaucher le Hirak vont préférer militer pour sa structuration pour lui donner une direction fantôme pour parler en son nom et conduire une transition pour son compte, bien évidemment sans jamais expliquer par quel mécanisme démocratique, organisationnel et opérationnel cela pouvait se faire de manière transparente et incontestable.

Or, pour Jil Jadid, il faut se méfier de l'idée d'un représentant du peuple, dont la motivation sous-jacente est le zaïmisme, et au contraire, travailler à faire émerger, sous l'égide de la dynamique du dialogue de la société civile, un accord général sur des règles du jeu démocratique au sein de l'opposition dans son sens le plus large afin d'être en position de négociation efficace face au pouvoir en place.

Malheureusement, une partie de la société politique s'est empêtrée dans un comportement nihiliste et jusqu'au-boutiste, en refusant tout processus de concertation, mélangeant concepts politiques, ambition et ressentiment, et tombant même dans le ridicule et la diffamation, contribuant ainsi à la confusion générale. Les représentants de ce nouveau courant nihiliste vont ainsi squatter le paysage médiatique et agir pour empêcher toute structuration sérieuse de l'action politique à long terme.

Ainsi, entre septembre et décembre 2019, le Hirak est clairement dans l'impasse, miné de l'intérieur et empêtré dans des positions irrémédiables d'une opposition qui a perdu l'initiative face à un régime qui avance plus résolument dans son projet d'élection présidentielle de décembre 2019.

A la veille du 12 décembre, Jil Jadid alertera sur le fait que refuser systématiquement ce qui viendra du pouvoir conduira l'institution militaire à se braquer et à reconduire par la force un système qu'elle considère être le seul qui la protège et protège le pays. Il fera de nouveau un appel à la société politique pour se mettre d'accord sans surenchère, au risque de tout perdre.

Le 12 décembre l'élection présidentielle a lieu et le pouvoir concèdera un taux de participation de près de 40%.

Déclaration du Conseil National du 14/09/2019

Le Conseil National de Jil Jadid, réuni ce samedi 14 septembre en sa 16^e session, relève avec inquiétude l'évolution de la crise politique dans laquelle le régime l'a entraînée.

La montée des tensions est palpable. La confrontation des volontés échauffe les esprits. Les voix prônant la radicalité s'élèvent de toutes parts excluant parfois la raison.

Un vrai dialogue, aurait pu pourtant aboutir à une synthèse des propositions avancées par les différents partis politiques pour sortir de la crise.

Une élection présidentielle, préparée de manière sérieuse, convenable et consensuelle aurait pu être un premier pas d'un processus constituant, et ce, dans la sérénité et la coopération.

Malheureusement, la rupture de confiance est trop profonde.

Des décennies de mensonges, de prédatons, de manigances et de mépris du peuple ont fait que les « passerelles » sont rompues et que les hommes de bonne volonté se sont réfugiés dans une abstinence politique quasi inévitable.

L'impossibilité évidente de cristalliser la volonté populaire dans des figures politiques nationales est l'un des résultats objectifs de la politique de dislocation de la volonté populaire menée par le régime Bouteflika.

Cependant, quelles que soient les raisons, objectives et subjectives, c'est le pouvoir, au final, qui a été jusqu'à maintenant incompetent dans sa gestion de la crise. Manifestement, il a bloqué toute solution qui ne lui semblait pas répondre à la sienne.

En voulant apparaître comme garant d'une légalité constitutionnelle surfaite, il a fini par exposer ses institutions les plus sensibles à l'ire populaire.

C'était à lui de se mettre au-dessus de la mêlée. C'était à lui de se mettre à l'écoute du peuple. C'était à lui de prouver sa bonne foi aux Algériens.

C'était à lui de rassembler le peuple, de le rassurer, de le mettre en confiance et de lui donner de l'espoir à travers une démarche de sortie de crise consensuelle.

Malheureusement, au lieu d'agir en politique responsable face à un peuple légitimement en colère, le pouvoir a voulu régir une « population » sommée d'exécuter des ordres sans demander son reste.

Dans ces conditions, le dialogue officiel n'a même pas pu consacrer des mesures d'apaisement qui auraient dû lui donner ses meilleurs arguments. Au contraire, au lieu de faire preuve de patience et de compréhension, le pouvoir a durci sa gestion des événements. Les arrestations, y compris d'hommes politiques et le maniement de la division du peuple, démontrent sa logique autoritaire et à l'évidence dangereuse. Les élections présidentielles projetées ont donc peu de chance d'entraîner l'enthousiasme populaire et compliqueront la crise au lieu de la résoudre.

Encore une fois, Jil Jadid appelle à la retenue, à l'unité de la nation et au véritable dialogue comme moyen d'éviter au pays des dérives couteuses.

Il est encore possible de revenir à une ligne politique sereine et plus fructueuse pour tous. Le mouvement populaire doit valoriser les immenses gains politiques qu'il a déjà acquis. *Une troisième voie, celle de la sagesse, avec l'assentiment de tous, pourrait tracer le chemin de l'espoir.*

Interview de Soufiane Djilali : « Il y a un cocktail dangereux »

TSA le 17/09/2019 par Younes Djama

Que signifie pour vous la convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle du 12 décembre ?

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid. Il n'y a pas de doute qu'avec cette convocation du corps électoral, qui a été faite le 15 septembre exactement à la date proposée au préalable par le chef d'état-major, signifie tout simplement que le pouvoir est absolument décidé, cette fois-ci, à imposer cette élection dans les conditions qu'il a lui-même choisies. Il est vrai *que le retour à la légitimité populaire par l'élection présidentielle pouvait être un premier acte de sortie de crise, mais pour cela fallait-il encore convaincre et la classe politique et l'opinion publique que les règles du jeu seraient transparentes et assumer un scrutin libre et réel. Une partie au moins de l'opposition avait accepté le dialogue dans son principe et de revenir à l'élection présidentielle mais avec des conditions tout à fait raisonnables. Il y avait eu les demandes de mesures d'apaisement avant le dialogue, du départ du gouvernement Bedoui, et l'engagement de véritables réformes de l'État après les élections présidentielles. Malheureusement, le pouvoir a refusé toute concession et a imposé « sa » solution.*

De ce fait, les élections présidentielles à venir vont compliquer la crise, aggraver le déficit de confiance et affaibliront la légitimité d'un président qui pourrait être élu par un coup de force.

Que reste-t-il aujourd'hui à la mobilisation populaire qui est, elle, aux antipodes de la feuille de route du pouvoir politique ?

Il est clair que l'opinion publique qui se mobilise tous les vendredis refuse d'aller à des élections sans avoir la garantie du respect de la voix des Algériens. D'un vendredi à un autre, je constate au milieu des manifestants que la détermination des Algériens est intacte et qu'ils refuseront le renouvellement du régime avec d'autres têtes. Ils veulent et exigent un changement de système politique où la voix du citoyen trouvera toute sa place, ce qui correspondrait à une véritable souveraineté populaire. Malheureusement, l'effondrement du régime Bouteflika n'a pas ouvert la voie à la construction d'un nouveau régime de manière consensuelle, mais a laissé la même mentalité et la même source de pouvoir en place ; ce qui va compliquer bien évidemment la crise.

Comment la rue va-t-elle réagir à l'annonce de la convocation du corps électoral ?

Écoutez, il y a une crainte évidente qu'il y ait des dérapages. Je rappelle simplement qu'il y a eu l'arrestation d'hommes politiques et d'activistes dont Karim Tabbou et, hier de Samir Benlarbi. Probablement, d'autres personnalités politiques pourraient elles aussi faire l'objet d'arrestation. Ajoutez à cela les arrestations importantes lors de la marche du vendredi, le refus de l'élargissement des détenus d'opinion et en particulier les porteurs de l'emblème Amazigh... Tout cela donne un cocktail dangereux. Il y a une méfiance du pouvoir et en même temps une détermination à en finir. Sur ce point-là précisément, je dois dire aussi que *dans la période de juin-juillet, une partie de la classe politique a poussé aussi à cette radicalisation. En voulant suivre systématiquement les slogans de la rue, elle n'a pas eu le courage d'ouvrir d'autres perspectives, ce qui a donné les arguments au pouvoir pour dire que de toute façon toute la classe politique est nihiliste, elle est radicale et refuse tout, et en retour il y a une forme de justification de ce qui se déroule.*

Qu'est-ce qui aurait dû être fait, selon vous ?

Nous aurions tellement voulu, et nous avons fait ce qui était possible de faire, que la classe politique en particulier mais aussi toute la société politique ; c'est-à-dire y compris la

société civile, puisse s'entendre sur une voie de raison et aller avec une seule feuille de route et qui aurait été à ce moment-là difficilement réfutable par le pouvoir. Encore une fois, j'ai le sentiment que la politique en Algérie c'est une affaire d'affrontement et non pas l'art de convaincre l'autre. Il y a une forme d'attitude d'exclusion très facile, de mise au ban et d'accusation, comme un manque d'expérience dans une pratique démocratique qui voudrait qu'il y ait dialogue et respect des opinions. Dans ce climat-là, le pouvoir a une lourde responsabilité et il a également beau jeu de voir cette dispersion des positions de forces qui auraient pu réellement peser dans la balance pour changer l'équation.

Vous parlez d'une feuille de route commune de la « société politique », en quoi aurait-elle consisté ?

Au-delà des propositions détaillées-Jil Jadid a fait sa proposition à lui-, je pense qu'il y a un certain nombre d'éléments qui auraient dû faire l'objet d'un accord général. Nous voulions à l'évidence un changement de régime pour aller vers un État de droit. Il faut comprendre que ce processus demande du temps et qu'il est impossible de l'obtenir dans un immédiat politique. Il fallait travailler pour que cette dynamique se mette en place. *Le rejet systématique et brutal de tout ce qui pouvait venir du pouvoir, était une façon de conforter chaque extrême et d'empêcher toute alternative.* Les propositions pouvaient être multiples : on en avait fait une et d'autres en ont fait les leurs, il aurait fallu travailler à rapprocher ces points de vue et non pas à faire des excommunications aux uns et aux autres.

La convocation du corps électoral coïncide avec des dizaines d'arrestations au sein du mouvement populaire et des militants politiques. Est-ce qu'elles sont de nature à apaiser le climat politique ?

Il aurait fallu au contraire créer une atmosphère d'apaisement et multiplier les contacts, même si ça devait être des contacts informels au départ ; il aurait fallu que le pouvoir aille vers les différents partenaires, se mette au-dessus de la mêlée et, en tant que pouvoir de transition, il aurait dû assumer un travail en profondeur vis-à-vis de tout le monde pour rétablir un minimum de confiance. Malheureusement, nous sommes encore dans la psychologie du rapport de force dominant/dominé.

Selon vous, que cherche-t-on à travers la multiplication des arrestations ?

C'est évident maintenant que le pouvoir a pris la décision d'aller vers une élection présidentielle, pensant que celle-ci pourra déclencher une dynamique pour petit à petit revenir à la normale. Mais ce qui est difficile à accepter c'est qu'on ne peut pas construire une dynamique de consensus et de retour aux urnes par la force, par la crainte et les menaces.

Communiqué du 8 octobre 2019

Depuis plusieurs semaines, les arrestations des manifestants sont de plus en plus fréquentes et plus brutales malgré l'exceptionnel pacifisme du mouvement populaire.

Cette répression est d'autant plus paradoxale que le pouvoir voudrait amener les Algériens à participer aux élections présidentielles du 12 décembre.

Jil Jadid dénonce cette vague d'arrestation et persiste à croire que la libération de tous les détenus d'opinion est un préalable incontournable pour une sortie de crise.

En vérité, la rigidité avec laquelle le pouvoir aborde ce rendez-vous ne peut que signifier son impuissance à convaincre les citoyens à acquiescer à une feuille de route à laquelle ils n'ont pas adhéré.

Jil Jadid est d'autant plus inquiet face à la tournure des événements qu'une grève de la faim est annoncée par plusieurs détenus d'opinion et dont les conséquences pourraient être désastreuses.

L'Algérie vit des moments complexes et dangereux.

Plus que jamais, la sagesse et la raison doivent primer.

L'Algérie appartient à tous les Algériens sans exception. Seule, une politique fondée sur l'intérêt de la Nation et rassemblant les citoyens dans le cadre d'un vrai dialogue, pourrait garantir un retour à la stabilité et à la légitimité.

Contribution de Soufiane Djilali : Quel avenir pour le mouvement populaire ?

El Watan, le 21 novembre 2019

Ce 22 novembre, un vendredi d'ailleurs, le mouvement populaire aura 9 mois d'existence. Celui-ci aura suscité autant l'admiration que l'espoir de tout un peuple. Splendide, fabuleux, extraordinaire... et d'autres qualificatifs tout aussi élogieux reviennent le plus souvent pour décrire le hirak. Et, incontestablement, c'est mérité !

Personne n'avait imaginé que les Algériennes et les Algériens allaient se mobiliser avec une telle envergure et dans cet élan unitaire hors du commun. En plus de leur portée politique, les manifestations massives, d'un pacifisme admirable, ont donné une esthétique et une image d'une séduisante beauté.

Dès le 22 février, les Algériens eux-mêmes, puis le monde entier, ont découvert un peuple revigoré, guéri de ses blessures anciennes, mettant en avant une jeunesse d'une grande conscience politique et d'une vitalité surprenante dans une ambiance de fraternité et de solidarité insoupçonnées.

Du vendredi au mardi et d'une semaine à l'autre, le peuple a réitéré, inlassablement, en battant le bitume, sa volonté d'un changement profond du système de gouvernance qui lui a été imposé depuis trop longtemps et de voir enfin, émerger une nouvelle classe dirigeante et une gouvernance en phase avec lui.

Déstabilisé, le pouvoir consentit alors des gestes inimaginables auparavant. Un nombre incalculable de hauts dignitaires du régime se retrouvent derrière les barreaux et un air révolutionnaire plana au-dessus du pays. Victimes de leurs propres dérives, nombre des promoteurs du pouvoir de l'innommable ex-Président se retrouvent aujourd'hui neutralisés et le régime politique totalement effondré.

Dans cette première manche, le mouvement populaire sort incontestablement grand vainqueur ! En effet, le 5e mandat qui semblait irréversible a été balayé, ainsi d'ailleurs que les tentatives de prolongations du 4e. Et si le dernier gouvernement est toujours en fonction, il n'y a pas de doute que son espérance de vie a été déjà consommée. Les principaux noyaux durs de l'ex-régime sont sous les verrous et les futurs procès promettent d'être ravageurs.

Comme chacun le sait, l'appétit vient en mangeant et le mouvement populaire ne veut pas s'arrêter en si bon chemin pour obtenir sa nouvelle République. Débarrassé d'un régime putride, le peuple voit grand : retrouver toute sa souveraineté.

Il faut donc applaudir cette prouesse historique du peuple algérien... et ne pas s'arrêter là !

Une fois la déconstruction de l'ancien système de gouvernance suffisamment avancée, la question du « que faire » pour garantir le passage définitif à l'Etat de droit et à la démocratie, se pose maintenant avec acuité. En effet, le mouvement populaire a atteint un seuil critique qui interpelle dorénavant toute la société politique.

Dans une situation aussi complexe que celle du pays, il ne peut y avoir de réponse unique aux préoccupations légitimes d'une société à la recherche de son avenir.

Il n'y a pas de doute qu'un nouvel état d'esprit règne sur le pays. Les Algériens ont ôté les oripeaux de la peur et exigent l'Etat de droit et la démocratie. Or, une fois ainsi formulée, cette volonté va imposer d'elle-même et naturellement la logique politique qui devrait la réaliser.

Structurer le hirak ?

Nombreux sont celles et ceux qui ont considéré que la structuration du hirak, depuis la base, serait la solution idoine pour continuer à mener le combat, face à un pouvoir réfractaire à tout changement fondamental. Pour ses promoteurs, cette solution permettrait d'unir le peuple et de lui offrir une « direction » légitime pour parler et éventuellement manager une transition en son nom.

Pourtant, malgré des appels incessants, cette « structuration » ne s'est pas produite.

La raison en est simple : structurer le hirak, qui représente le peuple, en un mouvement unique est une aberration conceptuelle car elle nie tout simplement la demande populaire de la démocratie. Le peuple veut la liberté ? On lui propose un embrigadement par devers les convictions, les affinités et les croyances !

Comment peut-on vouloir la démocratie et organiser en même temps un peuple au sein d'une même structure en lui déniait, ce faisant, le droit à la pluralité ? Comment peut-on désigner des représentants d'un peuple pour les cantonner dans la position d'un interlocuteur face à un pouvoir d'Etat ? Le peuple élit des dirigeants d'un pays et non pas des porte-parole pour quémander des droits.

Si au plan philosophique, la contradiction est flagrante, le terrain lui-même confirme ces appréhensions. A moins d'avoir les moyens de l'ex-zaïm libyen qui avait rêvé de structurer l'ensemble du peuple dans sa « djamahiriya » ou, de façon plus rationaliste, reprendre l'expérience du parti unique, il est évident que ces solutions sont illusoire. Les Algériens n'accepteront jamais de revenir à l'ère de la pensée unique qui ne tarderait pas à émerger, sans l'ombre d'un doute, d'une telle tentative.

Revenir au réel

En Algérie, depuis des décennies, des hommes et des femmes se sont engagés dans l'action politique d'opposition. Dès la première ouverture au multipartisme, des courants politiques et parfois idéologiques ont vite cristallisé les convictions. Cependant, les vicissitudes de l'histoire et surtout les manigances du pouvoir ont fait que le multipartisme est resté stérile et une forme de discrédit populaire s'est abattue sur l'ensemble de la classe politique. Brimés, manipulés, « redressés », interdits... les partis politiques ont souvent fini par succomber à la logique de l'allégeance ou de la survie.

Les autres organisations de la société civile, syndicats et associations ont également, de guerre lasse, fini par s'adapter à un environnement hostile à la liberté et à l'initiative.

Cependant, malgré son échec relatif, la société politique a tout de même maintenu la diversité, le débat et une forme de militantisme indéniable.

Malheureusement, dans ce qui s'apparente aujourd'hui à l'opposition, les fractures y sont profondes et les contradictions à fleur de peau.

Combien de réunions de partis, d'associations, d'organisations et autres se sont tenues sans jamais aboutir à un consensus ? Ceux qui ont pu réunir un collectif ont investi tout leur savoir-faire et leur énergie. Pour quel résultat ?

Ce n'est donc ni l'intelligence ni la volonté des uns ou des autres qui sont en cause. L'équation a été mal posée et donc son développement sera sans issue.

Faire aboutir la dynamique du mouvement populaire

L'exceptionnelle prise de conscience des Algériens et leur engagement dans un acte de citoyenneté à travers le hiraq doivent être fructifiés par la société. Se sentir Algérien et fier de l'être, avoir le sentiment de responsabilité personnelle sur la suite des événements, être solidaire dans l'espace public, voilà de quoi construire une citoyenneté en devenir.

L'Etat de droit et la démocratie ne peuvent être que la traduction dans les règles de droit d'un état d'esprit où fraternité, échange, reconnaissance de l'autre et engagement de conviction sont les valeurs qui fondent l'action de chacun. Cela signifie aussi le refus de l'exclusion, la fin des ostracismes, la dissolution des idéologies hégémonistes ou plus simplement des comportements de castes.

Le peuple, réuni dans des valeurs constructives – et c'est le cas aujourd'hui – doit pouvoir se muer, le moment venu, en corps électoral pour signifier ses choix.

L'enjeu actuel

Pour concrétiser l'objectif de l'Etat de droit, il est nécessaire d'établir de vraies règles de la pratique démocratique (les superstructures de l'action-le contenant) et réussir la mise en place de partis politiques pertinents (le contenu de la démocratie).

Les deux éléments sont en cours de genèse. Il y a en effet un bouillonnement politique, prémisses virtuelles d'une agglomération d'élites éparses en courants politiques porteurs de projet de société.

Par ailleurs, les options pour les premières superstructures, bien qu'encore incertaines et fragiles, font consensus à l'intérieur de la société politique. Une vision globale et partagée sur les règles du jeu politique a d'ores et déjà mûri en son sein. Dans l'immédiat, une dynamique de dialogue, dirigée par la société civile et incluant l'ensemble des partenaires politiques, pourrait en être la pierre angulaire. Evitant la confrontation des « contenus politiques », les participants pourraient se mettre d'accord sur le « contenant démocratique », sous l'égide de partenaires neutres. Un accord général sur des règles du jeu démocratique au sein de l'opposition dans son sens le plus large pourrait devenir un instrument de négociation efficace face au pouvoir en place.

Cette opération a même été possible durant les mois de mai et juin passés, qui avaient offert une fenêtre de tir, qui s'est malheureusement refermée rapidement dès l'été. La société politique s'étant empêtrée dans un comportement nihiliste et jusqu'au-boutiste, une partie d'entre elle avait vigoureusement refusé tout processus de concertation.

Une autre fenêtre de tir se représentera bientôt, par la force de la dynamique historique. Les femmes et les hommes politiques sauront-ils la saisir ?

Les partis politiques, l'échine de la démocratie

Si le premier terme de l'équation peut être résolu – soit la structure de la démocratie – encore faudrait-il lui donner un contenu politique conséquent.

En effet, pour animer une démocratie, il est nécessaire d'avoir des hommes et des femmes politiques capables d'assumer leur rôle. Être politique est un métier qui ne peut s'improviser au pied levé. Il faut sortir de ce populisme intéressé où l'action organisée est réfutée systématiquement et où les « atomes libres », comme ils se désignent eux-mêmes, écument l'espace médiatique, donnant des leçons aux uns et aux autres, jugeant et se déjugeant à longueur de bavardages aussi bruyants qu'inutiles.

A part quelques personnalités « indépendantes » dont la compétence ne peut être mise en doute, une noria de petits égos qui, sous l'étiquette d'universitaires, d'experts, d'analystes politiques ou de journalistes, écument les plateaux et les réseaux sociaux. Ils mélangent concepts politiques, ambition et ressentiment, tombant même dans le ridicule et la diffamation, contribuant ainsi à la confusion générale.

Le pouvoir en place les a toujours encouragés, car dans leur suffisance, ils troublent les consciences, voilent les vérités et quelquefois déroutent les auditeurs. Ils empêchent toute structuration sérieuse de l'action politique à long terme. Ils peuvent avoir le verbe haut et parfois la brillance du novice, mais ne construisent rien. La politique n'est alors que paroles en l'air et verbiage stérile ou, le cas échéant, toxique.

Si le mouvement populaire veut concrétiser un projet d'Etat de droit et de démocratie, il doit s'en donner les moyens. Il faut envisager l'avenir en cohérence avec ses objectifs stratégiques et non pas dans une cacophonie qui finira par lasser tout le monde.

La démocratie veut que chacun puisse s'exprimer, s'organiser et travailler pour ses convictions. Les peuples ne sont pas monolithiques. Les intérêts sont souvent divergents entre les citoyens, mais toujours légitimes.

La nation forte est celle qui a confiance en elle-même, qui a stabilisé une large partie de ses valeurs de base et qui arrive à organiser en son sein des débats sereins, qui se concluent par l'expression du suffrage.

En ce sens, les grandes idées qui agitent l'élite doivent s'organiser en courants politiques que des partis incarneront avec plus ou moins de bonheur, en présentant des projets de société réalistes.

Tant que les humains n'ont pas encore inventé un autre système de gouvernance qui s'harmonise avec le besoin inné de liberté, la démocratie multi partisane restera le modèle le plus accessible et le mieux éprouvé.

Couronner le mouvement populaire

Le moment est donc venu pour que les Algériens s'engagent en politique en tant que citoyens recherchant le bien commun. La dynamique populaire est si puissante qu'une élite doit pouvoir émerger de son sein. C'est le moment pour l'élite de réfléchir comment construire l'avenir et non pas seulement comment empêcher tel ou tel événement particulier de se produire.

A force de se donner des défis dans des limites temporelles étriquées, face à un pouvoir maître du pays, le mouvement risque de perdre à chaque tentative et, en bout de course, se démotiver.

Il faut au contraire intégrer tous les atouts dont dispose notre société pour les déployer en un laps de temps raisonnable et concrétiser enfin les changements de fond auxquels chacun

aspire. Il est temps que nos concitoyens s'organisent politiquement, ne laissent plus le vide dans l'espace de l'action publique, rapidement occupé par les plus médiocres. Il faut construire de véritables partis politiques dignes de représenter, chacun, une partie de la volonté populaire.

De nouveaux partis politiques doivent s'épanouir, ceux existants pourraient également être renforcés par l'apport d'une jeunesse éduquée, consciente et responsable.

Les partis politiques à leur tour doivent s'ouvrir, encadrer et former les nouveaux militants. Il ne peut y avoir de succès dans l'éphémère.

Que celles et ceux qui aspirent à servir leur pays s'impliquent avec sérieux et continuité dans une œuvre de vie.

Interview de Soufiane Djilali du 23/11/2019 à TSA

Le mouvement citoyen entame son dixième mois. Est-il arrivé à maturité ?

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid. Absolument. Le mouvement a mûri en cours de route. D'ailleurs, il est loisible de constater qu'il y a eu en gros trois phases.

Il y a eu une *première phase, du 22 février jusqu'au mois de mai environ. Nous avons eu un très fort mouvement populaire général, qui avait un objectif clairement énoncé, à savoir le changement de pouvoir et de mode de gouvernance. À partir de juin, a commencé une deuxième phase avec une certaine crispation. On était alors face à des décisions importantes. Il était évident alors que l'élection du 4 juillet allait être annulée et qu'on allait entrer dans une phase un peu plus compliquée. C'était une transition de fait. Les différents protagonistes essayaient chacun d'avancer ses idées et ses convictions pour trouver la solution. Fallait-il opter pour une constituante ? Celle-ci devait être élue ou désignée ? Fallait-il aller au contraire aux élections ?*

C'était la phase de bouillonnement politique où chacun avançait ses solutions et où les groupes commençaient à se constituer. Et ce, avec *une forme de radicalité parfois extrême. C'était la phase des surenchères où n'importe quidam pouvait accuser les autres de trahison. Entre-temps le pouvoir avait tenté une forme de dialogue avec la commission de Karim Younés.*

À partir de septembre et en particulier depuis la convocation du corps électoral pour l'élection du 12 décembre, nous sommes entrés dans une troisième phase : celle de l'affrontement entre deux volontés. Le pouvoir a décidé d'imposer sa solution alors que le Hirak n'en voulait pas. On a vu alors de nouveau fleurir les manifestations, avec un volume extrêmement important, avec une éclipse des conflits idéologiques. Désormais, le Hirak se focalise autour du refus de l'élection et non pas sur les propositions, sinon qu'il souhaite une phase de transition générique.

Dans une contribution publiée ce jeudi sur El Watan, vous dites « il est temps que nos concitoyens s'organisent politiquement », mais en même temps vous estimez que « structurer le Hirak est une négation même du principe de la démocratie que prône le Hirak ». Expliquez-nous ?

Justement, ce qui est venu dans le sillage de cette maturité, c'est qu'on a dépassé la phase des crispations et des égos. Et les Algériens ont commencé à réfléchir en tant que citoyens. Ils se sentent impliqués et ils ont compris que les résultats ne peuvent pas être immédiats, *qu'il faut construire sérieusement une solution et ne pas se contenter des vendredis. Et*

naturellement, les Algériens vont aller chercher l'avenir, chacun dans le sens de ses convictions.

Il faut juste les encourager maintenant à construire des structures et des organisations, à travailler collectivement et à ne pas rester chacun dans son coin.

Je pense que c'est une période où des partis politiques doivent soit éclore de nouveau, soit se renforcer pour ceux qui existent, en tout cas, se structurer très sérieusement. Les Algériens doivent maintenant concrétiser cette citoyenneté naissante à travers un effort soutenu dans l'organisation qui leur sied : parti politique, société civile, syndicat, ...

À ce propos, certaines parties proposent carrément de créer un parti du Hirak qui pourrait jouer un rôle notamment lors des prochaines législatives. Qu'en dites-vous ?

À partir du 22 février, une très grande partie de la jeunesse a découvert la politique. Avant cette date, l'état d'esprit général était qu'on ne pouvait rien faire, qu'il y avait un système fermé, une espèce de chape de plomb et cela a entraîné une forme de désintérêt et d'indifférence au politique en général. C'est donc le moment pour les jeunes générations, qui découvrent la politique, de s'engager soit dans des structures existantes ou alors, s'ils ont les moyens, le courage et le savoir-faire, de créer de nouveaux partis politiques. Même si des jeunes voulaient intituler un parti politique au nom du Hirak, c'est leur droit. Dans l'action politique il y a une partie « com ». Si un groupe utilise cette opportunité à lui d'en faire une réussite. En tous les cas, c'est bien que les Algériens s'impliquent en politique.

Selon vous, toute structuration du mouvement populaire est un embrigadement et une garantie de retour vers le parti unique ...

Dans le cas où on tenterait de mettre en application l'idée de structurer le Hirak en tant que tel. S'il y a volonté de s'accaparer la dynamique du pouvoir, cela échouera. *Le Hirak n'appartient à personne et à tout le monde à la fois. Il est inutile et inefficace de vouloir surfer sur une vague pensant faire le jackpot politique. Il y a de tout dans le Hirak, toutes les obédiences politiques et toutes les tendances et convictions.* Le peuple en entier est dans le Hirak et il a exprimé sa volonté de changement. Mais *lorsqu'on ira aux élections donc au moment fatidique du choix- c'est ça la démocratie – ce Hirak se transformera en corps électoral. On ne peut donc pas embrigader un corps électoral dans une structure organique, sinon à revenir au parti et à la pensée uniques.* Il faut abandonner l'idée d'un représentant du peuple, dont la motivation sous-jacente est le zaïmisme.

Vous dites que dans une situation aussi complexe que celle du pays, il ne peut y avoir de réponse unique aux préoccupations légitimes d'une société à la recherche de son avenir...

Bien sûr, c'est l'essence de la démocratie. Moi, je vois une solution dans une certaine gouvernance, que je peux proposer dans mon projet de société, mais j'accepte, intellectuellement parlant, que mon concitoyen peut penser à une autre solution qu'il souhaitera proposer à un potentiel électoral. Le jeu de la démocratie c'est qu'il y ait la possibilité pour chacun d'avancer son propre projet de société, son propre programme. Nul ne détient la vérité absolue. C'est dans le jeu du débat que les meilleures solutions apparaissent.

Interview de Soufiane Djilali : « Aller à l'élection présidentielle dans ce climat aggravera la crise »

El Watan du 05/12/2019 par MOKRANE AIT OUARABI

La campagne électorale tire à sa fin dans un climat politique des plus tendus. Le pouvoir tient à ces élections contestées et les manifestations anti-vote s'amplifient. Comment imaginez-vous le développement de la situation et le déroulement du scrutin ?

Dès lors que le pouvoir avait annoncé ces élections, il était décidé à aller jusqu'au bout de sa logique malgré la forte opposition du hirak. Les deux volontés sont alors entrées en confrontation. La grande crainte est qu'il y ait des dérapages le jour du scrutin, ce qui n'est pas à exclure.

On peut se retrouver dans un désordre chaotique. Le pouvoir a montré une grande incompetence politique, à tel point que l'on se demande parfois s'il n'aggrave pas la situation volontairement ! Alors que les Algériens exigeaient des changements politiques profonds, la préoccupation de l'institution militaire est de rester maîtresse du jeu.

Dans sa posture, elle avait, de son point de vue, quelques arguments à faire valoir : l'effondrement du régime politique ne devait pas entraîner l'affaiblissement de l'Etat algérien ; le passage à un nouveau système politique devant être « managé » car le spectre des années 1990 est toujours là.

Malheureusement, le pouvoir s'est révélé incapable d'opérer de telles mutations. Il n'a pas su communiquer ni être convaincant dans ses intentions. Il a lancé, sans cesse, des signaux contradictoires aux citoyens. Pourtant, la question de la confiance est au cœur de la crise.

Aller à l'élection présidentielle dans ce climat aggravera la crise. En plus, si l'on devait se fier aux rumeurs persistantes sur le choix du futur Président, il faudrait s'attendre à une immense désapprobation populaire. Après près d'une année de manifestation, l'armée n'aurait pas trouvé mieux que de remettre en selle le RND et le FLN, symboles du régime honni ! Sincèrement, tout cela ne présage rien de bon.

On ne peut pas prendre la responsabilité de gérer une situation aussi délicate en ayant comme seule méthode l'entêtement.

Vous avez appelé à l'annulation de cette élection pour « sauvegarder l'unité nationale et l'avenir du pays ». Pouvez-vous être plus clair ?

Dans notre système politique ainsi que dans la conscience collective, le président de la République est le symbole de l'unité du pays.

Après la mésaventure des 20 dernières années, l'élection présidentielle aurait dû être le moment pour rétablir la confiance, réinventer l'espoir et surtout conforter le sentiment d'unité nationale. Dans les faits, nous constatons l'inverse.

Les citoyens boudent, pour le moins, cette campagne, maintiennent plus que jamais le hirak et certaines franges populaires s'apprêtent à faire entendre leur refus le jour du scrutin.

Par ailleurs, le pouvoir a tenté de diviser et d'affaiblir le hirak en introduisant le virus idéologique et ethnique. Ceux qui ont inventé et manipulé le concept de « zouave », auquel ils ont opposé la « badissia », ont commis un crime contre la nation.

La Kabylie a été stigmatisée par des apprentis sorciers, auxquels quelques esprits échauffés ont répondu en se réfugiant dans une prison identitaire. Quelle autorité morale aurait un Président, lui-même refusé par plusieurs régions du pays ?

De plus, les manifestations artificielles en soutien à l'armée créent le même malaise. Cela introduit l'idée que des citoyens sont contre l'armée. Celle-ci devient ainsi l'un des objets du conflit politique.

Enfin, les médias publics et privés sont outrageusement instrumentalisés. Cela génère un sentiment d'exclusion et sape la confiance.

Tout cela n'est vraiment pas bon. Si l'élection se tient, nous aurons un Président très mal élu, avec une participation très faible (même si comme à son habitude le pouvoir gonfle les chiffres), mais surtout une population divisée, démoralisée et frustrée.

Ce n'est pas ainsi que l'on construit une nation forte. Voilà pourquoi il ne fallait pas engager cette élection dans ces conditions. Elle aggravera les problèmes et compliquera la sortie de crise.

Pourquoi, selon vous, ce processus électoral est maintenu malgré les risques et les dangers auxquels le pays est exposé ?

Devant une série de données, parfois objectives, les décideurs ont fait des choix. Mais au final, la subjectivité n'est pas absente de leurs calculs. Il y a dans l'équation des termes personnels. J'ai bien peur que des éléments « culturels » aient joué également plus qu'il ne le fallait.

L'entêtement que j'évoquai plus haut est souvent la traduction d'un trait culturel. Dans la société traditionnelle, l'autorité se traduit dans le rapport de forces qui détermine le dominant et le dominé. Cette mentalité est très prégnante dans l'ancienne génération, paternaliste et réfractaire aux concessions.

Dans nos sociétés, la légitimité de l'autorité ne provient pas de la compétence mais généralement de l'âge, de la position familiale ou hiérarchique. Vous connaissez ce phénomène où un jeune homme éduqué et instruit se soumet à l'autorité d'un père analphabète qui fait les choix à sa place.

Notre système de valeur, inconscient, est en cause. Ce type d'autorité unidirectionnelle, sans dialogue, est l'archétype du militaire. C'est exactement l'inverse de ce que doit être un politique. L'un donne des ordres sans discussion, quand l'autre dialogue et fait des concessions. Dans les moments de crise, la rigidité devient un handicap.

Dans une récente tribune publiée dans nos colonnes, vous considérez que structurer le hirak, qui représente le peuple, en un mouvement unique est une aberration conceptuelle, et vous pensez que la solution émanerait de la structuration politique et la construction de véritables partis. Comment ?

Eh bien, en libérant l'action politique. La démocratie doit se conjuguer avec la pluralité des idées. Les partis politiques ont souffert du manque d'engagement des concitoyens.

En dehors d'une élite jeune, consciente et engagée qui porte le combat, seule, une petite frange populaire, souvent ambitieuse et intéressée, s'adresse aux partis lors des élections. Sinon, la majeure partie de la population a été indifférente.

En fait, l'action politique a été démonétisée, discréditée et même salie par le pouvoir lui-même, qui voulait éloigner le peuple de la démocratie.

Depuis le 22 février, il y a un vent nouveau. Les Algériens, en particulier ceux de la nouvelle génération, découvrent la politique et ont envie de s'impliquer dans la vie citoyenne. A mon avis, c'est le plus grand acquis du hirak.

C'est donc le moment de favoriser l'écllosion de nouveaux mouvements, de renforcer les partis politiques et de renouveler la classe politique depuis les assemblées de communes jusqu'au plus haut de la pyramide de l'Etat. Il est essentiel que les Algériens réfléchissent à leur destin et transforment leur conviction en programme et en action politique.

Des projets de société doivent cristalliser les courants de pensée qui animent la société. La démocratie est efficace lorsque l'on sort de la pensée unique et que l'on va vers l'innovation et la pluralité dans le respect, bien entendu, de ce qui fait le socle de notre nation.

Il faut également sortir de l'action individuelle, bruyante mais inefficace, et aller vers le collectif. Le pouvoir aurait dû comprendre ce mouvement de fond et l'encourager. Malheureusement, il agit à contresens. Je tiens d'ailleurs à évoquer ici le cas de l'association culturelle d'Oum El Bouaghi, Macomades, qui s'est vue réprimer pour m'avoir invité à un débat public.

Non seulement ce débat a été interdit, mais depuis, cette association est harcelée et s'est vue retirer son agrément. Et je viens d'apprendre que Mounir Hafid, son président, a été renvoyé par son administration. Je condamne ces faits et je lui exprime ma solidarité. Voilà des agissements qui vous démontrent que ce pouvoir est en décalage par rapport aux besoins de la société.

Vous avez critiqué la résolution du Parlement européen sur l'Algérie et accusé des députés de l'UE d'avoir utilisé le hirak algérien pour flatter leur propre électorat. Est-ce que vous considérez cela comme une ingérence dans les affaires internes ?

Je n'ai accusé personne, mais je fais un constat. J'ai le sentiment qu'un certain paternalisme flotte encore dans l'esprit de quelques politiques européens qui ne cessent de donner des leçons de vertu aux autres. Je ne peux pas accepter qu'un député du RN utilise le débat sur l'Algérie pour mieux conforter ses thèses auprès de son électorat.

La résolution est au mieux inutile, mais moralement elle met l'Algérie dans le champ de compétence européen. En réalité, certains pensent contraindre le pouvoir actuel à des concessions sous l'effet de la pression étrangère. Ils obtiendront l'effet inverse.

Ceux qui défendent cette résolution ont-ils pensé aux conséquences sur les détenus eux-mêmes ? Provoquer le pouvoir avec une résolution qui n'est pas contraignante est illogique, en plus de justifier en soi une reddition de souveraineté.

Les élus du Parlement européen représentent leurs peuples et ne sont pas habilités à être les tuteurs du peuple algérien. Je suis outré par la légèreté de certaines approches qui, au final, reproduisent ce que l'on reproche au pouvoir.

Soyons clairs. Je suis très favorable à une coopération étendue avec l'Union européenne, mais la souveraineté nationale doit être une limite inaliénable.

Nos relations internationales doivent être entretenues en prenant en compte les équilibres géopolitiques. Nos intérêts sont dans la bonne entente avec tous les pays, notre objectif stratégique étant au final le développement de l'Algérie.

Il nous faut la plus grande marge de manœuvre possible dans nos choix, tout en respectant les intérêts de nos partenaires. Et je pense que ces derniers ne demandent qu'à être rassurés par un pouvoir compétent et légitime. La stabilité de la région sera assurée par un pouvoir fort en interne.

Voyez ce qui se passe dans certains pays divisés en communautés, chacune dépendant de la volonté d'un pays tiers. L'Etat s'effrite et les conflits des parrains extérieurs s'y installent. A l'avantage de qui ?

Que pensez-vous de la réaction des autorités algériennes quant à cette résolution qui n'a rien de contraignant ?

En la matière, le pouvoir algérien n'a pas beaucoup de leçons à donner. A ce sujet, j'ai condamné fermement le pouvoir à chaque fois qu'il a eu recours à l'étranger pour régler un problème interne. Après 20 ans de gabegie, le pouvoir de Bouteflika a affaibli le pays, ouvert la voie aux intérêts étrangers occultes et était prêt à aller plus loin si ce n'était le fort patriotisme des Algériens. Le reste, ce sont des discours démagogiques.

Comment voyez-vous l'après-élection ?

Le pays traverse une phase très délicate. J'ai de très fortes craintes que l'on se retrouve dans l'œil du cyclone. D'un côté, nous avons un pouvoir illégitime et incompetent et qui projette son propre maintien, et de l'autre, une volonté populaire, légitime mais impatiente, désorganisée et souvent excédée.

Cela donne un cocktail instable. Pour le moment, je suis toujours sur la même analyse : soit il y a une élection avec une aggravation du climat politique et un futur Président très faible, soit l'arrêt brutal de ce processus et le passage vers une autre transition, décidée de toutes les façons par l'armée, qui restera, pour longtemps encore, l'ultime recours.

Dans tous les cas de figure, l'opposition doit rester calme et travailler à faire émerger, malgré les obstacles, un consensus politique.

Tôt ou tard le pouvoir devra retrouver sa lucidité et faire les concessions impérieuses pour assurer au pays un avenir serein. L'Algérie a besoin de tous ses enfants, sans exclusion. Chacun doit être libre tout en respectant la liberté des autres. Pour conclure, j'insiste pour que la sagesse l'emporte.

Interview de Soufiane Djilali : « L'entêtement du pouvoir algérien ne pouvait que déboucher sur la tension actuelle »

Le Monde du 11/12/2019 par Madjid Zerrouky

Président du parti d'opposition Jil Jadid (« nouvelle génération »), Soufiane Djilali n'a cessé, ces dernières années, de dénoncer l'opacité du système politique en Algérie. Il a participé aux différentes tentatives de structuration de l'opposition. Alors que l'élection présidentielle se tient ce jeudi 12 décembre dans un contexte de grande tension entre les protestataires du Hirak et le régime, M. Djilali estime que la sortie de crise ne viendra que d'une négociation entre le pouvoir et ses opposants. Une voie qu'il admet ténue mais qu'il estime nécessaire.

A moins de 24 heures du vote, les manifestations ne faiblissent pas. Comment analysez-vous la situation ?

Cela fait des mois que nous disons qu'il y a deux volontés opposées qui s'affrontent. Il y a une volonté populaire d'un côté, qui a réclamé un certain nombre de droits, dont celui de construire un véritable Etat de droit et celui de choisir en toute liberté les dirigeants du pays. En face, il y a une autre volonté, celle du pouvoir actuel – autrement dit l'institution militaire –, qui part du postulat qu'il faut contrôler le changement. Il accepte le principe du changement, mais il veut un changement maîtrisé et contrôlé.

Cet entêtement ne pouvait que déboucher sur la tension actuelle. On l'a vu depuis le début de la semaine, avec par exemple la communauté algérienne à l'étranger qui non seulement ne vote pas, mais manifeste activement en face des consulats et empêche au moins moralement les quelques citoyens qui étaient tentés par le vote. Nous sommes là devant une forme de désobéissance civile qui se propage. Il y a cet appel, sur les réseaux sociaux, à la grève générale, qui est certes partiellement suivie mais qui a quand même un certain retentissement.

Nous sommes dans une phase d'interrogations sur ce qui va se passer d'ici à jeudi. On ne peut rien exclure, notamment des manifestations massives ce mercredi [*des rassemblements ont débuté le matin à Alger*]. D'autant que cette journée marque l'anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 [*qui avaient eu lieu dans différentes villes du pays en faveur de l'indépendance*]. Et puis il n'est pas exclu que les gens sortent massivement demain, le 12 décembre, pour signifier leur refus de l'élection.

A partir de là, il y a deux possibilités. La première est que le pouvoir refuse d'écouter la population et installe un président avec une légitimité très affaiblie, qui ne pourra pas agir en toute liberté. On entrerait alors dans une autre phase de décomposition du régime, très compliquée. D'où notre position réitérée : cette élection va compliquer la situation dans le pays. L'autre possibilité est que cette élection soit annulée à la fin du cycle et, à ce moment-là, j'imagine qu'on sera obligé d'aller vers une nouvelle transition, peut-être même avec des décisions plus importantes, comme un changement du personnel le plus haut placé, pour permettre un retour à un minimum de confiance et préparer une véritable sortie de crise.

N'y a-t-il pas une différence de perception de la réalité entre le pouvoir et la société ?

Le pouvoir sait ce qui se passe. Il y a suffisamment d'informations et de renseignements qui remontent, même au niveau du plus petit patelin. Mais ce que traduit son discours politique, c'est autre chose. Le pouvoir veut imposer sa solution. Va-t-il réussir ? On le verra dans les prochains jours.

Pour négocier, on dit qu'il faut être deux, si tant est que le pouvoir veuille à un moment ouvrir un dialogue. Vous dites pourtant que structurer le Hirak est une fausse bonne idée...

Oui. L'idée de faire représenter le mouvement populaire par une direction peut être séduisante a priori. Mais en réalité, ce n'est pas faisable et cela va à l'encontre du bon sens. Le mouvement populaire est tellement large qu'il a englobé tous les courants politiques, toutes les tendances idéologiques. Nous sommes dans l'impossibilité de créer une direction qui soit cohérente et en même temps représentative.

Nous sommes un peuple qui réclame en commun quelque chose. Nous ne voulons plus du système actuel. Nous voulons un Etat de droit et une démocratie. Une fois qu'on a bien compris cela, il s'agit de passer à l'action pour mettre en forme ce que désire le peuple, c'est-à-dire une pluralité de propositions, des élections libres, un choix possible pour les électeurs. C'est à ce moment-là que le peuple se transformera en corps électoral. Et un corps électoral est traversé par des courants contradictoires. On ne peut pas penser, organiser un peuple dans des structures uniques pour ensuite négocier avec l'Etat, puisque l'Etat doit être l'émanation de la volonté du peuple et être composé dans ses fonctions souveraines par des citoyens qui sont élus après un vote.

L'action politique a été déstructurée et salie par le pouvoir, mais depuis le 22 février, il souffle un vent nouveau. Une très grande partie de la population a pris conscience de l'importance de l'action politique. Cette perception nouvelle doit être mise au service de la construction d'une démocratie. Il faut donc encourager les Algériens à s'inscrire dans des partis politiques qui existent ou à en créer de nouveaux si les existants ne leur conviennent pas. Passer à

l'action politique, syndicale ou associative, chacun selon sa volonté, sa disponibilité et sa compétence. Des projets de société doivent porter les courants de pensée qui animent la société. On doit sortir de la phase où des individus, par leur propre courage, audace et volonté, portent des discours, pour passer à une action collective qui soit organisée, réfléchie, avec l'objectif de rentrer dans les institutions de l'Etat, de construire un nouveau régime.

Concrètement, comment voyez-vous une transition politique ?

On vit entre deux moments cruciaux. Il y a eu un effondrement du régime politique. On se retrouve désormais face à ce qui constitue le cœur du pouvoir algérien, à savoir l'institution militaire. Celle-ci va être obligée d'aider à reconstruire un régime politique. Et c'est là qu'il y a un aiguillage sensible. Il ne faudra pas se tromper de direction. Le risque est que l'institution militaire, n'ayant qu'un seul logiciel, puisse régénérer le même système politique mais avec de nouvelles figures. Or les conditions actuelles, qui sont historiques, nous offrent la possibilité de construire quelque chose de nouveau. C'est là qu'il faut agir avec intelligence.

Refuser systématiquement ce qui viendra du pouvoir conduira l'institution militaire à se braquer et à reconduire par la force un système qu'elle considère être le seul qui la protège et protège le pays. On peut se mettre d'accord pour sécuriser des éléments de base, par exemple tout ce qui relève de la sécurité de l'Etat algérien, puis essayer de négocier ce qui est négociable. Sans surenchère. Sinon on risque de tout perdre. Je sais que cette voie est très ténue. Mais je pense que c'est la seule qui puisse amorcer une sortie de crise.

Que pensez-vous de l'attitude de la France ?

Si je devais résumer en un mot, je dirais que la France a été malhabile avec l'Algérie. Tout le monde sait qu'il y a des intérêts croisés très importants entre les deux pays. Mais pour des raisons historiques, la France a toujours accepté un double discours du régime algérien. C'est-à-dire un discours vis-à-vis de la population qui condamne le colonialisme, qui refuse l'ingérence, et à côté de ça, en dessous de la table, des accords pas toujours très clairs. Il faudra un jour clarifier cela. Nous avons tout à y gagner, des deux côtés. Mais à force d'accepter un discours qui dit une chose et des actes qui démontrent le contraire, nous sommes entrés dans une relation basée sur une forme d'hypocrisie. Cela n'apporte rien de bien. Il est préférable de se parler franchement. De mettre sur la table ce qui fâche et de dépasser cette problématique.

Souhaitez-vous une position plus courageuse de Paris ou préférez-vous que les autorités françaises se taisent ?

Il y a un passif. Les Algériens ont été profondément heurtés par des déclarations de politiques français. Pour être clair, la formule de l'ancien président [François Hollande] sur « l'alacrité » d'Abdelaziz Bouteflika a été une catastrophe. Les Algériens ont pris cela comme du mépris pour leur intelligence. Ils ont compris que la France officielle soutenait contre vents et marées un régime dont la prédation n'a pas pu passer inaperçue. Je pense notamment aux transferts d'avoirs en France.

Je pense sincèrement que la France doit faire preuve de beaucoup de modestie. Je comprends très bien, cependant, que Paris s'inquiète de la suite des événements, au même titre que d'autres partenaires, comme l'Union européenne en général, la Chine, la Russie ou les Etats-Unis. C'est normal. Nous vivons dans le monde, pas sur une île. Il ne faut pas être dans un esprit d'ostracisme nationaliste, chauvin... Ces anciens discours ne fonctionnent plus, ce n'est pas réaliste. Il faut tendre vers une véritable ouverture, de véritables partenariats. Mais dans la transparence et avec l'accord des populations.

Acte 5 : Sauver le Hirak et ouvrir des perspectives politiques consensuelles – 17/12/2019 au 25/12/2020

Si le projet d'élection présidentielle du 4 juillet 2019 est avorté grâce au maintien de la mobilisation citoyenne et une unité de façade de l'opposition et de la société civile engagées dans le mouvement populaire, l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 s'imposera à tous faute d'unité dans l'action et de stratégie commune de l'opposition face au pouvoir.

Jil Jadid qui avait refusé de s'engager dans cette élection considérant que les conditions n'étaient pas réunies pour en faire une issue viable à la crise, réitérera au lendemain de celle-ci, le 17 décembre, sa proposition qui consiste à ouvrir un dialogue sincère entre le pouvoir et l'opposition, en commençant par la libération des détenus du Hirak.

Pour Jil Jadid, désormais trois choix sont possibles : continuer sur la lancée du refus radical de tout dialogue et tenter de faire tomber le pouvoir par la rue, accepter de dialoguer tant que le hirak est en bonne santé pour obtenir des concessions significatives en vue de l'Etat de droit, ou alors abandonner la partie et rentrer chez soi.

Partant de là, Jil Jadid opte pour le dialogue et dans la foulée appelle le Hirak à ne pas céder au défaitisme et à valoriser ses acquis des derniers mois, au lieu de la tentation du rapport de force par la « désobéissance civile ».

En tant que parti politique patriote, militant pour l'État de droit et la démocratie, agissant avec responsabilité et non pas dans l'hystérie médiatique, Jil Jadid a considéré qu'il était bien plus raisonnable d'accompagner un changement réel même s'il est forcément progressif et de proposer au Hirak de se préparer à rentrer dans les institutions de la République.

Il appellera Abdelmadjid Teboune, désormais de fait légalement président de la République, à défaut d'avoir une légitimité incontestable, à engager les changements qui s'imposent pour construire une nouvelle légitimité politique dans le sens de la demande populaire exprimée durant le Hirak.

Il précisera que Jil Jadid jugera sur pièce la concrétisation des promesses de dialogue et de changement exprimées par le Président Teboune.

Et après avoir rappelé ses actions depuis sa création pour faire partir le régime Bouteflika, en particulier celles menées en 2018 pour le faire renoncer au 5^{ème} mandat, et rappelé également qu'il n'était pas partie prenante de l'élection du 12 décembre 2019, Jil Jadid indiquera que compte tenu de la complexité de la situation que traverse le pays, il interagira avec responsabilité avec le Président de la République, et qu'il prendra position, en toute indépendance, sur les différents sujets.

Pour Jil Jadid, il s'agit de juger au fur et à mesure, des actes concrets que seront pris, en fonction des objectifs du mouvement populaire, soit la construction de l'Etat de droit, -dans les faits et non pas dans les discours-, et la démocratie.

Et s'il réaffirme à cette occasion sa conviction relative aux vertus du dialogue, il dira qu'il n'acceptera pas de subterfuges ni de fausses solutions et qu'il s'agira d'obtenir de vraies avancées pour le pays.

Dès lors que le président Teboune avait commencé à libérer, dès le 2 janvier 2020, plusieurs dizaines de détenus et réaffirmé ses engagements politiques qui étaient en phase avec ses propositions de sortie de crise (nouvelle constitution à adopter par referendum, élections législatives et locales anticipées, nouvelle loi électorale, instance indépendante de supervision

des élections, ...), Jil Jadid décide d'accepter, dès le 14 janvier, l'invitation présidentielle initiée autour des voies et moyens de sortir le pays de la crise.

Pour Jil Jadid, s'il y a une opportunité d'induire des changements qui vont dans le sens de la construction d'un Etat de droit, il n'était pas envisageable d'abandonner le terrain de la lutte politique pour aller grossir les rangs des nihilistes et autres opportunistes nullement intéressés par le combat politique qui permet d'arracher, à un pouvoir conscient de sa faiblesse, des espaces de libertés potentiels.

C'est dans cet état d'esprit que Jil Jadid participe aux consultations politiques avec pour objectif de concrétiser les revendications originelles du Hirak, en partant du principe qu'accepter le dialogue ne signifie pas accepter toutes ses conclusions.

A l'issue de ce 1^{er} RDV présidentiel, Jil Jadid sera l'un des seuls interlocuteurs du Président à rendre public le contenu de son entretien et les préalables posés pour poursuivre le dialogue autour de la révision de la Constitution et des élections législatives et locales, à savoir, la libération des détenus du Hirak, l'ouverture des médias et la levée des restrictions politiques et entraves imposées aux populations.

Les partis regroupés au sein du PAD vont rejeter tout dialogue en refusant de reconnaître le président.

Jil Jadid va alerter l'opinion sur les risques de délitement du Hirak et du retour au mode de gouvernance de l'ancien régime face à l'inertie de l'opposition.

Il va par conséquent exhorter les acteurs de la société politique à saisir cette occasion pour faire avancer ensemble et de concert les revendications du Hirak dans le cadre d'un compromis à imposer pendant que le Hirak est encore vigoureux.

Il appellera ainsi les Algériens à agir concrètement pour le changement et ne pas se contenter uniquement de manifester les vendredis et de rentrer chez eux sans rien entreprendre entre deux vendredis pour concrétiser ce changement. La transformation de la conscience du Hirak en action politique organisée devenant une exigence et un levier majeur de sa réussite.

Cette voie de raison sera combattue par des réseaux entiers faisant du Hirak un enjeu de pouvoir et d'intérêts.

Dans le même temps, et libre de ses positions, Jil Jadid va, dès le mois de mars 2020, attirer l'attention des autorités sur la nécessité d'accélérer les réformes et de faire preuve de gestes forts pour prendre en charge les préoccupations politiques et socio-économiques des Algériens.

Dans le même ordre d'idées, Jil Jadid va dénoncer le traitement sécuritaire des manifestations, par la répression et par les arrestations, en particulier l'arrestation de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions lors des manifestations de rue et les condamnations à la prison de Karim Tabbou en ce mois de mars 2020 et de Amira Bouraoui en juin 2020.

En raison de ses positions et de ses convictions, Jil Jadid subira de féroces campagnes de dénigrement et d'intimidation de ceux qui, au final, auront trahi le Hirak en ayant compromis ses chances de voir aboutir ses revendications essentielles.

Pour tenter de nuire à Jil Jadid, certains, à l'évidence dépourvus de toute dignité et de toute morale, iront jusqu'à chahuter l'enterrement du Moudjahid Lakhdar Bouregaa⁴⁵, tandis que d'autres lui contesteront son action d'intermédiation avec le pouvoir afin de faire libérer l'ensemble des détenus d'opinion, dont Karim Tabbou, Abdelouhab Fersaoui (président de l'association RAJ), Fodil Boumala et Samir Benlarbi, Mohamed Gasmi et Rachid Nekkaz, mais aussi le journaliste Khaled Drareni, Louisa Hanoune, Ali Ghediri, ...

La campagne de dénigrement et d'intimidation de Jil Jadid va atteindre son paroxysme lorsque Jil Jadid annonce le 2 juin 2020, qu'après avoir intercedé auprès du président Teboune, ce dernier allait faire libérer Karim Tabou et Samir Benlarbi.

A l'évidence, cela n'arrangeait pas les calculs de certains, y compris parmi la défense de ces derniers, et de tous ceux qui se sont accaparé le Hirak pour parler en son nom et excommunier tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ils vont agir pour tenter de faire échouer cette action et donc pour maintenir en prison ces détenus et en faire un levier politique pour en appeler aux institutions et Etats étrangers afin d'accentuer la pression sur le pays dans un contexte régional des plus hostiles.

Pour autant, Jil Jadid est fier d'avoir contribué à faire libérer ces deux détenus le 2 juillet 2020.

Il reste qu'en cette fin d'année 2020, et libre de ses postions, Jil Jadid va apporter sa pierre à l'édifice en portant et en défendant un certain nombre de propositions dans le cadre du débat sur la nouvelle constitution proposée par referendum⁴⁶, pour ancrer l'Etat de droit et renforcer l'exercice effectif des libertés.

Pour Jil Jadid, il s'agit là d'un pré requis pour modifier la loi électorale, avant d'envisager des élections législatives et locales anticipées.

Il fera ainsi un certain nombre de propositions pour garantir l'indépendance de la justice, créer une Cour Constitutionnelle, renforcer la liberté de la presse, libérer la création des associations, syndicats et partis, permettre un meilleur équilibre entre les pouvoirs Exécutif et Législatif, clarifier le rôle et la composition du Haut Conseil de Sécurité, asseoir les libertés individuelles et collectives, Il s'opposera par ailleurs, à la création du poste de vice-président et indiquera que plus aucun poste de ministre ne devrait être porté par un militaire en exercice.

Une partie des propositions de Jil Jadid sera retenue dans la mouture finale qui sera adoptée par referendum le 1^{er} novembre⁴⁷. C'est ce qui amènera Jil Jadid à qualifier cette Constitution de « Constitution d'étape », et, tout en explicitant les points positifs et négatifs du nouveau texte fondamental, à ne pas donner de consigne de vote pour laisser chaque citoyen apprécier en responsabilité.

Le taux de participation de 23% au referendum reflètera néanmoins une défiance installée depuis des décennies face à des régimes successifs qui n'ont eu de cesse de mépriser un peuple épris de liberté et de briser son désir de vivre avec dignité dans un état de droit.

45 Lakhdar Bouregaa était un Moudjahid, officier de l'Armée de Libération Nationale et homme politique, membre fondateur du Front des forces socialistes (FFS) en 1963. Plus récemment, il était devenu une figure du Hirak , avant de décéder le 4 novembre 2020. Lors de ses obsèques, Soufiane Djilali a été la cible de certains individus. Cet acte a indigné une grande partie des Algériens qui dénonçaient l'utilisation des lieux de recueillement comme arène politique et le manque de respect envers les morts.

46 Referendum constitutionnel du 1^{er} novembre 2020.

47 Adoptée par 66.80% des votants avec un taux de participation de 23.14%

Un taux de participation qui traduit également une crise politique persistante, plus de 20 mois après le début du Hirak et presque une année après l'arrivée de Abdelmadjid Teboune à la tête de l'Etat et qui naturellement ne pouvait défaire en 12 mois ce qui a été fait en 20 ans.

Néanmoins, il faut aussi reconnaître que sur cette séquence référendaire, le contexte sanitaire couplé à l'absence du Chef de l'Etat⁴⁸, au plus mauvais moment, et à la qualité d'une campagne qui s'est faite sans donner le sens et les perspectives, auront eu un effet négatif sur ce projet de révision constitutionnelle, malgré ses réelles avancées.

Le pouvoir ne réussira pas à convaincre la grande majorité des Algériens sur le contenu de sa démarche et les perspectives de celle-ci en lien avec les aspirations du Hirak. La lisibilité de certaines actions et initiatives ayant souvent été parasitée par des décisions contradictoires et contreproductives.

Dès lors, tout ce contexte ne pouvait aboutir à une participation significative.

La défiance populaire va alors profiter à ceux qui versent dans le populisme et le nihilisme et qui vont systématiquement rejeter les instruments naturels de médiation entre les citoyens et le pouvoir, que sont les partis politiques, affaiblissant ainsi le multipartisme et le rôle des partis.

Au final, l'année 2020 se termine comme elle a commencé pour le Hirak.

A l'impasse dans laquelle il a été acculé à la fin de 2019, est venue s'ajouter la désertion du champ politique. La nature ayant horreur du vide et l'opposition ayant fait le choix de la radicalité, du nihilisme et du refus de tout dialogue, le champ libre est déjà laissé au nouveau pouvoir de s'appuyer sur les anciens réseaux, dans un contexte d'incertitudes face aux conséquences du Covid et aux tensions régionales.

Conférence de presse de Soufiane Djilali du 17/12/2019

Déclaration liminaire

L'Algérie vient de vivre une *élection présidentielle* dans un climat de défiance généralisée. *Bien que massivement rejetée, elle s'impose toutefois de fait comme un repère nouveau* pour l'ensemble des protagonistes de la crise politique que vit le pays.

Si pour le pouvoir, cette élection lui donne une marge de manœuvre plus importante, *elle n'est en rien un échec du hirak.*

En effet, pour évaluer l'effet de ce scrutin sur l'évolution de la situation, il faut cerner toutes ses conséquences.

Aujourd'hui, je souhaite partager avec l'opinion publique, avec le hirak populaire, l'analyse des faits et les positions de Jil Jadid, sur les nombreuses questions qui en découlent.

Permettez-moi d'abord de rappeler que *Jil Jadid est aligné, sans ambiguïtés, sur la volonté populaire, représentée par le hirak. Si personne ne peut s'approprier l'initiative de ce mouvement, il n'empêche que Jil Jadid, à travers l'ensemble de ses militants, a été partie intégrante de cette « révolution du sourire » depuis le 22 février au moins.*

48 Le président Tebboune sera en effet hospitalisé durant deux mois en Allemagne dès le 29 octobre 2020.

Plus encore, Jil Jadid, avec plusieurs autres personnalités nationales, avait pris l'initiative d'entamer les manifestations contre le pouvoir dès le mois d'août 2018, et ceci après avoir boycotté les législatives, puis les locales de 2017.

Pour la clarté de ce préliminaire, les questions du Hirak, du pouvoir et enfin des positions politiques de Jil Jadid seront présentées successivement.

1) Le Hirak :

Après 10 mois de manifestations, *le Hirak a imposé une nouvelle réalité politique*. Certes, il n'a pas pris le pouvoir, n'a pas désigné de zaïms et n'a pas formulé d'idéologie ni de programme politique. L'élection présidentielle a été organisée sans son assentiment. Et visiblement, les méthodes du système politique n'ont pas encore changé.

Et pourtant, son influence sur le cours de l'histoire récente du pays aura été incommensurable.

En résumé, le Hirak aura réussi à montrer au monde entier la nouvelle société algérienne. Il a permis le *démantèlement d'un des régimes des plus corrompus, et des plus dangereux* pour leur peuple qui puissent exister, et ce dans un pacifisme admirable.

Il a réussi à former et à offrir au pays, une conscience politique nouvelle dont s'abreueront des générations d'hommes et de femmes, maintenant engagés dans l'action citoyenne.

La révolution du sourire a, au final, imprimé *une dynamique de changement exceptionnelle* que ni le pouvoir ni les vieux réflexes ne pourront en venir à bout.

L'Histoire inscrira cet épisode national comme un nouveau mythe fondateur de l'Algérie nouvelle.

2) Le pouvoir :

En apparence, il vient de remporter une manche. *Formellement, il s'est donné une légalité juridique* avec cette élection. En réalité, *le régime politique s'est effondré*. L'Algérie aura donc à en reconstruire un nouveau.

Il s'agira de changer très largement le personnel politique et exécutif, d'une part et de faire évoluer significativement l'organisation de l'Etat et des règles de son fonctionnement.

Le pouvoir devra donc accepter des changements fondamentaux et dans le sens de la demande populaire. Il n'a plus le choix car le chaos guette le pays.

Il devra ainsi convaincre les Algériens *en faisant des concessions significatives pour ressouder le pays* dont l'unité a été mise en danger par ses pratiques.

A ce sujet, des signaux lourds ont été envoyés à l'opinion publique. Le score rachitique de l'association FLN-RND, intentionnel, reflète la disgrâce de ce tandem, éternels instruments de l'escroquerie politique et morale de l'ancien régime.

Le choix des candidats et la répartition des scores du scrutin annoncent donc une reconfiguration générale du champ politique. Elle se fera, au détriment d'une classe politique, pour l'essentiel obsolète et inutile et pourquoi pas en faveur du Hirak, et des nouvelles générations qui s'en réclament.

Pour le reste, *il y a la promesse d'un dialogue et de changements constitutionnels à venir*. *Le pouvoir sera jugé sur pièce*.

3) Les positions de Jil Jadid :

Tout d'abord, je rappelle que *Jil Jadid n'a pas soutenu l'élection présidentielle, ni aucun candidat d'ailleurs. Cependant, conscients de la complexité de la situation que traverse le pays, nous interagissons avec responsabilité avec le Président de la République, qui l'est ainsi de fait.*

Nous aurons à prendre position, en toute indépendance, sur les différents sujets.

Nous jugerons, au fur et à mesure, des actes concrets que décideront les autorités en fonction des objectifs du mouvement populaire, soit la construction de l'Etat de droit, -dans les faits et non pas dans les discours-, et la démocratie.

Jil Jadid attend donc des gestes forts de la part du Président, avec une libération immédiate des détenus d'opinion, la libération des champs médiatique et politique avant l'entame d'un dialogue inclusif, sincère et sérieux pour formaliser dans un accord global la volonté populaire.

Jil Jadid a toujours défendu le principe du dialogue. Cependant, il n'acceptera pas de subterfuges ni de fausses solutions. Il s'agira d'obtenir de vraies avancées pour le pays et en aucun cas, une négociation sur un quelconque partage de responsabilités. C'est le sens profond de notre position de principe : « aider le pouvoir à s'en aller et non pas à mieux rester ».

Jil Jadid ne veut pas de postes politiques en dehors de ceux que pourraient lui attribuer des électeurs dans un cadre transparent. Il ne participera donc à aucun gouvernement ni à aucune fonction politique en dehors de la volonté populaire.

La direction de Jil Jadid représente ses militants, ses sympathisants et toutes celles et ceux qui lui font confiance au sein du Hirak. Elle ne parlera qu'en leur nom et non pas au nom du Hirak.

Nous refuserons par ailleurs, toute imposture présentant des individus propulsés par les appareils médiatiques comme représentants du mouvement populaire. Les tentatives qui fleurissent par-ci par-là à cet effet, seront dénoncées comme une manœuvre de récupération et d'usurpation et dévoileront les véritables intentions des différents acteurs.

Aujourd'hui, le Hirak a trois issues possibles : celui du refus catégorique et radical à tout dialogue, débouchant alors sur la désobéissance civile et la sédition ; l'abandon du terrain politique et le retour à la situation antérieure au 22 février, ou enfin à la *transformation de la conscience du hirak en action politique organisée.*

Désormais, le Hirak doit exister non pas seulement de vendredi en vendredi dans la rue, mais aussi et surtout entre les vendredis. Les marches hebdomadaires doivent donner naissance à un véritable travail et engagement le long de l'année. C'est « le devoir d'agir ».

L'action organisée doit se faire à travers des outils politiques et la structuration du Hirak se réaliser dans la pluralité et non pas dans la pensée unique.

Il faut passer de l'action isolée des individus, fragiles et facilement manipulables à l'action collective, réfléchie et de longue portée.

C'est ainsi que nous bâtissons l'Etat de droit et la démocratie que les Algériens réclament.

Algérie : Et maintenant ?

Tribune de Zoheir Rouis le 27/12/2019, in Jiljadid.org

Avec l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, le pouvoir algérien aura été jusqu'au bout de sa logique.

Pour lui, l'enjeu de cette élection était de renouer avec la légalité constitutionnelle, quand bien même elle ne serait que formelle et dénuée de légitimité.

Bien qu'ayant pris soin de procéder à quelques changements, voire des bouleversements, pour tenter de donner des gages, une forte majorité de la population a fait du rejet des élections une démonstration de force inédite.

Ainsi, liquider le régime de Bouteflika, celui par qui la menace est venue, faire arrêter et condamner à de lourdes peines de prison des figures honnies du régime, mettre à l'index les partis du pouvoir, RND, FLN, MPA, TAJ, décapités par l'emprisonnement de leurs chefs et terrassés à l'occasion de cette élection par leur soutien au candidat du RND, n'aura pas suffi à assouvir le profond désir de changement d'un peuple déterminé à ne plus accepter les rafistolages.

Et maintenant que l'élection a eu lieu ?

Le pouvoir a la responsabilité de préserver l'Etat et d'engager les mesures fortes qui peuvent réconcilier les citoyens avec leur Etat.

Pour cela, il lui appartient de bien comprendre que rien ne peut être comme avant. Il ne doit pas parier sur un essoufflement du Hirak car il ne ferait que prolonger la crise et en accentuer les effets.

Alors que faire et quelle marge de manœuvre pour le pouvoir ?

Revenir à la raison maintenant que la forme constitutionnelle est là et que la sauvegarde de l'Etat est réaffirmée. Cela suppose de donner dès maintenant des gages pour permettre au pays de passer à une nouvelle étape.

Une nouvelle étape qui consiste à préparer et à sécuriser le passage qui permettra de sortir de l'Etat autoritaire pour aller vers l'Etat de droit.

Dans cette configuration, l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu n'aura de sens que si elle s'inscrit dans un processus de transition négociée.

Une transition qui permette au nouveau chef de l'Etat d'engager au nom de l'Etat algérien un vrai dialogue avec la société politique, partis d'opposition, syndicats comme organisations de la société civile, pour définir ensemble les voies et moyens de donner une traduction politique réelle et sincère aux revendications du Hirak.

Dans cette logique et cet état d'esprit, le bon sens et le sens des responsabilités voudront que soient relâchés de manière immédiate et inconditionnelle tous les détenus d'opinion, leurs condamnations annulées, et que soient levées toutes les restrictions sur la libre expression du Hirak et l'exercice de la citoyenneté, que soient concrétisés l'ouverture immédiate des médias publics et le libre exercice politique, associatif et syndical, ...

Ces mesures d'urgence permettront d'envisager avec sérénité tout dialogue dont la finalité est de concrétiser les revendications légitimes du Hirak d'établissement d'un Etat de droit et de rupture définitive avec un système autoritaire qui a fait tant de mal au pays.

C'est à l'aune de ces mesures d'urgence, du cadre, des conditions et des objectifs du dialogue proposé que sera jugée la volonté du pouvoir.

Dans ce cas de figure, quels défis pour le Hirak ?

Le Hirak, incarné par un peuple devenu acteur de son destin, a la responsabilité de faire réussir la transition vers l'Etat de droit.

L'Histoire retiendra que le rapport de force créé par le Hirak aura permis de balayer le clan Bouteflika, d'annuler le 5ème mandat, de mettre fin aux vellétés de prolongation du 4ème, d'annuler les élections du 18 avril et du 4 juillet, de déjouer toutes les tentatives de division ...

Le Hirak est donc un gage de réussite de cette révolution du sourire.

Le Hirak est composé de citoyens de divers horizons politiques, idéologiques, sociaux. Par conséquent il représente la richesse et les dynamiques de la société.

Les citoyens engagés dans le Hirak, devenus désormais un acteur politique incontournable, doivent valoriser, de manière pertinente et innovante, cet engagement dans l'action citoyenne, politique, associative ou syndical.

Organisés, engagés et impliqués dans les partis existants ou à créer, ils pourront garantir l'aboutissement positif de cette révolution nationale. De ce point de vue-là, un bond qualitatif important a été fait avec le Hirak, il reste à le rentabiliser et à le faire vivre sur le long terme.

La démocratie n'est pas un acte à réaliser en big bang. La démocratie est un exercice au long cours qui nécessite engagement et vigilance permanents.

Si le Hirak n'a pas vocation à demeurer ad vitam aeternam, l'exercice de la citoyenneté doit être un acte de tous les jours. Un acte favorisé et valorisé.

Les citoyens engagés dans le Hirak intéressés par l'action politique doivent le faire avec exigence vis à vis d'eux-mêmes et vis à vis des partis qu'ils voudront intégrer ou créer.

A n'en pas douter, il y a désormais un espoir nouveau de renouvellement de la classe politique.

Les partis politiques sauront-ils se mettre à la hauteur des exigences du Hirak ?

Les partis politiques d'opposition sont certes partie prenante du Hirak quoique parfois avec des ambiguïtés chez certains qui laissent pour le moins sceptique.

En effet, si certains sont, sans réserve, alignés sur les revendications du Hirak, d'autres, tout en étant assez virulents avec le régime, restent, à ce jour, membres des institutions décriées du régime, et cela en flagrante contradiction avec l'esprit du Hirak.

Le Hirak est donc le moment de vérité des partis d'opposition.

Il leur appartient désormais de faire à leur tour leur révolution du sourire et d'ouvrir grandes les portes à l'engagement des citoyens, non pas comme unique force d'appoint pour remplir les salles de meeting lénifiants ou allonger la liste des colleurs d'affiches, mais bien comme responsables politiques formés et visibles.

Exiger du régime qu'il soit respectueux des règles de la démocratie tout en perpétuant au sein des partis des pratiques de zaimisme et de benamisme est un non-sens qui travaille à l'éloignement du citoyen de la politique.

Les partis politiques de manière générale, et ceux de l'opposition en particulier, sont sommés de se renouveler et de se hisser de manière honnête et transparente à la hauteur de l'esprit du Hirak et de ses revendications.

Ils ont la responsabilité de transformer les revendications du Hirak en perspectives politiques réalistes et non pas de se contenter d'avoir des postures hirakistes ou pire encore contradictoires et à l'opposé des professions de foi démocratiques. Ces pratiques et ces comportements éloignent les citoyens des partis et permettent à un régime autoritaire de discréditer l'opposition, tout en s'employant à la soudoyer, par l'argent ou le pouvoir, ou à l'isoler des citoyens, par les interdits ou la répression.

Jil Jadid a montré la voie depuis sa création en 2011, en donnant sa chance à la jeunesse, en lui permettant de s'engager et d'acquérir des responsabilités internes, en valorisant l'engagement, l'abnégation, la compétence par la formation interne, l'innovation et le sens des responsabilités. Autant de principes qui fondent les valeurs de Jil Jadid.

L'opposition, renforcée par la force d'un Hirak qui se poursuit avec unité et silmya, doit pouvoir être en position de force pour entrer en négociation avec le pouvoir sur la base des revendications essentielles du Hirak et non sur la base de telle ou telle position idéologique ou passéiste.

L'enjeu pour l'opposition est donc de réussir à poser de manière consensuelle le cadre qui lui permettra d'entrer en négociation avec le pouvoir sur les conditions réelles d'établissement d'un Etat de droit et d'accompagner ce processus, pour peu qu'il soit sincère et juste, pour aboutir à un compromis historique qui ne soit en rien une compromission. C'est à l'aune de ce degré de responsabilité que sera jugée sa capacité à incarner une alternative crédible et constructive.

Contribution de Soufiane Djilali : Quelle Algérie en 2020 ?

Middle East Eye, le 1er janvier 2020

L'un des exercices les plus difficiles pour l'homme politique est d'imaginer une réalité future d'un pays dans une conjoncture aussi incertaine.

Le risque premier est de projeter ses propres désirs et ses propres espoirs, dans un avenir, même proche, alors que le présent renferme une multitude de voies possibles.

L'Algérie est à un moment crucial de son histoire où elle doit négocier, un à un, les coups de pinces qui devraient décider de l'esquisse de son nouveau régime politique.

En effet, les rouages politiques en place et les hommes qui les ont occupés sont aujourd'hui totalement disqualifiés. Depuis la démission de l'ancien président de la République, le 2 avril 2019, et jusqu'aux élections présidentielles du 12 décembre 2019, il n'y avait plus que l'institution militaire pour incarner l'État.

En vérité, elle-même a été très largement malmenée par les événements des derniers mois, un nombre très important de ses plus hauts gradés ayant été écartés des affaires du pays et pour beaucoup d'entre eux emprisonnés et ce, depuis l'été 2018.

Aujourd'hui, il y a un système d'État mais plus de régime politique.

Tirer les vraies leçons

Dans tous les cas de figure, la construction d'une nouvelle légitimité politique sera à l'ordre du jour en 2020. Non seulement il faudra remplacer ces dizaines de décideurs

gouvernementaux du régime Bouteflika, dont une bonne partie est en prison pour prévarication et corruption, mais il faudra aussi impérativement changer les mécanismes de fonctionnement de l'État.

Pour réaliser une véritable avancée vers l'État de droit, seule voie garantissant la stabilité du pays et son développement, les deux protagonistes, en l'occurrence le pouvoir et le hirak (mouvement populaire), devront interagir dans un même sens historique bien qu'en contradiction formelle apparente.

Le pouvoir est mis en demeure de tirer les vraies leçons du désastre auquel sa gouvernance a mené le pays et accepter très consciemment et lucidement l'idée de réformes profondes de l'État.

De son côté, *le hirak doit refuser autant le défaitisme qui le guette, à la suite de l'élection présidentielle qui s'est faite malgré lui, que la tentation du rapport de force par la « désobéissance civile ».*

Au contraire, il doit « aider le pouvoir à s'en aller » en faisant pacifiquement pression par la rue tout en appuyant les concessions que ce dernier pourrait accepter de faire, sans provoquer en lui la peur des lendemains vengeurs ou la déstabilisation de l'édifice étatique.

L'acceptation d'un dialogue ouvert avec le pouvoir constitue, sans le moindre doute, la seule solution raisonnable et viable pour le pays.

Une sortie de crise rapide et par le haut

Pour le moment, certaines franges du hirak, les plus bruyantes, semblent prisonnières de leurs propres sentiments, légitimement survoltés. Elles se sont réfugiées dans un jusqu'au-boutisme stérile et ne veulent pas entendre les craintes réelles qui animent les autres composantes du hirak.

Plus grave encore, elles dénie parfois toute existence et toute légitimité citoyenne à une partie importante de la population qui désire une sortie de crise rapide et par le haut grâce à un vrai dialogue.

Pourtant, la classe moyenne, les fonctionnaires, les chefs d'entreprise, les membres des fonctions libérales commencent à souffrir durement de la panne économique du pays.

L'instabilité chronique conjuguée aux difficultés financières et à la déconfiture de l'économie rentière mènera inéluctablement à la récession, au chômage et, in fine, aux conflits sociaux.

C'est dire les risques d'une descente aux enfers si des solutions tangibles et consensuelles ne sont pas adoptées et mises en œuvre au plus tôt.

Au vu de la tradition politique en Algérie depuis l'indépendance et la forme que l'État a prise, les évolutions possibles sont balisées. Le nouveau régime devrait être semi présidentiel avec un Parlement coopératif mais fort.

Quel rôle pour l'armée ?

L'armée, qui est au cœur de l'État algérien, du fait des conditions historiques de sa genèse, continuera à jouer le rôle de sentinelle stratégique, légitimement consenti par la nouvelle Constitution.

En retour, elle devrait accepter de ne plus interférer dans la gestion politique du pays ni recourir aux dérives autoritaires. Il ne faut pas que le bras politique de l'armée persiste à vouloir choisir, en lieu et place des électeurs, les députés, les maires et autres élus de la nation.

Malgré tous les défauts du système algérien et les erreurs d'aiguillage des pouvoirs politiques successifs, la logique interne à l'État algérien lui a donné les moyens de survivre à de graves soubresauts qui auraient pu l'entraîner dans une désagrégation centripète à différents moments de son histoire, d'autant que la nation algérienne n'était pas consolidée à l'indépendance.

L'armée, à la différence de celles d'autres pays de la région, est profondément populaire dans sa composition et, en même temps, essentiellement patriote au vu de ses origines anticoloniales.

Il serait vain et en même temps dangereux, au nom d'un romantisme révolutionnaire, de rechercher sa neutralisation stratégique alors que les partis politiques et la société civile sont encore embryonnaires.

L'année 2020 devrait donc être l'occasion d'une amorce de construction d'une classe politique qualitativement supérieure à la précédente et d'implication de larges pans de la nouvelle société algérienne dans les institutions tant locales que nationales par le biais d'une compétition politique ouverte.

Un quatrième pouvoir, le sécuritaire

Cependant, il serait illusoire de proposer une démocratie à l'occidentale, illico presto. Cela ne se produira pas et si cela devait arriver dans la forme, le pays entrerait très rapidement dans un désordre latent, qu'une hypothétique assemblée constituante viendrait aggraver, tant les conditions objectives de l'exercice de la démocratie ne sont pas pleinement réunies.

Depuis la théorisation par Montesquieu, dans son *Esprit des lois*, de la séparation des trois grands pouvoirs constitutionnels (exécutif, judiciaire et législatif), le monde a évolué de telle façon qu'un quatrième pouvoir, sécuritaire, s'est imposé partout, y compris et surtout d'ailleurs dans les grandes démocraties.

Jusqu'à aujourd'hui, le pouvoir politique du militaire algérien était resté largement informel, voilé par une vitrine politique. Il n'apparaissait dans le visible que lors des grandes crises (1965, 1992, 2019), puis se repliait de nouveau dans l'indiscible.

Durant près de vingt ans, sous le règne du président déchu, l'armée avait été pratiquement marginalisée et cantonnée au rôle de protectrice du souverain. Elle reprit le destin du pays devant l'abîme que présentait le cinquième mandat.

Un débat de fond nécessaire

Le moment est donc venu de clarifier les rapports de l'armée avec le pouvoir politique. Constitutionnaliser une responsabilité stratégique de cette institution en relation avec la sécurité nationale peut être une voie à explorer.

En consacrant un pouvoir sécuritaire, la Constitution stabilisera l'armée

Cela permettrait, en contrepartie, de libérer de nouveaux espaces à l'action politique civile qui doit relever, elle, des choix souverains des électeurs.

La révision de la Constitution, dont le principe a été annoncé par le nouveau président de la République, doit être l'occasion d'un débat de fond sur ces questions.

Aucune pérennité de l'État ne peut être assurée sans une sécurité nationale performante alors que le monde entier a plongé dans une zone de fortes turbulences, et que l'Algérie doit relever des défis redoutables.

Les appels à l'ingérence étrangère de certains activistes sont, en ce sens, d'une inconscience et d'une irresponsabilité qui justifient largement la méfiance de l'armée vis-à-vis de politiques d'un effrayant amateurisme... pour le moins.

Libérer la société politique

En consacrant un pouvoir sécuritaire, la Constitution stabilisera l'armée. Elle lui donnera une légalité, et surtout une visibilité et des limites permettant ainsi d'installer le pays dans des normes juridiques cohérentes.

Enfin, cela favorisera l'émergence à terme d'une société politique libérée d'une « police politique » tatillonne et surtout encline à la corruption directe ou déguisée à travers un pouvoir immense mais informel.

En 2020, l'Algérie devrait donc entamer un processus de mutation de son système de gouvernance avec en plus, un renouvellement très large de son élite politique.

En effet, après dix mois de hirak, une conscience politique et une énergie nouvelle ont émergé. L'action politique a, désormais, un fort potentiel de mobilisation qu'elle n'avait plus eu depuis le début des années 1990.

À la différence de ces années troubles, cette fois-ci, les Algériens ne voudront pas être le carburant d'une idéologie totalitaire et passéiste, ni d'une extrême droite identitaire et sectaire, mais des citoyens intéressés par l'intérêt général et le bien public.

Si la transformation de la mobilisation de rue en engagement politique se concrétise, alors l'Algérie aura réuni les conditions pour un développement équilibré doublé d'un grand dynamisme.

Communiqué de Jil Jadid du 14/01/2020 : Le Président Tebboune reçoit Dr Djilali, Président de Jil Jadid

Ce mardi 14 Janvier, le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune a invité le Président de Jil Jadid, Monsieur Soufiane Djilali à un entretien sur la situation actuelle du pays et sur les perspectives de construction d'une nouvelle gouvernance.

L'entretien qui a duré 1h50, a permis un échange approfondi et sérieux sur toutes les questions sensibles.

M. Soufiane Djilali a insisté sur plusieurs points :

1) *La libération de l'ensemble des détenus d'opinion*, en citant les cas de Karim Tabou, Fodhil Boumala, Samir Belarbi et Abdelwahab Fersaoui, ainsi que tout autre détenu du Hirak. Le président de la République a affirmé qu'il suivait de près ces questions et que le processus judiciaire en cours permettra une libération rapide de celles et ceux qui sont en détention pour raison d'opinion.

2) Sur la question des *médias*, M. Soufiane Djilali a insisté *pour une véritable ouverture* et pour que les sites actuellement bloqués soient rapidement libérés. Le Président de la République a affirmé que ce dossier devra trouver une solution dans un proche avenir.

3) Concernant la Constitution, le Président de la République a confirmé que dès que son avant-projet sera remis par la commission chargée de sa rédaction, un très large débat sera ouvert, incluant la société civile et les partis politiques. Des débats contradictoires seront organisés par les médias audiovisuels publics, et ceux-ci ouverts à l'opposition.

A l'issue du débat, des amendements, des rajouts ou des changements consensuels seront pris en compte.

La forme du dialogue autour du projet de Constitution sera adaptée en fonction des propositions.

Concernant les changements proposés par la Présidence, il s'agira de diminuer les prérogatives du Président de la République, de renforcer le Parlement qui aura le pouvoir d'auditionner publiquement les ministres dans leur gestion et de censurer le gouvernement. Enfin, une séparation réelle sera opérée entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

M. Djilali a proposé de *clarifier les dispositions constitutionnelles pour délimiter le champ du pouvoir sécuritaire, séparer le militaire du civil*, tout en donnant les moyens à une sécurisation de l'Etat.

4) Le référendum pour la Constitution sera suivi d'un amendement de la loi électorale et une élection législative serait envisageable avant la fin de l'année en cours.

Plusieurs autres questions, sur la démocratie participative, la territorialisation du découpage administrative, la refonte du fonctionnement des collectivités locales et la mise en cohérence des régions pour un développement économique et citoyen ont été abordées.

Le Président de la République a réaffirmé que c'est grâce au Hirak que l'Algérie a pu se ressaisir et sortir d'une dérive dont les conséquences auraient été catastrophiques.

En conclusion, M. Djilali a espéré que les inerties qui ont bloqué jusqu'ici l'Etat algérien soient levées, que les engagements pris devant l'opinion publique soient réalisés. Les Algériens ont manifesté leur rejet de l'ancien système par un Hirak exceptionnel. Les Algériens attendent maintenant l'Etat de droit promis et les réformes palpables et réelles du mode de gouvernance.

Interview de Soufiane Djilali : « Ce que j'ai dit au président »

TSA le 15/01/2020 par Younès Djama

Qu'est-ce qui vous a décidé à accepter de rencontrer le chef de l'Etat ?

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid. Jil Jadid a été depuis toujours pour un dialogue de fond et sérieux avec le pouvoir. Je rappelle que cette position a été celle de Mazafran depuis 2014, et à partir du moment où le Hirak s'est mis en mouvement, il y a eu une première tentative à travers la Conférence de Ain Benian (6 juillet 2019, Ndlr) durant laquelle j'avais défendu le principe du dialogue.

Cela a aussi été systématiquement notre position. En dehors du dialogue, que reste-t-il ? Ceux qui prônent une radicalisation juste du point de vue romancier, je pense que ce n'est pas efficace. Maintenant, si certains ont la capacité de faire une révolution au sens de faire tomber le pouvoir et de le prendre à sa place, Jil Jadid ne s'inscrit pas dans ce sillage.

Quelles ont été vos impressions après votre rencontre avec le Chef de l'Etat ? Avez-vous ressenti une disposition de sa part quant à véritablement trouver une solution à la crise politique que vit le pays ?

C'est la première fois que je rencontre M. Tebboune en personne. Il a été très convivial et très à l'aise. Nous avons parlé très librement sans aucun tabou. Il était disposé à écouter et il m'a emblé tenir beaucoup au fait que l'opinion publique s'implique complètement dans le débat politique et particulièrement le débat à venir autour de la Constitution.

Le chef de l'Etat m'a confirmé que la première mouture qui sera remise par le comité d'experts sera transmise à l'ensemble de la classe politique, la société civile et les citoyens, etc., et que les médias seront ouverts au débat contradictoire. Il me semble qu'il (le président, NDLR) est dans une disposition d'esprit de recherche d'un consensus et qu'a priori il n'y a pas de limites rigides au débat.

Quels ont été les grands axes sur lesquels vous avez axé la discussion avec le président ?

J'ai essayé de demander des clarifications en ce qui concerne tout d'abord les détenus. Le président m'a confirmé que la grande majorité des détenus pour le port de l'emblème amazigh et ceux provenant du Hirak pour des raisons d'opinion ont été libérés. Il a fait remarquer qu'il n'y était, lui, absolument pour rien et qu'il n'est responsable qu'à partir du moment où il assume la responsabilité de l'Etat.

Concernant les personnalités que j'ai nommées : Karim Tabbou, Abdelouhab Fersaoui, Fodil Boumala et Samir Benlarbi, et d'autres aussi, le président m'a dit clairement que pour certains l'instruction était en voie d'être finalisée et que c'était à la justice de définir ce qui leur est reproché. En gros, le message était qu'il n'était pas lui en position d'ordonner quoi que ce soit à la justice qui devrait faire son travail. D'ailleurs, il m'a dit que le recours à la détention préventive était la règle alors qu'elle aurait dû être l'exception et que lui-même à titre personnel était plutôt pour que les citoyens aillent au tribunal en étant en liberté.

Avez-vous évoqué la question liée au blocage des médias ?

Absolument. Le président connaît le problème. Ce que j'ai pu comprendre c'est qu'il souhaite régler le problème rapidement, mais qu'il y avait un certain nombre de sites qui manipulaient surtout ceux qui sont hébergés à l'étranger et qui faisaient beaucoup de propagande. Mon sentiment est qu'on veut apaiser la situation, revenir à une situation de sérénité et vers une libération des médias.

Comment à Jil Jadid voyez-vous l'évolution de la situation dans le proche avenir à la lumière de ce que vous avez eu comme discussion avec le chef de l'Etat ?

Le président a réitéré son approbation pour ce qu'a été le Hirak. Il m'a dit que c'est grâce au Hirak qu'on est sorti d'un piège gravissime pour le pays. Il a explicitement dit qu'il voulait une participation citoyenne la plus large autant dans les débats aussi bien à court et à long terme, puisqu'il m'a parlé longuement de sa vision sur la démocratie participative avec probablement une nouvelle vision sur les Collectivités locales où il y a une plus grande implication du citoyen.

S'agissant du calendrier, je pense qu'on va aller vers un référendum d'ici le printemps ou au plus tard au début de l'été, et que probablement il pourrait y avoir une élection législative avant la fin de l'année.

Qu'en est-il de la révision constitutionnelle projetée ? Quelle est la vision de Jil Jadid ?

En ce qui nous concerne à Jil Jadid, nous réclamons un rééquilibrage des prérogatives des différentes institutions en faveur d'abord du Parlement sans aller vers un régime parlementaire mais où une Assemblée désigne par sa majorité un chef du gouvernement. Celui-ci peut être révocable par le Parlement.

Nous voulons aussi plus de pouvoirs pour les députés qui pourraient réellement auditionner les ministres sur leurs fonctions, nous voudrions aussi la séparation du pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif.

Nous souhaitons aussi une constitutionnalisation du rôle de l'institution militaire dans la dimension de la sécurité de l'Etat, de manière à faire définitivement une *séparation entre l'action politique et l'action militaire*.

Certaines voix disent que la révision de la Constitution est quelque chose de bien, mais s'inquiètent de la propension à retoucher ce texte fondamental comme cela été le cas par l'ancien pouvoir. Y a-t-il des garanties pour que cela ne se reproduise plus ?

Nous espérons que les inerties habituelles du pouvoir ne reprendraient pas le dessus et ne bloqueraient pas toute évolution. Il me semble que l'état psychologique du pays a changé et qu'il ne permettra plus un jeu malsain avec ses institutions. Je pense qu'il faut pousser vers ce changement et dans cette logique.

Il me semble qu'un blocage de positions sur une radicalité extrême ne jouera pas en faveur de cette évolution. *Il y a aujourd'hui une possibilité d'obtenir des concessions importantes pour l'Etat de droit*, il ne faut pas faire de l'excès de zèle ou de la surenchère. Il faut plutôt fructifier ce que le Hirak a pu fabuleusement réunir. Ce sont des conditions qu'il faut maintenant transformer en actes politiques et c'est à la classe politique de le faire.

Nous sommes face à la reconstruction d'une nouvelle gouvernance. Soit l'ensemble de l'opposition qui milite depuis des décennies s'impliquent réellement dans ce processus pour influencer le résultat soit elle reste en marge et ce serait dommage. Tous les pouvoirs vont essayer de se maintenir, si on les accule, ils maintiendront leur pré-carré mais si on les aide à transformer la donne et petit à petit à changer de système, je pense c'est cela notre rôle.

Interview de Soufiane Djilali. Président du parti Jil Jadid : « Certains se sont psychologiquement approprié le hirak »

El Watan du 23/01/2020 par NABILA AMIR

Dans cet entretien, Soufiane Djilali revient sur les attaques qu'il a subies après sa rencontre avec le président Abdelmadjid Tebboune et nie formellement avoir enfoncé les détenus d'opinion. Bien au contraire, il dit avoir dénoncé les arrestations. Il livre également sa vision du hirak et du PAD. Il pense qu'il aurait mieux valu que la classe politique agisse pour s'imposer dans cette situation par un rapport de raison et en assumant ses responsabilités. Pour Soufiane Djilali, accepter un dialogue ne signifie pas reconnaître à l'avance toutes ses conclusions.

Depuis votre entrevue avec le président Tebboune, vous subissez des attaques en raison, entre autres, de votre déclaration sur les détenus d'opinion. L'on vous accuse de faire de la surenchère au profit du pouvoir. Est-ce logique de demander aux détenus de démontrer qu'ils sont victimes et qu'ils n'ont commis aucun délit ?

Cette histoire est tout simplement absurde. Ma déclaration sur les détenus a été, bien entendu, manipulée. La bande vidéo existe, vous pouvez la visionner sur l'ensemble du passage. Il ne faut pas sortir une phrase de son contexte.

En réponse à une question de l'animateur radio, j'avais repris l'explication du Président sur la situation des détenus d'opinion sur laquelle je l'avais interpellé.

J'ai ainsi précisé, sur la foi des propos qui m'ont été tenus, que leur dossier, en cours d'instruction, allait être clôturé et que s'il y avait des charges autres que le délit d'opinion, les prévenus pourront démontrer publiquement leur innocence, c'est-à-dire que leur défense s'attachera à faire annuler les charges.

Où est le mal de dire cela ? C'est la procédure normale de tout procès, non ? Il ne faut pas confondre entre une explication de procédure et un discours politique. Etant entendu, par ailleurs, qu'un accusé est toujours innocent tant que le juge ne l'a pas condamné sur la base de faits avérés et prouvés et dans un procès juste et équitable. Pour ma part, je voudrais voir tous les détenus libérés immédiatement.

J'avais dénoncé publiquement leur arrestation et je continue à le faire. Tout le monde attend leur libération sans conditions. J'accepte tout à fait les critiques, mais pas les mensonges et l'invective. Sincèrement, cette histoire sent le relent de la malhonnêteté. Mais bon, on vous répondra qu'en politique tous les coups sont permis !

Mais qui a déformé vos propos ? Pourquoi et dans quel but ?

En fait, les profils et les pages des réseaux qui ont lancé l'opération sont bien connus. Depuis le début du hirak, ils font dans la surenchère et poussent à la violence. Ils avaient appelé à la désobéissance civile et au blocage physique des élections. Bien entendu, ces activistes « révolutionnaires » sont, pour la plupart, bien au chaud de l'autre côté de la Méditerranée. Cependant, il faut aussi expliquer pourquoi cette affaire a fait un buzz aussi important.

Pourquoi ?

Il y a en fait un faisceau de raisons, autant objectives que subjectives. Dès le départ, il y a eu une mauvaise évaluation des rapports de force sur le terrain et certains ont imaginé que le hirak allait tout balayer. Cela ne fonctionne pas ainsi. Je comprends parfaitement que les Algériens ne supportent plus le pouvoir dans ce qu'il représente de plus mauvais.

Ils ont envie de vivre dans la liberté et la justice. Le hirak représente cette chance historique pour tourner une page de notre histoire, faite d'humiliation, de prédation et de mépris du peuple. Trop de blessures sont encore ouvertes, trop d'injustice a régné sur ce pays. Les Algériens ont été tout simplement formidables depuis le 22 février.

Ils ont réussi à créer la dynamique du changement qui est devenu inéluctable. Et j'ose croire qu'il ne sera pas nié que Jil Jadid y a aussi contribué. Par contre, *il ne faut pas imposer de nouveau la pensée unique, c'est autodestructeur pour ceux qui s'y aventurent. Le hirak a voulu la démocratie, alors tout le monde doit accepter la pluralité politique.*

Au final, une fois que le feu de la passion s'apaisera, chacun verra que la voix de la raison conseille d'aller cueillir, pour le hirak, les premiers fruits au lieu de faire de la surenchère. Je sais que la confiance n'est pas là, mais il y a de bonnes raisons pour tenter de saisir cette chance historique de voir le pays évoluer vers la démocratie. Comme le dit l'adage : « Le mieux est l'ennemi du bien. » Chez nous, on dit : « Dja yessaa, ouaddar tessaa. »

Cette polémique a-t-elle fait du tort à votre parti ?

Absolument pas. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de nouvelles adhésions que nous enregistrons ces derniers jours. Et je peux vous garantir que ce sont des hirakistes pur jus, qui ont compris les enjeux et qui ont envie de contribuer à construire une nouvelle Algérie.

Alors que l'opposition et le hirak rejettent la main tendue de Tebboune, parce qu'il est mal élu, Soufiane Djilali répond favorablement à son invitation, qu'est-ce qui a motivé votre démarche ?

D'abord, *il est absolument faux de dire que le hirak refuse le dialogue. Oui, il y a dans le hirak ceux qui ont une position radicale et de refus systématique. Mais il y a une grande partie des Algériens qui ont fait le hirak depuis le 22 février et qui pensent qu'il est grand temps de trouver des solutions à la crise politique.*

Il y a une forme de mépris envers une grande partie du peuple. Pourtant, je peux vous assurer qu'il y a chez nos concitoyens de la pondération et du bon sens. Beaucoup devraient en prendre de la graine au lieu de s'autoproclamer « le peuple », tout en croyant le purifier en excommuniant tous ceux qui ne partagent pas leurs points de vue. Ils se sont psychologiquement appropriés le hirak et dictent, en son nom, les oukases. A ce rythme des choses et face à ces déplorables dérives, le pouvoir aura beau jeu.

Il va peu à peu reprendre des forces, stabiliser ses arrières politiques, se renouveler et au final, remporter la partie au détriment de partis politiques et d'une société civile, inconséquents. D'ailleurs, je n'exclus pas l'idée que les activistes les plus radicaux sont là pour occuper la galerie et couper la tête à tous ceux qui pourraient émerger, pendant que le pouvoir s'organise.

Les raisons sont simples. *A Jil Jadid, nous avons toujours fait la différence entre « régime politique » et « Etat ».* Aujourd'hui, le régime Bouteflika est bel et bien fini. Il s'est effondré et je peux vous donner toute une série de preuves tangibles. Les anciens relais politiques, FLN et RND, sont totalement disqualifiés. Le personnel politique des vingt dernières années est hors champ ou en prison.

De ce fait, un nouveau régime politique devra être construit. Il le sera avec le courant démocrate ou... sans lui. Nul n'est indispensable. Je crois qu'il aurait mieux valu que la classe politique agisse pour s'imposer dans cette situation par un rapport de raison et en assumant ses responsabilités. Il faut sortir du rapport de force. Plus que jamais, l'adage qui dit que « la politique est l'art du possible » s'applique ici.

Les entrevues entre Tebboune et les différentes personnalités entrent dans quel cadre : un dialogue ou des consultations ? Quel est l'objectif recherché ?

En ce qui me concerne, il s'agissait de simples consultations. Le Président voulait probablement prendre la température du milieu politique avant d'ouvrir un dialogue.

A l'issue de mon entretien avec lui, j'ai rendu public un long communiqué pour informer l'opinion sur son contenu. Voilà ce que je peux vous dire. Sinon, je crois qu'il est préférable de solliciter le Président lui-même sur ces sujets. Moi, je suis responsable d'un parti politique.

Mais après votre rencontre avec le Président, avez-vous constaté un semblant de changement sur le terrain ? A-t-il pris en considération vos propositions ?

Ecoutez, la situation est tellement compliquée que le changement ne peut venir que progressivement. Le pays a été laminé par le régime Bouteflika ; il faudra du temps avant de palper les choses concrètes. Il faudra tout reconstruire sur ce champ de ruines. Je peux vous assurer qu'être aujourd'hui au pouvoir est une très lourde charge et loin d'être une sinécure. Pour le reste, je ne peux pas vous dire si les propositions de Jil Jadid seront prises en compte ou pas. Nous ne sommes qu'un acteur parmi une multitude d'autres. De toutes les façons, accepter un dialogue ne signifie pas reconnaître à l'avance toutes ses conclusions.

Vous étiez contre la structuration du hirak. A votre avis, si celui-ci n'a pas de représentants, comment alors peut-il défendre ses revendications ?

La seule et unique façon de faire représenter le hirak, c'est de canaliser les nouvelles énergies citoyennes vers un travail organisé et structuré. Cela signifie que le développement des partis politiques ou la création de nouveaux dans un esprit démocratique est à l'ordre du jour. *Le renouvellement de la classe politique et la prise en charge des revendications du hirak se feront à travers de vraies élections, qu'elles soient législatives ou locales.*

C'est autour de 30 000 élus qui pourraient refonder l'action politique. Pour réussir ce pari, il faudrait que le dialogue aboutisse à une Constitution qui mette en place les fondations d'un Etat de droit avec des élections ouvertes. Nous n'en sommes plus très loin, pour peu que tout le monde, pouvoir et opposition, s'y mette.

Vous avez cependant dénoncé une tentative de monopolisation du hirak par un courant idéologique. Lequel ?

Vous savez, les mouvements populaires de l'ampleur du hirak génèrent des tensions internes compréhensibles. Très souvent alors, les mots d'ordre, les slogans et autres clameurs prennent les couleurs révolutionnaires. Dans ces situations, ce sont les idéologies marquées et radicales qui cristallisent les émotions.

Le « yetnahaou gaa » en est l'illustration. Au plan identitaire, le peuple algérien a subi beaucoup d'épreuves à travers l'histoire. Il n'a pas toujours su gérer sa diversité. Depuis l'indépendance, au lieu de rechercher l'équilibre dans la diversité, le pouvoir a préféré tenter d'homogénéiser la population sur des bases exclusives de langue et d'appartenance identitaire.

Nous subissons aujourd'hui le retour de flamme. Il y a des fractures graves dans la société, qui, il est vrai, cicatrisaient lentement ces dernières années, mais qui ont été brutalement réveillées par la manipulation idéologique durant le hirak. S'attaquer à l'emblème amazigh et stigmatiser une région est tout simplement irresponsable.

En retour, il y a un courant, que je qualifie d'extrême droite identitaire, qui est en train de prendre racine. Les attaques racistes fusent maintenant de tous les côtés. Il faut arrêter cela et au plus vite. Il faut passer de la conscience pré-nationale, sectaire, tribale et ethnique à une conscience nationale, citoyenne, tolérante et paisible.

Il n'y a pas de modernité possible sans une citoyenneté assumée. Or, celle-ci s'exprime dans le cadre de la nation. Le repli sur soi, la recherche de la domination et surtout la stigmatisation doivent être bannis. La religion et l'identité doivent se vivre à titre personnel et non pas comme un objet de prosélytisme.

Les forces du Pacte de l'alternative démocratique (PAD) appellent à des assises de la démocratie. Que pensez-vous de cette initiative ? Allez-vous y participer ?

Lors des précédentes rencontres du PAD, j'avais dit publiquement que j'y étais favorable. Jil Jadid n'a pas été invité. Aujourd'hui, si j'ai bien compris, ces partis refusent de reconnaître le Président et rejettent par avance toute idée de dialogue. Maintenant, s'ils réévaluent leur position, ce qui serait de mon point de vue plus sage, nous pourrions travailler dans le même sens.

Interview de Soufiane Djilali : « Refuser le dialogue, c'est rester dans la logique du rapport de force »

Reporters du 23/01/2020 par Nazim Brahmi

Reporters : Vous avez été reçu récemment par le président de la République dans le cadre des consultations qu'il mène pour la « concrétisation du processus de changement global ». Quels sont les enseignements que vous avez tirés de cette audience ?

Soufiane Djilali : Les conclusions pratiques de cette rencontre, nous les avons rendues publiques juste après. Sur le fond, il y a une volonté de créer des ponts de communication avec l'opposition. Le pouvoir a envie d'avoir des canaux d'échanges avec le Hirak, les partis

politiques et la société civile, en général. Ces consultations sont un pas pour élargir le dialogue politique.

Nous avons à ce titre toujours soutenu le principe du dialogue, à condition qu'il y ait une volonté de la part de toutes les parties. Accepter le dialogue ne signifie pas accepter toutes ses conclusions. A l'évidence, dans un dialogue, on peut aboutir à un accord comme on peut ne pas y aboutir. La situation actuelle du pays est tellement complexe qu'il n'y a aucune autre voie que celle du dialogue en vue de trouver une solution. Si on refuse de dialoguer, cela signifie qu'on reste dans la bataille du rapport de forces. Il est évident que personne ne veut de la violence. De ce fait, le dialogue s'impose de lui-même.

Mais quel sera le contenu de ce dialogue ?

Aujourd'hui, la crise que vit notre pays est multidimensionnelle et le dialogue, de notre point de vue, doit devenir constant pour aborder toutes les questions en suspens. Lorsque de nouvelles institutions seront élues, en particulier l'Assemblée populaire nationale, le dialogue sera ainsi transféré vers ces institutions. C'est à l'intérieur de ces institutions que se résoudront les différends politiques entre les représentants légitimes du peuple. Et c'est là qu'on constituera la légitimité des institutions et celle de l'action politique de façon générale.

Une nouvelle Assemblée pour contourner les difficultés de dialogue ?

Au fond, ce dialogue-là va parier sur le discrédit qui frappe une Assemblée que tout le monde qualifie d'illégitime. C'est d'ailleurs à cause de cette illégitimité que le dialogue se déroule en dehors des institutions de l'Etat. Mais il est certain qu'après l'amendement constitutionnel annoncé et le renouvellement des institutions, le dialogue reviendra à nouveau dans l'Assemblée.

Mais il y a le Hirak, comme acteur de la conjoncture, qui ne peut être mis à l'écart de ce processus de dialogue. Quel est votre avis à ce propos ?

Depuis le 22 février 2019, le mouvement populaire a réuni la grande majorité du peuple. Non seulement il a refusé le cinquième mandat pour l'ancien président de la République et demandé le départ du système en place, mais il a exigé aussi la démocratie et l'Etat de droit. De ce fait, le Hirak est pluriel, il n'appartient à personne. Par contre, tout le monde peut y appartenir. La meilleure façon pour que l'esprit du Hirak puisse rester, c'est que les Algériens s'organisent librement dans les partis politiques, les associations, les syndicats... Et s'ils ne trouvent pas leurs idéaux dans les formations politiques qui existent, ils doivent pouvoir s'organiser dans de nouveaux partis politiques. Au final, c'est l'ensemble de celles et ceux qui s'engagent dans l'action politique qui vont constituer la nouvelle classe politique. C'est ainsi que l'esprit du Hirak restera vivant.

Mais cette idée de dialogue avec le pouvoir suscite des oppositions. Comment l'appréhendez-vous à Jil Jadid ?

Ceux qui refusent le dialogue ont le droit de s'organiser en mouvement politique radical et de parler au nom de ceux qui refusent le dialogue, tout en acceptant que d'autres parties n'adhèrent pas à leurs choix. Je pense qu'une bonne partie des Algériens opposés au dialogue sont de bonne foi parce qu'ils n'accordent pas de confiance au pouvoir. Ils ont été par ailleurs trompés plusieurs fois par le passé. Mais, maintenant, le contexte général du pays a changé et il appartient désormais à la classe politique d'assumer les évolutions possibles. Ensuite, chacun est libre de faire son évaluation et de juger sur pièce.

Vous dites que le contexte a changé alors que d'autres courants politiques estiment le contraire. Sur quoi articulez-vous l'idée d'un contexte qui a changé ?

Il est normal qu'il y ait une différence dans la perception du contexte. Pour nous, à Jil Jadid, nous estimons que le changement psychologique introduit depuis le 22 février 2019, l'emprisonnement des figures symboliques du Bouteflikisme et l'effondrement du FLN-RND, sont des signes qu'une nouvelle phase s'ouvre devant nous. Pour ceux qui confondent régime politique et Etat, ils ne comprennent pas ces changements. *Faire partir un régime ne signifie pas détruire un Etat.*

Ne pensez-vous pas que les chances de ce dialogue risquent de s'affaiblir sans une évolution positive de la question des détenus ?

Jusqu'à présent, il y a eu un geste pour élargir la majeure partie des détenus d'opinion. Il reste quelques figures politiques toujours en prison, nous espérons leur libération le plus vite possible. Bien entendu, un élargissement rapide de tous les détenus renforcera l'option de dialogue.

Interview de Soufiane Djilali

TSA du 22/02/2020 par Hamid Guemache

DOSSIER SPECIAL. Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, revient dans un entretien, sur le 1er anniversaire du hirak, l'endurance du mouvement populaire, son bilan...

Les Algériens célèbrent ce samedi le premier anniversaire du Hirak. Comment avez-vous vécu la journée du 22 février 2019 ?

Intensément. Oui, j'en reste marqué émotionnellement. Cela faisait des mois, pour ne pas remonter à plus loin, que nous luttions en tant que Jil Jadid, avec d'autres bien sûr, pour que ce jour advienne. Le parcours a été laborieux et semé d'embûches. Jusqu'à ce qu'arrive ce jour mémorable.

Pour moi, le 22, c'est plusieurs choses à la fois. L'aboutissement d'une première étape du combat, mais aussi la preuve vivante que la société algérienne était apte à relever un défi historique.

Les éléments qui se mettaient en place confortaient notre détermination à faire partir le régime corrompu des Bouteflika et nous rassuraient, par ailleurs, sur les fondamentaux de notre analyse sur lesquels nous avons construit notre action politique.

Le 22 a été une libération psychologique et un moment d'intense bonheur pour les Algériens. Je l'ai vécu, en compagnie de mes proches et de mes amis politiques comme un événement majeur de ces 20 dernières années.

Quel bilan faites-vous de cette première année de mobilisation ?

Cela dépend de la perspective que jauge notre regard. Sur le court terme, il y a eu à l'évidence des avancées notables. Faut-il rappeler la chute des Bouteflika, de leur clan ? Et depuis, le nombre de figures symboliques de l'ancien régime qui se retrouvent en prison ? Le sentiment d'impunité qui régnait chez les gouvernants s'est évaporé. Plus personne ne se sent protégé par un parrain. Les ministres, les walis et autres donneurs d'ordre vont désormais réfléchir à deux fois avant de s'impliquer dans des opérations douteuses. Sur un plus long terme, c'est le changement du climat politique qui va avoir d'énormes conséquences. Le peuple, trop longtemps marginalisé, a repris son rôle. Il fait maintenant parti de l'équation. Il y a une opinion publique agissante et son influence sera considérable dans l'avenir.

Le revers de la médaille, c'est que, en dehors des promesses, il n'y a pas encore, pour le moment et concrètement, un nouveau régime politique qui réponde aux aspirations populaires et qui soit légitimé par des élections incontestables. Bien entendu, il faut un peu de patience. L'effondrement du régime Bouteflika a laissé l'État algérien en ruine. L'absence de confiance et même la défiance entre le peuple et les dirigeants en est le plus gros handicap. Les Algériens ont été par le passé, trompés, volés, opprimés, marginalisés... Comment voulez-vous qu'ils acceptent en un laps de temps aussi court de redonner quitus à quiconque ? Il faudra gagner leur cœur, acte après acte. Il faut leur redonner leur dignité et la considération qui leur revient de droit. C'est un processus qui demandera du temps et des efforts. C'est alors qu'un nouveau régime se mettra en place. Il n'y aura pas de salut en dehors de cette voie.

Concrètement, qu'est ce qui a changé en Algérie depuis le 22 février 2019 ?

L'atmosphère du pays a changé. Les gens parlent librement, parfois même à l'excès. Ils ont été trop longtemps bâillonnés et même humiliés dans un passé si proche. Ils ont aujourd'hui besoin de s'exprimer, d'extérioriser leur colère refoulée.

Il y a également une résurgence de la mémoire collective. Le passé est convoqué sans complexe. Les héros de la nation sont réhabilités. Une nouvelle confiance en soi s'installe. Ce que je dis relève de l'immatériel mais ce sont des éléments essentiels pour relancer la motivation et l'ambition collectives.

La libération de la parole doit maintenant se transformer en action politique utile, c'est ainsi que nous construirons notre démocratie.

En tous les cas, les Algériens s'informent, veulent comprendre, cherchent à agir. Je vois d'ailleurs, de plus en plus, des initiatives citoyennes pour l'environnement, la solidarité et pour beaucoup d'autres actions. Quotidiennement, des jeunes viennent m'en parler. Si toute l'énergie générée par les marches pouvait être canalisée vers des actions concrètes, alors la citoyenneté s'épanouira, au profit de tous. C'est l'atout maître que le Hirak vient de mettre à la disposition de l'Algérie.

Malgré quelques tensions, le pays se réconcilie progressivement avec son identité et son histoire lointaine. Cela donnera une profondeur à ses origines, à son identité et à sa mémoire collective. La femme algérienne accède de mieux en mieux à l'espace public, à la parole et à la responsabilité.

Sur un plan plus factuel, les 4B ne sont plus là, et une ligne gouvernementale bien plus ouverte est en cours d'installation. On pourra bientôt établir les premiers bilans. Ayons la patience de voir venir les choses.

Qu'est ce qui aurait pu changer en une année mais qui n'a pas été atteint ?

Le consensus politique. On aurait pu, après le départ de l'ex-Président, ouvrir un vrai dialogue entre tous, trouver des solutions consensuelles, apaiser les esprits et mettre en route les véritables réformes dont avait besoin l'Algérie. Malheureusement, les crispations, les calculs politiques, les intérêts et probablement aussi les manœuvres des tentacules de l'ancien régime étaient là pour tout bloquer. Bien sûr que le premier responsable de cet état de fait était le pouvoir d'alors. Il n'a pas su parler au peuple et encore moins le convaincre de sa bonne foi. Mais bon, on ne va pas se focaliser sur les erreurs du passé, sinon pour les éviter une autre fois à l'avenir ; l'essentiel maintenant étant de sortir rapidement de ce guêpier.

Le pouvoir dit qu'une bonne partie des revendications du hirak ont été satisfaites. Êtes-vous d'accord ?

Oui et non. Le 22 février, les Algériens voulaient faire tomber le 5e mandat, voir partir les Bouteflika et leur clan, et avoir enfin un État de droit dans un cadre démocratique. Aujourd'hui, nous sommes au milieu du chemin. Le régime Bouteflika est bel et bien fini, mais nous n'avons pas encore l'État de droit et la démocratie. Je dois être honnête avec vous et rajouter : j'ai grand espoir que l'on y arrive. La détermination du Hirak, sa persistance et sa puissance ne peuvent que pousser dans le bon sens. Nous l'avons vu ce 53e vendredi. Les nouvelles générations, mieux armées intellectuellement que les précédentes, finiront par emporter le combat. Il faut, cependant, prendre en considération le facteur temps. Personnellement, je suis pour l'évolution et non pas pour la révolution. C'est une question de tempérament peut être mais surtout d'efficacité et de sécurité. Les révolutions peuvent réussir mais dérapent très facilement. L'évolution est moins spectaculaire, demande plus de temps mais au final elle permet de bien meilleurs résultats. Mais je l'admets volontiers, l'appréciation peut être discutée.

Vous préférez l'évolution à la révolution. Justement, les Algériens manifestent pacifiquement chaque vendredi et mardi depuis une année. Comment expliquez-vous cette endurance ?

Elle est exceptionnelle. Sincèrement, je n'imaginai absolument pas cette résilience. Vous savez, les Algériens ont trop enduré. Ils ont été profondément humiliés par la gouvernance de Bouteflika. Cela faisait au moins 15 ans, c'est-à-dire les trois derniers mandats, que le climat politique était devenu insupportable. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions non plus. Il y a un moment où la contestation risque de s'affaiblir. Le pouvoir va gagner progressivement des pans entiers dans l'opinion publique. Objectivement, il en a maintenant les moyens. C'est pour cela qu'à Jil Jadid, nous souhaitons arriver à un compromis tant que le Hirak est présent. Cela aurait un double effet, disons un contrat moral gagnant-gagnant. Le Hirak fera passer l'essentiel de ses revendications par le dialogue tout en stabilisant rapidement les structures de l'État. Je pense, et cela reste un avis qui n'engage que moi, que le Président Tebboune est prêt, pour de multiples raisons, à faire des gestes.

Les décisions les plus importantes vont être tranchées durant les trois mois à venir. J'ai bien peur que si nous ratons ce cycle, le Hirak se délité et nous reviendrons, par inertie, à l'ancien mode de gouvernance. La responsabilité de la classe politique est ici engagée.

L'Algérie n'a pas sombré dans la violence, contrairement aux prévisions de certains à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Notre pays est-il définitivement à l'abri du chaos ?

Le pacifisme des Algériens a été remarquable. Comme si, dès le 22 février, il y a eu des règles posées pour empêcher tout dérapage, puis les manifestants les ont adoptées définitivement. Je voudrai rajouter une remarque : quels que soient les reproches que nous pouvons faire au pouvoir pour sa gestion, il faut lui reconnaître le fait qu'il n'y a pas eu de dérapage répressif. J'imagine que si l'ancien régime était encore là, le « management » du Hirak aurait été tout autre.

Maintenant, je crois que le plus dur est derrière nous. Il faut maintenir vaillamment ce pacte tacite de « non-agression », jusqu'à un retour complet à la normale. Toute transgression, d'un côté comme de l'autre pourrait lancer une étincelle et mettre le feu aux poudres.

Le Hirak a-t-il échoué, comme le soutiennent des intellectuels et une partie de l'opinion ? Faut-il le structurer ?

Échoué ? Absolument pas. Au contraire, le Hirak est une réussite exceptionnelle. Je sais, vous faite un clin d'œil à l'écrit d'un intellectuel émérite. Il a été très largement attaqué sur une interprétation erronée de son écrit. Il n'a fait qu'accomplir son rôle, celui d'un stimulateur de la réflexion. Il a usé de la liberté d'expression que nous sommes tous censés défendre pour

essayer de faire prendre conscience aux Algériens les risques encourus par le Hirak s'ils devaient suivre certains radicaux autoproclamés porte-parole du peuple.

Il y a de mon point de vue, unanimité à dire que le Hirak est grand vainqueur. Ce sont les nihilistes et surtout ceux qui profitaient du régime corrompu, qui pensent que le Hirak est un échec. En réalité, ils souhaitent et travaillent pour le pourrissement de la situation.

Quant à la structuration du Hirak, je réitère la position de Jil Jadid. Oui, il faut se structurer mais chacun dans l'organisation de son choix, dans la pluralité, pas dans la pensée unique. Par contre, parler au nom du Hirak est tout simplement une usurpation. Moralement, c'est indécent et politiquement dangereux. La manipulation idéologique brisera l'unité du mouvement et dispersera le peuple. Lorsqu'on a été le produit du Hirak, on ne peut pas en devenir le maître !

La présidentielle du 12 décembre, qui a été rejetée par le Hirak, a-t-elle permis d'avancer vers une sortie de l'impasse politique dans laquelle le pays est plongé depuis plusieurs mois ?

À Jil Jadid, nous avons dit, dès septembre, que cette élection allait se dérouler dans de mauvaises conditions et qu'elle allait compliquer la situation. Je ne vous cache pas que la volonté divine a évité au pays des complications dont les conséquences auraient pu être particulièrement complexes. La politique est ainsi faite que des éléments inattendus peuvent influencer le cours de l'histoire. Aujourd'hui, l'armée s'est repliée sur ses prérogatives. Elle est en train de faire sa mue. Il n'y a plus les figures controversées des années 90 et de l'ère Bouteflika. Il y a de jeunes générations d'officiers supérieurs qui sont des techniciens, pas des politiques. Il faut arrêter de jeter aux gémonies l'armée qui finalement joue un rôle prépondérant, pour des raisons historiques, dans la stabilité de l'État. Le démantèlement des services de sécurité depuis 2013, puis le lynchage systématique de l'institution militaire de la part de personnes inconscientes est tout simplement dangereux pour l'Algérie. Parfois, sincèrement, je me dis qu'il y a vraiment des manipulations orientées. Je ne suis pas adepte du « complotisme » mais certaines attaques révèlent un anti-militarisme primaire ou alors une naïveté déconcertante. Ce que je dis n'absout pas certains militaires dont la corruption était devenue d'une insolence haïssable.

Je ne sais pas si le Président Tebboune, en instituant le 22 février, « journée de la fraternité entre le peuple et son armée », réussira à changer l'image de cette institution. En tous les cas, il faut, comme pour les Américains, les Chinois ou les Russes, faire très attention à ces questions. Certains, au nom de l'idéal démocratique font le jeu de l'affaiblissement de l'immunité du pays. Il faudrait qu'ils méditent un peu ce qui advient de ces peuples naïfs qui pensaient qu'en détruisant leur armée ils allaient devenir libres et heureux !

Pour le reste, il semblerait qu'une réforme importante de la Constitution nous attend. Nous n'aurons pas à trop patienter pour voir la première mouture pour juger de sa pertinence. À Jil Jadid, en plus des réformes sur l'indépendance de la justice et les équilibres des pouvoirs, nous sommes pour l'idée de clarifier, dans le texte, les prérogatives d'un pouvoir sécuritaire inévitable et vital, tout en instituant une incompatibilité des missions du militaire avec la gestion civile du politique.

Justement sur la Constitution, le président Tebboune a initié un dialogue avec les personnalités politiques. Vous l'avez rencontré. A-t-il suivi vos recommandations ?

Ce serait présomptueux de ma part de dire qu'il a suivi mes recommandations. Le Président Tebboune, mais aussi son entourage, sont probablement arrivés aux mêmes conclusions que beaucoup d'Algériens dont les militants de Jil Jadid. Lors de ma rencontre avec lui, j'ai voulu simplement réaffirmer ce que tout le monde disait. Libérer les prisonniers d'opinion, les

médias et l'activité politique. En me recevant, il devait très bien savoir le message que je portais. Peut-être avait-il besoin que l'opposition le soutienne ainsi sur ces questions ?

Le fait est qu'aujourd'hui, les médias retrouvent leur liberté. Je suis content d'ailleurs pour votre site, TSA, qui redevient enfin accessible à tous les Algériens. La promesse qu'il m'avait faite à ce sujet a été tenue. J'ai aussi vu qu'il y a eu, ce jeudi, une rencontre entre les professionnels des médias électroniques et le gouvernement. Hier vendredi, la télévision publique a donné des images de la marche dans la capitale. Le ton devient de plus en plus libre. Espérons qu'au-delà des promesses et des premiers gestes, cela augure vraiment d'une nouvelle ère.

Vous avez évoqué la crise et ses origines, mais que faut-il faire pour la résoudre ?

Dialoguer, parler, communiquer, écouter, convaincre. Bien sûr qu'il est plus facile de dire cela que de le faire. Nous-mêmes en tant que classe politique, il nous est parfois difficile de s'entendre. Voyez, en tant que démocrates, nous n'arrivons pas à accorder nos violons. Imaginez les difficultés avec un pays en pleine crise de confiance, ballotté par des enjeux qui souvent le dépasse et dont les tireurs de ficelles ne sont pas toujours identifiés.

Pour sortir définitivement de la crise, il faut avoir des institutions fortes, donc légitimes. Il faut des femmes et des hommes de bonne volonté pour animer une vie politique saine. À ce sujet, le Président vient de confirmer sur une chaîne de télévision étrangère, ce qu'il m'avait dit à propos des élections législatives. Elles sont prévues pour la fin de cette année.

Si la réforme constitutionnelle emporte un consensus populaire et que les élections législatives qui suivront seront honnêtes, alors le pays sera définitivement mis à l'abri des soubresauts.

Tout le monde est impatient de voir l'Algérie retrouver sa stabilité et sa sérénité. Le moment est venu de se mettre tous au travail. Rassembler le peuple, non pas d'autorité mais par des mécanismes démocratiques doit être un objectif stratégique. Tous les Algériens doivent être naturellement associés à la gestion de leur pays.

Il faudra donc avancer à pas sûr, sans confondre vitesse et précipitation. Il faut que le peuple s'approprie ses institutions et qu'il prenne en main, en toute conscience, son destin.

Interview de Soufiane Djilali : « Le pouvoir tarde à montrer concrètement ses intentions »

TSA du 11/03/2020 par Younes Djama

Dans cet entretien, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, commente l'actualité nationale marquée par l'épidémie du coronavirus, les arrestations des activistes et des journalistes qui couvrent le Hirak et les répercussions de la chute des prix du pétrole sur l'économie nationale.

L'Algérie a recensé 20 cas confirmés de coronavirus (Covid-19). Les mesures prises par le gouvernement sont-elles suffisantes pour faire face à l'épidémie ?

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid. Les mesures qui peuvent être prises pour lutter contre l'épidémie du coronavirus dépendent directement des structures sanitaires et du système de santé existants.

Pour le moment, l'épidémie n'a pas pris de proportions alarmantes mais si elle devait s'amplifier, il y aurait de quoi avoir peur. Notre système de santé n'est pas en mesure d'y faire

face. Pour le peu de personnes mis en quarantaine, le pays n'a pu leur offrir des conditions d'hébergement correctes dans les structures sanitaires.

Il faut comprendre que l'opération est encore maîtrisable, s'il ne s'agit que d'isolement de personnes positives qui portent le virus mais sans symptômes pathologiques. Par contre, c'est en cas d'un nombre important de malades que la situation peut devenir intenable. Si vous avez 20% de porteurs du virus qui ont des problèmes respiratoires graves et que l'épidémie touche des milliers de personnes, je vous laisse imaginer les conséquences.

Actuellement, le taux de mortalité varie d'un pays à l'autre. Il va de 1,5% à près de 8% voire 10% dans certaines situations. Cette différence est probablement due au niveau de prise en charge des malades symptomatiques en fonction des disponibilités humaines et matérielles.

Un pays démuné en infrastructures sanitaires suffisantes ne pourra pas mettre tous ceux qui en auraient besoin en réanimation respiratoire, par exemple. Des pays réputés développés sont en grande difficulté.

Je ne connais pas tous les détails des mesures d'urgence prises par le ministère de la Santé mais il est évident que la situation concerne des institutions bien au-delà de ce seul département. En un mot, le pays n'est pas prêt pour faire face à une grave épidémie. Espérons que les conditions climatiques qui règnent en Algérie seront une barrière efficace pour empêcher une propagation rapide du virus.

De ce fait, ce sont les mesures prophylactiques qui devront primer. Il y a la sensibilisation sur l'hygiène en général, ensuite se poseront des questions éminemment politiques sur les risques de contamination par contact. Bien évidemment, ça touchera les grandes réunions publiques, dans les stades, les transports publics, etc.

Quelles conséquences aura la chute des prix du pétrole et sa corrélation avec le coronavirus, si les deux devaient durer dans le temps, pour l'Algérie ?

La chute du prix du baril de pétrole est en lien direct avec la baisse de l'activité économique et celle-ci est, à son tour, liée à l'épidémie. La production en Chine a baissé de 50% et d'autres pays, l'Italie, la France, l'Allemagne et d'autres vont également entrer en récession. La baisse de la consommation du pétrole est donc corrélée au coronavirus.

Cette situation risque d'être dramatique pour un pays comme l'Algérie. Le pays va devoir s'adapter, dans la douleur probablement. Or, la situation politique est instable. Les Algériens doivent maintenant penser à leur unité et surtout à comment relever le défi. Le monde est dans une dynamique chaotique. Je ne vous cache pas que ma hantise est le comportement irresponsable de certains cyniques qui pensent qu'ils peuvent profiter d'un désastre économique dont le peuple sera le plus grand perdant. Je rajoute une note plus optimiste : dans le contexte actuel, l'exploitation des gaz de schistes devient tout simplement illusoire.

En réalité, je n'ai pas trop envie de revenir sur les erreurs stratégiques, politiques et sécuritaires pour notre pays, sinon pour dire : bravo Monsieur Bouteflika et vos hommes, vous devez être contents de vos résultats !

Au moment où le pouvoir politique qualifie le Hirak de « béni » et inscrit les marches populaires et la poursuite de la mobilisation citoyenne dans le registre de la démocratie et de la liberté d'expression, des journalistes et des activistes se font encore embarquer. Comment expliquez-vous cette ambivalence ?

Votre question est à plusieurs niveaux. Le Hirak a incontestablement changé la donne et personne ne peut nier qu'il a pu finalement renverser un régime dont la corruption matérielle

et morale a dépassé tout entendement. Tout l'enjeu maintenant est de savoir quel régime le pouvoir a l'intention de construire.

Il y a des tensions à tous les niveaux. A mon avis, le pouvoir est traversé par des questionnements et à l'évidence par des intérêts. Ceux qui ont grandement profité du régime précédent ont intérêt également à créer le pourrissement pour mieux se protéger, voire se replacer. Je persiste à dire qu'il y a les « orphelins du bouteflikisme » qui sont bien actifs.

Le Hirak est devenu autant un enjeu idéologique et politique qu'un enjeu de pouvoir et d'intérêts. Il n'y a pas de doute que les « hirakistes » sont de bonne foi et veulent un changement radical. Seulement, aucune représentation n'a pu émerger même dans la pluralité. Le sentiment qui commence à se répandre est qu'au final, il n'y a aucune solution concrète qui est proposée sinon la poursuite des manifestations le vendredi et maintenant d'autres jours de la semaine. Il y a comme une préparation à une désobéissance civile qui ne dit pas son nom. Au profit de qui ? C'est le moment d'écouter la voix de la raison.

De l'autre côté, le pouvoir tarde à montrer concrètement ses intentions. Le sentiment assez général est que rien n'a encore changé. La communication officielle est restée dans la tradition du régime. L'ouverture des médias est très timide. Le gouvernement lui-même, qui a eu au début un préjugé plutôt favorable auprès d'une partie de l'opinion, semble muet, sans initiatives significatives. Il ne propose rien qui entraîne l'acquiescement de l'opinion.

Depuis deux mois, le pouvoir entre, peu à peu, dans une forme de lassitude, d'inhibition face aux problèmes, face au hirak, face à l'opinion publique. Il aurait fallu, à mon sens, prendre le taureau par les cornes. Les Algériens attendent des gestes forts et des paroles de vérité. J'espère qu'il ne s'agit que d'un passage à vide et que très vite les préoccupations des Algériens soient prises en charge, tant dans les domaines socio-économiques que politiques.

Le traitement des manifestations par la répression et par les arrestations n'est pas indiqué. Si un citoyen quelconque commet des actes répréhensibles au vu de la loi, alors il doit en être responsable. Mais arrêter un journaliste dans l'exercice de son métier le jour d'une manifestation ne peut pas être compris.

Tout le monde sait que le Hirak n'est pas homogène, que des intérêts politiques et idéologiques sont derrière certaines initiatives. Cela devrait inciter le pouvoir, s'il est convaincu des objectifs qu'il a lui-même fixés, c'est-à-dire l'édification d'un Etat de droit et la démocratie, à agir avec compréhension et magnanimité. Les Algériens ont été trop longtemps trompés et abusés pour qu'ils fassent confiance aussi facilement. C'est au pouvoir de réussir à convaincre. C'est parfois dur, parfois ingrat, mais n'est-ce pas là la rançon du succès ?

Le wali de Mostaganem a présenté ses excuses pour des propos humiliants à l'égard de citoyens de cette wilaya. On croyait ces pratiques parties avec l'ancien régime...

Un wali n'a pas le droit de se comporter ainsi. Il aurait fallu, à mon avis, lui demander de remettre immédiatement les clefs. Mais au-delà de l'incident se pose la question du rôle et des prérogatives de ces administrateurs-fonctionnaires. Un wali est un peu un président de la wilaya. Il doit être représentatif des habitants. La fonction de wali devrait être cantonnée aux services de l'Etat, de l'administration. C'est au président élu de l'Assemblée de wilaya que doit revenir la fonction politique.

Il n'y aura pas de démocratie sans passer par une refonte globale et profonde des codes de wilaya et de communes. Après la Constitution, il faudra sérieusement penser à entamer les grandes réformes de l'Etat et de ses administrations en considérant cette fois-ci la dimension citoyenne des Algériens.

Communiqué du 20 mars 2020 : C'est maintenant qu'il faut penser l'après-crise !

La crise sanitaire due à la pandémie que nous vivons aura des conséquences profondes sur le fonctionnement du monde. La réalité est que l'apparition du coronavirus est arrivée alors que le système mondial montrait des signes alarmants sur ses faiblesses et que sa fiabilité était remise en cause.

La dislocation géopolitique était déjà en marche, le Brexit en étant le symptôme le plus apparent concernant l'Europe, qui est, aujourd'hui, dans une spirale de « désolidarité » et de « détricotage ».

La mondialisation et le néolibéralisme sont aujourd'hui au banc des accusés. Les contradictions internes à ces logiques sont devenues insupportables pour les peuples du monde entier. Un retour au nationalisme, parfois au chauvinisme est devenu la panacée des politiques dans les pays qui ont été les chantres de ces idéologies.

A la faveur de la pandémie actuelle, le repli sur l'Etat-Nation devient un fait, les grands ensembles multiétatiques vont se défaire au moins en partie et les nations retrouver une part de leur souveraineté perdue. Le corona a été l'élément déculpabilisant pour déclencher dans les faits le retour vers un statu quo ante.

Dans ces mouvements brutaux de reflux de la mondialisation, le risque d'un effondrement systémique du système financier, d'un désordre économique et commercial international et d'une crise énergétique profonde devient extrême. Des tensions politiques y compris des conflits armés deviennent envisageables.

C'est à l'intérieur de l'univers de ces contraintes que l'Algérie doit penser son avenir.

Que faire ?

Il est impératif d'accélérer les réformes politiques pour assoir une légitimité de la direction du pays et rétablir une unité nationale mise à mal par l'ancien régime,

De consolider l'autorité de l'Etat et de mettre une organisation politique, administrative et sécuritaire au diapason de la demande populaire, soit l'Etat de droit et la démocratie,

D'intégrer dans une structure, au plus haut niveau du pouvoir d'Etat, les domaines de développement à long terme, transcendant les mandats électoraux à tous les niveaux.

L'objectif est de mettre en place des politiques sur 20 à 30 ans touchant aux domaines en rapport avec la sécurité nationale, au sens large (sécurité alimentaire, sanitaire, territoriale, énergétique etc...). Ces politiques devront être approuvées par les dirigeants politiques en un consensus national et ne pas être remises en cause lors des alternances démocratiques.

Avec quels moyens ?

L'Algérie possède des moyens exceptionnels dans tous les secteurs. Elle manque cruellement, en revanche, d'une vision à long terme et d'une volonté politique et d'un système de légitimation populaire de ses dirigeants.

Une fois les réformes politiques mises en place, l'appareil d'Etat devra être mobilisé pour accompagner et réguler prioritairement les secteurs productifs primaires (agriculture, agro-industrie, PME/PMI, services), créer un tissu sanitaire fiable, réaménager l'occupation du territoire. L'objectif de survie étant de diminuer le plus vite possible la dépendance aux importations des divers produits dont le pays a besoin.

Sur le plan financier, l'Algérie pourrait bénéficier d'un rebond inattendu du prix du pétrole dans les prochains mois. En effet, la faiblesse actuelle du prix du baril de pétrole met en très grande difficulté l'industrie du schiste, déjà déficitaire et très endettée, qui risque de ne pas s'en relever au moins pour une bonne partie d'entre elle. Celle-ci concerne plus de 70% de la production américaine. Une fois la reprise économique installée, à la fin de la crise sanitaire, le monde pourrait de nouveau expérimenter la rareté de l'or noir. Les cours du brut remonteront vers des valeurs confortables d'ici un à deux ans au plus tard. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire la politique de certaines puissances pétrolières.

En attendant, l'Algérie doit gérer au mieux la crise sanitaire actuelle et en sortir avec le moins de dégâts possibles. Tant sur le plan humain que sur le plan économique. Des mesures de sauvegarde doivent être prises par le gouvernement pour préserver tout outil productif. Les entreprises non commerciales, tous statuts confondus, doivent être soutenues et aidées. Il est impératif de maintenir fonctionnels les circuits de production même à bas rythme. La reconstruction du tissu industriel devra s'appuyer sur un capital déjà établi.

Il reste que la confiance avec le peuple doit être rétablie et au plus vite. La lutte contre la corruption doit être maintenue, l'ouverture des médias et du champ politique renforcées dans le cadre d'un pacte politique avec l'ensemble de la société politique.

Il est l'heure de travailler pour une véritable union nationale.

Communiqué de Jil Jadid du 24/03/2020

La nouvelle condamnation de Karim Tabou par le tribunal en appel n'est ni compréhensible dans le fond ni acceptable dans la forme.

Selon le témoignage de nombreux avocats, le procès a été programmé à l'insu du prévenu et s'est déroulé sans la présence de ses avocats et en dehors du respect de la loi.

Le verdict qui aggrave celui de première instance est d'autant plus choquant que les enfants, la famille et les proches de Karim Tabou s'apprêtaient à le retrouver libre dans les heures qui suivent.

Au moment où le pays avait besoin de retrouver sa sérénité, d'unir ses forces pour lutter contre l'épidémie et surtout de tourner la page de l'arbitraire pour construire enfin un Etat de droit, cette décision du tribunal et la manière avec laquelle elle a été prise est tout simplement une provocation.

Cette façon de faire n'aide pas à créer un climat de confiance dans le pays et à renouer avec une action politique saine et transparente. Cela va, à l'évidence, à l'encontre de la promesse du dialogue et de l'apaisement.

Les autorités supérieures du pays sont interpellées pour intervenir au plus vite et ramener de la sérénité aux citoyens et de la miséricorde dans les cœurs.

Tribune de Zoheir Rouis : « Qu'ils aimeraient bien sonner l'hallali ! »

Jiljadid.org 30/05/2020

Certains esprits, activistes virtuels, bien éloignés du terrain, et probablement trompés par une notoriété faite de centaines, voire de milliers d'amis tout aussi virtuels, ont repris, de manière étrangement concertée, et au mot près, du service pour cibler JilJadid et son président, Soufiane Djilali.

Dans un hymne collectif à la haine, les voilà donc organiser le déversement d'insultes, de calomnies et de mensonges dans une forme d'orgie jouissive, pour jeter aux chiens l'honneur d'un homme et celui de militants sincères et engagés pour leur pays.

Certains sont clairement aveuglés par l'étroitesse de leur champ de vision, d'autres par leur haine, quand d'autres sont clairement devenus des instruments conscients, ou inconscients pour les plus naïfs d'entre eux.

Tous, n'hésitent sur rien et ne ménagent pas leurs efforts, non pas pour agir de manière constructive et proposer au pays une issue réaliste et opérationnelle, mais pour désinformer, sortir de leur contexte, voire dénaturer les propos pourtant claires et sans nuances de JilJadid. Certains ont publié chacun pas moins de 5 à 8 post en moins de 12h pour marteler des éléments de langage préfabriqués !

Peine perdue pour ceux qui ont voulu sonner l'hallali !

JilJadid, fidèle à lui même, à ses valeurs, à ses principes fondateurs et à sa stratégie de sortie de crise pour le pays, continuera à rester en prise avec le réel pour porter et défendre ses propositions et son projet de société, sans faire dans l'abject, le nihilisme ou le commerce politique de tel ou tel combat démocratique !

#JilJadid, qui n'est pas un parti tenu par les quotas de députés, les sièges ou les subventions du régime, est libre et maître de ses positions.

Ses militants sont tous pleinement et résolument engagés et solidaires entre eux et avec leur président !

Interview de Soufiane Djilali : « Je m'opposerai à quiconque veut détruire l'État, intentionnellement ou non »

El Khabar du 05/04/2020 par Mohamed Sidmou

L'Algérie vit une crise sanitaire causée par la propagation du Corona virus. Pensez-vous que les mesures prises par le gouvernement sont à la hauteur des risques encourus ?

Il est évident que l'Algérie n'était pas prête à une telle crise sanitaire. Elle n'a ni les moyens humains ni matériels malgré la volonté de son corps médical ou des autorités politiques. Rajoutez à cela un abandon de la gestion du pays depuis 30 ans au moins. Dix ans de guerre civile et 20 ans de gabegie et de corruption totale se payent. Concernant les mesures proprement dites, elles vont dans le sens de minimiser les conséquences. Il fallait le confinement, l'interdiction des regroupements, la mise en place du traitement à la chloroquine, cela a été fait. Il faut prendre d'autres mesures : isolement des centres de soin pour les malades infectés par le corona, préparer des hôpitaux de campagne, mobiliser tous les moyens humains. Tout cela est plus facile à dire qu'à faire mais le pays n'a pas le choix.

Le président a lancé un projet de révision de la constitution qui devait être discuté ces jours-ci. Quelle est la meilleure approche de ce projet dans le contexte de crise sanitaire actuelle ?

Il est clair que les débats prévus à cet effet ne peuvent avoir lieu pour le moment. L'adoption d'une nouvelle Constitution, sera un moment décisif pour notre avenir. Elle doit être le résultat d'un large consensus. Un vrai débat public est incontournable. Cette étape déterminera la suite des événements : soit la mise en place d'un nouveau régime politique dans le cadre d'un Etat de droit, soit le retour aux anciens schémas qui ont systématiquement mené à l'échec.

Dans votre dernier communiqué, vous avez appelé à la nécessité de bâtir un consensus national pour sortir de la crise. Pouvez-vous expliquer cette idée et la différence entre votre appel et les initiatives du même nom dans l'arène ?

Dans ce communiqué, Jil Jadid avait expliqué que le monde, du fait de la pandémie, était entré dans une nouvelle phase. La mondialisation est remise en cause, l'union européenne est en plein reflux et l'approche du libre-échange et du néolibéralisme sera forcément remise en cause. L'équilibre même des forces géopolitiques est remis en cause. Dans cette situation, Jil Jadid a précisé que dans ces phases de l'histoire, les Algériens doivent rester unis. Cela n'a pas de relation avec une quelconque initiative politique et encore moins dans l'esprit d'une union autour du pouvoir telle que cela a été proposé par d'autres partis. A ce titre, je rappelle que Jil Jadid a précisé, dès le 17 décembre, qu'il ne fera partie d'aucun gouvernement et d'aucune structure du pouvoir avant des élections justes et transparentes d'un Parlement, enfin démocratique. L'unité des Algériens doit se faire autour d'une démarche politique.

Après une période de calme, il a été observé la reprise des arrestations, les manifestants ont été empêchés de sortir, en particulier le samedi et l'adoption d'un discours de conspiration contre certains éléments du mouvement. Y a-t-il, à votre avis, un changement dans l'approche du pouvoir ?

Je ne connais pas les intentions du pouvoir, ni sa stratégie. Tout le monde sait que la situation est complexe et que le pouvoir, après la chute du régime de Bouteflika, n'est pas encore stabilisé. Y a-t-il réellement des tentatives de pression sur le pouvoir par des parties étrangères ? Je n'ai aucune information là-dessus. Sachant par ailleurs, que « la main étrangère » a été aussi une justification utilisée trop facilement par tous les gouvernements.

Une différence a été constatée récemment entre le discours officiel et la réalité sur le terrain dans le domaine des libertés. Partagez-vous l'explication selon laquelle il existe plusieurs centres de décision au sein du pouvoir ?

A l'évidence, il y a une forte pression sur des figures politiques et certains activistes. Personnellement, je le regrette. S'il y a des dépassements par les uns ou les autres, il faut traiter cela avec mansuétude et doigté. Le pouvoir a perdu, depuis trop longtemps, la confiance du peuple. Il est naturel que les plus révoltés parmi les citoyens refusent d'accorder le moindre répit au pouvoir, le considérant comme illégitime. Trop de répressions, trop de mensonges, trop de corruption ont fait que les Algériens en veulent énormément aux dirigeants. Par ailleurs, il n'est pas exclu qu'il y ait divergence sur la manière de gérer cette révolte populaire. Là encore, je ne connais pas la vérité mais il ne faut pas exclure une hétérogénéité des centres de décisions.

Vous et votre parti, avez été critiqués pour vos récentes prises de position, surtout après la rencontre avec l'actuel Président. Vous considérez-vous toujours comme faisant partie du mouvement populaire ou avez-vous des réserves à ce sujet ?

Jil Jadid a toujours agi en toute indépendance. Il a toujours défendu le principe du dialogue et ne croit pas aux révolutions violentes qui apportent le malheur au peuple et pas les solutions. Le 22 février, il y avait des millions de hirakistes. Depuis, le nombre s'est réduit à quelques dizaines de milliers. Où sont les autres millions d'Algériens ? Tout simplement, le hirak est pluriel. Il y a ceux qui souhaitent le dialogue et il y a ceux qui veulent en découdre. Jil Jadid était dans la rue, avant le 22 février avant beaucoup de monde. Mais dès le 6 juillet, en participant à la réunion de Aïn Benian, nous avons défendu le principe du dialogue avec des conditions. Nous avons été alors attaqués par ceux qui pensent que la seule solution est la radicalité. Ceux qui ont trouvé dans le hirak une tribune pour exister et font dans la surenchère ne nous complexent pas.

Il y a ceux qui ont remarqué une différence de ton après les dernières présidentielles, en ayant un discours plus conciliant avec le pouvoir actuelle. M. Soufiane Djilali a-t-il changé ou est-ce le régime qui a changé ?

Après l'élection présidentielle, Jil Jadid a fait l'analyse de la situation. Nous avons alors dit qu'il y avait devant nous trois choix possibles : continuer sur la lancée du refus radical de tout dialogue et tenter de faire tomber le pouvoir par la rue, accepter de dialoguer tant que le hirak est en bonne santé pour obtenir des concessions significatives en vue de l'Etat de droit, ou alors abandonner la partie et rentrer chez soi.

Beaucoup d'Algériens ont quitté le hirak, d'autres ont voulu organiser la désobéissance civile, Jil Jadid a opté pour le dialogue.

Le Hirak est apparu pour défendre la démocratie. Certains ont voulu se l'accaparer, parlent en son nom et excommunient tous ceux qui ne pensent pas comme eux. En fait, ils réinstallent la même mentalité du pouvoir au sein du hirak, celle du parti unique.

Quant à moi, j'ai toujours été et je suis encore un opposant, et ce depuis 1989 ! Maintenant, il faut s'accorder sur le sens de l'opposition. Il y a une différence entre régime politique et Etat. Bouteflika a travaillé pour détruire l'Etat algérien, et je m'opposerai à ceux qui consciemment ou non, veulent faire la même chose. Mon travail est de pousser le pouvoir à faire les évolutions nécessaires pour construire un Etat de droit. C'est le sens de notre stratégie : aider le pouvoir à s'en aller !

Vos réponses optimistes aux réformes du président actuel suggèrent que vous étiez opposé seulement à l'ancien président Bouteflika et non au régime qui continue avant et après lui. C'est ce que certains de vos adversaires politiques disent de vous. Quelle est votre réponse ?

Vous faites bien de préciser que ce sont des accusations de « rivaux ». Jil Jadid possède un projet de société, un programme, une vision des choses, des cadres hautement compétents et des instances démocratiques. Durant plusieurs années, nous avons essayé de travailler avec les militants de divers horizons. Nous avons acquis le sentiment que tout le monde veut détruire ce qui existe, et à juste raison, mais personne ne veut expliquer ce qu'il veut construire, sinon avec de vagues concepts. Jil Jadid agit dans le cadre du réel, du concret. Bientôt, beaucoup de gens vont regretter amèrement de n'avoir pas accepté de dialoguer tant qu'il était possible de le faire avec un hirak puissant. Les erreurs stratégiques, commises sous l'effet du sentimentalisme et du romantisme ont poussé des peuples à la destruction générale. C'était le cas en Algérie dans les années 90. Malheureusement, certains n'ont pas tiré les bonnes leçons et ont repris exactement les mêmes erreurs.

Il y a aussi des critiques selon lesquelles Jil Jadid ne défend plus avec la même intensité et la même force les violations de la liberté de manifester, les arrestations et la réincarcération des activistes qu'auparavant. S'agit-il d'une nouvelle stratégie ou d'une évaluation différente de la situation ?

Cet entretien révèle, en fin de compte, l'état d'esprit de ceux qui nous critiquent. En fait, ils veulent éliminer un parti qui les gêne. Car, qu'est-ce qu'on peut reprocher à Jil Jadid ? Il n'y a pas eu un seul dépassement dû à l'action des autorités qui n'ait été dénoncé. Cependant, je peux vous assurer que pendant les années quand Jil Jadid était seul face à la répression, lorsque je passai des heures et des heures dans les commissariats de police, lorsque nos militants se faisaient tabassés et menottés, lorsque nous avons boycotté les élections truquées etc... avez-vous lu un seul communiqué de quiconque pour nous apporter un soutien moral ? Non, pas du tout. Les bonnes âmes nous expliquaient que nous ne comprenions pas la politique et que nous étions des agités !

Comment voyez-vous les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur après l'arrivée de M. Tebboune à la présidence, qui a évoqué l'infiltration du Hirak par des pays, dont Israël, à travers certains individus ?

Tout le monde sait que l'Algérie est un enjeu pour beaucoup de pays. Les intérêts dans le monde sont croisés et souvent contradictoires. Pour le reste, je n'ai pas d'informations précises. Je ne veux pas tomber dans les théories du complot mais je ne suis pas pour autant naïf.

Le conseil des ministres a annoncé un ensemble de mesures d'austérité afin de faire face à la crise de la chute des prix du pétrole. Êtes-vous d'accord avec ces décisions, et selon vous, quelle est la meilleure façon de faire face à la crise ?

L'Algérie va subir une situation politique, économique et sociale qu'elle n'a pas su, jusqu'à présent maîtriser. Reprenez mes écrits, dans mes trois derniers ouvrages mais aussi dans les colonnes des journaux depuis 20 ans au moins. Je n'ai cessé d'analyser, de démontrer et d'avertir que les politiques qui étaient menées étaient vouées à l'échec. Je ne suis qu'un simple citoyen. J'ai voulu faire quelque chose pour mon pays. J'essaie d'organiser avec d'autres concitoyens un parti politique qui défende les idées auxquelles nous croyons. J'aimerais voir d'autres Algériens en faire de même. L'heure est à l'action, à travers des règles du jeu démocratiques. A mon sens, il n'est pas très intelligent de vouloir abattre tout ce qui bouge dans le pays juste parce qu'on le considère comme rival. L'Algérie a besoin de tous ses enfants, dans un espace politique organisé et pluriel. La démocratie ne vit pas avec le dénigrement, le mensonge et la manipulation. Espérons que les épreuves que nous traversons aideront le pays à accéder à un niveau de conscience supérieur, dans l'intérêt bien compris de tous.

Communiqué du Conseil Politique du 13/04/2020 : L'heure de la solidarité et des défis à relever

Le Conseil Politique réuni ce samedi 11 avril, a passé en revue les éléments composant la crise actuelle. En effet, la conjonction de plusieurs phénomènes crisogènes sont entrés en synergie depuis le début de cette année.

L'aspect exceptionnel que prend la configuration de la situation actuelle prête autant à l'inquiétude qu'à l'espoir d'une réaction bien adaptée. Cette crise pourrait être l'opportunité pour l'Algérie pour se débarrasser de ses anciennes fausses politiques, de ses luttes intestines et de ses incompétences et ouvrir enfin la voie à un renouveau systémique et à un changement qualitatif à tous les niveaux.

I/ L'urgence aujourd'hui est de mettre sous contrôle l'épidémie du Covid-19.

Les mesures opportunes prises jusqu'à présent ont permis de retarder une expansion foudroyante de la maladie, ce qui a donné le temps aux autorités publiques et sanitaires de mettre en branle les mesures d'urgence pour palier à un système de santé fragile et trop longtemps marginalisé.

Le confinement général, en particulier, a permis de faire baisser la pression sur les structures sanitaires et surtout sur les hospitaliers tous corps confondus. Cependant, des améliorations doivent être apportées :

Une meilleure prise en charge de la protection de tous les intervenants, médecins, infirmiers et autres techniciens de la santé. Ils sont sur le front et doivent être encore une fois remerciés

et soutenus pour leur exceptionnel engagement, certains au prix même de leur vie et auxquels Jil Jadid rend hommage.

Une meilleure organisation des circuits et structures sanitaires, en optimisant les équipements immobiliers et matériels, en particulier en isolant les centres de soins dédiés au Covid-19. Une solidarité citoyenne s'est d'ailleurs manifestée dans certaines wilayas pour remettre en fonction des équipements de santé en panne et ce, grâce à des ingénieurs et autres techniciens volontaires, à titre gracieux et personnel.

D'impliquer le secteur privé dans la mobilisation des moyens sanitaires. Des partenariats public-privé doivent être encouragés. Des cliniques privées ont, à titre d'exemple et dans le cadre d'un accord avec les autorités sanitaires locales, pris en charge les soins, y compris des actes chirurgicaux, ainsi que le suivi de patients atteints d'autres pathologies que le Covid-19, gratuitement au nom de la solidarité nationale. Cela a permis de libérer les structures publiques dédiées au traitement de l'épidémie.

D'autres mesures, plus techniques, ont été proposées par la commission santé du Conseil Scientifique de Jil Jadid, qu'il serait inutile de reprendre ici, malgré leur opportunité (Communiqués de la commission Santé disponibles sur le site officiel du parti).

Concernant, le confinement, celui-ci a indubitablement aidé à contenir l'épidémie. Un assouplissement des horaires pour les fonctionnaires et pour certaines catégories d'activités économiques pourrait être envisagé. Cependant, l'intégration des gestes de distanciation sociale et d'hygiène générale doit être renforcée. Le moment venu, un déconfinement partiel et progressif devrait être mis en place tout en maintenant les mesures de protection et de distanciation sociale pour une plus longue période. Il faudra maîtriser les risques induits par un rebondissement de l'épidémie.

Ce dernier point constitue le lien avec les défis considérables à devoir gérer dès la fin de l'épidémie. De tous les secteurs, l'économie et l'éducation sortiront déstabilisés et très affaiblis par cette crise.

II/ Deux secteurs sensibles :

Concernant l'éducation, il serait utile de tranquilliser autant les parents que les élèves des différents cycles ainsi que les étudiants à l'université.

Eviter pour eux l'année blanche, tout en assurant un seuil de qualité à leur formation doit être un objectif prioritaire. Informer cette partie de la population des suites envisagées par les autorités devient une nécessité.

L'Algérie doit tirer les bons enseignements de cette crise et envisager, pour l'avenir, la mise en place de méthodes palliatives d'enseignement (internet, télévision spécialisée etc...), à activer en cas de besoin. Le monde est désormais exposé à ce type de rupture, probablement de manière cyclique et il n'est pas raisonnable de subir ces chocs sans les prévenir.

Au plan économique, par contre, les conséquences seront à l'évidence d'un autre ordre. La chute du prix du pétrole conjugué à l'absence de production nationale notable met le pays en grave danger face à une dégradation inéluctable des conditions de vie.

III/ Le monde entre dans une phase de mutation globale.

De grands remaniements du système économique mondial et probablement de gouvernance vont être imposés par les nouvelles réalités.

L'Algérie doit se préparer dès maintenant à affronter cette rupture exceptionnelle d'un ordre mondial en plein bouleversement. Deux dynamiques contraires s'affronteront désormais avec plus d'intensité, l'une appelant à une gouvernance mondiale centralisée dans le cadre d'un

ordre libéral, l'autre défendant les souverainetés nationales. En attendant de voir l'émergence des nouveaux équilibres, l'Algérie doit régler au plus vite ses motifs de discorde interne et de mettre en place les premiers outils pour affronter les nouvelles perspectives :

Au plan politique, l'Algérie doit rapidement retrouver une stabilité institutionnelle. L'heure doit être à l'unité et au rassemblement des forces. Il est impératif de dépasser les conflits internes et les divisions néfastes au pays. Une nouvelle gouvernance, avec une nouvelle Constitution, en seront les fondements.

Au plan des libertés, quelques que soient les griefs des uns et des autres, il est déplorable d'avoir des compatriotes en prison pour des motifs politiques. A l'avenir, avec des règles du jeu politique, claires et transparentes, nul ne serait tenté d'exercer un rapport de force avec des autorités légitimes. Le but de tous est de construire un Etat de droit. Le moment d'apaiser les esprits est venu.

Enfin, la liberté d'expression et de la presse doit être l'un des objectifs à concrétiser. Vingt ans de mensonges, de gabegies et de corruption ont laminé la confiance du peuple. Des excès en ont naturellement résulté comme conséquence et réaction. Un Etat fort est celui qui peut rétablir des liens de confiance, en étant juste et magnanime. Des règles claires et transparentes érigeant la liberté d'informer comme valeur incontournable est une nécessité pour l'Etat de droit. L'ensemble des organes de presse doivent être traités équitablement. De ce fait, seule une justice indépendante doit être la garante de l'application de la loi. La suspension ou la fermeture d'un média dépassant les limites de la loi sont des décisions qui doivent relever de l'institution judiciaire.

Au plan financier, l'Algérie se trouve, là aussi, en situation complexe. Jil Jadid réitère une proposition déjà présentée : la récupération par les circuits officiels de la masse monétaire « informelle ». Un changement de billets de banque amènerait les détenteurs de fortunes thésaurisées à les réinjecter dans les banques. Les changements de billets se feraient sans pénalités, cependant les retraits du cash seraient limités. Toutes les opérations dépassant un seuil (1 million de dinars) devront se faire par transaction officielle (chèques, virements bancaires etc...) De manière transparente et traçable. A charge pour les systèmes bancaire et fiscal de se mettre au plus tôt au diapason des normes modernes.

La mobilisation de l'appareil productif industriel, est par ailleurs, un élément central. Ces derniers temps, ce choix a vu un heureux début de mise en pratique (production de médicaments, de matériels de protection etc...). Cette voie doit être confortée et encouragée pour devenir un choix stratégique. Au temps des nouveaux égoïsmes des nations, l'Algérie doit protéger sa production interne par la révision des accords économiques internationaux.

L'ensemble des PME/PMI et les entreprises utiles à la production doivent être soutenues avec des reports des paiements fiscaux et surtout leur permettre l'accès à des prêts bonifiés pour maintenir leur viabilité. De premières mesures ont été prises. Il serait utile d'ouvrir un large dialogue avec les opérateurs publics et privés. De multiples mesures doivent être arrêtées pour tempérer la récession en cours qui causera une montée significative du chômage.

Grâce à une solidarité exceptionnelle, les Algériens pourront faire face à l'adversité. Les associations caritatives accomplissent de remarquables prouesses. Il faut saluer l'élan de solidarité, qui s'est manifesté partout sur le territoire national mais aussi de la part de nos concitoyens résidents à l'étranger. Ceux-ci, plus que jamais ont démontré leur attachement au pays et leur disposition à contribuer à son développement. Des franges importantes de la population sont dans une précarité menaçante. Les autorités locales doivent être impliquées

dans la gestion de la solidarité des familles et des personnes en difficultés. Tous les Algériens doivent sentir l'engagement de l'Etat à les protéger et à les sécuriser.

Le Conseil Politique de Jil Jadid note, enfin, avec satisfaction le degré de mobilisation des diverses commissions de son Conseil Scientifique constituées d'universitaires dont les travaux sont consignés dans des communiqués ou des contributions publiques ainsi que dans des études plus approfondies ainsi que des mémorandums, et qui seront publiées le moment opportun.

Interview de Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, : « Il est temps de créer un climat politique consensuel »

L'Expression du 20/04/2020

Réagissant aux effets de l'épidémie du coronavirus, Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, revient dans cet entretien sur la situation politique, économique et sociale du pays, et sur les éventuelles possibilités du déconfinement, et d'un redémarrage.

L'Expression : Comment évaluez- vous la situation, politique, économique et sociale du pays, après plus d'un mois de la crise sanitaire ?

Soufiane Djilali : Sincèrement, le pays tient mieux que ce que l'on pouvait a priori attendre. Il y a une résilience remarquable de la société. Il faut dire que, globalement, ces 20 dernières années le tissu industriel était devenu peu à peu artisanal et le commerce à sens unique à cause de la rente pétrolière. Aujourd'hui, tant qu'il y a encore un peu de sous dans les caisses, l'importation continue et le commun des citoyens ne ressent pas une grande différence, même si le niveau de la consommation est faible.

C'est que les Algériens connaissent l'austérité et la vivent depuis bien longtemps. Toutefois, il ne faudrait pas que cette situation dure trop longtemps. D'énormes difficultés sont devant nous : effondrement de nos revenus externes, faiblesse chronique de notre agriculture, dépendance extérieure grave pour notre appareil productif, bien chétif.

La période de confinement doit nous permettre de repenser la philosophie générale du développement du pays. Par ailleurs, il faut dès maintenant projeter le déconfinement. A ce sujet, la commission « santé » du conseil scientifique de Jil Jadid vient de publier ses recommandations.

Quant aux questions politiques, il y a comme un paradoxe. Au plan formel, le chantier des réformes est bloqué pour le moment ; le coronavirus en a décidé ainsi. Par contre, le pays est en train de se stabiliser. L'Institution militaire finalise sa mue.

Elle s'est quelque peu rajeunie, continue sa professionnalisation et surtout semble décidée à opérer paisiblement une modernisation tant dans ses ressources humaines que dans la conception de son action.

La société civile, enfin, appréhende désormais avec plus de réalisme l'évolution de la situation. Il faut dire que les citoyens, les médias et la classe politique avaient été traumatisés par le régime de Bouteflika. L'humiliation du passé et l'espoir donné par le Hirak ont créé, à juste titre, l'envie d'en découdre une fois pour toutes avec le pouvoir incarné par l'ancien régime. C'est probablement là qu'il y a eu divergence d'évaluation entre les différents protagonistes. Certains ont mis l'Etat et le régime politique dans le même sac.

A Jil Jadid, nous avons été radicalement contre le régime précédent, mais nous avons toujours prévenu qu'il ne s'agissait pas de casser l'Etat en faisant partir la mafia qui y avait fait son nid.

Pensez-vous que la scène politique et l'activité partisane, subiront des changements significatifs après le passage de la crise et, notamment après le report de la révision de la Constitution ?

Il est évident que la classe politique est entrée dans une phase de reconversion. Les anciens partis de l'alliance sont en train de sombrer corps et âme. Ils sont désormais hors-jeu ; en tout cas, ni le FLN ni le RND et encore moins les autres partis satellites, ne pourront revenir au-devant de la scène avant bien longtemps et sinon pour toujours.

Les autres partis doivent cependant renouveler leur positionnement et leur fonctionnement. Beaucoup avaient été formatés par les nécessités des années 90. Il y a lieu de réactualiser les logiciels en fonction des nouvelles données. L'Algérie est plurielle et a besoin de l'ensemble de ses femmes et hommes politiques, toutes obédiences confondues. A mon sens, l'écrasante majorité des politiques sont fondamentalement patriotes et veulent construire l'Etat de droit.

Le président Tebboune doit offrir un chantier auquel tout le monde pourra y contribuer. L'objectif de la construction d'un Etat de droit dans la sérénité sera un dessein consensuel et général qui renforcera notre nation.

Le défi du président est de créer un climat de confiance et de dialogue pour que la nouvelle Constitution puisse être revendiquée par tous et qu'elle devienne le lieu de l'unité nationale. Les législatives qui viendront après mettront en place un parlement légitime et de qualité. L'Algérie entamera dès lors la grande bataille du développement.

Que pensez-vous des consultations intersectorielles lancées cette semaine par le Premier ministre ?

C'est une bonne chose. Encore faut-il les réussir. Jil Jadid venait juste d'ailleurs d'appeler, dans le communiqué de son conseil politique, à une concertation avec les partenaires sociaux. Comme quoi, une perception réaliste des défis à relever peut mener aux mêmes raisonnements.

La crise sanitaire a permis quelque part de tout mettre à plat, de sortir des sentiers battus, d'ouvrir le champ à la coopération. Tout le monde a remarqué le changement de style à la tête de l'Etat. Nous sommes enfin sortis du narcissisme maladif et tyrannique. Le rapport des forces et la mentalité du dominant-dominé, doivent laisser place au rapport de raison. De l'humilité, de l'écoute et de la générosité peuvent changer les choses plus que le formalisme froid et hiérarchique.

La pratique du pouvoir est, malgré toutes les critiques, en train de changer. Il faut encourager et accompagner ces premiers pas et non pas obstruer, diffamer et invectiver. Quelles que soient les faiblesses du gouvernement actuel, et il en a, vu le contexte politique dans lequel il s'est constitué, il reste que le pays commence à respirer, à bouger, à réfléchir...

Que pensez-vous des mesures prises par l'État pour lutter contre l'épidémie du coronavirus ?

Personne n'était préparé à affronter une telle épidémie. Le système de santé, tout le monde le sait, est dans un état de fragilité extrême. Il n'y avait pas de plan de sécurité sanitaire pour affronter une crise sanitaire d'une telle envergure. Le gouvernement s'est démené comme il a pu. Il a pris les mesures nécessaires qu'il fallait prendre, au pied levé. Maintenant, il n'y a plus qu'à s'adapter aux événements. Bien sûr, il y a des tâtonnements, des faiblesses, des

incompétences...

Mais vraiment, sans les occulter, il n'y a pas lieu d'accabler Djerad et son équipe pour cette gestion. Maintenant, il faut focaliser sur la conduite du déconfinement qui ne sera pas de tout repos ni une mince affaire.

Estimez-vous, que cette conjoncture difficile, peut-être une opportunité pour l'Algérie afin de rattraper son retard sur le plan géostratégique ?

Le monde est entré dans une phase de bouleversement complet. Personne ne saurait dire où l'on va exactement. Certains y voient l'occasion d'instaurer une mondialisation plus poussée, d'autres au contraire, parient sur le retour des nations et du souverainisme.

Les relations internationales peuvent se détendre à l'image des échanges d'aides entre la Russie et les Etats-Unis ou la Chine et l'Europe. Elles peuvent aussi se crispier à travers des conflits commerciaux et industriels entre les grandes puissances. L'Occident joue gros ; les cartes géopolitiques viennent d'être rebattues. Permettra-t-il à ses concurrents de prendre le dessus ? Plus que jamais, les grandes questions internationales sont exacerbées : pétrole, dollars, route de la soie, dé et relocalisation des industries, armement sophistiqué y compris les armes biologiques, la 5G etc. Les campagnes médiatiques inamicales contre la Chine sur sa gestion de l'épidémie ouvrent la porte à des interrogations sur les objectifs et surtout leurs conséquences.

Les pays sont de plus en plus pris dans l'engrenage des tensions mondiales. L'Algérie est à un carrefour de la plus haute importance stratégique. Un ministre allemand vient juste d'exposer l'idée d'associer au binôme UE-Otan, les pays du Maghreb, en citant, entre autres, l'Algérie.

Il ne faut pas que notre pays se laisse entraîner dans un conflit d'intérêts et géopolitique qui concerne les blocs. Notre intérêt est que l'Afrique du Nord reste en dehors de l'échiquier. Cela est-il possible ? Espérons que la Libye retrouve rapidement sa stabilité et sa souveraineté. Que les pays du Sahel soient aidés à reconstruire des Etats stables, unitaires et légitimes.

Enfin, tôt ou tard, il faudra recréer un partenariat intelligent et mutuellement bénéfique avec le Maroc. Tous ces dossiers peuvent trouver des solutions... comme ils peuvent entraîner l'Algérie dans de nouvelles épreuves diplomatiques et sécuritaires, dont nous n'avons nullement besoin !

Quels sont les principaux enseignements à tirer de cette crise sanitaire ?

En Algérie, il y a convergence de plusieurs facteurs. Les changements structureaux de l'économie algérienne sont devenus inévitables. Notre commission « Economie & finances » du conseil scientifique est en train de préparer un mémorandum dans cette optique. Je pense que quelque part, grâce au coronavirus, des changements fondamentaux dans la conduite de l'économie nationale vont s'imposer.

Les conditions préalables de la réussite d'un tel saut sont à l'évidence politiques. Il est temps de créer un climat politique consensuel.

La libération des détenus politiques, l'ouverture politique et médiatique, un dialogue sérieux, sont les atouts gagnants pour affronter un tel défi. Mon sentiment est que le président Tebboune a la volonté de réussir à passer cette épreuve historique pour le pays. Reste à voir dans les faits.

Un dernier mot...

Malgré les turbulences extrêmes que nous vivons ces derniers temps, je dois dire que le mouvement du 22 février a été une immense avancée. Le pays s'est débarrassé d'une caste politique et une oligarchie exceptionnellement nocive. Le pays est rentré dans une nouvelle phase sans casse majeure, ce qui n'était pas a priori évident. Il y a des difficultés de tout ordre, l'unité nationale a été quelque peu malmenée, mais le plus dur est derrière nous. Je suis persuadé que les tensions vont s'apaiser. Les politiques auront à faire leur métier.

L'opposition trouvera ses marges de manœuvre et les médias feront leur métier de l'information. Tout cela n'est que le préalable au décollage. Il faudra ensuite travailler, travailler, travailler. Je reste, en tous les cas, raisonnablement optimiste pour la suite !

Interview de Soufiane Djilali : « Cette Constitution doit refléter un minimum de consensus »

El Watan 11/05/2020 par MOKRANE AIT OUARABI

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, nous livre dans cet entretien son analyse et son point de vue sur la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution. Pour lui, tout n'est pas noir ou blanc. Il y a des points positifs comme il y a aussi des dispositions critiquables. Il estime qu'il s'agit là d'« une étape importante pour tourner une page désastreuse de notre histoire contemporaine et aller vers la construction de l'Etat de droit qu'a réclamé le peuple durant une année, lors de son fabuleux hirak ». Selon Soufiane Djilali, le travail de Jil Jadid est de « potentialiser les éléments favorables à cette évolution ».

La mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution est rendue publique. Quelle est votre première réaction ? S'agit-il d'une révision profonde ?

Incontestablement, il y a dans cette mouture de nombreuses dispositions nouvelles, certaines même inattendues. La partie qui traite des droits fondamentaux et des libertés publiques propose des avancées notables. Je ne vais pas toutes les énumérer ici, la presse en a fait largement écho. Notons que le mouvement populaire du 22 février (hirak) est mentionné dans le préambule et devient ainsi un élément du consensus national. Disons-le clairement, sur ce chapitre, il sera difficile de surenchérir.

Pour les autres axes, il y a des points positifs, d'autres timides et, parfois, à mon sens, non pertinents. Donc, globalement, c'est un bon projet mais qui nécessite des améliorations. Cependant, au-delà de son contenu, c'est le climat général du pays dans lequel il s'inscrit qui mérite notre attention.

Cette Constitution, aussi bonne soit-elle, doit refléter un minimum de consensus dans la société et surtout doit être mise en application de manière fidèle. C'est d'ailleurs ce point-là qui risque de donner du grain à moudre à la partie de l'opinion qui n'est pas convaincue de cette réforme.

Autrement dit, notre système politique doit changer concrètement et ne pas se contenter d'offrir un texte de loi qui restera sans effet sur le réel, même s'il est a priori séduisant. La Constitution est en fin de compte la formalisation d'un contrat moral, politique et juridique entre tous les citoyens pour la meilleure gestion possible du pays.

Si on finalise une bonne Constitution, elle pourrait mettre en branle la dynamique de la construction de l'Etat de droit. Il est vrai que celui-ci ne peut être que le résultat d'une pratique et même d'un combat au quotidien, mais ne peut aboutir que s'il y a des règles juridiques favorables. Ce serait donc un premier pas.

Que pensez-vous du réaménagement du pouvoir exécutif avec l'institution d'un vice-Président, la réhabilitation du poste de chef de gouvernement avec son propre programme, mais aussi la suppression du pouvoir reconnu au président de la République de légiférer par voie d'ordonnance, la répartition du pouvoir de nomination entre le président de la République et le chef du gouvernement ?

Concernant l'Exécutif, c'est le retour au schéma classique d'un gouvernement issu de la majorité parlementaire avec son programme d'action et surtout la possibilité pour les députés de le censurer. C'est une bonne chose.

Le président de la République ne s'occupera plus de la gestion quotidienne de l'économie, du social ou de l'administration. Son rôle est d'arbitrer les questions stratégiques et de maintenir l'équilibre entre toutes les institutions du pays. On sort enfin de cette ineptie où le président de la République désigne les secrétaires généraux des APC, les correspondants de l'APS à l'étranger et j'en passe et des meilleures !

En revanche, l'institution du poste de vice-Président est une surprise. C'est d'ailleurs le point qui suscitera probablement le plus de réactions négatives, précisément à cause de l'article 88 (102 dans la Constitution de 2016). En effet, il prévoit qu'en cas d'empêchement, le président de la République est remplacé par le vice-Président jusqu'à la fin du mandat.

Or, un homme désigné par le Président, qui n'a aucune autre source de légitimité, ne peut prétendre à la direction du pays. D'ailleurs, on sent comme une hésitation de la part des rédacteurs du projet. Soit cela leur a été imposé, soit ils ne se sont pas mis d'accord sur ce point.

En effet, ils ont prévu les deux modalités à la fois en cas de vacance de la Présidence, l'une reprenant le mécanisme actuel avec le président du Sénat et l'élection présidentielle dans les 90 jours, l'autre et de manière aléatoire, une greffe d'un vice-Président pour finir le mandat.

Cela n'est pas cohérent et peut prêter à des lectures de défiance. Si le poste de vice-Président en lui-même ne pose pas un problème, c'est la possibilité que son titulaire devienne président de la République qui crée le malaise. De mon point de vue, c'est la disposition la plus critiquable de ce projet et qui d'ailleurs l'affaiblit.

Quid du pouvoir législatif ?

Sur ce registre, le Parlement reprend des couleurs, n'étant plus concurrencé par le président de la République dans son pouvoir légiférant. Il faut rappeler, à ce sujet, que l'hégémonie de l'Exécutif et du président de la République sur un Parlement vide de sens avait ouvert la voie à des dépassements très dangereux. Ne plus légiférer par ordonnance est à l'évidence la décision la plus lourde dans le rééquilibrage des pouvoirs.

Avec le pouvoir d'auditionner les membres du gouvernement, les élus retrouveront des moyens juridiques pour mieux accomplir leur mission. Relevons aussi que le projet prévoit la limitation à deux les mandats législatifs. C'est une proposition audacieuse et je crois unique en son genre. Je dois avouer qu'à Jil Jadid, nous en avons une appréciation circonspecte.

C'est que d'un côté, cela évite l'encroûtement d'un personnel politique sclérosé, mais d'un autre cela peut aussi démotiver des jeunes pour aller vers la politique. Il faut trouver l'équilibre entre la possibilité du renouvellement continu de la classe politique sans aller vers l'exclusion des compétences et de l'expérience.

Il faut trouver des formules pour ne pas sacrifier la carrière politique de ceux qui s'engagent et leur offrir des voies de progression. Sinon, les députés du second mandat ne s'occuperont plus que de leur avenir professionnel sachant qu'ils seront bientôt hors circuit. Dix ans c'est

long et court à la fois. C'est donc un sujet délicat qu'il faudra traiter avec précaution. Je reste dubitatif sur ce point.

Une Cour constitutionnelle remplacera l'actuel Conseil constitutionnel avec la révision de sa composition et de ses attributions. Le ministre de la Justice et le procureur général auprès de la Cour suprême ne font plus partie du Conseil supérieur de la magistrature, la vice-présidence de ce Conseil sera désormais assurée par le premier président de la Cour suprême... Ces nouvelles dispositions consacrent-elles le principe de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire ?

Les nouveautés dans ce domaine sont également significatives. Pour autant, nous ne serons pas dans la République des juges. Concernant le CSM, il y a là les germes d'une évolution conséquente de l'autonomie des juges. Le fait d'écarter le ministre de la Justice de la gestion des carrières des magistrats et de rendre inamovible les juges est un pas important vers l'indépendance de la justice.

Sincèrement, au vu de l'état de notre appareil judiciaire, il serait hasardeux d'aller, pour le moment du moins, beaucoup plus loin. Ce n'est pas l'idéal dans l'absolu, mais cela correspond aussi à la réalité de notre justice, qui a été tellement gangrenée par la corruption qu'il serait difficile de l'autonomiser totalement sans risque de dérapages.

Il faut d'abord rassurer les magistrats dont la majorité est honnête, en leur offrant un système judiciaire sécurisé. Une fois stabilisé, l'appareil judiciaire pourra s'affranchir plus largement de l'autorité politique.

Enfin, concernant la Cour constitutionnelle, cela reste timide. A Jil Jadid, on pense qu'une parité entre les magistrats désignés par le président de la République et les deux présidents des Chambres du Parlement d'une part et les magistrats et représentants du barreau élus par leurs pairs d'autre part donnerait une plus grande crédibilité à cette institution, clef de voûte pour un Etat de droit.

Le régime semi-présidentiel auquel a opté le comité d'experts est-il le mieux adapté à la réalité politique algérienne ?

Oui, clairement. Les systèmes politiques ne doivent pas être considérés d'un point de vue académique et théorique mais comme devant être la résultante d'une pratique politique reflétant la volonté et les possibilités d'une société.

Un régime parlementaire chez nous ne pourrait qu'aboutir à un désordre inextricable. Nous n'avons pas le droit de prendre des risques de voir l'Etat algérien devenir l'otage des contradictions encore trop vives des différents courants politiques. La nation algérienne est encore jeune pour s'exposer de la sorte aux jeux politiques, même si c'est au nom de la démocratie.

Y a-t-il, selon vous, une avancée dans ce texte en termes de libertés, avec notamment le recours au régime déclaratif pour la création d'association, pour l'organisation de rassemblement ou de manifestation et la constitutionnalisation de la liberté de la presse ?

Parmi les points forts à relever, il y a cette libéralisation de l'action associative et politique. Désormais, les citoyens peuvent s'organiser en association et se réunir librement, sur simple déclaration. Savez-vous que, jusqu'ici, même les directions politiques des partis agréés ne pouvaient pas se réunir en dehors de leur siège sans autorisation administrative ? Ces méthodes doivent être bannies.

De même pour les rassemblements et les manifestations. Comme dans les pays démocratiques, cela se fait sur la base d'une déclaration. Seule la dimension « sécurité

publique » peut y inférer. Espérons que cet argument ne sera pas utilisé pour annuler la disposition constitutionnelle. Sur ce chapitre, il faut noter également que les partis politiques seront traités de manière équitable entre eux et surtout que l'administration ne pourra plus entraver leur création sur la base de motifs fallacieux.

Cette ouverture politique est absolument nécessaire pour donner vie au nouveau système politique en cours de formalisation. L'autorité indépendante supervisant le processus électoral répond aux vœux de l'ensemble de l'opposition. Des élections libres et transparentes apporteront un véritable renouveau de la scène politique. Enfin, la liberté de la presse constituera le véritable baromètre pour juger de la bonne foi du pouvoir. Sa constitutionnalisation est donc un bon point.

Sur le plan identitaire, il est proposé que l'article relatif à l'officialisation de tamazight soit insusceptible de faire l'objet de révision, au même titre que l'arabe. Qu'en pensez-vous ?

Il est très important que tous nos compatriotes ressentent le respect de l'Etat envers eux. La question identitaire a longtemps été une source de tensions et d'oppressions. Cela a engendré des frustrations et des déviations par réaction. Il est temps que tous les Algériens se retrouvent. Le rejet de l'autre, le sectarisme et même le racisme commencent à prendre racine.

Des valeurs nouvelles, pas toujours positives, accompagnent l'évolution des mentalités. N'oubliez pas que notre société dérive lentement mais réellement vers l'individualisme et le consumérisme.

Cet aspect du modernisme exaspère l'égoïsme, les rivalités et la désagrégation sociale. Dans ce climat, il faut que l'Etat apaise les tensions et consolide la cohésion de la nation. Il était donc important de rassurer nos compatriotes qui s'identifient dans la culture et la langue amazighes et reconnaître définitivement leurs droits légitimes.

Que voudriez-vous changer, modifier ou rajouter dans cette mouture ?

Peut-être traiter un peu plus la dimension sécuritaire. J'avais proposé de clarifier le rôle du Haut-Conseil de sécurité et lui donner des missions de longue portée stratégique. Nous sommes à l'ère de l'insécurité mondiale et un organe de ce type devient primordial.

La possibilité pour l'armée d'intervenir dans l'espace extraterritorial est audacieuse. Cela doit se faire exclusivement pour protéger la sécurité du pays et jamais au bénéfice de tiers Etats.

J'avais également proposé que les membres du gouvernement ne puissent pas en même temps être militaires. Je parle, bien sûr, du poste de ministre ou vice-ministre de la Défense. C'est le gage pour l'opinion publique que l'armée ne s'occupe pas des affaires civiles.

Le chemin est-il balisé, à travers cette mouture, pour aller vers la nouvelle République promise par le président Abdelmadjid Tebboune ?

Je l'espère. Nous le verrons avec la mouture définitive et le déroulement de la campagne et du référendum. C'est une étape importante pour tourner une page désastreuse de notre histoire contemporaine et aller vers la construction de l'Etat de droit qu'a réclamé le peuple durant une année, lors de son fabuleux hirak. Le travail de Jil Jadid est de potentialiser les éléments favorables à cette évolution.

Interview de Soufiane Djilali : « Gagnons une bonne Constitution puis battons-nous pour son application »

TSA du 14/05/2020 par Younès Djama

Le projet préliminaire de révision de la Constitution a été dévoilé il y a une semaine par la présidence de la République. Quels sont les points essentiels que la mouture a apportés et que vous jugez satisfaisants ?

Du point de vue de Jil Jadid, il y a plusieurs points sur lesquelles cette mouture apporte une nette évolution. Citons pêle-mêle le rééquilibrage de l'Exécutif, le renforcement du législatif et un début, bien que timide d'une autonomisation de la justice.

Cependant, c'est au chapitre des libertés individuelles et publiques que l'avancée est la plus nette. Désormais, les citoyens peuvent organiser des associations sur le mode déclaratif, de même pour les réunions et même les manifestations.

Enfin, la création d'un parti politique, qui était reconnue mais dans les faits soumise aux humeurs des décideurs, sera dorénavant garantie. N'oublions pas la constitutionnalisation de l'autorité indépendante pour la gestion des élections. C'était le cœur de la revendication de Mazafran I. Il faudra maintenant gagner la formulation de la loi organique. Si l'Algérie entre dans l'ère des vraies élections, elle aura réglé le problème politique majeur de la légitimité du pouvoir.

N'oublions pas la constitutionnalisation de la liberté de la presse qui offrira un important levier juridique pour protéger nos médias de toute ingérence.

Cependant, tout cela reste tributaire de son application sur le terrain...

Bien entendu, ces dispositions constitutionnelles n'auront de valeur que si leur application devient effective. Et c'est là où le bât blesse avec les Constitutions algériennes. Il n'est pas exclu que le prochain champ de bataille pour l'opposition et les défenseurs des droits de l'Homme soit justement la concrétisation de ces acquis constitutionnels. Ce projet, même s'il n'est pas révolutionnaire, nous fait sortir de l'esprit et de la lettre du Bouteflikisme. Ne faisons pas alors la fine bouche, car souvent, le mieux devient l'ennemi du bien !

Sur le plan des libertés publiques et de la justice, la mouture de la Constitution a apporté des modifications saluées par les uns et critiquées par les autres. Sur ces deux chapitres, quelle est votre position ?

Concernant les libertés publiques, j'aimerais bien prendre connaissance de ce qui est demandé de plus ? On parle bien ici d'une mouture d'une nouvelle Constitution et non pas d'une pratique de pouvoir qui reste critiquable. Gagnons une bonne Constitution puis battons-nous pour son application.

Pour le deuxième chapitre, Jil Jadid y apporte une attention très particulière. Sans justice indépendante, il n'y a pas d'Etat de droit. Le projet apporte les premiers éléments pour engager le pays vers cette conquête. Le fait que le ministre de la Justice ne puisse plus agir sur la carrière des magistrats et que les lois du pays soient sous contrôle d'une cour constitutionnelle amènera peu à peu à une nouvelle pratique judiciaire. Il ne faut pas oublier que l'institution judiciaire a été trop longtemps instrumentalisée au profit des membres du régime. Les magistrats honnêtes et qui sont probablement la majorité, étaient ligotés par les pouvoirs régaliens de kleptocrates à la tête de l'Etat. La corruption s'est répandue dans ses rouages et a fait perdre son autorité morale auprès de citoyens désabusés. Rendre immédiatement la Justice totalement indépendante pourrait aboutir tout simplement à sa privatisation.

Si le pouvoir politique devient l'émanation de la souveraineté populaire grâce à des scrutins propres, alors cette réforme judiciaire pourra être très utile même si elle reste relativement sous contrôle politique.

Quid de la question de la séparation des pouvoirs dans l'avant-projet de Constitution ?

Cette question est centrale dans la gestion d'un Etat. Je pense que les premiers jalons sont posés. Nous restons dans un régime semi-présidentiel, ce qui correspond à notre culture politique. L'Exécutif aura deux pôles qui seront complémentaires. Le gouvernement, responsable devant le Parlement, fera la jonction entre une présidence chargée des questions régaliennes et stratégiques d'une part, et une majorité à l'assemblée qui reflétera les équilibres politiques en cours d'autre part.

Le projet de la commission de M. Laraba prévoit une diminution des prérogatives du président de la République et le transfert de ces pouvoirs vers le gouvernement et vers le Parlement. Le président ne légifère plus par ordonnance et le chef du gouvernement doit avoir le soutien d'une majorité parlementaire pour appliquer son programme d'action. Ce système pourra déployer son potentiel en fonction de la qualité des députés et des membres du gouvernement. Il se pose alors la question du niveau de la classe politique dans son ensemble.

Reste la question du vice-président à propos de laquelle Jil Jadid est clairement contre.

Pourquoi êtes-vous contre cette disposition ?

L'article 88 (ex-102) prévoit qu'en cas d'empêchement du président de la République, donc il y a vacance de la présidence, c'est au vice-président d'assumer la suite du mandat jusqu'à la fin. Cela veut dire que si pour une raison ou une autre le président de la République devait au bout d'une année quitter la responsabilité, le vice-président qui a été nommé par le président devient président de la République jusqu'à la fin du mandat alors qu'il n'a aucune source de légitimité car il n'a pas été élu ; il a été désigné par le président et là, ça pose problème.

De nombreux observateurs politiques ont critiqué le timing choisi pour soumettre à débat cet avant-projet de la Constitution, notamment dans un contexte de confinement où les gens n'ont pas la possibilité de se rencontrer et de débattre du sujet. Qu'en dites-vous ?

Il est vrai que les conditions ne sont pas idéales mais avons-nous le choix ? Tout le monde subit les effets de la pandémie. Je pense que le plus gros du danger est passé, et il est grand temps de faire le ménage dans la maison Algérie. Un débat peut être instauré et les citoyens sont attentifs à ce qui touche à leur avenir.

L'Algérie a besoin de s'occuper très sérieusement de son développement économique et pour cela elle doit rapidement se doter d'institutions légitimes et crédibles. L'APN actuelle est un héritage de l'ex-régime. Il faut revenir rapidement aux élections. Cela suppose une nouvelle architecture institutionnelle adoptée au préalable. Chaque jour qui passe est un jour de retard pour le pays. Plus tôt on en finit avec la crise politique et mieux cela vaudra pour tout le monde.

Des acteurs politiques ont également critiqué le processus suivi (installation d'un comité d'experts). Pour eux, ce travail doit être réalisé par une assemblée élue (Assemblée constituante ou un Parlement crédible) qui représente les Algériens. Comment réagissez-vous ?

Vous savez, le pays est dans un tel état, que quel que soit le bout par lequel vous allez entamer les réformes, il y aura à dire et à redire. Bien sûr, un Parlement légitime pour discuter de la Constitution aurait été un gage de crédibilité supplémentaire. Mais comment

aller vers des élections législatives maintenant ? Avec quelles lois ? Avec quelles prérogatives politiques ?

Pour faire de vraies élections, il faut changer les lois, pour changer les lois de manière utile, il faut d'abord changer la Constitution. Nous sommes ici dans le débat de qui est venu le premier, l'œuf ou la poule ?

En tous les cas, il faut que les Algériens prennent conscience que l'étape actuelle est porteuse de bouleversements qui peuvent aboutir à une chose ou à son contraire. Mettons donc de côté nos divergences et essayons d'agir par-delà nos intérêts immédiats pour pousser tous ensemble dans le même sens, vers l'objectif de l'Etat de droit.

La question des prérogatives du président suscite aussi débat notamment sur le large éventail d'attributions dont il dispose, à l'exemple de la prérogative de nominations au sein d'institutions sensibles : Conseil supérieur de la magistrature, Cour suprême, Conseil d'Etat, Cour des comptes... Que dites-vous à ce propos ?

En effet, les pouvoirs du président sont encore très importants. Il est nécessaire que pas à pas, la représentation électorale et une séparation des pouvoirs plus franche gagnent du terrain. La nature de l'Etat algérien est telle que ces évolutions demanderont d'abord une stabilisation et une pratique démocratique au niveau institutionnel. Le pays a fait des avancées à chaque crise. Il faut toujours cette audace des jeunes pour pousser plus loin que les limites du conformisme.

La société algérienne est en train de basculer vers la modernité avec des générations instruites, qui développent une vision du monde plus ouverte, qui répondent à leurs besoins d'aujourd'hui. Pour un politique, il me semble qu'il faut rester à la frontière des deux univers : l'un, conservateur car la société en générale a peur du changement et de l'inconnu, et l'autre, le révolutionnaire, car il est nécessaire de s'adapter à un monde qui se transforme à une vitesse fulgurante. Il faut tenir l'équilibre. Ce n'est pas facile mais pourtant nécessaire.

Quels sont les points que vous souhaiteriez voir introduire dans la nouvelle Constitution ou ceux que vous souhaiteriez voir enlever ?

Jil Jadid va présenter ses propositions en détails. La commission juridique du conseil scientifique a déjà fait ses observations. Le document sera discuté en conseil politique avant sa publication. Cependant, je peux vous dire déjà que nous demanderons des clarifications sur certains points, à l'exemple de la définition du statut particulier pour certaines communes, ou aux limites de l'application de l'article 95 qui prévoit l'envoi de troupes à l'extérieur des frontières nationales.

Par ailleurs, il nous semble qu'il est important de mieux définir la composante et le rôle du Haut conseil de sécurité. Le monde devient instable et même dangereux. Les risques sont de diverses natures. L'Algérie doit maîtriser sa vision d'avenir et s'y préparer. Les questions stratégiques qui transcendent les simples clivages partisans doivent faire consensus dans le pays, à l'exemple des sécurités énergétiques, alimentaires ou sanitaires etc.

Par ailleurs, à Jil Jadid, nous aimerions bien voir constitutionnaliser l'étanchéité entre les fonctions militaire et civile de l'Etat. Autrement dit, il ne faut plus qu'il y ait des militaires en fonction chargés d'un portefeuille gouvernemental. Cela évite les malentendus et préserve l'armée des critiques politiciennes.

Sur la question de l'envoi de troupes à l'extérieur, pourquoi vous souhaiteriez des clarifications ?

Bien entendu, il est important pour l'Algérie de mobiliser ses moyens lorsqu'il y a un danger à nos frontières ou un risque de déstabilisation. On le vit actuellement avec la Libye, le Sahel... Mais pour nous, il ne faut pas que l'Algérie aille dans des conflits lointains qui ne nous importent pas. L'Algérie ne doit en aucune façon mettre à disposition ses troupes pour des conflits qui ne nous concernent pas.

Lorsqu'il s'agit d'un intérêt de sécurité nationale immédiat pour l'Algérie et que cela nécessite que des troupes aillent en dehors des frontières (pays voisins) c'est une bonne chose pour nous. Par contre, aller à plusieurs milliers de kilomètres pour guerroyer dans un conflit qui ne nous importe pas directement, ça, nous sommes contre.

En conclusion, quel est votre sentiment sur le Hirak ? Il a réussi ou, au contraire, échoué ?

Le mouvement du 22 février est en passe de réussir de manière subtile mais significative le changement voulu. Il est vrai aussi que par ailleurs, trop de nos concitoyens sont en détention pour des raisons politiques. J'en appelle d'ailleurs à l'intervention du président Tebboune pour user de ses prérogatives constitutionnelles et gracier nos concitoyens en détention pour qu'ils puissent rejoindre leur famille pour l'Aïd. Cela aidera à apaiser les esprits et permettra un dialogue plus serein sur l'avenir du pays.

Communiqué de Jil Jadid du 02/06/2020 : Bientôt la liberté pour Karim Tabou et Samir Benlarbi

A la suite de l'appel public à la libération des détenus d'opinion qu'il a formulé le 14 mai 2020, M. Soufiane Djilali avait introduit une demande d'audience auprès de Monsieur le Président de la République, qui lui a été accordée pour le mercredi 27 Mai 2020.

Le Président de la République, Monsieur Abdelamadjid Tebboune, et en réponse à la requête portée auprès de lui par le Président de Jil Jadid, a accepté d'agir, dans le cadre strict de ses prérogatives constitutionnelles et légales, et comme gage de son intention de favoriser l'apaisement et le dialogue national, pour que Karim Tabou et Samir Benlarbi retrouvent leur liberté au plus vite, au terme de la procédure présidentielle officielle.

Jil Jadid avait refusé en un premier temps de communiquer sur cette démarche qu'il voulait garder dans la discrétion totale par respect pour les détenus et pour éviter toute interprétation tendancieuse et politicienne. La conjoncture politique lui impose aujourd'hui de la rendre publique pour éclairer l'opinion nationale sur la stricte vérité.

Jil Jadid est heureux de cet engagement solennel du Président de la République et attend avec impatience que Karim Tabou et Samir Benlarbi retrouvent enfin la chaleur de leurs familles et qu'ils puissent combler d'affection, en toute quiétude, leurs proches et leurs enfants.

Interview de Soufiane Djilali : « Un schisme profond s'est produit au sein du Hirak »

TSA du 08/06/2020 par Younès Djama

Votre avez annoncé la libération prochaine de Karim Tabbou et Samir Benlarbi, ce qui a suscité beaucoup de réactions. Certains n'ont pas compris pourquoi c'est Monsieur Djilali qui a fait cette annonce ?

Soufiane Djilali : Dans la vie politique il y a ceux qui parlent et il y a ceux qui agissent. Je vous rappelle que depuis plusieurs mois et à chaque occasion, Jil Jadid a soutenu les détenus d'opinion et a agi en faveur de leur libération. A l'occasion d'un entretien avec vous sur votre site le 14 mai dernier, j'avais lancé, une fois encore, un appel au président de la République pour qu'il libère les détenus politiques afin qu'ils puissent passer l'Aïd au sein de leur famille. J'ai réitéré cet appel dans une émission de la radio nationale de grande écoute. Joignant le geste à la parole, j'ai introduit une demande d'audience au président de la République. C'est ainsi qu'il m'a reçu le 27 mai.

L'objectif pour moi était de débloquer une crise de confiance stérile et d'aller vers l'avant. Contrairement à ce qui s'est dit, c'est moi qui ai demandé à ce que cette rencontre ne soit pas rendue publique, sachant par avance que les accusations d'instrumentalisation des prisonniers allaient fuser de toutes parts. L'essentiel était de pousser le pays vers l'apaisement et une sortie de crise consensuelle.

Le comble de l'histoire, c'est qu'à partir du lendemain, jeudi 28 mai, une campagne hystérique a été déclenchée contre Jil Jadid, au motif inventé que j'aurai nié l'existence des détenus d'opinion dans une émission de télévision étrangère. Pourtant, j'avais seulement ramené la proportion des détenus politiques à leur stricte réalité et celle-ci est déjà assez lourde en soi sans avoir à exagérer les choses. En fait, le journaliste de la chaîne Khalidji avait formulé sa question en disant que l'Algérie était un régime militaire et que toutes les prisons étaient pleines de détenus politiques. En tant que responsable politique, je ne peux me laisser manipuler par un journaliste qui défend les intérêts de son pays à notre détriment. La crédibilité des hommes politiques se mesure aussi à leur capacité à traiter des sujets aussi graves avec sérieux et sans surenchère. Les accusations de trahison du Hirak que j'ai encourues étaient injustes et infondées vu le nombre de mes déclarations personnelles soutenant nommément les détenus politiques ainsi que les innombrables communiqués du parti à ce sujet.

Sur ces entrefaites, je me suis résigné à rendre publiques les conclusions de mon entrevue avec le président de la République pour éclairer l'opinion et donner les faits. Immédiatement après, une deuxième campagne fut déclenchée, cette fois-ci pour les raisons inverses de la première. On me reproche maintenant d'avoir annoncé la libération de deux détenus.

Le plus sidérant dans l'affaire est que certains avocats ont immédiatement réagi pour condamner cette libération et verser dans le mensonge contre Jil Jadid. Ce que je peux comprendre de la part de militants passionnés qui ont besoin de l'image du héros qui se sacrifie pour leur cause, je ne peux par contre l'admettre de ces avocats. Il s'agit là d'une grave dérive morale et une atteinte à l'honneur de cette profession. Un avocat qui veut enfoncer ses clients, je crois que c'est inédit dans le monde. Cette perte de lucidité, de mesure et d'humanité est en réalité symptomatique d'une logique intéressée et implacable à la fois. On peut être avocat et politique en même temps, je l'admets mais en aucun cas, on ne doit manipuler des clients, en tant qu'avocat, pour atteindre ses propres objectifs politiques !

Sinon, comment expliquez-vous l'argumentaire de ceux qui sont pour le maintien des détenus en prison ?

Après avoir versé des larmes de crocodile sur les prisonniers, ils refusent maintenant leur libération car ils exigent au préalable une justice indépendante et rejettent donc une intervention politique. Très bien sur le principe. Pour avoir une justice indépendante, il faut pourtant changer la Constitution, non ? Pour engager le débat sur la Constitution, il faut d'abord un dialogue politique, non ? Mais pour que celui-ci ait lieu, il faut selon eux, d'abord libérer les détenus politiques. Mais comme il n'est pas question de les libérer sans justice indépendante on se retrouve dans un cercle vicieux. Alors qu'il y a un drame humain qui se joue, et que le pays souffre de graves difficultés dues au legs de Bouteflika, ils veulent créer ainsi un monde kafkaïen pour mener au pourrissement de la situation. Et c'est là le vrai objectif stratégique d'une alliance tentaculaire et à plusieurs visages.

Enfin, pourquoi Jil Jadid a eu la primeur de l'annonce de la libération des détenus ?

La réponse est dans le communiqué. Le président de la République est favorable à un vrai dialogue et a voulu faire passer le message de l'apaisement par le canal d'un parti qui s'est engagé sur cette voie. Autrement dit, je pense que le président Tebboune a voulu dire que le dialogue peut apporter des solutions et qu'il est préférable à la confrontation. N'est-ce pas là l'exercice fondamental de la politique ?

Savez-vous dans quelles conditions Tabbou et Benlarbi seront-ils libérés ?

Non. Le président s'est engagé à agir dans le cadre de ses prérogatives constitutionnelles et légales. Je n'ai pas plus de détails.

Certains vous reprochent d'avoir parlé uniquement de deux détenus. Pourquoi eux spécialement ? Quel est le sort réservé aux autres prisonniers du Hirak ?

Là aussi, il y a eu beaucoup de mauvaise foi. Jil Jadid a parlé de tous les détenus, comme il l'avait fait auparavant pour Lakhdar Bouregaa, Fersaoui (Abdelouhab, président de RAJ, libéré, Ndlr) et tant d'autres. C'est le président de la République qui a décidé d'agir en premier pour ces deux détenus. Lui, il connaît les raisons. Quant à moi, je n'ai aucun pouvoir pour décider de qui peut bénéficier de l'élargissement. Si cela ne tenait qu'à moi, il aurait fallu tourner la page et libérer tout le monde pour reconstruire une nouvelle ère.

Enfin, dernière précision. Jil Jadid a voulu, en tant que voix politique, se joindre à tous ceux qui ont réclamé cette libération et je crois que c'est le devoir de tout parti politique engagé dans le combat pour la démocratie. Ni plus ni moins. Nous n'avons pas la prétention de dire que nous avons libéré quiconque.

Karim Tabbou a envoyé depuis sa cellule de prison une lettre dans laquelle il parle entre autres d'« une nouvelle génération d'opportunistes, de marionnettes politiques, prêts à tous les emplois ». Vous sentez-vous visé ?

Je ne sais pas s'il a visé Jil Jadid par cette phrase. Je ne sais pas non plus ce qu'il lui a été dit à ce sujet, sachant qu'il vit un isolement très dur et qu'il n'a même pas, semble-t-il, les moyens de communiquer par téléphone avec ses proches. Je sais aussi que certains des avocats du collectif avaient voulu faire cosigner un communiqué par plusieurs détenus pour dénoncer la libération de certains d'entre eux et que la manœuvre avait échoué. Dans tous les cas de figure, Karim Tabbou aura le temps, une fois libre, de s'informer et de juger par lui-même.

En ce qui me concerne, j'ai agi en mon âme et conscience. Pour moi, sa place est dans l'action politique, pas dans une prison. Et de toutes les manières, personne ne pourra lui ravir sa popularité si c'est cela qui est en cause. Quant à moi, je n'ai jamais, durant ma carrière de 32 ans d'opposant, cherché à faire du buzz sur le dos des autres. Ce n'est ni ma morale ni mon style. Mes motivations ne sont ni la popularité ni l'argent ni les postes. Les gens projettent

trop facilement leurs propres fantasmes sur les autres. Je veux juste que la paix revienne dans ce pays pour que nous construisions ensemble l'Etat de droit et la démocratie que réclament le peuple. En tous les cas, l'histoire retiendra les noms de ceux qui ont tout fait pour libérer les détenus et ceux qui ont tout fait pour les maintenir en prison !

Vous avez joué votre rôle dans le départ de Bouteflika. Est-ce que vous soutenez l'actuel président ?

Merci d'avoir évoqué dans votre question le rôle de Jil Jadid dans le départ du régime de Bouteflika et en fait sa contribution au déclenchement du Hirak. Beaucoup semblent l'oublier. Sinon, nous ne prêterons jamais allégeance aux hommes. Jil Jadid a son projet et son propre programme. Je ne cache pas que ma relation personnelle avec le président Tebboune est empreinte de respect mutuel et en politique cela facilite les choses. Le pays a besoin de sérénité, de dialogue et de concessions de la part de tous les vrais patriotes. Il y a une opportunité historique pour une avancée, je fais le pari de la saisir. Je peux me tromper mais concédez que je peux avoir raison. Dans le premier cas, je l'assumerai pleinement et personnellement.

Vous êtes pour le dialogue avec le pouvoir, et vous êtes critiqué à cause de vos positions. Que répondez-vous à vos détracteurs ?

Je sais que nos positions politiques ont désarçonné une partie de l'opinion. La complexité de la crise n'offre pas toujours une lisibilité des événements. Il faut réunir les éléments d'information et les insérer dans une analyse qui donne sens aux réalités. Cela aurait dû être le rôle, tant des journalistes que des politiques que nous sommes. Malheureusement, ce travail est mal fait ou pas fait du tout. A part les réseaux sociaux qui deviennent une source de désordre et de confusion, les outils de communication, télévision ou presse, ont perdu de leur autorité et de leur crédibilité. Cela rend la mission pédagogique plus ardue.

Pour revenir à votre question, il est maintenant évident qu'un schisme profond s'est produit au sein du Hirak. Après plus d'une année, il est normal qu'un mouvement pluraliste d'un point de vue idéologique arrive à ce résultat. C'est pour cela que Jil Jadid insistait sur le fait que les nouveaux militants du Hirak auraient dû s'organiser en plusieurs partis politiques et non pas en une structure unique. Cette idée d'unicité est juste un contresens par rapport à l'essence même de la revendication première qu'est la démocratie.

Cependant, au-delà de la pluralité idéologique et des projets de société, le Hirak s'est divisé en deux positions politiques principales. L'une revendique une rupture totale quitte à aller vers la désobéissance civile et le paradoxal « affrontement pacifique ». L'autre tendance voit au contraire que des gains politiques et symboliques substantiels ont été déjà acquis et qu'il s'agit maintenant de les valoriser et de les matérialiser sur le terrain. Je pense en avoir dit suffisamment sur ce dernier chapitre. Mais si vous le permettez, allons plus loin dans l'analyse du choix de la « rupture » totale prôné par l'autre voie.

Allez-y...

Les promoteurs de ce scénario ne sont intéressés que par la chute du « système » mais n'ont aucune alternative prête à l'emploi ou du moins c'est ce qu'ils disent. Je ne sais pas si ces gens sont conscients des dangers d'une telle démarche aventureuse. Pour moi, si ce type de scénario devait advenir et compte tenu de la fragilité des institutions, c'est l'Etat algérien qui serait mis à terre et cette aventure finirait dans le chaos. Je pense qu'à trop vouloir une révolution totale, on finira par ne rien avoir du tout. Pourtant l'histoire est là pour nous montrer la voie du changement qui réussit. Voyez le passage de l'Espagne de Franco ou du Chili de Pinochet vers la démocratie. Cependant, les révolutions brutales et violentes se sont terminées soit dans la déconfiture et la destruction des superstructures étatiques soit dans la

contre révolution et le durcissement du régime à l'exemple de l'Egypte de Sissi. C'est cela qu'on cherche ?

Certains vous reprochent de faire de l'entrisme...

Pour l'entrisme, il faudra chercher ailleurs. Ce type de comportement relève de la mentalité reptilienne pas de la responsabilité politique. Dans des moments aussi controversés, peu accepteraient de mettre en jeu leur crédibilité personnelle, leur capital militant et leur avenir politique. J'estime faire un énorme sacrifice personnel, pendant que les militants de Jil Jadid subissent les pires dénigrement. Pourtant, nous aurions très bien pu nous faire porter par la vague populiste, répéter à l'envie les slogans, faire les selfies avec les familles des détenus et attendre le moment propice pour récupérer un quota, comme savent si bien le faire les nombreux petits malins.

Notre but est de voir l'Algérie s'engager dans la voie de la construction de l'Etat de droit et de la démocratie et non pas de pousser de jeunes Algériens révoltés par l'injustice, la mal-vie et la misère à s'engager dans une aventure sans issue.

Vous êtes favorable à la participation au référendum sur la révision constitutionnelle. Les conditions politiques sont-elles réunies ? Des journaux sont censurés, des activistes sont convoqués, d'autres incarcérés. La situation est-elle normale ?

Non, la situation n'est pas normale. Nous vivons les conséquences de plusieurs décennies de gabegie totale. Aujourd'hui, les institutions, les partis politiques, la justice, le corps des avocats, la presse, les milieux d'affaires, l'administration, les activistes, ont tous été plus ou moins gravement gangrenés par la corruption, le népotisme, le clientélisme et même le mercenariat à ciel ouvert. Même un Prophète, avec l'aide du Tout Puissant n'arrangerait pas les choses en un tour de main !

Oui, clairement l'Algérie n'est pas encore un Etat de droit, n'est pas encore une démocratie, n'est pas encore un havre de liberté. La logique veut que ces revendications légitimes soient atteintes par l'action et non pas les considérer comme des préalables pour pouvoir dialoguer, se parler et surtout éviter les inutiles affrontements fratricides.

Si un dialogue s'instaure, la stabilité des institutions sera réalisée. Alors, le pouvoir sera dans l'obligation de respecter la liberté de la presse et de l'action politique qui seraient le nouveau contrat politique. C'est du moins, ce à quoi il faudra s'atteler à réaliser sans concessions. Une fois des règles claires établies, chacun devra s'en tenir ou alors accepter les sanctions fussent-elles draconiennes.

Les propositions d'amendements constitutionnels sont dans leurs principes positifs pour une large part. D'autres plutôt négatifs. Jugeons les actes un à un. Organisons-nous, faisons notre travail d'hommes et de femmes politiques, engageons-nous sur la voie d'un vrai changement dès lors qu'il y a une possibilité de l'imposer dans un premier temps dans la Constitution, puis dans les lois et enfin dans la pratique. Ce sera, à mon avis, bien plus utile que de se suffire de scander des slogans dans la rue sans avoir les moyens de les réaliser.

Dans la mouture de la révision constitutionnelle, les rédacteurs ont introduit la disposition relative au déploiement des forces de l'Armée algérienne en dehors des frontières. Vous avez émis des réserves sur ce point et demandé des éclaircissements. Le chargé de mission à la Présidence, Mohamed Laagab, a expliqué que la défense et la préservation de la stabilité et de la sécurité du pays peut se faire parfois en dehors des frontières ». Cet argument vous convainc-t-il ?

Aujourd'hui, nous sommes dans le monde de l'insécurité. Les tensions internationales sont exacerbées, particulièrement dans le voisinage direct de l'Algérie. Nous avons des armées et

des services de renseignement de plusieurs pays de l'autre côté de nos frontières. L'Algérie ne peut pas rester spectatrice devant des dangers aussi imminents. Si vous êtes faibles, vous êtes finis. L'Algérie qui a connu les affres de la colonisation doit être la première à s'en prémunir de nouveau car les formes de subordination des peuples sont multiples. Il faut donc que notre pays puisse se défendre si un pays devait nous considérer comme une proie.

D'un autre côté, l'Algérie ne devra pas entrer dans des coalitions d'intérêts et dans les agendas des uns ou des autres. Nous avons besoin d'une armée forte, qui a les moyens légaux pour défendre le pays dans toutes les conditions du terrain mais en même temps il nous faut une doctrine de bon voisinage et d'amitié avec tous les pays qui nous rendent la pareille.

La révision constitutionnelle va-t-elle répondre aux aspirations du peuple selon vous ?

Pour le moment, c'est du domaine de l'espoir, pas de l'acquis. Ce que je peux affirmer est que Jil Jadid fera ce qui est en son possible pour concrétiser les aspirations populaires légitimes. C'est avec notre volonté politique et notre détermination au combat que nous défendons notre point de vue et nos convictions. Rien d'autre.

Communiqué du 22/06/2020 : Amira Bouraoui ne mérite pas cela !

La sentence prononcée par la justice contre Amira Bouraoui est à l'évidence hors proportions pour les faits qui lui sont reprochés. Débordant souvent sur les règles conformistes et maniant les mots sans politesse entendue, Amira Bouraoui reste une militante engagée, entière et sans fard. Si elle brise souvent le consensus, elle peut aussi oser la rébellion des mots sans mesure.

Cependant, en aucun cas, elle n'a été nocive ou intrigante contre quiconque et encore moins contre son pays. Au contraire, elle a assumé ses convictions pour une Algérie débarrassée de sa mafia lorsque beaucoup se taisaient et se terraient.

Au-delà de son drame personnel, sa condamnation pose cependant des questions autrement plus lourdes.

Dans le climat actuel de rapport de force entre un pouvoir qui affirme sa volonté de remettre de l'ordre dans un pays fragilisé par un legs politique des plus lourds et une opinion publique installée depuis longtemps et à juste titre dans la défiance, les modes opératoires sécuritaires et judiciaires actuels interrogent sur leur efficacité et leurs objectifs.

Alimenter sans cesse la symbolique d'un conflit « pouvoir répressif versus des icônes du Hirak » ne peut que renforcer une propagande de harcèlement médiatique des agitateurs professionnels pour empêcher toute stabilisation institutionnelle. La politique d'une reprise en main sécuritaire sans véritable apaisement envers des militants intègres quand bien même ils seraient turbulents, ne peut qu'entraver la mise en place des réformes profondes dont a besoin le pays.

Alors que le Président de la République s'est engagé à maintes reprises à favoriser le dialogue et à prendre des mesures d'apaisement dans le cadre de ses prérogatives, le cours des affaires semble s'orienter vers un durcissement.

L'opinion publique attend et espère toujours le geste promis d'une libération des détenus pour des raisons politiques.

Plus que jamais, une politique médiane, de dialogue et de raison doit être priorisée. Le mode de gouvernance devra passer de la méthode du rapport de force à celle du rapport de raison. C'est l'avenir du pays qui est en question !

Interview de SOUFIANE DJILALI « Les jeunes générations ne veulent plus être passives. La citoyenneté devient un objectif »

Liberté du 22/07/2020 par Mohamed Mouloudj

Le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, évoque dans cet entretien la situation politique actuelle du pays et la position de son parti sur les différents dossiers de l'heure. M. Djilali analyse également le mouvement populaire et présente un bref bilan de ce soulèvement.

Liberté : Plus d'un an après le soulèvement du 22 février, les bilans de ce mouvement divergent. Que tirez-vous à Jil Jadid de ces 18 mois de lutte ?

Soufiane Djilali : Votre question m'invite à un exercice exigeant. Il est à mon avis trop tôt pour dresser un bilan précis et encore moins consensuel. Chacun, selon son angle de lecture, formulera des conclusions qui pourraient être en totale contradiction avec celles des autres. C'est donc humblement que je formulerai les miennes. Le Hirak du 22 février a permis au pays de réaliser des mutations à plusieurs niveaux, tout en révélant des facettes de notre réalité précédemment imperceptibles. Commençons par les éléments les plus tangibles. Le régime politique construit par Bouteflika est en ruine. Non seulement la plupart des anciens dirigeants ont été déchus et pour beaucoup d'entre eux se retrouvent face à la justice, mais encore le système d'alliance et les modes opératoires politiques qui avaient cours se sont effondrés. Sans le Hirak, il n'y a pas de doute que le régime Bouteflika serait encore là et, de fait, le pays en voie de désarticulation. Deuxième élément de conclusion, l'État algérien a démontré une résilience bien plus importante que ce qui pouvait être supposé. L'enchevêtrement du régime Bouteflika avec l'État était tel que la chute du premier aurait pu causer le chaos pour le second. Je rappelle d'ailleurs que Jil Jadid avait souvent exprimé sa crainte sur cette éventualité.

Ces deux éléments, chute du régime politique et résilience de l'État, nous mènent naturellement vers la problématique de la reconstruction d'un possible nouveau régime politique. Et c'est là que doit intervenir le Hirak. En effet, après avoir permis la réémergence de l'État, il s'agit maintenant pour lui de participer à la formulation de ce que devra être le nouveau régime politique. Et cela est possible pour plusieurs raisons. Il y a aujourd'hui une conscience claire, à tous les niveaux, qu'il n'est plus possible de refaire un régime fondé sur la rente et la corruption accompagnées d'une distribution sociale de subventions pour les franges populaires les plus frondeuses. Dans ce type de système, il y avait un deal manifeste entre les voyous d'en haut et les voyous d'en bas. En revanche, les citoyens honnêtes, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, étaient toujours perdants. Tous ces bons citoyens marginalisés, alors que beaucoup d'entre eux sont instruits, compétents et intègres, se sont enfin éveillés à la politique. Pendant trop longtemps, ils avaient considéré que la politique était sale et qu'il fallait s'en éloigner, laissant ainsi la place à des personnes incultes, souvent immorales et surtout cupides qui avaient fini par prendre les commandes à tous les niveaux de l'État.

Avec le Hirak, une prise de conscience s'est opérée. Les jeunes générations ne veulent plus être passives. La citoyenneté devient un objectif. C'est là que doivent intervenir l'ouverture politique et la construction des véhicules d'émancipation citoyenne que pourraient être les partis politiques. S'il veut réussir, le Hirak est dans l'obligation d'engendrer des structures d'un nouveau modèle, avec une organisation moderne et efficace offrant la possibilité à des

milliers de jeunes de se former et de s'affirmer comme hommes et femmes politiques qui devront assumer la gestion du pays dans un proche avenir. Vous me direz que c'est plus facile à dire qu'à faire. C'est en fait cela notre défi. Je ne clôturerai pas ce bilan, sans faire allusion à ce que le Hirak a révélé comme mutations sociétales pendant longtemps invisibles.

En effet, c'est à partir du 22 février que les Algériens, d'ailleurs à l'instar du reste du monde, se sont découverts tels qu'ils sont actuellement et non pas tels qu'ils croyaient être selon l'image qu'ils avaient mémorisée dans les années 90. Les nouvelles générations sont, d'un point de vue identitaire, mieux équilibrées, plus centrées sur leur algérianité. La présence et le rôle de la femme ont pris une nouvelle dimension insoupçonnée auparavant. Enfin, la dynamique de la sécularisation est en train d'apaiser les tensions idéologiques. Bien entendu, les polémiques et les batailles d'arrière-garde ne se sont pas éteintes, mais elles ont quitté pour l'essentiel la rue tout en se réfugiant, tels des abcès persistants, dans l'espace virtuel des réseaux sociaux. En résumé, l'Algérie se retrouve avec un État relativement stable, mais sans régime politique, des partis politiques classiques en plein désarroi, un Hirak moralement puissant, mais politiquement pluriel et, enfin, des groupuscules idéologiques de toutes tendances, disloqués et hystérisés. C'est avec ces ingrédients que le politique doit construire l'avenir.

D'aucuns tirent la sonnette d'alarme sur la volonté de noyer le mouvement dans des conjectures qui ne favoriseraient, en aucun cas, les chances de son aboutissement. Êtes-vous de ceux qui craignent pour l'avenir du Hirak ?

Le Hirak n'a pas vocation à persister tel quel. Ce ne peut être ni un parti politique ni un mouvement. Le peuple algérien s'est exprimé sous forme de Hirak puisqu'il n'y avait pas la possibilité de le faire autrement. Le peuple s'est offert un référendum à ciel ouvert, pour rejeter le 5e mandat et le régime politique qui lui était lié. Le Hirak se transformera, cependant, en corps électoral pour construire la démocratie, en élisant les vraies institutions. À ce moment-là, il distribuera les cartes entre les acteurs politiques et nous connaîtrons alors la carte électorale nationale. Sinon, tous ceux qui parlent au nom du Hirak ne sont que des imposteurs politiques qui projettent leurs propres fantasmes sur des réalités sur lesquelles ils n'ont aucune prise. Le Hirak ne peut avoir de représentants, car c'est tout simplement l'antithèse de la pluralité. L'idée de structurer le Hirak vient de la logique du parti unique qui s'est implémentée dans la conscience de certains et qui ressurgit, comme le retour du refoulé, au détriment de la logique démocratique. Le Hirak, en tant que tel, a accompli sa mission historique, maintenant, c'est aux citoyens, dans leur unité nationale mais dans leur pluralité politique, que revient la responsabilité de la suite des événements.

Au plan politique, Jil Jadid est passé d'une opposition radicale du temps de Bouteflika à une position dialoguiste avec le nouveau président de la République. S'agit-il d'une réévaluation politique pragmatique ou d'une stratégie mûrement réfléchie ?

L'une n'exclut pas l'autre. Il n'y a pas de doute que Jil Jadid a des objectifs stratégiques comme tout parti politique qui se respecte et qui aspire à voir son projet de société et son programme être mis en œuvre en tant que politique d'État. Notre but est l'État de droit et la démocratie. Notre méthode est pragmatique et vise à faire avancer, à chaque fois que cela est possible, la construction d'un tel idéal. Parfois, lorsque les conditions sont défavorables, il faut rester inflexible sur les principes. Nous l'avons fait durant l'ère Bouteflika. En revanche, lorsqu'il y a des possibilités de progrès, il faut aller vers des compromis sans jamais tomber dans la compromission. Il faut faire la distinction entre la dimension militante qui reste attachée sans concession à un idéal et la dimension politique qui est l'art du possible. Le militant a le sentiment que le politique est opportuniste et ce dernier pense que le militant manque cruellement de réalisme. Finalement, c'est l'histoire qui tranchera, au cas par cas, en faveur de l'un ou de l'autre.

Pour ma part, ma conception de l'action politique est de porter une démarche cohérente avec ses idéaux, tout en étant réalisable. Et c'est à la partie de l'opinion publique qui en est convaincue de la soutenir. Cette démarche peut être à contre-courant de l'humeur générale à un moment donné ; il faut cependant l'assumer. L'homme politique aspire à la réussite, mais doit accepter et intégrer l'idée d'un report dans le temps de la réalisation de ses objectifs en fonction d'une réalité. On dit bien que le politique pense aux prochaines élections lorsque l'homme d'État pense aux prochaines générations. De mon point de vue, s'aligner coûte que coûte sur les émotions populaires, aussi légitimes soient-elles, ne rend pas service au pays, dans les conditions actuelles au moins. Notre pari est de participer à faire sublimer le Hirak en aidant les nouvelles générations à passer de la rue vers les institutions !

Récemment, vous avez rassuré, après une rencontre avec le Président, sur la libération de quelques détenus. Ces détenus ont, en effet, quitté la prison. Pour vous, est-ce un signe d'apaisement suffisant de la part du pouvoir ?

Tout d'abord, il faut se féliciter de cette libération qui permet aux familles de se retrouver enfin. Le geste est appréciable et pendant longtemps l'opposition en avait fait un préalable à tout dialogue. Il y a, toutefois, encore des détenus politiques dont on ne connaît même pas les raisons de leur incarcération. Je ne peux m'empêcher de penser à Ali Ghediri en particulier. D'un point de vue politique, son incarcération actuelle ne peut se comprendre, tout comme celle du journaliste Khaled Drareni d'ailleurs. Il faut, toutefois, rentabiliser politiquement ce choix de l'apaisement. Si le président Tebboune a donné la primeur de l'annonce de la libération des détenus d'opinion à Jil Jadid, c'était pour encourager, dans son principe, la voie du dialogue. C'est donc une voie ouverte pour obtenir des avancées vers les revendications du Hirak.

Vous avez également plaidé pour que la classe politique ait le courage de négocier, d'engager des pourparlers. Cela est-il possible lorsque l'on connaît la nature du régime algérien ?

L'État algérien est là, mais le régime politique est à terre. Il faut en reconstruire un autre. Cela suppose de nouveaux rapports entre les différentes institutions et surtout une nouvelle classe politique porteuse d'une nouvelle mentalité. Alors, soit les hommes et les femmes qui ont milité si longtemps dans les partis politiques ou dans la société civile s'impliquent pour cette reconfiguration en s'imposant sur la scène officielle, soit ils désertent l'arène au nom d'une revendication radicale (Yetnahaw gaâ) devenue une simple illusion sémantique. Cette dernière attitude arrangerait bien évidemment tous les caciques du régime. La clientèle de Bouteflika est aux aguets et piaffe d'impatience. Elle ne rêve que de revenir au plus vite aux affaires et se frotte déjà les mains devant les hésitations de l'opposition. En conséquence, je pense que cette dernière devrait s'adapter avec plus de pragmatisme aux réalités du moment.

Quant au pouvoir, il peut être tenté par la facilité et retrouver les anciens circuits, dociles et intéressés. Ce serait une très mauvaise solution qui plus est ne tiendra pas. Comme je l'ai dit au début de cet entretien, les Algériens ont beaucoup changé et ils ont pris conscience, grâce au Hirak, de cette évolution. Par ailleurs, les conditions politiques, économiques et géopolitiques ne peuvent que pousser le pouvoir vers des objectifs de modernité désormais inéluctables. Je parie donc, en toute conscience, sur l'évolution positive de la nature du régime algérien !

Contribution de Jil Jadid au débat national sur la réforme constitutionnelle.

29/08/2020

Préambule :

L'Algérie a besoin de réformes profondes. Le pays doit se préparer à un changement de régime tant dans sa conception que dans sa pratique. Car, au-delà des nécessaires amendements à la Constitution et aux lois actuelles qui organisent la vie publique et politique, il est indéniable que le peuple algérien a atteint un degré de maturité tel qu'il ne peut plus accepter d'être dirigé comme il l'a été durant ce dernier demi-siècle. Le régime qui a régné sur la société n'a plus, de toutes les façons, d'ancrages psychologiques, doctrinaux, moraux et politiques pour pouvoir persister tel qu'il est.

Une nouvelle génération d'Algériens, plus nombreuse, plus instruite, plus ambitieuse et plus compétente a éclos et ne peut être contenue dans les rets d'une pensée politique façonnée par les nécessités de l'histoire mais qui n'a plus ni générosité, ni créativité, ni plus aucun argument raisonnable à proposer pour maintenir un système politique obsolète et dont les « copies conformes » viennent de s'effondrer dans des circonstances dramatiques dans plusieurs pays à culture similaire.

La nouvelle génération a une façon de voir la vie qui diffère de celle de sa précédente. Sa vision des faits, ses ambitions, ses désirs et ses espoirs sont nouveaux et actualisés et doivent donc être respectés. Le monde a changé. L'Algérie aussi.

Malgré tout, les Algériens ont pu bénéficier de l'instruction généralisée, des soins abordables et de soutiens sociaux. Cela a été possible grâce à la rente pétrolière et non pas à une quelconque vision stratégique. Mais aujourd'hui, les données ne sont plus les mêmes. L'Algérie doit s'adapter aux nouvelles réalités du monde. Des défis nouveaux nous attendent. L'économie-monde est en plein bouleversement et une ère difficile est devant nous. Des secousses violentes peuvent survenir, à tout moment, autour de nous et donc chez nous.

L'Etat de Non-Droit qui est encore le nôtre, a pu survivre tant que la conscience politique de la population le permettait. Cela est dorénavant impossible à le faire admettre à nos concitoyens.

L'Algérie a devant elle une opportunité pour tourner pacifiquement une page de son histoire et inscrire d'un même geste ce passé dans la mémoire collective. Elle a aussi, devant elle, le risque de sombrer dans le désordre et le déchaînement des passions.

Le Président de la République et les institutions dans ce pays doivent assumer toute la responsabilité qui est la leur. Ils sont les seuls à être en situation d'engager le pays vers la stabilité car ils sont aux commandes. Ce sont les faits. Seule une réponse claire, volontaire et loyale aux demandes du mouvement citoyen déclenché le 22 février 2019 pourra mener le pays à bon port.

Jil Jadid est conscient de la complexité de la tâche. Cependant, il agira pour une évolution pacifique, réaliste et possible pour notre système institutionnel et notre vie politique et décide de ce fait, de proposer sa contribution pour la réforme constitutionnelle dans la recherche des meilleures solutions, tant que la parole a encore un sens.

I/ Propositions Générales

La Constitution organise l'architecture institutionnelle du pays. Elle répartit les pouvoirs et les organise. Les modèles dans le monde sont nombreux et s'il est bon de savoir comment cela s'organise ailleurs, il est encore meilleur de s'inspirer de notre propre réalité.

Depuis la théorie de la séparation des pouvoirs (théorie née alors que les monarchies étaient la norme) plusieurs formes de gouvernement ont été pratiquées. Il est encore classique aujourd'hui et y compris dans les Républiques, de faire référence à la séparation des trois pouvoirs : législatif, judiciaire, et exécutif. En fonction de la nature de l'Etat (monarchie ou république) la Constitution -ou la simple tradition- finit par stabiliser un équilibre particulier entre les divers centres de décisions. Le Présidentialisme (ou semi présidentialisme) est objectivement possible dans les seules Républiques. Le parlementarisme va de soi dans les monarchies constitutionnelles, bien plus nombreuses en Occident démocratique que nulle part ailleurs !

Cependant, dans tous les cas de figure, les pays développés fonctionnent avec des Etats de droit et selon des principes démocratiques. Mais durant le XXe siècle et surtout en ce XXIe siècle, une autre dimension, s'est peu à peu insinuée dans le fonctionnement institutionnel : la nécessité sécuritaire. Cela est devenu un besoin vital pour les sociétés modernes assaillies par diverses agressions polymorphes.

Nature du régime politique

Les institutions sont le reflet de l'histoire particulière de chaque nation ; il faudra donc accepter de réfléchir à partir de notre réel et non pas selon des projections théoriques sans liens avec notre société. L'équilibre des pouvoirs est atteint non pas par projection d'un schéma théorique mais par la réflexion sur une pratique au quotidien et qui définit les rapports des institutions entre elles.

L'Algérie, du fait de son histoire ancienne, ses structures anthropologiques et surtout de par son passé récent, ne pourrait fonctionner selon un modèle parlementaire. Non pas que les Algériens seraient moins démocrates, mais tout simplement parce que le parlementarisme n'émane pas de notre culture. Le parlementarisme a été d'abord l'expression de la démocratie dans des Etats monarchiques. Dirions-nous par exemple que les Américains ne sont pas assez évolués pour adopter un tel système ? Ou, a contrario, que les Anglais ne sont pas assez évolués pour appliquer chez eux un régime présidentiel de type américain ? Non, car tout simplement l'un et l'autre ne correspondent pas aux conditions socio-historiques de ces deux pays.

Au lieu donc de procéder par comparaison, qui n'est pas toujours raison, puis de tirer des conclusions malheureuses sur le peuple algérien, il serait plus profitable d'aboutir à des analyses et à des conclusions en relation avec le développement endogène de la pratique politique du pays.

Dans ces conditions, pourrions-nous choisir le système parlementaire ? Pour nous, la réponse est clairement négative car compte tenu de ce qui précède, de notre pratique politique et de l'état de notre classe politique atomisée à la suite de plusieurs décennies de privation d'exercice politique libre, cela ne pourrait que se heurter à une multitude de problèmes nouveaux et probablement indépassables. Ce qui nous conduirait rapidement à des crises politiques sans fin.

Il est donc inutile de bouleverser le schéma auquel s'est habitué le peuple Algérien. Le régime semi présidentiel est celui qui semble le mieux adapté à son tempérament. Il est naturel pour lui qu'un homme puisse représenter la nation. Notre culture nous prédispose à déléguer notre confiance à un homme qui représente le peuple. Cependant, il faut introduire des contre-pouvoirs sérieux à l'institution présidentielle et libérer par ailleurs des marges de pouvoir au profit d'autres institutions. Il serait imprudent de laisser le loisir à un homme, quel qu'il soit, d'user de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'actuelle Constitution amendée en 2016.

L'équilibre des pouvoirs exécutifs

Le Président de la République, élu par le peuple, doit être le garant du fonctionnement normal des institutions de la République. Il doit pouvoir engager les réformes de fond et sur le long terme et conduire la politique extérieure. Il doit être la clef de voûte du système institutionnel et le Chef de l'exécutif au sens large. Par cette charge, il lui devient difficile de gérer un gouvernement au quotidien.

Il doit, à l'évidence, se faire seconder d'un véritable Chef de gouvernement, lui-même responsable face au parlement (donc choisi par le Président de la République avec l'aval de la majorité parlementaire – vote de confiance). Cela créera une tradition de dialogue entre les acteurs politiques et permettra également de faire émerger de nouveaux hommes et de les préparer pour la relève et la continuité des fonctions de l'Etat. Le Chef du gouvernement doit être nommé et démis par le Président de la République, cela évitera le conflit d'autorité et de légitimité ultime. Le parlement doit approuver le programme annuel du gouvernement ou s'en défier. Il doit également discuter et voter le bilan annuel.

Le poste de Vice-Président semble, cependant, en déphasage avec l'esprit du semi-présidentialisme. Un exécutif à deux pôles (Présidence et Chefferie du Gouvernement) répond à des impératifs et à une logique politique. En revanche, un troisième pôle (Vice-Président), pourrait créer des tensions inutiles et des empiètements de prérogatives entraînant plus de confusion que de solutions.

La possibilité que le Vice-Président, désigné par le Chef de l'Etat, devienne lui-même Président de la République jusqu'à la fin du mandat en cas de retrait du titulaire élu, brise l'ensemble de l'échafaudage démocratique des institutions.

Introduire des dispositions constitutionnelles pour éviter des situations d'instabilité exceptionnelles en renversant les valeurs de principe équivaldrait à annihiler l'esprit de la démocratie. Ce serait un grand mal pour un éventuel petit bien.

La construction de l'Etat de droit doit être un objectif impératif à réaliser dans les quelques années à venir. La limitation des mandats présidentiels et la séparation effective des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont essentielles.

Le pouvoir législatif :

Le parlement (mono ou bicaméral) doit retrouver la noblesse de ses fonctions, de production des lois et de contrôle effectif de l'exécutif dans tous ses démembrements. Il doit recouvrer toute son autonomie.

Des élections libres et transparentes sont la condition sine qua non pour sa crédibilité et pour sa capacité à devenir le moteur de l'évolution du système politique.

L'autorité indépendante pour la gestion des élections devient ici un élément structurel et fondamental pour la dynamique du changement.

Enfin, la majorité qualifiée des représentants du peuple aura la paternité d'un gouvernement démocratique.

Le pouvoir judiciaire :

Enfin, la justice devra être libérée et en même temps protégée contre toute intrusion politique et contre toute déviance interne, son indépendance ne signifiant aucunement sa « privatisation ». Le Conseil de la Magistrature devra être renforcé dans son autonomie et ses compétences. La Haute Cour de Justice doit être installée. La séparation entre l'exécutif

(ministère de la Justice) et le Conseil Supérieur de la magistrature est un premier pas vers un meilleur équilibre des pouvoirs. Il devra être renforcé par d'autres mesures à l'avenir.

La Cour Constitutionnelle

Son pouvoir de contrôle de la régularité de l'application des dispositions constitutionnelles doit être renforcé. Sa composante équilibrée. Les membres de cette institution doivent provenir selon des processus de désignation incontestables. Les anciens Présidents de la République devraient pouvoir y siéger de droit, à leur convenance. Enfin, le droit de saisine doit être élargi aux élus de la nation en plus de la disposition d'auto-saisine. La Cour Constitutionnelle doit pouvoir saisir le Haut Conseil de Sécurité ainsi que la Haute cours de justice en cas de non-observance de la Constitution par le Président de la République. Une procédure en déchéance du Président de la République devrait pouvoir être enclenchée de concert entre ces trois institutions en cas de maladie invalidante ou de conduite pouvant remettre en cause la paix civile ou l'unité du pays. Les élus parlementaires doivent avoir le droit de saisine pour amorcer la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles en cas de suspicion de vacance du pouvoir.

Le pouvoir sécuritaire

Dans toutes les démocraties, cette fonction s'est développée de façon conséquente et est devenue centrale dans la définition des stratégies des Etats. Pendant que la théorie politique s'était arrêtée aux trois pouvoirs précités auxquels est rajoutée par tradition, le pouvoir de la presse (des médias), la pratique de la raison d'Etat a fini par intégrer la fonction sécuritaire comme un pouvoir à part entière. Dans ce pouvoir, il y a évidemment la responsabilité de la défense armée du pays mais aussi et surtout les moyens de sa sécurité stratégique.

Pour l'Algérie, pays encore fragile, à position géostratégique sensible avec un territoire vaste et riche, cette dimension ne peut en aucun cas rester occultée. Mais d'un autre côté, il serait dangereux de laisser s'organiser des pouvoirs aussi primordiaux sans balises constitutionnelles.

Construire un avenir fertile pour le pays, c'est organiser dans le cadre de l'Etat de droit toutes les institutions détentrices de pouvoirs même si des aménagements réalistes doivent être prévus pour permettre une évolution sans heurts de l'ensemble du système actuel.

Ainsi, de notre point de vue, la Constitution devrait réserver des pouvoirs institutionnalisés renforcés à un Haut Conseil de Sécurité dont la composante et les prérogatives seraient formellement explicitées dans la Constitution, avec des hommes de carrière, de compétence et de sagesse. Cette institution devra être sous l'autorité du Président de la République, mais jouir d'un réel pouvoir de réflexion et de propositions de stratégies coordonnées dans tous les domaines en rapport avec la sécurité nationale. Le Haut Conseil de Sécurité serait chargé de la défense de la République dans les termes de la Constitution, de la protection de la souveraineté nationale, du patrimoine national, ainsi que des missions de sécurité au sens large.

Par ailleurs, la création d'agence spécifique relevant de la dimension sécuritaire (sanitaire, alimentaire, aménagement territorial...), bien que de composante essentiellement civile, pourraient être coordonnées par le HCS.

En retour, les institutions sécuritaires ne devront plus s'immiscer dans la fonction politique ni dans la gestion gouvernementale. La défense de l'Etat ne devant pas être confondue avec la défense du régime. En particulier, les services de sécurité ne devront plus devenir l'instrument politique, de répression ou de manipulation au profit d'une quelconque partie

dans sa volonté de conserver ou de conquérir le pouvoir. Ils devront être au service du consensus national, de la paix civile et de la sécurité de l'Etat.

II/ Conclusion

L'Algérie se trouve à une étape charnière de son existence. La génération de Novembre, celle qui a libéré le pays et qui l'a dirigé jusqu'à aujourd'hui vient de céder le flambeau national.

Cette étape n'est pas sans risques. L'Etat de droit n'a pas été édifié. Une relève politique sérieuse n'a pas été formée. Le pays n'a pas été mis correctement sur les rails du développement. La corruption a pris une forme culturelle dans le corps de la société et met en danger la sécurité nationale. Notre dépendance à l'égard de l'étranger est dangereuse, notre économie réduite à l'activité de bazar et la production nationale condamnée à sa plus simple expression.

Par ailleurs, des défis nouveaux pointent à l'horizon : l'inéluctable fin du pétrole, les graves troubles du système financier mondial, la déstabilisation des Etats par le terrorisme, les troubles à nos frontières...

Mais d'un autre côté, des éléments plus favorables apparaissent : le niveau de conscience des Algériens, leur capacité d'adaptation, leur volonté immense de divorcer d'avec le despotisme, la médiocrité, la corruption et la bureaucratie.

Le vent de changement qui souffle depuis le 22 février 2019, nous aide à avancer. Les changements géopolitiques qui vont survenir les prochains mois ou les toutes prochaines années, serviront notre cause. Encore faut-il avoir une classe politique éclairée qui saura prendre les bonnes décisions. Il est impératif que les dirigeants du pays puissent dorénavant se prévaloir d'une légitimité incontestable. Il serait encore mieux qu'ils soient hautement compétents. Seuls l'Etat de droit et la démocratie nous y mèneront !

La réussite des réformes dépendra plus d'un esprit à insuffler à la nation qu'à des changements de la lettre de la Constitution ou de celle des autres lois.

Il faut que la volonté du véritable changement s'exprime au plus haut niveau de l'Etat. Il faut que ces réformes apparaissent comme étant l'expression d'une conviction et non pas celle d'une contrainte subie et que le pouvoir, de ce fait, n'aura de cesse de louvoyer pour prolonger la vie d'un système définitivement condamné !

Ouvrir dès maintenant les médias à toutes celles et à tous ceux qui ont quelque chose à dire serait un signe positif, un appel à la reprise de la confiance.

Parmi les signes positifs, l'intégration symbolique dans le préambule du mouvement citoyen.

Cependant, une rupture psychologique doit être opérée avec le retrait définitif du sigle du FLN

De la scène politique. Ce sigle appartient à la nation et à la mémoire collective. Il est cité tant dans le préambule de la Constitution que dans l'hymne national.

Ce serait le geste le plus fort pour annoncer une République nouvelle.

Interview de Soufiane Djilali : Situation politique, Hirak, révision constitutionnelle : entretien avec Soufiane Djilali

TSA du 10/09/2020 par Makhoul Mehenni

Djilali Soufiane est président de Jil Jadid. Dans cet entretien, il parle de la situation politique en Algérie et de ses perspectives économiques, du Hirak et formule surtout un avis tranché sur le projet de révision constitutionnelle.

La date du référendum est fixée et la teneur du projet de révision constitutionnelle dévoilée, mais la scène politique ne s'emballe pas. Est-ce parce que, comme vous l'écriviez dans votre dernière contribution, « la réussite des réformes dépendra plus d'un esprit à insuffler à la nation qu'à des changements de la lettre de la Constitution ou de celle des autres lois » ?

Oui, absolument. Le politique relève pour une bonne partie du psychologique. Pour le moment, la scène politique est morose pour le moins, sinon déprimée. Les repères pour les acteurs politiques ont été bouleversés. Pendant les 20 années du règne de Bouteflika, l'échiquier était stable. Les partis politiques calibraient leur position en fonction des équilibres internes au régime. Cependant, comme les vrais enjeux internes au pouvoir ne sont pas publics, les politiques avaient compris qu'ils devaient juste tenir une rhétorique bien rodée et suivre le mouvement général. Après le 22 février, les clefs d'analyse ne fonctionnaient plus. Ce qui se déroulait sous nos yeux n'était plus lisible avec les précédentes grilles de lecture. Les violents changements d'alliances au sein du pouvoir, les arrestations les plus inattendues, la persistance d'un Hirak euphorisant avaient rendu caduque la compréhension des rapports de force en cours d'affrontement.

Je vous renvoie par exemple aux « anticipations sûres et certaines » des politiques et des journalistes réputés être très bien informés, et qui étaient totalement contradictoires, souvent insensées et parfois même délirantes. À l'évidence, il n'y avait plus de balises pour percevoir objectivement ce qui se passait. Leurs sources étaient elles-mêmes parasitées ou peut-être en déshérence.

Les plus prudents des politiques se sont faits très discrets. D'autres ont suivi les puissants du moment, quels qu'ils soient, au gré des changements et donc ont fait du yoyo. D'autres encore ont investi dans la rue et les slogans, convaincus que le pays allait basculer et qu'ils pouvaient dès lors cueillir les dividendes car ils avaient crié plus fort que les autres.

En ce mois de septembre, alors que la tempête est passée, les uns et les autres font leur bilan. Beaucoup se sont aperçus qu'ils s'étaient accrochés à des illusions et qu'ils devront maintenant refaire tous les calculs. C'est donc une période de désenchantement et de désarroi pour de nombreux acteurs. Ceux qui avaient été des soutiens inoxydables au Bouteflikisme ou qui avaient gravité autour de lui, sont aujourd'hui orphelins, et ceux qui avaient misé sur des positions radicales durant le Hirak essayeront de se racheter et de faire mea culpa en participant aux prochaines élections avec les sempiternels justificatifs de la « tribune d'expression pour l'opposition » !

Dans la même contribution, vous aviez affirmé que le changement de régime est inéluctable. Le pouvoir actuel, à travers ses décisions et les propositions contenues dans la mouture de la nouvelle Constitution, se dirige-t-il résolument vers un tel objectif ?

L'Algérie n'a pas le choix sinon que de s'engager sur la voie de la construction de l'État de droit. La société a énormément évolué. Dans mon dernier ouvrage, j'avais abordé longuement l'évolution des valeurs anthropologiques des Algériens. Ce que beaucoup de monde avait découvert le 22 février, sur la jeunesse, la femme ou le reflux de l'intégrisme, avait été en fait,

le résultat d'une mutation significative ces trente dernières années sans que cela ne soit généralement perçu.

Jil Jadid a construit tant son projet de société que son positionnement politique par rapport à cette dynamique de fond, au long cours.

C'est sur la base de ces mêmes fondamentaux, qui nous avaient permis d'anticiper les événements d'aujourd'hui, que je m'appuie pour vous dire que le changement de la nature du régime est incontournable. L'échec dramatique de l'expérience Bouteflika, les contraintes internes et externes au pays, la prise de conscience populaire et l'évolution de la société, feront qu'il n'est plus possible de revenir en arrière.

Lors de mes rencontres avec lui, le président Tebboune m'est apparu en harmonie avec cette analyse. Je suis convaincu que c'est la voie du renouveau qu'il a choisie. Il reste à voir les résultats concrets sur les prochains mois ou années de cette politique ; comme chacun le sait, cela dépendra de beaucoup de facteurs endogènes et exogènes.

D'un autre côté, je comprends parfaitement le scepticisme légitime de beaucoup de nos concitoyens ; cependant, je persiste à penser que l'Algérie vient de franchir une étape cruciale en relation avec le temps long de son histoire. En effet, il peut y avoir, dans la vie d'une nation, des phénomènes politiques de grande ampleur mais qui n'ont qu'une influence très limitée sur les dynamiques historiques. D'autres fois, des changements viennent à maturation et sans prendre une dimension spectaculaire, deviennent structurants sur le long terme. Nous sommes dans une configuration mixte : le Hirak a été spectaculaire tout en signifiant une mutation profonde qui l'avait précédé. Et je précise bien que cette maturation a « précédé » et n'a pas été « engendrée » par le hirak. C'est ce dernier qui est l'expression de l'évolution de la société et non pas l'inverse ! Le résultat en sera l'amorce de la construction d'un État de droit.

Quelle première lecture faites-vous de la mouture finale de la révision constitutionnelle ? Peut-on parler de Constitution consensuelle ?

La recherche du consensus et de l'équilibre est sa marque de fabrique. Contrairement aux révisions de 2008 et de 2016 où seule la consolidation du pouvoir présidentiel était la préoccupation, avec celle-ci, il y a une évidente volonté de gagner l'assentiment du plus grand nombre. C'est sa force et sa faiblesse à la fois. Chacun trouvera à redire sur une concession faite à un autre bord que le sien.

La nature du régime proposée a pris une coloration audacieuse avec cette flexibilité d'un régime mi-semi présidentiel et mi-parlementaire, une composition d'une cour constitutionnelle bien plus crédible, la possibilité pour la communauté à l'étranger de s'impliquer en politique sans presque plus de restriction sinon pour le poste du président de la République ou ses éventuels remplaçants en cas de vacance. La partie consacrée aux libertés est conséquente et enfin, le préambule a été nettement rééquilibré en faveur du Hirak.

Nous sommes par ailleurs rassurés que le poste de vice-président ait été supprimé, en particulier dans la disposition de remplacement du président de la République en cas de vacance jusqu'à la fin du mandat.

Après cela, il faut voir la capacité du pouvoir à la mettre en application et à respecter sa lettre et son esprit. Les partis politiques, la société civile, les militants... devront probablement lutter pied à pied pour imposer les véritables contrepoids dont le pays a besoin.

Les éléments disponibles à ce stade suffisent-ils pour arrêter une consigne de vote lors du référendum ?

La position concernant le référendum sera déterminée par le Conseil national du parti qui est convoqué pour le 2 octobre. Cependant, de mon point de vue personnel, refuser ce projet de révision voudrait dire que la Constitution de 2016 est meilleure et que l'on préfère alors rester dans le système hyper présidentiel que Bouteflika nous a légué.

Vous aviez, à l'issue de l'une de vos rencontres avec le président de la République, annoncé la libération de certaines figures du Hirak. Mais il semble que l'apaisement promis tarde à se concrétiser, du moins les libérations n'ont pas touché tous les détenus d'opinion et de nouvelles arrestations sont signalées épisodiquement. Pourquoi selon vous ?

En effet, il y a une alternance de mesures d'apaisement et de sévérité sécuritaire touchant les hirakistes. « Tendre et détendre » est une technique pour désamorcer les tensions de la rue lorsqu'elles enflent démesurément. Finalement, dès que les nouvelles autorités stabiliseront la situation et que la nouvelle dynamique politique s'enclenchera, les arrestations n'auront plus de raison d'être. Pour moi, il faut rapidement aller vers l'ouverture, vers l'établissement de la confiance. Les dépassements resteront le fait d'individus qui ne pourront pas remettre en cause l'autorité de l'État. La liberté doit se vivre dans le respect et la responsabilité. La citoyenneté ne doit pas être confondue avec une forme de nihilisme ou d'anarchisme qui guettent malheureusement le militantisme virtuel.

Ces dernières semaines, on a senti dans vos propos comme une prise de distance avec le discours du pouvoir avec, surtout, moins de griefs à l'adresse d'une frange de l'opposition et du Hirak...

Je n'ai jamais formulé de griefs à l'encontre du Hirak, Jil Jadid en a fait partie et en a été l'un des promoteurs. En revanche, il y a eu divergence avec certaines parties qui ont voulu s'instituer porte-parole du peuple et qui se permettaient d'excommunier à leur guise tous ceux qui ne s'alignaient pas derrière eux. À la vérité, c'est donc Jil Jadid qui a été systématiquement attaqué, diffamé et vilipendé au motif qu'il avait prôné le dialogue avec les nouvelles autorités.

En réalité, un courant installé à l'étranger et lié à un intérêt idéologique internationaliste avait réussi à parrainer de très nombreux activistes et certaines figures politiques. Leurs médias offshores, avaient mis beaucoup de moyens pour séduire les uns et les autres et fomentaient des campagnes intenses contre tous ceux et celles qui osaient braver leur agenda, en faisant fi de toute morale, éthique ou déontologie professionnelle.

Le problème est que, à part faire tomber « le pouvoir », leurs objectifs restaient occultes, à l'abri des regards. Je reste très étonné que des personnalités politiques normalement avisées, se sont laissés embobiner et ont suivi cet agenda, sans se poser des questions sur les conséquences possibles d'un tel scénario sur la viabilité de l'État.

Il est vrai que beaucoup de citoyens de bonne foi avaient succombé au discours ambiant, pensant réellement que cette voie représentait le salut du pays. Les Algériens avaient étouffé avec le régime Bouteflika et ne font plus confiance au pouvoir, quel qu'il soit.

Dans notre inconscient collectif, l'État reste confondu avec un pouvoir exogène à la société. Depuis le « beylik » et les janissaires des Ottomans à la colonisation française, les Algériens n'ont eu qu'un rapport conflictuel avec tous les pouvoirs constitués. Depuis 1516, ils n'ont connu ni la souveraineté ni la citoyenneté. Sans parler des effets de la société traditionnelle qui imprègne très fortement le comportement collectif et qui complique la construction de l'État moderne. L'obsessionnelle agressivité de certains contre l'armée relève à la fois d'un réflexe atavique et d'une arnaque politicienne non dénuée d'arrière pensées. Dans aucun pays au monde fusse-t-il le plus démocrate, il n'est permis de s'attaquer avec autant de

virulence à son armée. Bien sûr qu'il y a des militaires véreux qu'il faut dénoncer en tant que tels mais il est stupide de vouloir briser toute l'institution et sa symbolique.

Finalement, Jil Jadid a considéré et pesé d'un côté, les gains politiques du Hirak obtenus et de l'autre, les risques encourus à vouloir tout, tout de suite, à l'image du populaire Yetnahaw gaâ.

En tant que parti politique patriote, militant pour l'État de droit et la démocratie, agissant avec responsabilité et non pas dans l'hystérie du buzz, il nous a semblé bien plus raisonnable d'accompagner un changement réel même s'il est forcément progressif plutôt que de brasser le vide. En un mot, les populistes proposent au Hirak de le mener vers le néant, pendant que l'ambition de Jil Jadid est de proposer au Hirak de rentrer dans les institutions de la République.

De toutes les façons, le temps dira qu'elle aura été la meilleure attitude : se cacher derrière les slogans de la rue pour s'offrir une stature ou dépasser les passions et les illusions pseudos révolutionnaires, avec le risque d'être incompris. On verra alors qui a pratiqué l'opportunisme à satiété et qui avait en mire l'intérêt du pays.

Que faudra-t-il entreprendre pour sortir de la situation actuelle que d'aucuns qualifient d'impasse ?

Honnêtement, je pense que la feuille de route actuelle, si elle est appliquée correctement, devrait permettre au pays de se stabiliser et d'ouvrir les vrais chantiers tant juridiques, institutionnels qu'économiques dont il a besoin. Après le référendum sur la Constitution, les élections législatives puis locales permettront la reconfiguration de la scène politique. Il y aura de nouveaux visages, un nouvel équilibre politique et un renouvellement de la scène politico-médiatique. Imaginez que les jeunes citoyens, souvent instruits et pleins de saines ambitions, transforment leur engagement politique et se font élire dans les collectivités locales et au Parlement ? Ils prendront en charge de vraies responsabilités et pourront agir pour changer les choses. N'est-ce pas bien mieux que de marcher tous les vendredis en prenant des selfies puis aller déverser sa frustration à travers les réseaux sociaux sur celles et ceux qui assument leur devoir envers la société ?

Vous avez appelé à restituer le sigle FLN au peuple. Croyez-vous que cela peut se produire maintenant ?

Je ne sais pas si cela peut se produire maintenant, en tous les cas, c'est le sens de l'histoire. Les autorités seront bien avisées de retirer, par la loi, ce glorieux sigle qui nous appartient à tous, des mains de satrapes qui ont sali l'honneur des chouhada et des vrais moudjahidine et à travers eux, l'image de la Guerre de libération, auprès des nouvelles générations. Il est temps de rendre justice au sigle FLN, d'en faire une fierté et une inspiration en tant que symbole de l'unité nationale et non pas un nid d'opportunistes et de voyous. Dans toute cette histoire, j'ai de la peine pour les vrais militants et patriotes qui étaient restés dans ce parti pensant le sauver des mains de la trahison. Je crois qu'ils seront les premiers à être heureux de le voir réintégrer le patrimoine national.

Quelle lecture faites-vous de la situation économique et financière du pays ? Partagez-vous l'optimisme affiché par le chef de l'État qui a déclaré que le pays n'était pas « à genoux » et avait « de quoi tenir » ?

La situation est difficile, il n'y a pas de doute. Malheureusement, l'état va se resserrer encore plus sur nous. Si on compare nos entrées des années passées avec celles d'aujourd'hui, il est clair qu'il y a une chute vertigineuse. De 60 milliards de dollars en 2014 à 28 ou 29 milliards prévisibles en 2020, c'est plus de la moitié qui a été perdue.

Pour autant, l'optimisme affiché par le président de la République n'est pas gratuit. Il y a de nouveaux éléments dans la conduite des affaires de l'État qui donnent du crédit à ce sentiment. L'élimination de la pratique de la surfacturation a permis de baisser significativement la facture à l'importation. Déjà en septembre 2016, l'ex-ministre du Commerce, feu Bekhti Belaïb, avait évalué à 1/3 du coût des importations détournées, soit environ 20 milliards de dollars par an !

Par ailleurs, il y avait des programmes d'infrastructures de grande ampleur qui étaient à l'origine de beaucoup de dépenses et... de corruption à la fois. Tous ces programmes sont pratiquement finis ou en voie de l'être. Enfin, les projets foireux mais au prix exorbitant en sus des détournements pantagruéliques de l'oligarchie, désormais neutralisée en bonne partie, font que l'hémorragie des ressources de l'État est en train d'être jugulée.

L'un dans l'autre, et avec les quelques réserves en devises qui restent, l'Algérie devrait pouvoir redémarrer sans trop de casse. Il reste maintenant à relancer l'économie dans les plus brefs délais.

Un avis sur le plan de relance économique ? Les objectifs annoncés sont-ils réalistes ?

Pour être franc, je ne dispose pas de toutes les données qui me permettraient de formuler un jugement argumenté. Toutefois, si on considère l'état de l'économie actuelle avec les multiples blocages bureaucratiques, les déviances mafieuses et les rigidités réglementaires, et pour peu qu'il y ait des décisions politiques fortes, un rattrapage conséquent peut être réalisé.

Éliminer les goulots d'étranglement, réinjecter de la compétence, ouvrir l'investissement productif, encourager la PME/PMI, protéger le marché national de l'invasion des produits de bazars d'importation, protéger la production agricole, etc...

L'assainissement des grandes entreprises d'État est également salutaire, Sonatrach passe au peigne fin et maintenant il est envisagé la fermeture d'une quarantaine d'agences d'Air Algérie basées à l'étranger. À l'ère du numérique, les billets s'achètent désormais sur Internet. Les fils de et les filles de, doivent se résigner à se passer de la vache à traire nationale.

Enfin, quelques nominations, comme à Algérie Télécom par exemple, donnent le sentiment qu'enfin la compétence commence à reprendre sa place. Il faut sortir définitivement des nominations clientélistes et népotiques. Les pratiques régionalistes et tribales ont encore la peau dure et perdurent malheureusement au détriment de l'intelligence, de la compétence et du mérite. Je suis d'ailleurs toujours étonné qu'il n'y ait pas une gestion des ressources humaines et des carrières des dirigeants et des hauts responsables dans tous les domaines. Le recyclage des médiocres au détriment des meilleurs a ruiné le pays.

Toutes ces actions peuvent redonner du dynamisme, créer des emplois, baisser la facture à l'importation etc... Rien qu'avec ces actions, le PIB peut retrouver des couleurs en attendant que des réformes structurelles et plus onéreuses puissent être mises sur pied.

L'Algérie dispose d'un véritable potentiel productif jusqu'à présent neutralisé. Un grand avantage qui comptera dans le proche avenir est l'absence de dette externe. Lorsque vous voyez des puissances économiques affichant au tableau un taux d'endettement dépassant les 100% de leur PIB, vous vous dites que notre économie ne vole pas haut mais au moins, pour le moment, nous avons la souveraineté de nos choix à venir.

En tout état de cause, il faut attendre le bilan final de l'année 2020 et les perspectives ajustées pour 2021 pour pouvoir répondre avec plus de précision sur la pertinence de ce programme.

Interview de Soufiane Djilali : « Ceux qui prônent la démocratie sont ceux qui ont donné naissance à une fachosphère »

24H Algérie du 17/10/2020 par Fayçal Metaoui

La campagne pour le référendum sur la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020 se poursuit pour la deuxième semaine. Bien que favorable au nouveau texte, Jil Jadid en critique certains aspects et souhaite que les Algériens se prononcent sur son contenu en pesant ses côtés positifs et négatifs. Dans cet entretien à 24H Algérie, Soufiane Djilali, président de ce parti parle du hirak, du texte de la constitution, de l'opposition, des médias verrouillés...et de la fachosphère !

24H Algérie : Le projet de révision constitutionnelle sera soumis à un référendum populaire le 1er novembre 2020. Est-ce que ce projet porte des réponses à des demandes relatives au changement politique en Algérie ?

Soufiane Djilali : Le 22 février 2019, les Algériens étaient sortis pour tourner la page de l'ancien régime, celui de Bouteflika. Il fallait donc prendre une décision symbolique qui, en même temps, permet de passer à une autre étape. La Constitution est une étape importante pour donner un signe que le pouvoir est conscient de l'existence d'une crise de confiance dans le pays et de l'importance de construire un nouveau système politique où tout le monde peut participer dans un climat de liberté. Dans le texte, il existe des dispositions qui préparent la base d'une action politique future. Je peux citer les facilités accordées à la création des associations avec le système déclaratif au lieu de l'agrément. L'administration n'a plus la possibilité de bloquer la création des partis. Si le dossier est conforme à la loi, l'agrément est accordé. Les réunions publiques des partis se tiendront aussi sur simple déclaration. Pas besoin d'une autorisation de la wilaya.

Dans le projet, il y a un retour à la limitation des mandats présidentiels. Quelles garanties existe-t-il pour que cette disposition ne soit plus remise en cause ?

Des dispositions finales interdisent tout amendement par la voie parlementaire de certains articles comme ceux relatifs à l'identité, à tamazight, à l'islam, à l'équilibre du pouvoir. Il existe une partie qui traite des équilibres du pouvoir. Et là, on constate qu'il y a une forme de timidité. Il n'y a pas de propositions audacieuses à part la désignation d'un Premier ministre en cas d'une majorité présidentielle ou d'un chef du gouvernement (en cas de majorité parlementaire qui n'est pas celle du président de la République) avec de larges prérogatives. Il a le droit d'avoir un programme politique appartenant à la majorité parlementaire. C'est un entrebâillement pour une future coalition (opposition- pouvoir). A part cela, le pouvoir exécutif reste fort. Qu'est-ce qui contrebalance cette concentration de pouvoir ? En partie, c'est l'Assemblée nationale avec le renforcement de sa capacité de contrôler le gouvernement mais, comme mécanisme à moyen terme, c'est la limitation de mandats présidentiels qui permet cela.

Comment ?

A partir du moment où un président de la République sait qu'il ne peut pas passer au-delà de deux mandats, il évitera de s'impliquer dans des affaires de corruption, n'aura pas le temps de s'enraciner pour placer ses proches ou ses amis. Deux mandats sont une garantie pour une possible alternance. L'Algérie est le seul pays arabe à avoir cette disposition constitutionnelle. Il y a ceux qui regrettent qu'on n'ait pas choisi un système parlementaire et qu'on soit resté dans le système semi présidentiel. L'Algérie a besoin d'un État central assez fort. Le parlementarisme dans la phase actuelle deviendra paralysant compte tenu du niveau de la classe politique telle qu'elle a pratiqué la politique (...) Le Liban et la Tunisie, qui ont adopté le système parlementaire, sont embourbés dans des difficultés. Je comprends bien que les

Algériens soient fatigués d'avoir un pouvoir oppressif et qui manipule comme il veut les moyens de l'État, mais il ne faut pas croire qu'un État faible va produire la démocratie. Si on introduit des mécanismes qui neutralisent les institutions entre elles, la démocratie deviendra un outil contre-productif qui empêcherait la prise de décision. Or, l'Algérie a besoin de décisions fortes qui peuvent ne pas plaire à tel ou tel, des partis, des courants, y compris des gens à l'intérieur du pouvoir... Donc, un président fort doit pouvoir mener des réformes fortes.

Cet hyperprésident est-il lui-même une phase transitoire ?

La prochaine Constitution, est une constitution d'étape qui s'adapte au climat politique actuel, donnera les moyens légaux pour dépasser des crispations à l'intérieur et à l'extérieur du pouvoir mais, à terme, dans cinq à dix ans, il faudra rouvrir un débat sur un meilleur rééquilibrage des pouvoirs avec un renforcement des prérogatives du Parlement, une plus grande autonomisation de la justice et un rééquilibrage entre le chef de l'État et le chef du gouvernement. Le chef de l'État devrait s'investir sur les questions de souveraineté et non pas de la gestion du quotidien. Notre position est médiane. Il s'agit d'expliquer le plus objectivement possible la révision constitutionnelle et d'interpeller la conscience des citoyens pour qu'ils s'impliquent eux même, fassent le choix sur une base objective. Le chapitre où il y a eu des changements significatifs est celui relatif aux libertés individuelles et collectives, difficile de le nier. Il y a aussi des garanties pour la libre expression.

Plusieurs chapitres sont consacrés à la société civile dans le projet de révision constitutionnelle. Comment expliquez-vous l'importance donnée à la société civile ?

Un pas positif. Cela ouvrira la porte à plus de liberté. La société civile et les jeunes auront un espace pour activer. Depuis plus de vingt ans, la classe politique était réduite à quelques partis liés au pouvoir. Cela concerne aussi l'opposition qui jouait le jeu du pouvoir et qui bénéficiait de quotas de sièges dans les assemblées élues. Aujourd'hui, nous avons un désert sur la scène politique. Il n'existe pas une réelle source d'où peut émaner une nouvelle classe politique. Ce renouvellement aura lieu après plusieurs années grâce à cette ouverture sur la société civile. Après le référendum, nous irons vers des élections législatives et locales. Beaucoup parmi les militants du hiraq auront donc l'occasion de s'engager politiquement et d'entrer dans les institutions nationales et locales pour les restituer au peuple.

Est-ce que le projet de révision constitutionnelle répond aux demandes du hiraq ?

Il y a une réponse dans le chapitre consacré aux droits et libertés. Maintenant pour la pratique du pouvoir, le système algérien est centralisé. L'État est fort par ce centralisme et le président de la République a de larges prérogatives. Cela est quelque peu freiné par la limitation des mandats présidentiels. Il y a aussi une limitation des mandats pour les parlementaires à deux. Cela va contribuer à renouveler la classe politique. Mais, nous ressentons une certaine hésitation de la part de l'État. Nous nous attendions à plus concernant l'indépendance de la justice, l'équilibre entre la présidence de la République et le gouvernement et d'autres aspects (...) Les demandes de construction de la démocratie et de l'État de droit sont formulées aujourd'hui par les jeunes. Il faut donner l'occasion à tous de s'impliquer dans le travail politique. Étape par étape, la classe politique peut réviser les mécanismes de gestion du pays d'une manière plus démocratique. Le plus important aujourd'hui est que le pays reste stable, que les libertés soient garanties et que les jeunes s'engagent dans l'action politique.

Est-ce que le projet de révision constitutionnelle marque une rupture avec le régime d'Abdelaziz Bouteflika ?

Symboliquement, il y a une rupture. Reste à constater la réalité du changement lorsque la Constitution sera appliquée sur le terrain. Si les Algériens votent pour le projet, il va falloir traduire les principes contenus dans la nouvelle Constitution. En tant que militants de la démocratie, nous préférons avoir une Constitution solide et des principes qui appuient nos revendications pour qu'on puisse se défendre face à l'administration et les tribunaux. Il est impensable d'exiger d'avoir un régime démocratique comme préalable avant de mener la bataille politique. Il faut tracer des objectifs qui donneront un sens à l'action militante. Cela ne viendra pas par une décision, mais par des transformations sociales, par un changement de mentalités...Le projet de nouvelle Constitution fournit des éléments importants dont les effets vont apparaître dans cinq ans à peu près. A partir du moment où vous ouvrez l'espace à l'organisation d'une société civile puissante, elle va donner naissance à des figures nouvelles qui rentreront dans le cycle politique.

Allez-vous demander à voter Oui au référendum ?

Notre choix à Jil Jadid est dès le départ d'expliquer à l'opinion publique les nouvelles dispositions introduites dans le projet de révision constitutionnelle. Nous évoquons autant les aspects positifs que négatifs dans le texte. L'algérien ne doit plus attendre que les autres agissent pour lui. Il doit passer à l'action en tant que citoyen. Le signal fort du 22 février 2019 était que la société et le citoyen sont responsables de leur choix. J'appelle donc à la responsabilité du citoyen pour qu'il fasse ses choix. La décision leur revient. Jil Jadid est un parti d'opposition qui a accepté le dialogue avec le pouvoir. Nous ne sommes pas un comité de soutien et nous n'avons pas prêté allégeance au pouvoir. Notre parti veut faire de la politique en toute responsabilité et avec sérieux. Tant que le citoyen ne fait pas confiance à la classe politique, il est impossible de construire l'État de droit.

Les partis du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD) refusent le projet de révision constitutionnelle disant que le projet de révision constitutionnelle ne répond pas aux demandes de changement dans le pays. Qu'en pensez-vous ?

Ces partis ont le droit de défendre leur position politique. Jil Jadid est sorti dans la rue avant le hirak. Le hirak a été un mouvement populaire exceptionnel qui a rassemblé les Algériens de toutes obédiences, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Personne ne peut s'octroyer la position de porte-voix du hirak. A l'intérieur du hirak, il y avait des voix qui pouvaient exiger en toute bonne foi l'application de la Chari'a, d'autres la laïcité absolue. Il y a eu des mouvements féministes, conservateurs, etc. Se positionner comme reflétant l'exacte demande du hirak est fort de café. Chacun devra reprendre sa vraie dimension. C'est pour cela qu'il existe des partis politiques dans une démocratie. Le mouvement populaire était un moment dans l'Histoire avec une convergence des idées comme le refus du 5ème mandat (pour Bouteflika), le changement du régime politique et l'exigence d'ouverture. Cela était partagé par tous. Après, à chacun de défendre ses positions dans son parti ou en créer un autre s'il n'en pas. Il faut aller ensuite affronter le corps électoral. Aux électeurs de déterminer le programme qui doit être appliqué et la direction à prendre. Il est exagéré de sacraliser le hirak dans l'absolu et de s'approprier les slogans, qui ne sont qu'une partie des autres slogans, pour en faire une projection et dire que le projet de révision constitutionnelle ou les autres partis ne répondent pas à la volonté populaire. Il y a parfois une exploitation éhontée du hirak. Certains se positionnent comme des porte-paroles du hirak, c'est inadmissible. Beaucoup d'acteurs se sont projetés sur les médias comme les parrains du hirak.

Vous pensez à qui ?

Il n'est pas utile de donner des noms. Ils sont nombreux. Beaucoup d'entre eux ont chevauché une vague. Il faut revenir en arrière, jusqu'à 2014. On avait vu une complicité totale avec le régime, on fermait les yeux, on ne disait pas les choses parce que cela pouvait

attirer des soucis, on voulait profiter des petites avantages...Du coup, lorsque le hirak est apparu, beaucoup ont senti les ailes pousser et ont eu l'impression que les jeux étaient faits, que le pouvoir allait tomber. Ils pensaient ramasser cela au pied de la Tour de Pise. On ne peut jouer de la sécurité d'un État de cette façon-là. A Jil Jadid, nous étions dans la rue lorsque certains nous reprochaient d'être excessifs et radicaux après avoir dit que nous refusions le 5ème mandat. Nous n'acceptons pas la complicité avec le régime et les quotas au Parlement. Nous avons boycotté les élections législatives et locales. Le moment venu, nous avons dit qu'il ne fallait pas déstabiliser l'État parce que dans le sillage de la chute du régime Bouteflika, on pouvait provoquer une fragilisation de l'État. Il y a des tentatives évidentes en ce sens. Nous le savons parce que nous avons côtoyé tous ceux qui se parent des oripeaux de l'opposition. Nous les connaissons bien, savons ce qu'ils veulent et ce qu'ils pensent. Nous connaissons leurs accointances et leurs connexions. Pas question pour nous de se faire utiliser par ces centres dont on connaît les intentions et qui font passer la chanson « le peuple dit, le peuple veut » ...

Vous pensez que ceux qui parlent au nom du peuple ont des objectifs à atteindre qui ne sont pas ceux du hirak ?

Aucun doute. Le hirak est pluriel. Certains ont voulu le structurer pour en faire un parti unique ou une forme de Jamahiriya libyenne. Peut-on penser que les vingt millions de citoyens sortis dans les rues, en mars 2019, peuvent être structurés en un seul parti avec une seule tête pour le diriger ? Ce n'est pas sérieux à moins de renier le pluripartisme, la pluralité du pays et la démocratie. Certains veulent transformer la Révolution du sourire en Révolution du rictus. On ne rentrera pas dans ce jeu-là. Ils s'expriment dans les médias et dans les réseaux sociaux. Il appartient aux Algériens de savoir qui est qui...

Une partie de l'opposition a proposé la désignation d'une Assemblée constituante pour élaborer une nouvelle loi fondamentale. Quel est votre avis ?

A Jil Jadid, nous avons évoqué un processus constituant. Dans l'état de la société algérienne, son évolution actuelle et les bouleversements qu'elle vit, aller vers l'élection d'une assemblée constituante et ouvrir le débat sur toutes les dimensions, constitue un risque. Donc, entre une Constitution imposée et une Assemblée constituante, nous avons proposé le processus constituant qui peut être managé par le pouvoir avec l'ouverture d'un véritable dialogue avec l'ensemble des courants politiques pour aboutir un consensus. Ceux qui tenaient à la Constituante n'ont pas voulu prendre en compte ce risque. Or, on l'a vu avec le brouillon de la Constitution, la partie consacrée aux éléments de l'identité a focalisé l'attention. Il y a d'un côté, ceux qui disent refuser que l'islam soit la religion de l'État mais ne défendent pas la constitutionnalisation définitive de tamazight comme langue nationale et officielle. Et, de l'autre côté, d'autres utilisent l'officialisation de tamazight comme un repoussoir pour qu'ils puissent mobiliser leurs propres électors. Et d'autres encore rejettent l'idée d'interdire « l'idéologisation » de l'éducation. Pour le courant islamiste conservateur, désidéologiser l'école signifie éloigner de l'islam. Donc, pour ce courant, l'islam n'est pas une religion mais une idéologie. En fait, ils refusent l'éloignement de l'islam politique de l'école et non pas l'islam. Il y a donc, un jeu d'idéologies en sous-main pour que chacun essaie de casser le processus de transformation en cours. Un processus qui n'est pas parfait mais qui aura eu le mérite d'ouvrir une brèche dans un régime considéré comme fermé.

Après le référendum du 1 novembre, des élections législatives anticipées seront organisées. Allez-vous participer à ces élections ?

Si le projet de révision constitutionnelle passe, il va falloir de nouvelles institutions à commencer par l'APN. C'est en tous cas un engagement du président de la République. Avant, il faudra réviser la loi électorale. Une commission y travaille. Ce n'est pas le Parlement

qui en a la charge. Le président de la République ne veut pas donner une légitimité à cette assemblée bien qu'il ne la dissolve pas parce qu'elle était nécessaire constitutionnellement au passage du projet de révision constitutionnelle. Les partis de l'ex-Alliance présidentielle (RND, FLN, MPA, TAJ) ne sont plus en odeur de sainteté (...) j'imagine qu'on va aller vers une Assemblée mosaïque et plurielle sans qu'aucun parti n'ait la majorité. Le jeu devrait être plus ouvert. Nous allons participer si, encore une fois, la loi électorale donne des garanties à minima. On ne fait pas d'illusion, si le pouvoir veut passer en force, il le referait. Mais, il prendrait de grands risques. Le président actuel fait de grands efforts pour renouer le dialogue et un minimum de confiance avec la population. On ira vers un scrutin relativement propre. A l'évidence, il y a encore de l'argent sale qui circule, des centres de pression, des mafias locales, tout cela ne va disparaître immédiatement

Le FLN, le RND, le MPA et TAJ font campagne pour le projet de révision constitutionnelle. Veulent-ils revenir par la fenêtre ?

Leur formatage est de soutenir celui qui est plus fort pour avoir quelques espaces. Ils savent qu'ils ne reviendront plus des partis majoritaires et qu'ils ne peuvent pas aller vers l'opposition. Ils essaient de garder un peu de leur capital. L'Algérie aura à gagner si les responsables du FLN comprennent bien que en tant que sigle le FLN doit revenir au peuple. S'ils ont les mains propres, ils n'ont qu'à aller créer un nouveau parti ou changer de sigle. Idem pour le RND. Nous entrons dans une nouvelle phase. On doit arrêter de trimballer les portraits du président de la République partout. On doit rompre avec cette mentalité, passer à autre chose, laisser de l'espace aux jeunes, aux universitaires, aux femmes d'investir les institutions. L'énergie née dans la hirak doit aller faire tourner la machine étatique, occuper les instances de l'État, les APC, les APW, l'APN, demain le gouvernement. Il faut arrêter de considérer que l'État ou le pouvoir est en soi quelque chose de mauvais. A force de faire de l'opposition pour l'opposition, on aura comme objectif de casser tout ce qui est pouvoir. Or, aucun pays ne peut fonctionner sans pouvoir, sans État. On traîne dans notre mémoire collective la confusion entre pouvoir beylek et État oppresseur qui remonte au XVIème siècle avec la présence ottomane et la présence coloniale française. Il faut que les Algériens se réapproprient l'État et qui le ressentent comme l'émanation de la société. L'État est un outil pour protéger la société et la gérer dans les meilleures conditions possibles...

Certaines ONG de défense des droits de l'homme et des partis évoquent les pressions sur les médias et exigent la libération de détenus politiques...Quelle est votre position ?

Oui, les médias sont encore fermés. Il n'y a pas encore vraiment de liberté qui s'exerce. Il faut comprendre aussi qu'une liberté doit s'exercer dans des règles. La liberté est un diamant qui a besoin d'écrin pour sa mise en valeur. Les règles sont simples. La liberté de chacun s'arrête là où commencent celles des autres. Il faut se respecter. Certains pensent que la liberté c'est de dire tout ce qui leur passe par la tête, détruire l'autre. Laisser cette pratique, c'est dangereux pour la démocratie et pour l'État de droit. Le risque est d'entrer dans des cycles conflictuels interminables. Il est donc important de mettre en place les règles du jeu qui soient réellement garantes de la véritable liberté d'expression. Les gens ont le droit de critiquer, de proposer, de s'opposer sans porter atteinte à la dignité de l'autre, de le salir. On est dans une phase où il y a encore beaucoup de passions. Certains ont vu à travers le hirak, une révolution mythique où ils allaient tout renverser. Déçus, ils considèrent ceux qui ne partagent pas cette façon de voir les choses comme des traîtres. Le pouvoir a aussi une responsabilité, doit montrer une certaine compréhension. Les citoyens ont explosé après avoir subi des pressions. Il faut donc tourner la page, aller vers l'apaisement.

Appelez-vous à libérer les détenus d'opinion ?

On n'a pas cessé de le faire. Avant les élections du 12 décembre 2019, on a dénoncé les arrestations de militants. J'ai rencontré le président de la République le 14 janvier 2020, m'étais fait l'avocat des détenus. Il y a eu plusieurs gestes après qui, malheureusement, n'ont pas été accueillis favorablement par ceux qui considéraient qu'ils pouvaient changer tout le pouvoir et qui refusaient toute légitimité au pouvoir. Donc, il y a eu un jeu d'aller-retour. Le pouvoir a fait une tentative de dialogue avant de se refermer, faisait des pressions avant de lâcher un peu. Jusqu'au mois de juin 2020, j'ai défendu certains prisonniers politiques. Le président de la République a répondu à la demande en expliquant que ce n'était pas pour les beaux yeux de Jil Jadid mais pour exprimer une volonté d'encourager le dialogue. Le dialogue pouvait apporter quelque chose alors que les pressions, spécialement celles venant de l'étranger, ne pouvaient pas mener aux résultats. Une partie des avocats des détenus a réagi d'une manière violente à la démarche de Jil Jadid. Dans d'autres affaires, dont celle d'un journaliste, ces avocats ont utilisé la pression étrangère qui, en réalité, enfonce les prisonniers d'opinion.

Vous-mêmes avez été attaqués sur les réseaux et par des médias en raison de vos positions politiques. Comment réagissez-vous à cela ?

C'est paradoxal. Ceux qui prônent la démocratie et l'État de droit sont ceux qui ont donné naissance à une fachosphère. Ils condamnent et appliquent la condamnation sans jugement pour tous ceux qui ne travaillent pas dans leur agenda. Cela est inadmissible surtout que ça vient de gens censés comprendre ce que c'est la politique. Ces dépassements leur portent du tort à eux-mêmes et à la noblesse de leur métier. Je pense à certains avocats qui ont été ignominieux et qui, publiquement, ont déclaré qu'ils préféreraient que leurs clients finissent en miettes dans les cellules que de se faire libérer sur la base d'une démarche politique. Il est ignoble d'utiliser la robe ou la carte de journaliste pour se couvrir et agir en tant que militant d'une cause qui les concerne eux. Ils ont droit d'être militants. Mais qu'ils utilisent une couverture, avocat ou journaliste, pour travailler leur agenda de militant, est une forfaiture (...) Il n'y pas de papes du hirak mais certains se sont vus dans cette posture. Ils distribuent les étiquettes, considèrent les uns comme des traîtres, les autres comme des soutiens, etc. Ce qui est incroyable dans ce jeu-là, c'est qu'ils nous ont retiré des momies politiques qui ont fait toutes leurs carrières avec le régime Bouteflika et qui nous les présentent aujourd'hui comme de vrais opposants.

Interview de Soufiane Djilali : Les leçons à tirer du référendum : entretien avec Soufiane Djilali

TSA du 03/11/2020 par Younès Djama

Les Algériens se sont exprimés hier dimanche 1er novembre sur le projet de révision constitutionnelle. Le taux de participation était de 23,7 % et la nouvelle constitution a été adoptée avec 66,8 % des suffrages exprimés. Quelle évaluation faites-vous des résultats du scrutin ?

Soufiane Djilali : Le scrutin d'hier appelle, pour moi, à quelques remarques, qu'on peut considérer comme des leçons à tirer du vote. La première c'est que pour la première fois, en tout cas cela s'est passé tellement rarement, nous avons affaire à des chiffres vrais. C'est-à-dire qu'il y a une réalité suivant laquelle on a laissé s'exprimer les chiffres, essentiellement par le taux de participation. C'est important parce que ça donne pour une fois le crédit à l'opération elle-même. Deuxième leçon : c'est que, à l'évidence, le taux de participation est très faible. En réalité, il est aussi faible comme il l'a été durant les scrutins précédents. Sauf qu'auparavant, il y avait toujours la fraude et le bourrage (des urnes) qui faisaient que les

taux de participation étaient bien supérieurs aux chiffres réels. Pour une fois, nous avons le taux réel.

Vous dites que les chiffres annoncés sont vrais. Qu'est-ce qui a changé par rapport aux pratiques passées ?

C'est le résultat de l'action du Hirak. Lorsque les Algériens sont sortis en masse le 22 février 2019, ils se sont exprimés clairement pour dire qu'on ne veut plus du système du trafic, du bourrage et de tout ce qui est artificiel. Je l'ai dit plusieurs fois, le système politique algérien va obligatoirement dans une dynamique de changement, et cela ne dépend pas de la volonté d'une ou deux personnes, mais c'est un mouvement historique qui va lui imposer ce changement. Et ce changement-là est déjà apparu hier par le respect de l'urne. Ce n'est pas le boycott qui a fait respecter l'urne mais c'est le changement de l'état d'esprit de la population qui oblige le pouvoir à reconnaître les chiffres tels qu'ils sont et non plus comme il les changeait auparavant.

Comment analysez-vous la faible participation au référendum ?

Ce taux très bas révèle un grand malaise politique dans la société algérienne. En tout cas, cela signifie que jusqu'à présent les outils de la démocratie n'ont pas été utilisés par les Algériens, et dont la raison essentielle est que le vote jusqu'ici avait perdu sa signification à cause de la fraude. Tant que le pouvoir trafiquait, les Algériens ne voulaient pas aller aux élections, y compris ce référendum-là.

De plus, à la suite du Hirak, il y a une partie de la population qui a appelé au boycott. Par conséquent, dans ce taux d'abstention, il y a une partie qui relève du boycott, comme une autre partie relève d'une abstention passive. Et c'est, à l'avenir, l'un des problèmes fondamentaux à gérer et à régler pour l'Algérie. C'est-à-dire comment ramener dans le jeu politique la majorité des Algériens. Troisième leçon : parmi le corps électoral qui s'est exprimé, les 2/3 ont voté pour le projet de Constitution. Cela va avoir des conséquences, parmi lesquelles les plus rapides, figureront le changement de la loi électorale et la convocation du corps électoral pour une élection de l'Assemblée populaire nationale après la dissolution de l'actuelle. Et l'élection du nouveau Parlement sera probablement l'occasion de reconfigurer la classe politique sur la scène nationale.

Des chiffres sur la participation, il ressort que seulement 5 millions d'Algériens ont voté durant ce scrutin, dont 3,3 millions ont dit oui à la nouvelle constitution. Cela est-il suffisant pour le rendre crédible ?

Sur cette question de crédibilité, je pense qu'il sera difficile de remettre en cause les chiffres du scrutin. S'il y avait eu fraude, je pense qu'ils auraient mis la barre à au moins 35 ou 40 %. Sur ce plan-là, il est clair qu'on va travailler sur le réel. Maintenant, est-ce que ce scrutin est suffisant pour donner de la légitimité à la Constitution, les avis peuvent diverger. Sur le plan purement légal, il est évident que la Constitution est adoptée. Sur le plan politique, il est clair qu'il y a un déficit de participation. Cependant, je rappelle que les précédentes réformes constitutionnelles se sont faites par un Parlement issu de la fraude électorale, et non pas par le référendum. Je ne pense pas que cette Constitution soit moins valide que les précédentes qui étaient adoptées par le trafic.

Peut-on parler d'échec du scrutin ? Si oui qui est en est responsable ?

C'est l'échec politique de l'Algérie depuis 20 ans. On ne peut pas juger d'une action en l'extrayant de son contexte et des problèmes qui se sont accumulés. Sauf à dire qu'à partir du 2 novembre la page est tournée et tout est nouveau, ce qui n'est pas vrai. Nous vivons encore dans une certaine continuité du régime Bouteflika, il y a une présence des cercles de

Bouteflika qui sont toujours là avec l'Assemblée populaire nationale et les assemblées locales et tous ceux qui étaient autour du régime. Mais vingt ans ne s'effacent pas en six mois.

Quelle a été votre position de votre parti vis-à-vis du référendum du 1er novembre ?

Notre position a été de laisser aux citoyens le choix de voter comme ils le souhaitent. On n'a pas demandé à voter ni pour le oui ni pour le non.

Dans quelle mesure la maladie du président de la République, qui est hospitalisé en Allemagne depuis mercredi dernier, a-t-elle pesé sur le scrutin ?

Je pense qu'il y a la maladie du président mais aussi la crise sanitaire et économique... En politique, on ne peut pas extraire un élément et tout construire dessus. Il y a un faisceau d'événements parmi lesquels la maladie du président. Il y a une inquiétude au sein de la société algérienne, il y a des questionnements et des peurs et c'est à tout cela qu'il va falloir travailler pour les dépasser.

ui a trahi le Hirak ?

Contribution de Soufiane Djilali le 07/11/2020 in TSA

La grandeur des nations ou leur dissolution dans l'anonymat, est souvent le fruit de passions et de convulsions. Et il est vrai que les prémises d'une exacerbation des tensions qu'endure le pays s'amoncellent.

Ce jeudi 5 novembre, alors que les vrais et les faux amis de feu le Moudjahid Lakhdar Bouregaa, que Dieu ait son âme, l'accompagnaient dans sa dernière demeure, les uns dans le pieux recueillement, les autres dans un spectacle indécent, deux ou trois excités m'agressèrent verbalement, à l'évidence chauffés à blanc.

L'incident en lui-même, banal pour un homme public en d'autres circonstances, prend ici la symbolique d'un dérapage gravissime, révélant le travail sournois effectué par une propagande agressive et souvent violente ininterrompue depuis des mois.

D'ailleurs, à un autre moment de la cérémonie funèbre, des attaques verbales honteuses et odieuses ont fusé à l'encontre d'une délégation d'officiers venue rendre hommage au défunt, montrant, à qui a encore des doutes, que le travail de sape contre l'État national est bien avancé.

Le matraquage incessant organisé par la fachosphère, a fini par pousser une jeunesse désœuvrée, victime sans nul doute d'un régime politique caduque, que par ailleurs je n'ai cessé de combattre depuis 30 ans, à la haine, à la confusion, à l'aveuglement et probablement bientôt à la violence.

Ceux qui n'ont cessé de travailler au corps une jeunesse désespérée, avec réseaux, argent étranger, télévision offshore ; ceux qui ont déversé des tonnes de mensonges, de haines et de passions, se frottent les mains et ricanent sournoisement, travaillant à voir survenir, de nouveau, les années rouges.

Oui, je pèse mes mots. Un groupuscule de psychopathes daéchistes calfeutrés à l'étranger, des pseudos démocrates révisionnistes, des identitaires d'extrême droite et autres activistes revanchards ou malades de leur égo, recherchent coûte que coûte, la confrontation finale, au détriment du pays, chacun pour ses propres et égoïstes objectifs.

Au nom d'une liberté d'expression manipulée et à sens unique, les « nouveaux révolutionnaires » réclament le droit d'insulter, de diffamer, et de lyncher en meute toute

personne exprimant une autre opinion que la leur. Ils ont terrorisé tout esprit libre, toute initiative d'apaisement, tout dialogue possible. Ils réclament en même temps, comble de l'ironie, l'immunité absolue pour leurs méfaits, au motif qu'ils incarneraient la volonté populaire.

N'ayant rien appris des malheurs des années 90, leur réflexe premier est d'alimenter les mêmes discours, de revenir aux mêmes méthodes, de vouloir s'imposer par le rapport de force. Une dictature sous les oripeaux de la liberté veut s'installer au pouvoir pour remplacer l'ancienne.

Ils n'ont proposé aucune idée, aucun plan de sortie de crise, aucune vision réaliste, sinon le « non » catégorique, la posture du zaïm et du nihiliste infatué de leurs propres personnes.

En réalité, pour leurs commanditaires, le but est de créer l'impasse politique et de se poser en recours au nom d'un Hirak dévoyé, qu'ils ont poussé à une dangereuse radicalisation.

La grande majorité des Algériens qui ont fait le Hirak s'est retirée sur la pointe des pieds de cette scène morbide. La violence verbale, l'hystérie et l'ignominie ont eu gain de cause au détriment de la Silmiya sincère des citoyens.

Jouant depuis des années sur la victimisation des acteurs du terrorisme, accablant systématiquement l'armée algérienne pour lui faire porter exclusivement la responsabilité de la décennie rouge, réveillant intentionnellement les blessures dramatiques des années 90, récupérant les pseudos démocrates révisionnistes pour neutraliser la Kabylie dans son engagement pour la démocratie, les commanditaires daechistes attendent, tapis à l'étranger, leur heure.

Celle où le désordre national adviendrait, porté par une frange de la jeunesse mise en condition idéologique. Les difficultés économiques et sociales qui s'accumulent à l'horizon, seraient alors l'étincelle pour allumer le brasier et donner ainsi l'estocade finale à l'État national au profit d'un pouvoir, anarcho-daechiste, voire mercenaire. C'est avoir bien mal compris l'Algérie que de se bercer de ces illusions !

Le 22 février 2019, le peuple s'était prononcé pour un avenir souriant. Il voulait la démocratie, la tolérance, le pluralisme. Mais les apprentis sorciers le veulent provocation, confrontation, dérapage.

Qui a donc trahi le Hirak ?

Qui a transformé le sourire en rictus ?

Qui utilise la colère du peuple pour le pousser à la division, à l'exclusion et à la violence ?

Au profit de qui, les Algériens devraient, encore une fois, sombrer dans une guerre intestine ?

Accusé à tout va de trahison par les nouveaux inquisiteurs, Jil Jadid est devenu paradoxalement une cible privilégiée de la fachosphère et ce, depuis de longs mois.

Pourtant, que lui reproche-t-on ? A-t-il été responsable de la situation dramatique du pays ? A-t-il participé à la prébende, au vol et à la trahison du pays ? Participe-t-il au pouvoir ? A-t-il bénéficié d'une quelconque subvention ou d'un quelconque privilège ? A-t-il été dans les institutions de la fraude ?

Bien que sûr que non. Ce n'est ni les partis du pouvoir, ni les corrompus, ni les sectaires, ni ceux qui ont causé des torts au peuple algérien qui sont ciblés ! Alors, pourquoi cet acharnement concerté par ceux qui ont pris le train en marche contre Jil Jadid qui a pourtant été à l'avant-garde du Hirak ?

Mais soyons certains, la flamme se retournera contre ceux qui auront attisé le feu de la discorde !

Jil Jadid porte, plus que jamais, la conviction que seuls, le dialogue serein, la conscience des intérêts nationaux et la raison, offriront au pays une issue pacifique. Construire l'avenir nécessite sagesse et pondération.

Le pays est, certes, très malade. Un nouveau régime, fondé sur l'État de droit doit être reconstruit. Il le sera avec l'aide des patriotes, de tous les patriotes. Le changement profond est aujourd'hui une nécessité incontournable. Mais c'est par l'esprit constructif, la patience et le réalisme que cela se fera.

Une fois encore, le destin aura voulu que l'Algérie doive affronter, dans les spasmes, ses propres démons. Mais elle s'en sortira, j'en suis convaincu, plus forte encore.

Demeurer une nation libre et indépendante

Tribune de Zoheir Rouis du 28/11/2020 in Jiljadid.org

S'il est compréhensible de se méfier du régime et d'être en droit de le rejeter, voire de détester ses figures, il est incompréhensible de voir des algériens se réjouir que des étrangers nous dictent ce que nous devons faire, ce que notre Constitution doit contenir, le type de régime que nous devons adopter, ce que notre Armée doit faire, la langue que nous devons parler, ..., eux qui nous ont imposé leur économie de bazars durant le règne des Bouteflika, que leurs Etats ont soutenu jusqu'à la dernière minute.

Quelle est la prochaine étape ? Nous délester de nos territoires et de nos ressources ? Encadrer nos dirigeants et diriger notre Armée ?

Que devons nous faire ?

Les regarder et les laisser faire juste parce qu'ils chargent un régime dont on veut se débarrasser, quitte à perdre notre souveraineté ?

Quel message renvoyons nous alors, à eux comme à nous-mêmes, aux futures générations comme à celles qui se sont sacrifiées pour que vive cette nation indépendante ?

Que nous n'avons pas été capables de nous entendre entre nous pour régler, par nous mêmes, nos différends et nos problèmes et que nous avons fini par applaudir, quand nous ne les avons pas sollicitées, ou souhaitées, l'intrusion et l'intervention étrangères avec, aujourd'hui leurs leçons de morale mais surtout leurs intérêts, et demain leurs forces armées libératrices ?

Ceux qui sont subjugués et ébahis devant la "générosité" de ces puissances étrangères libératrices, dussent-elles utiliser les représentants de leurs peuples, qui ne sont en réalité rien d'autres que les soldats bien obéissants de leurs partis de pouvoir, peuvent ils s'expliquer pour quelles raisons ces dignes représentants de leurs peuples ne se sont jamais adressés à leurs propres gouvernements pour les interpeller afin que cesse toute coopération avec notre pays ? Pourquoi n'ont-ils jamais interpellé leurs gouvernants pour qu'ils gèlent les comptes et rendent aux algériens les biens mal acquis ? Pourtant ils sont libres chez eux et leurs gouvernements sont sous le contrôle de leurs parlements bien élus ? Pourquoi ne l'ont ils jamais fait ? Pourquoi tant de cinéma et d'hypocrisies alors qu'ils sont censés pouvoir mieux agir et plus efficacement auprès de leurs propres gouvernants ?

Peuvent ils s'expliquer pourquoi cette résolution est aussi concomitante avec la campagne médiatique offerte grâce aux propos trop bienveillants pour être innocents du président français à l'égard de son homologue algérien ?

Peuvent ils s'expliquer pour quelle raison ces dignes représentants des peuples libres et libérateurs n'ont rien vu et rien entendu lorsqu'il s'agit des détenus d'opinion et des violations des droits de l'homme dans les pays de leurs États amis à la pureté démocratique des plus contestables ?

Peuvent ils enfin s'expliquer le rapport entre le soutien réaffirmé de l'Algérie au Polisario et la campagne que mène actuellement notre voisin marocain auprès de ses amis occidentaux et monarchies arabes et néanmoins amis de ces états moralisateurs et libérateurs, avec en prime la probable normalisation avec Israël qui libèrerait les autres monarchies aujourd'hui sur les starting blocks ?

Ne soyons pas naïfs et évitons d'être aveuglés par les récriminations que nous pouvons légitimement avoir vis à vis du régime.

Soyons dignes de ceux qui se sont battus pour ce pays.

Alors oui notre pays est loin d'être un modèle de démocratie et il n'est pas acceptable qu'il y ait encore des détenus d'opinion et que les revendications légitimes du Hirak ne soient pas encore toutes satisfaites, mais rien de tout cela ne saurait justifier qu'on se réjouisse des velléités, vieilles comme le monde, de ces puissances faussement libératrices, aujourd'hui comme hier, guidées par leurs seuls intérêts. Les exemples passés et récents, lointains et à nos frontières, sont là pour nous le rappeler à chaque instant.

Battons nous chez nous pour l'établissement d'un Etat de droit, par nous-mêmes et pour nous-mêmes, en dehors de toute ingérence bienveillante ou malveillante. C'est la seule issue qui nous préservera en tant que nation libre et éternellement indépendante.

Résolution parlementaire ou tract d'agitprop ?

Contribution de Soufiane Djilali le 30/11/2020 in TSA

La vie diplomatique internationale est loin d'être un fleuve tranquille, surtout en ces ères de reconfiguration géopolitique et de conflits idéologiques dont le soubassement est le contrôle des richesses naturelles, des espaces stratégiques et de l'économie du monde.

Le Parlement Européen, honorable institution de l'Union Européenne, ne peut naturellement, se soustraire, d'abord et avant tout, aux intérêts des peuples dont il est l'émanation.

Il n'y a pas de doute non plus, qu'en tant que telle, cette institution est à la disposition des Etats qui la constituent et de ce fait, qu'elle réponde aux impératifs politiques de leurs gouvernements.

L'Algérie, pays indépendant et souverain, (il faut peut-être le rappeler) entretient des relations de bon voisinage, de coopération économique et de sécurité avec l'UE.

La bienséance diplomatique voudrait que celle-ci recherche la stabilité, la prospérité et le développement pour son voisin du Sud d'autant plus que l'Algérie ne montre aucune tendance à l'expansionnisme ni ne se mêle des affaires intérieures de ses voisins.

Par ailleurs un accord d'association entre l'Algérie et l'UE est censé formaliser un cadre de coopération dans le respect des deux parties et non pas dans l'objectif de formaliser une allégeance ou une subordination d'une partie à l'autre.

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie se construit avec difficultés. Elle a vécu des épisodes des plus sombres dans les années 90, acculée à se sortir d'une guerre civile, provoquée par un terrorisme aveugle, seule et abandonnée par la plupart des pays dont les députés viennent de lui faire aujourd'hui la leçon d'humanité.

Pourtant, dans les années fastes de la rente pétrolière et du régime de corruption de Bouteflika, l'Europe fut très conciliante, bénéficiant d'un marché sûr et juteux, d'affaires bien montées et ... de beaucoup d'argent détourné vers son territoire.

Mais, voilà, les choses changent. Le régime Bouteflika est tombé. Les prix du pétrole desquels dépendait la rente se sont effondrés. En proie à une crise politique complexe, le pays peut, à tout moment, sombrer dans l'inextricable. Ajoutez la crise mondiale due à la pandémie du Covid19, les troubles sécuritaires aux frontières dont la responsabilité revient à certains pays européens et enfin la maladie du Président algérien, et le tableau de la situation devient plus précis. C'est à ce moment et dans ce climat délétère que le Parlement européen a adopté ce 25 novembre 2020, une résolution qui à l'évidence, prend l'allure d'un casus belli.

Le Parlement a ainsi décidé de prendre fait et cause pour le « Hirak des réseaux sociaux » dicit la résolution, puisque le « Hirak physique s'est arrêté dès mars 2020, et selon sa propre volonté » précise le document. Il reste donc la protesta menée dans l'espace virtuel pour construire la narrative.

Les droits de l'homme et la nature du régime algérien étant les raisons justifiant l'intervention du Parlement, il est utile de rappeler, à ce sujet, les positions de Jil Jadid de manière à ne point laisser subsister le doute.

Personnellement, je me suis engagé en politique voilà plus de 30 ans pour combattre ce régime. Je l'ai vilipendé, critiqué, boycotté. J'ai écrit, j'ai parlé, j'ai sillonné le pays... Je ne renie ni ne retire rien à ce que j'ai fait. Au contraire.

Dans ce parcours, et au nom de Jil Jadid, j'ai eu à rencontrer en toute bonne foi, des ambassadeurs, des journalistes étrangers et des responsables de l'UE. Ils peuvent témoigner que j'ai toujours donné mon sentiment critique sur le pouvoir algérien.

Lors des élections législatives puis locales de 2012, j'avais insisté auprès de mes interlocuteurs de l'UE d'alors sur le fait étrange que celle-ci fermait les yeux devant la fraude électorale et sur les graves anomalies de la gestion des scrutins. Je déplorais le silence de cette institution et surtout le quitus qu'elle offrait, au nom des peuples d'Europe, au régime de M. Bouteflika. Comme d'autres responsables de partis d'opposition, je ne demandais alors qu'une chose : ne pas offrir de couverture politique à ces dérives. Mais bon, les affaires étaient bonnes et la raison d'Etat primait.

Lorsqu'en 2008, l'ex-Président de la République avait réarrangé la Constitution à sa guise pour perpétuer son règne, pas un mot de réprobation d'aucun des responsables de ces pays ne fut prononcé. Les élections aux présidentielles de M. Bouteflika avec 81,53% en 2014 ne suscitèrent ni étonnement ni hésitation, puisqu'il fut félicité illico presto par les chefs d'Etats européens alors qu'il était déjà paralysé par la maladie.

Plus que cela, alors que le Hirak s'était ébranlé et devant l'impossibilité d'aller jusqu'au bout du projet du 5ème mandat pour Bouteflika, des chefs d'Etat européens n'avaient pas trouvé mieux que d'approuver un prolongement anti constitutionnel, néanmoins qualifié de « démocratique », du 4ème mandat avec une ou deux années supplémentaires !

Ce jour-là, Jil Jadid était bien seul à s'élever contre cette ingérence flagrante. Il est vrai que, pour beaucoup, la gestion des bons intérêts personnels, commande de faire parfois profil bas ! N'est-ce pas ?

Lorsque le 28 novembre 2019, le Parlement s'était alors permis de s'immiscer dans la crise algérienne, Jil Jadid avait eu le même réflexe de condamnation de cette attitude.

Je l'ai dit et je le redis. L'Algérie n'est malheureusement pas encore un Etat de droit. La démocratie n'est pas encore là. La société, en état d'anomie, est en pleine transition anthropologique et sociologique, entraînant des dysfonctionnements et des tensions autant entre un pouvoir fragile et un peuple en colère légitimement, qu'entre les citoyens eux-mêmes. La violence fait malheureusement partie du quotidien, physique ou verbale et n'est pas le fait du seul gouvernement, loin de là.

Les 10 années de terrorisme avaient mis l'Etat dans une doctrine policière de gestion des populations, d'autant plus que durant vingt années de Bouteflikisme, soutenu par le monde dit civilisé, l'action politique fut bridée et dévoyée de manière à la neutraliser et à garantir au prince du moment la pérennité du pouvoir, et la perpétuation de la prédation.

Quant à l'opposition au régime, Jil Jadid peut être fier de ses actions durant la période de la chape de plomb, lorsque les actuels Che guévaristes se gardaient bien au chaud, à l'abri du danger. Cela, l'histoire le dira peut-être un jour...

Mais voilà, les députés du parlement européen passent aujourd'hui à une autre étape qui elle, est autrement plus inquiétante pour l'Algérie.

En effet, une opération d'envergure fut déclenchée à la suite d'un commentaire du Président Macron, interprété comme favorable au régime algérien, pour mettre ensuite le pays sous le feu des réquisitoires médiatique et politique. La flambée médiatique a fini par se conclure en une résolution du parlement européen des plus insidieuses et des plus pernicieuses, à tel point qu'elle relève plus du tract d'agitprop que d'une déclaration politique d'une instance de cette envergure.

Remarquons que les députés LREM du Président Macron, affiliés au groupe libéral ont voté à contresens des positions publiques de leur patron. Confusion ?

Ainsi, et sous le prétexte de défense des droits de l'homme qui sont, je le confesse, loin d'être exemplaires en Algérie, voilà que les députés du parlement européen s'attaquent aux nombreuses « tares » du régime algérien et lui dicte, de facto, sa feuille de route, se substituant ainsi à la souveraineté des Algériens.

Ainsi donc, une série de considérations, au nombre de 18, mettent en place le décor et annoncent les fatidiques vingt points de mise en demeure.

Au milieu d'une multitude d'arguments, tout à fait pertinents pour certains, relevant des allégations pour d'autres, il est glissé une série d'idées qu'il aurait été bon de commenter ici, dans le détail, si ce n'était les limites de cette contribution.

Aux yeux des députés du parlement européen, l'Algérie est devenue, depuis une année, une dictature infréquentable, une voyoucratie, à qui il faut donner une bonne leçon de démocratie. Il faut lui apprendre à se comporter comme un pays civilisé insinuent-ils.

Ils exigent de l'Algérie de donner les mêmes droits à tous, y compris aux « berbères » (vivent-ils une ségrégation officielle ?) ils reprochent à la constitution algérienne « de poser comme condition à la liberté de la presse, consacrée officiellement à l'article 54, le respect « des constantes et des valeurs religieuses, morales et culturelles de la Nation » (probablement

que le parlement de l'UE milite pour l'irrespect des constantes, les caricatures du prophète, l'immoralité et l'acculturation ?), ils désignent une liste de détenus contenant des noms de personnes libérés depuis des mois, d'autres n'ayant jamais été emprisonnés, d'autres encore pour des raisons qui n'ont aucun lien avec le Hirak. Mais, bon, tant qu'on y est, on fourre tout dans le même sac pour faire plus consistant ? Et surtout, ils désignent les lois, avec le détail des articles que l'Algérie doit réviser, s'instituant au moins comme un Conseil Constitutionnel ou au moins en tant que 3ème chambre du Parlement algérien !

Pourquoi cette démarche maintenant ? Dans quel but et au profit de qui le Parlement européen monte au créneau ?

Bien sûr, l'Algérie n'occupe pas la terre d'autres peuples, n'a pas envahie des territoires de voisins, ne pratique pas l'apartheid, ni l'assassinat ciblé des civiles dans d'autres pays, ne met pas les enfants en prison par milliers, ne détruit pas les maisons de ceux qu'elle colonise, ne condamne pas à perpétuité les hirakistes et ne met pas au secret, sans jugement ses journalistes et d'ailleurs, ne les découpe pas à la tronçonneuse. Car ce genre de pays, le Parlement européen n'a pas grand-chose à dire.

Oui, c'est vrai, le problème des Algériens, c'est que malgré leurs différends, malgré la crise du sous-développement qui les accable, malgré leur médiocre pouvoir, malgré tout cela, ils veulent cependant rester souverain. Ce mot ne veut peut-être plus dire grand-chose ailleurs pourtant il dit beaucoup de choses ici.

Trêve de plaisanteries, surtout lorsqu'elles sont de mauvais goût. L'Algérie vit une crise, personne n'en doute. Les pouvoirs politiques qui se sont succédés n'avaient pas, à l'évidence, fait le choix de la démocratie. Sont-ils historiquement les seuls responsables de cet état de fait ? Il n'empêche, des Algériens de la nouvelle génération militent, luttent et agissent sur le terrain pour un véritable changement qui est, de toutes les façons inéluctable.

Les conditions de ce changement sont là. La situation est mûre. Il faut y croire, et surtout arrêter d'hystériser les esprits et flatter les lignes de fracture potentielle dans la société, ce que le parlement européen vient de faire allègrement et sans scrupules.

Quelques Algériens, de bonne foi, pensent que c'est le moment de profiter pour affaiblir l'Etat et en particulier l'armée pour se débarrasser une fois pour toute de ce régime et implanter, enfin, une démocratie.

Les constructions imaginaires, idéalistes et sans rapport avec le réel, mènent souvent, malheureusement à des tragédies. Les pulsions passionnelles transforment rapidement la « sagesse des peuples » en « folie des foules ».

Contrairement à ce que l'on peut croire la sécurité n'est pas un état stable, celle-ci peut en un clin d'œil s'évaporer, laissant place aux pires drames. Les années 90 sont encore dans la mémoire de la plupart de nos concitoyens.

L'homme politique peut entrainer son peuple vers l'agitation et les conflits meurtriers, comme il peut le mener vers l'apaisement et l'effort salutaire.

Au peuple de choisir et d'assumer son choix.

Les Algériens devraient méditer longuement le cas de Haythem El Mena et de Zoheir Salem. Tous les deux Syriens. Le premier, opposant farouche de tout temps a même perdu son propre frère, dans son combat contre le régime. Le second, installé à Londres, écumait les plateaux dès le moment où la rébellion avait été déclenchée, pour chauffer les esprits de ses concitoyens du « bled ».

Haythem El Manaa a alors appelé, avant l'irréparable et pour le salut de son pays, à accepter le dialogue avec le pouvoir. Il fut conpue, insulté, brimé et agressé par ceux qui réclamaient la liberté, la démocratie et les droits de l'homme mais qui avaient déclamé « yetnahaou gaa » !

Zoheir Salem, lui, pérorait à longueur d'émissions, pour promouvoir la « révolution » qui allait transporter le peuple syrien vers l'Eden promis par daesh. Il est vrai que d'éminents politiques d'Europe se régalaient du bon boulot d'El Nosra ! Il était applaudi à tout rompre par les va-t'en guerre et par ceux qui se projetaient dans la figure des héros.

Aujourd'hui, la Syrie est détruite. Des centaines de milliers de vies ont été perdues. Des millions de réfugiés errent de pays en pays. L'enfer sur terre.

Haythem El Manaa, conpue par la haine propagandiste, accusé d'avoir trahi la cause, aura dit et fait ce que sa conscience lui dictait, pour le bien de son pays. Il restera l'homme d'honneur d'une opposition idiote et sans scrupules. Voilà ce qu'il a écrit en janvier 2018 :

« Révolution et Peuple sont devenus des termes destinés à alimenter les réseaux sociaux ; un prétexte à lever des fonds. Nul ne se préoccupe désormais de Révolution et de Peuple, mais, en revanche, des rentes de situation qui se sont constituées grâce à ces slogans ».

Zoheir Salem, quant à lui, toujours bien habillé, bien rasé, bien nourri, il continue à pérorer sur les plateaux de télévision mais plus sur la Syrie (elle n'existe plus pour lui). Il vit de sa belle vie, loin de la Syrie, sur le sang de ses concitoyens et les ruines de son pays. Sans remords.

L'Algérie n'a besoin ni d'un Hamid Karzai l'Afghan ni d'un Ahmed Chalabi l'Irakien.

L'Algérie n'a pas besoin que le Parlement européen lui désigne ses hommes et ses femmes politiques qui doivent représenter son peuple.

L'Algérie a besoin de partenaires politiques, de voisins et d'amis, qui la respecte.

Sinon, l'Algérie est en droit de ne pas les respecter ! Et ça, elle sait aussi le faire.

Interview de Soufiane Djilali : « le pays a besoin de se réconcilier avec lui-même »

Patrie News du 20/12/2020 par Yahia Maouchi

Militant accompli et opposant responsable, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali fait partie de la nouvelle génération des politiques algériens. Il faut reconnaître à l'homme sa constance. Convaincu par l'option du dialogue politique sans exclusion, Soufiane Djilali est aussi un patriote qui ne perd jamais de vue l'intérêt du pays. Dans cet entretien exclusif qu'il a bien voulu nous accorder, il s'est livré au jeu des questions-réponses sur nombre de questions qui marquent l'actualité du pays.

La PatrieNews : Quel regard portez-vous sur la situation politique qui prévaut aujourd'hui dans le pays ?

Soufiane Djilali : Le pays est devant un défi. Il doit autant régler sa crise politique interne qui perdure depuis bien trop longtemps que dépasser les pressions internationales qui commencent à peser sur lui. Il n'y a pas de doute que l'Algérie a été affaiblie par 10 ans de terrorisme puis 20 de Bouteflikisme. Par son histoire, sa révolution, son désir de souveraineté, l'Algérie dérange autant symboliquement que d'un point de vue géostratégique. Dans les relations internationales, il n'y a pas de sentiments mais des intérêts partagés. A

nous de saisir ce qui se passe et de défendre lucidement notre place sur l'échiquier du monde qui se dessine. Pour cela, il nous faut rapidement retrouver un consensus interne, une cohésion et une stabilité politique. C'est la logique qui est en cours avec la nouvelle Constitution et la prévision d'élections législatives puis locales.

Devant l'absence du chef de l'Etat, qui est hospitalisé en Allemagne depuis le 28 octobre, plusieurs décisions capitales devant être prises en urgence sont retardées. Outre la question sanitaire, sur le plan socio-politique, et économique le pays fonctionne au ralenti. Quelles seraient, selon vous les retombées de tous ces facteurs sur l'avenir du pays ?

Oui, des événements imprévisibles dus à la Covid19 ont retardé le calendrier et surtout ont failli replonger le pays dans une crise institutionnelle. L'apparition du Chef de l'Etat ce 13 décembre fait éloigner le spectre d'une déstabilisation. Le monde entier souffre de cette pandémie. Cependant, l'Algérie est dans une position très fragile et ne peut se permettre de rester paralysée trop longtemps. A mon avis, dès le retour du Président de la République, des changements perceptibles par le citoyen devraient être engagés. Le statu quo serait mortel.

Selon vous comment changer le système et le rendre plus ouvert, et construire l'Etat de droit que veulent les Algériens, sans tomber dans le piège de la logique des révolutions de printemps ?

Avoir la construction de l'Etat de droit comme objectif stratégique est déjà structurant. Si le geste joint la parole, un consensus deviendra naturel. Pas un seul Algérien de bonne foi ne refusera de s'engager sur un tel objectif. A charge pour les dirigeants de convaincre de leurs intentions et de donner les nécessaires gages politiques à une population prête à être compréhensive pour peu qu'elle soit mise en confiance sur des actes concrets. Il reste que le souffle du Hirak peut être dévié par des jeux malsains. Des poches de résistances de l'ancien régime mais aussi une incompréhension des vrais enjeux géopolitiques par une classe politique désabusée peut compliquer une situation déjà confuse. Le jusqu'au-boutisme et la passion débridée deviennent un écueil devant la construction de la démocratie.

Après avoir rencontré le président Tebboune, certains acteurs du Hirak vous reprochent de mener une politique de « rapprochement » avec le nouveau pouvoir, votre réponse.

Le reproche vient du fait d'une divergence de point de vue. A Jil Jadid, nous sommes convaincus qu'il y a eu effondrement du régime Bouteflika, et qu'une possibilité s'ouvre devant nous pour reconstruire une nouvelle gouvernance sans avoir à verser dans le radicalisme. D'autres pensent au contraire que rien n'a changé et que c'est le moment de peser sur le pouvoir pour le faire céder, quitte à se faire aider par l'étranger. Au-delà du fait que je puisse admettre ne pas posséder la vérité (qui pourrait le prétendre ?), il reste que je ne peux marcher, dans aucun cas, dans l'illusion du soutien désintéressé par de tierces parties. L'avenir nous dira où était le patriotisme et où étaient les intérêts de chacun et surtout avec qui.

Quant à mon contact avec le Président de la République, il a été public, et j'en ai fait, à chaque fois, un compte rendu à l'opinion publique. Mon intercession auprès de lui a tout de même ramené la liberté à quelques détenus. A part cela, Jil Jadid n'a bénéficié d'aucun dû ou indu avantage. Nous essayons de contribuer à trouver les bonnes solutions au bénéfice du pays et nous n'avons entravé l'action de personne. Si d'autres ont de meilleures solutions eh bien qu'ils les proposent. Vouloir critiquer sans jamais rien proposer est trop facile.

Le FMI ne cesse d'alerter sur les faiblesses de l'économie algérienne, aggravées par la pandémie mondiale. À l'instar du Venezuela ou de la Libye, le problème de fond reste la trop grande dépendance aux hydrocarbures, faute d'avoir développé une économie diversifiée. Comment voyez-vous le dénouement de la situation ?

J'ai eu à me prononcer très souvent sur cet aspect des choses et depuis plusieurs années. C'est d'ailleurs la politique économique des différents gouvernements de Bouteflika qui m'a incité, à plusieurs reprises à publier des contributions très critiques depuis le début des années 2000.

La dilapidation des moyens du pays et d'une manière grossière m'avait profondément heurté. Il y a eu un saccage des capacités de production de l'Algérie. La part de la production industrielle dans le PIB s'est effondrée et ne représente aujourd'hui qu'environ 5%. L'Algérie vit au jour le jour grâce aux hydrocarbures. Une fois finis (et c'est pour très bientôt), l'Algérie se retrouvera à un pas d'une falaise mortelle. A moins d'une prise de conscience générale et de la mise en œuvre organisée d'un effort colossal de développement, les pires moments nous attendraient.

Ce sujet, à lui seul, devrait occuper toutes nos énergies. Lorsqu'on voit la dangerosité de la situation pendant que certains palabrent, il y a de quoi avoir peur !

Un dernier mot sur ce sujet : au final, ni le FMI ni les experts ni les amis ne sont habilités à chercher le bon chemin pour l'Algérie. Soit les Algériens eux-mêmes décident d'assumer leur destin, soit c'est la volonté des autres qui s'imposera à eux. On donnerait alors la preuve que finalement, seule la génération de Novembre aura été digne de ce pays.

Quelles sont les leçons à tirer du référendum du 1er novembre, et comment analysez-vous la faible participation des électeurs ?

Le taux de participation n'est vraiment pas une surprise. Tous les scrutins depuis 20 ans ont été très largement ignorés par les électeurs. Cela se comprend aisément, les Algériens ne voulaient pas se faire rouler dans la farine de la fraude. En fait, c'est la première fois depuis trop longtemps que nous sommes face à de vrais chiffres. Le pouvoir aurait pu faire comme le précédent et donner un taux de participation de 40% ou plus, comme il l'avait toujours fait. Personne ne se serait plaint. Ce qui a fait mal à une certaine opposition, c'est que les chiffres ont été déclarés tels quels. Oui, il y a un problème de désaffection politique mais le scrutin était véridique. C'est un premier pas important pour que la population reprenne confiance avec l'acte de voter.

Comment voyez-vous le dénouement du problème des détenus d'opinion ?

En attendant de mettre en place une justice indépendante et de faire bénéficier les Algériens des bienfaits de l'Etat de droit, je pense que le pouvoir politique devrait faire en sorte de dépasser les griefs formulés contre certains activistes. Cela ne doit pas être perçu comme une autorisation à faire n'importe quel dépassement. Dorénavant, à l'avenir chacun devra être sûr que la loi s'appliquera dans toute sa rigueur si les uns ou les autres venaient à s'autoriser encore des dépassements. Pour le moment, le pays a besoin de se réconcilier avec lui-même.

Alors y a-t-il vraiment des raisons d'être optimiste pour l'avenir du pays ?

C'est dans les difficultés que les peuples expriment leur génie. Oui, je reste optimiste. La situation est difficile, compliquée et même dangereuse. C'est pour cela que nous devons tous être mus par la raison, la sagesse et la lucidité. Des atouts exceptionnels sont à notre disposition. Alors croyons en nous-mêmes et allons droit devant. Le destin peut être généreux avec les courageux.

Un dernier mot ?

Dans tous les pays du monde civilisé, les crises politiques se résolvent dans les élections. C'est en laissant le peuple choisir ses représentants et se donner des majorités qui puissent gouverner que leur pays retrouve la stabilité. La démocratie et les élections ont été inventées

dans ce but. Alors, espérons que nos élites s'éloignent un peu des illusions des transitions et des désignations. Je pense qu'il faut faire confiance au peuple, réclamer de vraies élections transparentes et laisser la démocratie accomplir son rôle. Il faut sortir des usurpations et entrer dans le jeu démocratique.

Interview de Soufiane Djilali. Président de Jil Jadid : « Nous sommes la cible d'un chantage dès que nous parlons de dialogue »

El Watan du 21/12/2020 par Abdelghani Aichoun

Dans cet entretien, Soufiane Djilali, le président de Jil Jadid, estime qu'« une élection dans les plus brefs délais serait logique ». « Des élections transparentes avec la participation de tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition, redynamiseront la vie politique, transféreront les débats de la rue à l'intérieur des institutions et stabiliseront le pays », a-t-il déclaré.

Vous aviez annoncé que le président de la République devrait convoquer le corps électoral avant le 31 décembre. Selon vous, est-il possible de convoquer le corps électoral alors que la nouvelle loi (électorale) n'est même pas prête ?

Invité par la Radio algérienne à donner ma lecture sur le contenu de son discours lors de sa dernière apparition, j'avais relevé le fait que le président de la République avait donné instruction pour que la loi électorale soit prête dans les 10 ou 15 jours.

Je ne pouvais que faire le lien avec sa volonté affichée de renouveler les institutions élues avant la fin de l'année. L'intrusion de la Covid-19 avait fini par faire décaler le calendrier initial, cependant, la convocation du corps électoral avant le 31 décembre devenait symbolique par rapport à ses engagements.

De toutes les façons, une élection dans les plus brefs délais devient logique, si l'on se réfère aux critiques, par ailleurs fondées, contre l'actuel Parlement. Les Algériens sont pressés de voir une nouvelle classe politique dans les institutions.

Des élections transparentes avec la participation de tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition, redynamiseront la vie politique, transféreront les débats de la rue à l'intérieur des institutions et stabiliseront le pays.

Tout le monde est d'accord pour qu'il y ait de vrais changements, il faut y arriver de manière calme et sereine.

La voie révolutionnaire selon le mode « printemps arabe » serait à l'évidence suicidaire pour l'Algérie. Aucun patriote, même le plus farouche des opposants, ne voudrait pousser la situation vers le pourrissement en ces temps de menaces sécuritaires à toutes nos frontières.

Le pouvoir devrait s'ouvrir aux partis politiques et renforcer la solidarité nationale. D'ailleurs, un gouvernement politique serait bien indiqué.

L'on peut aussi comprendre à travers vos récentes déclarations que le processus actuel est la solution pour la crise. Pourtant, il y a eu une grande défection lors du référendum sur la Constitution. Ne craignez-vous pas que le même scénario se produise lors des législatives ou une possibilité que la future assemblée soit toujours dominée par le duo FLN/RND ?

Y a-t-il un seul observateur neutre et objectif pour pouvoir soutenir l'idée que les scrutins à l'ère de Bouteflika mobilisaient plus d'électeurs ? Tout le monde sait que les Algériens ne votaient plus depuis bien longtemps.

Il y a sans aucun doute une grande défiance non seulement pour le vote mais aussi pour l'action politique. Et cette défiance est compréhensible et normale au vu de la gouvernance du pays depuis toujours !

Concernant le taux de participation à de prochaines législatives, je pense qu'il restera faible, bien que meilleur que dans le cas du référendum. La nature des enjeux étant différente, la mobilisation sera plus facile. En tout état de cause, la confiance se construit sur le temps et ne peut être décidée par décret.

Enfin, l'éventuelle domination du Parlement par le duo FLN/RND serait un très mauvais signal pour la démocratie.

Je le répète, si les élections sont libres et transparentes, il faudra respecter les résultats, et si les Algériens ne trouvent devant eux que ces partis pour les rassurer et leur offrir sécurité et stabilité, alors ils iront vers eux.

Il faudra alors s'en vouloir à soi-même en tant qu'opposition. A trop exiger des solutions impossibles, on risque de ne rien avoir.

Il faut prendre la mesure de la crise et sa profondeur pour lui apporter des remèdes. La société algérienne est en pleine évolution. Elle passe de structures traditionnelles en plein effondrement à une forme de syncrétisme impensé, mélange d'archaïsmes résiduels et de modernisme désordonné.

Un projet de société moderne doit pouvoir apporter une cohésion à la société, qui est pour le moment fragile et susceptible d'aller vers une instabilité chronique.

C'est là que l'élite devrait intervenir comme source d'inspiration au peuple et non pas se laisser porter par un populisme bruyant mais stérile.

Quant aux mécanismes de sortie de crise, il faut tout simplement agir comme tous les pays de droit et démocratiques et laisser le peuple choisir ses propres dirigeants. Essayer d'imposer une transition avec des personnes désignées ne résoudra rien, tout au contraire.

Qui serait en mesure de nommer ? Sur quels critères ? Avec quelle légitimité ? Pour quoi faire ? Pendant combien de temps ? On ne règle pas un problème de légitimité par des conclaves entre des personnes autoproclamées représentatives.

Les urnes ont été inventées pour régler ce genre de problème partout où il y a une démocratie. Ici, j'entends les défenseurs du peuple qui l'encensent et qui en même temps lui refusent le droit de choisir ses dirigeants par les élections.

Maintenant, si on me dit qu'il y a des problèmes concernant la transparence et l'honnêteté des élections en général, je répondrai que c'est sur ce point qu'il faut agir. Faisons en sorte que nos élections deviennent impeccables et inattaquables.

Conjuguons nos efforts pour faire ouvrir les grands médias, conforter la liberté de la presse, libérer les initiatives... Soyons plus pratiques et plus efficaces.

Justement, ces derniers temps, il y a de plus en plus de polémiques au sujet des positions de Jil Jadid. La dernière en date étant votre critique à l'égard de la résolution du Parlement européen. Beaucoup y ont vu, de votre part, un changement de positionnement, ceci alors qu'à un certain moment vous aviez défendu l'idée d'un « jumelage » entre une présidentielle et un processus constituant...

Polémiques ? Vous êtes très soft. Non, ce sont des campagnes féroces sur les réseaux que nous subissons. Nous sommes la cible d'un chantage impitoyable dès que nous parlons de

dialogue, de libérer des détenus, de refuser les graves immixtions dans des affaires de souveraineté nationale.

Nous avons compris que ceux qui nous attaquaient étaient contre le dialogue, contre la libération des détenus, contre le refus de l'interventionnisme étranger.

Nous connaissons parfaitement la logique de ces choix et les objectifs stratégiques qu'ils veulent atteindre.

Mais plus généralement, personne, quelle que soit sa tendance, n'est épargné par la fadosphère. Vous savez très bien que les réseaux sociaux font office pour certains d'espace de thérapie de groupe où toutes les frustrations, les difficultés vécues, les injustices subies, les pulsions incontrôlées donnent libre cours à une expression débridée et à des extrémismes idéologiques.

Ajoutez-y la logique des algorithmes qui enferment les internautes dans des bulles homogénéisées et auto stimulantes.

Petit à petit, les groupes s'enferment dans des bocaux et se transforment en petits poissons rouges qui confondent les limites de leur aquarium avec celles d'un océan.

Mais, revenons à votre question. La résolution du Parlement européen ne peut se comprendre que comme une grave ingérence dans les affaires internes de l'Algérie, ou alors il faudrait admettre une forme d'amateurisme et d'incompétence grave des membres de cette institution.

Si la résolution s'était limitée à relever les cas de dépassement des droits de l'homme et à soutenir des victimes avérées de la justice algérienne, je l'aurais, à la limite, compris.

Mais quel a été notre étonnement de voir citer pêle-mêle, dans la liste des présumés détenus d'opinion, des noms de personnes jamais emprisonnées, d'autres libérées depuis plusieurs mois et d'autres encore dont les antécédents terroristes sont notoires ?

Et quel est le rapport entre les droits de l'homme et « la reddition des comptes de l'armée » ? Et de quel droit exiger le contenu des changements constitutionnels et des lois algériennes avec maints détails ?

Sincèrement, à la lecture de cette résolution, je me suis senti humilié par les 18 constats et les 20 instructions que nous, Algériens, devrions exécuter !

Je suis sûr que la plupart des gens, de bonne foi, n'ont même pas lu le contenu de la résolution mais y ont juste vu un soutien aux « opprimés ». Pourtant, l'adage nous prévient que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Par rapport à notre proposition de jumeler des législatives avec une constituante, elle reste une voie possible à l'avenir. A Jil Jadid, nous avons qualifié de « Constitution d'étape » la dernière mouture adoptée le 1er novembre.

Autrement dit, pour nous, elle est susceptible d'être améliorée. Avec un vrai Parlement, crédible et légitime, il serait, à mon sens, envisageable de faire évoluer les équilibres de pouvoir, de renforcer l'indépendance de la justice et d'encourager l'Etat de droit à travers un dialogue institutionnel. Il est impératif que la classe politique puisse maîtriser les outils de la démocratie.

Cette dernière ne se développe pas dans des formes subversives ou dans un populisme fébrile, mais dans l'échange et l'écoute, dans le débat et la tolérance.

La question des détenus pose toujours un problème. Près de 90 personnes sont en détention, dont beaucoup sont poursuivies pour avoir participé à une manifestation ou pour une publication sur les réseaux sociaux. Il y a également l'usage abusif de la détention provisoire. Ne pensez-vous pas que le pouvoir en place n'a pas montré jusque-là des signes d'une volonté de se réformer ?

Il n'y a plus de manifestation du hirak depuis mars 2020 et je ne crois pas qu'il y ait encore des arrestations pour ce motif. Par ailleurs, notre arsenal législatif est sans aucun doute inadapté à une vie démocratique épanouie.

Au lieu d'acculer les juges dans une forme de rapport de force et de désobéissance aux lois actuelles, par la stratégie de la rupture chère à certains avocats, il me semble qu'il serait plus judicieux d'agir politiquement pour faire changer la législation.

Cela n'est pas aisé, je le conçois. Il faut comprendre qu'il y ait des réticences, des conservatismes et des traditions qu'il n'est pas toujours facile à faire évoluer dans la société elle-même.

La notion de liberté d'expression n'est pas perçue par tout le monde de la même manière. Ces débats existent aussi dans les pays les plus modernes. La liberté de conscience, par exemple, ne doit pas ouvrir droit à des attaques contre la dimension sacrée de la religion.

Que chacun vive en toute sérénité sa propre croyance ou ses propres convictions sans avoir à s'attaquer aux convictions des autres. Le mépris et l'agressivité dans ce domaine sont largement partagés dans la société et alimentent sans cesse les divisions et les haines entre Algériens.

Cependant, je suis tout à fait d'accord avec vous sur la détention préventive. Il y a un abus évident. Il faut réellement restreindre cette démarche et la baliser rigoureusement.

Je ne comprends pas qu'un homme comme Ali Ghediri soit encore détenu. Il n'est pas le seul dans ce cas d'ailleurs. Quant aux 90 détenus d'opinion, il y a maldonne. Nous avons demandé à plusieurs reprises à des avocats de nous expliquer ce qui leur est reproché.

A part de vagues explications, personne ne veut dire la vérité. Je comprends que les avocats protègent leurs clients, mais la presse ne va jamais au fond des affaires et se contente souvent d'articles superficiels.

Maintenant, si une personne qui a commis un délit, mais parce qu'elle aurait fait une marche du vendredi doit être qualifiée de détenue d'opinion, il me semble qu'il y a un abus de langage, pour ne pas dire de la mauvaise foi.

Dans cette affaire, la justice est aussi responsable de la désinformation. Elle n'explique rien à l'opinion publique, ne communique pas et laisse planer les doutes. Les réflexes et les mentalités forgées depuis des décennies sont, à l'évidence, très coriaces et très résilients.

Le pays a besoin d'apaisement, de renouer le dialogue, de créer un climat de confiance entre tous et d'aller résolument vers des changements profonds et à plusieurs niveaux.

Se parler, ouvrir les médias, organiser la pluralité dans le respect de tous sont incontournables si l'on désire asseoir une démocratie, un Etat de droit et une citoyenneté qu'il nous faudra conquérir.

Certaines initiatives sont annoncées ces derniers temps, comme c'est le cas avec Abdelaziz Rahabi, par exemple. Qu'en pensez-vous ?

Je n'en suis pas informé, mais toute initiative mériterait encouragement. Tous les patriotes, conscients des risques que nous vivons, devraient s'entendre sur un minimum. Il y a des fondamentaux que nous devons impérativement respecter, car ils garantissent notre sécurité et notre stabilité.

Tribune de Zoheir Rouis : « Du confort de faire de la politique sans être organisé en parti politique ou en association »

Jiljadid.org 25/12/2020

L'Algérie dispose d'une société politique riche de ses partis politiques et organisations de la société civile. Elle compte également un nombre important d'individus non organisés, se définissant comme des acteurs politiques, agissant en « solo » mais assez actifs, en particulier sur le terrain des réseaux sociaux. Certains d'entre eux peuvent même se prévaloir d'une certaine aura, et pour peu que des médias ou des organisations étrangères les mettent en valeur, ils finissent par être confortés dans leur idée de s'affranchir de tout besoin d'organisation.

Nous avons donc d'un côté ceux qui font l'effort de s'organiser, d'agir et de proposer pour convaincre sur leur projet afin qu'il puisse être réalisé et pour changer les choses, et de l'autre, ceux qui, pour une raison ou une autre, interviennent sur le terrain politique comme acteurs de celui-ci mais s'affranchissent de tout effort d'organisation et donc des contraintes et exigences de celle-ci, ce qui leur permet de dire et de faire ce qui bon leur semble sans avoir à rendre compte, sans que cela ne prêche à conséquence et sans que cela nécessite de devoir s'organiser pour mettre en œuvre ce qu'ils préconisent.

Deux pratiques, deux logiques, qu'on peut illustrer avec quelques exemples pour chacun des deux cas de figure :

Lorsque l'on est organisé, par exemple en parti politique, et sans nier les vraies difficultés liées à l'absence d'Etat de droit, on doit être dans une posture et dans une logique de construction d'un collectif, de rassembler un minimum d'adhérents répartis sur un minimum de wilaya pour pouvoir prétendre à un minimum de représentativité, organiser un congrès constitutif et former un parti politique.

Lorsque l'on est organisé en parti politique ou en association, on est contraint par les statuts et le règlement intérieur qu'on se donne et qui régissent les modalités d'élections et de fonctionnement internes et déterminent les droits et devoirs des membres du parti. On doit tenir régulièrement ses instances dirigeantes et délibérantes pour rendre compte de ses actions et définir son plan d'actions.

Lorsque l'on est organisé en parti politique ou en association, on doit être en capacité de travailler avec les autres et de construire avec eux. On doit être à l'écoute et dans une dynamique de groupe et de synergie et non en logique solitaire. On doit avoir le souci de bâtir une organisation sur le long terme comme outil permettant de garantir l'exercice politique pluriel et de mise en valeur de femmes et d'hommes qui vont constituer la classe politique nationale.

Lorsque l'on est organisé en parti politique on doit réfléchir, rédiger, partager, adopter et publier son projet de société et son programme. On doit faire un travail d'organisation et d'animation de ses structures de communes et de wilaya, confronter son projet et programme à la critique populaire en organisant des débats thématiques et avoir pour vocation de se présenter devant le corps électoral avec son projet de société et son programme électoral afin d'espérer être en position de les mettre en œuvre pour changer le cours des choses.

Mais lorsqu'on n'a pas souhaité s'encombrer d'une organisation politique ou associative ou lorsqu'on n'a pas été capable de s'entourer de suffisamment de personnes pour pouvoir le faire, et qu'on veut néanmoins être un acteur politique, on est libre de pouvoir dire tout et n'importe quoi, sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit. On peut dire une chose aujourd'hui et le contraire le lendemain, sans risque de se faire désavouer ou sanctionner.

Lorsque l'on est responsable d'aucune organisation, on est responsable de rien et de personne. On parle en son nom personnel même si on fait semblant de représenter plus que soi.

Lorsque l'on est responsable d'aucune organisation, pas besoin de consulter qui que ce soit avant de s'exprimer ou de prendre position sur tel ou tel sujet. On peut plus facilement faire la leçon et dénigrer ceux qui font l'effort de s'organiser, de donner de leur temps et de leurs moyens. Ceux qui sont sur le terrain de l'action pour convaincre et entreprendre.

Lorsque l'on n'est pas organisé en parti politique ou en association, on n'a pas besoin de se doter d'un projet de société ou de formuler des propositions, et encore moins des propositions concrètes et réalistes, parce qu'on n'a pas vocation à participer à une élection. On peut donc aisément surfer sur la vague, flatter les sentiments des gens et leur servir ce qu'ils veulent entendre, tout en étant conscient de n'avoir de toute façon aucun moyen ni personne avec qui les concrétiser. Aucune sanction populaire n'étant possible, on peut dès lors s'offrir le luxe d'être sur des discours et des propositions populistes, nihilistes et radicaux.

Acte 6 : Faire passer le Hirak de la rue aux institutions – 23/01/2021 au 03/10/2021

En ce début d'année 2021, An III du Hirak, l'Algérie, comme tous les pays du monde, sort progressivement de la pandémie de la Covid-19, qui a de fait mis un terme aux manifestations du Hirak, malgré les mots d'ordre irresponsables de poursuite des marches, lancés, sans égard pour la santé des gens, par certains illuminés restés bien calfeutrés chez eux à Londres comme à Paris.

Dès le mois de janvier, un projet de nouvelle loi électorale est soumis aux partis et à la société civile.

Fidèle à ses convictions et libre de ses positions, Jil Jadid y voit une opportunité de changement pour porter, défendre et concrétiser, autant que possible, les revendications du Hirak. Il va donc agir pour en finir rapidement avec les institutions de la fraude issues de l'ère Bouteflika et travailler au renouvellement et au rajeunissement de la classe politique.

De ce fait, et loin du verbiage stérile et sans effet sur le changement souhaité, Jil Jadid va proposer et défendre des évolutions pour que la nouvelle loi électorale consolide davantage les droits des partis et des candidats aux élections, et imprime à celles-ci transparence et crédibilité.

C'est ainsi, que Jil Jadid va se battre pour que des dispositions soient intégrées à la nouvelle loi électorale pour mettre fin à la pratique de l'achat de positions sur les listes de candidature à travers le phénomène de la chkara⁴⁹ et du népotisme. Il portera également la revendication de l'opposition relative à la mise en place d'une instance indépendante d'organisation et de surveillance des scrutins.

Il lancera alors, un appel aux Hirakistes sincères et convaincus afin qu'ils s'engagent pour assumer des candidatures et contrôler les urnes, en partant de ses convictions que l'État de droit se construit et ne se décrète pas.

Conscient par ailleurs des enjeux en cours et des résistances au changement, Jil Jadid indiquera dès le départ qu'il ne se fait aucune illusion sur le fait que les forces de l'inertie et de la fraude ne vont pas s'évaporer du jour au lendemain par le seul fait de faire adopter de nouvelles règles du jeu électoral et c'est là que devait intervenir la volonté de porter et de défendre de manière concrète et effective l'esprit du Hirak.

Pour Jil Jadid, et bien avant qu'il n'annonce sa participation aux élections législatives du 12 juin 2021, si les élections sont organisées dans un esprit de rupture avec le passé, cela permettra à des femmes et des hommes nouveaux, notamment celles et ceux qui ont fait le Hirak, de s'engager dans la politique et d'investir les institutions. Ce qui aura pour conséquence directe et positive de renouveler le personnel politique et de permettre l'émergence de partis politiques représentatifs.

Pour Jil Jadid, les conditions historiques, sociologiques, politiques et même psychologiques sont là pour qu'il y ait un changement réel, pour passer de la parole contestatrice à la responsabilité de l'action et au travail à l'intérieur des institutions à investir.

Il y a donc une opportunité à saisir pour redonner vie à l'esprit du Hirak, repositionner les partis politiques comme acteurs et interlocuteurs incontournables pour induire les changements attendus et barrer la route aux resquilleurs de toujours qui n'attendent que le

49 Littéralement, chkara veut dire sac plastique. Il s'agit ici de corruption manifestée par l'achat en espèces de position sur les listes électorales pour acquérir un siège de député.

moment de se replacer pour servir le nouveau pouvoir comme ils ont servi l'ancien régime. Dans le cas contraire, ce serait le statut quo, l'immobilisme et le désespoir de tous ceux qui qui désirent le changement.

Jil Jadid va donc participer aux élections législatives du 12 juin 2021 avec 50 listes couvrant 46 Wilaya et les 4 circonscriptions électorales de la diaspora. Il effectuera plus de 1500 sorties sur le terrain et se démarquera par une campagne électorale dynamique et innovante reconnue par tous.

Naturellement le gotha des détracteurs formé des nihilistes et tenants de l'immobilisme va mener une campagne de dénigrement et de mensonges à l'encontre de Jil Jadid l'accusant d'avoir négocié des quotas à l'Assemblée contre une participation au scrutin, alors même que Jil Jadid a tout au long de son existence justement refusé et dénoncé ces procédés qui ont permis à nombre de partis de l'opposition de bénéficier de sièges au parlement.

Le fait que les partis politiques d'opposition aient choisis de rester coincés et prisonniers de leurs postures et des slogans creux qu'ils ont largement participé à installer dans les esprits, a neutralisé la campagne électorale des législatives et ouvert la voie à une nuée de candidats indépendants qui ont noyé l'enjeu des élections, qui était de concrétiser les revendications du Hirak en faisant entrer à l'Assemblée Populaire Nationale des candidats issus du Hirak et des partis ayant porté ses revendications.

La période de dépôt des dossiers de candidatures sera l'occasion de faire surgir les réflexes ataviques que l'ANIE, nouvelle instance d'organisation et de surveillance du scrutin, entretiendra par une bureaucratie tatillonne pour disqualifier un nombre de candidats important. Jil Jadid en fera les frais sur plusieurs listes.

Dans ce scrutin, Jil Jadid se retrouvera bien seul à incarner le courant nationaliste démocrate. Les autres participants étant les anciens partis alliés de l'ancien régime incarné par le Président déchu et le courant islamiste.

Il s'en suivra une campagne terne sans réels programmes politiques ni de projets de société et une couverture médiatique largement en dessous des enjeux réels du scrutin.

Le faible taux de participation⁵⁰ aux élections permettra aux électeurs mobilisés de donner une prééminence aux candidats indépendants qui se sont inscrits dans le programme présidentiel et anciens partis qui ont porté aux nues le régime Bouteflika⁵¹.

Les résultats des élections consacreront alors la victoire du nihilisme et l'échec de ceux qui auront voulu faire gagner le Hirak et concrétiser ses revendications en faisant en sorte que l'esprit du Hirak soit dans les institutions.

Jil Jadid obtiendra un siège de député dans la wilaya d'El Oued avec 3576 voix dans cette circonscription⁵².

Le fait que Jil Jadid ait dû se battre pour défendre ses listes pour qu'elles ne soient pas toutes rejetées par l'ANIE et que ses résultats soient en deçà de ses propres attentes et de ce que

50 Le taux de participation sera de 23%

51 Le FLN obtiendra près de 20% des suffrages et le RND plus de 10%

52 Le Ministère de l'Intérieur et le Conseil Constitutionnel ne publieront pas les résultats des élections pour chacun des partis ayant participé. Seuls les résultats de chaque élu sont publiés pour chacune des circonscriptions. Jil Jadid ne connaîtra pas les résultats obtenus au national et par chacun de ses candidats par circonscription.

l'opinion pensait, est venu démentir les dires de ceux qui ont accusé le parti d'avoir trahi le Hirak pour aller négocier avec le pouvoir des quotas à la prochaine Assemblée nationale.

Dans la suite des législatives, et pour ancrer le parti sur le terrain, Jil Jadid participera aux élections locales du 27 novembre 2021 avec 15 listes au niveau des communes et 2 listes de Wilaya. Il obtiendra 45 sièges de Communes et 6 sièges de Wilaya, et la majorité dans 3 communes.

En cette année 2021, et faute de combattants, le processus de changement est en panne et comme la nature a horreur du vide, le retour des anciens sponsors et obligés de l'ancien régime est consacré, en lieu et place du changement significatif de la classe politique et d'une reconfiguration du régime en faveur d'une ouverture démocratique.

Jil Jadid conclura qu'à l'évidence la société algérienne a intériorisé une forme de dichotomie entre l'action politique et les élections, entre le monde des idées et la réalité des circuits du pouvoir. Ces derniers s'inscrivant dans un jeu où l'argent, les clientèles, l'appartenance régionale, voire tribale, sont les véritables leviers de la réussite ou de l'échec électoral.

Jil Jadid étant démuni sur ce plan-là, car antinomique dans son approche réformiste et moderniste de la politique.

Interview de Soufiane Djilali : « Un État de droit se construit »

Crésus du 23/01/2021 par Seghir Belhadj

Le président de Jil Jadid, M. Soufiane Djilali, revient dans cet entretien sur le projet de loi organique relatif au régime électoral. Il considère que le texte contient des nouveautés qu'il qualifie de positives.

Crésus : Le projet de loi électorale a été rendu public. Quelle lecture faites-vous du texte ?

Soufiane Djilali : En effet, nous venons de recevoir le projet de loi organique relatif au régime électoral. Nous l'avons transmis à la commission juridique du Conseil scientifique pour une étude avisée. Cependant, quelques conclusions peuvent être déjà tirées. Il y a de nouvelles dispositions concernant l'autorité indépendante des élections et tout ce qui est en rapport avec la gestion des scrutins. Il y a également des nouveautés concernant le financement des campagnes et des candidats. Cependant, au-delà de ces aspects techniques, importants en soi, c'est le mode de scrutin mis en place qui doit être analysé. On pourrait le qualifier de mode proportionnel à listes ouvertes. Autrement dit, les électeurs auront à choisir entre les différentes listes en lice, puis, choisir parmi les candidats de la liste elle-même celles et ceux qu'ils voudraient voir élus dans leur commune, wilaya ou à APN. Ce mode permet un équilibre entre le poids du parti dans la vie politique et le respect du choix des électeurs. A mon avis, la plupart des partis acquiesceront à ce mode de scrutin. Reste la problématique des 4% de voix récoltés lors d'une précédente élection exigés pour le parrainage des listes. On ne peut pas construire une Algérie nouvelle sur la base des résultats fraudés des anciennes élections. Des dispositions transitoires à ce sujet sont incontournables pour recréer une dynamique politique et une confiance avec les électeurs.

Le texte, à vrai dire, est appelé à être enrichi, toutefois, plusieurs changements ont été apportés sur plusieurs volets, est-ce une avancée pour vous ?

Bien entendu, le texte devrait pouvoir être enrichi. C'est la promesse du Président de la République. C'est sur cette base que l'on pourra éviter des écueils dans le processus de renouveau de la classe politique. Mis à part les points sur lesquels insistera Jil Jadid dans ses propositions d'amendement, il reste que les dispositions nouvelles devraient être à même de favoriser un retour à la confiance. Je ne me fais pas d'illusions béates. Je sais qu'il y aura beaucoup d'obstacles à franchir une fois la loi adoptée. Tout le monde connaît les pesanteurs et les résistances au changement. Les mauvaises habitudes de la fraude peuvent avoir la peau dure, à tous les niveaux. C'est là où je réitère mon appel aux Hirkistes, convaincus que le changement doit être construit par son propre engagement. Il faut s'engager, assumer des candidatures, contrôler les urnes. Il faut agir en utilisant la loi. L'État de droit se construit, il ne vient pas par décret.

L'avant-projet de loi prévoit la révision du mode électoral, les candidatures, les dépenses, le niveau d'instruction, les femmes, les jeunes, la surveillance... Ce texte présente-t-il selon vous des garanties assez importantes pour envisager une probable entrée de votre parti dans les futures joutes électorales ?

La participation de Jil Jadid aux futures élections est une décision qui relève du Conseil national. Celui-ci sera convoqué pour le début du mois prochain. Bien entendu, nous considérerons tous les éléments, y compris les dernières retouches au projet de loi. Nous avons 10 jours pour répondre à la commission Laraba et faire nos propositions. J'imagine que la synthèse sera connue assez rapidement. Il est évident que si, par exemple, l'exigence des 4% des voix au scrutin de 2017 était maintenue, il nous sera difficile de cautionner des élections qui seraient faites sur mesure au profit des anciens appareils du pouvoir.

Des élections vont être tenues juste après l'adoption du texte. Soutenez-vous cette démarche ?

Oui, clairement, il faut rapidement en finir avec les anciennes institutions mal élues et manquant terriblement de légitimité. Un renouvellement de la classe politique donnera un souffle nouveau au pays. Il est inutile et même nuisible de bloquer plus longtemps la scène politique. C'est le préalable pour faire face aux véritables défis que nous devons relever : rajeunir le personnel politique, moderniser le fonctionnement des institutions, bannir la corruption, bâtir une justice digne d'un pays de droit, et enfin, lancer sans attendre la machine économique. Il est urgent de passer à une étape qualitative supérieure. L'Algérie a raté beaucoup trop d'occasions pour se développer sérieusement et offrir à ses citoyens la dignité, la justice et l'espoir qu'ils méritent.

Interview de Zoheir Rouis : « Si l'exigence des 4% est maintenue, il nous sera difficile de cautionner des élections qui seraient faites sur mesure au profit des anciens appareils du pouvoir »

Reporters du 28/01/2021 par Amirouche Yazid

Le vice-président de Jil Jadid, Zoheir Rouis, aborde dans cet entretien des aspects liés au projet de loi organique sur le régime électoral qui est au stade d'enregistrement des avis des formations politiques destinataires de la mouture élaborée par le comité des experts. Désapprouvant la règle des 4 % des suffrages considérée comme un héritage du régime précédent, le responsable politique estime que le futur code électoral est de nature à favoriser un processus de construction.

Reporters : Vous avez reçu, il y a quelques jours, la mouture de l'avant-projet de loi sur le régime électoral. Quelle appréciation faites-vous du contenu de façon générale et ou avez-vous situé les avancées dans ce texte ?

Zoheir Rouis : En effet, nous avons bien réceptionné l'avant-projet de loi organique portant régime électoral. Ce document est entre les mains de la commission juridique du Conseil scientifique du parti pour une étude avisée, en lien avec notre Secrétaire exécutif chargé des élections et des élus. Ce qui devrait permettre de formuler de manière officielle les remarques et les propositions de Jil Jadid, puisque le président de la République s'est engagé à ce que les avis et suggestions des partis soient pris en compte dans le cadre de cette consultation.

Sur l'avant-projet reçu, on peut d'ores et déjà dire qu'il contient des dispositions qui sont de nature à favoriser le processus de construction de L'État de droit à travers des mécanismes électoraux qui permettent le retour de la confiance. Mais cet avant-projet contient, également, des dispositions héritées du régime précédent, qui comme tout le monde le sait n'a pas particulièrement brillé par ses penchants et pratiques démocratiques.

Donc, et sans être exhaustif, les éléments qui nous semblent pertinents sont, en premier lieu, ceux qui ont trait à la volonté exprimée à travers plusieurs dispositions de mettre fin à la pratique de l'achat de positions sur les listes de candidatures à travers la *chkara* et le népotisme. Cela se vérifie dans le mode de scrutin proposé, à savoir un scrutin proportionnel à listes ouvertes qui permet aux citoyens de choisir eux-mêmes, dans une liste donnée, les femmes et les hommes proposés par les partis et qu'ils voudraient voir les représenter aux niveaux des communes, des wilayas et de l'APN. Ce mode de scrutin permet ainsi un équilibre entre le poids du parti dans la vie politique et le respect du choix des électeurs. Ajoutées à ces dispositions, les nouvelles modalités de financement des campagnes et les mécanismes de leur contrôle.

En second lieu, il y a les propositions qui portent sur la volonté de donner au scrutin un maximum de garanties de transparence à travers de nouvelles dispositions concernant la gestion des scrutins par l'Autorité indépendante des élections. Je rappelle que cette revendication avait unifié un temps l'opposition à travers la plateforme de Mazafran.

Enfin, il y a lieu de souligner les dispositions proposées pour renouveler et rajeunir le personnel politique, et promouvoir les candidatures féminines.

Il est clair qu'on ne peut pas construire une Algérie nouvelle sur la base des résultats fraudés des anciennes élections.

Des formations politiques n'ont cependant pas apprécié l'obligation des 4%. Jil Jadid est-il dans cette logique ?

L'obligation des 4% des voix récoltées lors d'une précédente élection fait, en effet, partie des dispositions héritées du régime précédent et qui posent un sérieux problème, et visiblement, à un nombre important d'acteurs politiques. Il y a donc consensus sur le caractère non pertinent d'une telle disposition, à tout le moins en l'état actuel des choses. Il est clair qu'on ne peut pas construire une Algérie nouvelle sur la base des résultats fraudés des anciennes élections. Cela casserait, à n'en pas douter, la volonté des plus hautes autorités du pays de pratiquer une rupture avec le régime précédent et annihilerait les efforts exprimés à travers les dispositions qui vont dans le sens du retour de la confiance. Nous pouvons parfaitement imaginer des dispositions transitoires à ce sujet le temps de créer une dynamique politique nouvelle et de renouveler la confiance. A défaut, nous serions sur un mauvais signal envoyé aux électeurs qui sont déjà assez échaudés par les scrutins précédents. En ce qui nous concerne, donc, à Jil Jadid, nous considérons ce point comme étant au cœur de la crédibilité que l'on veut donner aux prochains scrutins. Cela veut dire qu'il est donc évident que si, par exemple, l'exigence des 4% de voix au scrutin de 2017 était maintenue, il nous sera difficile de cautionner des élections qui seraient faites sur mesure au profit des anciens appareils du pouvoir.

J'en profite également pour vous dire, et encore une fois sans être exhaustif, que ce sujet de l'exigence des 4% n'est pas le seul qui ne nous semble pas opportun. Il y a aussi la condition de résidence dans la wilaya de candidature. Pour les candidatures à des mandats nationaux, comme pour l'APN, cette condition ne nous semble pas pertinente, voire contreproductive, si nous voulons promouvoir les candidatures de compétences. La composition et les prérogatives de l'Autorité indépendante des élections pourraient être renforcées. Par ailleurs, les modalités relatives aux parrainages sont largement perfectibles dans un monde désormais digitalisé, ce qui, au passage, donnerait plus de garanties aux candidats et donc de crédibilité aux scrutins. Enfin, la question de la parité hommes/femmes est encore une fois vue comme une contrainte à intégrer, alors qu'elle pourrait parfaitement être orientée en opportunité dans le cadre d'une véritable stratégie de promotion de l'intégration de la femme dans la sphère politique.

L'intérêt qu'accorde le parti à ce texte, depuis quelques semaines, comme en témoignent les débats dans vos structures, est-il annonciateur de la participation de Jil Jadid aux prochaines élections anticipées et quelles sont les motivations de votre option ?

Vous soulignez à juste titre les débats internes qui animent de manière régulière les structures de Jil Jadid. En réalité, tout sujet d'importance nationale donne lieu à débat à tous les niveaux de nos structures. Nous avons construit un parti sur la base des règles démocratiques qui favorisent le débat et l'échange des points de vue. Ces échanges, a fortiori sur des sujets aussi importants, ne sont pas l'apanage des seules instances dirigeantes. Ce qui ne change rien aux responsabilités des instances nationales dans les prises de décision. C'est

ainsi que nous fonctionnons à Jil Jadid. La co-construction est en quelque sorte l'ADN de notre parti.

Par conséquent, la question de la participation aux futures élections est une décision qui relève du Conseil national. D'ailleurs, celui-ci sera convoqué au début du mois prochain. Bien entendu, nous considérerons tous les éléments, y compris les dernières retouches au projet de loi, et particulièrement les points que j'ai évoqué à la question précédente et qui, s'ils sont bien appréhendés dans le projet définitif, seront de nature à donner aux prochains scrutins toute la crédibilité et la légitimité qui ont tant manqué à ces anciennes institutions appelées à être renouvelées.

Les prochaines échéances telles qu'elles se présentent vont-elles donner lieu à une nouvelle carte politique nationale ?

Si les élections sont organisées dans un esprit de rupture avec le passé, cela permettra à des femmes et des hommes nouveaux, notamment celles et ceux qui ont fait le Hirak, de s'engager dans la politique et d'investir les institutions. Nous assisterons alors au renouvellement du personnel politique et à l'émergence de partis politiques représentatifs. Si les élections sont organisées de manière sérieuse et avec une volonté réelle d'ouvrir une nouvelle page de notre histoire, alors il n'y aura plus de place dans cette nouvelle configuration à ceux qui ont profité de la fraude et de la corruption. Vous verrez surgir de nouveaux visages, de nouvelles compétences, de nouvelles idées qui, fatalement, redessineront une nouvelle configuration politique.

Le renouvellement de la composante des Assemblées élues suffira-t-il à la légitimation des institutions, si la participation notamment n'atteignait pas un niveau appréciable ?

Nous n'avons pas le choix que d'engager le changement. C'est une exigence nationale largement exprimée par le Hirak, mais c'est aussi une nécessité impérieuse si nous voulons préserver notre pays. Il est donc urgent d'en finir avec ces anciennes institutions mal élues et illégitimes. Du renouvellement des Assemblées représentatives naîtra une nouvelle classe politique qui aura à renouer la confiance avec une population désabusée et échaudée par les pratiques du passé. C'est le préalable pour faire face aux véritables défis que nous devons relever, au nombre desquels il y a l'instauration d'une justice digne d'un pays de droit, la lutte contre la corruption et, enfin, le lancement sans attendre de la machine économique, pour offrir à nos concitoyens la dignité, la justice et l'espoir qu'ils méritent.

Interview de Soufiane Djilali : « Le président n'exclut pas la dissolution de toutes les assemblées élues »

24H Algérie du 14/02/2021 par Fayçal Métaoui

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, a été reçu, samedi 13 février 2021, par le président Abdelmadjid Tebboune, au siège de la présidence de la République à El Mouradia, à Alger. Il revient dans cet entretien sur le contenu de la discussion qu'il a eue avec le chef de l'État.

Quel est le contexte de l'audience qui vous a été accordée par le chef de l'État, moins de 24 heures après son retour d'un séjour de soins en Allemagne ?

Le président de la République a voulu donner un signal important que l'épisode de la maladie était fermé. Il a tourné la page. Il est là en possession de ses moyens pour entamer réellement les réformes qu'il a promis.

Le message est également clair : le président a l'intention de conforter le dialogue comme un outil de travail. Les analystes ou la presse n'ont pas fait le rapport entre le président Bouteflika qui, en vingt ans de pouvoir, n'a reçu aucun parti politique et le président Tebboune qui, en une année, a reçu, à plusieurs reprises, les représentants des partis d'opposition. Il démontre donc une nette volonté d'écouter le reste de la classe politique. Il s'est ouvert vers l'opposition.

Concernant la santé du président, comment l'avez-vous trouvé ?

Il m'a semblé tout à fait remis de l'épisode de la maladie. J'ai compris qu'il n'y a plus d'autres rendez-vous médicaux ou d'autres absences, que c'est clos. C'est bon. Il n'y a pas de formes de séquelles à traîner ou des choses de ce type.

Quel était le contenu de la discussion avec le chef de l'État ?

L'objet premier était de discuter du projet de révision de la loi électorale et la préparation des élections législatives anticipées. Le président voulait avoir un avis oral puisque beaucoup de partis ont participé par écrit au projet de révision de la loi électorale. Nous avons eu des échanges et il a pris note. Il n'a pas encore pris la décision finale sur certains points.

Nous sommes revenus sur la question des 4 % (avoir 4 % des suffrages obtenus lors de précédentes élections est une condition pour les partis de participer aux prochains scrutins, NDLR). J'ai rappelé au président qu'on ne peut pas construire une nouvelle Algérie en faisant référence à des résultats d'élections organisées sous l'ancien régime et qui, de notoriété publique, avaient été trafiquées. C'est inadmissible et ça serait une tâche pour les nouvelles institutions.

Et qu'en pense le président Tebboune de ce point ?

J'ai compris que le président veut en finir avec les scènes politiques transformées en folklore. Il n'est plus intéressé par noyer la scène politique pour ensuite manipuler les résultats des scrutins. Il veut, au contraire, une classe politique sérieuse avec des élus réellement représentatifs.

La question est comment créer un filtre qui soit démocratique et raisonnable à la fois ? Je ne sais pas mais le président m'a confirmé la publication dans les prochains jours des conclusions finales du projet de révision de la loi électorale. On verra donc après, quelles sont les mesures définitivement retenues.

Pensez-vous que la condition des 4 % sera supprimée ?

Je pense qu'au moins pour les prochaines élections, il n'y aura pas de référence à cette condition mais il est possible qu'ils exigent un certain nombre de signatures pour tout le monde (pour se porter candidats).

Avez-vous évoqué l'organisation d'élections législatives anticipées ?

Oui. Des élections législatives auront lieu, au plus tard, en juin 2021. Le calendrier n'est pas encore fixé, le président ne m'en a pas fait part, mais j'ai compris que c'est assez rapide.

Le mois de Ramadhan (prévu en avril) et l'Aïd El Fitr (en mai) sont pris en compte. Il peut y avoir un chevauchement entre le Ramadhan et la campagne électorale, donc, c'est compliqué. Mais, d'ici juin, il est évident que les législatives anticipées seront organisées.

Des élections locales anticipées sont également prévues avant la fin de 2021. Le président pense les organiser bien avant. Le président de la République n'exclut pas la dissolution de

toutes les assemblées élues, autant législatives que locales. En tous cas, les élections auront lieu selon un calendrier étalé sur toute l'année 2021.

Le chef de l'État a-t-il abordé la place qu'aura la société civile dans le prochain Parlement ?

Pas en particulier, mais j'ai compris que le président veut un Parlement sérieux où il y aura des députés indépendants. Les indépendants pourront se présenter comme candidats selon des critères objectifs.

Le Hirak est un état d'esprit. Il faut qu'il passe de la rue, qui a été nécessaire à un moment donné, à l'intérieur des institutions pour insuffler cet état d'esprit... il s'agit maintenant d'assumer et d'agir.

Jil Jadid participera-t-il aux élections législatives ?

Nous attendons l'élaboration finale de la loi électorale. Après, les instances officielles du parti prendront la décision. Depuis plusieurs mois, nous sommes sur une opposition qui accepte le dialogue. A plusieurs reprises, nous avons eu un contact avec le président de la République. A chaque fois, j'en ai informé l'opinion publique. Nous essayons de travailler pour éviter de laisser un vide qui, forcément, sera réoccupé par l'ancien système. Notre rôle est de préparer une nouvelle génération, des gens nouveaux, compétents, instruits, patriotes qui ont envie de gérer le pays. Le Hirak est un état d'esprit. Il faut qu'il passe de la rue, qui a été nécessaire à un moment donné, à l'intérieur des institutions pour insuffler cet état d'esprit. Donc, il ne s'agit pas simplement de réclamer, il s'agit maintenant d'assumer et d'agir.

Qu'en pensez-vous des appels relatifs à un éventuel retour à la rue ?

Il est légitime de manifester pour exprimer aussi que le Hirak est toujours là, qu'il est toujours vigilant, qu'il attend toujours les grandes réformes, mais, en même temps, je pense qu'il faut sortir de l'esprit de confrontation directe. Il y a un pouvoir qui est en train de se mettre en place sur la base de promesses de construction d'un État de droit, d'une démocratie.

Il y a une chance parce que les conditions historiques, sociologiques, politiques et même psychologiques sont là pour qu'il y ait ce changement. Donc, il faut saisir cette occasion. Et, c'est là que j'exhorte les vrais hirakistes de passer de la rue aux institutions.

J'ai réaffirmé notre position appelant à des mesures d'apaisement... Il faut aller de l'avant.

Avez-vous discuté de la question des détenus d'opinion ?

C'est clair. J'ai réaffirmé notre position appelant à des mesures d'apaisement. Il faut mobiliser les Algériens sur la base de garanties et aussi sur celle d'un sentiment que le pouvoir politique est là pour régler les problèmes.

Tout ce qui a pu être fait comme position ou acte durant le Hirak, il faut le laisser dans le contexte du Hirak. Il faut aller de l'avant.

Est-ce que le chef de l'État a-t-il parlé d'un changement du gouvernement actuel ?

Le président m'a confirmé qu'il va opérer un changement partiel au sein du gouvernement. Il veut rééquilibrer l'action du gouvernement. Il prévoit d'autres changements après les élections législatives.

Dans vos déclarations faites à la télévision après l'audience au Palais d'El Mouradia, vous avez évoqué la lutte contre la bureaucratie et l'encouragement de l'investissement. Qu'en est-il ?

Nous avons eu une discussion assez longue. Je me suis permis de dire au président ce qui se passait dans la réalité, les difficultés qu'il y a, les problèmes de justice et de bureaucratie, la corruption, le fonctionnement de l'économie algérienne, la dévaluation du dinar...c'était un échange à bâtons rompus. Il n'y avait pas d'ordre du jour écrit.

Le président voulait avoir connaissance du sentiment des gens qui sont à l'extérieur du pouvoir, avoir un point de vue de gens qui sont en relation directe avec la population.

A-t-il parlé de décisions sur le plan économique ?

Pour lui, les grandes réformes démarreront après l'élection du nouveau parlement. Il veut que le gouvernement ait toute la légitimité à travers un Parlement élu sans aucune tâche et qu'à ce moment-là, les grandes réformes seront engagées.

Cela n'empêche pas qu'entre-temps, il y ait tout le travail de préparation. Pour lancer les grandes réformes, il faut des prérequis. Le président travaille là-dessus notamment sur la digitalisation des administrations. Il m'a dit : « je veux que l'économie se libère de l'administration et que les gens qui investissent, travaillent et créent des emplois ne dépendent plus de l'administration ». Donc, moins d'État, moins de pouvoir administratif, moins de contrainte.

Interview de Soufiane Djilali : « Tout peut arriver, en bien ou en mal »

TSA du 17/02/2021 par Makhoul Mehenni

Soufiane Djilali est le président de Jil Jadid. Dans cet entretien, il revient sur sa rencontre avec le président Tebboune, la poursuite des marches du hirak, les détenus d'opinion, le blocage des sites électroniques, les attaques dont il fait l'objet...

Vous avez été reçu par le président de la République. Comment l'avez-vous trouvé, sachant qu'il vient de subir une opération chirurgicale en Allemagne ?

Il m'a paru en forme. Il reprend activement sa fonction. Il m'a lui-même confirmé que son dossier « santé » était maintenant clos et sans suite.

Qu'est-ce qu'il vous a dit sur la situation politique, sociale et économique du pays ? Est-il satisfait de l'action du gouvernement ?

Concernant le gouvernement, il a clairement dit qu'il envisageait un remaniement partiel assez rapidement. Il a jugé que certains départements ministériels ne donnaient pas grand-chose et qu'il fallait remédier à ces faiblesses. Cependant, il ne m'a pas dévoilé les ministères visés.

Cette volonté de rééquilibrer l'action du gouvernement est en lien direct avec la situation du pays. Il m'a exprimé sa satisfaction quant à la gestion de la pandémie. Le bilan dans ce domaine est en effet très défendable lorsque l'on voit ce qu'il se passe en Europe ou chez nos voisins. Cependant, la crainte de voir arriver les variants du Covid-19 de l'étranger pousse les autorités à rester vigilantes.

En revanche, il n'y a pas de doute qu'une année de confinement plus ou moins dur a perturbé très fortement l'économie nationale. Les perturbations causées par le coronavirus mais aussi par les inerties de l'administration et surtout le lourd héritage légué par le précédent pouvoir ont ralenti ou parfois bloqué la machine.

Les grandes réformes économiques et financières ne viendraient qu'après l'élection législative. Il m'a clairement dit que son objectif est de voir le secteur économique sortir de l'emprise de l'administration.

Au vu de ce que vous avez pu entendre du chef de l'État, à quelles décisions devons-nous nous attendre dans les prochains jours. Le Parlement sera-t-il dissout ? Le gouvernement sera-t-il remanié ?

Je ne sais pas si la première chambre du parlement sera dissoute ou pas, mais des élections législatives sont inévitables et le plus tôt sera le mieux. Des législatives d'ici à juin suivies d'élections locales, en tout état de cause avant la fin de l'année, sont programmées.

Cependant les détails ne seront connus qu'après la fin de ces consultations. Je pense que le Président veut donner un sens au dialogue et prendre ainsi en considération les propositions des uns et des autres tant qu'elles peuvent être compatibles entre elles.

Il semble donc que l'on se dirige vers la tenue d'élections législatives. Si tel sera le cas, le pays est-il prêt pour une telle échéance ? N'y a-t-il pas risque d'aggraver la crise, à défaut de la régler ?

Personne ne nie la crise politique. Quel que soit le choix qui est fait, celui-ci comporte toujours une marge d'erreur. Après la chute de l'ancien Président, un choix stratégique a été opéré à ce moment-là.

En effet, c'était soit suspendre la Constitution, instaurer une période transitoire en nommant les responsables du pays puis aller vers une Constituante et enfin des élections... soit passer directement à l'élection présidentielle puis engager les réformes constitutionnelles et enfin renouveler les institutions.

Maintenant, peu importe notre propre opinion sur l'un ou l'autre processus, c'est l'histoire qui jugera. Le pays a été engagé sur la deuxième voie et, à moins de le faire imploser, il est impossible de changer de stratégie.

En tant qu'acteurs politiques, tout ne se passe pas toujours comme on le souhaite, et il faut parfois savoir interagir avec le réel. Il est vrai que la politique est un rapport de force mais qui, au final, fonde l'art du possible.

Pour revenir à votre question, il est temps de changer en grande partie la classe politique. Les élections législatives et locales sont nécessaires si l'on veut construire le changement. Dans le cas contraire, ce serait le statu quo, l'immobilisme et le désespoir pour toutes celles et tous ceux qui désiraient le changement et le départ définitif de l'ancien régime.

Lors de votre rencontre avec le président, vous avez dû faire des propositions pour sortir de la crise. Peut-on connaître ce que préconise votre parti ?

Le 6 juillet 2019, j'avais fait une intervention en tant qu'invité lors de la conférence du dialogue à Aïn Benian. J'avais alors dit qu'il fallait d'abord des mesures d'apaisement par la libération de tous les prisonniers du Hirak, puis ouvrir un dialogue et enfin retourner aux urnes.

Lorsque l'on fait un diagnostic d'une situation de crise aussi profonde, le remède devient clair. Il n'y a pas lieu de le changer à chaque fois. Cette ligne directrice reste valable. Les trois points ont avancé non pas successivement mais parallèlement les uns aux autres.

Des gestes d'apaisement ont été faits mais n'ont pas été appliqués jusqu'au bout. Un dialogue a démarré mais n'est pas encore finalisé. Les urnes ont été sollicitées deux fois depuis ce rendez-vous (le 12/12 puis le 1er novembre) mais le processus est loin d'être terminé.

De mon point de vue, l'ordonnance est toujours valable : apaisement, dialogue puis urnes !

Avez-vous abordé l'ouverture du champ politique et médiatique, le respect des libertés et la libération des détenus d'opinion ?

Nous avons abordé tous les points sans censure. Concernant le champ médiatique, le Président m'a confirmé qu'il s'agissait d'un dossier extrêmement important et qu'il sera traité en profondeur par un exécutif légitime qui sera installé après les élections.

Pour ma part, je ne comprends pas pourquoi des sites d'informations sont bloqués. Sincèrement, pour le bien de tous, mieux vaut avoir affaire à des sites professionnels qui traitent librement l'information qu'à des réseaux sociaux en furie qui polluent le champ médiatique. Je resterai donc l'avocat de la liberté d'exercice de ces médias nouveaux qui finiront par être dominants.

Concernant l'action politique, autant le Président est ouvert pour traiter avec l'opposition, autant il refuse la folklorisation de la scène politique qui a été encouragée par le passé pour gêner l'action des partis sérieux.

Enfin, concernant les mesures d'apaisement, tout le monde connaît la position de Jil Jadid qui a été naturellement réitérée à cette occasion. Je reste cependant peu prolixe sur cette question dans les médias. Une frange du Hirak s'est érigée en propriétaire exclusif de cette question et s'est attaquée systématiquement à celles et ceux qui voulaient agir pour faire libérer les détenus. Ils voulaient les garder comme fonds de commerce pour leur propagande.

Je veux éviter ces polémiques stériles qui font plus de mal que de bien aux prisonniers eux-mêmes. Il reste que j'assume totalement notre démarche malgré les manipulations malhonnêtes dont nous avons été victimes et réitérons, ici, notre demande à ce que Rachid Nekkaz, Khaled Drareni, Ali Ghediri ou Mohamed Gasmi et tous les autres dans cette situation, puissent retrouver le plus vite possible leur liberté.

Quant aux jeunes hirakistes, la plupart ont été libérés ou sont en voie de l'être. Il reste quelques condamnations qui sont encore prononcées contre des hirakistes par l'étiquette, mais encore faut-il préciser que les faits qui leurs sont reprochés n'ont aucun lien avec l'action politique de ces derniers et relèvent souvent du droit commun.

Ce nouveau round de rencontres avec la classe politique s'inscrit-il dans une démarche globale de règlement de la crise ou est-il conjoncturel, à l'approche de la commémoration du deuxième anniversaire du Hirak et les appels à reprendre les marches ?

Depuis son installation à la tête de l'État, le Président Tebboune a reçu de nombreux chefs de partis et des personnalités nationales et à plusieurs reprises. Mon sentiment est qu'une nouvelle culture du dialogue s'installe. Je rappelle que ceux qui poussent aujourd'hui des cris de vierges effarouchées ne se sont jamais plaints que le Président Bouteflika ne les reçoive jamais durant 20 ans, en tous les cas publiquement.

En fait, la reprise du dialogue coïncide avec le retour du Président de son séjour en Allemagne et la mise en œuvre du calendrier politique sous le sceau de l'urgence.

Serait-il justement une bonne chose que les marches reprennent maintenant, sachant que, contrairement au discours officiel, des acteurs du Hirak estiment que très peu des revendications ont été satisfaites, ou, au contraire, il faut suivre une autre voie ?

Je suis tout à fait favorable à ce que les Algériens qui en ressentent le désir manifestent à l'occasion du 2ème anniversaire du Hirak. Ce dernier a bouleversé la donne politique dans le

pays. Nous n'avons pas fini de faire le bilan exceptionnel de ce mouvement bien que les changements ne sont pas encore palpables pour le simple citoyen.

Le Hirak a poussé à la déconstruction d'un système maffieux, a fini par provoquer des changements extrêmement sensibles au cœur de l'État, à instaurer un nouvel état d'esprit dans la société. Même les plus pessimistes et les plus radicaux du Hirak vous diront qu'il est impossible de revenir à l'avant 22 février 2019.

Je pense qu'il est de notre intérêt à tous de ne pas pousser les citoyens dans un contresens en leur voilant les succès et en les poussant au désespoir de l'échec.

Il s'agit maintenant d'agir dans le sens de la construction d'un nouveau système de gouvernance. Tous les critères pour la réussite d'une telle opération sont là. Il faut sortir du nihilisme et passer aux actes politiques.

Comprenez bien ce que je veux dire : nous sommes actuellement sur pratiquement une tabula rasa. Nous n'avons pas encore de refuge sécurisé. Tout peut arriver, en bien ou en mal. Mais à la différence d'avant le Hirak, il y a aujourd'hui une chance de pouvoir participer à la reconstruction d'un régime politique fondé sur l'État de droit.

Par contre, si l'opposition se replie sur elle-même en exigeant le préalable de la démocratie et de l'État de droit, alors nous n'aurons rien au bout sinon à assister au spectacle du retour des anciens appareils.

Au final, essayer de briser Jil Jadid, le FFS ou tout autre parti d'opposition, signifie l'élimination de toute possibilité de changement et la préparation du terrain au retour au passé. La question est simple : pour qui travaillent, consciemment ou de manière manipulée ceux qui rejettent le dialogue et qui veulent terroriser l'opposition ?

Deux ans après le déclenchement du Hirak, qu'est-ce qui a changé en Algérie ? Quel est votre bilan ?

Nous nous sommes débarrassés d'une dynastie familiale qui avait une emprise totale sur le pays. Une classe de prédateurs, cachée derrière le ronflant titre d'hommes d'affaires, est hors d'état de nuire. Des dizaines et peut-être même des centaines de fonctionnaires véreux sont derrière les barreaux. Des dossiers de corruption très lourds sont en justice.

Le FLN et le RND ont vu leur candidat aux présidentielles échouer lamentablement et le dialogue présidentiel ne les a pas inclus. Ce sont des prémisses.

La vieille baraque est à terre. Le terrain est quasiment nu. Il faut en profiter pour construire une belle demeure. Nous n'y arriverons pas avec de simples slogans. Il faudra aller au charbon et mettre sur pied cet État de droit dont nous rêvons tous.

L'âme du Hirak, doit passer de la rue aux institutions. Oui, il faut passer de la parole contestatrice à la responsabilité de l'action, des marches ludiques du vendredi au travail acharné à l'intérieur des institutions officielles.

Quoi que l'on dise, la crise est toujours là, deux ans après les manifestations du 22 février 2019. À qui imputer la situation ? Aux animateurs du Hirak qui n'ont pas su ou voulu structurer le mouvement et qui s'en sont tenu à la démarche du « yetnehaw gaâ », ou au pouvoir qui a privilégié sa seule feuille de route ? Que faut-il concrètement pour sortir de l'impasse ?

Il faut comprendre que nous avons vécu non pas une simple crise mais un mouvement tectonique à l'intérieur de l'État. Remettre le pays en ordre nécessite du temps et de la patience. Je reste persuadé que beaucoup de hirakistes les plus engagés finiront par aller aux

élections. Ils pourront apporter leur dynamisme, leur compétence ou leur vision aux institutions élues.

Structurer le Hirak est une illusion. Cela va à l'encontre des règles basiques de la démocratie. Malheureusement, le parti unique avait donné naissance à la pensée unique qui elle-même, s'est dégradée aujourd'hui en pensée zéro !

Il y a une ébullition sentimentaliste qui a submergé certains cercles. Or, il n'est pas possible de construire une nation et un État avec les affects et les passions.

La citoyenneté, le sens des responsabilités et l'ordre doivent orienter nos actions. Rien ne se fera sans une rationalité calme mais déterminée. Nous aurons à faire face dans un proche avenir à d'immenses défis. Il faut s'y préparer. Il faut des hommes et des femmes de grande compétence tant techniques que managériales. Les politiques doivent avoir une solide formation, être sélectionnés sur la base de critères rigoureux dans leur propre parti.

Il faut sortir du bricolage et entrer dans une modernité salubre qui se décline à travers des valeurs tant morales que pratiques.

Le pouvoir actuel fait ce qu'il peut avec les outils dont il dispose. Bien ou mal, il agit en fonction d'une feuille de route qui reste malgré tout très réaliste. Notre but ne devrait donc pas être d'engager un rapport de force entre pouvoir et Hirak mais au contraire de trouver un terrain d'entente à minima pour conduire le pays vers les objectifs désirés.

À l'annonce des rencontres, certains ont affirmé que c'est la nouvelle carte politique qui se dessine, qualifiant Jil Jadid et les autres partis reçus à la présidence de nouveaux soutiens du pouvoir. Qu'avez-vous à répondre ?

Une nouvelle carte politique ? Oui, mais c'est très bien si cela devait être le cas à partir du moment où la nouvelle classe est adouée par celles et ceux qui voudront aller voter et exprimer leur choix. Mais j'ai l'impression finalement, que certains ont envie d'éliminer Jil Jadid et laisser ainsi le champ libre aux anciennes figures.

Cela fait au moins dix années que la plupart des cadres de Jil Jadid militent. Pour d'autres cela fait plus de 30 ans ! Ils se sont retroussés les manches quand beaucoup n'avaient aucune idée de ce qu'était la politique. Ils ont pris des coups, ont été entraînés vers les commissariats de police et souvent interdits de parole. Nous ne nous sommes jamais plaints.

Ceux qui ont découvert la politique après le 22 février 2019 et s'adonnent au militantisme virtuel dans les réseaux n'avaient jamais soufflé mot auparavant. D'autres nous traitaient d'idéalistes ou de rêveurs. Qu'on ne vienne pas nous donner des leçons. Nous les connaissons très bien ! Jil Jadid a contribué, et je le dis en tout honneur, au déclenchement du Hirak. Quelqu'un oserait-il nous démentir ?

Cela fait donc des années que nous travaillons sérieusement. Nous avons formé plusieurs dizaines de cadres politiques de haut niveau, nous avons conçu les programmes sur 5 degrés de formation, nous avons un Conseil scientifique formé d'une vingtaine de commissions dont les travaux sont exposés toutes les semaines à travers des webinaires ouverts.

Nous avons publié dès 2017 notre projet de société et dans quelques jours nous allons rendre public notre programme politique réactualisé pour 2021. Ajoutez à cela l'action sur le terrain, la structuration du parti, la proximité citoyenne, la communication tous azimuts.

Pendant ce temps, d'autres pensent qu'en faisant les agités dans la rue et sur les plateaux des télévisions étrangères, le pouvoir viendra déposer à leurs pieds les clefs de la République !

Vous avez été attaqué sur les réseaux sociaux parce que vous participez au dialogue. Que répondez-vous ?

Nous avons été attaqués parce que nous avons participé au dialogue à Aïn Benian, parce que nous avons dit qu'il fallait que le Hirak se structure dans la pluralité, parce que nous avons été voir le président de la République pour lui demander de libérer les prisonniers, parce que nous avons dit qu'il fallait traiter les questions, aussi sensibles soient-elles, dans leurs vraies proportions et arrêter de faire de la propagande sur le dos des autres et des jeunes prisonniers en particulier, parce que nous avons dit que nous étions pour le retour aux urnes et qu'il fallait éviter les désignations dans une transition problématique, parce que nous n'insultons pas tout et tous pour faire le buzz !

Écoutez, je suis prêt à faire mea culpa et à me retirer de la politique et revenir, soulagé d'ailleurs, m'occuper de ma famille. À condition que ceux qui m'accusent de trahison se mettent enfin à travailler avec un peu de sérieux, qu'ils accordent leurs violons sur une unique partition, qu'ils deviennent crédibles dans leur démarche.

Pour le moment, ils se cachent derrière des slogans creux et populistes et attendent toujours sous le réverbère d'être consacrés comme les nouveaux zaïms. Ceux-là, je les connais et je les ai pratiqués depuis longtemps. Ils proposent du vent et des selfies. Cela n'est pas ma conception de la politique.

Interview de Soufiane Djilali : “Notre ambition est d'aider à faire passer le Hirak de la rue aux institutions“

Oumma du 23/02/2021

Alors que le président Tebboune, de retour de son long exil médical en Allemagne, s'est illustré par un geste d'apaisement en gracieant, vendredi dernier, une soixantaine de militants du Hirak, Soufiane Djilali, le chef de file du parti Jil Jadid, livre sur Oumma la teneur de son récent entretien avec le chef d'Etat algérien.

Cet opposant de la première heure sous l'ère autocratique de Bouteflika, qui compte parmi les acteurs majeurs du renouveau politique de l'autre côté de la Méditerranée, dresse également un tour d'horizon des sujets brûlants d'actualité, dont les épineuses questions de la survie du Hirak, de la diplomatie algérienne, des détenus politiques, sans omettre l'impérieuse transition démocratique qu'il appelle de ses vœux depuis si longtemps. Un vœu dont il espère qu'il ne restera pas pieux.

Vous avez récemment rencontré le président Tebboune, dont on rappelle que l'accession au pouvoir, le 12 décembre 2019, a été marquée du sceau de la contestation en Algérie, le Hirak, le vaste mouvement de protestation populaire, la considérant même comme illégitime. A l'heure où la célébration du 2ème anniversaire du Hirak donne lieu à d'imposantes manifestations, quel intérêt revêtait pour vous une telle rencontre ?

En effet, j'ai eu à rencontrer le président de la République, tout comme plusieurs autres leaders de partis politiques de l'opposition l'ont fait. Il faut signaler que, depuis son élection, le chef de l'Etat a reçu de nombreuses personnalités politiques et, parfois, à plusieurs reprises. Moi-même, je l'ai rencontré trois fois.

Sur la forme, il y a donc une nette volonté de dialogue et d'ouverture. Sous le régime précédent, personne n'avait accès au président de la République, sinon de manière occulte. Nous passons donc d'une pratique opaque du pouvoir, avec une forme de complicité avérée

de toute une faune politique, à un exercice transparent. Les Algériens, qui ont toujours été tenus à l'écart du jeu politique, n'ont pas encore saisi cette évolution qualitative.

Quant au contenu de l'entretien, il était en rapport direct avec l'actualité du pays. Nous avons donc longuement parlé de la nécessité du changement politique et de la manière de le réaliser. La loi électorale, la dissolution de l'Assemblée, le remaniement technique du gouvernement actuel, la date probable des élections législatives étaient au menu. Comme à chaque rendez-vous avec le président de la République, j'ai eu à relancer avec lui la situation des détenus en rapport avec le Hirak. Par ailleurs, nous avons fait un tour d'horizon de la situation du pays, concernant notamment la capacité et les réserves financières nationales, les effets de la pandémie sur l'économie, les investissements productifs à l'horizon.

Enfin, le président de la République a accédé à ma demande d'en savoir plus sur l'état de nos relations extérieures avec nos différents partenaires.

Vous plaidez pour une solution politique de la crise actuelle qui passe, selon vous, par la tenue d'élections législatives. Pensez-vous qu'elles peuvent réellement redessiner les contours du paysage politique algérien et insuffler un souffle nouveau ?

Lorsque l'on est devant une crise aussi profonde que celle que traverse l'Algérie, il me semble que l'on doit réfléchir à des solutions qui prennent en compte les différents paramètres et qui soient faisables et viables. Il faut sortir des réflexes idéologiques et de l'idéalisme révolutionnaire béat, prendre en compte notre passé récent et la triste réalité dans laquelle nous évoluons.

Alors, soit il faut faire tabula rasa de toutes les institutions, faire partir tout le personnel politique et refonder une nouvelle République, soit accompagner une évolution inéluctable mais progressive du système de gouvernance en place. La première solution induit un affrontement, avec tout ce que cela pourrait causer comme dégâts. Si l'Etat venait à s'effondrer, dans la mesure où la rue, qui se dit pacifique, puisse menacer sérieusement les institutions, nous aboutirions alors au désordre et au chaos. On s'acheminerait, dès lors, vers une réaction vigoureuse de fermeture totale des champs des libertés et à une fin malheureuse d'une révolution qui avait commencé dans l'espoir et le sourire, et qui finirait dans la violence et le désespoir. Sincèrement, lorsque j'écoute certains discours enflammés des nouveaux Che, j'ai le triste sentiment que, parfois, le ridicule peut faire dévier dramatiquement l'histoire.

L'autre solution avancée me semble donc la seule raisonnable : dialoguer, faire libérer les prisonniers du Hirak, négocier de nouvelles règles politiques et, enfin, s'engager dans un cycle d'élections libres et transparentes pour aboutir à des institutions légitimes et représentatives. L'Etat de droit et la démocratie devenant le but et non pas un préalable de l'action politique.

L'Occident démocratique a compris très tôt qu'il fallait résoudre les contradictions politiques par les urnes, qui formalisent des majorités responsables des politiques à mettre en œuvre. Les radicaux du Hirak, eux, veulent une période de transition où les responsables sont désignés (on ne sait d'ailleurs pas par qui ?), avec pour mission la résolution des questions de la Constitution, du projet de société, des décisions stratégiques et, ensuite, une fois l'Etat de droit mis en place tel qu'ils l'imaginent, aller vers des élections. En un mot, ils se voient tuteurs du peuple, avec pour mission lui offrir la démocratie clef en main.

Seule ombre au tableau : comment accorder sa confiance à un régime dont chaque scrutin est entaché de fraudes massives ? Un régime qui a toujours su se succéder à lui-même, au travers d'élections sujettes à caution, pour ne pas dire pipées.

Donnez-moi le nom d'un seul parti politique qui, aujourd'hui, refuse le dialogue et qui n'ait pas participé à ces scrutins honteux ? En 2017, alors que la planète entière s'esclaffait devant les images d'un Cadre-Président à qui on offrait des cadeaux, les rebelles d'aujourd'hui n'avaient pas hésité à profiter des quotas aux législatives. Jil Jadid a été le seul parti politique à boycotter ces élections et de manière active. Les images et les écrits sont là pour montrer à ceux qui doutent quel a été notre engagement dans cette question.

Maintenant, le régime Bouteflika s'est effondré, une noria de ministres et d'anciens Premiers ministres, des politiques, des militaires, des fonctionnaires et surtout des hommes d'affaires véreux sont en prison. Il y a eu un bouleversement dans tous les centres de décisions du pays. Avec les prochaines législatives et, rapidement après, les élections locales, le personnel politique aura été largement renouvelé. Je vois très mal aujourd'hui, après un Hirak aussi puissant, une exigence citoyenne beaucoup plus déterminée et des conditions générales aussi dégradées, une manœuvre du pouvoir avec fraude et distribution de quotas. Ce serait une opération dangereuse et politiquement inutile.

Les partis de l'ancienne coalition présidentielle sont en très mauvais état, pour ne pas dire en déshérence, et les autres relais ont été laminés par le mouvement populaire. Une nouvelle configuration politique beaucoup plus représentative s'imposera, même si ce sera progressif. La classe politique est émiettée et la société a perdu confiance. Aucun gouvernement ne pourra mobiliser les citoyens pour affronter les vrais défis, s'il n'y a pas des changements significatifs à l'horizon.

A quelle échéance, d'après vous, devrait idéalement se dérouler ce scrutin national majeur ? De quelle manière pensez-vous pouvoir inciter l'électorat algérien à ne pas bouder les urnes et quel rôle, vous et le parti Jil Jadid (Nouvelle Génération) que vous présidez, escomptez-vous jouer ?

Maintenant que l'Assemblée nationale a été dissoute, les législatives devront se dérouler nécessairement, selon les dispositions constitutionnelles, au plus tard dans les 6 mois. Le mois de Juin prochain me paraît idéal pour ce rendez-vous. La participation citoyenne restera modeste. Pour la première fois, lors du référendum pour la Constitution du 1er Novembre, nous disposons de vrais chiffres sur le taux de participation. En réalité, ce taux n'était pas plus faible que ceux des précédents scrutins, gonflés à dessein. Donner les vrais chiffres, même mauvais, est une nouvelle pratique à saluer.

Pour les législatives, la participation sera bien meilleure, mais le retour massif de l'électorat sera pour plus tard. Ce n'est qu'après trois ou quatre scrutins que les Algériens reprendront confiance, dans la mesure où les anciennes pratiques de fraude seront bannies. A Jil Jadid, nous assumons notre rôle en faisant une offre politique que nous voulons de qualité. Ce n'est pas toujours facile, surtout dans un climat où le populisme a été semé depuis des lustres. Au final, Jil Jadid n'est pas là pour lustre son image, mais pour contribuer à la reconstruction d'un champ politique actuellement en ruine.

Mardi 16 février, des milliers de manifestants ont de nouveau envahi les rues de Kherrata, le berceau du Hirak situé dans la wilaya de Bejaia, afin de réclamer à cor et à cris la fin du « système ». A vos yeux, le Hirak s'est-il consumé dans les flammes des désillusions et de la crise sanitaire meurtrière, ou peut-il encore renaître, et avec lui, l'espoir du renouveau politique en Algérie ?

A mon humble avis, pour prédire l'avenir du Hirak, il faut bien appréhender sa nature. Le 22 février 2019, il y a eu un déclic qui a permis aux Algériens de briser une chape de plomb, de retrouver leur dignité et en même temps de se découvrir. Il n'est donc plus possible de

revenir en arrière, quelles que soient les futures évolutions politiques. C'est une donnée fondamentale à intégrer dans toute anticipation.

Cela ne signifie pas que le Hirak ne doit vivre en tant que tel que dans la rue et les vendredis. Tout au contraire, le Hirak est maintenant un état d'esprit, une flamme qui éclairera nos pas. Nous devons donc comprendre qu'une vague montante d'une jeunesse impétueuse et frondeuse animera la véritable dynamique politique. Elle insufflera des changements salutaires. Encore faut-il lui offrir des cadres organisationnels efficaces, répondant à ses ambitions et surtout lui permettre l'initiative, tant politique qu'économique d'ailleurs. Dans le cas contraire, ce sera l'implosion et le retour du boomerang. Personne ne pourrait se le permettre.

Notre ambition est d'aider à faire passer le Hirak de la rue aux institutions. Il faut passer de la parole contestatrice à la prise de responsabilité quotidienne dans la gestion de la cité.

Le Hirak réclame l'instauration de l'« Etat civil, pas militaire ». Comment qualifieriez-vous le régime actuel : un Etat autoritaire dirigé par des civils qui servent de paravent à l'armée, laquelle s'appuie sur les services de sécurité et une logique de clans ? Une armée, forte de sa toute-puissance, seule détentrice du pouvoir en Algérie ?

Vous savez, pour appréhender le réel, l'homme a besoin de catégoriser, d'étiqueter et parfois de caricaturer. De par son histoire, l'Etat algérien s'est construit, une fois l'indépendance acquise, avec les matériaux dont il disposait. Or, tout le monde sait qu'en 1962, l'analphabétisme était endémique, la classe politique éreintée par les guerres intestines, les institutions non fonctionnelles, et beaucoup trop peu de personnels et de fonctionnaires qualifiés pour gérer, au pied levé, un Etat recréé à partir de presque rien. L'ALN, transformée en ANP, était la colonne vertébrale autour de laquelle l'Etat a pris forme. Tant que les conditions historiques et politiques n'étaient pas encore réunies, la démocratie et même l'Etat de droit avaient peu de chance de s'épanouir.

Aujourd'hui, vous avez des millions d'Algériens qui sont allés à l'université, la femme s'est imposée comme actrice en quête de sa citoyenneté, et la conscience nationale s'est largement développée. Durant les 20 années de Bonapartisme Bouteflikien, l'armée n'avait plus aucun rôle politique. Dès 2004, l'ex-président avait récupéré l'ensemble des leviers du pouvoir et marginalisé les autres centres de décision, au point de pousser pratiquement à la désintégration les services de sécurité et, à leur tête, l'ex-DRS. C'était lui et ses acolytes qui avaient introduit cette notion de l'Etat civil pour démanteler toute possibilité de contrôle sur ses complices. Rappelez-vous les guerres médiatiques de 2013 à 2015, et le démantèlement de l'armature sécuritaire interne. En réalité, Bouteflika a cherché le pouvoir absolu et l'impunité totale pour lui et sa clientèle. Sa famille, ses ministres et ses amis ont opéré une prédation de grande envergure sans aucun contrôle. Tout le monde sait qu'aujourd'hui, il faut tout reconstruire, mais comment ? Tout est gangrené, l'administration gouvernementale et territoriale, la justice, les partis politiques, les circuits économiques et financiers etc...

Si, aujourd'hui, vous brisez l'armée ou si vous la castrez, alors le pays n'aura plus de balises. Plus personne n'aura suffisamment d'autorité pour arbitrer et prendre des décisions à l'encontre de puissants cercles aux comportements mafieux, comme cela a été le cas avec le régime précédent.

Si le slogan « L'Algérie civile et non militaire », introduit insidieusement dans le Hirak, devait aboutir, il signifierait tout simplement, dans les conditions actuelles, la livraison du pays à la prédation finale. Si, de nouveau, la décision stratégique relève aussi de l'armée, il faut tout de même préciser que le président de la République jouit de toutes ses prérogatives

constitutionnelles, que le gouvernement est totalement civil et qu'il n'y a aucun mélange des genres avec les militaires.

Je le dis franchement : l'Algérie a plus que jamais besoin d'un Etat fort et celui-ci ne peut être protégé que par l'institution militaire. Cependant, il faut arriver à construire un Etat de droit qui protège les libertés individuelles et collectives des citoyens, et qui permette un exercice authentique d'une démocratie effective.

Les derniers procès retentissants, qui ont fait choir de leur piédestal aussi bien des politiques, des hommes d'affaires que des hauts gradés de l'armée, ont révélé au grand jour l'ampleur phénoménale de la corruption en Algérie. Une corruption qui gangrène la sphère institutionnelle et n'épargne aucun secteur de la société. Comment lutter efficacement contre ce fléau dans un pays où la justice est souvent instrumentalisée par le pouvoir ?

Oui, malheureusement, et j'ai mal en le disant, la corruption est devenue une culture. La corruption est partout. Je vais vous le dire, même dans les milieux censés défendre la morale religieuse, la corruption est devenue endémique. Pour lutter contre ce fléau, il faut une justice réellement indépendante.

L'économie rentière nous a été fatale sur le plan moral. Bouteflika avait appliqué une politique de protection de ses proches et de sa clientèle avec carte blanche et impunité assurée. Il n'y a qu'à lire les rapports de justice sur les affaires en cours de jugement pour se faire une idée de l'ampleur des dégâts. Il faudrait reconstruire nos institutions avec une légitimité sans tâche, les mettre en situation de contrôler au plus près l'action du gouvernement, lutter avec des lois draconiennes contre tous les actes délictueux. D'un autre côté, il faut libéraliser l'économie et surtout la soustraire à la mainmise de l'administration.

Sur ce point d'ailleurs, le président de la République m'a réaffirmé sa volonté de voir l'économie se développer en dehors de l'administration. Il sait que c'est la centralisation du pouvoir économique qui est à l'origine de la grande corruption. Avec des entreprises et des banques privées, avec la transparence des transactions sous l'autorité du gouvernement, avec un contrôle effectif de la part du Parlement, ce phénomène régressera avec le temps. Les médias, l'éducation, et même les hommes de foi devraient être impliqués dans la prise de conscience des effets de ce cancer qui ronge la société toute entière.

Une soixantaine de détenus politiques viennent de recouvrer la liberté, graciés par le président Tebboune. Comment avez-vous accueilli ce geste fort d'apaisement de la part du pouvoir en place ?

La libération des détenus du Hirak est une très bonne nouvelle. Jil Jadid a eu, à chaque rencontre avec M. Tebboune, à soulever cette question. Je rappelle qu'une première vague de près d'une centaine de détenus d'opinion avait été remise en liberté dès le mois de janvier, à la suite de l'élection présidentielle. Puis, des non-lieux avaient été prononcés en faveur de beaucoup d'activistes, en mars 2020. Enfin, un autre groupe d'activistes avait été libéré sur intervention du président de la République, à la faveur de l'anniversaire de l'indépendance, le 5 juillet.

Cependant, la réaction des « ultras » du Hirak, chaque fois qu'il y a eu un geste d'apaisement, s'est traduite par un durcissement des positions revendicatives. Jil Jadid en a subi les conséquences lorsqu'il obtint, en tant que l'un des promoteurs du dialogue, la libération de certains hirakistes. Mon parti a alors été la cible d'une campagne féroce sur les médias sociaux ainsi que de certaines télévisions Offshore. En réalité, les détenus ont été un registre de commerce pour ceux qui voulaient l'affrontement. Généralement, ceux-là résident à l'étranger, bien au chaud, financés par des réseaux internationalistes qui poussent les jeunes à aller au choc.

Le dialogue, par principe, était donc refusé par ces agendas. Les mesures d'apaisement ne les intéressaient pas. Des avocats, très engagés dans la manœuvre, ont reconnu que, pour eux, il était plus intéressant d'avoir des jeunes en prison car ils étaient un levier de mobilisation pour aboutir à la révolution. Ils l'ont écrit sur les réseaux et répété sur des plateaux de TV et de radio. Ces politiques ne mèneront le pays que vers plus de crispation, plus de répression et plus de désordre. Le dialogue ramène plutôt l'apaisement, la coopération et, finalement, de bien meilleurs résultats pour tout le monde.

L'Algérie est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent. Avec la chute des prix des hydrocarbures, le manque à gagner des recettes fiscales en 2020, évalué à 31 % par rapport à 2019, se fait durement sentir. A cela s'ajoutent une baisse du revenu des ménages, une inflation des produits de première nécessité, l'ensemble amplifiant la colère sociale. Dans de telles circonstances, quelle serait la marge de manœuvre d'un nouveau gouvernement élu démocratiquement ?

Les Algériens savent que nous sommes dans une phase exceptionnelle. Les difficultés économiques se sont aggravées en corrélation directe avec la chute des prix du pétrole. La pandémie a entraîné une spectaculaire remontée du taux de chômage, dû au confinement et au dérèglement général de la vie quotidienne.

Le régime algérien a de tout temps assisté la population. Cela était compréhensible au sortir d'une période coloniale qui avait réduit à la misère le peuple. La paysannerie a payé un très lourd tribut durant la révolution. Il aurait été impossible, injuste et immoral de ne pas prendre en charge les besoins fondamentaux des populations. Malheureusement, rapidement, il y a eu confusion entre des politiques sociales et un assistanat qui s'est transformé en un justificatif à tous les abus.

Je suis pour une protection sociale, sanitaire et éducative pour tous les Algériens. Mais continuer à subventionner à tout va tous les produits de large consommation et, en même temps, créer des goulots d'étranglement à toutes les initiatives économiques par une bureaucratie qui dévore toutes les énergies est un non-sens.

L'Algérie vit dans un système économique indéfinissable : d'origine socialiste et centralisateur, il a subi une libéralisation de bazar, où l'importation est devenue l'axe central de l'enrichissement des castes liées à la bureaucratie et donc au pouvoir. La corruption par ruissellement était censée offrir le partage de la rente et la paix sociale. Mais le pétrole n'est pas éternel et que la maîtrise de son prix ne relève pas de notre souveraineté. Nous sommes maintenant face à de très lourds défis : baisse de la production des hydrocarbures et de leur prix, augmentation notable de leur consommation interne, démographie non maîtrisée, commerce extraverti vivant de l'importation, éducation de faible qualité, universités déclassées etc. Des grands dossiers explosifs sont devant nous. L'Algérie est face à un défi homérique.

Si l'on se réfère à l'exemple tunisien et aux cruelles désillusions, notamment économiques, qui attendaient le pays au tournant (certains Tunisiens sont même nostalgiques de l'autocratie sous Ben Ali), et ce, malgré l'émergence d'une nouvelle classe politique et de nouvelles élites, l'espoir de réussir là où la Tunisie a échoué ne s'envole-t-il pas ?

Le potentiel de l'Algérie est autrement plus grand que celui de notre voisin de l'Est. Les richesses naturelles sont bien plus importantes et les infrastructures de base et surtout l'immensité de l'espace nous donnent des avantages évidents. Encore que de mon point de vue, la Tunisie aurait pu beaucoup mieux faire. Elle a une classe moyenne de grande qualité et une société civile éduquée et ouverte. En réalité, il y a eu un choix, après la révolution, qui n'a pas été très pertinent ni heureux. Les résultats de la Constituante ont été très nocifs.

A force de vouloir éviter le pouvoir autocratique, l'autorité de l'Etat a été fractionnée. Le blocage institutionnel actuel est caricatural d'un régime qui porte en lui tous les mécanismes générateurs de blocage. Il y a eu une confusion qui s'est installée dans l'esprit de beaucoup de gens, y compris chez nous.

En effet, la démocratie n'est pas le démocratism qui est une pathologie très répandue dans les jeunes nations. La France en sait quelque chose avec la première constituante de 1792 qui avait mené au régicide, puis au terrorisme d'Etat et, enfin, à l'effondrement de la République. Idem pour la deuxième République en 1848. Il a fallu attendre De Gaulle et sa Constitution de la Vème République pour sortir des luttes intestines incessantes des partis politiques.

L'Algérie vient d'agir sur ce modèle. Un régime semi-présidentiel qui donne un vrai pouvoir au président de la République, mais qui est tempéré par un Parlement duquel émerge un gouvernement. La limitation des mandats présidentiels à deux donne toutefois la garantie d'une alternative salutaire. La Tunisie devra sortir du piège dans lequel elle s'est enfermée, en revenant à un système semi-présidentiel. Autrement, le blocage se répétera sans fin jusqu'à l'effondrement ou le coup d'Etat !

Le Maroc a décidé de normaliser ses relations avec Israël, en troquant les Palestiniens contre le Sahara Occidental. L'Algérie paraît de plus en plus isolée dans le monde arabe ou ce qu'il en reste, mais aussi au Maghreb. Peut-on parler d'une faillite totale de la diplomatie algérienne, dont on ne perçoit pas très bien la visibilité de la politique étrangère ?

Les vingt dernières années ont été un désastre sur ce plan. L'Algérie s'est vu cantonnée à l'intérieur de ses frontières, sans aucune marge de manœuvre, sans compter que le président d'alors avait déserté, pour des raisons de santé, l'arène internationale. Reprendre en main la diplomatie demandera de la patience.

Pour le reste, il faut aussi comprendre qu'il y a actuellement des rapports de force mouvants. Entre des USA déstabilisés par Trump, une Europe à la recherche d'elle-même, une Russie mise sous pression et une Chine conquérante, les cartes géopolitiques sont constamment redistribuées.

L'Algérie n'a ni les moyens ni l'ambition d'un quelconque interventionnisme. Cependant, elle défendra tout naturellement sa propre souveraineté et donc ses espaces vitaux. Pour cela, elle doit se donner rapidement les moyens d'assumer sa viabilité, en renforçant sa cohésion interne et surtout en décidant, une fois pour toutes, d'une stratégie de développement tous azimuts.

En novembre dernier, le président français, Emmanuel Macron, a pour le moins semé le trouble en affichant son soutien inconditionnel au président Tebboune. Dans un entretien à Jeune Afrique, il assurait, alors, son homologue algérien de toute son aide, le jugeant « courageux », n'ayant cure manifestement du Hirak. Comment interprétez-vous cette main tendue de la France à l'Algérie ? Faut-il y voir une forme d'ingérence sournoise ?

Dans les relations internationales, il n'y a pas d'amitié mais des intérêts. Les deux pays ont des relations difficiles, tout en étant nécessaires. L'intérêt de la France est une Algérie stable et non en proie au chaos. La complexité de cette relation fera que la France restera toujours prudente dans son approche politique.

De notre côté, en tant qu'Algériens, nous devons mener une politique pragmatique. De toutes les façons, il faut séparer les relations internationales des problèmes internes. Que le président Macron soigne sa relation avec le président Tebboune ne pose aucun problème, tant qu'il n'y a pas d'ingérence dans nos affaires intérieures. La politesse n'a jamais tué

personne. Quant à l'opposition qui se trouve en France, je pense qu'elle est respectée et je dirais même qu'elle bénéficie d'un laxisme parfois troublant. Mais bon, disons que ce sont les règles de la liberté d'expression. Après, chacun se fait sa propre idée.

Quelle réflexion vous inspire le rapport de Benjamin Stora ? Attendez-vous de la France un geste en particulier, afin de dépasser le contentieux historique et d'ouvrir une nouvelle page entre les deux pays ?

Les deux pays ont vécu une histoire commune dont la victime a été le peuple algérien. Tourner cette page n'est pas simple. De toutes les manières, les Algériens ont récupéré leur souveraineté par la force de leur volonté, en consentant d'immenses sacrifices. Ils n'attendent pas d'excuses, ni de repentance de la part de la France.

Cependant, il y a des gestes que cette dernière doit faire. Il y a eu déjà le retour des crânes de résistants. Il faut clore cet épisode. Il faut rendre à l'Algérie ce qui lui a été pris comme biens symboliques qui sont notoirement connus, ainsi que ses archives. Enfin, dans un registre plus dramatique, il faut que la France assume ses responsabilités concernant les conséquences des essais nucléaires qu'elle a menés dans le Sud algérien. Je pense qu'une attitude positive de sa part sur ces dossiers pourrait aider à créer un climat de confiance et à fructifier des intérêts communs et partagés.

Interview de Soufiane Djilali : « Nous sommes pour le compromis et pas les compromissions »

Crésus du 12/04/2021 par S. Chaoui

Soufiane Djilali, chef du parti Jil Jadid, revient dans cet entretien, accordé à notre journal Crésus, sur les raisons qui le poussent à participer aux prochaines élections législatives algériennes.

Crésus : Quelle sera votre représentation à travers le territoire national et seriez-vous présent sur les 58 wilayas !

Soufiane Djilali : Jusqu'à présent, nous sommes en train de confectionner nos listes sur plus d'une cinquantaine de circonscriptions électorales et nous sommes toujours en concertation pour essayer de finaliser et d'arriver à 58 wilayas.

On verra d'ici les prochains jours. Mais nous sommes déjà présents sur l'essentiel des wilayas. Ce sont les nouvelles wilayas du Grand Sud qui nous posent quelques petits soucis. Nous avons réussi à réunir largement plus que 25 000 parrainages et nous avons dépassé amplement les 23 wilayas. Nous sommes donc tout à fait dans les normes, bien sûr avec des listes qui seront établies en fonction des critères imposés par la loi électorale.

Quel nombre de sièges espérez-vous obtenir ?

Ça s'est beaucoup plus compliqué. On ne connaît pas encore la réalité du terrain. Il y a une partie de l'opinion qui hésite à participer, pour ne pas dire qu'elle boycotte. On ne sait donc pas. On fera de notre mieux et on verra ce qui va advenir. Je n'ai vraiment pas de pronostic à donner....

Certains partis du camp démocratique ont décidé de boycotter les élections, quel est votre avis à ce propos ?

Parmi les participants aux prochaines élections législatives, figurent les anciens partis alliés de l'ancien régime incarné par le président déchu et le courant islamiste. Concernant le

courant démocrate, je pense qu'on (Jil Jadid) est maintenant en position de représenter ce courant puisque les habituels partis politiques qui sont étiquetés démocrates boycottent. Donc on se retrouve dans une situation où on doit assumer presque seul ce courant d'idée. En ce qui concerne Jil Jadid, on pense qu'il faut porter la responsabilité et il faut être présent.

Ne pensez-vous pas que cela vous soit préjudiciable ?

Le pays est en crise, il faut sortir le pays du piège dans lequel il est enfermé. Bien sûr que ça peut ne pas plaire à tout le monde. Mais ça, en tant que politique, on doit l'assumer. Donc on assume en toute bonne conscience et en tout honneur cette charge. On ne pense pas à l'image du parti, avant de penser à la sécurité du pays.

Dans le même sens, est-ce que à long terme, vous vous verriez occuper un poste de ministre ?

Personnellement, je ne suis pas candidat, et je ne serai pas candidat. Je pense vraiment que la place est aux jeunes. Maintenant après l'élection, on verra ce qui pourra se passer par la suite, mais pour le moment je n'en ai aucune idée. Il faut laisser les Algériens s'exprimer et puis la carte politique se dessinera après le 12 et à partir de ce moment-là on avisera.

Ce n'est donc pas un non catégorique...

Non, la politique c'est l'art du possible, il faut donc savoir où poser les limites. Nous sommes pour le compromis et pas les compromissions. On verra donc en fonction de ce que nous donnera le peuple algérien. On assumera la quote-part de ceux qui voteront pour nous....

Interview de Soufiane Djilali : «L'Algérie a une chance d'engager le changement »

L'Expression du 17/05/2021 par Ali AMZAL

Avec une vision claire, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali revient sur les derniers événements de la scène politique et nous livre dans cet entretien une lecture sur la situation politico-sociale du pays, précédant le lancement de la campagne électorale

L'Expression : Quelle lecture faites-vous des derniers événements de la scène politique, relatifs à l'éviction de certaines listes électorales de partis, qui, finalement, a abouti à une réunion regroupant les partis et la direction de l'ANIE ?

Soufiane Djilali : Je pense que c'est la première fois où il a été mis en place un système où la décision humaine est très limitée. C'est un système informatique. Par ailleurs, il y a eu sur un certain nombre d'étapes, un manque de souplesse, puisque le régime informatique est rigide, ce qui fait que dans certaines situations l'arbitrage était difficile. Passée cette étape, et avec le dialogue engagé avec l'ANIE, je pense qu'il faut réfléchir à améliorer le système. C'est un acquis où il y a beaucoup moins de trafic possible. Il y a des points faibles, des difficultés qu'il faudra surmonter, en acceptant une évolution du système, pour les prochains rendez-vous électoraux. L'ANIE est un acquis, elle se met en place progressivement, à l'évidence au niveau des wilayas, il y a eu peut-être un manque de coordination, c'est une structure nouvelle. Les hommes en charge de cette tâche ne sont pas tous forcément formés. Mais je pense, que déjà c'est une bonne évolution, par rapport à ce qui se faisait à travers les pratiques précédentes et anciennes.

Peut-on dire que ces mécanismes font vraiment barrage à l'argent sale ?

Pour le moment, je pense, qu'avec l'ANIE, il n'y a pas eu encore un travail sur l'argent sale. C'est la loi qui le détermine, et c'est la prochaine phase, durant la campagne électorale, où chaque liste est sommée d'ouvrir un compte, spécial élection, et tous les dons et toutes les dépenses seront comptabilisés sur ces comptes, et là on verra comment ça fonctionnera. Mais en attendant, je pense qu'il faut positiver cette première phase qu'il s'agit d'améliorer, par contre au niveau des listes, il y a eu probablement quelques décisions, arbitraires, puisque l'article 200 a été employé un peu de manière systématique, dès qu'il y avait un doute sur un dossier. Cela a permis certainement d'éloigner, d'éliminer, un très grand nombre de candidats qui ne répondent pas en réalité aux critères d'éligibilité, mais il y a eu aussi quelques dépassements, c'est ce qu'il faudra essayer de mieux maîtriser les prochaines fois. Pour éviter de faire des victimes collatérales

Est-ce que tous ces rebondissements annoncent une campagne électorale inédite ?

Absolument, de toute façon, à Jil Jadid, nous avons toujours dit, que nous allons juger sur pièce et étapes par étape. Celles franchies jusqu'à présent répondent globalement au vœu du changement, il reste cependant des étapes cruciales, en l'occurrence la campagne elle-même, le financement, et notamment comment seront manipulés les moyens logistiques et financiers, comme on verra comment les choses vont se passer le jour du scrutin. C'est d'ailleurs, l'objet de la discussion au sein de la commission mixte. C'est-à-dire comment surveiller les centres de vote, avoir des bulletins clairs qui permettent aux citoyens de choisir convenablement les candidats. C'est une fois que toutes ces étapes seront franchies que l'on pourra juger. Pour le moment, on peut vraiment estimer qu'en dehors des difficultés d'adaptation à une nouvelle loi et à une nouvelle structure, et au-delà de quelques ratés, que nous évoluons dans le bon sens.

Certains observateurs estiment que les listes indépendantes, de la société civile et des jeunes, sont en train de prendre le dessus sur les autres formations, qu'en pensez-vous ?

C'est un jugement hâtif. Il y a une vingtaine de partis politiques, mais il était bon d'ouvrir l'espace à de nouvelles personnalités politiques, éventuellement celles qui étaient au Hirak, qui ont envie de se convertir à l'action politique. Maintenant il faut laisser parler les urnes, mais je pense qu'il n'y a aucun doute, que ces parties seront représentées à l'assemblée. Je pense qu'il y a des listes indépendantes tout à fait éligibles, il reste que faire appel ainsi aux indépendants, c'est peut-être pour une phase intermédiaire. Nous sommes dans une période de changement où beaucoup de partis politiques ont pâti avec l'ancien système, l'image générale des partis est plutôt négative. Il reste qu'au final, une vie politique saine se construit avec des partis politiques. Donc oui, sur cette période, probablement, les listes indépendantes vont être représentées, mais je pense « surreprésentées » par rapport à ce qui devait être, mais à partir de là, je pense que nous allons rentrer dans la phase de transition politique, pour les amener petit à petit, dans des formations plus crédibles stables et plus représentatives.

Donc une nouvelle configuration de la scène politique, plutôt en rupture avec les anciennes pratiques ?

En rupture certainement, mais la nouvelle configuration ne sera pas définitive, puisqu'elle sera en mode de construction. Et je pense que cela va durer tout le long du mandat, où les partis vont reprendre un peu leurs marques, ou chacun va revoir son discours. Car finalement, il s'agit de passer de l'acte personnalisé, où on votait pour un membre de la famille, voisin ou le membre du Arch, au mode de vote qui touche les programmes politiques portés par les partis, et là on repart vers une vision plus classique c'est-à-dire, basée sur un mode de fonctionnement plus libéral, ou plutôt socialisant, ou centriste, et on va voter pour un projet de société. Autrement dit, il faut que la société, tout en évoluant, puisse permettre

aux partis politiques de s'exprimer de manière plus moderne, où le vote ira vers le parti, et non pas vers le candidat.

Sommes-nous réellement dans cette optique où les prochaines élections s'écartent des courses partisans, et des ambitions personnelles, et représentent, un vrai point de départ ?

C'est en tout cas le défi. Nous sommes dans une situation compliquée, où une partie de la population ne croit plus du tout dans l'action politiques, et qui est devenue neutre aux politiques et aux élections, et cela pose problème. Les Algériens ont envie d'être des citoyens, encore faut-il qu'on puisse les convaincre. C'est le rôle et des partis politiques et des indépendants et de l'Etat lui-même. Mais cela ne pourra pas se construire en une fois, ça se fera par étapes. Les élections législatives au même titre que le référendum sont des étapes importantes. Cela dit, il faudra apaiser les tensions, viser les abcès de fixation, convaincre un maximum d'Algériens, avoir de la patience. Je pense que s'il y a de la bonne volonté, du travail sur le terrain, les Algériens ne sont pas génétiquement contre la politique. Il y a eu une très mauvaise gestion, où ils ont été très déçus à juste titre d'ailleurs.

Donc, c'est progressivement, qu'on reconstruira une nouvelle classe politique qui sera à même d'assumer ces responsabilités historiques vers le pays.

Interview de Zoheir Rouis, Oumma du 09/06/2021

Alors que l'Algérie se prépare, ce samedi 12 juin, à ouvrir ses bureaux de vote pour élire les 407 députés qui, pendant cinq ans, siègeront au sein de l'Assemblée Populaire Nationale, un parti politique, parfaitement structuré idéologiquement et dont le leader, Soufiane Djilali, aspire depuis longtemps à l'avènement d'une ère nouvelle, part à la conquête des suffrages : c'est le bien nommé Jil Jadid (Nouvelle Génération).

A quelques encablures d'un scrutin législatif d'autant plus fébrilement attendu qu'il représente un premier test électoral crucial de l'après-Hirak (l'abstention pouvant battre des records), le parti Jil Jadid se distingue des autres formations politiques en lice par le sérieux de ses propositions, mais aussi par sa volonté de mettre l'Algérie sur les rails de la démocratie.

Aux antipodes des partis islamistes contrôlés par le système, des partis traditionnels qui, sous leurs nouvelles étiquettes spécieuses, demeurent inféodés au pouvoir, et des partis plus insolites, voire fantaisistes, qui jusqu'ici se sont surtout illustrés par leurs dérapages et l'indigence de leur programme, Jil Jadid entend incarner « Une chance pour le changement ».

Un changement que Zoheir Rouis, le vice-président de Jil Jadid chargé de la représentation à l'étranger, appelle de ses vœux devant la diaspora algérienne vivant sous d'autres latitudes. Dans cet entretien sur Oumma, il exhorte ses concitoyens à ne pas boudier les urnes et à voter pour la Nouvelle Génération de femmes et d'hommes politiques que son parti a investi.

A l'approche d'un samedi 12 juin marqué par la tenue d'élections législatives voulues par le président Tebboune, et dans lesquelles votre parti politique Jil Jadid s'engage pleinement, êtes-vous plus que jamais convaincu que les revendications du Hirak et son aspiration ardente à la démocratie seront exaucées par les urnes ?

En effet, Jil Jadid est engagé dans ces élections législatives avec 50 listes. Nos listes sont composées de femmes et d'hommes, militants de Jil Jadid, engagés dans le mouvement citoyen bien avant le Hirak, mais aussi pendant le Hirak. Par ailleurs, Jil Jadid a également fait place sur ces listes à des citoyens engagés dans le Hirak, qui se retrouvent dans notre programme politique et partagent avec nous un certain nombre de valeurs.

De fait, l'esprit du Hirak est présent dans nos listes, à travers nos candidates et nos candidats. Notre ambition est de faire en sorte que ces femmes et ces hommes, qui portent et incarnent l'esprit du Hirak, entrent dans les institutions justement pour concrétiser le changement voulu par ces millions d'Algériennes et d'Algériens qui sont sortis dans les rues d'Algérie et de la diaspora, un certain 22 février 2019, et les semaines suivantes.

Il est vrai que parmi les partis qui concourent à ces élections, Jil Jadid est certainement le seul parti à avoir boycotté les élections législatives de 2017, compte tenu de l'absence totale de volonté du régime précédent de réformer le pays pour plus de démocratie et de citoyenneté. Par ailleurs, nul ne peut nier le fait que Jil Jadid est certainement le seul parti d'opposition, dans ces élections, à avoir mené le combat pour la citoyenneté et l'Etat de droit bien avant le Hirak et a été pleinement partie prenante du Hirak, à travers ses militants. De ce fait, Jil Jadid sera le seul à porter avec sérieux et résolution les revendications du Hirak dans la prochaine législature.

Mais pour rendre tout cela possible, il faut que les citoyens s'impliquent. Notre slogan de campagne, « Une chance pour le changement », est justement là pour bien signifier que le changement souhaité est devant nous et qu'il appartient aux citoyens de saisir l'opportunité de ces élections pour concrétiser le changement désiré. La responsabilité incombe au citoyen, qui doit participer à la consécration de la démocratie par le vote et le choix de ceux qui méritent de le représenter pour prendre en charge ses préoccupations.

Etes-vous assuré que ce scrutin, qui aura valeur de test électoral, ne sera pas entaché d'irrégularités ou ne ravivera pas la contestation populaire ? Votre parti prendra-t-il des mesures pour veiller à son bon déroulement ?

Le Hirak a exprimé un besoin d'Etat de droit, de justice indépendante et de légitimité des institutions. Cela passe par un renouvellement important de la classe dirigeante et la mise en avant de femmes et d'hommes intègres et compétents, dont notre pays ne manque pas. Pour rendre cela possible et irréversible, il est de la responsabilité des citoyens de faire en sorte que les élections se déroulent dans les meilleures conditions possibles, en termes de transparence et de régularité.

Naturellement, les partis, en tout cas Jil Jadid, ont fait en sorte qu'un maximum d'évolutions constitutionnelles et législatives positives soient bien embarquées en amont de ces élections, afin de se donner un cadre juridique plus en phase avec la nécessité de transparence et de régularité des élections. C'est d'ailleurs à ces conditions que Jil Jadid a annoncé sa participation et ces mesures étaient des demandes portées de manière consensuelle par l'ensemble des partis de l'opposition. Nous sommes conscients que cela ne sera pas suffisant si, en tant que citoyens, on ne s'engage pas. Les choses étant encore ce qu'elles sont encore, les vieux réflexes du régime précédent peuvent surgir, ici et là, pour contrarier ce processus. Il appartient donc à tous de veiller à ce que le scrutin ne soit pas entaché d'irrégularités.

On ne peut pas sortir par millions dans la rue pour réclamer des institutions légitimes et délaisser le mécanisme, les urnes, par lequel peut s'exprimer la démocratie et s'octroyer la légitimité. Il y a donc une responsabilité collective, qui est la suite naturelle de la mobilisation historique des Algériens dans le cadre du Hirak.

En ce qui nous concerne, nous mobilisons nos militants pour superviser les opérations de vote, après les avoir formés sur les droits et devoirs des observateurs. Et encore une fois, et s'agissant d'une responsabilité collective, nous en appelons aux citoyens pour veiller aussi à la régularité du scrutin.

Comment comptez-vous mobiliser un électorat algérien, en l'occurrence la diaspora algérienne à l'étranger, dont la défiance envers le pouvoir en place et la représentation

nationale est toujours aussi forte ? Sous votre impulsion, l'ère des députés inféodés au système sera-t-elle révolue ?

Vous posez deux questions qui, évidemment, sont intimement liées.

La question de la confiance est bien le nœud sur lequel butte la résolution de la crise politique qui frappe notre pays depuis des décennies. Autant dire que nos concitoyens sont à raison désabusés, pour ne pas dire très méfiants. Donc, cela va prendre du temps.

La confiance se gagne par des preuves. Les conditions de déroulement des opérations de vote à venir seront une 1ère étape.

La 2ème étape sera de rétablir la confiance entre le citoyen et l'élu, et de lutter contre la corruption sous toutes ses formes pour atteindre une gestion plus démocratique.

Nous faisons donc face à un défi immense. Pour le relever, il faut travailler sur plusieurs axes et le 1er d'entre eux est de faire en sorte que les citoyens prennent part aux affaires publiques. Cela commence par une participation importante au prochain scrutin. L'opportunité de changer les choses est présente par le biais de ces élections. Les citoyens doivent exercer leur droit de vote et choisir leurs élus.

En tant que parti politique, nous avons pris notre responsabilité en élaborant un projet et un programme ambitieux, et en présentant des candidats capables d'assumer leurs responsabilités dans les diverses institutions de l'Etat, avec le soutien du citoyen. Si nous réussissons cette 1ère étape, nous ouvrirons alors une nouvelle page de notre histoire et il n'y aura plus de place, dans cette nouvelle configuration, pour ceux qui ont profité de la fraude et de la corruption

Vous verrez surgir de nouveaux visages, de nouvelles compétences, de nouvelles idées qui, fatalement, redessineront le paysage politique et offriront au pays une nouvelle classe politique qui aura à renouer la confiance avec une population désabusée et échaudée par les pratiques du passé, comme vous le soulignez à juste titre. C'est le préalable pour faire face aux véritables défis que nous devons relever, au nombre desquels il y a l'instauration d'une justice digne d'un pays de droit, la lutte contre la corruption et, enfin, le lancement sans attendre de la machine économique, pour offrir à nos concitoyens la dignité, la justice et l'espoir qu'ils méritent.

Vous présentez des candidats dans 4 circonscriptions électorales à l'étranger : en France, dans la Zone Nord et Sud, en Europe et Amérique, au Maghreb & Machrek et Asie & Océanie. Quels sont les profils de ces nouveaux visages de la politique algérienne ? La parité hommes-femmes était-elle au cœur de vos priorités ?

En effet, Jil Jadid présente des candidats dans les 4 circonscriptions électorales à l'étranger que vous citez. Il était important pour nous de marquer notre attachement et l'intérêt que nous portons à la diaspora, à ses besoins, contraintes et ambition pour l'Algérie, mais aussi de saisir les opportunités que cette richesse humaine peut apporter à l'Algérie dans tous les domaines.

C'est la raison pour laquelle nous présentons des femmes et des hommes compétents, jeunes et ancrés dans la diaspora, capables d'assumer la responsabilité et opérer le changement attendu.

90% de nos candidats ont un niveau universitaire et la moyenne d'âge est de 39 ans. La parité a été respectée autant que possible, avec plus de 40% de femmes sur nos listes. Mais ce sont surtout des militantes et des militants de Jil Jadid, ayant été formés dans le cadre de la formation interne du parti et, pour la plupart d'entre eux, des cadres et responsables au sein

de nos différentes structures et instances nationales. Ils sont donc porteurs des valeurs et principes fondateurs de Jil Jadid.

Ce sont des patriotes, forts d'un parcours de militants pour l'Etat de droit, qui étaient dans la rue contre l'ancien régime et évidemment durant le Hirak. Je tiens à rappeler que Jil Jadid Europe a joué un rôle déterminant dans le lancement et l'organisation du Hirak au sein de la diaspora, en particulier à Paris. Ce sont donc ces figures que Jil Jadid présente à ces élections.

Sur quels axes forts de leur programme vos candidats espèrent-ils convaincre les Algériens de l'étranger du renouveau politique qu'ils incarnent ?

Nos candidats défendent le programme politique de Jil Jadid. Pour la diaspora, ils portent 27 propositions concrètes et opérationnelles, toutes destinées à apporter plus d'égalité entre citoyens, plus de digital dans les relations avec les consulats, plus d'intégration avec des mesures de solidarité nationale, des propositions d'ordre culturel et économique, mais aussi un certain nombre d'idées nouvelles pour permettre à nos scientifiques, résidant à l'étranger, de contribuer à la formation de nos étudiants et de partager avec eux les fruits de leurs travaux.

Ces propositions sont issues de tables rondes que nous avons menées, en début d'année, avec un certain nombre de scientifiques, cadres, chefs d'entreprises et responsables d'associations qui s'occupent des étudiants algériens, des chibanis, des harraga..., afin que nos propositions soient pertinentes et surtout en phase avec les attentes de nos concitoyens, le tout étant bien évidemment en ligne avec notre programme politique national. Il s'agit de mobiliser et d'offrir un cadre à nos talents qui se trouvent à l'étranger, pour qu'ils puissent apporter leurs expertises et contribuer aux projets politiques, économiques et scientifiques de notre pays, tout en faisant prendre à l'Etat algérien ses responsabilités vis-à-vis de nos compatriotes à l'étranger, en matière d'égalité entre citoyens, de simplifications administratives et consulaires, et de solidarité nationale.

La Nouvelle Génération de femmes et d'hommes politiques que votre parti propulse sur la scène publique aura-t-elle véritablement les coudées franches pour réaliser le rêve d'un avenir meilleur que nourrissent tous les Algériens, d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée ?

Je peux vous dire que les visages et les compétences que nous présentons à ces élections seront, à n'en pas douter, les femmes et les hommes qui constitueront la nouvelle classe politique de demain. Notre ambition à l'origine de la création de Jil Jadid, il y a de cela 10 ans, a été de former la future classe politique, porteuse de valeurs et de principes démocratiques, et capable d'assumer des responsabilités.

Chaque parti politique doit avoir pour ambition de former ses cadres et de les préparer à cela. A Jil Jadid, et dès sa création, nous avons mis en place la formation interne et un conseil scientifique. Ces deux outils modernes permettent de mettre en main des compétences, des postures et de l'expertise, avec pour objectif de répondre aux aspirations de nos concitoyens pour une Algérie meilleure, forte et prospère à la fois, le tout dans un cadre démocratique, avec une justice digne d'un Etat de droit.

Les militants et les cadres de Jil Jadid, parmi lesquels figurent les candidats à ces élections législatives, ont une ambition pour leur pays et, en cela, je suis confiant dans leur capacité à défendre le projet de société que nous portons. Un projet qui exprime une vision du possible à construire, à partir du réel actuel.

Interview de Habib Brahmia : « Il y a au niveau de l'opposition algérienne une crise de stratégie et de tactique de changement politique »

Reporters du 14/06/2021 par Sihem Bounabi

Reporters : Tout d'abord, quelles sont vos premières appréciations sur le scrutin ?

Habib Brahmia : Les premières appréciations de Jil Jadid concernant ce scrutin est mitigé, car il est beaucoup plus complexe que ce que la scène politique avait vu lors des opérations précédentes. Il y a un nouveau mode de scrutin beaucoup plus difficile dans l'opération de dépouillement et de la concentration des votes. Et c'est pour cela que cela prend un peu plus de temps pour avoir les premiers résultats. Sinon, concernant l'organisation, on peut dire que cela s'est déroulé de manière plus ou moins correcte malgré quelques problèmes du côté de l'Autorité nationale indépendante des élections. D'un autre côté, il y a eu quelques dépassements au niveau local de la part de certains groupes. C'est dommage de revoir ces images qu'on avait un peu oubliées où des petites issaba au niveau local essayaient d'influencer le vote des citoyens ou de changer les résultats. Pour le moment, on reste très mitigés sur ce scrutin et son organisation, en général.

Est-ce que Jil Jadid a signalé les dépassements que vos observateurs ont constatés lors de ce scrutin ?

Pour le moment, on a informé l'ANIE sur chaque dépassement que l'on a relevé au niveau de plusieurs bureaux et plusieurs wilayas. Maintenant, on attend le retour de toutes les wilayas pour avoir une position officielle et communiquer sur ce qui s'est passé et, plus précisément, sur ceux qui n'ont pas respecté la loi électorale dans l'organisation de cet événement ou dans l'opération de dépouillement.

Quelle est votre lecture par rapport au taux de participation au niveau national provisoire qui s'élève à 30,20% ?

Pour nous, ce taux de participation reste extrêmement faible, mais c'était un peu prévisible parce que cela va dans la continuité de ce que l'on a vu aux dernières élections, que cela soit celles de 2012 ou 2017. La seule différence, c'est que lors des dernières élections, le taux était gonflé alors que tout le monde savait que les Algériens ne votaient pas plus de 20%, et nous sommes dans la continuité de ces chiffres. Maintenant, cela ne doit pas couvrir le fait qu'il y a une grande crise de confiance entre l'Algérien et le politique, en général, entre l'Algérien et l'opération électorale, puisqu'il ne croit plus à la possibilité de changement via les urnes. Et c'est un problème politique très grave. Je pense que la responsabilité de toute la société politique, en l'occurrence, les partis politiques, la société civile et les personnalités est de trouver des solutions pour remettre le citoyen dans l'équation politique et ne pas investir sur une abstention massive pour présenter cela comme un projet politique. Il faudrait que l'on prenne conscience que l'abstention ne peut pas être un projet politique.

Suite à la campagne que vous avez menée sur le terrain et aussi sur les réseaux sociaux, pensez-vous obtenir plus de suffrages lors de cette élection ?

On a fait une grande campagne de communication sur les réseaux sociaux mais, également, de proximité, avec plus de 1 500 sorties sur le territoire national, y compris avec le président de Jil Jadid, qui a fait toute sa campagne nationale sur la proximité. On a parlé aux Algériens, on leur a proposé nos solutions. Le constat est que le problème de confiance revenait à chaque fois, lors de nos rencontres avec les citoyens, c'est « je ne suis pas concerné par la politique » ... Je pense qu'aujourd'hui, en plus des campagnes de communication, la politique doit également aller sur le terrain de la surveillance et de la gestion du jour des élections.

Pour Jil Jadid, c'est une première participation, et on découvre la difficulté de gérer une journée et une soirée électorale, où l'on se retrouve seul pour défendre les voix de ceux qui ont voté pour nous. On aurait aimé que les autorités s'investissent plus dans la partie de la surveillance des élections, d'autant plus que le pouvoir s'est engagé pour que les élections se déroulent dans la transparence.

Selon vous, quels sont les scénarios possibles suite à ces législatives ?

Pour le moment, on ne peut pas se prononcer tant que les résultats de cette élection ne sont pas encore dévoilés. Mais avec le faible taux de participation et de ce qui a été constaté sur le terrain, on peut prédire que des petits groupes organisés peuvent battre des grandes idées politiques et idéologiques de gens qui n'ont pas participé à l'opération électorale. On va certainement avoir un Parlement très diversifié avec certainement une très grande présence des indépendants et de quelques partis politiques, y compris de l'ancien régime. Ces partis reviennent sur scène non pas par la force de leurs idées ou de leur programme, mais à cause de la non-participation de gens qui ne veulent plus les voir sur scène. Par conséquent, les courants démocrates perdent de l'espace à l'intérieur des institutions et de l'espace politique et, finalement, les causes que l'on défend comme les libertés individuelles et collectives, le droit des femmes et d'autres sujets défendus par les démocrates, qui ne sont abordées dans le débat public, car nous nous retrouvons isolés sur ce terrain. Le constat est qu'en plus de la crise de confiance du citoyen envers le politique, il y a aussi au sein de l'opposition algérienne une crise de stratégie et de tactique de changement politique. Pour nous à Jil Jadid, nous ne pouvons pas attendre le changement comme si on attendait l'orage, il faut construire le changement, et pour le construire, il faut accepter les règles du jeu et bien analyser les rapports de force, se renforcer sur le terrain, s'organiser pour pouvoir porter un projet mais avec les moyens de partis politiques démocratiques mais qui soient bien implantés dans le réel et pas uniquement sur les réseaux sociaux.

L'Aventino...

Contribution de Soufiane Djilali in Liberté le 27/06/2021

L'Algérie vient de vivre des élections qui marqueront profondément la configuration de sa classe gouvernante et les événements politiques à venir.

Contrairement aux précédentes élections, il n'y a pas eu de quotas. Le terrain a été laissé libre. Libre à chacun d'utiliser son discours, sa base, ses réseaux, ses clientèles, son argent ou ses magouilles. Le plus fort sur le terrain, au sens physique et non plus au sens politique, s'est imposé ; le plus faible étant impitoyablement éliminé.

Il y aurait eu beaucoup à dire et à redire sur la gestion de l'ensemble du processus électoral, sur la faiblesse de l'Anie, dépassée par les événements et souvent infiltrée par les barons locaux mettant même en place des formes primaires de milices. L'emprise de la société politique sur le terrain par l'argent commence à s'incarner dans différents groupes, parfois affiliés à des partis, parfois autonomes, souvent en complicité avec des représentants locaux de l'État. Cette dérive, progressive mais réelle, posera dans le futur de très lourds obstacles à l'instauration de l'État de droit et même à la sécurité de la République.

Mais au bout du compte, et en attendant ce que nous réservera l'avenir, il reste qu'en ce 12 juin, il y a eu des gagnants et des perdants parmi ceux qui ont voulu participer à la compétition électorale. Ceux qui ont réussi leur pari feront la loi, ceux qui n'ont pu obtenir de sièges réfléchiront à leur devenir.

Quant à ceux qui n'étaient pas présents au rendez-vous, chacun pour ses raisons, ils devront faire également leur bilan.

De fait, dans ce dernier groupe, il y a une grande partie du peuple qui, désabusée par la politique en général, s'est maintenue à l'écart de tous les enjeux électoraux. Ces Algériens sont abstentionnistes de nature. Ils ne portent aucun regard sur ce qu'ils pensent être hors de leur portée. Le sentiment d'indifférence ou d'impuissance a neutralisé leur citoyenneté.

Mais il y a également une autre frange de la population, plus active, plus ambitieuse pour le pays, qui recherche le changement et voudrait le réaliser. Seulement, sans organisation effective, elle suit, en ordre dispersé, des mots d'ordre émis par une noria d'activistes et de politiques composant une "élite" de l'opposition. Malheureusement pour cette dernière, n'ayant pu trouver ou inventer l'outil nécessaire à la réalisation de son dessein, elle a fini par se réfugier dans des automatismes stéréotypés, tant dans la rhétorique du discours que dans les actes, le boycott relevant désormais du fétichisme.

Bien entendu, sur le principe, ce dernier peut faire partie d'un éventail d'outils politiques pour alerter, alarmer ou faire prendre conscience d'une anomalie peu évidente ou enfin, acter une position éthique.

Toutefois, cet instrument ne peut devenir la panacée et encore moins un levier suffisamment puissant pour inverser des rapports de force institutionnels. En 2017, Jil Jadid avait, certes, boycotté les élections législatives et locales. Il n'avait, cependant, pas imaginé un instant faire la révolution, faire tomber le pouvoir ou même changer la donne. C'était une position de pur principe, de dimension morale : ne pas entrer dans un jeu politique clos où les quotas étaient la règle. Toutefois, un excès de la pratique du boycott peut se retourner contre ses auteurs car devenue une simple bouderie. Cette pratique aura favorisé une forme d'abandon et même de nihilisme face aux défis, remplaçant les valeurs de l'engagement, du courage et de l'effort, par celles de l'abandon, de la facilité et du bavardage. Pour ceux qui veulent se donner la peine de réfléchir, l'Histoire nous en offre un exemple édifiant.

En 1924, les Italiens avaient expérimenté ce phénomène, permettant à Mussolini et à son gouvernement de profiter de la "sécession avantiniana" des députés de l'opposition démocratique au grand dam des élus communistes. Cette opposition pensait que par son boycott, elle ferait tomber un gouvernement effectivement fragile à ce moment, et pourrait ensuite rétablir la légalité et l'autorité des lois niées par les milices fascistes. Or, c'est l'inverse qui s'était produit. Au bout de quelques mois, Mussolini consolida son pouvoir et instaura la dictature.

Depuis cet épisode dramatique et jusqu'à aujourd'hui, confiait un ami de ce pays, les Italiens en ont tiré la bonne leçon : "Ne plus jamais faire l'Aventino !" L'expression prenant même un sens plus général pour affirmer que le citoyen ne doit pas se désintéresser des affaires publiques.

L'Algérie vient de vivre une expérience de même nature, bien que moins tragique dans ses conséquences, à Dieu ne plaise.

Avec le dialogue et le retour au processus électoral, Jil Jadid avait défendu une solution pour l'Algérie et non pas pour lui-même. Pour amorcer le changement, il fallait que les Algériens soient responsables de leur destin, qu'ils affrontent le terrain de la bataille électorale en s'impliquant, en s'organisant, en votant et en défendant leur voix.

Par rapport à 2017, la donne avait changé. Le Hirak était passé par là. Le régime en partie effondré, l'État déstabilisé, les appareils politiques affaiblis, une brèche s'était ouverte. Une conscience citoyenne plus active aurait pu imposer une mobilisation du corps électoral. Avec

un effort populaire, le 12 juin aurait pu être une chance pour le changement. Cette chance n'a pas été saisie ! La bavarde "élite" a préféré faire croire au peuple qu'en baissant les bras, en abandonnant le terrain et en occupant les réseaux virtuels tout en prenant des postures de l'héroïsme narcissique et stérile, la victoire allait être assurée ! Oui, leur victoire a été totale : ils ont offert sans coup férir ni résistance le pouvoir législatif à leurs adversaires honnis.

De fait, au moment de l'affrontement politique, lorsqu'il fallait se battre sur le terrain, cette "élite" a préféré faire revivre aux Algériens la parabole coranique sur le courage des hommes : Ainsi, le texte sacré raconte que Moïse s'adressa à ses disciples en ces termes : "Ô mon peuple, entrez en Terre Sainte que Dieu vous a destinée ! Ne revenez plus sur vos pas, vous seriez perdants !" Ils lui dirent : "Ô Moïse, il y a dans ce pays un peuple de colosses. Jamais nous ne nous y risquerons tant qu'ils ne l'aurent pas quitté. S'ils en sortent, nous y entrerons certainement." Deux hommes craignant et favorisés de sa grâce dirent : "Surprenez-les par la porte ! Lorsque vous l'aurez franchie, vous serez vainqueurs..." "Moïse, dirent-ils, jamais nous n'y entrerons, tant qu'ils y seront." S. 5, V 21-24. "Tant que ce pouvoir est là, nous ne ferons pas un pas. Nous exigeons d'abord la reddition et le départ de tous, ensuite, nous gouvernerons à notre guise", reprennent en chœur et en écho à la légende nos révolutionnaires du jour. Le cas échéant, nous boudrons les urnes !

Pourtant, l'expérience récente des années 90 aurait dû inspirer à plus d'humilité.

Face à un système politique qui tourmente la Nation depuis des décennies, les Algériens avaient tenté différents moyens de le changer, ou à tout le moins de le réformer et de le faire adapter aux besoins nouveaux d'un peuple qui aspire à la justice, aux libertés et à la dignité. Chacun a recouru à sa méthode, à son intuition ou à sa doctrine.

Les islamistes, toutes obédiences et tendances confondues, ont été les premiers à tenter de sortir du paternalisme socialiste au nom duquel les libertés politiques, économiques et individuelles étaient contrôlées par le parti unique. La déflagration d'Octobre 88, résultant des contradictions internes au régime d'alors, leur avait permis d'occuper l'espace public. Après des élections avortées, l'une des factions islamistes a pris les armes, et a, de ce fait, été combattue jusqu'à sa quasi-élimination.

Une autre faction, en revanche, s'inspirant de la parabole du Prophète Moïse, se faufila dans la République et s'y acclimata peu à peu, jusqu'à constituer aujourd'hui l'un des piliers du système politique. Ce courant, aussi critiquable soit-il sur sa nature ou son éthique, influence dès lors profondément l'idéologie des Algériens et compte, aujourd'hui, 25 à 30% de la composante de la nouvelle APN.

Le courant démocrate, lui, est né d'un syncrétisme entre la revendication identitaire et les luttes pour les libertés. Très en retard par rapport au travail doctrinaire et idéologique des islamistes, cantonné au centre du pays et dans quelques grandes villes, il n'a pu se donner les moyens de son développement populaire.

Voulant fonctionner sur des valeurs individualistes, progressistes et parfois libertaires, et surtout s'estimant légitime de facto pour diriger le pays, il a été incapable d'un minimum de discernement et de sérieux. À l'inverse de la discipline de groupe qui anime le courant islamiste institutionnel, c'est l'explosion des egos qui le caractérise. Il a fini par perdre l'estime de ses compatriotes à cause de sa suffisance et de son mépris pour tous ceux qui ne s'alignaient pas sur ses humeurs, se comportant en contradiction avec les valeurs démocratiques censées en être le fondement.

Bien qu'ayant milité depuis des décennies et qu'il soit soutenu très largement par la presse et les élites intellectuelles, le courant démocrate a fini par se couper peu à peu des ambitions et des espoirs du peuple de l'Algérie profonde.

Aujourd'hui, il ne pèse rien politiquement, sinon comme se faire valoir par les adversaires de la démocratie. Pourtant, le Hirak lui avait donné une occasion exceptionnelle de s'affirmer et tenter de jouer un rôle politique. Il y avait là une inestimable opportunité pour s'impliquer et participer aux futures institutions, et y ancrer un courant de pensée qui devrait avoir toute sa place dans la société. L'enjeu était d'entraîner le système de gouvernance de manière plus équilibrée vers une évolution apaisée et plus utile pour l'avenir du pays.

Mais prisonnière de ses fantasmes, cette "élite" n'a pas trouvé mieux que la bouderie en réaction au refus de l'institution militaire de lui remettre les clés de la République !

Cela fait des mois que Jil Jadid essayait de convaincre les potentiels électeurs que le boycott, lors de ces législatives, quelle que soit sa motivation, allait permettre le retour des appareils de l'ancien régime. En vain !

Au lieu d'être responsable dans ses propos, d'organiser et d'animer des structures partisans, de gagner du terrain politique, de faire le travail au quotidien, notre "élite" a pensé que les palabres sans fin, les postures rebelles et les logorrhées médiatiques pourraient faire l'affaire tout en refusant tout combat électoral.

Monopolisant la parole au nom du peuple, ses animateurs ont décidé d'interdire toute réflexion à quiconque osait sortir des cordes, immédiatement diabolisé. Comme stratégie ultime pour imposer le changement, ils ont adopté émotionnellement un slogan lancé à l'aveuglette par un quidam dans la rue. Le naïf "Yetnahaou gaâ" est ainsi devenu la pierre angulaire de tout discours, faisant croire au peuple que la victoire était au bout d'un vendredi, au bout de la rue, au bout d'un slogan. Bardée de certitudes, cette élite enfermée dans ses algorithmes a fini par rejoindre la stratégie de ceux d'en face : ceux qui affûtaient leurs armes pour mieux revenir sur le devant de la scène. Le boycott était leur point de rencontre.

Tous les événements de ces trois derniers mois démontrent qu'une puissante propagande s'était mise en place pour manipuler les sentiments et les émotions des Algériens, et les empêcher d'aller aux urnes, avec l'aide patentée des "radicaux" d'ici et d'outre-Méditerranée. Les attaques répétées contre le statut du député (40 millions de salaire !) par les bénéficiaires de la rente, les troubles sociaux avec des grèves perlées touchant la poste, les impôts, l'éducation..., la pénurie de produits de première nécessité en plein ramadhan et le manque de liquidité pour payer les retraités... ont instauré une atmosphère délétère. Le quasi-mutisme de la presse sur la campagne, la passivité du gouvernement, son absence sur le terrain et autres erreurs de gestion des affaires touchant l'opinion publique... ont fini par persuader le citoyen qu'il valait mieux rester chez soi que d'aller exercer son droit de choisir les futurs députés.

Après un magnifique Hirak et un engagement exceptionnel pour le changement, "l'élite", en alliance objective avec les caciques du système, a réussi à convaincre le peuple qu'il fallait baisser les bras au moment où il aurait pu cueillir les fruits de ses efforts.

Le résultat est qu'au lieu de faire dégager le système, c'est la voie royale et légale au retour du régime qui a été dégagée !

Il y a eu une inversion de la logique politique, lourde de conséquences. On se retire sous la tente, on laisse la partie adverse prendre la totalité du pouvoir, puis on se congratule pour cette prouesse, tout en fustigeant ceux qui, isolés et livrés à eux-mêmes, ont tenté d'offrir une issue au Hirak, même minime, mais vitale pour la poursuite du combat démocratique.

Le boycott a été massif, "l'élite" a obtenu ce qu'elle voulait.

Interview de Habib Brahmia « des élections importantes pour tout le pays »

El Moudjahid du 03/10/2021 par Salima Ettouahria

Le cadre dirigeant au parti Jil Jadid, Habib Brahmia, est revenu, dans cet entretien qu'il a accordé à El Moudjahid, sur les difficultés rencontrées par son parti, lors de l'opération de collecte de signatures, soulignant que son parti a opté pour la participation aux élections locales, malgré les contraintes qu'il devait affronter pour se préparer à cette échéance.

El Moudjahid : Jil Jadid a décidé de prendre part aux élections locales, et ce malgré les résultats peu encourageants des législatives. Qu'est-ce qui a motivé cette participation ?

Habib Brahmia : Le conseil national de Jil Jadid a décidé de participer aux élections locales avec une logique qui veut que les citoyens algériens investissent les institutions de l'Etat. C'est la même logique avec laquelle nous avons décidé de participer aux élections législatives où nous avons dit qu'il fallait que l'esprit du Hirak ingère ces institutions.

Nous avons donc décidé de participer aux locales malgré certaines difficultés techniques que nous devons affronter pour préparer ces élections.

On sent que votre formation accorde une grande importance à ce double scrutin...

Avant d'être des élections de grande importance pour les partis politiques et Jil Jadid, c'est une élection importante pour tout le pays. Aujourd'hui, ce sont les mairies et les APC qui permettent le contact direct entre les citoyens et les institutions de l'Etat. Avoir des institutions représentatives et dotées de toute la légitimité populaire pour pouvoir porter les projets du gouvernement mais également porter les revendications des citoyens est extrêmement important pour l'avenir proche du pays. Pour nous, il est important pour le parti d'avoir des représentants qui peuvent porter au niveau local notre projet de société et notre programme sur le terrain.

Comment se déroule l'opération de collecte des signatures ?

Les préparatifs pour Jil Jadid se passent dans une logique de respect de la loi et de l'éthique. Nous avons mené un travail de terrain. Nous nous sommes adressés directement aux citoyens pour demander leur approbation. Le souci majeur que nous avons rencontré, c'est la crise de confiance qui s'est installée entre le citoyen et l'opération électorale. Donc, il est très difficile d'avoir les parrainages de la part des citoyens, et malheureusement, ça devient de plus en plus difficile de parler aux Algériens de politique. Je pense que c'est là la responsabilité des partis politiques et des politiques de manière générale. Il est également de la responsabilité de l'Etat de faire en sorte que les citoyens s'intéressent à la politique et s'investissent dans l'action politique en s'engageant à faire des institutions issues des élections qu'elles jouissent de toute la représentativité et la légitimité nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

Jil Jadid fait partie des 14 formations politiques signataires d'une missive adressée au président de la République, et relevant certaines contraintes auxquelles ces formations sont confrontées. Quelles sont ces contraintes ?

Tout à fait, nous faisons partie des formations politiques signataires de ce document que nous avons adressé au président de la République juste après avoir rencontré le président de l'ANIE. Nous y avons relevé quelques contraintes liées à la collecte des signatures. Nous avons constaté que dans le contexte actuel, il y a une désaffection des citoyens, et nous estimons qu'elle n'est pas uniquement de la responsabilité des partis politiques. Deuxième chose qui nous a amenés à adresser cette correspondance, c'est le fait que nous avons besoin de plus d'informations concernant l'opération électorale. Il s'agit par exemple des alliances ainsi que de l'opération de surveillance des élections le jour du scrutin. Il y a eu quelques

erreurs qui ont été faites lors des élections législatives, nous aurions voulu avoir plus de garanties. Malheureusement, les partis politiques signataires de cette missive n'ont jusqu'à présent pas reçu de réponse.

Peut-on connaître le nombre exact des communes sur lesquelles le parti a tranché sa participation ?

Je ne peux pas vous donner un chiffre exact puisque toutes les structures de Jil Jadid au niveau des communes travaillent sur la participation et continuent à récolter les signatures. L'opération est extrêmement difficile. Donc je ne peux pas vous dire le nombre de communes qui ont réussi à collecter les signatures requises.

Acte 7 : La répétition obsessionnelle des mêmes choix perdants – 15/02/2022 au 03/02/2024

Au lendemain des élections législatives du 12 juin 2021, et globalement après les scrutins de l'année 2021, il devient évident que le changement tant espéré aura été sabordé.

Sabordé par le sentiment d'indifférence ou d'impuissance d'une majorité d'Algériens désabusés, sabordé par le nihilisme actif de tous ceux qui ont, consciemment ou inconsciemment, trahi le Hirak en se radicalisant et en refusant tout compromis négocié avec le pouvoir, et sabordé enfin par ceux qui n'ont jamais voulu lâcher la proie pour l'ombre et qui à l'évidence ont fini par trouver un modus vivendi avec le pouvoir en recherche de stabilité et de canaux permettant de la lui assurer.

Or, pour amorcer le changement il aurait fallu que les Algériens soient responsables de leur destin, qu'ils affrontent la bataille électorale sur le terrain, en s'organisant, en votant et en défendant leur voix.

Ce n'est pas le choix qui aura été fait au lendemain du formidable élan populaire qu'a représenté le Hirak, alors même qu'il avait changé la donne et que le régime était en partie effondré, les appareils politiques affaiblis et qu'une brèche était ouverte pour entraîner le système vers une évolution plus en phase avec le désir dominant de changement vers un Etat de droit.

Soufiane Djilali dira alors « qu'au lieu de faire dégager le système, c'est la voie royale et légale au retour du régime qui a été dégelée ! ».

Depuis, le pays est devant un hiatus handicapant.

Dans cette phase historique de l'après 22 février 2019, et en vue d'incarner réellement une nouvelle Algérie, pleinement en phase avec le désir de changement exprimé massivement, on aurait pu penser que le pays allait être doté d'une assemblée nationale pleinement représentative de la pluralité des expressions politiques réelles et d'un gouvernement politique représentatif de cette diversité pour porter avec audace les réformes de rupture attendues, seules à même d'assurer un saut qualitatif suffisamment fort pour incarner le changement et rétablir la confiance.

Or, le fait que la 1^{ère} APN post Hirak soit dominée par des indépendants était en soi révélateur de ce qui allait advenir de l'expression multi partisane, qui sera réduite à sa plus simple expression. Une vie politique réduite à des individus sans organisations structurées, ni projets de société et qui, par définition, ne peuvent remplir le rôle constitutionnel dévolu aux partis.

Et pour combler le déficit de représentativité politique et partisane de l'APN, le pouvoir va sur investir la société civile et parfois l'opposer, par des procédés plus ou moins insidieux, au monde politique, sous couvert de promotion de femmes et d'hommes neufs, des gens propres sur eux, présumés intègres et compétents pour assumer des responsabilités politiques.

En proposant une image idéalisée d'une société civile propre et experte pour assumer des fonctions politiques, le pouvoir va de facto surfer sur la vague (bien entretenue) de critiques qui s'abat sur la classe politique, présentée comme étant « forcément » corrompue et incompétente, alors même que de nombreux obstacles ont été infligés aux partis et au multipartisme durant des décennies pour mieux les asservir.

Des procédés qui flirtent avec une forme de populisme et qui finissent toujours par faire le lit des nihilistes et des extrêmes.

Et ce ne sont pas les fuites organisées sur l'avant-projet de loi sur les partis qui vont nous rassurer sur la perception des partis, soumis à des règles tatillonnes et assimilés à une annexe du ministère de l'Intérieur au regard des injonctions et de l'asservissement qui leur pèsera dessus si ces dispositions devaient être enregistrées sans changement par le parlement.

La vie politique ayant été dévitalisée, le pouvoir va se lancer dans des réformes sans nécessairement consulter les partis politiques marginalisés ou les syndicats ignorés considérant que le parlement était suffisant, malgré ses évidentes insuffisances.

Il s'en suivra une flagrante absence de communication, de sens et de perspectives que le parlement ne saura pas mieux faire émerger alors qu'il dispose des prérogatives qui lui permettent d'auditionner les ministres et de challenger le Premier Ministre sur son programme. Encore faut-il que ce dernier le leur présente⁵³.

Pourtant, le président de la République reçoit épisodiquement les chefs de partis, et Jil Jadid, par la voix de son président, Soufiane Djilali, ne manquera aucune occasion pour exprimer clairement et publiquement les craintes quant aux orientations prises.

Fidèle aux engagements pris le 17 décembre 2019 de juger sur pièce la concrétisation des promesses de changement, d'interagir avec responsabilité avec les nouvelles autorités et de prendre position en toute indépendance sur les différents sujets, Jil Jadid va, dès le mois de février 2022, regretter publiquement l'absence d'initiative politique forte pour retrouver un consensus politique national permettant de renouer les fils de la confiance, de réhabiliter la politique et de faire face aux potentielles perturbations sociales, économiques et géopolitiques.

Ce constat alarmant, Jil Jadid va de nouveau l'exprimer avec force le 7 mai 2022 et alerter sur l'étouffement de la dimension politique, avec le verrouillage du champ médiatique national pour les partis et dénoncer le fait que les réactions et prises de positions des uns et des autres donnent lieu à une gestion sécuritaire et défensive de l'Etat avec la généralisation de l'emprisonnement préventif.

Le 8 mai 2022, reçu par le président de la République, Soufiane Djilali va lui réitérer le constat établi par Jil Jadid et le regard critique concernant les défaillances du gouvernement, son manque de communication et la situation économique et sociale, mais aussi la gestion répressive et les injonctions contradictoires que subissent les acteurs économiques, et la nécessité d'engager un climat d'apaisement.

Le 18 septembre 2022, Jil Jadid va de nouveau alerter sur les risques du statut quo si le pays n'engageait pas des réformes de fonds. Il va par ailleurs s'élever contre le musellement implicite de la parole critique et la paralysie de la vie politique et de nouveau dénoncer l'utilisation abusive de la détention préventive, notamment contre les journalistes dans l'exercice de leur profession et les violations de la Constitution en matière de libertés d'opinion et d'expression. Il parlera alors d'autoritarisme injustifié à contre sens de la volonté affichée au plus haut sommet de l'Etat.

Le 14 mai 2022, à partir d'Ankara en Turquie où il se trouvait pour une visite officielle, le Président de la République annonce la tenue prochaine d'une « rencontre inclusive des partis politiques ». Or, à ce jour, aucune initiative officielle n'a été organisée dans ce sens.

53 Le Premier Ministre Laarbaoui nommé le 11/11/2023 en remplacement de Aimene Benabderrahmane n'a pas présenté son programme devant le parlement comme le stipule la Constitution ni modifié les membres du gouvernement proposé par l'ancien Premier Ministre.

Au contraire, dès le mois de juin 2023, on assistera à un drôle de bal orchestré par un parti islamiste⁵⁴ qui va « s'auto proclamer » le réceptacle du consensus de la classe politique pour consolider le front interne en symbiose avec le pouvoir et apporter son soutien au président de la République. Encore un sempiternel et grossier procédé pour faire allégeance et se ménager pour les prochaines échéances électorales que seront l'élection présidentielle de 2024.

Jil Jadid rejettera cette initiative en expliquant d'abord que, dès lors que le champ politique est en ruine et les partis démonétisés, comment ce dernier peuvent être d'une quelconque aide au pouvoir pour renforcer le front interne. Par ailleurs, pour Jil Jadid, si les partis n'ont pas de positions affirmées et indépendantes du pouvoir comment peuvent-ils constituer un front interne crédible. Enfin, pour Jil Jadid, le pays a plus besoin d'une grande politique de renouveau que de la réédition des mêmes schémas de pensées éculés et des mêmes recettes de cuisine.

Les mois et les années qui ont suivi le processus électoral de l'année 2021 et la pratique politique qui aura été consacrée donneront raison à Jil Jadid qui n'a eu de cesse d'alerter sur les conséquences de cette inconséquence qui aura permis aux anciennes pratiques de reprendre le cours de leur vie.

Pour autant, en 2022 et 2023, et face à la paralysie du gouvernement formé et réformé à plusieurs reprises et qui n'arrive pas du tout à avoir prise sur le réel, Jil Jadid va continuer à militer pour que le dialogue national et l'écoute soient consacrés afin de tourner la page des dissensions et renforcer l'unité nationale, réanimer la vie politique, et renouveler les débats avec la société.

Ainsi, son Conseil Scientifique⁵⁵, fort actif depuis 2021, donnera plusieurs pistes de réformes politiques, économiques et sociales et exposera des solutions à considérer pour que les revenus tirés des hydrocarbures ne servent pas uniquement à une redistribution massive sans engager les alternatives qui doivent sécuriser le pays.

Jil Jadid militera pour l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, défendue personnellement par le président de la République et finalement refusée par ce conglomérat, alors même qu'elle constituait une formidable opportunité pour notre pays tant sur le plan interne qu'externe. Soufiane Djilali dira que ce rejet de la candidature algérienne devrait être appréhendé comme un mal pour un bien, alors que le président de la République, manifestement courroucé, par ce rejet, dira que la page de cette adhésion est tournée.

En 2022, Jil Jadid tiendra son 2ème congrès ordinaire et mettra le cap sur le travail de structuration et de formation de ses militants, après avoir renouvelé ses instances dirigeantes et réélu à sa tête Soufiane Djilali pour un 2ème et dernier mandat conformément à ses statuts.

A la veille du 5^{ème} anniversaire du Hirak, Jil Jadid reste plus que jamais engagé pour la constitution de l'Etat de droit, la construction de la démocratie, et la concrétisation des réformes de fond vitales pour le pays.

54 Parti Al Bina Al Watani

55 Le Conseil Scientifique de Jil Jadid est un organe de réflexion et d'études. Ouvert aux compétences intellectuelles et scientifiques dans et en dehors du parti Jil Jadid. Il est formé de plusieurs commissions (Santé, Economie, Relations Internationales...). Il organise des conférences publiques, des Webinaires et édite des réflexions et des newsletters

Interview de Soufiane Djilali : « L'inertie entrave la volonté politique »

L'Expression du 15/02/2022 par Ali AMZAL

Interview pour le quotidien L'expression : Dans une rétrospective des derniers événements politiques et économiques, qui ont marqué le pays ces dernières semaines, Soufiane Djilali nous livre, dans cet entretien, sa vision de la situation actuelle et sa lecture des actions accomplies et leurs répercussions sur la société.

L'Expression : Comment voyez-vous l'impact de la dernière opération électorale, en l'occurrence les élections sénatoriales sur la société, notamment sur l'émergence d'un changement notable ?

Soufiane Djilali : sur le plan opérationnel, nous pouvons dire que depuis le changement de la Constitution, les législatives, les élections locales et sénatoriales, le processus de renouvellement institutionnel tire à sa fin, puisqu'il ne reste que la désignation de la moitié du tiers présidentiel. Donc, d'un point de vue formel, le processus a été mené à terme. Maintenant, est-ce qu'il y a un impact dans le changement ? Je suis dubitatif. J'ai le sentiment, pas très heureux, que le processus n'a fait que, de nouveau reconduire un peu le même système, la même composante humaine et les mêmes pratiques. C'est à ce niveau que le bât blesse. On voit bien que les élections, en tant qu'outil démocratique, ne sont pas encore au point. Il y a malheureusement beaucoup d'interférences et d'erreurs de gestion. Les Algériens attendaient un souffle beaucoup plus puissant, un nouveau souffle, pour qu'il y ait un changement significatif, perceptible. Malheureusement, on s'est arrêté aux changements formels, mais pas dans le fond.

En plus d'une certaine résistance au changement, quelles sont, pour vous, les raisons profondes qui ont engendré cette situation ?

L'inertie du terrain a été plus grande que la volonté politique de changement. Les Algériens n'ont pas perçu le changement qu'ils attendaient, ils n'y croient pas. Et ajoutez à cela, le fait que les institutions sont des coquilles vides. Elles sont formellement présentes, mais elles n'ont aucun rôle politique. Il n'y a pas un travail de relais avec le terrain. Les partis politiques n'interviennent plus, la scène médiatique est complètement aphone, et ce, en plus des problèmes accumulés depuis une vingtaine d'années et qui ne trouvent pas de solution. On a l'impression que le gouvernement subit tout cela, en essayant de rafistoler ce qui a lieu de l'être, mais en faisant des gestes malheureux. Il y a des décisions qui ne passent pas. On sent bien que dans l'acte de libéraliser l'économie, d'encourager les gens, de leur donner envie, l'effet qu'on obtient est juste le contraire. La mesure qui oblige les agriculteurs à récolter la pomme de terre au risque d'aller en prison, d'empêcher les jeunes de faire l'e. Commerce, alors que c'est un domaine à investir, sont autant de signaux qui empêchent les gens de consommer. On laisse filer l'inflation et après on rejette la responsabilité sur les producteurs, pour ne citer que ces exemples. Il y a une incohérence et on a l'impression que ce sont les événements qui dirigent, malgré une volonté politique incontestable.

Comment expliquer l'absence des partis politiques sur le terrain, en dehors des rendez-vous électoraux, alors que c'est une partie complémentaire de leur mission ?

C'était celle-là, la partie la plus importante. Un parti politique est une courroie de transmission entre son propre électorat, qui est une frange de population, et l'Etat. Un parti fait remonter les doléances vers les sphères de décision et descend sur le terrain pour récupérer ces informations. Mais quand vous êtes en dehors des institutions, dans notre cas, on embraye dans le vide. À quoi cela servirait-il de rencontrer les citoyens et de recueillir leurs préoccupations, si je ne peux rien faire ? Je ne suis plus en mesure d'être un acteur politique. C'est à ceux qui le sont de mener ces actions, mais où sont-ils ? En réalité ce qui

s'est passé, c'est que ces derniers sont investis d'une légitimité, mais n'ont rien fait. Donc il y a eu une distribution de sièges à des partis qui ne sont pas aptes à agir, au final. Le processus électoral et de renouvellement des institutions ont totalement étouffé la dimension politique. Résultat des courses : il y a un discrédit de la classe politique. Le champ médiatique est laissé à ceux qui veulent détruire l'État. Il n'y a qu'eux qui existent sur le terrain.

Sur un autre plan, que pensez-vous de la gestion de l'État en matière de préparation pour les périodes d'épreuves tel que le mois de Ramadhan ?

En dehors de la volonté du pouvoir que je ne remets pas en cause, le problème est que le pays, actuellement n'est pas géré par la bonne volonté du gouvernement qui est toujours en train de courir derrière des événements qu'il ne maîtrise pas. Il est impératif qu'il y ait une convergence synergique d'une réflexion de fond. Il y a un problème de communication qui se pose gravement, de la part du gouvernement en particulier et du pouvoir en général. Ils n'expliquent rien aux citoyens. Il n'y a pas d'argument. Ils n'essaient pas de les mobiliser à travers les actions qu'ils mènent. Sur le plan économique, il y a ce réflexe systématique de report toujours sur les plus faibles qui deviennent des boucs émissaires. Ceux-ci sont le détaillant, le petit commerçant et le paysan qui paient. Ce sont toujours ceux qui sont à la base, en fait, du peu de création de richesse qu'on va systématiquement sanctionner parce que le système ne fonctionne pas, alors qu'il faut libérer les initiatives économiques, avoir une vision claire de l'avenir. Or, les Algériens sont dans une situation de démoralisation pour des effets autant objectifs que subjectifs. On est dans un besoin intense de débat, de dialogue national, où les gens s'impliquent, se parlent et s'expliquent pour trouver les solutions réelles et conjointes.

Communiqué du Conseil Politique du 21 Février 2022

Réuni ce vendredi 18 février, le Conseil Politique a fait un bilan d'étape avec la Commission Nationale Préparatoire du 2ème Congrès Ordinaire du parti, institué lors de la réunion du Conseil National du 25 décembre 2021. L'ensemble des avant-projets de textes susceptibles d'être formalisés en résolutions devant être adoptées par le Congrès, prévu à la fin du premier semestre 2022, seront soumis pour études, débats et enrichissements avant la fin du mois courant, à l'ensemble des instances et des structures de wilayas et ce, pour une durée d'un mois. La Commission Nationale Préparatoire du Congrès aura pour tâche de finaliser les synthèses et de proposer au Conseil Nationale la date, le lieu et l'organisation pratique du 2ème Congrès Ordinaire.

Le Conseil Politique a eu, par ailleurs, à débattre des questions d'actualité tant politiques qu'économiques.

Le Conseil Politique a pris note de la clôture du cycle de renouvellement des institutions élues au niveau national et local avec le renouvellement partiel du Conseil de la Nation.

Avec la contestation populaire du 5ème mandat de l'ex-Président de la République et la chute concomitante de son régime, les Algériens espéraient un changement significatif de la classe politique et une reconfiguration du régime en faveur d'une ouverture démocratique et une relance économique salutaire.

La radicalisation de quelques acteurs politiques dont certains, à l'évidence, se sont inscrits, par vengeance, par idéologie ou par emballement pseudo révolutionnaire, dans une dangereuse stratégie de refonte de l'Etat algérien, a fourni au pouvoir tous les arguments pour imposer le statu quo ante. Le désarroi général de l'opinion publique, sa méfiance légitime envers une classe politique défaillante et une confusion médiatique savamment

entretenu a neutralisé l'engagement citoyen et permis aux anciens appareils et réseaux d'intérêts nationaux et locaux de s'imposer dans des scrutins pourtant voulus honnêtes. La force de l'inertie a eu gain de cause face à la volonté du changement.

Malgré les intentions de bonne volonté déclarées au plus haut niveau de l'Etat, et à part l'élimination partielle des commanditaires d'une mafocratie prédatrice et vorace qui s'était imposée à l'Etat (ce qui est déjà, d'une importance capitale !), le changement qualitatif tant espéré tarde à se manifester concrètement.

Le sentiment partagé par l'ensemble des patriotes est qu'aujourd'hui le pays navigue tant bien que mal, sans dessein défini ni enthousiasme novateur.

Les assemblées élues, en particulier l'APN, semblent inexistantes et n'embrayent pas, jusqu'à présent, sur les préoccupations des citoyens. L'inflation, le chômage, l'appauvrissement et la détérioration de la qualité de la vie démoralisent les Algériens qui lorgnent dorénavant un avenir au-delà de nos frontières.

Les hésitations du gouvernement, des décisions intempestives et incompréhensibles, un manque flagrant de communication n'ont pas permis une franche adhésion populaire dont l'Algérie a un grand besoin alors que des forces, à l'évidence mercenaires et anti patriotes, ne cessent de remettre en cause la cohésion nationale.

Les réactions défensives de l'Etat ne sont cependant pas toujours appropriées. La fermeture inexplicquée du champ médiatique, l'inaccessibilité de sites d'information, les limites du système régnant dans le secteur des médias publics et privés, l'absence de débats politiques, la frilosité extrême du traitement de l'information... ont étouffé la capacité nationale à clarifier les enjeux, à insuffler de l'espoir, à créer de l'innovation et à mobiliser les consciences.

Le marasme de notre système de communication est le principal allié de la désinformation, du révisionnisme sur les drames des années 90, et des alliances internationales géostratégiques voulant mener le pays à la reddition.

Toute une frange de jeunes Algériens est conditionnée par un récit historique qui inverse la réalité et qui transforme les terroristes en victimes et les victimes et les résistants, en criminels de guerre !

Il est d'ailleurs incompréhensible que quelques individus à la moralité plus que douteuse puissent régner sur une partie de l'opinion publique désorientée sans qu'une réponse professionnelle et adéquate de la part de l'Etat et plus largement du système d'information national, ne leur soit opposée.

Le contrôle sécuritaire et administratif de l'information prend de plus en plus une allure d'arbitraire créant l'illusion de sa maîtrise alors que toute la société est branchée sur l'espace extérieur, dont une bonne partie est exposée sans défense face à toutes les manipulations et reste démunie de toute référence endogène crédible.

La gestion exclusivement sécuritaire de la crise que traverse la société algérienne ne peut être une solution de long terme. Si la répression des dérives est une arme légitime, elle reste cependant largement insuffisante et ne peut combler l'absence d'une action politique de qualité. L'emprisonnement systématique et préventif des activistes, dont une bonne partie est certainement loin d'être un danger public malgré des dérapages avérés, rajoute à une défiance populaire due en bonne partie à l'absence d'une communication claire concernant les dossiers des détenus. Alors qu'elle est rendue au nom du peuple, la justice ne semble pas toujours préoccupée par ce que peuvent penser les Algériens sur les raisons des peines

infligées qu'elle prononce, quelquefois trop lourdes au vu de l'accusation officielle. Pourtant, normalement le premier allié de l'Etat ne peut être que le citoyen informé et averti des faits.

Or, le pouvoir semble penser le contraire, et le réflexe instinctif de protection, de contrôle et de sécurité fait obstacle à l'ouverture salutaire, à la compétence intègre et à l'innovation vivifiante dans le corps de l'Etat.

La crise économique, malgré la remontée des cours des hydrocarbures, est appelée à s'aggraver au vu du cumul de la non-gestion, de la bureaucratie et de la corruption qui durent depuis maintenant de trop nombreuses années. Il est vrai qu'une nouvelle orientation s'esquisse en faveur de la production nationale, mais les intérêts qu'elle bouscule lui résistent.

Les difficultés du pays face aux diverses pressions extérieures et à l'instabilité géopolitique devraient pourtant inciter au dialogue interne, à la définition d'une vision d'avenir pragmatique et enthousiasmante, à l'ouverture économique fondée sur les principes du droit, de la transparence et de l'encouragement à l'initiative. La confiance, l'espoir et la sécurité sont des leviers incontournables.

Il n'est pas possible, ni logique, de vouloir dépasser les contre-performances économiques et commerciales induites par une bureaucratie hégémonique et trop souvent corrompue en ayant recours à encore plus de bureaucratie et d'interventionnisme archaïque de la part de certains responsables exécutifs.

Si le panorama général de la situation du pays paraît peu encourageant, il reste néanmoins et malgré tout, quelques progrès palpables qui ont pu être opérés dans certains secteurs dont le repositionnement du pays sur l'échiquier international.

Après une politique étrangère désastreuse qui a duré une vingtaine d'année, l'Algérie retrouve peu à peu une visibilité et une influence qui traduisent une souveraineté retrouvée.

En tout état de cause, l'Algérie sort, lentement et malgré les difficultés, de sa léthargie. Le pouvoir, c'est une évidence, a une responsabilité dans cette phase historique, mais cela n'en dispense pas moins la société algérienne de la sienne. Au lieu de tomber dans le nihilisme et une réactivité émotionnelle stérile, l'intelligentsia du pays devrait au contraire s'impliquer dans la fabrication de l'avenir. L'irresponsabilité couplée aux lamentations et à l'aigreur ne bâtissent pas les grandes Nations.

Tirailé entre son désir de mieux vivre quitte à larguer les amarres et à enraciner son espérance sur la terre de ses ancêtres l'Algérien cherche sa voie. Pourtant, il devra trouver les bonnes raisons et la confiance en soi nécessaire pour faire de son pays une patrie où il fait bon vivre, avec dignité et respect !

Interview de Soufiane Djilali : « L'action politique de qualité, est celle qui s'inscrit dans un projet de société, avec des acteurs conscients de ce qu'ils souhaitent pour leur pays. »

TSA du 23/02/2022

Sans vouloir « accabler personne », le parti Jil Jadid par la voix de son président Soufiane Djilali, préfère rester « lucide » dans le diagnostic de la situation du pays, trois ans après le soulèvement populaire du 22 février 2019. « Notre système de gouvernance ne tire pas les bonnes leçons et a tendance à refaire exactement les mêmes erreurs que celles du passé », juge M. Djilali dans cet entretien accordé à TSA.

Les Algériens commémorent le 3e anniversaire du soulèvement populaire pacifique du 22 février. Votre parti Jil Jadid a dressé un bilan accablant des trois années. Pourquoi ?

Soufiane Djilali : Accablant est un peu trop dire... Plutôt mitigé comme bilan. En trois années, il y a eu tout de même des événements politiques de haute intensité.

Des choses inattendues mais aussi des déceptions. Une crise interne explosive a fait vaciller l'Etat, ébranlé dans ses ressorts les plus profonds. C'est que le régime Bouteflika avait mené le pays à l'impasse et miné son avenir.

Le 22 février 2019 était le résultat d'une rupture irrémédiable à l'intérieur du système politique avant qu'il ne soit une contestation populaire. Le Hirak n'a pas été le résultat d'un travail politique partisan ou idéologique et d'une prise de conscience organisée mais une réaction citoyenne salutaire de ras-le-bol face à une dérive dangereuse de dissolution de l'Etat ; mouvement très probablement initié et largement canalisé par des forces internes au pouvoir.

C'est pour cela que le Hirak a été dans l'incapacité de se structurer et que les tentatives de le récupérer par des politiciens agités était vouées à l'échec.

En soi, le Hirak a été une grande réussite puisqu'il a permis de sauver l'Etat national qui était destiné à une forme de dégénérescence et une perte de souveraineté exactement sur le modèle de la Russie post-soviétique des années 90.

Une oligarchie prédatrice liée aux intérêts financiers internationaux était en passe de s'installer définitivement à l'ombre d'un pouvoir dynastique. Personne n'aurait pu alors récupérer le pays.

Dans le sillage de ce sauvetage, le Hirak attendait légitimement un véritable renouveau, un saut qualitatif dans le système de gouvernance, un choix pertinent des dirigeants et une nouvelle pratique politique.

Les Algériens avaient besoin d'espoir, de confiance en l'avenir, d'enthousiasme pour affronter les inévitables difficultés à venir. C'est probablement là que se situent la déception et la démobilisation qui s'en est suivie.

Il y avait probablement une trop grande attente populaire, une insuffisance flagrante d'encadrement politique et une surabondance de démagogues excités.

Le pays a alors été rattrapé par le réel, c'est-à-dire par ses graves insuffisances, ses archaïsmes, sa violence interne non évacuée depuis les années de terrorisme, par la baisse drastique des revenus pétroliers, par la Covid-19 et par toutes les multiples facettes de notre sous-développement.

En ce troisième anniversaire du Hirak, Jil Jadid ne veut accabler personne mais essaye de rester lucide dans le diagnostic de la situation du pays. J'essaye d'être fidèle à mon pays en lui disant mes convictions, même si cela devait contrarier mes intérêts politiques.

Dans votre communiqué de lundi 21 février, vous avez affirmé : « Le changement qualitatif tant espéré tarde à se manifester concrètement ». Qu'est-ce qui a fait que ce changement ne s'opère pas ?

Vous savez, en général l'action politique d'un gouvernement se développe en deux phases. La première est fondée sur la communication : expliquer ce que l'on veut faire, préciser des objectifs, injecter du sens et de l'espoir chez les citoyens etc. Cela donne une envie, un désir, un espoir et permet au peuple d'affronter les difficultés et de patienter le temps que les

réformes promises commencent à faire de l'effet. La deuxième phase : voir germer ce que l'on a semé dans la pratique.

Le processus est d'autant plus long que la crise est profonde, et une communication bien faite peut donner du souffle aux efforts sur le terrain. Or, je pense sincèrement qu'il y a défaillance dans notre système d'information.

Celle-ci est mise sous monopole ou du moins sous contrôle serré et perd de ce fait sa pertinence et une bonne part de sa crédibilité. Ce qui me paraît étrange, c'est que notre système de gouvernance ne tire pas les bonnes leçons et a tendance à refaire exactement les mêmes erreurs que celles du passé.

En fait, plus les médias sont étouffés et plus ils perdent de leur influence devant d'autres sources généralement subversives. Il y a des sites d'information tout à fait professionnels et sérieux qui sont toujours inaccessibles aux internautes résidents en Algérie.

Il est vrai que durant 2019 et 2020, certains médias n'avaient plus de boussole et que le niveau de tension dans le pays était excessif et qu'il fallait « calmer le jeu ».

Mais aujourd'hui, sincèrement, il faut redonner plus d'espace, plus de liberté d'expression et plus de souplesse aux médias. Je ne suis pas fan d'une liberté débridée et surtout de cette propension de certains à surfer sur la manipulation, les fakes news et le buzz, voire la diffamation et l'invective.

Pour cela, il y a une déontologie à respecter et des lois qui peuvent être appliquées ! L'essentiel est que les règles du jeu soient claires pour tout le monde, ensuite la justice peut sereinement arbitrer lorsqu'il y a des dérapages.

« La répression ne peut combler l'absence d'une action politique de qualité ». Quelle est cette action politique de qualité à laquelle vous faites référence ?

Depuis Max Weber, personne ne remet en cause le monopole de la violence par l'Etat. En réalité, la dimension répressive dans la gestion de la société est intimement liée à la survie du groupe (horde, tribu ou nation) depuis que l'homme est sur terre.

Le besoin de sécurité de l'individu et du groupe exige une stabilité des relations et donc une hiérarchie de l'autorité. C'est cette logique qui a fini d'ailleurs, par donner naissance à l'Etat en tant qu'institution.

Toutefois, cette dimension d'autorité, répressive au besoin, ne peut à elle seule répondre aux besoins des humains. Les intérêts sont naturellement divergents entre les individus, les classes sociales ou les appartenances identitaires.

C'est là que doit intervenir la dimension politique pour pacifier au mieux la société. En arabe, le concept « politique » est rendu par le terme « Siyassa » dont le sens est la pratique de l'apaisement des tensions par un jeu d'intermédiation.

En Algérie, l'Etat maîtrise parfaitement la dimension sécuritaire. Et tant mieux dois-je m'empresse de dire. Je ne vous cache pas que ma hantise est de voir s'effiloche cette capacité à réguler, par les services de sécurité, les pulsions irresponsables quelles qu'en soient les motivations de certains individus et qui peut s'étendre à d'autres cercles.

Je rappelle juste que les pays réputés les plus démocratiques ont des politiques sécuritaires souvent drastiques et très strictes, pour ne pas dire parfois impitoyables, devant des phénomènes de désordre ou de violence sociétale de plus en plus prégnants.

Cependant, la dimension politique qui doit désormais intégrer une logique démocratique n'est pas encore acquise chez nous. L'action politique de qualité dont je parle, est celle qui s'inscrit dans un projet de société, avec des acteurs conscients de ce qu'ils souhaitent pour leur pays et qui y travaillent honnêtement et sincèrement.

L'absence de la formulation d'un vrai projet de société de la part des partis politiques a fait de ces derniers des appareils et des groupes d'intérêts qui se combattent pour les élections, sans but et sans conviction sinon l'accès aux avantages que confère le pouvoir.

Aujourd'hui, il y a clairement une schizophrénie dans l'univers politique : il y a d'un côté les idées politiques qui animent une minorité et les élections qui intéressent une tout autre catégorie de la population.

Les deux univers semblent totalement cloisonnés. Certains individus défendent une idée mais votent pour le contraire. En fait c'est la séparation et l'autonomisation de ces deux univers qui crée cette anomie, ce dysfonctionnement politique.

Comment réunifier le geste électoral avec l'idée ? C'est compliqué. Jil Jadid essaie de frayer un chemin de conscience. J'avoue que parfois, devant la complexité de la tâche, j'ai l'impression que je porte avec les militants un fardeau bien lourd !

En invoquant le « réflexe instinctif de protection, de contrôle et de sécurité (qui) fait obstacle à l'ouverture salutaire », vous vous adressez aux autorités politiques. Avez-vous eu l'occasion d'en parler directement ?

Non, je n'ai pas eu l'occasion d'aborder ce type de sujet avec un représentant de l'autorité. Je pense que généralement ils sont préoccupés par l'immédiat.

Les problèmes sont pressants, souvent urgents... Mon discours apparaît comme incompréhensible ou au moins non pertinent pour le présent. Pourtant, si on veut réellement produire une classe politique capable de jouer son rôle historique, c'est par là qu'il faudra passer !

Il faut construire des institutions politiques fondées sur des doctrines intégrant, dans la diversité, l'intérêt de la nation. Pour le moment, nous en sommes loin.

Vous avez aussi mis en avant ce que vous avez appelé « la radicalisation de quelques acteurs politiques » qui auraient fourni au pouvoir tous les arguments pour imposer le statu quo ante ». A qui faites-vous allusion et pourquoi agissent-ils ainsi ?

Oui, il y a eu toute une faune de politiciens et d'activistes qui pensaient que leur heure de gloire était arrivée et qu'ils allaient récupérer la contestation de 2019 à leur profit.

Cela aurait pu être compréhensible dans une certaine mesure. Le problème est qu'ils ont été très loin dans l'action subversive. A l'évidence, ils ont fait un très mauvais calcul. Ils étaient certains que le système allait s'écrouler et qu'ils étaient bien placés pour en ramasser les restes et reconstruire, à leur guise, un nouvel Etat à la mesure de leurs fantasmes.

Une fois convaincus de cela, ils ont voulu se donner tous les moyens. L'absence de scrupules, la manipulation d'une partie de l'opinion publique hystérisée et le jeu malsain avec des officines étrangères leur ont permis d'influencer très négativement le Hirak.

Leur objectif stratégique était de provoquer des dérapages de rue et une confrontation directe avec l'armée, sans les assumer bien sûr. Ils pensaient que quelques morts mettraient le feu aux poudres et justifieraient leur appel à l'intervention étrangère.

Ce qui m'est apparu triste, c'est que des personnalités politiques nationales, des journalistes, des avocats... se sont laissé piéger avec une facilité déconcertante.

La propagande carburait à plein, et des récits incroyables ont remplacé le réel. Résultat des courses ? Les nouvelles générations sont trompées et manipulées. Je suis choqué, par exemple, de voir que de trop nombreux jeunes n'ont aucune pensée pour les milliers de victimes du terrorisme des années 90, tous les suppliciés, les égorgés, les assassinés.

D'un coup, ils se sont mis à défendre des thèses révisionnistes très graves pour la mémoire nationale. Nos jeunes soldats, souvent des enfants du peuple, ont été la cible d'horribles traquenards, et beaucoup l'ont payé de leur vie. Aujourd'hui, avec une légèreté irresponsable, ils sont accusés d'être à l'origine du terrorisme !

Comprenez-moi, je ne défends en aucune manière les méthodes musclées et arbitraires des dépassements lors de la lutte contre le terrorisme. Tout le monde sait qu'il y a eu beaucoup trop de victimes innocentes prises dans l'engrenage de la lutte anti-terroriste.

L'Algérie a vécu une sale guerre, il n'y a pas de doute. Permettez-moi seulement de dire que ceux qui ont pris les armes contre l'Etat s'étaient ensuite retournés contre le peuple car il n'avait pas marché avec eux.

Aujourd'hui, la même logique se remet en place. Je vous assure que si l'Etat algérien s'était effondré tel que ces opposants apprentis sorciers le voulaient, nous serions dans une situation dramatique.

Je suis heurté de voir des psychopathes avérés, des mercenaires et des voyous devenir des icônes de l'opposition. J'ai lu des intellectuels, bien calés dans leur fauteuil j'imagine, faire l'apologie de quelques jeunes naufragés en les présentant comme des figures héroïques.

Le désordre intellectuel est à son comble ! Qu'offrons-nous comme modèle à suivre à nos jeunes ? Au lieu d'encenser le travail, le sérieux, les valeurs... on nous met en scène des jeunes paumés qui n'ont même pas les moyens de saisir ce qui se passe et qu'on exploite honteusement en les poussant vers l'insubordination et la prison !

Le populisme qui fait croire que tout le monde est pareil et que n'importe qui a le droit de prétendre à n'importe quoi est devenu un sens commun.

Les gens s'attachent aux apparences, aux effets de manches, aux déclarations tonitruantes et aux postures d'un héroïsme artificiel et restent insensibles devant l'effort intellectuel, l'abnégation et le travail sérieux. La vérité est que nous, autres Algériens, sommes sous l'emprise des émotions et de l'affect et non pas de la raison et de la sagesse.

La situation économique est des plus difficiles pour les Algériens. Une inflation galopante, un renchérissement exponentiel des prix des produits essentiels. Des pans entiers de la population ont glissé dans la précarité. Pourquoi une telle situation ?

Ce que vous dites est vrai et j'aurai même tendance à être plus alarmiste. De grandes difficultés nous attendent. Je ne veux faire peur à personne mais les Algériens auront à payer une lourde facture.

Les raisons à cela sont multiples. Certaines sont objectives et indépendantes de la volonté du gouvernement. D'autres lui sont liées. Nous allons payer nos errements depuis des décennies, pour ne pas dire depuis toujours.

Le drame est que l'on prend souvent nos plus grands défauts qui sont à la source de nos malheurs depuis 2000 ans comme étant des valeurs lumineuses.

Bon, mais revenons à l'actualité : le mélange du social avec le productif, l'hypertrophie de l'administration et la gestion mafieuse de trop nombreux secteurs de la vie économique ont étranglé le pays. La gabegie est partout.

Le vol, l'irresponsabilité, les détournements et j'en passe sont devenus des tares pathologiques chroniques. Toute la société est atteinte. Le pouvoir est fautif mais la société aussi.

Pour lutter contre cette tendance mortifère, il faut désengager l'administration de l'économie. Bien entendu, la dimension sociale doit être maintenue. Il faut gérer une transition vers une économie productive et saine dans les plus brefs délais mais sans faire porter tout le poids sur les plus faibles.

L'Etat doit être régulateur et garant de la sécurité de la population. Il doit également ouvrir des dossiers qui touchent à des questions extrêmement sensibles.

Le modèle énergétique du pays, l'exploitation des ressources premières, les modifications du climat et le stress hydrique qui l'accompagne mais également les grandes turbulences géopolitiques, la numérisation, les finances publiques, etc.

Nous n'avons pas le droit de nous occuper des petits commerçants qui vendent un bidon d'huile à un mineur ou mettre en prison un agriculteur qui ne récolte pas sa pomme de terre, alors que pendant ce temps, des dossiers lourds qui détermineront notre avenir restent fermés.

Le marché mondial de l'énergie nous donne une fenêtre de tir. Peut-être une dizaine d'années. C'est le moment de parler au peuple, de le préparer, de le motiver et de lui ouvrir des perspectives de prospérité au bout du travail et non pas au bout de l'aumône.

L'honneur doit être rattaché à l'autonomie de la création de richesse et non pas à faire la « chaîne » devant les bureaux de l'ANEM. C'est au gouvernement d'ouvrir les portes à l'investissement, à l'initiative, à la prospérité honnête. Il faut lutter sans merci contre les corrompus, les médiocres et les démagogues.

Faisons appel à nos cerveaux si nombreux à l'étranger et surtout à ceux qui sont encore là et qui risquent de fuir désormais leur pays qui leur est devenu hostile. La ressource humaine est la ressource primordiale. Si l'homme est à la hauteur des défis, la nation connaîtra la grandeur et l'honneur. Notre pays possède un potentiel extraordinaire. La question qui me taraude : le méritons-nous ?

Communiqué du Conseil Politique du 08 Mai 2022

1) Préparation du 2ème Congrès Ordinaire :

Le Conseil politique, réuni ce vendredi 06 mai, a adopté les avant-projets d'amendements des statuts ainsi que le texte définissant la stratégie du parti, présentés par la Commission Préparatoire du 2ème Congrès. Cette dernière avait été installée lors du Conseil National du 25 décembre 2021 et avait mené de larges consultations avec l'ensemble des militants à travers le pays. Ces documents seront présentés pour débat et adoption lors du Conseil National prévu le 14 mai en vue de leur approbation par le Congrès prévu pour ce premier semestre.

2) Le Conseil Politique a par ailleurs débattu de la situation du pays :

Ainsi, il relève que l'Algérie devra faire face à plusieurs défis dont les origines sont autant endogènes qu'exogènes :

– Au plan interne, le pays doit rapidement retrouver un consensus politique national pour renouer les fils de la confiance, réhabiliter la politique et faire face aux potentielles perturbations sociales à venir au vu de la faiblesse de notre système économique, du chômage endémique, de l'inflation excessive due en bonne partie à une dépendance trop élevée aux importations, de l'absence d'une dynamique de l'investissement, d'un système financier rigide et d'une bureaucratie toujours plus entreprenante devenue l'outil par excellence pour une corruption active.

– Les difficultés socio-économiques ne peuvent que renforcer la défiance de la société algérienne à l'encontre des institutions politiques. Les poursuites judiciaires avec détentions préventives excessives pour activisme politique, le manque flagrant de communication de l'appareil judiciaire et politique, a fortiori lorsqu'il y a mort d'homme, la fermeture inexplicée des médias, renforcent le sentiment de malaise dans le pays.

– Par ailleurs, la faiblesse manifeste d'un gouvernement qui semble déconnecté de l'opinion publique et les multiples décisions contradictoires et répressives dans la gestion économique du pays... démoralisent les citoyens en général et les entreprises en particulier.

– Si l'embellie des exportations d'hydrocarbures donne par ailleurs, une marge de manœuvre au gouvernement qu'il devrait cependant exploiter à bon escient pour la mise en œuvre d'un véritable programme de développement stratégique multisectoriel. L'investissement productif devrait être largement stimulé et ouvert tant aux capitaux nationaux qu'étrangers. La hausse des coûts de l'énergie en Europe désormais structurelle, peut donner une opportunité aux entreprises européennes de délocaliser certaines de leurs productions en Algérie. C'est à l'Algérie d'exploiter cette fenêtre de tir au mieux de ses intérêts.

– L'afflux d'une nouvelle manne grâce aux hydrocarbures devrait par contre inciter les autorités publiques à une gestion sécurisée des réserves financières du pays. En effet, à l'ombre du conflit sur l'Ukraine entre les pays de l'OTAN/UE versus la Russie, tant militaire qu'économique, les risques sur la valeur des monnaies et des obligations d'Etat, deviennent trop élevés. L'Algérie devrait s'engager à convertir ses avoirs en dollars et euros en détention d'Or physique et/ou de matières premières et à les domiciliés sur le territoire national.

– Le renchérissement exceptionnel du pétrole et du gaz pour les mois à venir, renforcé par la mise en place d'un boycott par l'UE des énergies Russes, ne doit pas tenter l'Algérie à une surproduction qui accélérerait la déplétion de ses réserves au profit d'une manne volatile dans un environnement probablement hyper inflationniste. Tout en rassurant l'ensemble de ses clients traditionnels sur le respect des contrats engagés, l'Algérie devrait renforcer l'amont pétrolier avec une recherche de nouveaux gisements de manière rationalisée. D'autre part, l'Algérie doit développer une vigoureuse politique de transformation du pétrole brut et prendre des parts de marché dans la pétrochimie et les produits dérivés. Le monde est entré dans une phase, très probablement irréversible, d'un manque d'énergie dont les répercussions sont déjà perceptibles. La question relève désormais de la sécurité nationale.

– La poursuite d'une politique sociale par le gouvernement doit assurer la protection des franges de la population les plus exposées. Le soutien de plusieurs catégories de nos concitoyens reste inévitable. Cependant, les efforts du pays doivent maintenant être axés sur le développement économique, en particulier sur une ré industrialisation plus offensive. C'est l'activité économique qui peut assurer à terme un niveau de vie compatible avec les besoins des Algériens et non pas la distribution de la rente, elle-même vouée à l'extinction.

- Malgré les bonnes performances du secteur agricole, par ailleurs vital. La production céréalière et les denrées d'origine animale restent cependant déficitaires. Il est maintenant évident pour tout le monde que notre indépendance alimentaire est devenue un enjeu capital.
- Tels devraient être les enjeux et les priorités de l'heure à construire dans le cadre d'un nouveau consensus politique à engager.

Interview de Soufiane Djilali : « Il faut ouvrir le pays à de nouvelles perspectives »

L'Expression du 15/05/2022 par Ali Amzal

Revenant sur la situation politique du pays et les dernières concertations menées par le président de la République avec les partis politiques, Soufiane Djilali président de Jil Jadid, nous livre dans cet entretien sa vision sur les éventuels développements sur la scène politique, économique et sociale.

L'Expression : Quel est votre avis sur l'importance et les impacts des actions de rassemblement du président de la République, que vous avez rencontré récemment ?

Soufiane Djilali : Beaucoup ont parlé d'initiative. Personnellement j'y vois un début de dialogue, qui s'est fait en bilatéral, avec chacun des chefs de parti ou de personnalité. Il était important de dégeler le climat politique. Cette reprise de contact permet de nouer un rapport de dialogue entre les différentes parties et relancer un processus de confiance dans le fonctionnement politique des institutions. Durant mon entretien avec le président de la République, j'ai bien compris qu'il avait l'intention d'améliorer les relations avec les partis politiques, de les impliquer au moins dans un dialogue régulier. Mais cela étant, il ne m'a pas donné plus de détails. Est-ce que ce dialogue est un préliminaire à quelque chose de plus large, ou alors c'est juste la prise d'un avis d'une opinion des partis politiques, je ne pourrai m'avancer sur cela.

Que vous inspire le constat d'échec enregistré pour certains départements qui n'ont pas réussi à mettre en pratique les politiques publiques adoptées par l'Etat ?

Le problème est que devant nous il y a énormément d'enjeux. Enormément de défis à relever. Il y a autant de problèmes en interne qu'en externe. Il faut dire que le système économique algérien est extrêmement fragile. Il n'est pas productif. La bureaucratie est tentaculaire. C'est un cumul depuis de nombreuses années, qui ne peut être résolu rapidement. Ce sont des problèmes structurels qui se posent. Il est vrai qu'il y a un traitement, mais il demeure conjoncturel et insuffisant. À cela s'ajoutent les enjeux extérieurs dans la mesure où le monde entier est entré en crise. L'inflation est extrêmement importante, des pénuries de produits alimentaires de base apparaissent. Il va y avoir une aggravation dans les mois prochains sur le plan économique et social. L'Algérie venait à peine de sortir d'une période de déstabilisation et demeure en besoin de réformes importantes et profondes. Mais ces dernières nécessitent de gros efforts et des sacrifices. Or, il est dangereux maintenant de demander plus de sacrifices aux Algériens. On est en situation compliquée, d'où le soutien aux franges de la société les plus fragiles. Mais, il faut bien comprendre que ce n'est pas une politique pérenne. Distribuer la rente aux plus faibles est une nécessité, mais ouvrir le pays, pousser à la production et favoriser la création de richesses, c'est le plus important. Il faut qu'il y ait l'utilisation de toutes les opportunités qui sont devant nous. L'Algérie a des atouts en main, elle doit savoir les jouer. Il y a un enrichissement important des prix du pétrole et une fragilisation des grandes entreprises en Europe. Il faut que l'Algérie sache accéder à ces marchés pour créer de la croissance.

À ce titre, que pensez-vous des grands projets structurants, tel que Ghar Djebilet pour la production d'acier, le projet de phosphate, et le grand port-centre de Cherchell, qui tardent à entrer dans leurs phases d'exploitation ?

Ça ne démarre pas tant qu'il n'y a pas une injection de sang neuf dans le système décisionnaire sur le plan économique. Tant que subsiste encore les anciens ronds-de-cuir, qui refont les mêmes formules, et qui sont intéressés par les 10% de la corruption, on n'avancera pas. Il faut donner un coup de pied dans la fourmilière et ouvrir rapidement le pays à de nouvelles perspectives. Il est urgent de profiter de cette conjoncture favorable. Cela étant, il faut être conscient, que rien ne peut se faire, sans une stabilité politique, qui passera par une confiance, au moins relative de la part de la population et à travers des actes politiques symboliques. On a besoin d'un gouvernement qui sache parler au peuple. Le président de la République fait l'effort de communiquer, mais il ne peut et ne doit pas être mis sur le front à lui tout seul. Cela fragilise complètement l'édifice.

Il faut qu'il y ait un Premier ministre et des ministres qui assument leurs positions et expliquent à la population ce qui est en train d'être fait. Il s'agit d'apporter une dimension pédagogique à la communication. Car les Algériens peuvent accepter une limitation de leurs pouvoirs d'achat ou des difficultés, mais il faut leur expliquer que c'est passager et que l'effort qu'ils feront aujourd'hui sera rentabilisé demain pour une plus grande assurance pour nos enfants. Pour améliorer le cadre de vie car, pour le moment, on a le sentiment que le pays est toujours sous l'ancien rythme.

Quel diagnostic faites-vous de la situation actuelle et que préconisez-vous pour y remédier ?

Je dirais que tout va mal, mais on peut faire un sursaut pour dépasser la situation et commencer à entrer dans une dynamique positive. Je pense qu'aujourd'hui, l'Algérie ne doit pas rater, encore une fois, cette occasion qui est devant nous.

Interview de Soufiane Djilali : « Les Algériens ne font plus confiance... »

TSA du 15/05/2022

Dans cet entretien, le président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, revient sur sa rencontre lundi avec le président de la République, et la situation politique en Algérie. Il formule des propositions pour établir un consensus et envoie quelques flèches à l'encontre d'une certaine opposition...

TSA. Vous avez rencontré le président de la République lundi. Dans quel cadre ? De quoi avez-vous discuté ?

Il est tout à fait naturel et même recommandable de mon point de vue que le président de la République reçoive des responsables de partis politiques pour parler des affaires du pays.

Il voulait connaître l'opinion d'un parti d'opposition. De notre côté, nous avons des interrogations et un point de vue politique à décliner. Cette démarche devrait d'ailleurs devenir une tradition. Quant à la discussion elle-même, elle a permis d'aborder toute l'actualité. Il n'y avait pas la contrainte d'un ordre du jour précis ni de limites posées a priori.

Nous avons échangé sur les questions concernant les médias, la justice, l'économie, les relations extérieures, etc...

TSA. Qu'avez-vous dit au président de la République ?

Il serait bien trop long de revenir sur les détails de la discussion. Je peux vous dire que pour ma part, j'ai abordé plusieurs points qui avaient d'ailleurs fait l'objet d'un communiqué du Conseil politique de Jil Jadid publié avant la rencontre et qui avait trouvé échos sur votre site.

L'Algérie sort à peine d'une longue période de déstructuration de l'État et d'une dégradation très profonde de tout le système de gouvernance.

Reconstruire le pays ne va pas se faire sans douleur. C'est pour cela qu'un consensus est nécessaire. J'ai exprimé ma préoccupation quant à la situation des médias nationaux, à l'absence de débats ouverts et contradictoires, à la faiblesse évidente de la communication gouvernementale etc...

Il y a des événements qui retentissent fortement auprès de l'opinion publique mais qui ne sont pas traités, à mon sens, de manière convaincante par les autorités publiques.

La rencontre avec le président a été également l'occasion pour moi de réaffirmer la nécessité de libérer l'économie de l'étouffante tutelle d'une administration trop souvent source de blocage et de corruption.

Je comprends parfaitement la démarche qui consiste à encourager la production nationale au détriment de l'importation. Cependant, cela se fait par à-coups, avec des décisions parcellaires et très dirigistes. J'imagine qu'il s'agit souvent de décisions d'urgence en attendant le nouveau Code des investissements.

De manière plus ponctuelle, j'ai abordé la question de la sécurité de nos réserves en devises, de leur nature, etc.

J'ai enfin défendu l'idée qu'à la lumière de l'augmentation du prix de l'énergie sur le marché mondial probablement de manière structurelle, que l'Algérie devrait faire valoir ses avantages comparatifs et attirer ainsi les investisseurs européens qui auront de plus en plus de mal à rester concurrentiels s'ils devaient produire en Europe.

L'Algérie a de l'énergie, des matières premières, une jeunesse mobilisable, une proximité avec le vieux continent... tous les atouts pour lancer une production industrielle de qualité. L'Algérie avait raté l'opportunité qui avait suivi la crise de 2008. Il ne faut pas refaire la même erreur.

TSA. Le président du Conseil de la Nation a évoqué récemment une nouvelle initiative politique au nom du président de la République. Avez-vous discuté de cette initiative ? Si oui, de quoi s'agit-il ?

Le président ne m'a pas donné plus de détails. Il ne m'a pas informé d'une initiative particulière sinon qu'il voulait faire participer les partis politiques à ce dialogue ou à une réflexion sur des choix socio-économiques à venir.

TSA. Votre parti a jugé important que l'Algérie retrouve un consensus politique pour renouer les fils de la confiance. Ce consensus est-il possible dans le contexte actuel ?

La cohésion du pays a été mise à mal ces dernières années. La confiance en nos institutions politiques a été ébranlée après des années de gabegie politique et de prédation économique.

Reconstruire un lien de confiance entre gouvernés et gouvernants est vital. Cela commence par l'écoute, le dialogue et l'arbitrage des conflits de la manière la plus juste qui soit. Et pour cela, il n'est jamais trop tard pour bien faire. C'est la volonté politique qui crée le contexte et non pas l'inverse.

TSA. Le pouvoir ne fait-il pas cavalier seul dans tous les domaines politique, économique et social ?

Il n'y a pas de doute que l'Algérie ne possède pas encore des institutions suffisamment fortes et une classe politique expérimentée et stabilisée.

La démocratie ne peut fleurir spontanément. Il est nécessaire que le pouvoir s'ouvre à la société politique et abandonne ses pratiques de centralisation excessive et la pratique des oukases.

De son côté, une certaine opposition doit sortir de ses illusions révolutionnaires et s'atteler à défendre ses options par un militantisme actif, sérieux et loin de la démagogie propagandiste.

Le pays est mûr pour une évolution qualitative. Il faut l'aider à faire le saut par l'exercice de la responsabilité et non pas par une attitude immature d'un nihilisme puéril.

TSA. Les différents scrutins organisés depuis 2019 n'étaient-ils pas justement destinés à rebâtir cette confiance qui a été anéantie à cause de la gestion catastrophique du pays par l'ancien régime ?

Oui, absolument. Mais force est de constater que ces différents scrutins auxquels Jil Jadid a pris part, n'ont pas réussi à créer le déclic populaire pour refonder cette confiance.

L'enjeu est là. Les Algériens ont une aversion de leur système politique et ne font plus confiance ni au pouvoir ni à l'opposition. Que faut-il faire dans ces cas-là ?

Il y a ceux qui voulaient le changement radical et total (Yatnahaou gaa), le changement de nature de l'État (Madania machi askariya) et même se défaire des institutions sécuritaires, faisant l'amalgame entre celles-ci et le terrorisme.

Ils accusaient de trahison tous ceux qui attiraient l'attention sur l'extrême gravité d'une telle option qui pourrait mener à de très graves troubles, voire à de la violence et au chaos.

Il y a aussi l'idée, et c'est notre position, qu'il faut s'organiser, former de vrais politiques, travailler sur le terrain, gagner au prix d'un effort continu de nouveaux espaces depuis les collectivités locales jusqu'au niveau national. Cela demande beaucoup de temps et de sacrifices mais il n'y a pas d'autres issues viables à notre sens.

TSA. Comment expliquez-vous la fermeture des médias à l'opposition que votre parti dénonce souvent ?

Je crois qu'il y a eu d'abord un réflexe sécuritaire qui s'est imposé face à une déferlante de contestation et même d'insubordination qui pouvait déstabiliser l'État.

Pourtant, fermer les médias pour calmer les esprits peut devenir contre-productif. Stériliser le débat en interne et entraver une classe politique respectueuse de l'ordre républicain ouvre tout l'espace médiatique à des personnages subversifs dont le profil balance entre la psychopathie, le mercenariat ou l'agitation.

Pour contrebalancer les réseaux sociaux et éventuellement leur instrumentation par des officines étrangères qui veulent mettre sous pression le pouvoir algérien, il faut ouvrir l'espace médiatique à des organes crédibles, sérieux et professionnels.

Je sais qu'ils ne sont pas légion mais je reste persuadé qu'une politique subtile et audacieuse peut permettre l'éclosion d'un journalisme de qualité. En dehors de quelques excès blâmables, dans leur grande majorité, les journalistes comprennent les enjeux et sont d'abord patriotes.

TSA. Les arrestations, condamnations et remises en liberté d'activistes et autres militants se poursuivent. Un activiste est même mort en prison sans aucune explication officielle. Pourquoi ?

Oui, nous en avons parlé dans notre dernier communiqué. La gestion sécuritaire et judiciaire des activistes est mal vécue par l'opinion publique.

Elle constitue l'un des nœuds psychologiques pour aller vers un rapport plus serein avec les institutions politiques. Je ne sais pas ce qui peut relever d'un abus d'autorité ou carrément d'une répression des libertés.

Ce que je sais, c'est qu'il n'y a pas suffisamment d'explications de la part de l'institution judiciaire et l'absence de communication devient problématique. À partir de là, toutes les supputations deviennent possibles. On ne sait plus ce qui est vrai et ce qui est faux, ce qui est légitime et ce qui est de la propagande qui cache des faits répréhensibles. D'où le malaise.

TSA. Dans ce contexte, un consensus est-il possible ? Une nouvelle initiative politique a-t-elle une chance de réussir ?

C'est lorsqu'il y a des crises, des crispations ou des malentendus qu'il faut dialoguer. L'opposition radicale a fait une lourde erreur stratégique lorsqu'elle avait systématiquement refusé tout dialogue et s'était campée dans un refus stérile et un blabla virtuel.

J'espère qu'elle a eu le temps de méditer l'absurdité d'une telle logique. Imaginons qu'en Juillet 2019 ou en février 2020, toute l'opposition avait accepté de dialoguer et d'aller aux élections ?

Une présence significative de celle-ci au sein des institutions, même minoritaire, aurait changé la donne. En réalité, la bouderie et le boycott ont travaillé pour les anciens appareils.

Au lendemain des législatives, les radicaux étaient heureux que les Algériens aient refusé de participer au vote. Le nihilisme a gagné, les Algériens ont perdu ! Voyez-vous, le taghenanete et l'entêtement sont tout simplement suicidaires.

Aujourd'hui, il y a peut-être de nouveau une opportunité. L'État algérien doit se préparer à des évolutions. Avant d'être dans les institutions, la démocratie, le besoin de liberté et de justice sont déjà dans les têtes.

L'Algérie ira irrésistiblement vers une nouvelle forme de gouvernance. Il faut accompagner ce mouvement et agir en conséquence. Les premiers responsables de l'État en sont conscients. À ceux qui portent le projet du changement d'apporter des gages qu'il ne s'agit pas de mener le pays vers le désordre.

TSA. Quelles sont vos propositions pour arriver à ce consensus ?

D'abord créer les conditions d'un retour de confiance. Un dialogue sérieux et fertile peut grandement y contribuer.

Ensuite ouvrir significativement les médias et faire participer au débat national l'ensemble de la société politique (partis, syndicats ...). Il faut garder en tête que malgré tout, le processus demandera du temps, bien qu'il y ait urgence à le mettre en œuvre, sans confondre vitesse et précipitation.

Patience et détermination devront être les maîtres mots dans cette phase. Ensuite, une dynamique peut s'enclencher dans les domaines politiques, institutionnels et surtout économiques. Si le gouvernement réussit à mettre en œuvre une politique de développement fiable et efficace, alors beaucoup de nos soucis commenceront à se résorber.

Si les Algériens reprennent confiance, d'abord en eux-mêmes, tout deviendra possible. Dans 5 à 10 ans, l'Algérie pourra être métamorphosée. Il faut en convaincre les Algériens et leur offrir ce challenge !

Tribune de Zoheir Rouis ; « Tout vient à point à qui sait attendre »

Jiljadid.org 28/05/2022

Ceux qui se percevaient comme l'incarnation de la vraie opposition et de l'âme du Hirak, à l'exclusion de tout autre, commencent, bien malgré eux, leur examen de conscience au regard des résultats obtenus, et reconnaissent, petit à petit, les uns après les autres, qu'ils se sont fourvoyés dans des voies sans issues et laissés aller au populisme et à la démagogie.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire !

Les voilà donc revenir à la raison pour reconsidérer, pour certains avec courage, leur vision et perception et reconnaître que leur radicalisme, qui n'a rien à voir avec l'exigence démocratique, a gravement nui à l'unité de l'opposition et contrecarré les objectifs originels du Hirak d'établissement d'un Etat de droit par le dialogue, la bienveillance, l'écoute, le respect et l'acceptation des divergences. Autant de valeurs qui leur ont cruellement fait défaut et qu'ils ont combattu avec acharnement chez les autres, ceux qui les incarnent.

Le temps a fini par avoir raison de leur déraison, imposture et inconséquence.

Même si cette révision salutaire confirme qu'il ne faut jamais désespérer de l'être humain, elle démontre surtout la grave légèreté et l'extraordinaire amateurisme qui ont caractérisé l'action et l'agitation de ces derniers.

Aux yeux des Algériens, ils ne peuvent être désormais que disqualifiés pour prétendre représenter une quelconque alternative qui repose, de manière fiable et crédible, sur un travail politique sérieux et qui s'inscrit dans une démarche de construction démocratique et patriotique.

Naturellement, il restera toujours, ici et là, des hurluberlus jouant aux opposants radicaux. Ils demeureront complètement inutiles au pays dès lors qu'ils ont eu tout le temps nécessaire pour démontrer leur incompetence à imaginer et à mettre en œuvre une action collective organisée, sérieuse et ambitieuse. Ils se donnent des titres pompeux et des postures fallacieuses pour mieux cacher leur amateurisme et s'adonner au nihilisme et aux insultes, avec l'hystérie qui leur est coutumière. Ils utilisent pour cela des canaux et des tribunes qui leur sont offertes à dessein pour, selon les cas (pathologiques), nourrir narcissisme et égo, faire des affaires sur le dos de victimes expiatoires, au moyen de paypal, venger les vicissitudes d'une vie qui n'est pas comme ils auraient aimé qu'elle soit, ...

En insultant tous ceux qui ne partagent pas leur absurdité, en les considérant comme des traîtres et en usant de violence verbale, tout en couvrant (voire en encourageant) la violence physique à l'égard de leurs contradicteurs, ils se sont démasqués et révélés au grand jour tels qu'ils sont réellement, haineux et aux antipodes des valeurs qu'ils prétendent défendre. Conscients ou inconscients, ils deviennent à l'occasion les alliés objectifs des boulets qui entravent depuis toujours la marche de l'Algérie vers l'Etat de droit et des instruments au service d'officines et d'intérêts étrangers.

Mais la décantation politique est en marche !

Discours de Soufiane Djilali au 2ème Congrès Ordinaire de Jil Jadid 24-25 Juin 2022

Mesdames et Messieurs,

Excellences ambassadeurs de Palestine et de la RASD,

Chers invités,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Chers congressistes,

Honorable assistance,

Tout d'abord je tiens à remercier et à féliciter les membres de la Commission Préparatoire du Congrès et en particulier pour son Président et ses membres les plus actifs pour tout le travail accompli, pour leurs efforts incessants et pour la réussite de notre rendez-vous.

Qu'ils trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Par ailleurs, je remercie l'ensemble des membres de nos instances nationales et locales qui n'ont eu de cesse de déployer des efforts méritoires durant ces cinq dernières années, qu'ils soient au Secrétariat National qui a assumé l'exécution des tâches, au Conseil Politique, au Conseil Scientifique, au Conseil National ou enfin au niveau de toutes les coordinations de wilaya. Merci à toutes et à tous ces militantes et militants dévoués et loyaux souvent anonymes et discrets qui se sont associés à cette belle aventure, qui avant d'être politique est surtout une aventure humaine.

C'est avec émotion que je me présente aujourd'hui devant vous pour faire le bilan de Jil Jadid des cinq dernières années, riches de réalisations, de satisfactions et de progrès néanmoins accompagnés de difficultés et parfois de déceptions. Ces moments de défis, de joie ou d'endurance, nous les avons vécu tous ensemble. La majorité de celles et de ceux qui avaient entamé le combat avec nous, sont encore là vivants, parmi nous. Certains autres, malheureusement, nous ont quittés, bien trop tôt.

El Hadj Smaïl Saïdani, que Dieu ait son âme, compagnon de toujours, aura laissé à Jil Jadid, un legs inestimable tant l'empreinte morale qu'il a imprimé sur celles et ceux qui l'ont connu et côtoyé est encore vivante. Pour pérenniser sa mémoire, et ériger en exemple son sens patriotique et son engagement personnel pour l'Algérie, Jil Jadid décernera, chaque année et à l'occasion de l'anniversaire du parti, le 11 Mars, un prix national à son nom. Le prix Smaïl Saïdani sera attribué à une personnalité méritante pour ses efforts en faveur de l'engagement sincère pour le pays, pour sa jeunesse, pour ses actions ou pour la noblesse des idées qu'il aura défendues. Que Dieu réserve à ce compagnon de route, sa miséricorde et sa proximité en son vaste paradis.

D'autres compagnons nous ont également quittés pour rejoindre le Très Haut. Docteur Nasreddine Assal, membre fondateur et premier Président du Conseil Scientifique, Mme Kaltoum Harek, membre fondatrice du Conseil National, Abdelkader Seraf, membre fondateur Ils ont été des acteurs engagés et appréciés dans la construction de Jil Jadid. Au nom de tous les militants, et au nom de cette honorable assemblée, rendons-leur, encore une fois hommage et exprimons-leur notre infinie reconnaissance.

Que Dieu le Clément les récompense pour tout le bien qu'ils ont semé durant leur vie.

Pourtant et malgré la tristesse ressentie, cette évocation des compagnons disparus doit nous rendre encore plus fort. Leur engagement avec celui de beaucoup d'autres, sert la Nation,

prépare la relève et façonne une organisation politique qui sera, Si Dieu le veut, à la hauteur de leur sacrifice et qui comblera leurs espoirs qu'ils verront s'accomplir de là où ils sont.

Aujourd'hui, ce sont plusieurs dizaines de nouveaux congressistes qui sont parmi nous pour la première fois et qui auront aussi à porter leur part de responsabilité de l'avenir des nouvelles générations. Ce sont aussi plusieurs centaines de nouveaux militants à travers le pays et à l'étranger qui se sont intégrés officiellement dans les rangs du parti pour le construire et le consolider et qui sont en ce jour, représentés par leurs délégués des différentes wilayas. Enfin, ce sont des dizaines de milliers de nos concitoyens qui attachent de l'espoir à notre propre réussite et qui nous expriment, à chaque fois que cela est possible, leur sympathie et leur soutien.

Au moment de constituer notre parti, nous savions, nous les membres fondateurs, que l'aventure dans laquelle nous nous étions lancés serait longue, rude et semée d'embûches. Nous nous sommes alors armés de patience devant l'incompréhension, de ténacité face à l'adversité, de hauteur face aux calomnies, de modestie face aux succès, tout en avançant, pas à pas pour bâtir un édifice humain de qualité et qui contribuera efficacement au développement de notre patrie.

C'est donc devant vous, mes chers compagnons de route, anciens ou nouveaux et sous le témoignage de nos honorables invités qui nous ont fait l'amitié d'être aujourd'hui avec nous, que j'ai le devoir d'assumer notre bilan d'un premier mandat ordinaire (2017-2022), après le mandat constitutif et qui aura vu des bouleversements exceptionnels dans la vie politique nationale ; bouleversements auxquels Jil Jadid aura été partie prenante de manière active et visible.

Si en 2017 nous avons refusé de participer aux élections législatives puis locales, c'était pour dénoncer moralement un régime politique dévoyé dont les intentions et les actes allaient aboutir à la dissolution de l'Etat algérien et à la perte morale de la nation.

L'engagement de Jil Jadid dans la contestation, tant verbale que par les actes, durant ces années-là, nous avait préparé à être côte à côte avec nos concitoyens, lorsqu'un certain 22 février 2019 le peuple algérien a eu à remettre les pendules à l'heure des intérêts de la patrie.

Au moment fatidique, Jil Jadid était là, avec le peuple pour sauver la Nation.

Durant une année entière, nous nous étions mobilisés, dans la rue, lors des multiples conférences aux quatre coins du pays et à travers les médias, journaux, sites électroniques ou télévisions nationales et internationales, pour défendre le mouvement populaire et ses véritables objectifs : le changement en faveur de la construction d'un Etat de droit et la démocratie.

Cependant, nous n'avons jamais perdu de vue que le pays est encore fragile, que les lignes de fractures internes sont parfois béantes, que des intérêts exogènes peuvent s'engouffrer dangereusement dans nos propres divisions. Pendant que d'anciennes et de nouvelles figures découvraient l'« oppositionnisme » et certains, la subversion, Jil Jadid, toujours fidèle à lui-même, s'est attelé à agir dans le sens de la reconstruction d'une vie politique nouvelle empreinte de réalisme et de sagesse.

L'Histoire dira demain les motivations et le niveau de lucidité de chacun.

L'Histoire dira aussi que Jil Jadid a été encore là, lorsque l'Etat algérien était menacé !

Il n'empêche qu'au nom de nos convictions, nous avons eu à subir d'incessantes attaques qui visaient, paradoxalement Jil Jadid et ses cadres au lieu de s'en prendre aux vrais responsables des désastres nationaux. Cependant et comme le dit si bien un proverbe bien de

chez nous, « tout ce qui ne brise pas mon dos me renforce », Jil Jadid sort grandi de ces épreuves, ayant consolidé comme jamais sa confiance en ses choix et en sa vision optimiste de l'avenir de l'Algérie.

Jil Jadid est aujourd'hui une réalité politique, qui est identifiable par les valeurs qu'il incarne, par le discours qu'il porte et par ses ressources humaines de qualité. Pour nous, ce sont les prémisses et les matériaux pour construire un puissant parti politique, patriote, imprégné des valeurs nationales authentiques et qui a la capacité de contribuer, le moment venu, à moderniser le pays à vive allure.

Et justement, pour moderniser notre Algérie, il faudra engager une véritable réforme morale, clarifier les enjeux civilisationnels, résoudre les contradictions qui minent notre identité, notre unité, notre solidarité et notre efficacité dans un monde impitoyable pour les plus faibles.

L'Algérie ne se rassemblera pas autour d'un homme quel qu'il soit mais autour d'une volonté exprimant un dessein national, une vision porteuse d'espoirs et d'une fierté retrouvée. La construction d'une « Algérie forte et solidaire », telle que le proclame l'intitulé de notre congrès, peut en être un axe de ralliement. L'Algérie se traduit par la République et par des institutions démocratiques. La République sera forte par la cohésion interne de la société. Notre République devra être solidaire pour rassembler toutes les énergies citoyennes.

Notre démarche devra ainsi appuyer :

La participation à la construction et au renouvellement de toutes les institutions du pays. Jil Jadid devra contribuer par les faits au renforcement de l'Etat de droit.

La recherche des dénominateurs communs avec tous les acteurs politiques quelles que soient leurs orientations politiques pour peu qu'ils s'inscrivent dans une voie patriote, et qui pourraient constituer les éléments d'un consensus politique permettant à l'Algérie de stabiliser et de renforcer son Etat et sa cohésion interne.

Mener une politique économique et sociale en un équilibre qui permette un développement rapide et conséquent sans cependant abandonner sur le bord de route nos frères et sœurs qui ont besoin de la solidarité de tous. Sortir de l'esprit de l'assistanat et des politiques populistes à courte vue ne doit en aucun cas signifier la condamnation à la misère d'une partie de nos concitoyens.

Construire des institutions fonctionnelles et avoir l'appui de larges couches populaires de la société permettront à l'Etat d'engager une vigoureuse politique de développement économique et de défendre ses intérêts stratégiques face à des convoitises extérieures qui ne feront que s'exacerber.

La bureaucratie, la corruption, la cupidité et tant de maux sociaux devront être traités avec sévérité et célérité, la mobilisation des compétences devra se faire sur la base du mérite et des bilans de chacun. Le moment est venu pour envisager un renouveau national. Pour cela, il faut un désir d'avenir, une volonté de fer, un cap clair, une organisation intelligente, un projet de société.

Honorables invités, chers Jadidiens,

Un Congrès est un moment particulier dans la vie d'un parti. C'est le moment de mobiliser ses forces, de réinjecter de l'enthousiasme et de renforcer les liens d'amitiés entre tous les militants. C'est aussi un moment d'aboutissement d'un mandat, le moment du bilan.

Cela fait 6 mois que sous l'égide de la Commission Nationale Préparatoire du Congrès, tous les militants, sans exception, ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue, d'analyser la situation interne du parti, de relever ses points forts mais aussi parler librement de ses points faibles, sans complaisance.

La commission chargée de rédiger la synthèse des débats sur la stratégie du parti présentera lors de nos travaux les conclusions concernant notre fonctionnement et notre projection d'avenir. Sur la base de ses recommandations, des amendements ont été introduits dans nos statuts par la commission juridique qui mettra à l'épreuve du suffrage des congressistes ses conclusions. Ceci pour dire qu'une autocritique sérieuse et une évaluation de l'activité de nos différentes instances ont été abordées démocratiquement par l'ensemble des militants et sur une durée largement suffisante pour être fertile.

En plus d'un rééquilibrage des responsabilités au sein de l'exécutif entre l'instance présidentielle du parti et le Secrétariat National et d'un réaménagement conséquent de la composante du Conseil National par son élargissement autant au Conseil Scientifique qu'aux structures de wilaya, le parti doit dorénavant s'engager à s'ouvrir sur une base militante plus nombreuse et plus active.

Au plan doctrinaire et programmatique, je rappelle ici que notre précédent Congrès avait adopté notre « Projet de société » qui encadre notre vision d'avenir sur la base d'une analyse psychosociologique et anthropologique originale de notre société.

En effet, pour en résumer l'essentiel, il apparaît pour Jil Jadid, que la dynamique de l'évolution de notre société depuis notre indépendance est au cœur d'un processus de changement qui engendre à la fois du progrès, mais aussi de profonds troubles cognitifs. Notre société traditionnelle, fragilisée et en décalage par rapport à une culture occidentale offensive, s'est vu remettre en cause brutalement, sans préparation et surtout sans alternative claire par cette modernité singulière mais dite universelle. Le malaise qui s'en est suivi a poussé de nombreux concitoyens à se réfugier dans les extrêmes, qu'ils soient identitaires, religieux ou matérialistes.

Notre société a donc subi un choc des valeurs et des croyances qui lui a fait perdre ses repères, le contrôle de ses dynamiques internes et la maîtrise de son destin. A travers son projet de société, Jil Jadid propose à notre élite, de réfléchir ensemble sur cette modernité inévitable, nécessaire mais, par certains aspects, dangereuse lorsqu'elle est incomprise.

Oui à la modernité mais pas à n'importe quelle modernité. Celle-ci doit être pensée, et construite avec nos propres valeurs et dans le cadre de nos propres croyances qui ont fondé notre identité et notre spiritualité et qui sont à la base de notre sens existentiel. Si j'ai ouvert le sujet du projet de société, déjà acquis pour Jil Jadid, c'est pour le prolonger aujourd'hui avec un sujet tout aussi puissant que délicat et qui est en continuité avec lui.

Honorable assistance, chers amis,

En effet, si nous, en tant que citoyens algériens, nous nous posons des questions sur la voie à emprunter, le monde entier, également, est face à des choix qui engagent le destin de l'humanité. Les points chauds se multiplient à travers la planète manifestant une aggravation sensible d'une profonde crise qui risque de se transformer en conflit ouvert à tout moment. L'Algérie n'est pas une île isolée, d'autant qu'en ce XXIème siècle, nul ne peut prétendre à l'autarcie, même s'il était isolé au milieu d'un Océan.

Des relations tendues avec des voisins ou des partenaires peuvent se détériorer rapidement. D'autres fois, des amitiés qui semblaient stables et mutuellement bénéfiques s'écroulent sous l'effet d'enjeux géopolitiques qui les dépassent. Enfin, la crise économique et financière d'une

ampleur inédite est en train de se répandre dans un monde qui avait fini par croire que la prospérité, la consommation et la croissance étaient illimitées et que le progrès matériel finirait par vaincre toutes les difficultés à venir.

Or, aujourd'hui, la mondialisation est entrée dans une phase de reflux, l'énergie ainsi que les ressources naturelles, si nécessaires à la civilisation matérielle, se raréfient, la biodiversité est en danger, le climat se détériore créant des conditions de stress hydrique ou de violence météorologique d'exception compliquant la vie des terriens dont la démographie devient problématique. Mais, pouvons-nous nous interroger, d'où vient cette crise et comment et avec qui faire face aux défis qu'elle induit ?

En effet, il y a d'une part, l'idée d'une mondialisation, qui projette une forme unique de civilisation où les nations ne seront plus qu'un souvenir et où l'humanité deviendrait pour l'essentiel, uniforme, harmonisée par les forces du marché, régulée par la technocratie financière et s'appuyant sur une aristocratie mondialisée. Cette forme de gouvernance assurerait ainsi au monde entier, selon ses promoteurs, la prospérité et la paix, garanties par un imperium éclairé. La postmodernité technologique, culturelle et biologique, voire transhumaniste, serait l'assise de ce projet de société.

En face, c'est l'idée d'un monde multipolaire, avec des nations souveraines et des cultures diverses qui est l'attrait dominant ; un monde où les volontés politiques de chaque peuple seraient régulées par un droit international multilatéral, négocié au gré des dynamiques économiques, financières, sécuritaires et culturelles à l'image de l'ordre Westphalien étendu au monde entier.

Dans le premier cas, un pouvoir unipolaire hégémonique contrôlerait le monde qui finira cependant par sombrer progressivement dans l'anarchie et le chaos, les peuples anthropologiquement différents refuseront de s'y soumettre et finiront par se révolter.

Dans le deuxième cas, le monde multipolaire intégrerait un Occident nécessaire à l'équilibre général mais qui aurait, forcément, abandonné son projet mondialiste. La démocratie, l'Etat de droit et les libertés, seraient alors conjugués à la souveraineté des nations et à la diversité culturelle. En particulier, les peuples spoliés de leurs droits, à l'image des peuples Palestiniens et Sahraouis pourront recouvrer leurs droits humains inaliénables de liberté et de souveraineté.

Honorables invités, chers Jadidiens,

Les valeurs de démocratie, de liberté et de paix ont besoin, pour devenir une réalité, d'un ordre mondiale négocié, avec des institutions fortes dans lesquelles des contrepouvoirs effectifs s'organisent. Le monde multipolaire intègre, par définition, la multiplicité des projets et porte en lui la possibilité d'une démocratie entre les Nations.

Une loi internationale légitime, prenant en considération les intérêts de toutes les nations et s'appliquant à tous les pays devrait organiser un monde multipolaire, dénucléarisé et soucieux de l'avenir de l'humanité, qui elle, est de toutes les façons, assignée à résidence sur cette planète tellement maltraitée jusqu'ici !

Jil Jadid a tracé sa route. Que celles et ceux qui voudraient participer à bâtir cet espoir pour l'Algérie y trouve un accueil fraternel, des valeurs à partager et un instrument réaliste de coopération citoyenne. Jil Jadid organisera des espaces de débats, de discussions et d'échange des idées. Sous forme de forums, de conférences ou de rencontre, nous porterons, avec l'aide de Dieu, ce projet dont notre Algérie a tellement besoin.

Merci à vous tous, Merci à tous ceux qui d'une manière ou d'une autre ont permis à Jil Jadid d'exister et d'agir, Que Dieu le très haut, guident nos pas dans le droit chemin !

Vive l'Algérie.

Interview de Soufiane Djilali : A cœur ouvert avec Soufiane Djilali : « Le dialogue et l'écoute sincères sont la meilleure voie pour le pays »

Reporters du 14/07/2022 par Nordine Azzouz,

Quelle place Jil Jadid occupe-t-il dans le champ politique national ? Quelles sont ses positions par rapport aux grandes questions politiques, économiques, sociales et géopolitiques qui s'imposent aujourd'hui à l'Algérie ? Comment le parti apprécie-t-il l'action gouvernementale en ce temps de crise ? Comment voit-il les relations du pays avec ses voisins immédiats et ses partenaires traditionnels dans un contexte international chamboulé ? Son leader, Djilali Soufiane, qui ne s'est jamais exprimé ainsi depuis le congrès de fin juin dernier au moins, répond avec clarté et sans détour aux questions de Reporters.

Reporters : Lors de votre discours inaugural du dernier congrès du parti, on a retenu de vous la phrase suivante : « Jil Jadid a tracé sa route. » De quelle route s'agit-il ?

Soufiane Djilali : Vous savez, en Algérie, un parti politique est une aventure. Certains y voient juste une enseigne pour les élections, d'autres une tribune pour exprimer une colère, une revendication ou une ambition. Jil Jadid, lui, a fait le choix de porter un projet de société, autrement dit une vision politique à proposer au pays. C'est ainsi que nous avons fait d'abord une description anthropologique et sociologique de la société algérienne sur laquelle nous avons construit une proposition de démarche pour résoudre une problématique de fond, c'est-à-dire la contradiction formelle de nos valeurs traditionnelles avec une modernité inéluctable.

En réalité, nous sommes en pleine problématique de la dualité tradition-modernité telle qu'elle avait été abordée par plusieurs auteurs qui s'étaient intéressés à la dimension civilisationnelle du monde arabo-islamique. Il faut comprendre que la modernité n'est pas un kit complet qu'il s'agit d'appliquer par décret. Il nous faut, au contraire, la définir de manière endogène à partir de nos constituants identitaires et historiques et de nos valeurs intrinsèques pour aboutir à une société moderne équilibrée et fonctionnelle.

Jil Jadid s'est donc engagé sur une voie difficile qui demande beaucoup d'efforts et de sacrifices et dont les dimensions « politicienne » et électoraliste deviennent secondaires par rapport à l'objectif stratégique, celui de construire un parti politique qui soit le reflet de son projet.

Au sujet du parcours politique de Jil Jadid, peut-on justement considérer qu'il y a un avant et un après-congrès de 2022 ?

Si je devais identifier des phases de développement du discours de Jil Jadid, je dirais qu'il y a eu la période pré-Hirak et celle post-Hirak. Chacun sait que Jil Jadid avait mené une opposition sans concession au régime Bouteflika. Une fois la protestation populaire déclenchée et le régime précédent effondré, Jil Jadid, tout en accompagnant le Hirak, s'est engagé sur la voie du dialogue et sur la logique de la reconstruction des institutions. Si l'on devait évaluer ces choix, je crois que personne ne peut contester le fait que les événements nous ont totalement donné raison sur la première phase, puisque l'ex-pouvoir a été finalement condamné par le peuple, par l'histoire et par la justice !

Quant à la deuxième phase, nous n'en sommes qu'aux balbutiements. Jil Jadid a un projet et j'essaie en tant que son premier responsable de le faire avancer.

Pour bon nombre d'observateurs de la vie politique algérienne, on a du mal à cerner le positionnement de Jil Jadid. Serait-il une formation de droite, de gauche ou du centre ?

Oui, vous avez raison, Jil Jadid ne répond pas aux catégorisations classiques. Lorsque le message concernant notre projet de société sera saisi, il deviendra très facile à chacun de percevoir notre positionnement. Nous sommes pour une modernisation effective de notre société en s'appropriant des valeurs et des outils devenus incontournables dans le monde d'aujourd'hui. Nous avons besoin d'une économie moderne et productive qui nous assure la sécurité et un confort de vie convenable. Pour y arriver, il faut mettre en place des mécanismes institutionnels efficaces. Ces objectifs resteront de simples mots si derrière l'action des autorités il n'y a pas l'idée d'instituer des règles de droit et de démocratie. Car sans l'assentiment d'une grande majorité de nos compatriotes, nous ne pourrions pas faire face aux difficultés ni aux sacrifices nécessaires à notre développement. Il faut donc que l'action publique instaure la justice devant les efforts à fournir et protège les plus faibles. D'un autre côté, il faut libéraliser l'investissement et le fonctionnement économique. Justement, lors de notre congrès, nous avons donné la parole à deux honorables invités dont les positions sont sur les deux pôles, Nouredine Boudierba, ancien syndicaliste, ayant appartenu à un parti de gauche, qui a défendu dans son intervention la dimension sociale de l'Etat, et Mahfoud Kaoubi, économiste et financier, qui a défendu l'entreprise. C'est à nous, en tant que politiques, de trouver le bon équilibre qui favorise la croissance économique tout en offrant une qualité de vie convenable à tous.

A propos de la difficulté à suivre la ligne directrice du parti, ces mêmes observateurs disent ne pas la comprendre s'agissant de son rapport au gouvernement de M. Tebboune. Ils ne saisissent pas pourquoi Jil Jadid produit-il une critique parfois accentuée du système de gouvernance en place tout en acceptant le jeu des participations aux élections ? On parle de vous comme d'un courant d'opposition « soft » ou « bon chic bon genre » ...

J'admets ces remarques. Après 2019, le pays était dans un état de délabrement avancé. Le Président Tebboune a voulu un apaisement général et un dialogue pour reconstruire les institutions. Il y avait à faire un choix sur la stabilité du pays. Au vu de notre propre histoire depuis 1962 et surtout de ce qui se passe dans le monde, l'Algérie se devait de maintenir en place un Etat fort. Notre rôle n'est pas de pousser aux contradictions et à la montée des tensions. Cela ne mènera à rien de bon, sinon à aggraver la situation. Au contraire, je reste persuadé que le dialogue et l'écoute, à condition qu'ils soient sincères, sont la meilleure voie à emprunter pour le pays.

Il reste que Jil Jadid a son programme politique, économique et social. C'est ce programme que nous défendons. Nous sommes en droit de critiquer ce qui nous semble s'écarter du bon sens et de l'intérêt collectif et nous sommes aussi en devoir de contribuer à redresser le pays. Concernant notre participation aux élections, il s'agit pour nous de faire avancer nos idées, et pour cela, nous devons être en mesure de l'assumer. Les élections locales ou législatives sont une étape importante pour nous. Je sais que toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour une vraie démocratie et le processus électoral est loin d'être parfait. Il faut un peu de temps pour que cela soit construit. Ce qui m'étonne, c'est que les critiques quant à notre participation aux élections viennent de ceux qui avaient toujours accepté de siéger dans les Assemblées locales ou nationales. C'est donc hallal quand cela les arrange et haram quand cela ne les arrange pas ?

De toutes les façons, comme je l'ai dit au début de notre entretien, nous sommes au tout début de cette période post-Hirak. Je comprends l'impatience du simple citoyen devant la persistance de ses difficultés quotidiennes, mais je crois que l'élite doit avoir conscience que les destructions qu'a subies le pays durant trente ans ne se réparent pas en deux ou trois ans. Maintenant, malgré la complexité de la situation, il est indéniable que l'Algérie est en train de

reprendre sa place dans le concert des nations. Sa politique extérieure est de nouveau vigoureuse et exprime une souveraineté retrouvée. La conjoncture internationale nous procure quelques atouts géopolitiques. Je me réjouis que l'Algérie ait opté pour une politique équilibrée et qui anticipe, à mon avis, le sens de l'histoire. Je ne suis pas aux affaires, Jil Jadid est dans l'opposition, mais cela ne m'empêche pas de me réjouir des réussites, même relatives, de mon pays. Je suis heureux lorsque l'Algérie se fait respecter et qu'elle rehausse son image. Les derniers Jeux Méditerranéens et la cérémonie du 5 Juillet ainsi que les actions diplomatiques de ces derniers mois en sont de bons exemples.

Y aurait-il au sein de votre parti une culture de la « composition » et du pragmatisme qui lui interdirait la logique de la chaise vide, à supposer qu'il y en ait une dans un système hyper présidentieliste ?

Jil Jadid se construit sur un idéal sans toutefois perdre de vue la réalité. Nous ne détenons pas la vérité absolue et de ce fait nous essayons d'agir avec une dose de pragmatisme et de réalisme. Nous avons pratiqué la « chaise vide » en 2017. C'était pour de bonnes raisons et nous ne le regrettons pas. Les choses ayant changé significativement, notre position s'adapte. Je précise que sous le régime précédent, il n'y avait rien à attendre du pouvoir qui n'avait qu'un seul et unique but, celui de persister quel qu'en soit le coût pour l'Algérie. A quoi bon alors faire semblant de siéger dans une Assemblée dont l'élection n'était qu'une distribution de quotas ?

Aujourd'hui, le pouvoir est dans une autre configuration. Bien sûr, la nature du système de fonctionnement n'a pas fondamentalement changé, cela relève d'ailleurs plus de la mentalité en vigueur dans notre société que d'un choix mûrement réfléchi. Toutefois, un nouvel esprit bien plus positif est en voie de s'installer. Il est de mon devoir de contribuer à l'encourager au lieu de l'acculer et de le pousser de nouveau à la fermeture et au blocage.

Quel que soit le poids de ma parole, il reste que je peux la faire parvenir au Président de la République. Je crois que c'est bien plus efficace que de critiquer les choses sans pouvoir proposer de solutions en étant dans une posture de défiance permanente.

Concernant l'hyper présidentielisme de nos institutions, vous le savez, j'ai toujours été pour un Etat de droit, une démocratie réelle, mais en même temps d'un pouvoir fort. Je ne crois absolument pas au parlementarisme qui finit toujours par sombrer dans une forme de désordre politique. Les multiples expériences à travers le monde et l'histoire sont là pour pouvoir en tirer quelques bonnes leçons. Maintenant, un Président fort ne doit pas se transformer en autocrate. La limitation des mandats est une bonne clef prophylactique. Il faut la faire respecter.

Un Président fort peut faire des réformes puissantes. Un Président ligoté sera, par contre, désarmé lorsqu'il aura à faire des arbitrages douloureux.

Cette culture ne serait-elle pas une stratégie qui aurait été davantage marquée et confirmée par l'appréciation, plutôt critique pour ne pas dire négative, que vous avez fini par avoir du Hirak après la présidentielle de décembre 2019 ?

Il ne vous a pas échappé que Jil Jadid s'était beaucoup investi pour aboutir à ce jour mémorable qu'est le 22 février 2019. Ce jour-là, le peuple s'est mis à scander à l'unisson dans la rue, ce que nous disions depuis des années. Durant six mois, le Hirak a été une fabuleuse expérience. Mais comme toute chose, même les plus belles aventures, elle a une fin. Peu à peu, le mouvement populaire a été infiltré, troublé, déstabilisé, travesti et finalement éparpillé. Les réseaux sociaux étaient devenus subversifs et les discours politiques un monopole pour opportunistes de tous poils.

La grande majorité des Algériens avaient compris les manigances et s'était retirée petit à petit du mouvement, le laissant entre les mains de gens aux objectifs douteux. Cette tournure détestable du cours des événements a fait que Jil Jadid a choisi alors une autre voie.

Je reconnais que sur le moment, nous n'avons pas toujours été compris et que parfois nous avons même focalisé sur nous toutes les critiques qui auraient dû être adressées aux responsables de la crise et non pas à Jil Jadid. Dans cette situation, nous avons probablement une part de responsabilité. Jusqu'au Hirak, nous avons porté très haut le niveau de critique du pouvoir et nous représentions dans l'imaginaire populaire, une voie de changement radical. Notre position dialoguiste et en opposition par rapport à des revendications pseudo révolutionnaires d'une frange populaire, a probablement déçu les concitoyens. Nous étions absolument conscients de ce trouble que nous avons introduit dans la perception de l'opinion publique quant à nos positions. En mon âme et conscience, j'ai assumé totalement ce risque. Il faut comprendre que l'Algérie était dans une situation exceptionnelle. Il fallait du changement sans tomber dans l'effondrement de l'Etat. Si une partie des hirakistes n'avait pas conscience du danger réel, des organisations politiques par contre y travaillaient avec acharnement. Elles ont réussi à surfer sur les émotions populaires tout en infiltrant dangereusement le mouvement.

A Jil Jadid, nous voulions le changement mais pas la destruction de l'Etat. Je crois sincèrement que c'est aussi la position de l'écrasante majorité des Algériens. Le problème est que dans des situations exceptionnelles, c'est aux hommes politiques d'évaluer la situation et non pas aux faiseurs d'opinion de décider du sort de la nation. L'opinion publique est par définition influençable. Les moyens de communication de l'Etat et même du privé étant discrédités, ce sont les voix subversives qui ont eu le dessus.

Ceux qui avaient organisé les campagnes de dénigrement de Jil Jadid savaient pertinemment que nous ne méritions en aucun cas ces attaques, puisque nous n'avons jamais été au pouvoir. En fait, leur objectif stratégique, largement atteint, était de briser tout acteur qui aurait pu jouer un rôle dans cette phase cruciale en dehors d'eux-mêmes. D'ailleurs, rappelez-vous, toute personne ayant accepté d'aller au dialogue en était rapidement dissuadée par l'invective, la diffamation et même les menaces physiques.

Jil Jadid a résisté parce que sa position était liée à une conviction et à une analyse fine de ce qui se déroulait dans le Hirak. Aujourd'hui, il y a un début de décantation, les esprits retrouvent leur lucidité et le recul donne à chacun les moyens de mieux juger de la pertinence des positions des uns et des autres. Finalement, chacun sera jugé sur sa conduite.

Vous avez été reçu par le chef de l'Etat. Dans quel esprit êtes-vous sorti de cette audience ? A-t-elle modifié les éléments de l'analyse que vous faites depuis des mois de la conjoncture nationale ?

Le Président de la République a entamé un dialogue avec, en arrière fond, l'idée de ressouder les fractures dans la société politique. C'est une bonne chose. Pour le moment, il y a une conduite des affaires qui a sa cohérence. Le Président est plutôt dans une logique calme, mais déterminée. Il est important d'apaiser les tensions et de donner des gages à la société pour éliminer progressivement les soubresauts qui l'agitent. Je ne sais pas s'il réussira son pari de remettre le pays sur les rails, mais il a le mérite de le tenter. Nous verrons quelles seront ses prochaines décisions et quelle portée pourront-elles avoir. Nous jugerons au cas par cas, l'essentiel étant de préparer les bonnes conditions pour redémarrer le développement du pays.

Si l'on vous demande de résumer en quelques mots cette conjoncture, que diriez-vous ?

Mon sentiment est que le pouvoir est en train de retrouver une cohérence interne sans laquelle, de toutes les façons, rien ne peut se faire. Il y a du coup, beaucoup moins de tensions et les esprits sont en voie de se calmer. C'est une première phase. Maintenant, il s'agit de prendre des décisions claires et de manager correctement le gouvernement. Je déplore que celui-ci n'arrive pas à incarner un rôle politique plus dynamique. Il y a un manque flagrant dans la communication et le secteur de l'économie semble totalement inhibé, tant par la crise économique qui secoue le monde entier que par les retombées de la crise politique que nous avons traversée. L'appareil de l'Etat est léthargique pour ne pas dire en état de paralysie. A tel point d'ailleurs que des soupçons de sabotage interne fleurissent.

A mon sens, un changement technique au niveau gouvernemental s'impose. Il faut une dose politique plus importante et une dynamique inscrite dans une perspective économique claire. Les réformes ne doivent plus être différées.

Il n'y a pas longtemps, un politiste et juriste de renom nous disait l'impossibilité du fait démocratique réel en Algérie à court et moyen termes. Elle ajoutait que la violence (réelle ou symbolique) resterait le régulateur politique dans le pays. Qu'en pensez-vous ?

Cette question nous renvoie justement au cœur de notre projet de société. Vous savez, notre société s'est construite le long des siècles sur un socle traditionnel qui lui donnait une cohérence interne et un sens existentiel. Dans cette architecture, l'autorité sociale provenait des fonctions naturelles de chaque acteur de la société. Or, celle-ci, asymétrique dans ses rapports (homme/femme, parents/enfants, adulte/jeunes...), n'a pu s'adapter à la modernité qui, elle, fonctionne sur d'autres critères (individualisme, autonomie, autorité de la loi...). Pour empêcher son effondrement, la société a dû maintenir sa structure en transformant la nature de l'autorité, qui allait de soi, en un rapport de force permanent. L'autorité n'avait plus de légitimité naturelle dont elle jouissait, il ne lui restait donc plus que le rapport de force entre les dominants et les dominés pour maintenir la structure sociétale.

C'est donc la perte de légitimité de l'autorité naturelle par la transformation des structures anthropologiques qui est à l'origine du désordre que nous vivons et qui a mené une partie de la population à se réfugier dans l'islamisme ou dans l'identitarisme pour réfuter toute évolution de la tradition et garder une zone de confort sécurisante.

La pratique démocratique signifie au fond des rapports pacifiés et surtout rationnels entre les concitoyens. Remplacer le rapport de force par le rapport de raison en est une des conditions requises. Tant que la dimension émotionnelle domine la psyché des individus, il ne peut y avoir de démocratie stable et productive.

Il est donc logique que dans les sociétés en transition comme la nôtre, celles qui sortent d'un système traditionnel mais qui n'ont pas encore produit et intégré leur propre modernité, une forme de désordre, de troubles et de crises devient récurrente. D'où la nécessité d'avoir un régime politique suffisamment fort pour accompagner une évolution nécessaire mais en même temps risquée vers cette modernité qu'il s'agit par ailleurs de définir.

Il faut donc aller d'abord vers l'Etat de droit et préparer les esprits, depuis l'école, à la démocratie. Cela suppose l'intégration de nouvelles valeurs par les jeunes pour leur permettre ensuite de vivre la liberté dans le respect des autres. En résumé, la personne que vous avez citée dans votre question a, à l'évidence, raison. Maintenant, une fois le constat fait, il faut apporter des solutions. C'est justement le rôle du politique.

A la parade militaire du 5 Juillet, le chef de l'Etat a semblé symboliquement apparaître plus ancré dans son incarnation du pouvoir et des fonctions de président de la République. Y aurait-il, selon vous, après cet évènement historique, un nouveau moment politique dans la carrière du Président alors qu'il est déjà à mi-mandat ?

Comme le dit le proverbe « c'est en forgeant que l'on devient forgeron », l'expérience de Chef de l'Etat s'acquiert et n'est pas innée. Il est donc tout à fait naturel qu'après ces deux années passées à la présidence, M. Tebboune puisse porter avec plus d'aisance ses charges. Maintenant, je ne saurais vous dire les intentions du Président pour la suite. Il ne peut pas ne pas penser à l'avenir du pays, non seulement c'est légitime, mais c'est également un devoir pour lui. C'est donc à lui de tirer les conclusions de son expérience et de décider, dans le cadre constitutionnel, la meilleure décision à prendre pour le bien du pays.

Les mesures de grâce et d'« apaisement » prises par M. Tebboune sont-elles suffisantes à vos yeux ?

Il est indéniable qu'il vient de faire un geste de bonne volonté. La majorité des bénéficiaires sont des détenus de droit commun et cela est une tradition. Cette fois, les détenus du Hirak sont également concernés. Cela est très bien. Nous les avons toujours défendus même si nous le faisons discrètement. Il faut tourner la page des dissensions, cela ne peut que favoriser le dialogue et le renforcement de la cohésion nationale.

Le communiqué de la présidence sur ces mesures annonce, également, une « loi spéciale » en complément de celles promulguées jadis dans le cadre de la « rahma » et de la charte pour la paix et la réconciliation. Quel sens politique a, pour vous, cette annonce ?

Pour le moment, il est difficile d'évaluer cette mesure. Je sais cependant qu'un certain nombre d'Algériens exilés, qui avaient quitté le pays dans les années 1990, ont pu de nouveau rentrer malgré leur condamnation passée. Leur mandat d'arrêt a été vidé et ils ont pu de ce fait retrouver leurs familles. Il faut en finir avec les séquelles de ces années de malheur et se tourner vers l'avenir.

Quid de l'initiative du Président de « rassembler » les forces vives du pays ?

C'est un projet politique stratégique. Rassembler les forces vives ne signifie pas distribuer des postes ou des avantages, mais de créer les conditions de l'écoute, de l'échange, de la possibilité du débat serein. L'initiative appartient au Président de la République, mais il ne peut la concrétiser si de l'autre côté il y a de la réticence. Nous revenons donc à cette idée que la pédagogie peut amener au rapport de raison. C'est la seule voie qui peut entraîner à terme l'entente et la cohésion.

Le croyez-vous capable de mener les réformes surtout économiques qu'il a annoncées et prendre le risque de sortir d'un statu quo qu'encourage aussi bien la situation politique interne que la conjoncture pétrolière rendue favorable par la guerre en Ukraine ?

Le risque est de rester dans le statu quo et non pas d'en sortir. L'Algérie est très en retard sur ce qui se déroule dans le monde. Dans les années 1980, le système à parti unique s'était écroulé en Algérie et dans le monde. Les anciens pays communistes se sont alors engagés sur une voie libérale. Même la Russie ou la Chine ont alors joué le jeu de la globalisation et de la mondialisation. Ils en ont tiré d'énormes bénéfices. L'Algérie, durant cette période, avait sombré dans ses contradictions internes et régressé gravement.

Trente ans après, le cycle de la mondialisation se referme. Nous entrons maintenant dans une démondialisation. Les règles du jeu sont en cours de transformation. Nous ne devons pas rater le coche une deuxième fois. Il faut bien saisir le sens de ce qui est en train de se passer pour ne pas faire de faux pas.

La guerre en Ukraine est un symptôme local violent d'une reconfiguration du jeu des puissances mondiales. L'incontestable déclin de l'Occident pose de graves questions sur l'avenir du monde. L'Algérie a des atouts de premier ordre dans cette phase historique. Au-delà de la conjoncture pétrolière favorable, il faut percevoir une perspective à plus long

terme, celle qui positionne l'Algérie entre les deux mondes qui se dessinent. Nous pouvons être l'un des points de contact fertile entre ces deux mondes, un nœud géostratégique.

Jil Jadid a un avis sur les « opérations spéciales » en Ukraine...

Bien sûr. Nous avons très tôt réagi à cet événement. J'ai fait une contribution dans un quotidien national pour placer cette crise dans sa véritable perspective. Mon sentiment est que l'évolution de ce conflit a conforté notre point de vue. Par ailleurs, le Conseil scientifique de Jil Jadid avait organisé une conférence publique sur ce sujet. C'est vous dire l'importance que nous accordons à ce conflit.

Quelle analyse avez-vous des situations politiques et économiques au Maghreb ?

Lorsque vous regardez une carte géographique du monde, vous verrez très rapidement que le Maghreb, au Sud de la Méditerranée, a une position très sensible. Malheureusement, sa faiblesse économique, sociale et politique en fait un point mou sur le flanc d'une Europe qui a longtemps été le centre du monde.

Sans avoir à reprendre la théorie de McKinder du heartland et du rimmeland, reprise ensuite entre autres, Brezinski et de manière plus subtile Huntington, il est évident que le Maghreb forme, avec les Proche et Moyen-Orient un cercle extérieur très exposé sur l'échiquier mondial. Ce n'est pas pour rien que les conflits en Palestine, en Syrie, au Liban, etc. ne se calment pas. Ces conflits peuvent s'étendre très facilement à notre région d'autant plus que le Sahel est très largement déstabilisé, que la Tunisie est menacée et que notre voisin de l'Ouest s'est engagé dans une politique douteuse.

La relation avec le Maroc est au stade d'une « guerre froide » susceptible de passer à une « guerre chaude ». Quelle appréciation Jil Jadid fait-il des raisons et des conséquences de la détérioration du climat entre les deux pays ? Votre parti a-t-il une proposition de sortie de crise ?

Les Algériens et les Marocains sont deux peuples voisins et proches sur beaucoup de points. Cependant, l'histoire de ces deux Etats les sépare profondément. L'Algérie a récupéré sa souveraineté après avoir été annihilée par une longue colonisation, et ce, grâce à une révolution armée populaire. L'Etat algérien en est le produit. Cela a d'énormes conséquences sur sa formation, sa composition, sa doctrine, sa représentativité et sa logique. L'Etat marocain, lui, s'est construit sur le Makhzen en opposition à la majorité populaire du « bled essiba ». Etant constamment menacé par une remise en cause par le peuple, le pouvoir marocain s'est toujours appuyé sur des puissances étrangères pour se maintenir. Il n'a aucun scrupule à utiliser tous les moyens, y compris des concessions sur sa propre souveraineté, pour sa survie. Cela vous explique l'influence de certains lobbies étrangers ou la présence directe d'Israël dans le pays.

Nous sommes donc face à un sérieux problème. Si l'Algérie cède face aux ambitions du Maroc, elle finira par être engloutie dans des stratégies antinomiques avec notre idéal constitutif. Si, au contraire, elle résiste, elle risque d'être entraînée dans une « guerre chaude », comme vous dites.

Au vu de la reconfiguration mondiale des enjeux, il vaut mieux s'en tenir à nos positions de toujours et mieux se préparer à toutes les éventualités. Ceci ne doit pas non plus, nous priver de l'espoir que des changements structurels au Maroc peuvent survenir à tout moment. Espérons que cela se fera en faveur du peuple marocain et de ceux du Grand-Maghreb.

Quel regard portez-vous sur la situation que vivent nos voisins des pays du Sahel ?

La région vit une situation extrêmement difficile. Du point de vue humanitaire, nous ne pouvons qu'être très vigilants tout en exprimant par les actes notre compassion et notre fraternité. Il reste que ce que fait le Mali, le Burkina Faso et d'autres révèle une très grande volonté de s'affranchir des différentes tutelles étrangères. Le paradoxe est que non seulement le Sahel est pauvre, mais en plus il est exploité sans vergogne. Les dernières décisions de la Cedeao pour lever les sanctions contre le Mali est une évolution positive. L'Algérie doit rester très attentive et très impliquée dans les processus politiques qui s'y développent. La stabilité de cette région est stratégique pour l'Algérie.

La relation avec la France, un partenaire important à plus d'un titre, reste marquée par un processus de « dégel laborieux », selon les termes du chef de la diplomatie Ramtane Lamamra. Qu'en pensez-vous et que propose Jil Jadid pour la renouveler sur des bases moins conflictuelles ?

Oui, l'Algérie et la France sont des partenaires très importants. Sans avoir à énumérer les intérêts de chacun dans cette relation, qu'ils soient humains, économiques, historiques, politiques... chacun comprend qu'une coopération bilatérale de qualité peut être d'un très grand avantage pour les deux parties, alors qu'une mésentente peut devenir ingérable. Il faut dire aussi que la communauté algérienne en France est très importante et qu'elle peut devenir un facteur d'entente et de coopération entre nos deux pays au lieu de constituer un motif de tensions.

Par ailleurs, l'Algérie est bien pourvue en ressources énergétiques, mais a besoin d'investissements extérieurs conséquents dans l'industrie et les services. Dans l'autre sens, la France a besoin d'énergie, mais a les moyens d'investir dans de nombreux domaines tels l'agroalimentaire ou la PME/PMI en délocalisant certaines de ses activités énergivores hors de son territoire. C'est en recherchant les bonnes filières où cette coopération peut aboutir à une production concurrentielle que de nouveaux liens peuvent s'établir en s'affranchissant des freins du passé.

Tous ces éléments sont de nature objective. Le problème est que les rapports algéro-français sont d'une nature émotionnelle et relèvent d'un passé excessivement douloureux. Mon sentiment est qu'en France, la classe politico-médiatique traite une série de questions liées d'une façon ou d'une autre à l'Algérie, avec détachement, pour ne pas dire avec désinvolture ou même cynisme. Des responsables politiques réfutent trop facilement la nation algérienne, d'autres encensent le colonialisme dans les enceintes des assemblées ou sur les colonnes des journaux. Les discours amplifiés d'un certain candidat à la présidentielle ont un impact catastrophique sur notre opinion publique. Je sais que, par ailleurs, il y a d'autres courants politiques qui défendent des thèses opposées.

Pourtant, juste après l'Indépendance et jusqu'aux événements des années 1990, une communauté française vivait paisiblement ici en toute harmonie avec les Algériens. La page coloniale avait été tournée et les Algériens voulaient regarder l'avenir. Aujourd'hui, il y a un ressentiment très vif chez eux parce qu'ils ont le sentiment que la France n'a finalement pas accepté leur indépendance et qu'elle n'arrête pas de les juger, de condamner leur religion, de les mépriser avec des caricatures ou dans les meetings politiques.

La mémoire des peuples peut être très oublieuse pour certaines choses, mais extraordinairement puissante et rémanente pour d'autres. Et les Algériens savent se faire désagréables lorsqu'ils le veulent.

La France officielle devrait à mon sens rester très discrète sur tout ce qui concerne les affaires intérieures des Algériens et laisser la société civile, les hommes d'affaires, les femmes et les hommes de culture et de bonne volonté, tisser des relations d'intérêts mutuels dans le respect

et l'amitié. L'erreur fatale serait d'engager un rapport de force, comme l'a laissé entendre un ancien ambassadeur à Alger.

Les obstacles sont nombreux, souvent irrationnels mais les atouts pour un meilleur avenir sont incontestables. Aux deux peuples de dépasser leurs différends et d'aller vers un partenariat équilibré, respectueux et fructueux ! Cela est largement à notre portée.

Une dernière question sur la relation avec l'Europe, en direction de laquelle il y a le souhait de renégocier l'accord d'association. Est-ce une priorité, selon vous ?

Il n'y a pas de doute que cet accord devra être renégocié, non pas qu'il soit intrinsèquement mauvais mais parce que l'Algérie n'a pas les moyens de bénéficier de ses dispositions. Cet accord aurait été bon si l'Algérie avait des capacités de production et d'exportation conséquentes. Finalement, le commerce se fait dans un seul sens. C'est grâce aux hydrocarbures que la balance commerciale a tenu la route.

En réalité, la conjoncture mondiale est en passe de changer la donne et l'équilibre commercial et financier mondial est en pleine reconfiguration, ce qui suppose ipso facto une réévaluation des accords, en général, et celui avec l'UE, en particulier.

Je ne veux pas jouer les Cassandre, mais je pense que la construction européenne sera bientôt en question, en tous les cas, telle qu'elle est actuellement, elle ne semble plus pertinente. Les tensions internes qu'a mises en lumière la guerre en Ukraine et le déséquilibre monétaire flagrant entre le Nord et le Sud de l'Europe reposent la question de la viabilité de l'Euro et du système économique mis en place.

L'Algérie, doit en tous les cas, repenser ses relations économiques à la faveur des nouvelles donnes.

Soufiane Djilali « Je pense que le climat est à l'apaisement. Par contre, il s'accompagne d'un immobilisme »

WIN+ du 26/08/2022

Dans cet entretien Président de Jil Jadid, Soufiane Djilali pour le média en ligne Win+, évoque plusieurs volets allant de la politique intérieure à la nécessité de réformer, la richesse de notre communauté à l'étranger, la visite d'Emmanuel Macron en Algérie et enfin la géopolitique.

WIN + : Vous venez d'être réélu à la tête de Jil Jadid. Etes-vous satisfait du climat politique dans notre pays ?

Soufiane Djilali : Tout d'abord, mes félicitations pour la naissance de ce site. J'espère qu'il pourra contribuer au débat national tel qu'il le souhaite ses fondateurs. Alors bon succès !

Pour revenir au climat politique dans notre pays, il est difficile de donner une réponse claire dans l'immédiat. Le pays revient de loin. Vous le savez, notre analyse depuis la création de Jil Jadid en 2011 est que la politique qui était menée durant les deux derniers mandats de l'ex-Président était dangereuse pour l'Algérie. Nous l'avions alors dénoncé maintes fois. Nous disions alors que le pays se dirigeait vers le désordre et l'effondrement du régime. Notre peur, exprimée à chaque occasion, était que l'Etat risquait d'être totalement déstabilisé. Nous propositions alors avec insistance « d'aider le pouvoir à s'en aller ! ».

Cela n'a pas raté. Le 22 février 2019 fut le moment du basculement.

L'élection présidentielle du 12/12 était celle de tous les dangers. Le Hirak, vital au pays au début, se transformait peu à peu en danger pour l'Etat. Sous l'effet des manipulations anti algériennes, « la sagesse du peuple laissait place à la folie des foules » !

Une fois l'élection assurée, il fallait éteindre les conflits internes, re-stabiliser l'Etat avec ses institutions, initier le changement, refaire les institutions à commencer par la loi suprême, replacer l'Algérie sur l'échiquier mondial et relancer la machine administrative puis économique. Sans parler bien sûr de la période du Covid-19 qui a mis à terre l'économie mondiale !

Je fais ce rappel pour dire que la période passée était difficile et complexe. La dimension sécuritaire a alors pris le dessus.

Maintenant, je m'attends à ce qu'il y ait un début d'ouverture politique et médiatique. Car entre temps, la vie nationale, en dehors des campagnes électorales des législatives en juin 2021 et locales en novembre 2021, la scène politique s'est affaissée.

Cela ne peut pas perdurer. Il faut réanimer la vie politique, renouveler les débats et renouer le dialogue avec la société.

En un mot : la situation politique actuelle n'est pas satisfaisante bien qu'il y ait des raisons objectives à cela mais il est grand temps de mettre un nouveau souffle, sans plus tarder, pour remobiliser la société.

WIN + : Le champ politique est-il serein pour engager une bataille économique ?

SD : Je pense que le climat est à l'apaisement. Par contre, il s'accompagne d'un immobilisme qui lui, pose problème. Pour engager victorieusement la bataille économique, il faut que les Algériens se sentent concernés, qu'ils soient associés au plan de bataille, convaincus par la vision etc...

En un mot, il faut que les Algériens croient en leur avenir et aient envie d'engager cette bataille. Celle-ci ne peut pas être celle d'un gouvernement quelle que soit sa valeur. Bien entendu, il ne s'agit pas de faire l'unanimité sur le projet, mais celui-ci doit avoir un soutien populaire significatif. Dans le cas contraire, nous subirons une forme de sabotage par la passivité. Nos autorités politiques devraient prendre cet aspect avec sérieux et même gravité.

WIN + : Le problème est-il économique ou financier ?

SD : Il est d'abord politique. Un bon programme, managé par un bon gouvernement qui sache parler au peuple, un engagement sérieux d'acteurs politiques compétents et une politique pragmatique permettront de réunir les moyens économiques et financiers.

L'Algérie a un immense marché, la demande interne est forte et la production encore très faible. Il faut orienter les avantages vers tout ce qui est production et particulièrement dans les secteurs vitaux, telle l'agriculture.

La conjoncture mondiale est en notre faveur. Les hydrocarbures sont valorisés et notre position géographique exceptionnelle. Beaucoup d'industries européennes énergivores pourraient être intéressées pour venir s'installer en Algérie. En plus du faible coût énergétique, elles bénéficieraient de la proximité continentale. La Chine et la Russie ont bien compris les atouts de l'Algérie et veulent en faire une porte d'entrée pour tout le continent africain, au-delà de son propre marché. L'Europe, elle, hésite et semble ne pas toujours saisir les meilleures opportunités. A nous de faire valoir nos cartes !

WIN + : Que proposez-vous au gouvernement pour aller de l'avant ?

SD : En toute humilité, je pense que l'actuel gouvernement, à part quelques ministres de valeur, devrait être largement renouvelé. Il faut un gouvernement politique. La technocratie, c'est bon, mais elle a ses limites.

Le plus grave problème de ce gouvernement est son incapacité à communiquer. Le Chef de l'Etat se retrouve seul face aux problèmes et doit tout assumer. Cela finira par être handicapant pour son action.

WIN + : Accepteriez-vous de rentrer au gouvernement pour prendre vos responsabilités et mettre la main à la pâte ? Y a-t-il un sens à l'opposition dans notre pays ?

SD : Y a-t-il un sens à l'opposition ? Cela dépend de la définition que l'on donne à cette dernière. Si l'opposition signifie le nihilisme, la réponse est clairement négative. L'opposition devrait être en mesure de garder son autonomie pour dénoncer des faits qui pourraient relever de l'incompétence, de la mauvaise gestion ou même de la corruption. Elle est également tenue de faire des propositions et de pouvoir les assumer en cas de besoin.

Faire de l'« oppositionnisme » pour apparaître au public comme Zorro et bomber le torse relève d'une discipline plus proche de la psychologie que de la politique.

Bien entendu, lorsque les conditions sont réunies, il faut contribuer à mettre en œuvre ses idées.

Les membres d'un gouvernement doivent être en harmonie par rapport à leurs propres convictions. Aujourd'hui, l'Algérie a besoin de reconstruire ses fondamentaux. C'est au Président de la République de concevoir la meilleure équipe gouvernementale possible.

WIN + : Personne ne doute de la bonne volonté du Président Tebboune à construire une véritable économie mais ça tarde à venir, comme l'automobile, le transport aérien et maritime, qu'en dites-vous ?

SD : Au commencement, il y a la volonté, puis la vision et enfin la pratique. Sincèrement, je pense que la première condition est là, sans aucun doute, la seconde est également en cours de clarification. Il reste la troisième étape qui est aussi la plus compliquée et la plus difficile à mettre en œuvre. Elle a besoin d'énormément de ressources humaines de grande compétence. C'est le défi qui doit être maintenant relevé. Il est de la responsabilité du Président de la République.

WIN + : La diaspora DZ ! Ne pensez-vous pas que laisser plus de 7 millions d'Algériens installés à l'étranger sans ministère soit un gâchis ou un mépris ? Que dites-vous à cette communauté ?

SD : Il est notoire que la qualité des ressources humaines fait la différence entre les pays. L'Algérie possède l'une des plus grandes communautés à l'étranger qui est formée et compétente. Je comprends parfaitement ses motivations profondes. J'ai vécu plusieurs années à l'étranger et je connais bien ce sentiment. Je rappelle que dans les années 70, Houari Boumediene justifiait les départs massifs des Algériens vers l'Europe et surtout vers la France en disant que c'est un passage obligé pour nos compatriotes pour apprendre la technologie, pour se former et finir par revenir au pays avec leur savoir-faire. Malheureusement, au lieu d'aller jusqu'au bout de cette logique comme l'ont fait la Chine, le Japon ou l'Inde, l'Algérie a fini par entrer dans un cycle de dégradation qui ne s'est arrêté qu'en 2019.

Les quelques informations que j'ai me laisse supposer que les autorités publiques commencent à prendre en charge cet aspect et que de très nombreux contacts se font

actuellement avec des membres de la diaspora en vue d'une collaboration, voire d'une réinsertion qui pourrait être planifiée.

Un mouvement de retour vers le pays pourrait aussi être provoqué par de grandes difficultés que va rencontrer notre communauté à vivre dans une Europe qui rentre dans un cycle de grave crise multidimensionnelle. Il n'y a qu'à écouter le Président français Emmanuel Macron pour s'en convaincre. Il vient juste de déclarer que la période de l'abondance et de l'insouciance est finie et que ses concitoyens devaient se préparer à des temps durs !

WIN + : Que pensez-vous de cette visite importante du Président français en Algérie ? Que voulez-vous lui dire ?

SD : La relation algéro- française a toujours été complexe. Aujourd'hui, des facteurs géopolitiques, énergétiques et financiers font que la France voit en l'Algérie un canal d'ouverture pour l'avenir.

Les deux pays ont chacun des intérêts colossaux dans cette relation. Cependant, il y a aussi des différences qui s'aggravent. La France est l'un des piliers de l'Union Européenne, elle-même très engagée dans la logique d'un Occident perçu de plus en plus comme ayant une volonté d'hégémonie, voire de prédation. Tant qu'il y a cet engagement pour un mondialisme forcené, qui veut imposer une postmodernité à laquelle sont allergiques les peuples non occidentaux, il y aura des limites drastiques à une évolution sereine des relations.

Les événements qui se déroulent en Ukraine, sont en même temps un révélateur d'une idéologie en action et une occasion pour repenser l'avenir du monde.

C'est à l'aune de ces évolutions que la relation entre l'Algérie et la France trouvera son équilibre.

WIN + : Voulez-vous rajouter quelque chose ?

SD : J'ose croire qu'un monde multipolaire favorisera alors l'apaisement des tensions, le respect mutuel entre les peuples et une véritable coopération entre les civilisations.

Dans le cas contraire, les tensions ne pourront que s'aggraver et s'accompagneront de désordres peut-être même de chaos, sinon de violence généralisée.

Cependant, pour ma part, je reste optimiste. Je pense que le monde va vivre une ou deux décennies de remises en causes avant de se stabiliser de nouveau dans une phase de renouveau.

Communiqué du Conseil Politique du 18/09/2022

Le Conseil Politique s'est réuni, au siège national, ce vendredi 16 septembre 2022.

Ce premier conseil de la rentrée a été l'occasion d'une revue générale de la situation du parti et de l'actualité nationale.

Le Conseil Politique adresse ses félicitations à l'ensemble des militants de Jil Jadid pour la réussite du 2ème Congrès Ordinaire tenu le 25 juin 2022 ainsi que pour le renouvellement des structures dirigeantes, appelées à apporter une nouvelle dynamique au parti.

A la lumière de la résolution « Bilan et stratégie d'avenir » adoptée par le Congrès, le Conseil Politique a mis en place le calendrier des activités ainsi que les objectifs politiques à atteindre pour les prochains mois.

Par ailleurs, le Conseil Politique a débattu de la situation politique du pays et considère :

Sur le plan interne :

L'Algérie a besoin plus que jamais d'entamer de larges et profondes réformes dans divers secteurs de la vie nationale et en particulier dans le fonctionnement de son économie.

Les efforts de soutien à la production et à l'investissement dans les startups sont à encourager. La levée des blocages administratifs pour les nombreux projets économiques en souffrance doit être poursuivie.

Cependant, la bureaucratie, la multiplication des méandres administratives et la gestion clientéliste de certains secteurs rentiers vont à l'encontre des déclarations et engagements des autorités supérieures de l'Etat.

Les multiples difficultés apparues dans l'application de la nouvelle vision politique révèlent des résistances au changement, la sclérose des mentalités à divers échelon des responsabilités et la persistance ou, plus grave, la reconstitution de réseaux prédateurs actifs, anciens et nouveaux.

Il est vrai qu'une lutte contre la corruption est engagée et que de très nombreux anciens responsables se trouvent face à la justice.

Cependant, le traitement politique de ces dérives par les autorités ne peut justifier un immobilisme gouvernemental handicapant et un manque flagrant de communication. La vie politique du pays semble paralysée et le musellement implicite de toute parole critique renforce le sentiment d'une fermeture politique incompréhensible et à terme dangereuse.

Jil Jadid regrette et condamne l'utilisation abusive de la détention préventive dont celle qui concerne les journalistes dans le cadre de leurs activités professionnelles. Il y a là, un non-respect de la Constitution concernant la liberté d'opinion et d'expression. L'état d'esprit chez les professionnels de l'information est de plus en plus à l'autocensure et au désengagement par rapport à la dénonciation des faits répréhensibles. La neutralisation des journalistes nationaux ouvre la voie, malheureusement, aux discours nihilistes et destructeurs portés par ceux qui sont hors de portée des lois nationales et surtout prépare le terrain à de nouveaux excès, protégés par l'omerta et l'impunité.

Il ne peut y avoir de mobilisation nationale sans confiance populaire et dans ce cadre, un autoritarisme injustifié va à contresens de la volonté affichée par le Président de la République.

Les Algériens ont besoin de se retrouver, de dépasser leurs différends et de se tourner résolument vers l'avenir d'autant plus que celui-ci est chargé de défis. Ils attendaient une initiative de renforcement de la cohésion politique interne. Cependant, jusqu'à présent, rien ne présage d'une ouverture politique salutaire et un désenchantement s'installe insidieusement dans tous les esprits.

Sur le plan externe :

La crise énergétique prend dans le monde, une ampleur démesurée et si, pour le moment, ses retombées financières sont positives pour l'Algérie, il reste qu'elle pose des questions fondamentales et urgentes par rapport aux conséquences directes et indirectes sur le pays.

L'inflation à deux chiffres touchant nos partenaires de l'UE et l'appauvrissement brutal des couches les plus défavorisées, se répercuteront, non seulement sur le coût des produits et services importés de cette zone économique mais également pourraient provoquer un

mouvement de retour vers le pays d'une partie significative de notre communauté, la plus précaire, installée en Europe.

La probable déstabilisation économique et même sociale des pays de l'UE, pourrait être par ailleurs, à l'origine d'une vague supplémentaire de délocalisation de la petite et moyenne industrie qui recherchera alors un environnement énergétique plus clément et des marchés nouveaux plus attractifs.

L'Algérie possède d'immenses atouts qu'elle pourrait faire valoir dans une coopération multilatérale pour son développement, en offrant des prix de l'énergie plus favorables, de la main d'œuvre concurrentielle et un marché potentiel avec accès au continent africain.

L'Algérie qui avait près de 200 milliards de dollars de réserve en 2009, n'avait pas osé s'engager dans une politique audacieuse pour acquérir des actifs de sociétés étrangères et développer son industrie et son commerce alors que la crise financière mondiale lui avait donné de grandes opportunités. Elle avait, au contraire, fini par consumer son capital dans la prédation et la gabegie. Elle ne doit pas, encore une fois, en 2022, laisser passer une opportunité historique pour sortir de son sous-développement inadmissible.

Sans avoir à brader nos ressources naturelles, un coût comparatif plus avantageux de l'énergie pourrait être un gage pour entraîner un transfert d'activités vers nos territoires ainsi qu'un gain technologique et commercial au bénéfice de notre jeunesse.

Pour compléter ce panorama critique mais qui offre néanmoins une perspective positive, il faut saluer les positions de l'Algérie à l'international. En effet, l'Algérie est de nouveau pleinement présente dans le jeu complexe des nations. Son rapprochement des BRICS mérite le soutien. Plus encore, l'Algérie est en droit de convoiter au moins un statut de partenaire au sein de l'OCS à l'image de plusieurs autres pays arabes. Cela lui donnerait une perspective hautement stratégique dans la nouvelle carte géopolitique qui se dessine.

Enfin, l'engagement de l'Algérie pour la réussite du sommet arabe le 1er Novembre est à saluer. L'invitation de tous les pays membres de la ligue arabe, et la présence attendue de la plupart des Chefs d'Etat, augure d'un sommet de qualité. En espérant que la lucidité politique et la solidarité des intérêts stratégiques d'une ligue à la recherche de son identité soient là.

Interview de Soufiane Djilali : « L'Algérie doit être construite par les algériens »

L'Expression du 26/09/2022 par Ali Amzal

S'exprimant sur les conditions et les enjeux de la rentrée sociale, Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, revient, dans cet entretien, sur la situation globale du pays et les défis qui restent à relever dans différents domaines.

L'Expression : La rentrée sociale de cette année s'est présentée dans de meilleures conditions que celles des années précédentes. Pensez-vous que cela soit le fruit des politiques publiques et des réformes qui ont été mises en place ?

Soufiane Djilali : Il faut dire que la rentrée sociale de cette année se déroule tranquillement, il n'y a pas de tensions visibles sur les secteurs ; cela est les résultats d'un travail qui commence à s'effectuer de façon sérieuse, notamment après des rentrées financières qui font que l'Algérie est à l'aise pour le moment et peut répondre aux besoins les plus urgents. Il reste qu'il ne faut jamais s'endormir sur ses lauriers. Il faut prendre à bras le corps la multitude de réformes qui deviennent absolument nécessaires. Ces dernières doivent concerner l'école, l'université, l'entreprise, le commerce, pour ne citer que celles-là. Nous avons bénéficié de

nombreux facteurs positifs, jusqu'à présent, il est nécessaire d'en profiter afin de renforcer, élargir et rendre plus prégnant la volonté d'aller de l'avant. Il faut que le gouvernement montre la voie, il est indispensable qu'il éclaire le chemin, afin que les Algériens, les opérateurs, sachent où ils vont et s'engagent avec plus de force.

Quel constat faites-vous sur l'aboutissement et le parachèvement du processus constitutionnel et électoral, entamé depuis trois ans ?

Il faut voir cela sur une trajectoire et non pas sur un moment donné. L'Algérie sort d'un moment de déstabilisation qui a été très fort durant les années 2019 et 2020. Lorsqu'on voit le nombre de hauts responsables qui sont démis, éloignés du pouvoir, ou face à la justice, il n'y a pas de commune mesure avec ce qui s'est passé dans les printemps arabes, ce qui s'est passé en Algérie c'est une vraie révolution qui a entamé, à un moment, la stabilité de l'Etat algérien.

Le processus du retour vers les institutions, quels que soient leurs résultats électoraux, demeure un facteur de stabilité. Aujourd'hui, je pense qu'on est sorti de la zone du danger, il faut aller rapidement vers la constitution de l'État de droit, construire la démocratie, faire fonctionner les institutions, afin de pouvoir concrétiser les réformes. Ce sont elles qui vont devoir constituer l'armature du développement du pays, d'autant plus qu'il y a une nouvelle géopolitique qui s'installe. Il est indéniable que des conséquences extrêmement lourdes vont découler du conflit en Ukraine. À ce titre, l'Algérie a plusieurs cartes à jouer. Il faut reconnaître que ces derniers mois, l'Algérie est en train de mettre tous les atouts dans son jeu. Elle se replace dans une géopolitique qui peut porter ces avancées. Il y a des données et des résultats qui découlent des choix qui ont été faits et permettent d'aller vers le mieux. Le plus important est de savoir comment recueillir ses fruits.

La scène politique souffre actuellement d'une absence flagrante de l'activité partisane, cela ne va-t-il pas à l'encontre des objectifs fixés, pour une meilleure avancée ?

Il y a des points faibles que nous vivons en interne. En premier lieu nous avons l'impression qu'il y a une désertification politique. Ce n'est pas la faute uniquement aux partis politiques. Nous portons bien une part de responsabilité, dans le sens où il faut être plus actif, plus visible, mais c'est un climat général. Le problème est que les partis qui ont de fortes représentations, notamment au niveau de l'Assemblée populaire nationale, ne sont plus visibles. Il faut absolument y remédier. Il en va de même pour les médias, où nous constatons qu'il n'y a plus d'intermédiation avec la population. Il n'y a plus d'interface. On voit bien que les journaux sont en train d'agoniser, il y a comme une forme de disparition insidieuse. Cela ne s'explique pas uniquement par la mutation technologique, il y a une faiblesse de propositions au contenu attractif. Le gouvernement doit faire attention à cela, car vider toute la scène médiatique de tout ce qui peut être attrayant va entraîner une stérilisation du champ médiatique, à l'intérieur et donner un espace hypertrophié à ceux qui sont à l'étranger et se permettent de critiquer à tort et à raison, et qui utilisent toutes les sources, sans distinction. C'est ce qui va créer une distorsion plus difficile à gérer. On attend, dans ce sens, une réaction du gouvernement pour créer une réelle dynamique de communication, de façon à donner une marge de manœuvre pour l'opposition et que le journaliste se sente protégé lorsqu'il dénonce ce qui ne va pas, sans risquer de répondre devant la justice pour tout ce qu'il dit, car cela ne travaille ni l'Etat de droit ni la démocratie.

Il y a des avancées indiscutables sur le plan économique, pensez-vous qu'elles vont être assez fortes pour affronter les résistances qui ont été à l'origine de nombreux retards ?

On a perdu 30 ans, au moins. Il y a une bureaucratie qui étouffe systématiquement toutes les initiatives, or l'économie, c'est, avant tout, la créativité, l'investissement, autant financier

qu'humain. Malheureusement, l'on constate que beaucoup de cerveaux vont à l'étranger, il y a un climat de méfiance, les gens ont peur, ils thésaurisent l'argent au lieu de l'investir de manière productive. Certes, les étrangers commencent à voir en Algérie des opportunités inédites d'investissement, mais ils la voient également comme une vache à traire. Il y a du gaz, du pétrole et des richesses à prendre, ce qui n'est pas intéressant pour nous. L'objectif est d'amener ces partenaires à investir et produire sur le sol algérien. Mais en premier, il faut ouvrir l'économie aux Algériens, qui, aujourd'hui, détiennent des capacités énormes. L'ancien état d'esprit qui a infiltré l'administration doit être combattu. Par ailleurs, il est important de passer à une numérisation à grande échelle, car les dangers persistent, dans la mesure où les réseaux de la corruption non seulement résistent, mais on a l'impression qu'ils se reconstituent. Cela étant, il est sûr que l'Algérie est mûre afin d'entrer dans une nouvelle phase, à condition que les acquis soient valorisés et que l'élite soit mise à contribution. L'Algérie doit être construite par les Algériens.

Pour revenir sur l'événement politique de cette rentrée, que pense Jil Jadid de l'importance et de la portée du Sommet arabe ?

Il n'y a pas de doute, que depuis plusieurs mois l'Algérie est devenue un peu au centre des préoccupations. Elle joue son rôle tant sur le plan arabe que sur le plan régional et international. L'intervention de l'Algérie afin d'essayer de réunir les différentes factions palestiniennes est un rôle extrêmement important, d'autant plus que l'Algérie est l'un des rares pays à pouvoir jouer ce rôle. Donc le Sommet arabe peut être l'occasion de redéfinir l'identité de ce conclave. À ce titre, la Ligue arabe peut être très intéressante à plusieurs niveaux, mais elle doit « potentialiser » ces capacités. Il faut cette action qui, non seulement se renforcera elle-même, mais renforcera le Monde arabe dans cette phase extrêmement sensible et délicate.

Comment se situe l'action de Jil Jadid par rapport à tous ces développements politiques, économiques et sociaux ?

Jil Jadid fonctionne selon un ensemble de principes. Il est évident qu'à partir du moment où l'État engage des moyens pour aller aux réformes et vers la construction de l'État de droit et de la démocratie, nous ne pouvons qu'applaudir et accompagner ce genre de politique, mais ensuite notre rôle est de relever les déficits, les failles, et les erreurs. Nous devons garder un œil ouvert et pouvoir critiquer avec une liberté de ton, afin justement d'aider cette évolution et ce changement. Autrement dit, quand les choses vont bien, on va manquer de le dire, mais on ne tombera pas dans un jeu d'hypocrisie, dans la mesure où l'on dénoncera, l'on également, franchement, ce qui ne va pas, ce qui peut constituer des sources d'analyse pour les pouvoirs publics.

Tribune de Zoheir Rouis « Que serait une démocratie sans partis ? »

Jiljadid.org 28/09/2022

Le fait que la 2ème « force » parlementaire, par le nombre, soit celle dite des « indépendants », c'est-à-dire celle des sans partis, n'est en rien un gage de bonne santé démocratique.

Il n'est donc ni souhaitable ni satisfaisant de faire la promotion, même suggestive, d'une vie politique réduite à des individus sans organisations structurées, ni projets de société et qui, par définition, ne peuvent remplir le rôle dévolu aux partis, en particulier en matière de formation des élites appelées à assumer demain des responsabilités publiques.

Par conséquent, il n'est pas rassurant pour une démocratie et pour le bon exercice du multipartisme, que la vie politique soit anesthésiée et finalement débarrassée des partis politiques, parce que méthodiquement affaiblis.

En responsabilité, personne n'a intérêt à éloigner les citoyens de la politique et de dégrader leur perception des partis.

Que les partis politiques algériens aient des axes de progrès est un fait.

Mais il est un autre fait établi : les partis ont agi durant plus de 20 ans dans un contexte de fermeture politique, d'hostilité exacerbée vis à vis du multipartisme et d'affaiblissement moral, par les procédés les plus vils qui soient, de sorte qu'ils soient perçus comme l'incarnation de la corruption et du népotisme.

La démocratie veut que l'État garantisse l'exercice politique qui permet aux partis d'incarner le multipartisme et une vie politique dynamique. C'est ainsi que des partis et des courants politiques forts, porteurs de projets de sociétés et de perspectives d'alternance peuvent émerger et représenter la volonté populaire.

Interview de Zoheir Rouis, Vice-président de Jil Jadid et président de Jil Jadid monde : Regard sur la scène politique : constat et perspectives

Jiljadid.org 19/10/2022 par Ramzy. A

Rédaction Jil Jadid : comment voyez-vous la scène politique après le renouvellement des institutions et après le parachèvement du processus constitutionnel ?

Zoheir Rouis : J'ai un regard mitigé sur l'évolution de la scène politique depuis le renouvellement des institutions constitutionnelles.

Dans le contexte qui était le nôtre, avec la chute du régime précédent et l'incarcération de ses principales figures, l'entêtement du pouvoir de fait qui a géré l'intervalle constitutionnelle à ne rien céder à la rue, les manipulations et l'instrumentalisation de certains acteurs, l'incapacité de la classe politique à parler d'une seule voix, le tout dans un environnement régional des plus hostiles, il était évident que tout cela avait engagé doucement mais sûrement le pays vers le chemin de la déstabilisation, celle-là même qui était à l'œuvre en Libye et en Syrie par exemple.

Dans ce contexte, il était extrêmement important de donner rapidement au pays des institutions qui consolident prioritairement l'Etat et lui donnent pleinement la légalité nécessaire. Mais cet impératif de légalité a malheureusement quelque peu négligé le besoin de légitimité qui lui est en principe inhérent dans un système démocratique, et qui aurait pu lui donner une plus grande adhésion populaire, à l'appui d'une communication forte sur le sens et les enjeux de l'heure et d'une mise à disposition et la mobilisation de l'ensemble des moyens nécessaires à l'expression de la pluralité. Au lieu de cela, on a laissé place aux sceptiques, aux suspicieux et aux nihilistes de tous bords qui ont eu tout le loisir d'éloigner les électeurs de la chose publique et de toute opportunité de changement.

Nous en sommes là aujourd'hui !

L'Etat est rétabli et consolidé mais les institutions élues souffrent de légitimité amoindrie.

Sommes-nous réellement sur la voie d'une démocratie, où les partis politiques sont de vrais protagonistes de l'activité politique ?

Constitutionnellement parlant oui !

Mais dans la pratique, nous en sommes encore loin.

Prenez par exemple la composition de l'actuelle APN, élue en 2021. Elle est majoritairement peuplée d'individus dits indépendants, des sans partis, accompagnés des derniers vestiges des partis qui ont servi l'ancien régime. L'impératif de légalité évoqué précédemment n'a, à l'évidence, pas imprimé au dernier scrutin législatif un caractère de transparence et d'équité suffisants pour mobiliser les partis et les électeurs, ce qui a laissé place aux anciens partis du pouvoir et aux sans partis. De fait, cette assemblée n'est pas incarnée par des partis de la majorité comme de l'opposition. Et quand une assemblée n'est pas incarnée par des partis, le débat en son sein et le travail parlementaire peuvent s'en trouver appauvris et désincarnés, ce qui pourrait avoir pour effet un déséquilibre en faveur de l'Exécutif qui n'a plus en face de lui une opposition partisane capable de challenger ses décisions, de porter des propositions alternatives et de contrôler de manière efficace son action. Par ailleurs, ce type de situation favorise le désintérêt des citoyens en l'absence d'enjeu politiques dans l'assemblée, sans parler du fait qu'il n'est pas possible dans ce cas de favoriser l'émergence de vrais protagonistes de l'activité politique comme vous le soulignez.

En effet, on ne peut pas former et renouveler les élites politiques d'un pays en dehors de tout processus naturel de formation politique qu'offrent les partis, ou à tout le moins, les plus sérieux et déterminés d'entre eux.

C'est la raison pour laquelle, la loi organique sur les partis politiques fait peser, à juste titre, sur les partis l'obligation de former leurs militants pour favoriser l'émergence de nouvelles figures afin de garantir l'alternance au pouvoir qui est un principe fondamental de la démocratie.

Par ailleurs, pour jouer pleinement leur rôle, les partis sont censés proposer et défendre un projet qui soit l'expression d'une alternative et qui soit en quelque sorte le fil rouge de leurs actions et positions à l'intérieur des institutions.

Mais si ces institutions sont majoritairement composées de sans partis, comment voulez-vous former les élites de demain porteuses de projets alternatifs et faisant vivre la démocratie ?

Pour aller au bout de la logique qui a présidé au renouvellement des institutions, le pouvoir a la responsabilité d'ouvrir davantage les espaces pour les partis et ces derniers sont en devoir de se mettre au travail pour se structurer, se doter de projet de société, former leurs militants, organiser le libre débat en interne et affronter les suffrages. Plus les partis se renforceront de l'intérieur et plus ils deviendront incontournables pour incarner la démocratie, le pluralisme et l'alternance au pouvoir.

Que pensez-vous de l'action des deux chambres parlementaires, en matière de contrôle du travail de l'exécutif ?

Compte tenu des éléments évoqués sur la composition de l'APN par exemple, il est clair que le rôle des députés dans le contrôle du travail du gouvernement reste limité et sans réel effet sur les décisions prises. L'absence d'opposition parlementaire fortement incarnée par des partis diminue la capacité de cette Chambre du parlement à mener l'action de contrôle du travail gouvernemental.

Par ailleurs, le fait que la majorité des députés ait été élue sur la base de projets individuels ne permet pas à ses membres de porter des projets de lois ou de peser fortement sur les propositions de lois du gouvernement pour les amender. Il y manque l'effet de groupe politique homogène porteur d'un projet alternatif.

Ce sont ces mécanismes qui permettent l'exercice de l'action parlementaire, apportent de la valeur aux textes de lois et permettent de contrôler de manière efficace le travail de l'exécutif et de répondre à la demande populaire qu'ils représentent.

Quel constat faites-vous de l'évolution de la situation socio-économique durant ces deux dernières années ?

Si on s'en tient qu'aux deux dernières années, il faut dire que le pays aura traversé bien des tempêtes, notamment avec la pandémie planétaire et les conséquences du désordre international entretenu.

Mais ce qui pose question c'est cette forme d'immobilisme du gouvernement et plus grave encore l'absence d'expression d'une vision et d'une ambition économique fortes pour le pays, sans parler des conséquences néfastes de la persistance des pratiques bureaucratiques.

Autant vous dire, que nous avons du mal à bien entrevoir le cap.

Naturellement, le désordre international actuel apporte avec lui, de manière purement conjoncturelle, des retombées positives en termes de ressources issues des hydrocarbures. Ce qui donne un peu de répit et permet au gouvernement d'assurer la redistribution et de différer à plus tard les grandes réformes. Or, tôt ou tard ces réformes s'imposeront à nous mais à quel prix ?

Pourtant nous ne manquons pas de précédents en matière de gestion de la rente sans stratégie de développement avec ce que cela a eu comme conséquences en termes de fragilisation de nos équilibres et de notre modèle social, mais nous persistons toujours dans ce confort dès lors que les prix des hydrocarbures permettent de distribuer sans compter au lieu d'engager les réformes nécessaires.

Le pays a besoin d'une stratégie de développement sur le long terme qui engage le pays à l'horizon de 2050 et les ressources dégagées par les hydrocarbures doivent être utilisées comme un levier pour cette stratégie. Ce n'est pas ce que nous constatons pour l'heure.

Comment voyez-vous l'évolution de Jil Jadid dans cette configuration politique ?

Jil Jadid est un jeune parti qui malgré les conditions d'exercice de la politique depuis sa création tente vaillamment de poursuivre son chemin en se plaçant depuis le début sur une trajectoire de long terme pour construire un vrai parti politique, un parti moderne dans son fonctionnement, patriote dans son essence et porteur d'un projet de société. Un parti qui a fait le choix de former ses militants afin qu'ils puissent incarner cette élite politique évoquée et qui dès le départ s'est inscrit dans une démarche de proximité avec les citoyens afin de se donner les structures nécessaires à son enracinement local.

Nous poursuivons ce travail entamé il y a peu finalement au regard de l'échelle de temps qui nous sépare de la création des 1ers partis politiques avec le multipartisme instauré en 1989.

Ce n'est pas chose aisée lorsque dès la création en 2011 vous faites face à un régime qui n'a qu'une seule envie c'est de tuer dans l'œuf toute voix discordante qu'il n'a pas réussi à briser ou à soudoyer avec les quotas et les passes droits. Ce n'est pas aisé non plus lorsque les citoyens ont toutes les raisons de se méfier des politiques au regard des pratiques de certains qui ont muselé leurs partis pour se maintenir à leurs têtes en dehors de toute règle et expression libre. Enfin, ce n'est pas simple non plus avec la défiance installée depuis des décennies vis-à-vis des élections compte tenu des mascarades électorales enchaînées.

C'est avec tout cela à la fois que nous devons agir et interagir et garder le cap qui nous permettra de démontrer et notre détermination et notre volonté de rénover l'exercice de la politique pour redonner confiance dans les politiques.

Quelles sont les opportunités qui s'offrent à la diaspora, pour jouer un rôle essentiel dans le redressement de la situation du pays ?

La diaspora algérienne a de tout temps et en toute circonstance, démontré sa volonté de contribuer au développement du pays et à l'épanouissement des Algériens.

Il y a là un gisement de patriotes, de talents et de compétences qui doit être l'une des priorités du pays, l'enjeu étant d'impliquer tous nos compatriotes à l'œuvre d'édification nationale.

Par son dynamisme, ses potentialités créatives et inventives et son ancrage dans la modernité, la diaspora algérienne peut susciter une émulation libératrice et stimulatrice pour notre jeunesse.

Notre pays a besoin du savoir-faire de notre communauté et peut tirer profit du capital « expérience », forgé dans un système économique ouvert. L'Algérie doit gagner tout ce potentiel humain, intellectuel et économique en créant les conditions nécessaires aux plans juridique, institutionnel, économique et socioculturel, destinées à tirer parti de l'expérience des membres de notre diaspora.

En ce qui nous concerne à Jil Jadid, nous nous y employons à travers Jil Jadid Monde tant la volonté de s'engager et de contribuer à la réussite de l'Algérie est une constance de notre diaspora.

Tribune de Zoheir Rouis : « Société civile ou société servile ? »

Jiljadid.org 01/12/2022

Promouvoir les valeurs de la citoyenneté est un objectif que doivent se donner les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et les partis politiques, a fortiori lorsqu'il s'agit de bâtir un Etat de droit, comme nous essayons de le faire depuis plus de trente ans.

Cette œuvre d'utilité publique ne peut être l'apanage du seul politique ou de la seule société civile, et encore moins l'exclusivité d'une société civile (sur)mobilisée par un pouvoir politique intéressé.

Société civile comme société politique ne sont pas en concurrence mais en complémentarité pour renforcer les valeurs de la citoyenneté. Chacune d'entre elles a un rôle déterminé et l'une ne peut remplacer l'autre sans porter atteinte au pluralisme politique et à l'ambition démocratique affirmée. Sauf si on cherche au fond à éloigner les citoyens de la politique et à contourner la volonté populaire et les espaces démocratiques élus.

Car dès lors que l'on tente, par des procédés plus ou moins grossiers, plus ou moins insidieux, d'opposer la société civile au monde politique, on cherche en réalité à réduire à sa plus simple expression le rôle des partis politiques, sous couvert de promotion de femmes et d'hommes neufs, des gens propres sur eux, présumés intègres et compétents.

Il n'échappe à personne que lorsque l'on fait la promotion de personnes « issues de la société civile » pour assumer des responsabilités politiques, on entend par là qu'elles n'ont pas antérieurement exercé de responsabilités politiques, et qu'elles n'étaient pas non plus membres d'un parti politique déterminé, que ce ne sont pas, ou ce n'étaient pas jusqu'alors des professionnels de la politique.

Sans rentrer dans le débat de la réalité de la virginité politique des concernés, l'enjeu est clairement ailleurs : le fait que des responsables politiques éprouvent le besoin d'appeler à leurs côtés des personnes qu'ils présentent ostensiblement comme étrangers à leur milieu est le symptôme d'un malaise de la représentation, l'aveu que l'on tente de passer outre une représentation politique par le biais de mécanismes institutionnels qui reposent tous en dernière instance sur le vote populaire.

Quelles que soient les qualités et les compétences des personnes en question, c'est là une solution fictive au manque de représentativité que ce recours aggrave plutôt qu'il ne la corrige.

En proposant une image idéalisée d'une société civile propre et experte pour assumer des fonctions politiques, on surfe sur la vague (bien entretenue) de critiques qui s'abat sur la classe politique, présentée comme étant « forcément » corrompue et incompétente.

Se faisant, on passe sous silence les nombreux obstacles infligés aux partis et au multipartisme durant des décennies, la corruption des esprits et la distribution des quotas pour mieux asservir des partis intéressés par les positions plutôt que par la mise en œuvre d'un projet de société, la formation de leurs militants pour en faire l'élite politique de demain et la construction de partis solides, au fonctionnement démocratique. Le tout pour jeter l'opprobre sur toute la classe politique.

C'est là un jeu dangereux qui flirte avec une forme de populisme et qui in fine ne construit pas la démocratie et finira par faire le lit des nihilistes et des extrêmes.

Par ailleurs, on devrait se garder de faire de la société civile un fourre-tout qui la viderait peu à peu de son sens.

Alors, au lieu, de sur investir la société civile pour lui octroyer un rôle qui n'est pas nécessairement le sien, on devrait ouvrir les canaux d'expression aux partis, renforcer leur rôle et leur donner les moyens de se construire, de proposer des projets et des programmes alternatifs et de former leurs militants pour incarner avec sérieux la classe politique de demain.

Interview de Soufiane Djilali : Bilan de Tebboune, libertés, Hirak : entretien avec Soufiane Djilali

TSA le 20/12/2022 par Makhlouf Mehenni

Soufiane Djilali est président de Jil Jadid. Dans cet entretien accordé à TSA, il s'exprime sur la situation politique, sociale et économique ainsi que l'état des libertés en Algérie.

Il esquisse aussi un bilan des trois premières années du mandat présidentiel, parle du Hirak et fait quelques propositions à même de mettre l'Algérie sur la voie de la croissance véritable.

Quel bilan faites-vous des trois premières années du mandat du président de la République ?

Il est difficile de faire un bilan précis, puisque le mandat présidentiel est en cours et que la situation est évolutive. Cependant, il est possible de repérer un certain nombre d'éléments tangibles.

D'abord et avant tout, le sentiment d'une nette stabilisation des centres de pouvoir. Tout le monde a conscience que le pays a traversé une période extrêmement dangereuse dès 2018

alors que l'armée et les services de sécurité étaient fragilisés par des tensions internes qui avaient mené à des purges, parfois accompagnées d'arrestations de très hauts responsables.

Si les institutions sécuritaires s'étaient divisées, nous aurions pu vivre une période cauchemardesque. La fin du cycle Bouteflika était grosse d'une explosion majeure dont nous n'avions cessé d'alerter en tant que partis d'opposition depuis au moins 2013.

Le quatrième mandat a été catastrophique pour la cohésion et la sécurité nationales ainsi que pour la souveraineté du pays. Après l'intermède du Hirak, et en cette fin de 2022, nous pouvons dire que l'Algérie a retrouvé une cohérence interne suffisante pour affronter la suite des événements. Sous cet angle, l'Algérie revient de loin.

Dans la foulée de cette stabilisation de l'appareil d'Etat, il est également notable que le pays ait retrouvé ses repères géopolitiques et qu'il redevienne de nouveau actif.

Le rôle de l'Algérie dans la réunification des factions palestiniennes, la relance de la Ligue arabe avec un sommet à Alger réussi et surtout les perspectives d'adhésion aux BRICS+ sont autant de points à l'actif du président de la République. Là aussi, incontestablement, l'Algérie réémerge d'une léthargie pour le moins irresponsable, sinon coupable qui avait duré près de vingt ans.

Enfin, si l'opinion publique n'est pas portée par l'enthousiasme, du moins il y a une sorte d'acceptation ou parfois de résignation devant une situation complexe.

Le monde autour de nous est en pleine dégradation. Les Algériens suivent les événements et savent par exemple que la vie en Europe est profondément perturbée par l'inflation, les pénuries, et maintenant par la récession qui pointe du nez avec tous ses effets négatifs. Le monde entier est en crise et de cela, les Algériens en ont conscience. Leur jugement sur la conduite des affaires du pays ne peut qu'être magnanime.

Cela dit, il y a aussi des échecs et des points faibles. D'abord, la classe politique est en déshérence, et cela n'est pas bon.

Le gouvernement a été formé et reformé à plusieurs reprises mais ne semble pas embrayer sur le réel. Ces derniers temps, le Premier ministre apparaît sur la scène internationale alors qu'il ne porte pas le programme gouvernemental auprès de la population.

En dehors des objectifs présidentiels définis lors de la campagne électorale, et quelques timides sorties dans les salons, le gouvernement ne semble pas apporter une quelconque plus-value et donne le sentiment d'être désarticulé. J'ai déjà fait part de mon jugement là-dessus et je le réitère.

Dans une situation de crise de confiance profonde telle que nous l'avions vécu à la suite de 2019, des hommes et des femmes politiques, qui ont un minimum d'expérience dans leur rapport aux citoyens, auraient été un plus pour l'action des autorités.

Il reste que ce gouvernement technocratique n'énonce pas clairement ses objectifs, ni sa vision pratique de la mise en œuvre d'un programme de développement cohérent et pragmatique.

L'Exécutif a, finalement, toute la liberté d'action puisque même le Parlement est d'une grande docilité, mais il n'en profite pas pour engager de vraies réformes, pourtant nécessaires au pays.

Il y a, certes, des velléités dans différents secteurs mais cela n'en fait pas une politique ambitieuse.

Peut-être suis-je sévère avec ce gouvernement, vu l'accumulation des dossiers non traités depuis trop longtemps. Je suis prêt à être plus indulgent mais je voudrai en être convaincu. Ce n'est pas le cas pour le moment.

Vous avez rencontré le président Abdelmadjid Tebboune à plusieurs reprises. Quelle est votre évaluation de ces consultations menées avec une partie de la classe politique, en termes d'incidence sur la situation politique ?

La dernière fois que j'ai été convié au palais d'El Mouradia remonte au mois de mai de cette année. Il y avait, à l'ordre du jour, l'idée de « *lem echeml* », de rassemblement et sous-entendu de consensus.

Depuis, les priorités ont apparemment été révisées. Je pense que le dialogue est toujours utile. Pour être franc avec vous, il y a malheureusement très peu de canaux de communication entre le pouvoir et l'opposition.

A ma connaissance, aujourd'hui et à part le président de la République qui reçoit épisodiquement l'opposition, personne n'effectue ce travail institutionnel pourtant nécessaire pour maintenir une communication transparente et une confiance mutuelle dans la pratique politique.

A moins que l'opposition soit considérée comme un danger ou un trouble-fête, il me semble nécessaire et tant que l'institution parlementaire ne remplit pas convenablement son rôle d'intermédiation, d'avoir des canaux de communication fonctionnels.

La scène politique est sclérosée et la classe politique inaudible. Pourquoi selon vous ? Faudra-t-il attendre l'approche de l'élection présidentielle de 2024 pour que les choses se remettent à bouger ?

Votre constat est vrai et je le partage. La scène politique a été vidée de sa substance. Les partis politiques sont considérés comme des entités inutiles.

N'importe quelle association de quartier reçoit des subventions conséquentes de la part des instances locales (APC, wilaya) ou nationales.

Un parti comme Jil Jadid n'a jamais reçu un centime de l'Etat. On ne peut pas construire une démocratie en étouffant les partis politiques, tout comme pour les médias d'ailleurs.

En disant cela, je ne défends pas une forme de liberté débridée où les passions deviennent maîtresses du jeu. Des règles claires et objectives doivent réguler un apprentissage de la démocratie mais soumettre les partis à des règles tatillonnes et à une forme d'ostracisme ne mènera pas au consensus dont l'Algérie a besoin.

A ce titre, j'ai eu l'occasion de lire un projet de loi sur les partis politiques. Si celui-ci devait être adopté tel quel, ce sera la fin du multipartisme !

Concernant Jil Jadid, en aucun cas nous n'attendons le rendez-vous des élections pour mettre en pratique notre devise, « *le devoir d'agir* » !

Malgré une ambiance générale morose, le Conseil scientifique de Jil Jadid a organisé cette année, en plus de deux conférences publiques auprès de notre diaspora, quatre autres conférences publiques à Alger sur des thèmes aussi variés que « *le rôle de la spiritualité dans la construction de la société algérienne* », « *les conséquences du conflit Russie-Ukraine sur l'Algérie* », « *quelle modernité pour l'Algérie* » ou « *quel modèle de développement pour l'Algérie* ».

A chaque fois, nous avons eu des conférenciers de haut niveau et les débats étaient de grande qualité. D'ailleurs, je tiens ici à remercier la présidente de l'APC d'Alger-centre, qui à chaque fois a mis à notre disposition une salle de conférence.

A part quelques médias, la couverture de ce genre d'activités reste très timide. Tout le monde est donc finalement responsable de ce désert politique mais aussi intellectuel.

J'en profite pour remercier tous les conférenciers, universitaires et intellectuels qui ont voulu participer à ces activités et regrette que d'autres aient décliné l'invitation en refusant de s'impliquer dans le débat.

Donc, pouvoir, classe politique et élite intellectuelle, nous sommes tous responsables, bien entendu à divers degrés.

Vous avez toujours considéré que l'échec du Hirak est imputable en partie à l'attitude des franges radicales du mouvement. Avec du recul, maintenez-vous votre lecture ?

Vous ne seriez pas surpris si je vous disais que plus que jamais je reste convaincu, que c'est bien une forme de radicalisme naïf et entêté qui a relativisé le succès du Hirak.

Je dis « *relativisé le succès* » car pour moi, il n'y a pas eu un échec, sinon celui de ceux qui pensaient renverser l'Etat et devenir roi à la place du roi. Il y avait eu la possibilité de dialoguer avec le pouvoir.

Une majorité de citoyens étaient de bonne foi mais d'autres activistes beaucoup moins. A la fin de 2019 et même au début de 2020, il y avait un risque évident de dérapage. Peu à peu, les passions prenaient une emprise considérable sur les esprits.

Et vous le savez très bien, la sagesse des peuples peut facilement se transformer en folie des foules. Sinon, j'insiste pour dire qu'au vu de l'histoire, le Hirak aura été un moment de consolidation du sentiment national, de retrouvailles entre les Algériens.

Nous avons donné au monde entier une image nouvelle et vivifiante de ce qu'est aujourd'hui l'Algérie. Et puis, dans les faits, l'écrasante majorité des dirigeants de l'Algérie d'alors a été renouvelée.

Rappelez-vous cette humiliation continue que l'on nous imposait à travers un président malade et handicapé, rappelez-vous l'hémorragie des richesses du pays, pillées par une bande de prédateurs, rappelez-vous la dissolution de l'Etat qui pointait à l'horizon !

C'est incontestablement grâce au Hirak que l'Algérie est de nouveau sécurisée même si, loin de là, tous ses problèmes ne sont pas encore réglés.

Près de quatre ans après le déclenchement du Hirak, des dizaines d'activistes sont emprisonnés. Comment jugez-vous la situation des libertés en Algérie ?

C'est une question aux variables multiples. Les chiffres sont agités sans aucune précision ni du nombre ni des causes réelles pour leur détention ; pour la justice, il n'y a pas une catégorie qui s'appelle « *activiste* ».

Toutefois, je tiens à dénoncer les emprisonnements intempestifs d'innocents qui, après avoir subi une série d'accusations gravissimes et surtout maintenus en prison se voient acquittés par la justice.

C'est, il faut le dire, un bon point pour les juges de réhabiliter les innocents mais un mauvais point pour les procédures judiciaires aveugles et impulsives.

Trop de citoyens ont été sinon brisés, du moins profondément blessés, gratuitement. Je pense à certains qui ont été accusés de collusion ou de complicité avec le MAK, à certains journalistes pour des articles anodins qui avaient fâché tel ou tel ministre, ou à certains blogueurs ou bloggeuses de talent accusés et emprisonnés injustement.

Maintenant, il y a aussi des personnes qui commettent réellement des actes malencontreux ou carrément délictueux. Et ce n'est pas parce qu'ils ont marché un vendredi ou se réclament du Hirak, que la justice ne doit pas avoir prise sur eux.

Je suis désolé de le dire, il y a aussi beaucoup de manipulations de toute part. Quant à nous, lorsqu'il y avait matière à soutenir des prisonniers d'opinion, nous l'avions fait de bonne foi.

En tous les cas, sur ce dossier, l'Algérie devra fournir des efforts particuliers, et j'insiste sur le problème de la détention préventive qui est mise en œuvre trop facilement et au détriment du justiciable alors qu'elle devrait être exceptionnelle.

Le but de la justice n'est tout de même pas de briser la vie des gens mais de veiller à réguler les conflits de société et à appliquer en toute équité le droit.

Enfin, il faut préciser que plusieurs dizaines de détenus ont été libérés ces dernières semaines. C'est un soulagement pour eux, pour leurs proches et pour tout le pays.

Jil Jadid a échoué aux deux échéances électorales auxquelles il a pris part. Quelles conclusions ont été tirées en interne ? Que compte faire le parti pour se redéployer ?

D'abord laissez-moi vous dire que les résultats des élections législatives ne sont en aucun cas représentatifs du travail politique que nous avons mené depuis de nombreuses années. Les raisons de notre score sont nombreuses, certaines sont de notre ressort, d'autres pas.

Lors de la préparation de notre deuxième congrès ordinaire, nous avons très longuement abordé cette problématique ; une commission qui avait été présidée par Zoheir Rouis, notre vice-président, lui était consacrée.

La conclusion pour nous est que dans la phase actuelle de l'évolution de notre société, il y a une dichotomie entre l'action politique et les élections, entre le monde des idées et la réalité des circuits du pouvoir.

Ces derniers s'inscrivent dans un jeu où l'argent, les clientèles, l'appartenance régionale, voire tribale, sont les véritables leviers de la réussite ou de l'échec électoral.

Sur ce plan, Jil Jadid est démuné car antinomique dans son approche réformiste et moderniste de la politique avec les distorsions sociales. Faire du populisme et recruter à tout-va en acceptant la compromission avec certains milieux aurait pu nous offrir des sièges mais aurait amoindri fondamentalement notre objectif de réforme de notre société.

Il faut reconnaître que celle-ci est encore mal préparée au combat d'idées. Les citoyens peuvent être sensibles à telle ou telle idée, à telle ou telle proposition, mais au moment du vote, ils réagissent encore en fonction d'affinités d'intérêts directs (promesses de logements, d'emplois, de couffins du ramadhan...) ou de motivations inconscientes liées à leur identité (tribu, région, ethnie...).

Comme depuis les élections de 1991, l'élite dite moderne, pour sa part, ne veut pas mettre les mains dans le cambouis. Elle critique, s'épanche parfois dans les réseaux ou se tient carrément en dehors de tout enjeu national, pensant que son mutisme et son inaction la prémunissent et lui donnent en même temps la légitimité pour critiquer celles et ceux qui agissent.

Notre conviction est que nous devons mener la bataille des idées. Si nous n'avons pas aujourd'hui, en tant que Jil Jadid, beaucoup de sièges au Parlement ou dans les assemblées locales, nous accomplissons tout de même notre devoir en travaillant à préparer la voie à une modernisation vitale pour notre avenir qui commence par une émancipation citoyenne.

Cela vous explique pourquoi notre Conseil scientifique est si actif ces derniers temps, à travers les multiples et originales publications sur le site de Jil Jadid et surtout les conférences publiques qu'il organise.

La situation économique et sociale de l'Algérie s'est-elle améliorée ?

Votre question nous renvoie au début de cet entretien. En réalité, après l'effondrement des prix du pétrole dès 2014 et la gabegie générale du quatrième mandat, puis la déstabilisation du régime avec les changements imposés par le Hirak et pour couronner le tout avec la pandémie du Covid 19, le niveau de vie des Algériens s'est gravement dégradé.

Depuis, il y a un effort notable sur le plan macroéconomique pour rééquilibrer les fondamentaux. Il y a eu une forte réduction des factures d'importations et un retour à une balance commerciale positive.

Un effort particulier a été fait pour maintenir le pouvoir d'achat avec des revalorisations des salaires et l'institution d'aides sociales. Maintenant, il faut une véritable relance économique qui tarde.

Heureusement qu'il y a eu une remontée notable des prix des hydrocarbures depuis 2021. L'intention d'encourager la production nationale est clairement affichée.

La loi sur l'auto-entrepreneur vient d'être promulguée et apporte des facilitations et des innovations intéressantes à suivre. L'inflation cependant, en grande partie importée puisque notre production reste modeste, s'est emballée.

Cependant, au niveau microéconomique, les difficultés sont toujours là. Le consommateur se plaint des prix, des pénuries sporadiques se manifestent et la production nationale ne démarre pas sérieusement.

La gestion du secteur productif ou marchand du secteur public reste médiocre. Le secteur du tourisme par exemple pâtit d'anachronismes et d'anomalies handicapants.

Beaucoup de décisions sectorielles intempestives bloquent des producteurs ou les démotivent. L'institution d'autorisations administratives pour l'importation des intrants par exemple devient un facteur de désordre dans le marché.

A part les grands projets publics annoncés par le gouvernement, l'investissement, privé ou étranger, n'a pas été suffisamment relancé. La crise énergétique européenne aurait dû inciter le gouvernement à négocier des relocalisations d'activités sur notre territoire.

Je ne vois rien de sérieux là-dessus. L'Algérie ne pourra pas rattraper son retard économique toute seule. Il faut compter sur soi mais en même temps savoir utiliser les bonnes opportunités.

La Chine était encore considérée comme sous-développée il y a une vingtaine d'année. Elle a su, malgré un parti communiste unique, ouvrir son économie et bénéficier de l'apport technologique de l'Occident.

L'Algérie aurait dû avoir un PIB de 400 à 500 milliards de dollars par an et ne pas se suffire de 160 ou 180 milliards de dollars, liés directement ou indirectement à la manne pétrolière.

Que 70 % du budget provienne de la fiscalité pétrolière est tout simplement dangereux à terme. Au lieu de booster les opérateurs, encourager l'initiative, activer la Bourse d'Alger, mettre sous forme d'actions le capital des entreprises publiques à privatiser, rentabiliser ses grandes infrastructures, organiser des hubs aériens entre l'Europe et l'Afrique, devenir une économie dynamique... Eh bien au lieu de tout cela, le gouvernement s'occupe à emprisonner quelques commerçants parce qu'ils avaient en stock des bananes ou de l'huile, à envoyer des brigades de contrôles à de petites entreprises à peine encore viables et à mettre les bâtons dans les roues des chefs d'entreprise.

L'Algérie est trop grande pour accepter que ces pratiques deviennent la norme ! Le président de la République propose de grandes ambitions, en pratique nous avons souvent de la médiocrité, de l'incompétence et malheureusement encore beaucoup trop de corruption !

Y a-t-il un cap qui se dégage dans la politique économique du pays ou c'est toujours la navigation à vue au gré des fluctuations des cours des hydrocarbures ?

A ma connaissance, le président de la République veut engager de vraies réformes. Il a déjà avancé quelques mesures intéressantes. Cependant, il y a encore trop de blocages.

Je suis effaré quand je vois les zélés du bouteflikisme revenir au bercail par toutes les brèches. La haute administration est minée par les opportunistes et les clientèles.

Même les nouveaux dirigeants d'institutions publiques souffrent des pesanteurs des anciennes recrues et autres pistonnés. Souvent, malgré leur envie de réformer leur secteur, ils se heurtent aux vieux réflexes où népotisme et irresponsabilité dominent les esprits.

Vous avez parfois des institutions qui emploient des centaines, voire bien plus, de fonctionnaires mais restent très pauvres en compétence et riches en inertie.

Pour réussir les réformes, il faudra reconfigurer l'administration. C'est à ce niveau qu'il faut avoir de l'audace. Il faut recruter des jeunes compétents sur des profils d'excellence, changer la grille des salaires, faire des systèmes contractuels avec des objectifs à atteindre.

A terme, et de manière progressive, il y aura lieu de diminuer les effectifs pléthoriques qui sont un boulet qui annihile toute velléité de modernisation.

C'est par là que passera la réussite ou l'échec de notre développement : commencer par avoir une base de données objectives et fiables sur nos ressources humaines y compris parmi nos compatriotes de la diaspora, les injecter avec des objectifs négociés et bien rémunérés, dans nos instances de décisions économiques et mettre en place un nouveau paradigme de développement visant l'excellence, la qualité, le mérite etc.

Il faut très rapidement sortir de l'esprit de la rente et de l'accaparement des richesses opéré par une minorité qui instrumentalise essentiellement le pouvoir de l'administration.

La politique des œuvres universitaires par exemple est un scandale. Si la sphère économique reste sous l'autorité directe de l'administration, ce sera encore une fois l'échec pour le pays.

C'est là qu'une puissante communication, crédible, réaliste, vraie, serait d'une grande utilité. La gestion de ce secteur est d'une tristesse et d'un passéisme incompréhensibles.

Les télévisions privées sont retombées dans un conformisme digne des années 70 et des sites internet d'information toujours bloqués ! Et le projet de loi organique sur l'information n'incite vraiment pas au professionnalisme.

Nous avons besoin d'une réforme morale et mentale. Cela commencera lorsque l'école deviendra un outil d'émancipation, de préparation de l'enfant à la citoyenneté, à la créativité et à la responsabilité.

Pour le moment, l'école veut fabriquer des enfants-disques durs : la mémoire est devenue le critère de la réussite. Des étudiants en fin de cycle peuvent vous réciter un cours, avoir d'excellentes notes mais parfois sont incapables de vous en expliquer le contenu.

L'Algérie possède pourtant tous les atouts. Il nous reste à avoir la bonne vision et surtout le courage de la mettre à l'œuvre.

Il faut donner au peuple l'envie de se retrousser les manches, de savoir que par le travail il peut progresser sans avoir besoin d'interventions de tiers ni d'intermédiaires.

En résumé, notre problème numéro 1 est la ressource humaine. Elle existe mais apparemment n'est pas employable car le système ne la voit pas, elle ne répond pas à ses codes ni à ses critères de recrutement.

Tant que la compétence, le suivi de carrière sur des critères objectifs et le mérite n'interviennent pas dans les choix des responsables, nous répèterons l'échec.

Je sais que dire cela en étant dans le confort de l'opposition est bien facile et que dans la fournaise du pouvoir les choses deviennent compliquées.

Je sais que beaucoup de hauts dirigeants sont de qualité et que certains d'entre eux portent comme un fardeau leur responsabilité. Mais je sais aussi que trop de hauts responsables ne sont pas à leur place et que tant que nous ne transcendons pas nos inhibitions, nous ne serons pas à la hauteur de nos espoirs.

Tribune de Zoheir Rouis : « Réformer sans concerter ? »

Jiljadid.org le 28/01/2023

La méthode qui consiste à vouloir réformer sans concerter ne peut fabriquer de la confiance et emporter l'adhésion.

Il est temps de sortir de ce qui est légitimement perçu comme une forme de condescendance de technocrates qui croient savoir mieux que quiconque comment et quoi réformer.

Ce sont l'absence de communication, de dialogue et de concertation et les sempiternelles velléités de fabrication d'interlocuteurs vils et serviles, qui ont créés des blocages extrêmement dommageables dans la société et des ruptures de confiance telles que le moindre acte des pouvoirs publics devient suspicieux.

Et ce ne sont pas les décisions, a priori découvertes fortuitement, de dissolution de telle ou telle organisation, sur demande « discrète » d'un ministère, ou la circulation, sans concertations des principaux acteurs concernés, d'avants projets de textes législatifs d'importance, comme par exemple ceux sur les partis ou l'exercice du droit syndical et le droit de grève, qui démontrent aujourd'hui le contraire.

Après tout ce que le pays a connu un 22 février 2019 comme bouleversements et mobilisation populaire extraordinaire exprimant un profond désir de changement et d'expression de la citoyenneté, il est incompréhensible que le gouvernement n'en tire aucune conclusion utile pour approfondir et consolider la confiance par les canaux du dialogue direct, en suivant la voie ouverte en ce sens par le président de la République lui même.

A l'évidence, le pays est devant un hiatus handicapant par le fait de ne pas avoir, dans cette phase historique de l'après 22 février 2019, une assemblée nationale pleinement représentative de la pluralité des expressions politiques réelles et d'un gouvernement politique représentatif de cette diversité pour porter avec audace les réformes de rupture attendues, seules à même d'assurer un saut qualitatif suffisamment fort pour incarner le changement et rétablir la confiance.

Une confiance qui puisse consolider le pays et lui ouvrir des perspectives d'évolution politique pour construire un état de droit, l'épanouissement et le développement économique et social.

Intervention de M. Soufiane Djilali, Président de Jil Jadid, lors du 12ème anniversaire du parti.

11 mars 2023

Chers amis, honorables invités,

Merci à vous toutes et tous d'être parmi nous aujourd'hui pour célébrer le 12ème anniversaire de Jil Jadid.

Ce jour est pour nous l'occasion de faire notre bilan moral de ces dernières années, et de s'interroger sur notre parcours en tant que parti politique, sur notre place dans notre société, sur ce que nous avons pu faire et ce que nous voudrions faire, au bénéfice de notre peuple.

Jil Jadid a 12 ans

En effet, dans le feu de l'action, nous sommes exposés au risque de l'oubli des premières raisons pour lesquelles nous avons décidé de nous engager dans une vie publique, complexe, difficile et même risquée à certains égards sans avoir en retour la garantie d'un succès à la hauteur des sacrifices consentis par les nombreux militants, par nous tous.

Alors que les vagues du printemps arabes déferlaient à la fin de 2010, sur toute la région du Maghreb et du Proche Orient, et que l'Algérie risquait de se retrouver, une fois encore, dans l'œil du cyclone, nous étions quelques-uns à avoir décidé, ensemble, un certain 11 Mars 2011, d'agir en toute conscience pour contribuer à interpeller les Algériens à travers un projet politique d'avenir.

Pour nous, il était clair que notre pays avait besoin d'une nouvelle vision politique, d'une autre perspective que celle qui lui était assignée alors, et dont l'objectif était de concilier la dimension civilisationnelle à laquelle nous appartenons avec celle d'une modernisation nécessaire et vitale pour notre société.

Depuis son indépendance, la société algérienne était entrée dans une puissante dynamique de changements pour rattraper son retard dû à une longue colonisation mais qui, en plus des effets attendus, a malheureusement déstabilisé le corps social. Notre société traditionnelle a dû subir de plein fouet le choc d'une modernité que son élite politique n'avait pas pensé, ni ne maîtrisait et dont les possibles retours de flamme n'avaient pas été anticipés. Nous l'avons alors chèrement payé avec 10 années douloureuses d'une crise politique et idéologique dont les conséquences ont été dramatiques.

A l'issue du conflit dont l'existence de l'Etat national était l'enjeu, le pays était exsangue, affaibli et exposé aux pressions exercées par des intérêts géoéconomiques qui auraient pu l'aliéner de nouveau. Dès 1999, s'établit alors un régime conciliant, fait de petites ruses et de grandes corruptions. Peu à peu, et au nom de l'apaisement, le pays entraînait dans la collusion,

la facilité et la prédation. Au bout d'une dizaine d'année, le verrou de sécurité contre le dévoiement, à savoir la limitation des mandats présidentiels, fut levé. C'était le signal que tous les dépassements étaient permis. Cinq ans plus tard, l'Algérie avait à sa tête un faire-valoir alors que des oligarques affamés et sans vergogne se mirent à décharner le pays.

Les opposants alors se faisaient rares ! Il y avait ceux qui se la coulaient douce à travers les quotas des faux élus. Il y avait aussi les flûtistes pour amuser la galerie. Les deux qualités enfanteront les donneurs de leçons au nom du Hirak pour tromper l'opinion publique. Certains autres sont devenus notoirement les mercenaires attitrés d'officines anti-algériennes.

Je ne veux pas mettre ici, dans le même sac, tous ceux qui espéraient, voulaient et agissaient pour un changement réel et significatif du mode de gouvernance. Ils sont nombreux et le plus souvent humbles devant les sacrifices qu'ils ont consentis.

Le plus triste est que ceux qui se réclamaient de la démocratie, de la liberté et du progrès sont ceux qui ont le plus manié l'invective, la diffamation, le mensonge et la censure.

Le Hirak

Le 22 février, le Hirak populaire a été un moment exceptionnel. Quelles que soient les tentatives de sa récupération, il aura permis à l'Algérie de se débarrasser d'un régime qui mettait en danger la nation.

Jil Jadid s'était engagé, depuis plusieurs années dans cette voie du refus de la compromission. Il était là le 22 février 2019. Il était là vendredi après vendredi durant de longs mois. Il a porté en tout honneur, sa part dans la contribution du changement aux côtés du peuple.

Vous ne seriez pas surpris si je vous disais que plus que jamais je reste convaincu, que c'est bien une forme de radicalisme naïf et entêté qui a relativisé le succès du Hirak. Je dis « relativisé le succès » car pour moi, il n'y a pas eu un échec mais un succès relatif. A la fin de 2019 et même au début de 2020, il y avait un risque évident de dérapage. Peu à peu, les passions prenaient une emprise considérable sur les esprits. Et vous le savez très bien, la sagesse des peuples peut facilement se transformer en folie des foules. Sinon, j'insiste pour dire qu'au vu de l'histoire, le Hirak aura été un moment de consolidation du sentiment national, de retrouvailles entre les Algériens. Nous avons donné au monde entier une image nouvelle et vivifiante de ce qu'est aujourd'hui l'Algérie. Et puis, dans les faits, l'écrasante majorité des dirigeants de l'Algérie d'alors a été renouvelée. Rappelez-vous cette humiliation continue que l'on nous imposait à travers un Président malade et handicapé, rappelez-vous l'hémorragie des richesses du pays, pillées par une bande de prédateurs, rappelez-vous la dissolution de l'Etat qui pointait à l'horizon ! C'est incontestablement grâce au Hirak que l'Algérie est de nouveau sécurisée même si, loin de là, tous ses problèmes ne sont pas encore réglés.

La stabilisation de l'Etat

Aujourd'hui, il est indéniable qu'une nette stabilisation des centres de pouvoir permet d'envisager la situation avec plus de sérénité. Tout le monde a conscience que le pays a traversé une période extrêmement dangereuse dès 2013 alors que l'armée et les services de sécurité étaient fragilisés par des tensions internes qui avaient mené à des purges, parfois accompagnées d'arrestations de très hauts responsables. Si les institutions sécuritaires s'étaient divisées, nous aurions pu vivre une période cauchemardesque. Après l'intermède du Hirak, et en ce début de 2023, nous pouvons dire que l'Algérie a retrouvé une cohérence

interne suffisante pour affronter la suite des événements. Sous cet angle, l'Algérie revient de loin.

Un rôle international

Dans la foulée de cette stabilisation de l'appareil d'Etat, il est également notable que le pays ait retrouvé ses repères géopolitiques et qu'il redevienne de nouveau actif. Le rôle de l'Algérie dans la réunification des factions palestiniennes, la relance de la ligue arabe avec un sommet à Alger réussi et surtout les perspectives d'adhésion au BRICS+ sont autant de points à l'actif de l'Etat. Là aussi, incontestablement, l'Algérie réémerge d'une léthargie pour le moins irresponsable, sinon coupable qui avait duré près de vingt ans !

Une classe politique en déshérence

Cela dit, il y a aussi des échecs et des points faibles de la politique actuelle. D'abord, la classe politique est en déshérence, et cela n'est pas bon. La scène politique a été vidée de sa substance. Les partis politiques sont considérés comme des entités inutiles sinon nuisibles. Pourtant, on ne peut pas construire une démocratie en étouffant les partis politiques.

Des règles claires et objectives doivent réguler un apprentissage à la démocratie mais soumettre les partis à des règles tatillonnes et à une forme d'ostracisme et de marginalisation ne mèneront pas au consensus dont l'Algérie a besoin.

Sociologie politique

Certains pourraient me rétorquer que Jil Jadid n'a pu concrétiser, lors des élections législatives, un résultat probant. Laissez-moi vous dire que les résultats des élections législatives ne sont en aucun cas représentatifs du travail politique que nous avons mené depuis de nombreuses années. Les raisons de notre score sont nombreuses, certaines sont de notre ressort, d'autres pas.

Pour Jil Jadid, et dans la phase actuelle de l'évolution de notre société, il y a une dichotomie entre l'action politique et les élections, entre le monde des idées et la réalité des circuits du pouvoir. Ces derniers s'inscrivent dans un jeu où l'argent, les clientèles, l'appartenance régionale, voire tribale et l'influence des appareils d'Etat, sont les véritables leviers de la réussite ou de l'échec électoral. Sur ce plan, Jil Jadid est démuné car antinomique dans son approche réformiste et moderniste de la politique avec les distorsions politiciennes. Faire du populisme et recruter à tout va en acceptant la compromission aurait pu nous offrir des sièges mais aurait amoindri fondamentalement notre force morale pour réformer notre société. Il faut reconnaître que celle-ci est encore mal préparée au combat d'idées. Les citoyens peuvent être sensibles à telle ou telle idée, à telle ou telle proposition, mais au moment du vote, ils réagissent encore en fonction d'affinités d'intérêts directs (promesses de logements, d'emplois, de couffins du ramadhan...) ou de motivations inconscientes liées à leur identité (tribu, région, ethnie...). Comme depuis les élections de 1991, l'élite dite moderne, pour sa part, ne veut pas mettre les mains dans le cambouis. Elle critique, s'épanche parfois sur les réseaux sociaux ou se tient carrément en dehors de tout enjeu national, pensant que son mutisme et son inaction la prémunissent et lui donnent en même temps la légitimité pour critiquer celles et ceux qui agissent.

Notre conviction est que nous devons mener la bataille des idées. Si nous n'avons pas aujourd'hui, en tant que Jil Jadid, beaucoup de sièges au Parlement ou dans les assemblées locales, nous accomplissons tout de même notre devoir en travaillant à préparer la voie à une modernisation vitale pour notre avenir.

Les libertés

Au plan des libertés, l'ensemble de la société politique éprouve un malaise. Si tous les patriotes comprennent que l'autorité de l'Etat doit être réinstaurée, il faut cependant reconnaître une forme d'agitation désordonnée dans le recadrage de certains de nos concitoyens. Une main trop lourde contre les activistes mais aussi contre des citoyens qui expriment leurs désaccords sur la conduite des affaires du pays peut aboutir à l'effet inverse. Trop de pressions peuvent entraîner de la défiance, voire une forme de rébellion de la part de citoyens honnêtes. Une crise de confiance peut s'installer d'autant plus que les partis politiques, les syndicats et surtout les médias semblent paralysés. Seuls les agitateurs de l'étranger sont heureux de cette aubaine : le champ de l'opinion publique leur est libéré. Les télévisions privées sont retombées dans un conformisme digne des années 70 et des sites internet d'information sont toujours bloqués ! Et le projet de loi organique sur l'information n'incite vraiment pas au professionnalisme.

Si les politiques et les médias perdent leur crédibilité alors il n'y aura plus d'intermédiation entre les autorités et l'opinion nationale. Il est donc impératif de retrouver une liberté d'expression qui permette le débat public bien que celui-ci puisse être parfois désagréable pour ceux qui sont en charge des affaires du pays. C'est le tribut à payer pour créer un minimum de consensus.

Maintenant, il y a aussi des personnes qui commettent réellement des actes malencontreux ou carrément délictueux, transgressant les lois du pays. Et ce n'est pas parce qu'ils ont marché un vendredi ou se réclament du Hirak, que la justice ne doit pas avoir prise sur eux. Je suis désolé de le dire, il y a aussi beaucoup de manipulations de toute part.

En tous les cas, sur ce dossier, l'Algérie devra fournir des efforts particuliers, et j'insiste en particulier sur le problème de la détention provisoire qui est mise en œuvre trop facilement et au détriment du justiciable alors qu'elle devrait être exceptionnelle. Le but de la justice n'est tout de même pas de briser la vie des gens mais de veiller à réguler les conflits de société et à appliquer en toute équité le droit.

Paralysie du gouvernement

Concernant l'action de l'exécutif, le gouvernement a été formé et reformé à plusieurs reprises mais ne semble pas embrayer sur le réel. Ces derniers temps, le premier ministre apparaît sur la scène internationale alors qu'il ne porte pas le programme gouvernemental auprès de la population. En dehors des objectifs présidentiels définis lors de la campagne électorale, le gouvernement ne semble pas apporter une quelconque plus-value et donne le sentiment d'être désarticulé devenant plus une source de blocage qu'un organe d'impulsion et d'initiative. Dans une situation de crise de confiance profonde telle que nous l'avons vécu à la suite de 2019, un discours de vérité et une audace dans l'action auraient été salutaires. Malheureusement, l'exécutif n'énonce pas clairement ses objectifs, ni sa vision pratique de la mise en œuvre d'un programme de développement cohérent et pragmatique. Il a, au final, toute la liberté d'action puisque même le Parlement est d'une grande docilité, mais il n'en profite pas pour engager de vraies réformes, si nécessaires au pays. Il y a, certes, des velléités dans différents secteurs mais cela n'en fait pas une politique ambitieuse. Peut-être suis-je sévère avec ce gouvernement, vu l'accumulation des dossiers non traités depuis trop longtemps. Je suis prêt à être plus indulgent mais je voudrai en être convaincu. Ce n'est pas le cas pour le moment.

L'économie

En réalité, après l'effondrement des prix du pétrole dès 2014 et la gabegie générale du 4ème mandat, puis la déstabilisation de l'Etat avec les changements imposés par le Hirak et pour couronner le tout avec la pandémie du Covid 19, le niveau de vie des Algériens s'est

gravement dégradé. Certes il y a un effort notable au plan macroéconomique pour rééquilibrer les fondamentaux économiques. Il y a eu une forte réduction des factures d'importations et un retour à une balance commerciale positive même si cela s'est fait avec peu de discernement. Un effort particulier a été fait pour maintenir le pouvoir d'achat avec des revalorisations des salaires et l'institution d'aides sociales. Maintenant, nous attendons une véritable relance économique. Heureusement qu'il y a eu une remontée notable des prix des hydrocarbures depuis 2021. L'intention d'encourager la production nationale est clairement affichée. La loi sur l'auto-entrepreneur vient d'être promulguée et apporte des facilitations et des innovations intéressantes à suivre. Cependant rien de cela ne se concrétise significativement sur le terrain.

Cependant, au niveau microéconomique, les difficultés sont toujours là. Le consommateur se plaint des prix, l'inflation s'est emballée, étant en grande partie importée puisque notre production reste modeste. Des pénuries sporadiques se manifestent et la production nationale ne démarre pas sérieusement. La gestion du secteur productif ou marchand du secteur public reste médiocre. Le secteur du tourisme par exemple pâti d'anachronismes et d'anomalies handicapants. Beaucoup de décisions sectorielles intempestives bloquent des producteurs ou les démotivent. L'institution d'autorisations administratives pour l'importation des intrants par exemple devient un facteur de désordre dans le marché et met à mal les flux de productions. A part les grands projets publics annoncés par le gouvernement, l'investissement privé ou étranger, n'a pas été suffisamment relancé. Le capital amassé et thésaurisé n'est pas incité à revenir sur le marché. Au contraire, une forme de défiance fait fuir en masse des capitaux qui sont retirés de la richesse nationale.

Des opportunités à saisir

La crise énergétique européenne aurait dû inciter le gouvernement à négocier des relocalisations d'activités sur notre territoire. Je ne vois rien de sérieux là-dessus. L'Algérie ne pourra pas rattraper son retard économique toute seule. Il faut compter sur soi mais en même temps savoir utiliser les bonnes opportunités. La Chine était encore considérée comme sous développée il y a une vingtaine d'année. Elle a su, malgré un parti unique d'idéologie communiste, ouvrir son économie et bénéficier de l'apport technologique de l'Occident. L'Algérie aurait dû avoir un PIB de 400 à 500 milliards de dollars par an et ne pas se suffire de 160 ou 180 milliards de dollars, liés directement ou indirectement à la manne pétrolière. Que 70% du budget provienne de la fiscalité pétrolière est tout simplement dangereux à terme. Au lieu de booster les opérateurs, encourager l'initiative, activer la bourse d'Alger, mettre sous forme d'actions le capital des entreprises publiques moribondes à privatiser, rentabiliser ses grandes infrastructures, organiser des hubs aériens entre l'Europe et l'Afrique, devenir une économie dynamique, eh bien au lieu de tout cela, le gouvernement s'occupe à emprisonner quelques commerçants parce qu'ils avaient en stock des bananes ou de l'huile, à envoyer des brigades de contrôles à de petites entreprises à peine encore viables et à mettre les bâtons dans les roues des chefs d'entreprises. L'Algérie est trop grande pour accepter que ces pratiques deviennent la norme ! On ne peut pas conduire l'économie d'un pays avec des frustrations et un esprit jaloux de la réussite des autres. Disons-le clairement, le Président de la République propose de grandes ambitions, mais en pratique nous avons souvent, dans l'exécutif, de la médiocrité, de l'incompétence et malheureusement encore beaucoup trop de corruption !

La haute administration est minée par les opportunistes et les clientèles. Malgré les bonnes intentions de certains nouveaux dirigeants, les institutions publiques souffrent des pesanteurs des anciennes recrues et autres pistonnés. Souvent, malgré leur envie de réformer leur secteur, ils se heurtent aux vieux réflexes où népotisme et irresponsabilité dominent les esprits. Pour réussir les réformes, il faudra reconfigurer l'administration. C'est à ce niveau

qu'il faut avoir de l'audace. Il faut recruter des jeunes compétents sur des profils d'excellence, changer la grille des salaires, faire des systèmes contractuels avec des objectifs à atteindre, voire externaliser certaines activités. A terme, et de manière progressive, il y aura lieu de diminuer les effectifs pléthoriques des administrations qui sont un boulet qui annihile toute velléité de modernisation. C'est par là que passera la réussite ou l'échec de notre développement : commencer par avoir une base de données objectives et fiables sur nos ressources humaines y compris parmi nos compatriotes de la diaspora, les injecter avec des objectifs négociés et bien rémunérés, dans nos instances de décisions économiques et mettre en place un nouveau paradigme de développement visant l'excellence, la qualité, le mérite etc. Il faut très rapidement sortir de l'esprit de la rente et de l'accaparement des richesses opéré par une minorité qui instrumentalise essentiellement le pouvoir de l'administration. La politique des œuvres universitaires par exemple est un scandale. Si la sphère économique reste sous l'autorité directe de l'administration, ce sera encore une fois l'échec pour le pays.

C'est là qu'une puissante communication, crédible, réaliste, vraie, serait d'une grande utilité. La gestion de ce secteur est d'une tristesse et d'un passéisme incompréhensibles.

Une réforme morale et mentale

Nous avons besoin d'une réforme morale et mentale ! Cela commencera lorsque l'école deviendra un outil d'émancipation, de préparation de l'enfant à la citoyenneté, à la créativité et à la responsabilité. Pour le moment, l'école veut fabriquer des enfants-disques durs : la mémoire est devenue le critère de la réussite. Des étudiants en fin de cycle peuvent vous réciter un cours, avoir d'excellentes notes mais parfois sont incapables de vous en expliquer le contenu !

Sans ressources humaines de valeur, sans formation de qualité, sans introduction du mérite dans nos systèmes de recrutement, il ne peut y avoir de développement sérieux.

En résumé, notre problème numéro 1 est la ressource humaine. Pourtant, elle existe mais apparemment n'est pas employable car le système ne la voit pas, car elle ne répond pas à ses codes ni à ses critères de recrutement. Tant que la compétence, le suivi de carrière sur des critères objectifs et le mérite n'interviennent pas dans les choix des responsables, nous répèterons l'échec.

Je sais que beaucoup de dirigeants sont de qualité et que certains d'entre eux portent comme un fardeau leur responsabilité. Mais, je sais aussi que trop de hauts responsables ne sont pas à leur place et que tant que nous ne transcendons pas nos faiblesses nous ne serons pas à la hauteur de nos espoirs !

L'Algérie possède pourtant tous les atouts. Il nous reste à avoir la bonne vision et surtout le courage de la mettre à l'œuvre ; le peuple n'attend que cela !

Entretien de Soufiane Djilali, Président de Jil Jadid

Le Soir d'Algérie le 14 mars 2023

1-Vous venez de célébrer le 12e anniversaire de la création de votre parti que vous avez créé dans une conjoncture bien particulière de l'époque marquée notamment par les vagues du printemps arabe ...

Soufiane Djilali. Oui, absolument. La vague de contestation des régimes autocratiques s'était déclenchée en Tunisie dès décembre 2010. Les répliques n'allaient pas tarder à se faire sentir chez nous. Pour l'histoire, avec les premiers compagnons, feu Smaïl Saïdani (Rabbi

Yerhamou) et Zoheir Rouis, nous avons décidé de nous préparer à fonder un parti politique. Nous avons senti que le régime de Bouteflika ne pouvait plus perdurer sans lâcher du lest. Nous avons alors loué un petit local à Zéralda et commencé à prendre contact avec nos amis politiques pour les mobiliser. Le défunt ministre de l'intérieur, Daho Ould Kablia, avait nié au début toute possibilité d'ouverture aux nouveaux partis mais avait dit, que « le pouvoir n'arrivait plus à comprendre la jeunesse ! ». Le 11 mars 2011, nous nous sommes réunis dans une ferme agricole à Koléa. Nous étions une vingtaine de militants. Nous avons alors posé les premiers jalons pour notre action. Le 13 avril 2011, nous avons rendu publique la déclaration de principe de Jil Jadid. Le Soir d'Algérie était parmi le peu de journaux qui avaient accepté de venir couvrir l'évènement. Deux jours après, le Président de la République faisait son discours pour annoncer sa volonté d'ouvrir le champ politique ! Dès lors, il nous fallait organiser nos assises. Le 03 mars 2012 nous avons organisé notre congrès constitutif... le reste de notre action est connu, du moins par celles et ceux qui s'intéressent à la vie politique.

2- Quel bilan pouvez-vous en faire ?

Vous savez, un parti politique a une durée de vie comparable à l'humain. A 12 ans c'est encore l'adolescence... Mais bon, sincèrement, je pense que Jil Jadid a contribué pleinement ces dernières années dans la vie publique. Rappelez-vous le rôle actif que nous avons tenu au sein de la CLTD, puis de l'ICSO, le boycott des élections législatives et locales en 2017, Mouwatana, le Hirak etc... Sinon, il y a eu des hauts et des bas, des réussites et des échecs. L'essentiel pour Jil Jadid est qu'il ait formulé durant ce laps de temps, un véritable projet de société, qu'il possède un sérieux programme gouvernemental et qu'il ait formé beaucoup de jeunes cadres politiques qui pourront à l'avenir honorer le pays. Pour le reste, il n'a échappé à personne que l'action politique en Algérie est particulièrement complexe. La réussite peut se transformer en désastre et l'échec peut devenir une victoire. Ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que les fondateurs de Jil Jadid, sont et seront toujours fiers d'avoir tenté cette aventure et consacré leur vie entière pour contribuer à faire avancer l'Algérie, quel que soit le destin que nous réserve l'avenir.

3- Et puis vint le Hirak....

Nous l'avions appelé de tous nos vœux. Nous y avons également donné beaucoup de notre engagement. Je ne veux pas tirer la couverture vers Jil Jadid mais je pense qu'il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas reconnaître les efforts et la détermination qui ont été les nôtres pour en finir avec le régime précédent. Le 22 février 2019 a été un jour de bonheur complet, lorsque les Algériens avaient décidé de sortir dans les rues de toutes les villes avec une volonté inouïe, pour remettre les pendules à l'heure. Ensuite, comme toutes les révolutions, vous le savez, elles deviennent l'enjeu d'intérêts politiques ou pire, personnels. L'opposition s'est alors brisée sur les récifs des égos. Le 22 février, la plupart des futurs pseudos zaïms n'étaient même pas là. Pourtant, dès le 26 février, la course au leadership était déclenchée. Ce jour-là, nous avons invité le maximum possible de personnalités politiques d'opposition à une réunion au siège du parti. Nous leur avons proposé de travailler tous ensemble. Le refus avait été direct. Chacun pour soi avait été la réponse. Chacun se voyait le futur leader incontesté... d'où venait cette prétention ? Je me suis toujours demandé s'il n'y avait pas déjà des promesses dans les coulisses ...

A la fin de l'histoire, les mêmes erreurs stratégiques ont été répétées. Dès que le régime s'affaiblit, il tente une ouverture. C'est alors que l'opposition s'enflamme et exige le tout ou rien. Conforté par cette inaptitude de l'opposition à comprendre les enjeux, les décideurs referment les robinets. Rappelez-vous 1991. Il était exigé de l'armée qu'elle remette les armes et qu'elle accepte d'être jugée et condamnée sur la place publique. Un certain leader avait promis que les Algériens allaient « manger » les blindés ! En 2019, nous avons vu des agités exiger d'écrire la nouvelle constitution à la grande poste après avoir jeté « les généraux à la

poubelle » ! Résultat des courses : chacun est rentré chez lui en se faisant maintenant tout petit. Quant à ceux qui jacassaient de l'étranger, il est devenu évident pour tous les Algériens que nombre d'entre eux ne sont que de vulgaires mercenaires.

4- Si nous revenons un peu à la situation actuelle du pays, sur les plans, politique, économique, social.

Vous le savez, ce sont des secteurs imbriqués. Le politique doit donner la vision et l'impulsion nécessaire pour que l'économie puisse créer de la richesse qui, au final, doit être équitablement redistribuée. Trop de liberté économique peut entraîner des injustices sociales, trop d'égalitarisme (et donc forcément de dirigisme) finit par paralyser l'économie... Tout est dans l'équilibre subtil.

L'Algérie avait mis, dès le début, le curseur du côté de la justice sociale et du contrôle de l'activité économique. Après 60 ans d'indépendance, notre économie est restée improductive, sclérosée et de plus en plus déviante vers la prédation. Nous avons besoin d'une véritable ouverture économique et c'est à l'Etat de mettre un véritable cadre législatif transparent pour empêcher la constitution de monopoles privatifs au moyen d'une bureaucratie corrompue.

Aujourd'hui, il y a certes des efforts pour rétablir les grands équilibres financiers et relancer quelque peu la production. Malheureusement, mon sentiment est que la vision n'est pas claire au niveau du gouvernement. Il y a des velléités timides mais sans suite. Le pays est au milieu du gué mais ne sait toujours pas quelle rive choisir. Je vais vous dire franchement mon sentiment : les ressources humaines ne sont pas exploitées. Le problème de l'allégeance est récurrent. Les dirigeants ne font confiance qu'aux cercles les plus proches. Or, un Etat a besoin de beaucoup de compétences, à tous les niveaux. C'est là que le bât blesse. Trop souvent, les hommes de confiance sont chargés de responsabilités auxquelles ils ne sont pas préparés. Nous arrivons naturellement à l'application du principe de Peter, c'est-à-dire qu'on finit par confier aux personnes de confiance des missions qui vont au-delà de leur compétence.

Pour résumer ma réponse, le politique doit avoir une vision cohérente et claire des actions à engager, soutenir ses choix par un discours pédagogique et déterminé et enfin instaurer un système de gouvernance tant administratif qu'économique qui soit orienté vers l'efficacité et la qualité.

5- Le Chef de l'État a avoué des résistances à sa feuille de route. Qu'en dites-vous ?

Les résistances proviennent à l'évidence des personnes qui ont en charge l'exécution des politiques. Le système Bouteflika avait infiltré profondément tous les rouages. Il n'y a pas de doutes que ceux qui profitaient du système n'ont pas envie que les choses changent. Chacun s'accroche à sa zone de confort. Parfois, les gens sont de bonne foi mais l'ensemble des processus du changement ne sont pas fonctionnels. C'est pour cela que j'insiste sur la nécessité de réformes importantes. Tant que les hauts cadres de l'administration ne sont pas rémunérés à la hauteur de leurs responsabilités, le recrutement restera de faible qualité. Il y a à la fois trop de fonctionnaires, ce qui alourdit les budgets de fonctionnement mais en même temps nous avons une administration au mieux stérile, au pire elle est un facteur de blocage.

6- Il y a un point sur lequel il y a un consensus, le retour de notre pays sur la scène internationale...

Incontestablement, il y a eu un retour en force sur la scène internationale. Il est vrai que la doctrine diplomatique du pays avait pris son cap dès la guerre de libération. L'action à l'international avait été remarquable durant la période Boumediène et même de Chadli Bendjedid. Elle provient de notre ADN. Ce qui est paradoxal, c'est que celui qui avait eu

longtemps la charge de notre diplomatie durant la première période a été à l'origine de son extinction durant les vingt dernières années. Cela, évidemment confirme bien que, en son temps, c'était le Président Boumediene qui décidait de la stratégie et non pas son controversé ministre des AE réputé déjà pour son dilettantisme.

7- Avez-vous déjà été approché pour faire partie du gouvernement. Si c'est non, quelle serait votre réponse à une éventuelle sollicitation dans ce sens ?

Participer à un gouvernement pour un parti politique est tout à fait légitime. Cependant, il faut toujours inscrire ce choix dans le cadre d'une politique générale à laquelle chaque allié est tenu. Être dans un gouvernement peut être un honneur, incontestablement. Il faut juste qu'il y ait les conditions politiques pour une participation utile. Et ça, c'est plus compliqué ! Voilà le cadre général de notre réflexion. Sinon, pour être plus clair, je n'ai eu aucune proposition ces derniers temps. Et si cela devait être le cas, je réserverai ma réponse étayée au Président de la République.

8- L'APN vient d'adopter le projet de loi relatif à l'exercice syndical, un texte rejeté par la presque totalité des syndicats, y compris l'UGTA qui y voient une mise à mort de l'action syndicale dans le pays.

J'ai déjà fait part de mes réserves quant à la gestion des libertés. J'ai eu sous les yeux l'avant-projet d'amendement de la loi organique sur les partis politiques et ma conclusion est que s'il devait passer sans remise en cause, il signera la fin d'un réel multipartisme. En ce qui concerne les syndicats, il est vrai qu'il y a parfois pléthore dans certains secteurs, mais comme toujours, le traitement de ce problème ne doit pas légitimer la fermeture au pluralisme. Je crains bien que l'Algérie ne tire pas les bonnes leçons de ses expériences passées et qu'à chaque fois nous reprenons les mêmes méthodes qui ont déjà échouées pour essayer de corriger les distorsions qu'elles ont-elles-mêmes provoquées. Il y a comme une répétition obsessionnelle des mêmes choix perdants. Cela me rappelle le célèbre « mythe de Sisyphe ».

Avant tout, il faut gagner l'adhésion populaire à un programme ambitieux et en même temps audacieux. C'est difficile d'y parvenir surtout lorsque l'on a habitué les citoyens à une forme d'État Providence qui distribue à tout va une manne rentière sans se donner les vrais moyens de création de richesse. Tout le monde voudrait vivre la prospérité sans avoir à travailler et à fournir des efforts. Mais cela nous mènerait où ?

L'Algérie est dans une course contre la montre. Nous devons mobiliser tous les atouts et tous les moyens propres pour relancer une économie productive capable in fine de subvenir à ses propres besoins en se passant des entrées des hydrocarbures qui ont une durée de vie de quelques années. La conjoncture internationale est très favorable pour nous. Je ne comprends pas l'inaction du gouvernement dans ce domaine. Au lieu de s'occuper à mettre en prison des vendeurs de bananes (relaxés d'ailleurs par la justice) il faut plutôt négocier des relocalisations d'entreprises européennes, par exemple, qui sont à la recherche de sources énergétiques stables et sûres. Il faut encourager l'investissement en mettant en confiance les opérateurs et les détenteurs de capitaux. Je suis jaloux quand je vois certains pays saisir immédiatement les bonnes opportunités alors que nous les ratons bien que nous ayons toutes les conditions pour en profiter. Combien de citoyens Russes ont réinvestis leurs avoirs dans les banques algériennes ? Combien d'hommes d'affaires Allemands, Français, Espagnols ou Italiens ont relocalisé leurs activités en Algérie ? Pourquoi il n'y a toujours pas une bourse d'Alger digne de ce nom ? Pourquoi chaque circuit financier et économique doit toujours passer par les coulisses feutrées des ministères ?

La grande prédation a peut-être été éliminée avec une partie de l'oligarchie mais de nouveaux circuits sont en train de se reconstituer. Les mêmes causes entraînent toujours les mêmes effets.

Pour clore ce chapitre, la seule solution envisageable est une alliance de tous les patriotes et dans toutes les institutions pour mettre en application une feuille de route aux objectifs stratégiques discutés et bien définis. C'est notre chemin de salut !

« L'Algérie n'arrive pas à faire émerger une nouvelle classe politique de qualité »

L'Expression le 10/06/2023 par Ali Amzal

L'Expression : Quel regard portez-vous sur l'initiative lancée par le président du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, pour renforcer le front interne

Soufiane Djilali : il faut rappeler qu'il y a eu, par le passé, plusieurs tentatives de regroupement de partis. Pour ne pas remonter trop loin dans l'histoire, la dernière période de « règne » du président Bouteflika avait vu naître la CLTD (Coordination pour les libertés et la transition démocratique) qui avait réussi à faire bouger les lignes en tant qu'opposition. Cependant, en parallèle, il y avait eu aussi d'autres tentatives pour, au contraire, renforcer l'ancien régime avec en particulier, l'idée du « front interne » (El Djidar El Watani), avec les soutiens habituels, partis politiques et « société civile ».

L'objet de l'actuelle initiative serait ainsi de renforcer le front interne en symbiose avec le pouvoir. La question que je me pose est : comment des partis politiques aujourd'hui marginalisés, anesthésiés, sans pratiquement aucun rôle peuvent-ils décemment défendre la République ? Si les partis sont des instruments dociles entre les mains du pouvoir, quel qu'il soit d'ailleurs, s'ils n'ont pas de positions connues et affirmées indépendamment du pouvoir en place, comment pourraient-ils constituer un front crédible ? Les derniers scrutins, référendums ou élections législatives et locales ont montré que malheureusement les Algériens ne veulent pas se mobiliser pour l'action politique. Le choix fait par le président de la République, selon ses propres déclarations, pour la « société civile » montre bien que la classe politique est trop faible pour se présenter comme un front de défense interne. Les Algériens ne sont pas dupes et connaissent bien la culture politique ambiante.

Si un chef de parti, au nom de l'intérêt national veut se porter candidat ou soutenir l'actuel Président pour un deuxième mandat, cela fait partie du jeu. Sincèrement, au vu de la situation interne de l'Algérie et des immenses enjeux géopolitiques actuels, j'avais espéré une grande politique de renouveau, je m'attendais à un véritable nouveau souffle pour le pays. J'ai l'impression qu'au contraire, nous reproduisons toujours les mêmes schémas éculés, les mêmes anciennes recettes de cuisine. Finalement, l'initiative actuelle révélera rapidement ses véritables objectifs et surtout ses limites.

Le principe du renforcement du front interne étant partagé par tous, quel effet peut avoir cette action sur la scène politique ?

En dehors de quelques exceptions, connues de tous, les femmes et les hommes politiques sont généralement patriotes et refusent toute manipulation contre le pays. Ce n'est pas cela qui est en cause. Cependant, il y a toujours ces pulsions de prédation et beaucoup sont à l'affût de gains matériels et d'honneurs afin de flatter les égos. Il faut dépasser cet état d'esprit si l'on veut projeter l'Algérie dans une modernité maîtrisée. Le pays est encore fragile, car le lien entre gouvernants et gouvernés n'est pas encore raffermi et la confiance est loin d'être établie entre eux. Les citoyens ont une tendance claire à l'assistanat et au

comportement souvent passionnel. De l'autre côté, le pouvoir est devenu méfiant face à une société politique qu'il perçoit comme immature. Pourtant, pour consolider le front interne, il faut arriver à inventer un système politique qui apaise ces deux méfiances : celle du peuple face au pouvoir et celle du pouvoir face au peuple. Le Hirak aurait pu être ce moment exceptionnel pour mettre sur la même longueur d'onde peuple et pouvoir. Une partie de l'opposition, malheureusement, a été incapable de comprendre les vrais enjeux. Elle s'est mise dans un état d'agitation qui a, bien entendu, effrayé les décideurs.

Mais comment sortir de cet engrenage ? Un État fort ne l'est que grâce à une conscience populaire et une légitimité politique. Comment y arriver sans dérapage ? Tout le monde défend l'idée de l'État de droit et celle de la démocratie. Cependant, ces objectifs ne sont pas atteints passivement, bien au contraire, ils se construisent. Or, jusqu'à présent, l'État n'a pas proposé une pédagogie pour arriver à un équilibre entre la compétence des hommes et le choix populaire électif, libre des responsables.

Il y a une forme d'infantilisme de l'opinion. Il est urgent de rouvrir le débat. Je sais que la susceptibilité innée de l'Algérien est agressée par un discours franc mais il n'y a aucune autre issue pour arriver à une démocratie saine. Je suis tout à fait d'accord qu'il ne faut pas permettre les dérapages au nom des libertés. Cependant, il faut laisser les journalistes, les analystes sérieux et les politiques s'exprimer même s'ils sont en opposition avec les décisions du pouvoir. L'État doit aider à la construction d'un champ politique, c'est de sa responsabilité historique. Il faut laisser la vitalité de la société s'épanouir. Dans le cas contraire, il y a de la peur, du refoulement et finalement, de la colère. En plus, la liberté d'expression permet de corriger les erreurs, les déviations et les incompétences. Il faut assumer stoïquement les critiques et faire en sorte d'améliorer le fonctionnement du pays.

C'est cette voie là qu'il faudra explorer. Il faudrait réorganiser la vie politique avec plus de rigueur mais aussi avec plus de transparence. Je ne comprends pas que des critères de compétence ne soient pas requis pour des postes de responsabilité, y compris électifs. Sans tomber dans l'élitisme, il est cependant important d'améliorer substantiellement le niveau de compétence des élus.

Si le cœur du système politique est préservé par des feuilles de route stabilisées sur le long terme, le changement possible des exécutifs, par exemple à l'occasion des élections, ne posera plus de soucis stratégiques. Formation sérieuse des élites politiques dans le respect de la pluralité, connaissance du fonctionnement de l'État, stabilité des programmes à long terme... cela mènerait vers des élections vraiment libres et démocratiques tout en sécurisant le pays. Le président Tebboune reçoit cycliquement les partis politiques. Peut-être faudrait-il aller un peu au-delà et entamer une vraie réflexion collective. Il faut des solutions imaginatives mais ancrées dans notre réel social. Notre système institutionnel est calqué sur celui des États occidentaux, il n'émane pas de notre propre culture. C'est, d'ailleurs, pour cela qu'une partie de la population semble détachée de la vie nationale. Sans vouloir blesser personne, il faut dire que de nombreuses structures consultatives sont non fonctionnelles, voire totalement inutiles. Nos institutions n'embrayent pas sur la réalité sociale. C'est pour compenser ces faiblesses que les walis sont devenus des maillons forts dans les rouages politiques. Mais comment former des commis de l'État pour leur profil technocratique et leur demander ensuite d'agir en tant que politiques ? L'administration est omnipotente. Au lieu d'être l'instrument d'une politique, elle est devenue la maîtresse de l'État, par son inertie et son incapacité à sortir des procédures bureaucratiques. Lui confier la gestion est le meilleur moyen d'étouffer le pays. Ce qui me chagrine, c'est qu'à chaque fois que la bureaucratie crée des obstacles, on pense qu'il faut renforcer encore plus le pouvoir administratif. Mentalement, nous sommes toujours à l'ère du centralisme bureaucratique paternaliste. Il y a comme une croyance que l'administration doit être le moteur du développement. Dans la

mesure où il n'est pas encore possible de faire élire le wali, au moins faudrait-il former politiquement celles et ceux qui sont nommés !

Il faut donc trouver un équilibre qui stabilise les structures sécuritaires et administratives du pays et qui institue en même temps une logique d'alternatives politiques pour rendre plus souple la capacité d'adaptation du pays aux évolutions du monde, sans remettre en cause la stabilité de l'État.

Quel prolongement populaire pourrait avoir cette initiative ?

Prolongement populaire ? Non, je n'en vois aucun, sinon le renforcement du sentiment chez les citoyens que nous n'arrivons pas à sortir des vieilles recettes, comme si l'Algérie était condamnée à revivre le même karma, ce cycle de vie hindouiste, qui se répète pour des âmes emprisonnées dans leur destin. Pourtant, il faudrait bien en sortir un jour !

L'Algérie n'arrive pas à faire émerger une nouvelle classe politique de qualité. Face aux véritables défis, la culture ambiante incite chacun à revenir aux anciennes formules, aux vieilles méthodes. Il y a une incapacité à réfléchir sur l'avenir avec de l'audace et de l'inventivité. Dès qu'il y a un soupçon de nouveauté, les fenêtres sont vite fermées et les portes bloquées à double tour. Il y a un esprit conformiste et tourné vers le passé qui domine dans notre société. « L'élite » politique est porteuse des mêmes réflexes. Nos responsables et nos politiques ne veulent pas sortir de leurs zones de confort. Alors, chacun recherche une forme d'immobilisme, au nom de la stabilité... jusqu'à la prochaine déflagration, puis on calme les choses de nouveau, on fait des promesses de changement, on laisse passer l'orage en permettant aux gens de se défouler, puis à la fin, on ferme les vannes. Malgré toutes les volontés, probablement de bonne foi, pour engager le pays vers la modernisation, le système reste imperméable et se recroqueville, par réflexe, aussi brutalement que s'il venait d'être remis en cause.

Pour quelles raisons Jil Jadid n'adhère-t-il pas à cette initiative ?

Je crois que les partis politiques ont pour mission de proposer un programme politique, éventuellement un projet de société, former des cadres compétents et défendre des valeurs. Voyez comment le monde est aujourd'hui, dans un conflit de valeurs sociétales. Faudrait-il suivre l'Occident sur sa perception de l'avenir ou au contraire se rapprocher de l'Orient, qui prône la conservation d'une civilisation traditionnelle ? Ce type de question n'est malheureusement abordé nulle part. L'Algérie semble voguer à vau l'eau à ce sujet. Pourtant, le monde est à l'orée d'un basculement inéluctable. Nous sommes en train de passer d'un monde unipolaire, organisé et contrôlé par le leadership américain et ses alliés européens, vers un monde multipolaire distribué en « États-civilisations » (et non plus seulement en États-nations).

Les partis politiques, théoriquement, seraient porteurs de conscience et, de ce fait, devraient faire cet effort de pédagogie, de clarification des concepts, de canalisation d'énergies. Les partis politiques devraient être l'expression d'une pensée mise en forme dans des think tank. La dimension sécuritaire est absolument importante, plus encore aujourd'hui qu'hier, mais elle sera incapable, comme seule dimension de pouvoir, de protéger et de développer sérieusement le pays.

Tribune de Zoheir Rouis : Révision annoncée de la loi sur les partis politiques : pour quels enjeux et ambitions pour le pays ?

Jiljadid.org le 09/08/2023

La révision annoncée de la loi sur les partis politiques ne doit pas servir à s’immiscer davantage dans leur organisation et fonctionnement mais à libérer pleinement les conditions de leur création, d’organisation, de fonctionnement et d’actions sur le terrain.

Par ailleurs, cette révision annoncée doit permettre de promouvoir leurs actions, notamment, en supprimant tout régime d’autorisation préalable à leur fonctionnement et à l’organisation de leurs débats internes et publics, et leur garantir un accès libre, effectif et équitable aux médias publics, et pas seulement lors des élections ou pour commenter telle ou telle action de l’Exécutif.

Les partis politiques doivent être vus comme le pourvoyeur naturel des dirigeants politiques du pays. Ils doivent donc être, non pas contraints ou contournés, mais soutenus par l’Etat pour ancrer la démocratie et l’État de droit, et promouvoir le multipartisme et l’alternance au pouvoir avec des femmes et des hommes engagés et porteurs de projets pour leur pays.

S’il leur appartient de s’organiser sur la base de la démocratie interne, d’investir librement le terrain pour promouvoir leurs projets et programmes, d’agrandir et de consolider leurs bases, et de former sérieusement leurs militants, ils doivent aussi pouvoir loyalement accéder à des fonctions électives, dans le cadre d’élections transparentes, sans autres formes de contraintes, d’interdits ou de contournements, que la seule sanction des urnes.

C’est à ces enjeux et cette ambition pour le pays que doit répondre l’impératif de révision de la loi de 2012 sur les partis politiques.

Le 1er acte de preuve sera assurément le cadre de concertation qui sera posé avec les acteurs politiques concernés pour sa révision.

Tribune de Soufiane Djilali : candidature de l’Algérie aux BRICS « Un mal pour un bien ? »

TSA 24/08/2023

Le sommet des BRICS qui vient de s’achever à Johannesburg laissera un goût amer aux Algériens. L’espoir de faire partie du gotha des pays qui devront construire le monde multipolaire cède la place à un sentiment de déception de se voir recaler d’une manière aussi brutale.

L’investissement diplomatique, politique et médiatique de l’Algérie et de son Président pour rejoindre les BRICS n’a pu compenser ses faiblesses structurelles.

Face à ce retour au réel, il serait impertinent de chercher la responsabilité de notre échec dans une mauvaise volonté ou, pire, dans une hostilité particulière à notre encontre, chez l’un des 5 membres fondateurs de l’alliance. Il serait plus grave de réagir intempestivement nos orientations et choix par dépit. Aussi pénible que cela puisse être, nous sommes en devoir d’analyser froidement les raisons qui ont amené nos partenaires à ne pas agréer nos ardeurs à les rejoindre.

L’Algérie avait pour elle de nombreux atouts géopolitiques qui auraient pu peser significativement dans la décision des cinq. Cependant, elle n’est pas la seule parmi les candidats à en posséder. Les cinq membres s’étaient réunis d’abord et avant tout sur la

dimension économique des enjeux mondiaux et sur leurs intérêts nationaux bien compris. L'Occident contrôle le monde par la monnaie, la puissance militaire, la technologie et l'information. C'est sur ce terrain que les puissances alternatives veulent introduire des changements et des rééquilibres. Or, à ce niveau où en est l'Algérie ? Est-il besoin de rappeler notre situation sur ces questions ?

Cette mésaventure des BRICS doit être utilisée pour s'ouvrir au réel et se remettre en cause et non pas, encore une fois, rejeter la source de nos difficultés sur les autres. Notre faiblesse économique dramatique est notre faute. La nature a doté l'Algérie de tous les moyens, malheureusement, il y a une incapacité à les rentabiliser.

Parmi les tares qui nous font tant de mal, il y a l'incompréhension du fonctionnement du monde économique, la propension à l'assistanat généralisé et à l'esprit rentier, au populisme sans bornes et tout cela, mélangé à une tendance lourde à la corruption, à l'instrumentalisation de l'administration pour les intérêts privés, et à un choix calamiteux des responsables exécutifs !

Malgré tous les atouts naturels dont nous disposons, l'organisation de notre système politico-économique reste en deçà des normes d'une bonne gouvernance.

L'échec de notre intégration aux BRICS (intégration qui aurait peut-être poussé nos dirigeants à engager de vraies réformes) doit être maintenant l'occasion de mettre chacun devant ses responsabilités, pouvoir comme opposition. Un débat national authentique doit être ouvert. Sans idées préconçues, sans calculs électoraux. C'est l'avenir du pays qui est en jeu. Dans le cas où chacun se complaît dans ses propres certitudes, aucune issue favorable ne pourra être trouvée.

Notre déception d'aujourd'hui n'est pas la fin du monde. A quelque chose malheur est bon dit l'adage. Prenons avec philosophie et courage cet échec pour réfléchir sur notre réalité et se décider enfin à construire par le travail, l'effort et l'intelligence notre Algérie pour laquelle trop de sacrifices ont été dilapidés au nom des illusions.

Interview de Soufiane Djilali

TSA 26/08/2023

La candidature de l'Algérie aux BRICS n'a pas été retenue. Pourquoi ?

Soufiane Djilali : À part de simples supputations, jusqu'à présent je ne pense pas que les critères de choix à l'adhésion aient été clairement énoncés et encore moins les raisons exactes pour lesquelles l'Algérie n'a pas été retenue.

Comme chacun s'en doute, les enjeux géostratégiques sont énormes. Les cinq membres initiateurs ont évalué les candidatures selon leur propre angle de vue et leurs intérêts.

Il faut comprendre qu'à ce niveau, ce ne sont pas des critères objectifs comme pourrait l'être la correction d'un QCM avec une note précise. Il faut saisir le contexte géopolitique général et les objectifs de ce regroupement pour ensuite décider de l'opportunité de notre démarche.

Les BRICS se sont assignés un défi à relever, celui de faire basculer le système mondial d'un régime unipolaire à un système multipolaire.

L'élargissement opéré à Johannesburg devait répondre à des préoccupations précises et particulières à chacun des membres du groupe. Il y avait, à l'évidence, également un objectif collectif. Les sentiments n'interviennent en aucun cas dans ce genre de décisions.

Aujourd'hui, il y a un face à face entre l'Occident global et les BRICS. Le premier veut maintenir son hégémonie sur le monde, les autres tablent sur la multipolarité.

Entre les deux groupes, il y a donc rivalité mais aussi des liens très puissants bien que différenciés. Si la Russie s'est retrouvée en situation de rupture presque totale avec le pôle occidental, cela n'est pas le cas pour les 4 autres dont l'interdépendance, avec les États-Unis et l'Union Européenne, est encore vitale pour chacun d'eux.

L'émergence du monde multipolaire fera face à d'énormes résistances. Les États-Unis ne veulent pas perdre leur leadership et agiront sur tous les fronts pour annihiler ou au moins retarder l'avènement d'un nouveau système international dans lequel ils perdraient leur position dominante.

Les cinq devaient donc prendre en considération les avantages et les inconvénients de l'élargissement.

Ils devaient conforter la dynamique qui se développe en leur faveur en renforçant leurs rangs mais sans trop se diluer, ce qui aurait amené trop de contradictions dans un groupe en formation, qui n'a aucune existence formelle sur le plan du droit international, encore fragile et par définition hétéroclite, puisque l'objectif à terme est justement la multipolarité.

Voyons maintenant le profil des candidats admis et inscrivons les choix opérés dans la matrice de ce bras de force feutré qui se développe entre les deux pôles.

Pour les BRICS, il fallait s'emparer d'abord du Moyen-Orient, réservoir énergétique et jusqu'alors pro-américain, occupant un carrefour ultrasensible.

La Chine avait commencé par déminer le conflit Iran-Arabie Saoudite. Puis, avec en plus les Émirats arabes unis, c'est pratiquement l'ensemble des pays riverains du Golfe arabo-persique qui se réorienterait vers l'Est.

À ce sujet, il est intéressant de noter la réaction de l'Arabie Saoudite qui a été invitée à rejoindre le groupe sans qu'elle n'ait avancé par elle-même sa candidature.

C'est en tous les cas ce qu'a laissé entendre son ministre des Affaires étrangères. Si les choses se confirment, c'est un double coup pour les BRICS.

En plus de l'importance géoéconomique de cette région, c'est le monde arabo-islamique qui est réaligné à travers l'Iran, l'Arabie Saoudite, les EAU et l'Égypte sur le trio Russie-Inde-Chine (RIC).

Imaginons qu'au prochain coup, l'Indonésie, le Pakistan et la Turquie s'impliqueront, c'est l'ensemble du monde musulman qui entrera en coopération avec les mondes Orthodoxe, Confucéen et Hindouiste. C'est la théorie de Samuel Huntington qui sera remise au goût du jour !

Autre point sensible traité, le conflit potentiellement déstabilisateur du projet multipolaire qui peut être généré par les tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte au sujet des eaux du Nil.

Il faut rappeler que la Chine a d'énormes investissements en Éthiopie qui est également sa porte d'entrée pour tout le continent Est-Africain. La relation Égypte-Éthiopie devra être gérée dans ce cadre. Reste l'Argentine : il fallait équilibrer les entrées entre les continents visés et rassurer l'Amérique latine.

Dans ce décor, qu'aurait pu apporter l'Algérie dans cette phase précise ? Malgré tout le capital symbolique, politique et potentiellement économique, que nous possédons, pour l'instant, le groupe ne pouvait pas nous assimiler.

Nous sommes actuellement coupés, pour des raisons sécuritaires et d'instabilité politique chez tous nos voisins, de notre espace géostratégique.

Le portail vers l'Afrique de l'Ouest est pour le moment fermé. Notre économie ne ressemble à rien. Notre influence dans notre sphère naturelle commence à peine à renaître de ses cendres.

À part notre gaz pour lequel l'Europe est en position de demande, rien, même pas le pétrole, ne représente un quelconque avantage stratégique significatif.

Dans la configuration actuelle, les atouts potentiels de l'Algérie pour une intégration dans un groupe aussi lourd sont tous désactivés. Cependant, dans une perspective à moyen terme, l'équation pourra changer. À nous d'effectuer le travail et de nous préparer sérieusement pour la prochaine échéance.

L'Inde et le Brésil ont voté contre la candidature algérienne. Est-ce que les considérations géopolitiques ont prévalu dans le choix des candidatures ? Par exemple l'Ethiopie n'a pas une économie puissante et sa candidature a été retenue

Soufiane Djilali : D'abord, je ne suis pas du tout convaincu qu'il y ait eu un quelconque vote. Il ne s'agissait pas ici d'une élection. Il y avait, à ma connaissance, 17 pays qui avaient formulé leur candidature.

Il ne s'agissait pas de laisser le hasard du vote désigner les futurs membres. Si les critères relevaient de normes objectives économiques comme le PIB total ou par habitant, l'IDH (indice du développement humain), ou les réserves de pétrole, la liste des admis aurait été totalement différente.

Pour le moment, l'Algérie ne pouvait pas apporter une plus-value dans l'agenda des BRICS, alors elle n'a pas été retenue.

Maintenant, le contexte géopolitique ne restera pas figé, la prochaine vague d'admission, peut-être à Kazan (Russie) en 2024, se fera en fonction d'autres critères que ceux qui ont présidé le choix cette fois-ci. Il faut que notre diplomatie se renseigne sur les prochains enjeux et prépare le pays à cette échéance.

Quelles sont les leçons que l'Algérie doit-elle tirer de cet échec ?

Soufiane Djilali : D'abord, il faut relativiser l'échec sans le nier. Ce ratage doit nous pousser à réfléchir sur nous-mêmes et surtout à ne pas réagir intempestivement.

Au contraire, il faut raison garder. Il faut s'adresser aux Algériens avec beaucoup de franchise et d'humilité pour leur dire que si cette étape n'a pas été franchie avec succès, ce n'est que partie remise.

Certes, il y a eu des erreurs d'évaluation et de communication mais ce n'est pas dramatique en soi.

Maintenant, il faut rassembler toutes les énergies nationales. Il y a sûrement des révisions déchirantes à faire. C'est inéluctable. Nous ne pouvons pas laisser la démoralisation s'installer sans réagir.

Des changements structureaux doivent intervenir selon un plan réfléchi avec des objectifs bien cernés. Commençons par l'ouverture d'un débat libre et serein. Les médias doivent recouvrer toutes leurs marges de manœuvre. La peur qui s'est installée dans toutes les rédactions est contre-productive.

Mettons l'intérêt du pays au-dessus des nôtres, regardons où sont nos points forts et où sont nos points faibles, retrouvons les manches, organisons-nous rationnellement, confions les responsabilités aux compétents et aux méritants et surtout sortons de nos illusions.

L'économie algérienne trop dépendante des hydrocarbures n'est pas de taille pour rivaliser avec des économies modernes et puissantes. Après le rejet de la candidature algérienne aux BRICS, vous avez réagi en affirmant que le rejet de la candidature algérienne est peut-être un mal pour un bien ?

Soufiane Djilali : Alors faisons en sorte d'avoir cette économie indépendante des hydrocarbures, moderne et puissante ! Nous atteignons péniblement un PIB entre 160 et 200 milliards de dollars selon les fluctuations des cours du pétrole et de la pluviométrie.

Pourtant, notre potentiel est d'au moins 500 milliards de dollars. Je suis persuadé que nous pouvons faire une croissance entre 5 et 7%, voire plus.

Je reste convaincu que l'Algérie peut drainer d'énormes investissements à partir de l'Europe et de certains pays asiatiques. L'Europe a besoin d'assurance pour son approvisionnement énergétique et elle a les moyens de coopérer avec nous dans un challenge gagnant-gagnant.

Pour cela, il faut transformer notre bureaucratie qui est un bourreau de l'économie et un nid de prédateurs. Dans le domaine des IDE, notre image a tellement été abîmée qu'il est très difficile de convaincre de nouveaux opérateurs si nous ne donnons pas de sérieuses garanties légales.

Tant que nous n'avons pas compris que l'économie n'est pas l'affaire de la bureaucratie de l'Etat, nous n'avancerons pas ! Ces dernières années, il y a une forme de psychose soft dans tous les milieux d'affaires. L'argent tourne au ralenti, s'il n'est pas exporté ou au moins thésaurisé.

Je reconnais qu'il y a eu des efforts de la part de certains secteurs ces derniers mois mais c'est totalement insuffisant.

Si par ailleurs la question des ressources humaines n'est pas prise au sérieux, l'Algérie étouffera et finira par s'effondrer sous l'effet de l'incompétence et de la médiocrité qui se sont enracinés depuis des décennies. Dire cela me fait mal, mais malheureusement c'est notre triste réalité.

Avoir une vision de notre avenir en conformité avec le monde d'aujourd'hui et même, par anticipation, de demain, préparer une stratégie de développement intelligente, sélectionner les profils idoines des responsables à tous les niveaux et entamer la bonne action : voilà ce qu'il y a lieu de faire.

Pour paraphraser un célèbre réalisateur de cinéma : pour faire une bonne économie, il faut trois choses : le travail, le travail et puis le travail !

L'Algérie paie-t-elle les retards de son économie ?

Soufiane Djilali : Pas que. Disons pour faire bref, qu'elle paye pour sa non-économie et pour sa fausse gouvernance. Ces deux tares ne datent pas d'aujourd'hui.

Elles sont apparues très tôt à cause d'une incapacité à faire notre autocritique, à nous évaluer rationnellement et à nous adapter à l'évolution du monde.

C'est la mentalité de notre société qui a été faussée par le populisme incessant et envahissant et par notre impréparation à affronter un monde moderne qui est extérieur à notre champ de conscience.

Nous sommes en état d'anomie, notre perception du monde se fait à travers de fausses croyances, ce qui nous met en décalage avec le réel. Trop d'idéologie et pas assez de pragmatisme, voilà la source de nos maux.

La gestion de l'économie locale par les walis est-elle une bonne chose ?

Soufiane Djilali : Dans les faits, l'administration est devenue le centre des décisions économiques. Probablement l'inertie du système et sa volonté d'accaparer le pouvoir décisionnaire sur les richesses du pays n'a pas permis la mise en place d'une économie de marché.

Les Walis n'ont absolument pas vocation pour diriger l'économie. Ni leur formation, ni leurs prérogatives ne les destinaient à ce rôle.

C'est à l'entreprise de gérer l'économie. D'aucuns verront dans ces propos une volonté néolibérale. Il ne s'agit en aucune façon de livrer le pays à de nouveaux prédateurs au nom de l'économie de marché. L'Etat doit garder le pouvoir de régulation et de contrôle.

Plus que cela, il doit garder un pouvoir direct sur les secteurs névralgiques. Nous sommes dans une phase où le capital, s'il devait agir librement, ferait encore plus de mal au pays.

En revanche, que l'Etat s'arroge de nouveau, des monopoles pour l'importation de produits de consommation, harcèle les commerçants pour des stocks de bananes ou d'huile, et empoisonne la vie des agents économiques, cela devient caricatural.

Aujourd'hui, les caisses de sécurité sociales, les impôts, l'administration centrale, sans compter les différents intermédiaires deviennent des outils antiéconomiques.

À mon sens, il faut diminuer les charges des entreprises tout en devenant impitoyable pour les fraudeurs. Au lieu de cela, la mentalité régnante a été de taper fort sur le marché formel et fermer les yeux sur l'informel.

L'Homo economicus fuira naturellement l'espace officiel réprimé pour se réfugier dans celui qui est hors de contrôle de l'Etat. Vous savez, au fond, nous avons un problème philosophique et psychologique dans la gestion de notre économie. Finalement, il faudra décider si nous voulons développer le pays ou si nous voulons le mettre à l'arrêt !

Quelle est la situation politique à la veille de la rentrée sociale ?

Soufiane Djilali : Cela dépend de ce que l'on entend par politique et sous quel angle on formule le jugement. En ce qui concerne le climat général, les Algériens ne s'intéressent plus vraiment à ce qu'il se passe.

Quelques membres du gouvernement font ce qu'ils peuvent mais je ne vois aucune perspective claire. Le Premier ministre est transparent et personne n'explique sérieusement pour quel projet devrait-on se mobiliser.

Concernant l'activité de la classe politique, c'est malheureusement le néant. La désaffection populaire est générale. Je reconnais que les partis politiques n'ont plus de crédit et cela pose un vrai problème de société.

Là aussi, il faut reconnaître que la classe politique a une bonne part de responsabilité. Nous n'avons pas pu construire un champ politique sain et apte à relever les défis. Je suis dépité devant l'indigence de certains discours.

L'Algérie est fatiguée de revoir sans arrêt les mêmes figures recyclées, d'écouter les mêmes discours creux et de regarder les mêmes applaudisseurs intéressés. Vraiment, elle mériterait bien mieux.

Quelle est la situation des libertés dans le pays quatre ans après le Hirak ?

Soufiane Djilali : Pas au mieux de leurs formes. Il faut dire qu'il y a eu, durant le Hirak, une grande confusion entre ce qui est liberté et ce qui est désordre.

Beaucoup ne savaient plus faire la différence entre la liberté d'expression pour critiquer les choses avec raison et les attaques odieuses sur les personnes, leurs familles, leur notoriété.

Nous avons vécu une phase quasi hystérique et les plus zélés ne s'apercevaient même pas qu'ils réengageaient le pays vers la confrontation interne.

Il fallait une remise en ordre pour calmer les ardeurs et laisser percer au jour une lucidité qui avait été bannie de l'action politique.

Depuis, les choses se sont apaisées de ce côté et le zèle de certains s'est calmé. Par contre, de l'autre côté, les verrous sont toujours là. Je le déplore. Il n'est pas possible de construire un Etat de droit et une démocratie sans des libertés bien comprises.

L'omerta, à tous les niveaux, fait l'affaire de la corruption, de la prédation et de l'incompétence. Depuis 1962, l'Algérie n'a cessé d'être éprouvée sans qu'elle n'en tire les véritables leçons. Jusqu'à quand ?

Tribune de Zoheir Rouis : »Les lois de finances se suivent se ressemblent «

TSA le 07/01/2024

La loi de finances 2024 est entrée en vigueur ce 1^{er} janvier 2024 ;

Une loi de finances qui contient des mesures judicieuses tendant à soutenir le développement des activités liées aux nouvelles technologies et à alléger les taxes pour les entreprises et les promoteurs d'investissements afin de leur permettre de mieux orienter les capacités financières ainsi dégagées.

Mais une loi de finances qui fait, une fois de plus, la part belle aux dépenses publiques, qui ne sont pas toutes financées, et ramenées, cette année, à un haut niveau du fait des nombreuses et importantes redistributions sociales et salariales consenties, auxquelles s'ajoutent l'allègement de la fiscalité des particuliers et les subventions directes et généralisées, car non ciblées, des produits de 1^{re} nécessité. Le tout étant censé soutenir le pouvoir d'achat et lutter contre l'inflation.

Autant de facteurs qui ne permettent pas de porter et de soutenir une stratégie de développement suffisant de la production intérieure et qui soit à même de dynamiser l'économie nationale, de désensibiliser plus rapidement le pays vis-à-vis des revenus volatiles des hydrocarbures et de créer de la valeur pour booster le marché de l'emploi et redonner du pouvoir d'achat ainsi généré par la production.

De fait, la loi de finances 2024, non seulement, ne promeut pas des leviers de croissance interne suffisants, va donc générer un déficit budgétaire qui va être difficile à compenser.

Ce déficit budgétaire « *planifié* » va réduire davantage les marges de manœuvres utiles en cas de brutal retournement des marchés extérieurs (ce qui est loin d'être une vue de l'esprit ou une simple hypothèse), car il sera nécessairement financé, accessoirement, par le marché des valeurs du trésor, et principalement par une ponction du fond de régulation des recettes (FRR), alimenté par la fiscalité pétrolière, à condition que le marché du pétrole ne s'essouffle pas et ne se situe pas en deçà du seuil fixé, ce qui ne peut être définitivement exclu.

Et comme personne ne peut garantir qu'il n'y aura pas en 2024 d'autres chocs sur le marché mondial du pétrole et des produits stratégiques importés, nous avons un risque que le fond de régulation des recettes soit compromis après avoir servi à financer le déficit budgétaire induit par la loi de finances 2024. Par conséquent, le moindre choc pourra potentiellement remettre en cause le maintien des subventions directes et non ciblées ainsi que les redistributions sociales, sauf à recourir de nouveau à la planche à billets pour éviter des soubresauts, surtout dans une année électorale !

Dans une telle situation, qui une fois de plus n'est pas qu'hypothétique, ce sont aussi nos réserves de change qui seront affectées par un brutal choc sur le marché mondial et toute ponction qui ne pourrait être rapidement compensée réduirait d'autant nos capacités à assurer l'intégralité des besoins importés et créerait des tensions, y compris sur le marché interne, avec une perte de pouvoir d'achat qui serait causée par une inflation insoutenable, même si, à date, les réserves de change représentent plus d'une année d'importations, réserve d'or comprise.

Nous sommes donc, une fois de plus, une fois de trop (?), face à une situation qui ne nous est pas étrangère et pourtant nous continuons à vouloir construire nos ambitions sur la base de paris que nous faisons sur le cours des choses sur le marché mondial alors que les tensions internationales n'ont jamais été aussi fortes et aussi impactantes (conflit ukrainien et son impact sur le prix des matières premières alimentaires et la guerre à Gaza et son escalade, avec un impact sur la logistique internationale, dont le coût du transport).

La loi de finances 2024, si elle peut, en effet, s'apprécier dans un contexte électoral à court terme, ne répond à aucun de nos enjeux de transformation et de développement stratégiques à court, moyen et long terme.

Les potentialités objectives de notre pays (humaines, territoriales, énergétiques...) doivent nous engager à appuyer davantage le développement de l'investissement privé créateur de richesses et à soutenir et à accompagner ceux qui cherchent à développer de nouvelles opportunités pour les exportations hors hydrocarbures et la captation d'investissements étrangers intéressés par les avantages comparatifs qu'offre notre pays en matière de main d'œuvre, de fiscalité, d'espace, de foncier et d'énergie, pour délocaliser sur le territoire national leurs outils de production.

Autant de leviers qui peuvent nous permettre d'alimenter le marché local avec les produits fabriqués localement en préservant le pouvoir d'achat, de tarir les importations de ces produits et d'augmenter la part de nos exportations hors hydrocarbures.

Le tout à l'appui d'une stratégie d'acquisition de savoir-faire et de technologies utiles pour développer le marché de l'emploi, créateur de valeur et de croissance et générateur de pouvoir d'achat, mais aussi pour développer nos territoires qui pourraient ainsi bénéficier d'une fiscalité locale suffisante (ce qui allégera d'autant la dotation de l'État et creusera moins son budget) pour leur permettre de prendre en charge les besoins en infrastructures locales, de financer une politique de solidarité volontariste, mais ciblée, et de contribuer à l'épanouissement culturel de nos concitoyens.

C'est cette stratégie de mise en valeur et d'exploitation de nos atouts, de diversification et de sécurisation qui fait cruellement défaut à cette loi de finances 2024 et qui fait que les lois de finances se suivent et se ressemblent comme un perpétuel renouvellement des conditions de fragilisation et d'ajournement des réformes de fonds absolument nécessaires.

Contribution de Soufiane Djilali : « La loi du marché peut vous mener à la prison »

TSA le 13/01/2024

Depuis le début de l'ère industrielle au XVIIIe siècle, de nombreuses théories ont essayé de cerner les mécanismes économiques qui gèrent la création de richesses. Entre les libéraux, adeptes du marché ouvert et de la liberté d'initiative et les marxistes de toutes nuances qui recherchent l'égalité imposée par un Etat directif, l'équilibre est encore aujourd'hui bien fragile.

La liberté économique absolue ne peut s'exercer sans que l'inégalité ne se développe. D'un autre côté, l'égalité imposée diminuera notablement l'efficacité économique.

Une politique libérale entraîne donc de l'inégalité avec les risques de fractures sociales et de troubles politiques à la clef. Par contre une politique égalitariste stérilise l'économie et à terme détruit le pouvoir d'achat et empêche le pays de se développer.

A l'évidence, c'est une économie équilibrée, qui réponde aux besoins des populations mais sans handicaper le développement de l'entreprise qui doit être recherché. Equation souvent très difficile à résoudre, tant les motivations et les besoins des uns et des autres sont multifactoriels, anthropologiques, sociologiques, sociaux, économiques etc...

Pour des raisons objectives et subjectives à la fois, l'Algérie a tenté de construire son système économique, dès son indépendance, avec l'idée de contrecarrer la pauvreté et le dénuement qui frappaient la grande majorité du peuple au sortir d'une colonisation impitoyable et établir une justice sociale dont le principe avait été énoncé avec la déclaration du 1er Novembre 1954.

Durant les années 70, la centralisation étatique de l'économie avait atteint son apogée. L'investissement dans l'industrie était quasi exclusivement réservé aux entreprises d'Etat et, bien entendu, le commerce international était sous monopole. Il est aussi vrai que seul l'Etat était en mesure de mobiliser des capitaux, de négocier avec les multinationales, de former l'encadrement technique et administratif nécessaire à la gestion de l'entreprise. C'était probablement, vu sous cet angle, une étape inévitable. Cependant, pour des raisons idéologiques (socialisme spécifique !) et de mentalité (formatage du personnel politico-administratif des décennies durant), le mode de fonctionnement de l'économie algérienne ne pouvait que se scléroser entraînant des dysfonctionnements invalidants. L'élimination du marché, la négation de loi de l'offre et de la demande et la diabolisation de l'entrepreneur privé, avaient libéré le champ économique au pouvoir bureaucratique et aux prix administrés. Autrement dit, la vie économique était totalement artificielle et la valeur du travail et de sa production était « hors sol » et dévoyée.

Le penchant populiste marxisant du pouvoir avait pourtant trouvé écho auprès d'une population qui, une fois l'indépendance acquise, avait confondu liberté et absence de devoirs, autorité hiérarchique et colonialisme, entrepreneur et voleur. De son côté, l'Etat devait, pour des raisons compréhensibles à cette époque, contrôler les différentes factions qui se disputaient le pouvoir. Le soutien du peuple était obtenu grâce à une politique de distribution de la rente et à un discours agressif contre la « bourgeoisie », les « capitalistes compradores » et autres « commerçants suceurs du sang du peuple ».

Peu à peu, une mentalité nouvelle s'était installée. L'esprit rentier, le refus de toute discipline face à l'autorité, le désintérêt quant à l'efficacité de l'entreprise étaient devenus une culture. Ceux qui étaient déjà adultes à la fin des années 70 comprennent le sens de ces mots.

L'entreprise privée, quelle qu'elle soit était, dans l'inconscient collectif, assimilée à une entité illégitime et ses propriétaires jugés, *a priori*, malhonnêtes.

Depuis cette époque, le temps est passé. La phase consumériste des années 80 (à la charge du trésor public) avait fini par faire culbuter le pays dans une décennie dramatique, celle des années 90, puis dès les années 2000, l'élimination du terrorisme et l'embellie financière, grâce au pétrole, ouvrirent la phase « orgiaque » du régime déchu.

En 2020, après plus de 60 années d'indépendance, le bilan est court : Sans le pétrole, le gouvernement ne pourrait payer ses fonctionnaires ni distribuer des subventions dans tous les sens. Notre PIB ne représente qu'une fraction de notre potentiel réel et l'ensemble du système productif est encore anémique. Les circuits bancaires sont sous-développés et dans tous les secteurs, la bureaucratie (et la corruption qui lui est annexée) étouffe et tue les initiatives. Les jeunes sont découragés et souvent leurs ambitions se transforment en enfer lorsqu'ils se laissent prendre dans les rets des organismes censés encourager l'investissement. Toute notre vision de l'économie est irrationnelle et déraisonnable.

Il faut reconnaître qu'un diagnostic réaliste avait été posé par le chef de l'Etat en 2020 et que les grands axes du développement avaient été remis au goût du jour : la loi sur l'investissement a été revue, un programme d'investissement conséquent a été lancé, la limitation de l'importation anarchique avec surfacturation a été instaurée... Malheureusement, l'économie mondiale, à la suite de la pandémie du Covid19, est entrée dans une crise profonde, une récession accompagnée d'une inflation généralisée.

De plus, chez nous, les bonnes dispositions politiques ne se sont pas toujours traduites de façon efficiente sur le terrain. De nombreux secteurs sont encore gérés sur la base de principes confus et d'une vision chaotique. Tel a été le cas du secteur du commerce, objet de cette publication, domaine pourtant excessivement sensible.

La limitation drastique et brutale du commerce international a fait beaucoup de mal à nos opérateurs, déstabilisant pour longtemps le circuit commercial en interne mais aussi les rapports de confiance avec les fournisseurs étrangers. Sur toutes les places internationales, les négociants algériens sont maintenant maltraités, y compris chez des pays dits « amis ». La perte de crédibilité dans les circuits bancaires a réduit nos opérateurs à des bricoleurs et à des « beznassias » à travers les frontières. Le phénomène du « cabas » avec son lot de corruption est devenu insupportable. Les pénuries refont surface. Le malaise chez tous les opérateurs est palpable, tous angoissés par une « descente » à l'improviste des fonctionnaires du commerce, des caisses sociales ou des impôts, ou d'une enquête judiciaire à la suite d'une transaction notariée. La politique de dissuasion, de manière brutale fait peur. Pourtant les gains financiers d'une telle politique ne compensent en rien les dégâts psychologiques chez l'ensemble des opérateurs économiques, ce qui a, évidemment, des répercussions néfastes sur le climat des affaires.

Il est vrai que le commerce, depuis l'importation jusqu'au petit négoce de détail en passant par la fabrication et la grossisterie, est anarchique. Il est vrai que chacun trafique à qui mieux pour augmenter ses marges bénéficiaires dont une bonne partie circule dans l'informel. Le problème est réel, ses causes profondes et ses symptômes chroniques. Il faut revoir l'ensemble de l'architecture de notre économie. Ce ne sont pas des mesures partielles aussi draconiennes qu'elles puissent être qui rétabliront les grands équilibres économiques. Une loi répressive doit venir en complément d'une conception plus réaliste du fonctionnement du marché et non pas en une nouvelle inquisition entre les mains d'une bureaucratie tatillonne.

Bien sûr, des mesures importantes devaient être prises. Des sanctions dissuasives doivent suivre. Cela est dans les normes. A condition bien sûr de mettre en place, par ailleurs, un

climat des affaires commerciales serein et transparent et de sanctionner ceux qui le méritent de manière impartiale et juste.

Or, la loi sur la spéculation adoptée en décembre 2021 (loi N° 21-15) a introduit dans la gestion de ce secteur, non seulement des confusions déplorables, une déstabilisation des rapports entre les commerçants et l'administration, mais surtout de gravissimes injustices que subissent de trop nombreux concitoyens.

Par ma position de chef de parti, j'ai eu l'occasion de recevoir de nombreux citoyens venus solliciter de l'aide pour rétablir des proches à eux, emprisonnés et condamnés pour de trop nombreuses années, dans leurs droits. Pour certains, leurs proches avaient commis quelques infractions, pour d'autres, ils ont été nettement victimes d'un emballement des autorités locales en charge de ce dossier. La politique était devenue plus importante que la justice dans le traitement de ces dossiers !

J'ai entre les mains de nombreux procès-verbaux qui relèvent parfois des infractions mineurs, d'autre fois ils ont été, à l'évidence, établis en dehors de toute règle juridique légitime. Les accusés, des jeunes, parfois universitaires, des pères de famille, des hommes et des femmes honorables qui n'avaient rien à se reprocher ou si peu, et se retrouvent condamner à 7 ou 10 ans de prison. Leur vie et celle de leurs familles seront détruites à jamais sans que ces punitions ne servent à quoi que ce soit dans la solution des problèmes du marché. Un coup d'épée mortel dans l'eau !

A Jil Jadid, nous ne sommes ni enquêteurs, ni un appareil en mesure d'être juge, cependant, à l'évidence, trop de nos concitoyens vivent une profonde injustice sans aucun moyen de recours. Des accusations à tort et à travers faites dans des conditions qui ne répondent en aucune manière aux dispositions de la loi sont en train de broyer des citoyens qui ne méritent pas ce sort. Là où il fallait un avertissement, une simple amende ou à la limite une saisie de marchandise, ils ont eu droit à un emprisonnement de 10 ans ! Le préjudice financier pour l'Etat et/ou le consommateur est parfois ridiculement bas par rapport à la punition destructrice.

Un Etat injuste entraîne de la rancœur, de la frustration sinon de la haine chez les citoyens. L'emballement opportuniste de certains agents exécutifs de l'Etat peut causer de très graves préjudices à la cohésion nationale, peut-être à petite échelle pour le moment mais qui pourrait devenir menaçant à terme.

Au lieu de trouver des solutions de fond, et structurelles pour corriger un dysfonctionnement du marché, certains responsables à la recherche de faveurs politiques, avaient préféré réaliser des opérations médiatiques et populistes.

La question est là : veut-t-on construire une Algérie dont l'économie est productive, efficace et répondant aux normes modernes ou voulons-nous seulement faire des opérations coup de poing pour gagner des galons ? Dans le premier cas, nous avons besoin d'entrepreneurs, de liberté d'action, d'assurances garanties par l'Etat et la protection d'une loi, sévère s'il le faut mais juste. Dans le second cas, cela ne peut qu'éroder l'autorité des pouvoirs publics et les pousser, en retour, à plus de répression. Tout le monde sera perdant.

Depuis la nuit des temps, le marché se régule par le duo offre-demande. La régulation du marché se fait par une production suffisante, parfois complétée par de l'importation. Le gouvernement est là pour synthétiser les données du marché et influencer son évolution par la fiscalité, les incitations à l'investissement et plus généralement par la régulation. Les lois et les règles doivent être claires et assimilées par tous les opérateurs. Cela exige aussi de la pédagogie. Le citoyen doit être rassuré, ce qui l'amène à coopérer avec son Etat.

Lorsque le gouvernement se défausse de sa responsabilité de l'échec de sa gestion en punissant à tour de bras de simples commerçants sans distinction sérieuse et avérée entre des délits mineurs et majeurs, et sans prendre la mesure des conséquences humaines dues à des interventions intempestives d'agents d'exécution mal formés ou même malintentionnés, les retombées politiques négatives seront inévitables.

Je voulais par cette contribution attirer l'attention des pouvoirs publics sur des conduites de l'administration gouvernementale en général. Il faut absolument revenir aux standards de la raison mais aussi de la morale et enfin de l'intelligence. Les motivations purement politiciennes sont de très mauvaises conseillères.

J'ose espérer que le Président de la République, dernier recours pour ces compatriotes en grave difficulté trouveront en lui une oreille attentive et magnanime. Le peuple a aussi besoin de compassion.

Communiqué du Conseil Politique de Jil Jadid du 03/02/2024.

Il a ainsi débattu de plusieurs questions :

1) Le génocide à Gaza : Le Conseil Politique de Jil Jadid exprime son entière solidarité avec le peuple Palestinien qui est soumis à un génocide et à une épuration ethnique dans les faits et proclamés ouvertement par les dirigeants de l'entité sioniste.

La Cour International de Justice a fait un premier pas, à la suite de sa saisine par l'Afrique du Sud. Cependant, à part quelques pays courageux qui se sont élevés devant la barbarie israélienne, Jil Jadid est profondément heurté par l'indifférence totale voire une complicité des pays qui soutiennent aveuglément l'Etat raciste.

Jil Jadid espère que l'UNRWA soit rapidement soutenue par l'ensemble de la communauté internationale pour protéger, autant que faire se peut, les populations exposées aux pires conditions de vie.

Jil Jadid soutient les initiatives de l'Algérie auprès du Conseil de Sécurité et relève le mérite historique du rôle de l'Afrique du Sud auprès de la Cour Internationale de Justice qui a rehaussé son prestige auprès des peuples du monde. Aujourd'hui, il est temps qu'un cessez-le-feu intervienne et qu'une véritable solution soit imposée pour la création d'un Etat Palestinien souverain.

2) La déstabilisation du Sahel : Jil Jadid exprime sa profonde inquiétude face à la dégradation politique et diplomatique dans la région. L'Algérie a toujours entretenu des relations fraternelles, de coopération et de soutien à ses voisins du Sud. Elle a déployé ses efforts pour concilier les populations de diverses ethnies au sein de leur pays en respectant et en favorisant leur stabilité. Le prolongement ethnique des populations à cheval entre nos pays ne peut laisser indifférent l'Algérie, pour sa sécurité et celle de ses voisins.

L'intervention de plusieurs pays aux intérêts divergents pourrait mettre à mal la stabilité et la sécurité des pays du Sahel dont les économies sont très fragiles. Seule une véritable politique de co-développement, de coopération et de dialogue entre l'ensemble des pays de la région pourrait offrir une solution à l'instabilité sécuritaire, au sous-développement chronique et à la paupérisation des populations.

La nouvelle position de l'Algérie au sein du Conseil de Sécurité devrait être une opportunité pour elle de porter la voix de l'Afrique et de jouer un rôle positif dans la résolution des conflits qui secouent notre continent.

3) Au plan politique, Jil Jadid relève une marginalisation persistante et contre-productive de la vie politique. A l'évidence, les partis politiques n'animent plus les débats nationaux qui en réalité, n'existent plus. Remplacer les partis politiques par une société civile légalement non concernée par la politique interpelle sur les intentions des autorités, d'autant plus que l'avant-projet de la loi organique sur les partis ne présage pas, loin s'en faut, d'une ouverture démocratique. Le danger d'une rupture de médiation entre la classe politique, y compris du pouvoir, avec le peuple peut entraîner une crise de confiance profonde à terme entre l'Etat et les citoyens. La question du multipartisme doit être abordée avec une conscience aigüe par les autorités. S'il est impossible de revenir au parti unique, il serait également irresponsable d'envisager des appareils politiques embrigadés pour servir en tant que faire-valoir.

4) Par ailleurs, les médias publics et privés ont perdu toute attractivité pour les citoyens, laissant ces derniers sous l'influence de médias orientées contre les intérêts nationaux et diffusants à partir de l'étranger. Seule une ouverture conséquente des canaux de communication peut rétablir une information crédible et pédagogique.

5) Cette étape est d'autant plus nécessaire que l'Algérie doit relever une multitude de défis. En effet, une politique de rassemblement des énergies nationales pour renforcer le front interne ne peut réussir que lorsque les autorités politiques accepteront le débat libre et une prise de responsabilité des différentes parties en toute conscience. Le retour aux anciennes habitudes de mobilisation sur la base d'alliances fictives ou d'intérêt électoral ne peut constituer une étape qualitative dans la pratique démocratique.

6) L'Etat de droit et la démocratie ne sont au final que des outils de consensus national pour libérer les énergies en vue d'engager un développement économique qui réponde aux besoins des citoyens et qui soit à la hauteur de leurs ambitions légitimes.

7) Ainsi, au plan économique, les autorités ont pu rétablir les grands équilibres macroéconomiques. L'ouverture du capital des banques publiques dénotent d'une volonté de transparence dans le milieu financier. La bourse d'Alger devra être activée pour construire une vraie place financière. Il est maintenant impératif d'encourager l'investissement et la production. La confiance des opérateurs est nécessaire pour une dynamisation de l'économie. Le rôle excessif de la bureaucratie dans la décision économique est en train d'étouffer les initiatives et de nourrir l'esprit de la corruption dans les administrations. Les erreurs d'application de lois répressives contre des opérateurs industriels et commerciaux doivent être recadrées. Il faut engager le pays dans une vraie stratégie de développement. Le temps presse, et les changements dans le monde risquent de devenir un handicap trop lourd à l'avenir.

8) Dans ce cadre, les bouleversements géopolitiques extrêmement rapides peuvent reconfigurer les alliances traditionnelles et offrir de nouvelles opportunités. Le monde est en phase de mutation et une mondialisation des échanges, inscrite dans un monde multipolaire, est en voie de s'imposer. Dans cette optique, l'Algérie doit définir avec précision ses choix et rassurer ses éventuels partenaires, anciens et/ou nouveaux, de manière à combiner nos volontés et nos ambitions sur le moyen et le long terme pour des intérêts partagés.

9) Le Conseil Politique félicite le Conseil Scientifique du parti pour l'ensemble de ses travaux durant l'année 2023.

10) Le Conseil Politique charge le Conseil Scientifique, en plus de ses actions traditionnelles, de remettre en chantier le programme national du parti qui date de 2021, pour le réactualiser à la lumière des évolutions dans les différents secteurs.

Remerciements

Merci à Soufiane Djilali pour ses conseils, son accompagnement dans ce projet, sa bienveillance et sa relecture attentive de l'enchaînement de toutes les étapes relatées ici.

Merci à Camille pour la patience avec laquelle elle a lu et relu l'ensemble.

Merci à Yasmine pour la mise en page.